

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°

100

JUILLET 1993

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- ✓ **LE N° 100 DU BULLETIN**
- ✓ **70^{ème} ANNIVERSAIRE DU PARTAGE DU KURDISTAN A LAUSANNE**
- ✓ **MASSACRE DE 26 CIVILS KURDES PAR LA CONTRE-GUERILLA TURQUE**
- ✓ **INTERDICTION DU H.E.P.**
- ✓ **LORD ENNALS GARDE A VUE A ISTANBUL**
- ✓ **LA VISITE ÉCLAIR DE MME ÇILLER DANS LES PROVINCES KURDES**
- ✓ **LE PKK ENLÈVE DES TOURISTES**
- ✓ **INTENSIFICATION DES BOMBARDEMENTS IRANIENS AU KURDISTAN D'IRAK**
- ✓ **LONDRES UN COLLOQUE SUR LA SITUATION HUMANITAIRE AU KURDISTAN D'IRAK**
- ✓ **AINSI QUE...**
- ✓ **LA CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE**
- ✓ **EN BREF, LA REVUE DE PRESSE**

LE NUMÉRO 100 DU BULLETIN

LA présente livraison constitue le centième numéro de notre *bulletin de liaison et d'information*. Conçu à l'origine comme une lettre mensuelle, doublée d'une revue de presse, pour informer les adhérents de l'Institut et les amis du peuple kurde des activités de l'Institut et de l'actualité kurde, le bulletin est rapidement devenu un outil de documentation et d'information très apprécié par des chercheurs, journalistes, parlementaires, spécialistes et particuliers s'intéressant à la question kurde. A travers ses éditions en français, anglais, alle-

mand, espagnol et turc, il touche actuellement un public spécialisé dans 85 pays répartis sur 5 continents. Sa revue de presse inclut toute la presse francophone (plus d'une centaine de titres), 4 quotidiens et une dizaine de périodiques turcs, les principaux quotidiens américains, britanniques, allemands, suisses, italiens sans oublier les coupures des publications arabes, persanes, scandinaves, espagnoles, australiennes, canadiennes, voire japonaises qui nous

sont envoyées par nos lecteurs et abonnés.

Sur plusieurs centaines d'articles et coupures relatifs aux Kurdes reçus chaque mois, nous opérons une sélection, dans le respect du pluralisme politique et culturel, en privilégiant les articles en langues européennes, notamment en français et en anglais, pour tenir compte des souhaits de notre lectorat. Les autres articles sont archivés et soigneusement conservés dans notre centre de documentation à l'usage des chercheurs.

Le taux des articles publiés dans le bulletin a varié au fil des ans. Notre premier numéro, daté du juillet 1983 comprenait 32 pages et la quasi-totalité des articles paru à l'époque sur les Kurdes. Ce dernier numéro, qui compte déjà 196 pages, a dû, pour d'évidentes

raisons de place, reprendre uniquement environ 30% des articles et coupures de presse reçus. C'est dire l'importance qu'acquiert d'année en année la question kurde dans l'actualité. Tel quel, notre bulletin représente le plus complet des outils de documentation périodiques sur les Kurdes. Sa collection des 100 premiers numéros constitue une archive médiatique vivante de l'histoire kurde de la décennie écoulée. Outre ces 100 numéros ordinaires, 6 numéros hors série (*Les vents de la mort*, septembre 1982 ; *Mme Mitterrand au Kurdistan*, mai 1989 ; *Dr. Ghassemlou*, juillet-août 1989 ; *Conférence Internationale sur les Kurdes*, février 1990 ; *L'Exode*, avril 1991 ; *La situation au Kurdistan de Turquie*, novembre 1992) ont été publiés à ce jour, soit au total une documentation contemporaine de 9 019 pages.

de sa politique impériale. En contrepartie de leur consentement au plan britannique, la France et les États-Unis ont reçu chacun 23,75% des parts de la compagnie *Turish Petroleum Co* (devenu plus tard *Iraq Petroleum*) et ont joui de ce pactole jusqu'au milieu des années 1970.

Entre Sèvres et Lausanne, un général turc nommé Mustafa Kemal, devenu plus tard Atatürk, «père des Turcs», avait contesté par les armes le sort inique fait au peuple turc, rallié certains chefs kurdes avec des promesses de «création d'un État musulman des Turcs et des Kurdes» levé une armée, défait les troupes grecques et proclamé à Ankara une Turquie indépendante. La guerre d'indépendance turque avait coûté de 8 000 à 9 000 morts. Elle a convaincu les grandes puissances de l'époque (Empire britannique et France) qu'un État turc nationaliste et stable, servant de tampon entre la Russie communiste et leurs possessions coloniales du Proche-Orient, serait dans leurs intérêts. Divisés et en retard sur leur époque, les Kurdes furent sacrifiés sur l'autel de ces calculs froids. Il leur a fallu d'ailleurs quelque temps pour réaliser que les nouveaux États voulaient créer des «nations unes et indivisibles», visant à éliminer ou à assimiler les peuples devenus minoritaires. L'onde de choc de ce réveil brutal n'a cessé depuis de secouer le Kurdistan dont l'histoire est devenue une suite tragique de révoltes, de massacres, d'exodes, de déportations et d'humiliations.

L'anniversaire de Lausanne a été célébré à Ankara en grande pompe. Des représentants de la France, d'Italie, de Grèce, du Japon, de Roumanie, de Slovénie, de Croatie, de Macédoine et de Bosnie-Herzégovine ont assisté à la cérémonie organisée au Parlement turc en présence du Président et du Premier ministre turc. Des manifestations ar-

70^{ème} ANNIVERSAIRE DU PARTAGE DU KURDISTAN À LAUSANNE

LE 24 JUILLET 1923, l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie et la Turquie signaient au Palais de Rumine, le *Traité de Lausanne* consacrant, entre autres, la naissance de la Turquie et le partage du Kurdistan. Le Traité international de Sèvres, du 10 août 1920, qui préconisait, dans ses articles 62-64, la création d'un État kurde sur une partie du territoire kurde était ainsi officiellement enterré et le pays kurde divisé entre la Turquie, l'Iran et la Syrie, sous mandat français. Le sort du wilayet de Mossoul (l'actuel Kurdistan irakien), riche en

pétrole, revendiqué à la fois par l'Empire britannique, puissance mandataire en Mésopotamie, et la Turquie ne fut tranché qu'en 1925. A cette date, malgré le rapport de la mission de la Société des Nations dirigée par le comte hongrois Teleke, envoyée sur place pour connaître les desiderata de la population concernée, établissant que celle-ci, dans une proportion de 7/8, souhaitait la création d'un État kurde indépendant, le Conseil de la S.D.N., accédant à la requête britannique, a décidé de l'annexion de ce territoire à l'État irakien que Londres venait de créer de toutes pièces pour les besoins

tistiques (concerts, expositions) ont complété la commémoration officielle de ce Traité qui fonde la reconnaissance internationale des frontières de la Turquie.

Les Kurdes avaient évidemment moins de raison de pavoiser. Environ 200 d'entre eux ont participé le 24 juillet à Lausanne à une manifestation du souvenir devant le Château d'Ouchy où de 1922 à 1923 la conférence avait siégé. Courageuse, la syndique (maire) de Lausanne, Mme Yvette Jaggi, s'est adressée personnellement aux manifestants kurdes en indiquant que *«Lausanne ne se dérobe pas devant l'Histoire et assume ses responsabilités»*. Elle a rappelé que *«c'est en toute*

bonne foi que les autorités suisses avaient salué à l'époque la signature du Traité de Lausanne comme un progrès pour la paix entre les nouveaux États du Moyen-Orient. C'est seulement plus tard que le monde a pu constater que les signataires du Traité n'avaient pas répondu à toutes les questions». La Turquie n'a d'ailleurs pas honoré les engagements relatifs à la protection des droits des minorités inclus dans ce Traité, comme elle ne se soucie guère de ses obligations découlant des autres instruments juridiques internationaux (Convention européenne des droits de l'homme, Acte final d'Helsinki, Charte de Paris, Pacte international sur les droits civils, sociaux et culturels, etc...).

□ □ □

tense guerre psychologique menée contre le PKK en attribuant ces tueries à celui-ci, grâce à la bienveillante complicité des médias turcs, généralement très nationalistes. Cette «technique» de guerre spéciale marche d'autant mieux que le PKK lui-même, à de nombreuses reprises, ne s'est pas privé de tuer des miliciens pro-gouvernementaux, dits «protecteurs de village» avec leurs femmes et enfants.

Autre technique fréquemment utilisée par la contre-guérilla turque : punir collectivement un village ou une bourgade où se produit une attaque des guérilleros du PKK. Après l'attaque, les unités turques interviennent, abattent froidement des villageois ou des sympathisants présumés de la guérilla. Ces morts figurent dans les communiqués officiels soit à la rubrique *«terroristes tués par les forces de l'ordre»*, soit à celle de *«civils massacrés par les terroristes»*. Dans un système où l'information relative à la guerre du Kurdistan est fortement contrôlée par l'armée, l'opinion turque et les quelques correspondants étrangers basés à Ankara et à Istanbul n'ont accès qu'à ces versions officielles, sauf lorsque quelques journalistes courageux ou des parlementaires de la région se rendent sur place pour mener leur propre enquête.

C'est une telle enquête qui vient de révéler que dans la ville de Diyadin, une heure après une brève attaque du PKK contre le centre administratif local, la police a mis le feu à un immeuble abritant à la fois les domiciles du responsable local du parti DEP (pro-kurde) et du représentant du parti turc CHP, Burhan Ciftçi. Ce dernier, sa femme et ses quatre enfants ont péri dans les flammes, la police empêchant toute intervention des pompiers. Le CHP (Parti républicain du peuple créé par Atatürk!) s'est dit scandalisé par ce

MASSACRE DE 26 CIVILS KURDES

LE 1^{ER} JUILLET, 26 nomades kurdes, dont 14 enfants, 8 femmes et 4 vieillards, ont été sommairement abattus dans un campement d'été situé dans le district de Bahçesaray dans la province de Van. Les hommes du campement, partis faire paître leurs troupeaux dans les alpages, ont retrouvé le soir les cadavres criblés de balles, souvent mutilés, de leurs proches. A son habitude, la presse écrite et les télévisions turques ont diffusé à la une les images de cette tuerie atroce, imputée d'office aux *«tueurs barbares du PKK»*. Certaines de ces images ont d'ailleurs été reprises par des télévisions étrangères.

Or, très rapidement, des témoignages recueillis sur place par des organisations

de défense des droits de l'homme ont clairement établi que ce massacre était en fait l'œuvre des unités spéciales de la contre-guérilla turque. Les nomades n'avaient jamais eu de contentieux avec le PKK et celui-ci, qui généralement revendique ses actions même les plus sanglantes, a nié toute implication dans ce massacre de femmes et d'enfants. En revanche, de nombreux témoins ont affirmé avoir vu des unités turques circulant à bord de véhicules militaires investir ce campement.

Ce n'est pas la première fois que la contre-guérilla turque massacre froidement des civils kurdes dans les zones destinées à être dépeuplées. Tout en terrorisant la population civile pour qu'elle quitte son habitat ancestral, elle marque souvent des points dans l'in-

sextuple meurtre. Il a, le 22 juillet, déposé une motion en vue de la création d'une commission d'enquête parlementaire. La présidence de l'Assemblée a accédé à cette demande et créé une commission de 9 membres, comprenant un député de chaque parti représenté au Parlement. Elle doit bientôt se rendre au Kurdistan.

Elle aura sans doute à enquêter aussi sur une autre tuerie atroce de 35 civils, perpétrée le 5 juillet dans le village de Basbaglar dans la province d'Erzincan, et attribuée par les médias turcs au PKK. Or le PKK a catégoriquement rejeté toute responsabilité dans ce massacre. Dans un communiqué transmis à l'AFP, cette organisation affirme qu'*«un tel massacre ne peut qu'être organisé par les forces armées turques»* et souligne que *«les victimes sont toutes des Kurdes»* et que le fait que les médias turcs imputent cette tuerie au PKK *«vise à cacher le vrai visage de l'État turc»*. Les médias turcs avaient laissé entendre que ce *«massacre de Turcs d'Erzincan»* était la riposte du PKK à l'émeute intégriste de Sivas au cours de laquelle, le 3 juillet une foule survoltée a mis le feu à un hôtel abritant des artistes et des écrivains de gauche venus pour un

festival culturel, en brûlant vif 35 et en blessant 60 autres. Rescapé de ce massacre perpétré en plein centre d'une grande ville, sous l'oeil passif de l'armée et de la police, le célèbre écrivain turc Aziz Nesin, 78 ans, a mis en cause les plus hautes autorités de l'État cherchant à travers cette *«stratégie de la tension à préparer la voie à de nouvelles aventures, à la mise entre parenthèses de la déjà si relative démocratie et sans doute à un nouveau coup d'État militaire»*. Il a révélé qu'il avait personnellement téléphoné au vice Premier ministre Erdal İnönü pour signaler la gravité de la situation à l'approche de la foule intégriste et que les forces de sécurité étaient restées pendant des heures absentes des lieux. Pour sa défense, le vice-Premier ministre, a déclaré à la presse qu'il n'avait *«aucune autorité ni sur le préfet de la ville, ni sur l'armée, ni sur la police»*. La Turquie est assurément un pays bien singulier où un vice-Premier ministre, dûment alerté de l'imminence d'un massacre, ne peut ordonner à un préfet ou à un chef militaire de porter secours aux personnes en péril de mort, qui sont de surcroît des écrivains et artistes parmi les meilleurs du pays.

□ □ □

élections d'octobre 1991, a vainement tenté de favoriser un débat parlementaire sur la question kurde pour trouver une solution pacifique dans le cadre des frontières existantes, est vite devenu la cible favorite des autorités turques, qui par le biais de leurs médias ont systématiquement désigné et marginalisé ce parti pour fermer la voie à toute tentative de débat public sur les Kurdes. Instruit par la cour de sûreté de l'État, le dossier du HEP a finalement été déféré devant la cour constitutionnelle le 3 juillet 1992. Tributaire du climat politique, celle-ci a dû attendre le feu vert du pouvoir politique pour rendre public son arrêt dont la justification juridique ne faisait aucun doute car la constitution turque, imposée après le coup d'état militaire de septembre 1993, interdit toute expression de l'identité kurde et toute revendication de droits spécifiques pour les Kurdes.

Sentant l'approche du couperet, les 18 parlementaires du HEP avaient démissionné de leur parti quelques semaines avant l'arrêt d'interdiction. De ce fait, ils échappent pour l'instant à des poursuites judiciaires. Cependant, l'ancien président de ce parti, Fehmi Isiklar, passé depuis au SHP et devenu vice-président de l'Assemblée, perd d'office son immunité et son siège parlementaire, conformément à l'article 84 de la constitution turque. Il sera, avec trois autres fondateurs du HEP, Feridun Yazar, Ahmet Karatas et Ibrahim Aksoy jugé par la cour de sûreté d'État d'Ankara pour *«trahison à la patrie»*. Si la cour applique la loi turque, ces quatre personnalités kurdes seront passibles de la peine de mort pour délit d'opinion.

Stigmatisant cette «mascarade juridique», M. Isiklar, ancien dirigeant syndicaliste, vice-président de l'Assemblée et député de Diyarbakir a appelé qu'il

INTERDICTION DU HEP

LA COUR constitutionnelle turque a décidé, le 15 Juillet, l'interdiction définitive du Parti du Travail du Peuple (HEP) en raison de ses *«activités portant atteinte à l'unité de la nation et à l'intégrité territoriale de l'État»*. L'arrêt de la cour intervient à un moment où après d'intenses consultations les principaux partis politiques turcs et

le gouvernement étaient parvenus à un consensus sur *«l'union nationale face au terrorisme»*. Tous ceux qui revendiquent des droits spécifiques, même par les moyens les plus pacifiques, sont donc considérés comme des séparatistes suppôts du terrorisme. Considéré comme pro-PKK, par les médias turcs, le HEP qui depuis son entrée au Parlement, à la faveur des

était poursuivi pour les discours tenus lors de sa campagne électorale. «*Ces discours ont reçu l'approbation de mes électeurs et j'ai obtenu 85% des voix dans ma circonscription*» a-t-il ajouté. «*Tout le monde sait en Turquie que j'ai toujours milité pour l'unité des peuples turc et kurde, pour les droits de l'homme, la liberté et la démocratie. Je suis fier de ce combat. Je suis triste pour cette décision qui viole l'essence de la démocratie; je suis triste*

pour les juges qui m'ont condamné sans même m'avoir accordé le droit de me défendre» a conclu le parlementaire kurde.

Ce n'est pas la première fois qu'un parti politique légalement constitué est frappé d'interdiction pour «*activités séparatistes*» en Turquie. Avant le HEP, le parti ouvrier de Turquie (interdit en 1971), le parti socialiste de Turquie et le parti communiste de Turquie avaient

connu le même sort pour avoir, dans leurs publications ou leurs débats, évoqué l'existence des Kurdes en Turquie et promis la reconnaissance de leurs droits.

En fermant la voie à toute expression politique légale, le régime turc place les Kurdes devant un choix draconien : s'assimiler en renonçant à leur identité, s'exiler ou recourir à la lutte armée.

□ □ □

LORD ENNALS GARDE A VUE A ISTANBUL

DE retour d'une mission d'information au Kurdistan irakien, Lord Ennals et sa suite ont été appréhendés le 18 juillet à Istanbul au moment où ils se présentaient à la réception d'un hôtel. Conduits sans ménagement au poste de police, ils ont été longuement interrogés et gardés à vue jusqu'au lendemain, puis relâchés «avec des excuses» à la suite de l'intervention énergique de l'ambassade britannique. Pour justifier sa conduite, la police turque a affirmé que l'un des membres de sa suite, une jeune femme servant d'assistante de recherche pour la mission, aurait revêtu un T-shirt portant l'inscription «*Kurdistan for the Kurds*», sans doute un souvenir acheté dans un bazar du Kurdistan irakien. Mais dans un pays où le mot d'ordre officiel «*La Turquie appartient aux Turcs*» est gravé en lettres géantes sur les flancs des montagnes et sert de logo même aux journaux privés comme le quotidien *Hürriyet*, une telle «provocation» ne pardonne pas, même aux étrangers de passage. Et en matière de

«*séparatisme*» et de «*terrorisme*» la culpabilité est généralement collective. L'éventuel délit perpétré par un individu entraîne au moins la garde à vue de tous ses compagnons.

Âgé de 70 ans, ancien ministre travailliste des affaires étrangères, Lord

Ennals est connu pour son engagement en faveur de la défense des droits de l'homme et de la démocratie. Ardent défenseur de l'indépendance du Tibet, il avait bien voulu prendre part à une conférence inter-parlementaire sur la question kurde, organisée en février 1992 à Washington par la commission des Affaires Étrangères du Sénat américain et l'Institut kurde de Paris. Depuis, il a, à de nombreuses occasions, témoigné de sa sympathie et de sa solidarité avec la cause kurde.

LA VISITE ECLAIR DE M^{me} ÇILLER DANS LES PROVINCES KURDES

LE nouveau Premier ministre turc, Mme Tansu Çiller, a effectué les 22 et 23 juillet une visite éclair de 27 heures, qui l'a conduite successivement à Sirnak, Batman, Hakkari et Diyarbakir. Accompagnée par 13 membres de son cabinet qui, comme elle, mettaient pour la première fois de leur vie les pieds dans une province kurde, Mme Çiller a été un peu partout

accueillie par des auditoires clairsemés et polis, venus s'informer si elle avait quelque chose d'original à dire.

Or, sur le sujet qui intéressait le plus le public kurde, à savoir la reconnaissance de son identité et des droits qui s'y attachent, la fin de la guerre qui ensanglante le pays kurde, Mme Çiller n'avait justement rien de nouveau à dire. Quelques jours auparavant, elle

avait bien sondé les chefs des principaux partis politiques turcs sur la possibilité de la création d'une chaîne de télévision en langue kurde, et de l'enseignement optionnel du kurde à l'école, mais elle avait été vertement rappelée à l'ordre par le président Demirel, plus que jamais rangé derrière les durs de l'armée. Pour lui, la reconnaissance du moindre droit spécifique enclencherait un processus conduisant à la division du pays. Exit donc toute tentative de recherche d'une solution politique et cap sur l'option militaire tous azimuts. L'État turc, une fois de plus, s'en remet à l'armée pour résoudre ce «problème», en niant d'ailleurs qu'il y ait un problème, à part celui du «terrorisme». Le 11 juillet, les principaux chefs militaires avaient donné au Premier ministre un briefing exclusif sur la situation avant de convoquer, le même jour, à l'état-major de l'armée, les propriétaires et directeurs des principaux journaux turcs pour les briefer et demander leur soutien à l'effort de guerre. Ensuite, Mme Çiller a reçu tout ce monde à dîner, obtenu un consensus général de la classe politique et des médias pour accorder un appui politique aux forces armées, en particulier en soutenant la «guerre psychologique contre le terrorisme qu'elles vont intensifier pour diminuer le soutien populaire du PKK». Les radios et télévisions publiques et privées, ainsi que les journaux, seront utilisés plus efficacement à des fins de propagande gouvernementale. Les photos des massacres perpétrés par le PKK seront largement distribuées et les cadres arméniens (sic) du PKK seront identifiés et dénoncés (cf. p.95, l'article de *Turkish Daily News*).

Mme le Premier ministre était donc venue vendre aux Kurdes cette vieille politique présentée sous un joli emballage. Cependant, la réunion spéciale de 60 minutes de son cabinet dans la

petite ville de Hakkari, située près des frontières truco-irako-iraniennes, ni son charme personnel n'ont réussi à convaincre la population. Les discours légalisant du genre «nous sommes tous des frères et sœurs; toute la Turquie vous appartient» ont semblé pour le moins étranges aux oreilles des Kurdes traités dans la pratique quotidienne comme des «terroristes potentiels», et des «ennemis» par les forces turques. Sa promesse de «créer onze mille emplois en développant l'élevage du bétail et l'industrie du tapis» a semblé ridicule dans une région où justement l'armée brûle les forêts et les alpages en paralysant les activités économiques traditionnelles de la région. Quant au plan d'investissement de 220 millions de dollars dans le développement d'infrastructures, nul ne sait s'il s'agira une fois de plus de construction de nouvelles prisons, casernes ou routes militaires ou s'il y aura aussi des investissements civils, lesquels paraissent peu probables dans le climat actuel de guerre. Les professions de foi de Mme Çiller sur «la puissance de l'armée turque et la force de l'État qui saura protéger ses citoyens» faisaient partie de la langue de bois habituelle des autorités turques.

Dans les rares moments de contact avec la population, celle-ci a demandé à Mme Çiller d'agir de sorte que «d'ar-

mée ne brûle plus nos villages, que nous puissions retrouver nos maisons et nos villages, c'est tout ce que nous vous demandons». Les maires locaux ont indiqué au Premier ministre que «la population ne voulait pas la partition de la Turquie mais une cohabitation dans la dignité, dans le respect de l'identité kurde et sur un pied d'égalité avec les Turcs». A Diyarbakir, des représentants des dizaines de villages brûlés par l'armée étaient venus présenter leurs doléances, mais les unités spéciales de contre-guérilla, 10 fois plus nombreuses, ont empêché tout contact avec Mme Çiller. Les habitants du village d'Ikizce ont pu expliquer à quelques journalistes comment dans la nuit du 15 juillet, les soldats avaient brûlé jusqu'au cendres leurs maisons et leurs maigres biens.

En résumé, on peut conclure avec le journaliste turc Ismet G. Imset qui a accompagné Mme ÇILLER dans son périple, cette visite-éclair «a surtout été un show à l'américaine, à ceci près que le Premier ministre a passé le plus clair de son temps dans des discours et de réunions avec les militaires». En l'espace de quelques heures, deux mondes se sont croisés sans vraiment se rencontrer, et sans se comprendre. Un rendez-vous manqué de plus, dans les relations kurdo-turques.

□ □ □

LE PKK ENLÈVE DES TOURISTES

A PRÈS les opérations spectaculaires lancées le 24 juin contre les représentations diplomatiques et les intérêts turcs en Europe, le PKK porte maintenant la «guerre tous azimuts contre l'État turc» sur le front du tou-

risme. Mettant à exécution ses menaces contre les sites touristiques turcs, il a lancé par l'attentat du 27 juin, perpétré dans la station balnéaire d'Antalya qui a fait une vingtaine de blessés, une campagne visant à dissuader les touristes de venir en Turquie et à tarir les rentrées

en devises de la Turquie, utilisées en grande partie dans le financement de la guerre du Kurdistan. Alors que dans sa «guerre totale» l'armée turque rase des villages et bourgades kurdes, incendie des forêts, exécute sommairement des non combattants, dans l'indifférence générale de l'opinion publique internationale, le PKK porte à son tour la guerre dans les métropoles turques et veut frapper Ankara au portefeuille. C'est plus que jamais la loi du talion, l'escalade dans un conflit qui dégénère progressivement en une confrontation kurdo-turque.

Dans un nouveau développement de cette spirale, le PKK se met maintenant à enlever des touristes visitant le Kurdistan. Le 5 juillet, une Australienne et un Britannique faisant une excursion à vélo dans la région de Tatvan ont ainsi été kidnappés pour «être entré au Kurdistan sans les autorisations nécessaires» selon le communiqué de l'agence de presse du PKK, Kurd-Ha. Quelques jours plus tard, quatre Français faisant partie d'un groupe de 25 touristes français ont été enlevés lors d'un contrôle pratiqué sur une grande route vers 20h par un commando du PKK, à environ 40 km de Tatvan. Cette fois le PKK n'invoque pas «l'entrée non autorisée au Kurdistan», déclare que ces touristes «seront retenus comme invités pour qu'ils connaissent de près les conditions de vie du peuple kurde». Aucune revendication d'ordre financier ou politique si ce n'est le souhait que les pays occidentaux exigent de la Turquie l'arrêt de la «sale guerre menée au Kurdistan» et que des organisations humanitaires se rendent sur place pour récupérer les touristes qui «seront relâchés dans quelques jours».

L'objectif déclaré de ces actions est de «sensibiliser les étrangers de passage et à travers eux l'opinion publique de leur pays au sort du peuple kurde et à

la guerre menée au Kurdistan de Turquie». Le PKK cherche sans doute aussi à démontrer que l'État turc qui impute volontiers ses problèmes «aux incursions des bandes terroristes venant des pays voisins», ne contrôle pas de substantielles portions des régions comme Tatvan situées loin des frontières, en plein coeur du Kurdistan turc. Sans doute espère-t-il aussi que soucieux de récupérer leurs ressortissants les gouvernements occidentaux accepteront peut-être d'entrer en contact avec le PKK, ce qui vaudra pour celui-ci une sorte de reconnaissance politique.

Ce jeu mené sur le fil du rasoir pourrait à tout moment déraiper. Jouant la politique du pire, l'armée turque aurait tout intérêt à ce qu'un malheur arrive à l'un des otages afin d'obtenir un retournement d'opinion dans son pays d'origine.

Nombreux sont les Kurdes de la diaspora, mais aussi du Kurdistan, y compris les principaux partis politiques

kurdes d'Irak et d'Iran qui condamnent ces «procédés de lutte proche-orientaux, contraires à la tradition humaniste du mouvement national kurde, qui ne peuvent que ternir l'image globale des Kurdes dans l'opinion et desservir leur cause». Ils s'efforcent de convaincre le PKK de libérer rapidement ces touristes retenus. Le PKK rétorque qu'être «sage et gentil n'a jusqu'ici rien apporté aux Kurdes» et que «les États se prétendant champions des droits de l'homme et de la démocratie ne se gênent aucune-ment pour donner ou vendre des armes meurtrières à la Turquie, comme ils en ont fourni à l'Irak de Saddam Hussein, tout en sachant qu'elles seront utilisées contre le peuple kurde». Au-delà de la polémique politique, ce débat révèle une radicalisation croissante dans le mouvement kurde de Turquie. Le pourrissement de la situation, l'indifférence et le silence qui entourent le drame kurde en Turquie, pourraient fort bien conduire à une dérive à la palestinienne.

INTENSIFICATION DE BOMBARDEMENTS IRANIENS AU KURDISTAN D'IRAK

L'ARMÉE iranienne accentue sa pression sur les autorités kurdes irakiennes en intensifiant les bombardements des zones frontalières. Ceux-ci ont causé la mort d'au moins 7 personnes et des dégâts matériels importants. 23 villages de la région de Qala Diza ont été abandonnés par leurs habitants et environ 7000 Kurdes d'Irak ont dû fuir la région. Par ailleurs quelques 10.000 réfugiés kurdes d'Iran, y compris les responsables de partis po-

litiques, qui venaient dans la région frontalière, près de la ville de Ranyah, ont dû déménager vers les zones moins menacées par les pilonnages d'artillerie iranienne.

A la mi-juillet, une délégation officielle iranienne s'est rendue à Arbil, capitale du Kurdistan irakien, pour des pourparlers avec les autorités kurdes. En résumé, les Iraniens ont demandé qu'on leur livre les chefs du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, désarme leurs

militants, en leur interdisant de faire de la propagande contre le régime de Téhéran, voire en les chassant de la région». Les dirigeants kurdes ont opposé une fin de non-recevoir à ces demandes, en soulignant que *«le gouvernement kurde ne livrera jamais un Kurde à qui que ce soit, que tous les Kurdes sont chez eux au Kurdistan à condition de respecter les lois et de s'abstenir d'actions militaires dirigées vers les États voisins»*. Ils ont proposé aux Iraniens un accord de sécurité frontalière similaire à celui conclu avec la Turquie par lequel le gouvernement kurde, qui a éloigné les militants du PKK des zones frontalières, assure la sécurité de sa frontière avec la Turquie

en interdisant au PKK toute action militaire à partir du Kurdistan d'Irak.

Le refus iranien et l'intensification des bombardements à titre de représailles ont conduit les responsables militaires kurdes à déclarer publiquement, le 24 juillet, que les Peshmergas kurdes riposteraient désormais militairement à toute incursion ou attaque iranienne. Les Peshmergas ont ainsi intercepté et arrêté 4 Pasdars iraniens faisant partie d'un détachement de 150 iraniens qui venaient de dynamiter l'école du village de Karnoweh, situé à 15 km à l'intérieur du territoire kurde irakien. L'Iran a à son tour arrêté des douaniers kurdes postés sur sa frontière.

Dans une conférence de presse tenue le 28 juillet à Arbil, Jabar Farman, ministre kurde de la défense, s'est déclaré prêt à échanger les prisonniers iraniens détenus au Kurdistan contre les civils kurdes arrêtés par Téhéran. Il ajoutait cependant : *«nous voulons la paix et, si l'Iran la veut également, tout ira bien. Mais s'il continue ses incursions sur notre territoire, nous lui répondrons. Il s'agit de notre pays et nous avons le droit de nous défendre»*.

La montée de la tension à la frontière n'a pas encore suscité de réactions publiques des Alliés qui doivent en principe assurer la sécurité de la population kurde d'Irak.

LONDRES

UN COLLOQUE SUR LA SITUATION HUMANITAIRE AU KURDISTAN IRAKIEN

A l'initiative de l'organisation britannique *Save the Children* un colloque intitulé *The Kurds in Iraq : how safe is their haven ? (Les Kurdes en Irak : combien sûr est leur havre?)* s'est tenu le 1er juillet à Londres. Des représentants des ONG britanniques (*Save the Children*, Croix-Rouge, *Kurdish Aid*, *Action Aid*, *Christian Aid*, *KCC*, *Hawkarani Kurdistan*) et françaises (*France-Libertés*, *EquiLibre*, Institut kurde), du HCR, de la CEE, d'US AID ainsi que des diplomates, des personnalités, dont Mme Mitterrand et des journalistes ont assisté à cette journée d'échanges et de réflexion. Évoquant à partir de leur expérience du terrain les difficultés de plus en plus croissantes et nombreuses rencontrées, les divers

acteurs et partenaires engagés dans l'action humanitaire au Kurdistan ont établi un constat plutôt sombre pour l'avenir : déclin de l'efficacité des programmes humanitaires en raison de la perte d'intérêt de la communauté internationale pour les Kurdes d'Irak; le manque évident de la volonté politique de celle-ci pour aider le peuple kurde à reconstruire son pays, ses infrastructures de base, son économie et à devenir autosuffisant, blocages institutionnels résultant du fait que pour aider les Kurdes les organisations internationales se croient obligées de passer par Bagdad, qui fait évidemment tout pour que seulement une part minime de cette aide parvienne à la population kurde; aberration politique et morale consistant à infliger aussi au peuple

kurde les sanctions économiques destinées à punir son bourreau Saddam Hussein ; absence totale de soutien international au Parlement, au gouvernement et aux institutions démocratiques du Kurdistan irakien, etc...

Répartis en 5 groupes de travail, les participants ont formulé un certain nombre d'idées et de propositions pour remédier à la situation présente et permettre au peuple kurde d'Irak de se sentir enfin en sécurité, de consolider ses institutions et de rebâtir son pays. En voici, les principales :

- *Étendre la zone de sécurité protégée par les Alliés à tous les territoires à majorité kurde (actuellement seules les régions situées au nord*

du 36^{ème} parallèle, longeant la frontière turque sont protégées).

- *Exempter, au moins en partie, le Kurdistan des sanctions imposées à l'Irak afin de faciliter la réhabilitation du pays kurde, très largement détruit. Cela pourra se faire soit par un réexamen de la résolution 688 du Conseil de sécurité sur le droit d'ingérence soit, à défaut, par une définition plus large et souple de «biens humanitaires» autorisés par le comité des sanctions de l'ONU à entrer dans le Kurdistan irakien.*
- *Établir des postes de surveillance de l'ONU servis par un personnel qualifié sur l'ensemble du territoire kurde, en particulier sur la ligne du front avec les troupes irakiennes, sur le modèle de la «ligne verte» séparant les deux communautés de Chypre, afin d'empêcher toute reprise des hostilités contre la population kurde.*
- *Trouver les moyens de venir en aide et de consolider l'administration kurde. La reconnaissance de celle-ci pourrait être progressive, par le biais des agences spécialisées de l'ONU, pour une meilleure mise en oeuvre des programmes humanitaires. A côté de cette approche «incrémentaliste», il faut trouver des canaux de communication pour que les institutions démocratiques kurdes soient reconnues et soutenues par la communauté internationale, notamment l'ONU.*
- *Agir ensemble pour créer un lobby international composé de parlementaires, d'universitaires, de journalistes et de personnalités pour faire avancer la cause kurde.*

Le colloque s'est achevé par le souhait que les ONG présentes et les autres partenaires intéressés multiplient ce genre de réunions afin d'améliorer leur

coordination et leurs échanges d'idées et d'expériences. Une réunion sur un thème similaire est d'ailleurs d'ores et déjà prévu à Bruxelles, début octobre.

AINSI QUE...

• **UNE NOUVELLE RÉOLUTION DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LES KURDES.** Le parlement réuni à Strasbourg a adopté le 15 juillet la résolution commune suivante : *Face à la violente répression que le régime irakien continue d'exercer sur les Kurdes d'Irak et face aux souffrances terribles des Kurdes d'Irak et de la menace que continue de faire peser le régime de Saddam Hussein sur leur existence, le Parlement, dans une résolution commune des groupes PSE, PPE, LDR, Verts, ARC, et CG, invite les ministres des Affaires étrangères réunis au sein du Conseil et le Conseil de sécurité des Nations unies à demander la condamnation de la République islamique d'Irak pour ses attaques contre les Kurdes du Nord de l'Irak. Il demande que tous les efforts soient faits pour obtenir un cessez-le-feu permanent turc et oriental, ainsi que l'arrêt total du terrorisme, du contre-terrorisme et de toutes les hostilités.*

• **VENTE D'HÉLICOPTÈRES FRANÇAIS A L'ARMÉE TURQUE ?** Selon le quotidien turc de langue anglaise *Turkish Daily News* (TDN) du 12 juillet (voir p.96), le ministère turc de la défense est en pourparlers avec la firme franco-allemande Eurocopter pour l'acquisition de 20 hélicoptères militaires Super Puma. Un comité exécutif du ministère turc, après avoir décidé

de l'achat de 90 hélicoptères américains Sikorsky Black Hawk, s'était en février dernier prononcé pour l'achat de 20 hélicoptères Super Puma, dans le cadre d'un programme d'acquisition de 200 hélicoptères destinés principalement aux forces turques opérant au Kurdistan. Le contrat négocié au nom d'Eurocopter par son président Jean-François Bigay, serait d'un montant de 300 millions de dollars. M. Bigay a tenu à rassurer les Turcs que les Super-Puma étant à «100% de fabrication française, ils ne seront pas concernés par d'éventuelles menaces d'embargo allemand sur les ventes de matériel militaire» et que sa compagnie avait en cela «le soutien du gouvernement français». Si un accord est conclu cette année, les hélicoptères seront livrés avant 1996, a-t-il ajouté.

Au-delà de son souci de diversification, le gouvernement turc cherche, par ces achats de matériel militaire auprès de principales puissances occidentales, à obtenir sinon le soutien, du moins le silence intéressé de celles-ci dans la guerre menée au Kurdistan.

• **LA QUESTION KURDE EN TURQUIE A L'ÉMISSION «THE WORLD THIS WEEK» DE LA TÉLÉVISION BRITANNIQUE.** La célèbre émission hebdomadaire de Channel Four (équivalent de l'émission 7/7 de

TF1) avait, le 10 juillet pour invités le président turc Süleyman Demirel et Kendal Nezan, président de l'Institut kurde, pour évoquer la guerre au Kurdistan. Intervenant en duplex d'Ankara, M. Demirel a déclaré devant des millions de téléspectateurs que *«la Turquie n'est pas disposée à accepter l'usage du kurde à la radio-télévision ni l'enseignement de cette langue dans les écoles, car cela conduira à la division du pays»*. A part cela, *«il n'a rien contre le fait que certains citoyens se disent d'origine kurde, nous les considérons comme des citoyens de première classe»*. Le président turc a également nié que *«des civils innocents soient tués dans cette guerre contre le terrorisme»* et qu'il y ait *«la moindre violation des droits de l'homme en Turquie»*, car *«l'armée turque est la plus disciplinée du monde»*. Rappelant que dans la conception turque de «l'égalité», certains citoyens de première classe sont nettement plus égaux que d'autres, le président de l'Institut kurde a montré avec des documents filmés sur les villages kurdes brûlés, les civils, y compris des enfants, exécutés sommairement par l'armée turque, la torture systématique des détenus, les violations massives des droits de l'homme, l'ampleur de *«la plus sanglante des guerres subies par les Kurdes de Turquie au cours des 50 dernières années»*.

Par ailleurs, le 1er août à 19h30, notre président est l'invité du jour du journal de TV5, chaîne francophone internationale où il a évoquera pendant environ 14 minutes le sort des Kurdes en Turquie.

• **TIMBRES KURDES.** Pour ne plus voir l'effigie de Saddam Hussein dans la vie quotidienne, l'administration kurde d'Irak vient d'imprimer des timbres postaux et fiscaux représentant l'As-

semblée nationale du Kurdistan d'Irak, symbole de la liberté kurde. La poste commence à fonctionner entre les diverses villes et localités du Kurdistan. Il n'y a cependant pas encore de liaisons postales internationales.

• **UN TISSU VIEUX DE 9000 ANS DÉCOUVERT AU KURDISTAN.** Une équipe d'archéologues américains et turcs a découvert sur le site de Çayönü, près du Tigre, à une cinquantaine de km de Diyarbakir, un fragment de vêtement mesurant 7 cm sur 3 datant de 7000 ans avant J.C. Il s'agit de la plus ancienne pièce de tissu jamais mise à jour. Il y a une trentaine d'années des archéologues américains avaient également découvert, cette fois au Kurdistan irakien, le plus ancien village du monde, Jarmo. Arbil, actuellement capitale du Kurdistan irakien, détient le titre de la ville la plus ancienne du monde à être habitée sans discontinuité, puisque la «Cité des quatre Dieux», la fameuse Arbalès d'Alexandre, est habitée depuis plus de 4500 ans. A l'en croire ces divers témoignages, le Kurdistan qui englobe

toute l'ancienne Haute Mésopotamie, est l'un des berceaux les plus anciens de la civilisation humaine.

• **CRISE DIPLOMATIQUE TURCO-SUISSE.** La mort, le 24 juin, d'un manifestant kurde, Semsettin Kurt, sous les fenêtres de l'ambassade de Turquie à Berne par les balles tirées à l'intérieur de celle-ci continue d'empoisonner les relations turco-suisse. Devant l'émotion de l'opinion publique helvétique face à ce meurtre perpétré en plein jour, le gouvernement suisse veut appliquer les règles de l'État de droit et exige des autorités turques la levée d'immunité de 3 agents de sécurité turque suspectés et identifiés. Ankara a préféré rapatrier ces 3 employés, soustraits ainsi, sans entrave, à la justice helvétique. La crise n'en est pas pour autant surmontée car de nombreux parlementaires suisses demandent l'expulsion de l'ambassadeur turc Kaya Toperi, ancien conseiller du président Özal, et de tout le personnel de l'ambassade, voire même des mesures de rétorsion économique.

□ □ □

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

1^{ER} JUILLET

A **Siirt**, lors d'un affrontement entre les forces turques et les militants du PKK, 12 soldats et 8 militants ont trouvé la mort.

2 JUILLET

A **Pazarcık**, dans le village d'Esmetur, Mustafa Doğan, 55 ans, qui refusait de devenir pro-

tecteur de village, a été abattu dans son lit et sa femme a été blessée lors d'une descente des forces turques chez lui. A **Bingöl**, 11 soldats turcs et 16 combattants du PKK ont trouvé la mort dans des affrontements entre les deux camps. A **Şirnak**, et à **Cizre**, 12 militants du PKK ont été tués suite à une opération de l'armée turque. A **Van**, Hasan Kaplan, Giyasettin Kaplan et Muhayetin

Aktaş, tous protecteurs du village, ont été tués et Mahmut Kaplan a été blessé dans une opération de l'armée turque.

3 JUILLET

A **Kağızman**, dans la province de Kars, suite à une descente des forces turques, 4 militants du PKK ont trouvé la mort. A **Mardin**, dans le village de Çelika Aliyê Remo, 8 personnes ont été tuées et plusieurs maisons ont été brûlées par les forces turques.

4 JUILLET

A **Şırnak**, suite à une opération des forces turques 5 militants du PKK ont trouvé la mort.

5 JUILLET

A **Erzincan**, dans le village de Başbağlar, 23 personnes ont été fusillées et 5 corps ont été brûlés. La presse a attribué cette tuerie aux militants du PKK, qui a, à son tour, accusé la contre-guérilla turque. A **Botan**, dans le village de Basret, 7 personnes ont été tuées et plusieurs maisons brûlées par les forces turques. Dans le village de Hıra Res, près de Botan, Abdullah Güler, Sait Şen, Ömer Çetin et Başir Başkul ont été retrouvés morts.

6 JUILLET

A **Diyarbakır**, 2 soldats et 4 civils ont été blessés dans la fusillade des logements occupés par les militaires. A **Maraş**, dans le village d'Içmeler, un soldat a été blessé lors d'un accrochage avec les militants du PKK. Toujours à **Maraş**, dans un affrontement entre l'armée et le PKK 8 soldats turcs, un protecteur de village et 5 militants du PKK ont trouvé la mort. A **Kemaliye**, dans la province d'Erzincan, 28 paysans ont

été tués et 3 blessés par un groupe armé non intensifié. Plusieurs maisons ont été brûlées. Le PKK a accusé la contre-guérilla turque de ce nouveau massacre. La presse turque a présenté celui-ci comme une revanche sanglante du PKK après la mise à mort par le feu de 37 artistes et intellectuels de gauche par la foule intégriste.

7 JUILLET

A **Maraş**, dans divers affrontements entre l'armée turque et les guérilleros du PKK un colonel, un protecteur du village et 7 soldats ont été tués. A **Silopi**, suite à une opération des forces turques 4 personnes ont été tuées et 15 autres blessées.

8 JUILLET

A **Izmir**, deux membres du PKK ont été tués par les forces turques.

10 JUILLET

A **Hamur**, dans la région d'Agri, Turhan Oğur, Ismet Peligan, Dinçer Levent et Feride Levent ont été tués, par des tirs de roquettes des militants du PKK.

11 JUILLET

A **Cizre**, un civil a été tué et 8 autres blessés dans des affrontements entre l'armée et les militants du PKK. A **Erzincan**, les militants du PKK ont incendié un dépôt de carburant, Mehmet Özen et Nuri Kutlungil ont été tués.

13 JUILLET

A **Diyadin**, dans la province d'Agri, une heure après une attaque du PKK contre le centre administratif, le responsable local du CHP, sa femme et ses 4 enfants ont péri par le feu et

plusieurs maisons ont été brûlées. La police a empêché les sapeurs pompiers d'intervenir. Une commission d'enquête a établi que la tuerie était l'œuvre de la police. Le même jour à **Batman**, les passagers d'un minibus et d'un camion, Ebedin Tiryaki, Abdulrahman Şahin, Alaatin Aydemir, Hikmet Babay et Fahrettin Sevinç ont été fusillés par des militants du PKK.

13 JUILLET

A **Iğdır**, 8 soldats turcs et 1 militant du PKK ont trouvé la mort dans un accrochage entre l'armée turque et les militants du PKK.

14 JUILLET

A **Manisa**, Fahrettin Gök, accusé de complicité avec la police, a été tué par des militants du PKK. A **Muş**, un militant du PKK a été tué par des inconnus.

15 JUILLET

A **Bingöl**, dans un café un policier a été tué et 2 blessés par des combattants du PKK.

16 JUILLET

A **Erzincan**, dans le village de Hacıömer, Süphan Şahin et Mevlüt Aslan ont été tués par des combattants du PKK.

18 JUILLET

A **Mersin**, un commissaire de police et 3 combattants du PKK ont trouvé la mort dans un affrontement entre les deux camps. A **Van**, dans un campement de nomade 26 personnes, dont 19 enfants et 9 femmes ont été tuées. La presse accuse le PKK mais des témoignages recueillis sur place ont rapidement établi que les unités spéciales de la

contre-guérilla turque avaient perpétré ce massacre.

19 JUILLET

A **Batman**, une personne a été tuée par des inconnus. A **Cizre** une personnes a été abattu par des inconnus dans le centre de la ville. A **Taşlıçay**, dans la province d'**Ağrı**, un soldat a été tué par des guérilleros du PKK lors d'un accrochage. A **Bingöl**, 4 soldats turcs ont été tués et 10 autres blessés lors d'un affrontement avec les militants du PKK.

20 JUILLET

A **Bitlis**, près de village de **Sarıkavak**, 9 personnes et à **Şemdinli** 2 personnes ont été trouvées mort. Deux militants du PKK ont été tués par les forces turques.

22 JUILLET

A **Dargeçit**, le maire de la ville a été tué par des protecteurs de village.

24 JUILLET

A **Silvan**, dans le village du **Çiçika**, 3 personnes ont été abattues par des protecteurs de vil-

lage et plus d'une soixantaine de maisons ont été brûlées.

25 JUILLET

A **Siverek**, dans la province d'**Urfa**, **Mehmet Surari**, **Ahmet Surari**, **Ebubekir Suari** et **Izettin Delen** ont été tués et 3 autres blessés par des inconnus. A **Diyarbakir**, **Sedat Çelik** et **Abdullah Sapan** ont été abattus par des inconnus. A **Silvan**, dans le village de **Gilgila**, **Behçet Açısı** a été tué par un tueur non identifié. Toujours à **Silvan**, **Mehmet Erze** et **Isa Bozan**, des surveillants d'école ont été abattus par des personnes non identifiées. A **Şirvan**, dans la province de **Siirt**, 2 soldats, 2 protecteurs de village et 3 membres de la contre-guérilla ont été tués et 6 soldats blessés par des villageois en révolte. A **Ağrı**, dans le village de **Çatalca**, 3 membres de la contre-guérilla et 1 soldat ont été tués par des militants du PKK.

27 JUILLET

A **Ağrı**, autour du mont **Tendurek**, 13 militants du PKK ont été tués par les forces turques.

28 JUILLET

A **Diyarbakir**, et à **Ağrı**, 3 mili-

tants du PKK ont été tués lors d'un affrontement avec les forces turques.

29 JUILLET

A **Nusaybin**, dans la région de **Mardin**, **Ahmet Yıldırım** a été tué par un groupe de la contre-guérilla qui a fait une descente chez lui. A **Batman**, **Mehmet Yaşar**, membre du **HEP**, a été tué par un inconnu.

30 JUILLET

A **Siirt**, dans le village de **Şemsê (Güneşli)**, 110 maisons ont été brûlées par l'armée turque, assistée de protecteurs de village qui ont également tué un villageoi, **Abdulcelil Toy**. A **Nurhak**, dans la province de **Maraş**, dans une opération menée par l'armée turque 19 combattants du PKK, un policier et 2 soldats ont été tués. A **Pazarcık**, **Hasan Rani**, sa femme **Ayşe** et leur enfant **Elif** ont été mis en pièces par des membres de la contre-guérilla.

31 JUILLET

A **Batman**, dans le village de **Timok**, 8 soldats turcs ont été tués et 10 autres blessés par les guérilleros de PKK dans un accrochage.

Human Rights Diary

■ The Balıkesir police detain 28 students marching to Ankara to protest against pressures exerted on them in state dormitories, dismissals from universities, and the recent decision taken by the National Security Council (MGK) on the Kurdish issue. Those that escape detention say that the police beat them up at the scene.

(Newspapers, June 28)

■ The family of Mehmet Öztürk, detained on June 20 by security forces in the Alaplı town of Zonguldak province and later reported to have died at a police station for no apparent reason, claims that their son died during police torture and ask the local Human Rights Association office for assistance in their efforts to unearth the murderers.

(Cumhuriyet, June 28)

■ Ali Rıza Dizdar, head of the Social Democrat People's Party (SHP) Istanbul Human Rights Commission, alleges that police murdered Mehmet Eroğlu, 17, and Yüksel Güneysel, 20, two alleged Devsol (Revolutionary Left) members who asked for protection money from a tire dealer and were later killed in a police ambush. "It was an execution without so much as a trial. The responsibility of security forces is to capture suspects, not to kill them," he says.

(Newspapers, June 28)

■ Leman Ekirgen, elder sister of Harun Çetin who has been in a coma since his detention in the Avcılar district by the Istanbul police 3.5 months ago, lodges a formal complaint at a criminal court against officers at the Avcılar police station, accusing them of attempted murder of an innocent individual. (Cumhuriyet, June 29)

■ The Istanbul State Security Court (DGM) opens an investigation into a public affairs program, "Dinamit," broadcast on private TV channel Kanal 6 on charges that the program hosted Kurdish guests who attempted to spread subversive Kurdish propaganda on the program.

(Newspapers, June 30)

■ Lawyers for the pro-Kurdish daily Özgür Gündem file an objection to the arrest of Ahmet Akkaya, head of the daily's news desk, after the publication of an article by him in the periodical Toplumsal Dayanışma (Societal Solidarity).

(Cumhuriyet, June 30)

■ Kurthan Fişek, a prominent author of satirical prose, columnist for many newspapers and periodicals

including the weekly Aktüel, and Salih Alev Er, the weekly's editor-in-chief, are standing trial at an Ankara criminal court on charges of insulting the name of Turkey's notorious Censor's Board on Obscene Publications.

(Newspapers, July 1)

■ Salih Hündür, a prison guard of 21 years, is exiled to the province of Kutahya by his superiors after his colleagues at the İzmir Urla prison file a complaint against him, alleging that Hündür treats all prisoners excessively kind -- including political prisoners -- does his utmost to do whatever they want him to do, and writes essays for publications in left-leaning periodicals. With his TL 2.5 million per month salary, of which the greater portion he has to send to his family in İzmir, he cannot make ends meet in Kütahya and has to stay in the guest house within the Kutahya prison grounds.

(Cumhuriyet, July 2)

■ Members of the band Grup Kutup Yıldızı stage protest action in front of Istanbul's Sirkeci Post Office after two members of the band are detained by the Istanbul police while putting up posters advertising the new album of the left-leaning band.

(Cumhuriyet, July 2)

■ Pro-Kurdish People's Labor Party (HEP) Şırnak Deputy Selim Sadak submits a written motion to the Office of Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk, demanding that the new Interior Minister Mehmet Gazioğlu immediately answer allegations that soldiers from the infantry brigade in Şırnak razed to the ground and burned Selçuk village in Şırnak province. Sadak maintains that a number of soldiers searched the villagers and their homes in the hope that they would find evidence proving their connection with the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party). "Upon their failure to stumble on any evidence proving such a connection, they razed the whole village to the ground and burned approximately 60 houses," the motion reads.

(Cumhuriyet, July 2)

■ Doğan Kelek, beaten up by Lieutenant Adnan Kayaca on the grounds that he looked "just like a PKK terrorist" while he was travelling to the Kurdish-populated village of Cevizli in Çorum province, obtains a medical report that states he is incapable of any physical exertion for at least a period of six days and lodges a formal complaint against Kayaca, who is reported to have been "exiled" to an unidentified city in the Aegean region.

(Aydınlık, July 2)

Human Rights Diary

■ Following decisions by Kocaeli and Bursa "teachers' houses," the Yalova Teachers' House Directorate decrees a ban forbidding teachers to drink all alcoholic beverages, including beer, in the tea garden partly run by the directorate. There are no regulations for teachers' house directorates to decree bans preventing teachers from drinking alcoholic beverages. The decision draws strong reaction from a large number of teachers.

(Cumhuriyet, July 5)

■ Grup Yorum, a pop band of leftist sympathies, is detained by gendarmerie soldiers after a concert in Gemlik near Istanbul. Twenty other people are detained along with Grup Yorum for no apparent reason. Members of the band are later released, only to be detained again by the Gemlik police. Yusuf Karata, lead singer with the band Özgürlük Türküsü (Song of Freedom), and among the above-mentioned 20 detainees, is reported to still be in police custody.

(Cumhuriyet, July 6)

■ The High Court of Appeals, one of the supreme courts in Turkey, rules that the two-year prison term and fine of TL 50 million for Labor Party (IP) Chairman Doğu Perinçek is actually less than what he deserves for allegedly spreading subversive Kurdish propaganda on the eve of the October 20, 1991 general elections.

(Newspapers, July 6)

■ Ahmet Sümbül, a reporter for the daily *Aydınlık* in the southeastern province of Diyarbakır, is still under police custody after his detention on July 2 for no apparent reason. Security officials refuse to provide any information on his whereabouts or physical health.

(Aydınlık, July 6)

■ The Van office of the pro-Kurdish daily *Özgür Gündem* is attacked by police who destroy the furniture and detain Şivan Acar and Rıdvan Aslan, two workers, and Soner Başut, a visitor. Two days before, the daily's Van representative Yusuf Cacım was detained by security forces.

(Newspapers, July 6)

■ Amnesty International, a London-based international human rights monitoring organization, claims there is an escalation in human rights violations against civilian Kurdish villages in southeastern Turkey. The organization's July 1993 report adds that following a May 24 ambush by the PKK (outla-

wed Kurdistan Workers' Party) during which 32 unarmed soldiers and four civilians were killed, "renewed hostilities... have brought about a sudden increase in reports of human rights abuses on both sides."

(Newspapers, July 7)

■ A group of alleged PKK terrorists raids Başbağlar village in the eastern province of Erzincan and brutally kills 28 villagers, five of them women. In a letter found by security forces at the scene, the terrorist group say that they committed the murders to revenge the deaths of those killed in the Sivas riots by a mob of religious fanatics.

(Newspapers, July 7)

■ Police beat and detain a number of demonstrators protesting the arson attack by fundamentalists on the Madımak Hotel in Sivas in which 37 people burned to death. Security forces in southeastern Adana province attack demonstrators and injure four. In Buca, Izmir, police try to stop municipality workers from staging a march in protest of the murders in Sivas. When the workers refuse to disperse, police detain nine.

(Newspapers, July 7)

■ Security forces are said to have shot to death nine villagers in Çelik, in southeastern Mardin province, the scene of a recent PKK attack on a gendarmerie station that left 16 soldiers dead. The extrajudicial killings are thought to have been of a retaliatory nature. In another development, security forces are said to have detained four villagers in Hıra Res, Şırnak and to have later killed them.

(Aydınlık, July 7)

■ İhsan Uygur, a reporter for the daily *Sabah*, and Yüksel Alptekin, his driver, are missing. Their car is later found by Istanbul police in the Pendik district. A person who says he is a member of the outlawed radical Islamic terrorist organization Hezbollah calls *Sabah* and claims responsibility for what he says is their execution.

(Newspapers, July 8)

■ Hale Soysü, editor in chief for the 2000'e Doğru (Towards 2000) magazine, and Soner Yalçın, a reporter for the magazine, are being tried at an Ankara criminal court on charges of insulting Nationalist Movement Party (MHP) Chairman Alparslan Türkeş in an article published in the weekly. The prosecution demands a sentence of at least one year each for the defendants.

(Aydınlık, July 9)

Turkish Probe July 20, 1993

17

Human Rights Diary

■ Despite the passage of two years, an Istanbul criminal court is still yet to decide whether the killing of 10 alleged terrorists, by a crack team of the Istanbul police prior to former U.S. President George Bush's visit in 1991 to Turkey, was an example of extrajudicial killings. The 10 were killed on suspicion of having planned to assassinate President Bush. Upon the demand of Zerrin Sarı, a lawyer for one of the relatives of the dead, the case has been referred to the European Human Rights Commission.

(Cumhuriyet, July 12)

■ The Times reports that Turkish troops are continuing with their search operations to find Tania Miller, 28, and David Rowbottom, 27, two British tourists feared to have been abducted by the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party). Meanwhile, KURD-SA (Kurdistan News Agency) announces that the two tourists have been kidnapped by the PKK because "they did not care to get the requisite permission from the PKK to climb Mount Nemrut in the Southeast."

(Newspapers, July 13)

■ Locals in the town of Cizre of the southeastern province of Şırnak are caught in the cross fire. After PKK militants open fire on the town, security forces return their fire. Mehmet Güçlü, a civilian, is killed after a shell hits his house. In another incident, eight members of the Çağlar family sustain serious injuries, having been caught in gunfire between the two. Ninety workplaces, 30 vehicles, and 15 houses in the town are destroyed in the clashes. In another development, in Siirt's town of Şirvan, Abdulrahim Şark and his brother Salih, and two other shepherds, Cevher and Ömer, are abducted by suspected PKK militants and later killed.

(Newspapers, July 13)

■ Seventeen suspects, 10 of them detained in connection with the attack on the Kaynak publishing house, are released by an Istanbul criminal court, on grounds they could not be identified. Kaynak maintains close ties with the daily Aydınlık newspaper that published excerpts from Salman Rushdie's controversial book, "The Satanic Verses."

(Newspapers, July 14)

■ A report prepared by the Diyarbakır office of the Turkish Human Rights Association (IHD) alleges that, in the past two years, security forces have forced the inhabitants of more than 500 villages

and hamlets in the Southeast to evacuate their homes for "security" reasons. The IHD's Diyarbakır office head, lawyer Sedat Aslantas, maintains that the forced evacuation of villages in the region is part of a security forces policy to "dehumanize" the region. The report also claims that villagers were forced to evacuate 15 villages in the last month alone. (Newspapers, July 14)

■ The Istanbul-based Marmara Freedoms and Rights Association is closed down by the Istanbul governor's office on the grounds that the organization "engages in activity outside the scope of activities it is entitled to by law."

(Cumhuriyet, July 14)

■ The Constitutional Court rules that the People's Labor Party (HEP) must be closed down for having spread subversive Kurdish propaganda. The court also rules that current Deputy Parliamentary Speaker Fehmi Işıklar, an HEP member when the prosecutor demanded the closure of the party on July 3, 1992, should be stripped of his membership of the Turkish Parliament.

(Newspapers, July 15)

■ Davut Karadağ, editor in chief of the pro-Kurdish daily Özgür Gündem, is arrested by the Istanbul State Security Court (DGM) on charges of spreading subversive Kurdish propaganda in 30 news items in the July 12, 13, 14, and 15 issues of the daily.

(Newspapers, July 16)

■ Mahmut Metin, editor in chief of the newspaper Medya Güneşi, is arrested by the Istanbul State Security Court (DGM) on charges of spreading subversive Kurdish propaganda. A press statement released by the paper says that frequent seizures, prosecution, and arrests are proof enough "that our newspaper is walking through a mine field."

(Cumhuriyet, July 17)

■ Mustafa Ekmekçi, president of the Contemporary Journalists' Association, releases a press statement in which he argues that pressure on freedom of thought and expression has attained frightening dimensions. Ekmekçi qualifies the arrest of Özgür Gündem Editor in Chief Davut Karadağ, as violating all fundamental principles in a regime that professes to be democratic. "One should be able to stand the idea of people debating various issues freely, without being hampered by any pressure," Ekmekçi says.

(Cumhuriyet, July 17)

Human Rights Diary

■ The dead bodies of two villagers, Selahattin and Halil Yaprak, abducted some time ago by a group of unidentified assailants in the southeastern town of Mutki, are found by security forces in the Mutki-Kavakbaşı region.
(Cumhuriyet, July 19)

■ Following the murder of Erdoğan Eliuygun, a Dev-Sol (Revolutionary Left) militant serving a prison term in Istanbul's Bayrampaşa Prison, in a fight between former militants of two factions of Dev-Sol, the Istanbul police severely beat a number of reporters at the entrance to the Çapa Medical Hospital who try to take photos of the injured prisoners being taken to hospital.
(Newspapers, July 19)

■ A group of suspected PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) militants brutally murders 26 villagers in the rural area around the Bahçesaray town of the southeastern province of Van. A survivor, however, says the supposed PKK militants were dressed in formal suits and were carrying walkie-talkies, a trademark of security forces deployed in the Southeast. This raises doubts as to the authenticity of the allegation that the murders were actually committed by the PKK.
(Newspapers, July 20)

■ The Constitutional Court has so far ruled that 10 political parties should be closed down and is still debating whether to ban three other political parties from political activity. The charges against the three all concern allegations that the said parties engage in separatist activity aimed at toppling the state apparatus.
(Cumhuriyet, July 20)

■ A high-ranking military officer within the Turkish Army qualifies Prime Minister Tansu Çiller's proposal that Kurdish broadcasts and curricula be started in the country. Speaking on condition of anonymity, the officer maintains that such broadcasts and curricula would by no means put an end to terrorist activity by the PKK and would lead to further separatist demands from the Kurdish population.
(Cumhuriyet, July 20)

■ Members of the band "Özgürlük Türküsü" (Song of Freedom) sing songs in front of the entrance gate to Istanbul's Sirkeci post office in protest at the arrest by the Istanbul police of Yusuf Karadaş, a band member. Following their protest action, however, police present at the scene detain two other band members and Sadik Çelik, a vo-

luntary worker at the Ortaköy Cultural Centre, and Bayram Yapıcı, a reporter for the pro-Kurdish Özgür Gündem. Yapıcı is released two hours later, the others are still in police custody.
(Newspapers, July 21)

■ The Ankara State Security Court (DGM) orders the seizure of three books by pro-Kurdish writer Ismail Beşikçi on charges that the author is trying to spread subversive Kurdish propaganda through the said publications.
(Sabah, July 22)

■ The Istanbul DGM will decide whether to close down the pro-Kurdish daily Özgür Gündem on charges that the paper is overtly backing the PKK and spreading subversive Kurdish propaganda. A press conference is held in the Ankara office of the paper that is attended by True Path Party (DYP), Social Democrat People's Party (SHP) and Democracy Party (DEP) deputies protesting the DGM's accusation of the paper.
(Newspapers, July 22)

■ Socialist Turkey Party (STP) leader Ali Önder Öndeş accuses Constitutional Court Chairman Yekta Güngör Özden of turning the court into a court of the inquisition because Özden did not allow them to defend themselves against allegations that the party spreads subversive propaganda. At a press conference, the STP chairman discloses that Özden prevented them from defending themselves just because they did not wear formal jackets to the court. (Cumhuriyet, July 22)

■ A concert which folk singer Rahmi Saltuk, known for his leftist sympathies, was to give in Istanbul on July 2 is banned by the Şişli district chief prosecutor's office. At a press conference, Saltuk protests what he calls the prosecutor's "unfathomable, incomprehensible decision taken for no apparent reason whatsoever."
(Newspapers, July 23)

Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk describes Article 84 of the Turkish Constitution that allows for the lifting of a deputy's parliamentary immunity as a malignant tumor eating at the heart of Turkish democracy and calls on the political parties represented in the Turkish Parliament to fully cooperate to revoke the article. Cindoruk visits the Ankara Journalists' Association with Deputy Parliament Speaker Fehmi Işıklar, whose parliamentary immunity the Constitutional Court has decided to lift.
(Newspapers, July 25)

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

DANS L'OMBRE DE SADDAM. L'ESPOIR ET DES TEMPS DURS POUR LES KURDES. Le soutien tiède de l'ONU pour les Kurdes, reflète l'ambivalence de la communauté internationale. (*The Nation*, 21 juin, 1993), p. 1-2.

DES RISQUES POUR LES SUÉDOIS EN VACANCES EN TURQUIE. - DE LA PART DES KURDES. (*Dagens Nyheter*, 10 juin, 1993), p. 3.

LE TYRAN MENACE L'ONU. (*Svenska Dagbladet*, 13 juin, 1993), p. 4.

CULTURE : DES OISEAUX COMME S'IL EN PLEUVAIT. Une pluie d'oiseaux désorientés, asphyxiés, aveuglés. C'est ce que le peintre kurde Rewbar a vu et n'oubliera jamais. Des corps sur les toits des maisons, au milieu des jardins, dans les champs. (*La Voix du Nord*, 23 juin 1993), p. 5.

DANS LA GUERRE DES KURDES CONTRE ANKARA L'EUROPE EST LE NOUVEAU FRONT. (*International Herald Tribune*, 30 juin, 1993), p. 5.

PREUVES RASSEMBLÉES CONTRE SADDAM. — LES KURDES EN ATTAQUE EN EUROPE — Le PKK en guerre contre la Turquie. (*Dagens Nyheter*, 25 juin, 1993), p. 6-7.

LA RÉVOLTE KURDE : LES KURDES ATTAQUENT LES INTÉRÊTS TURCS DANS CINQ PAYS EUROPÉENS. (*El País* ; 25 juin 1993), p.8.-10.

LA RÉVOLTE KURDE : LES KURDES ATTAQUENT DES INTÉRÊTS TURCS DANS 5 PAYS EUROPÉENS. UNE GUERRE INÉGALE : Ankara dispose de

100.000 soldats contre les 4000 guérilleros kurdes. — **LE PKK ROMPE LA TRÊVE DÉCLARÉE EN MARS.** Des séparatistes kurdes attaquent un autobus et tuent 33 soldats Turcs et 2 civils. (*El País*, 26 juin 1993), p.10.

AVEC LE GAP VERS LES BONS ESPOIRS. (*Basler Magazin*, 10 juin 1993), p.11-13.

TURQUIE : UNE SÉRIE D'ATTENTATS FAIT 32 BLESSÉS, DONT 12 ÉTRANGERS. (*Le Main Libre*, 29 juin 1993), p.13.

TURQUIE : ABOLITION DU MONOPOLE D'ÉTAT SUR LES RADIOS-TÉLÉVISIONS. — Ankara rejette une note de protestation de la Suisse. (*Le Monde*, 10 juillet 1993), p.13.

DROITS DE L'HOMME : Handicap International contre «la guerre des lâches». (*La Croix*, 12 juillet 1993), p.13.

LA COLÈRE KURDE EN EUROPE. (*El País*, 25 juin 1993), p.14.

POUR SENSIBILISER L'OPINION INTERNATIONALE, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), après sa décision le 8 juin de rompre un cessez-le-feu unilatéral, a entrepris hier une action d'envergure sans précédent contre les intérêts et les représentations turcs en Europe. — **AFFRONTLEMENTS SANGLANTS EN TURQUIE.** — 22 blessés dans un attentat. (*Presse de la Manche*, 25 juin ; *Le Nouveau Quotidien*, 28 juin 1993), p.14-15.

KURDISTAN TURC : UN REPORTAGE DE MICHEL VERRIER : Après deux mois

de cessez-le-feu, des affrontements meurtris ont repris, fin mai, au Kurdistan de Turquie entre le PKK et l'armée turque. La perspective de paix à laquelle aspirent les populations s'est de nouveau éloignée. (*Témoignage Chrétien*, 19 juin 1993), p.15-16.

LA LUTTE DES KURDES SE PROPAGE. — Les attentats en Turquie effraient les touristes. (*BZ*, 30 juin 1993), p.16.

LE PKK SERA MILITAIREMENT ÉCRASÉ. (*Dagens Nyheter*, 29 juin, 1993), p. 17.

LES KURDES IRAKIENS VICTIMES DE LA VAGUE DE MEURTRES. (*Dagens Nyheter*, 30 juin, 1993), p. 18.

LA POSITION SOLITAIRE À L'ENCONTRE DE TURQUIE. (*Basler Zeitung*, 1er juillet, 1993), p. 19.

24 MORTS DANS DES AFFRONTLEMENTS ENTRE LE PKK ET L'ARMÉE TURQUE. (*Libération*, 1er juillet 1993), p. 19.

KURDISTAN : LE LONG COMBAT DES KURDES. En Irak, les Kurdes organisent une autonomie que l'ONU refuse de reconnaître. En Turquie, le gouvernement a répondu par une fin de non-recevoir au cessez-le-feu unilatéral proclamé par le PKK, sans que la Communauté européenne sourcille. En réaction à ce silence, des actions spectaculaires visant les intérêts turcs en Europe ont été déclenchées. (*Rouge*, 1er juillet 1993), p.20-21.

LA SUISSE ACCORDE UN DÉLAI DE 48 HEURES A LA TURQUIE. — On a tiré sur les manifestants au lieu de fermer la porte de l'ambassade. — La lutte contre la terreur «concerne aussi la Suisse» (*Der Bund*, 1er juillet, 1993), p. 21-23.

FAIRE LE PROCÈS DE BAGDAD. L'administration américaine affirme avoir la preuve forte que Bagdad a autorisé la

tentative d'assassinat de Goerge Bush en avril dernier. (*International Herald Tribune*, 1er juillet, 1993), p. 24.

SUISSE : LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A DEMANDÉ HIER LA LEVÉE DE L'IMMUNITÉ DIPLOMATIQUE DE TROIS FONCTIONNAIRES de l'ambassade de Turquie à Berne, afin d'élucider l'origine des coups de feu qui ont fait un mort et huit blessés lors d'une manifestation kurde devant la chancellerie. (*Libération ; La Liberté*, 1er juillet, 1993), p. 24, 30-31.

TURQUIE: LE PKK DÉMENT TOUTE IMPLICATION DANS L'ATTENTAT D'ANTALYLA. (*Le Monde*, 1er juillet, 1993), p. 24.

LA SALE GUERRE TURQUE SE MÈNE JUSQU'AU CŒUR D'ANKARA. Le PKK qui a déclenché il y a neuf ans la lutte armée au nom des Kurdes, n'est pas actif qu'en Anatolie ou à Berne. On peut aussi rencontrer ses porte-parole dans la capitale turque où ils sont parfois députés... Mais la guerre parait sans issue : même les généraux sont gagnés par le doute. — BERNE ACCUSÉ «D'UTILISER LES KURDES» POUR AFFAIBLIR LA TURQUIE. (*Le Nouveau Quotidien*, 1er juillet, 1993), p. 25-26.

TURQUIE: LA REPRISE DU CONFLIT ENTRAÎNE UNE GRAVE RECRUESCENCE DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE. (*Amnesty International*, 1er juillet, 1993), p. 27-30.

TURQUIE : L'INCENDIE D'UN HÔTEL DANS L'EST A FAIT HIER AU MOINS NEUF MORTS. Il ne s'agit pas cette fois d'un attentat kurde, mais probablement d'un acte du Parti islamiste contre des prostituées arrivées en grand nombre de Russie. (*Le Courrier*, 1er juillet, 1993), p. 31.

MORT D'UN KURDE: LA POLICE AUX

ABONNÉS ABSENTS. Poignardé par des voyous de sa cité, Cengiz Zorulu aurait eu la vie sauve si la police était venue à temps... Malaise d'autant plus profond qu'on découvre que des flics de ce même commissariat de Bron sont impliqués dans une affaire de vols avec recels. (*L'Événement du Jeudi*, 1er-7 juillet, 1993), p. 32.

LA SUISSE PUNIT LES DIPLOMATES TURCS QUI ONT TIRÉ DANS LES RUES DE BERNE. Le Conseil fédéral exige la levée de l'immunité diplomatique de trois membres du personnel de l'ambassade de Turquie. L'ambassadeur refuse toujours de remettre les armes utilisés contre les manifestants kurdes jeudi dernier. (*Le Nouveau Quotidien*, 1er juillet, 1993), p. 33.

APPEL DES ONG TRAVAILLANT AU KURDISTAN : CHRONIQUE D'UN GÉNOCIDE ANNONCÉ. (*Coullisse Diplomatique*, 2 juillet, 1993), p. 33.

AU MOINS 38 MORTS DANS LA VIOLENCE DU PKK. 10 morts dans l'incendie d'un hôtel à van. (*Turkish Daily News*, 1er juillet, 1993), p. 34.

AFFRONTLEMENTS EN TURQUIE. — 11 membres des forces de l'ordre turques tués dans l'est de Turquie. (*L'Humanité*, 1er juillet ; *A.F.P.*, 2 juillet, 1993), p. 34-35.

11 MEMBRES DES FORCES DE L'ORDRE TURQUES TUÉS DANS L'EST DE LA TURQUIE. (*A.F.P.*, 2 juillet, 1993), p. 35.

À SILOPI, LA BOITE POSTALE DES KURDES D'IRAK. Les trois millions de demi de Kurdes d'Irak ont un parlement, un gouvernement, une police, une douane et auront bientôt une armée, mais jusqu'alors ils n'avaient pas d'adresse. Du fait de cet isolement postal, on ne pouvait donc guère leur écrire. Désormais, c'est possible, grâce

à la boîte postale 16 à Silopi, ville du sud-est de la Turquie, proche de la frontière. Ankara a en effet autorisé les Kurdes d'Irak, à utiliser cette boîte postale. (*Libération*, 3 juillet, 1993), p. 34.

L'IRAN RETOURNE LES IRAKIENS QUI AVAIT FUI LA GUERRE DU GOLFE. (*International Herald Tribune*, 2 juillet, 1993), p. 35.

ACTIONS TERRORISTES KURDES. (*Le Démocrate Indépendant*, 2 juillet, 1993), p. 36.

LA HAINE DES ÉTATS-UNIS N'A PAS FORGÉ L'AMITIÉ IRAKO-IRANIENNE. — LES ÉTATS-UNIS SONT OUVERTS A UNE VENTE DU PÉTROLE IRAKIEN. (*International Herald Tribune*, 2 juillet, 1993), p. 36.

23 REBELLES TUÉS PAR L'ARMÉE DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*A.F.P.*, 2 juillet, 1993), p. 37.

APRÈS LE RAID AMÉRICAIN SUR BAGDAD. L'Irak : les Kurdes rassérénés. Beaucoup craignaient que Bill Clinton ne soit favorable à une normalisation avec le régime de Saddam Hussein. (*Le Figaro ; L'Aurore*, 2 juillet, 1993), p. 38.

LE BRAS DE FER ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE. La fusillade au cours de la manifestation kurde à Berne et l'obstruction des diplomates turcs à l'enquête ont déclenché une escalade entre la Suisse et la Turquie. Pour se faire entendre, le Conseil fédéral doit-il aller jusqu'à la rupture des relations diplomatiques ? — ANKARA NE CÉDERA PAS AUX EXIGENCES SUISSSES. La Turquie n'entend pas lever l'immunité de trois membres de son ambassade. Mais, au sein de son gouvernement, on admet en privé que l'ambassadeur à Berne, Kaya Toperi, a perdu les pédales. (*Le Nouveau Quotidien*, 2 juillet, 1993), p. 39.

LE DIFFÉREND AVEC LA SUISSE DANS UNE PHASE CRITIQUE. Des officiels disent qu'Ankara cherche une solution diplomatique «tranquille» alors que les autorités suisses continuent de maintenir une position dure. — «LA POPULATION CACHÉE DE L'EST ET DU SUD-EST DE LA TURQUIE représente 5% de la population totale dans certaines provinces, affirment des sociologues. — 21 tués dans le sud-est. Le conseil de coordination de la région soumise à la loi d'urgence se réunit à Ankara. — Tempo : Les «rambos» turcs du Sud-Est disent que des têtes vont tomber. Les unités spéciales menacent d'attaquer le parlement et de couper des têtes si l'un de leurs camarades est tué. La police affirme que le nombre des tués dans la guerre est plus élevé que les chiffres annoncés. (*Turkish Daily News*, 2 juillet, 1993), p. 40-42.

AU KURDISTAN IRAKIEN, LES EUNUQUES DU TEMPLE YÉZIDI GARDENT LE MYSTÈRE INTACT. (*The Independent*, 3 juillet, 1993), p. 42.

LA TURQUIE ET LES KURDES : CE N'ÉTAIT PAS LA PAIX. (*The Economist*, 3 juillet, 1993), p. 42-43.

BERNE PREND ACTE DU RAPPEL DE TROIS FONCTIONNAIRES TURCS. La Turquie a rappelé hier les trois fonctionnaires de son ambassade à Berne, soupçonnés par la police d'avoir tiré sur des Kurdes lors de la manifestation du 24 juin dernier. Elle a refusé de lever leur immunité, comme le demandait la Suisse afin de les interroger. — LA SUISSE PREND ACTE MAIS DÉPLORE LE RAPPEL DES TROIS EMPLOYÉS TURCS. (*La Liberté*, 3-4 juillet, 1993), p. 43-44.

NUAGES SUR LE TOURISME TURC. (*Gamk*, 3-4 juillet, 1993), p. 45.

TURQUIE : METTANT UN TERME À

UNE LONGUE PÉRIODE DE TRANSITION, Mme. Tansu Çiller a obtenu la confiance de l'Assemblée. (*Le Monde*, 7 juillet, 1993), p. 45.

BERNE : DES MILLIERS DE KURDES COMMÉMORERONT LE DÉCÈS DE SEMSETTIN KURT. — Manifestation kurde à Paris — Plusieurs milliers de Kurdes manifestent à Francfort. (*A.F.P.*, 3 juillet, 1993), p. 46.

LE MINISTRE FRANÇAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ALAIN JUPPÉ a estimé que à propos de l'Irak, la France avait une «position ferme consistant à examiner les moyens d'amener Bagdad à appliquer les résolutions du Conseil de sécurité (...) tout en préservant l'unité de l'Irak». Au sujet des Kurdes d'Irak, en lutte contre Bagdad, le ministre a affirmé : «nous voulons assurer la protection des minorités kurdes dans le cadre d'une formule acceptée par le gouvernement irakien». (*A.F.P.*, 3 juillet, 1993), p. 47.

AFFAIRE DE L'AMBASSADE DE TURQUIE : «La Suisse ne peut rien faire». La Turquie a rappelé les trois personnes que la Suisse souhaitait soumettre à enquête pénale. (*24 Heures*, 3-4 juillet, 1993), p. 48.

L'ÉMEUTE A SIVAS SUR «LES VERSETS STATANIQUES» : Tue 35 personnes. Le parti de la Prospérité accuse l'écrivain Aziz Nesin de heurter les sentiments religieux des musulmans. — L'OPINION S'INTERROGE SUR LES CAUSES DE L'EXPLOSION DE VIOLENCE INTÉGRISTE. (*Turkish Daily News*, 4 juillet ; *Le Monde*, 6 juillet 1993), p. 49, 58.

LES POLITICIENS VEULENT NÉGOCIER AVEC LES KURDES. — L'occupation de Bundesplatz est terminée pacifiquement. (*Berner Zeitung*, 5 juillet, 1993), p. 51.

LES KURDES MANIFESTENT POUR LA JUSTICE. — SEPT MILLE KURDES CRITIQUENT LA PASSIVITÉ DE LA SUISSE. La manifestation kurde sur la place Fédérale s'est terminée hier sans incident. Ces gens demandent justice. — LES MANIFESTATIONS KURDES À GENÈVE ET À BONN. — La Turquie refuse la note de protestation suisse. (*Berner Zeitung* ; *La Liberté*, 5 juillet ; *Berner Zeitung*, 9 juillet 1993), p. 52, 58, 79.

AFFAIRE TURQUE : Cotti doit venir devant les conseillers nationaux. — LA SUISSE PROTESTE «DIGNEMENT». Les gardes turcs qui ont tiré sur les manifestants kurdes sont partis librement. Flavio Cotti plaide le respect des procédures... (*Blick*, 5 juillet ; *L'Hebdo*, 8 juillet 1993), p. 53, 67.

UNE MISSION IRAKIENNE SE REND À NEW YORK POUR DES NÉGOCIATIONS SUR LA VENTE DU PÉTROLE. — HEP affirme que des soldats turcs ont tué 9 paysans kurdes innocents dans le village de Dargeçit. — LES KURDES DANS LES RUES DE SUISSE ET D'ALLEMAGNE. (*Turkish Daily News*, 5 juillet, 1993), p. 54-55.

LE PKK FAIT ESCALADER LA VIOLENCE. (*Dagens Nyheter*, 4 juillet, 1993), p. 55.

A L'ASSAUT : DES PARTISANS VIOLENTS DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU KURDISTAN, Marxiste, vandalisent des bureaux diplomatiques et d'affaires turcs à travers l'Europe. Le leader du PKK avait promis une «vague sans précédent de violence dans chaque région de Turquie. (*Time*, 5 juillet, 1993), p. 56-57.

MORT D'UN KURDE : LA SUISSE PRÉFÈRE LE CYNIQUE RÉALISME DIPLOMATIQUE. Les Turcs qui avaient tiré à Berne ont pu regagner leur pays.

Les Kurdes manifestent leur colère. (*Le Nouveau Quotidien*, 5 juillet, 1993), p. 59.

LES KURDES DÉFIENT LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 5 juillet, 1993), p. 59.

DÉMINER LES MONTAGNES DU KURDISTAN D'IRAK... (*Le Monde*, 6 juillet, 1993), p. 60.

UNE ORGANISATION PROCHE DU PKK ACCUSE L'ARMÉE TURQUE DU MEURTRE DE 35 VILLAGEOIS. (*A.F.P.*, 6 juillet, 1993), p. 61.

DES PARLEMENTAIRES KURDES AFFIRMENT QUE L'ARMÉE A ATTAQUÉ 25 VILLAGES KURDES, bombardé et incendié la plupart d'entre eux en un mois. Selon le député Aybar, au moins neuf villageois ont été abattus par des unités spéciales de l'armée ; le Premier ministre Çiller donne des signes de durcissement et dit «non» aux droits kurdes. — Les partis suisses demandent des mesures dures contre la Turquie. — DES EXPERTS DE L'ONU SE RETIRENT, L'IRAK AFFIRME QU'ILS TRAVAILLENT POUR LES ÉTATS-UNIS. (*Turkish Daily News*, 6 juillet, 1993), p. 61-62.

LE FIANCÉ KURDE REFUSE L'EXPULSION. — Delphine, prête à épouser Muslüm en prison. Une douzaine d'associations composent un comité de soutien aux étrangers menacés d'expulsion. Après le mariage empêché en mariage de Quenven d'un Kurde de 26 ans, Muslüm, avec Delphine, 19 ans. (*Ouest France*, 17 juillet, 1993), p. 63.

LES IRAKIENS ET LES AMÉRICAINS ONT BESOIN DE COMMENCER A REGARDER LE PASSÉ. L'attaque américaine contre le siège des services de renseignements irakiens montre, ce que beaucoup d'Irakiens et d'autres considèrent comme le côté ambivalent

de la politique américaine envers l'Irak : Un manque d'objectifs clairs pour un changement politique en Irak et de méthodes pour y parvenir. (*International Herald Tribune*, 7 juillet, 1993), p. 63-64.

TURQUIE : TANSU ÇILLER FACE AUX VIEUX DÉMONS. Les trente-six morts de Sivas font resurgir les souvenirs d'avant le coup d'État de 1980. L'essor du fanatisme religieux met le nouveau gouvernement à l'épreuve. — CLINTON ET SADDAM HUSSEIN : Légitime violence. Depuis que Bill Clinton a sanctionné Saddam Hussein, il y a une dizaine de jours, nombreuses sont les critiques adressées au président américain. Or Clinton, cette fois, avait raison... (*Le Figaro*, 7 juillet, 1993), p. 64-65.

TRENTE-DEUX PERSONNES TUÉES PAR LES SÉPARATISTES KURDES EN TURQUIE. — La guérilla kurde a tué de sang froid 28 civils selon les informations d'Ankara. — Un massacre de villageois est attribué à des séparatistes kurdes. (*Le Parisien ; Libération ; El País*, 7 juillet ; *Le Monde*, 8 juillet 1993), p. 66.

PRÈS DE 1.250 KURDES ONT FUI LES BOMBARDEMENTS IRANIENS DANS LE NORD DE L'IRAK, SELON L'ONU. Les bombardements iraniens contre le Kurdistan irakien, qui ont commencé fin avril, se poursuivent sporadiquement et ont déjà poussé près de 1250 Kurdes à l'exode, a indiqué mercredi à l'AFP une source de l'ONU à Bagdad. — BOMBARDEMENTS IRANIENS CONTRE LE KURDISTAN IRAKIEN. (*A.F.P.*, 7 juillet ; *L'Humanité*, 8 juillet 1993), p. 66, 76.

IL N'Y A PAS DE HIÉRARCHIE PARMILS SOUFFRANCES. Si les États-Unis et leurs alliés ont failli en Bosnie ce n'est pas une excuse pour qu'ils abandonnent les Kurdes. Si l'Ouest devait lever la

pression sur Saddam Hussein, le Kurdistan, la seule partie libre de l'Irak pourrait disparaître en une semaine. (*The Independent*, 8 juillet, 1993), p. 68.

UNE FAUTE DES KURDES. (Kiosque, de *The New York Time*) (*Jeune Afrique*, 8 juillet, 1993), p. 69.

UNE CINQUANTAINE DE FEMMES KURDES OCCUPENT BRIÈVEMENT LA REPRÉSENTATION DU HCR : TROIS BLESSÉS. (*A.F.P.*, 8 juillet, 1993), p. 69.

REPORTAGE-KURDISTAN : DES PIÈRES DANS LE JARDIN DE SADDAM. Protégés par l'ONU, les Kurdes irakiens tentent de reconstruire leur pays. Mais l'embargo qui frappe Bagdad les aussi. Et le dictateur menace toujours. (*L'Express*, 8 juillet, 1993), p. 70-72.

LE PAYS PERDU DU PEUPLE KURDE. Prises d'otages en Allemagne et en France, manifestations en Suisse, incidents en Grande-Bretagne et en Suède : les séparatistes kurdes de Turquie ont lancé le 25 juin une série d'attaques contre les intérêts turcs en Europe, pour dénoncer la répression dont ils sont victimes. (*Les Clés de l'Actualité*, 8 juillet, 1993), p. 73.

LES MAUVAIS COUPS DE L'IRAN AU KURDISTAN D'IRAK. — Bombardements frontaliers, harcèlement, attentats. — Les organisations humanitaires occidentales sont les cibles de tueurs anonymes. Les ayatollahs font le forcing pur s'imposer dans le jeu politique régional. (*Le Figaro*, 9 juillet, 1993), p. 74-76.

AL'ONU, BAGDAD NÉGOCIE LA LEVÉE PARTIELLE E L'EMBARGO. Sur le terrain, l'Irak entrave toujours le travail des inspecteurs chargés de démanteler son arsenal. (*Libération*, 8 juillet 1993), p. 76.

LA GRANDE PEUR DES INTELLECTUELS TURCS. Victimes d'attentats, cibles des émeutes de Sivas qui ont fait 36 morts la semaine dernière, journalistes, professeurs ou juristes s'inquiètent de voir l'État plier sous la pression intégriste, au mépris de sa tradition laïque. — Rushdie : «La Turquie peut résister aux islamistes». L'auteur des «Versets sataniques», malgré le conflit qui l'oppose à l'éditeur turc visé par la manifestation de Sivas, se déclare totalement solidaire de son combat. (*Libération*, 9 juillet 1993), p.77-78.

AMNESTY INTERNATIONAL RECENSE «DE VÉRITABLES TRAGÉDIES». Dans son rapport annuel Amnesty International met à nouveau la Turquie au rang des pays qui pratiquent la torture. Les exécutions extrajudiciaires présumées auraient également augmenté. Plus de 260 personnes ont été tuées dans les provinces de sud-est à majorité kurde. (*Le Monde*, 9 juillet 1993), p.78.

PLUS DE 600 REBELLES KURDES TUÉS EN TURQUIE DEPUIS LE PRINTEMPS DERNIER. (*A.F.P.*, 9 juillet 1993), p.79.

KURDISTAN D'IRAK. L'ESPOIR D'UNE PAIX DURABLE. Un peu plus d'un an après avoir élu démocratiquement leurs députés et en dépit d'une paix toujours fragile, les Kurdes d'Irak cherchent à assurer leur indépendance économique. (*Témoignage Chrétien*, 10 juillet 1993), p.80-81.

ENVIRON 650 TURCS ET KURDES ONT MANIFESTÉ DANS LE CALME À STRASBOURG POUR PROTESTER CONTRE LA MONTÉE DE L'INTÉGRISME EN TURQUIE ET LES VIOLENCES QUI S'ENSUIVENT. (*A.F.P.*, 10 juillet 1993), p.81.

UN SYSTÈME DE TÉLÉCOMMUNICATIONS POUR LES RÉGIONS KURDES DU NORD DE L'IRAK. Le nord de l'Irak contrôlé par les formations kurdes va

être doté d'un système de télécommunications, aux termes d'un accord signé vendredi avec une société américaine, selon un représentant de cette compagnie. (*A.F.P.*, 10 juillet 1993), p.82.

SADDAM FAIT MACHINE ARRIÈRE DANS L'AFFAIRE DE SITES DE MISSILES. Attaques aériennes : Londres et Paris contre. (*The Sunday Times*, 11 juillet 1993), p.82-83.

UNE AGENCE KURDE CONFIRME L'ENLÈVEMENT D'UNE AUSTRALIENNE ET D'UN BRITANNIQUE. (*A.F.P.*, 12 juillet 1993), p.83.

TERRORISTES OU COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ ? Le rôle du Parti des travailleurs du Kurdistan. Entretien avec l'intellectuel kurde de Lausanne, Ismet Chériff Vanly. — LES KURDES : UN PEUPLE ASSIÉGÉ DE TOUTS CÔTÉS. — (*Tages-Anzeiger*, 8 juillet 1993), p.84-85, 86.

LA POLICE SUISSE DÉNIE TOUTE NÉGLIGENCE À PROPOS DE LA MORT D'UN KURDE. (*The European*, 16 juillet 1993), p.86.

UN JEU DE ROULETTE KURDE : AFFAMÉS ET EFFRAYÉS. Les Kurdes vont ils céder à Saddam. (*Newsweek*, 12 juillet 1993), p.87.

VOYAGE DANS LES MONTAGNES KURDES D'IRAK. Leur pays est loin, beau et sous la menace constante du dictateur de Bagdad. Début mai, un premier groupe de touristes britanniques s'est rendu au Kurdistan irakien où il a rencontré un peuple fier qui survit malgré de terribles difficultés. (*The Independent*, 11 juillet 1993), p.88-90.

TURQUIE : 600 REBELLES KURDES TUÉES EN TROIS MOIS. (*Gamk*, 12-13 juillet 1993), p.90.

L'IMPETUEUSE BOURSE TURQUE EST

DEPRIMÉE PAR LE CONFLIT FONDAMENTALISTE ET LES ATTAQUES KURDES. (*The Wall Street*, 12 juillet 1993) p. 91.

TURQUIE : CONFIRMATION DE L'ENLÈVEMENT DE DEUX TOURISTES PAR DES KURDES. (*Le Monde*, 13 juillet 1993) p. 91.

MASSACRE TERRORISTE : 28 PAYSANS TUÉS. Des terroristes attaquent un village, incendient 150 villages avant de s'échapper. Demirel qualifie l'attaque survenue dans la province d'Erzincan de «crime contre l'humanité». — LA SUISSE DONNE UN NOUVEL ULTIMATUM ; LA TURQUIE REFUSE LES DEMANDES SUISSES ET RAPPELLE L'EMPLOYÉ D'AMBASSADE POUR «RAISONS DE SÉCURITÉ». (*Turkish Daily News*, 7 juillet 1993), p.92.

AMNESTY AFFIRME QUE LES VILLAGES KURDES SONT VICTIMES DES ABUS DU PKK ET DES FORCES TURQUES. (*Turkish Daily News*, 9 juillet 1993), p.93.

ANKARA REJETTE LA NOTE SUISSE COMME «INACCEPTABLE». Ankara affirme que ceux qui ferment les yeux aux terroristes en invoquant des droits de l'homme se sont toujours trompés. (*Turkish Daily News*, 9 juillet 1993), p.93.

LE PÉTROLE IRAKIEN : DANS L'OLEODUC. (*The Economist*, 10 juillet 1993), p.94.

ÇILLER DONNE LE FEU VERT «LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE» CONTRE LE PKK COMMENCE. La Turquie va intensifier la guerre contre les séparatistes accompagnée d'une campagne de propagande majeure pour gagner le soutien des civils. Le gouvernement et l'armée cherchent un consensus avec la presse et les partis d'opposition dans le compte à rebours

final pour le succes. (*Turkish Daily News*, 12 juillet 1993), p.95.

LE PARLEMENT EN VACANCES AU MILIEU DE LA CRISE. IL SUSPENDRA SES TRAVAUX APRES LA MISE EN PLACE D'UNE COMMISSION D'ENQUETE SUR LE SUD-EST L'ADOPTION DE LA LOI SUR LES RADIOS et TV privées et le briefing des leaders par le Premier ministre. (*Turkish Daily News*, 14 juillet 1993), p.97.

SUR LE TERRORISME KURDE ÇILLER OBTIENT UN LARGE SOUTIEN PARLEMENTAIRE POUR LES OPERATIONS MILITAIRES. Des opinions diverses sur l'éducation et la télé-diffusion en langue kurde. — LE PROBLEME KURDE : UNE PERSPECTIVE TURQUE. — Signes d'une tension turco-kurde a Ezine, des groupes en colere attaquent des employés kurdes d'un hôtel dans cette ville de l'ouest de la Turquie. L'armée est intervenue et a dispersé une foule forte de 5.000 personnes. (*Turkish Daily News*, 14 juillet 1993), p.97-99.

FAIRE LA DISTINCTION ENTRE LE PKK ET LES PROBLEMES KURDES; LES DROITS DES KURDES : DES INSTRUMENTS DANS LA GUERRE DU PKK ? (*Turkish Probe*, 13 juillet 1993), p.100-102.

LE DEPUTE-MAIRE DE TARARE ASSIGNE EN REFERE. Jean Besson refuse de célébrer le mariage d'un réfugié kurde et d'une jeune Algérienne. — LE MAIRE DE TARARE CONTRAINT DE CELEBRER LE MARIAGE D'UN REFUGIE KURDE ET D'UNE ALGERIENNE. — Reconnu coupable de "voie de fait". (*Le Progrès*, 16 juillet ; *Le Monde*, 21 juillet 1993), p.114, 118.

TURQUIE : Le PKK exige un cessez-le-feu pour libérer les deux randonneurs qu'il détient. (*AFP*, 13 juillet 1993), p.104.

UN ENTRETIEN AVEC YACHAR KEMAL "Durant toute l'histoire, les cultures n'ont cessé de se greffer d'une sur l'autre". — «*Les Kurdes de Turquie veulent bénéficier sans entrave des droits de l'homme*». — «*On ne gagne pas la guerre contre l'opinion publique mondiale*». (*Le Monde*, 13 juillet 1993), p.105.

LES NATIONS DU MOYEN-ORIENT SENTENT DES PRESSIONS POUR DONNER AUX KURDES UN ETAT INDEPENDANT. Au milieu de violence croissante la Turquie pourrait reviser sa politique locale. (*The Wall Street*, 15 juillet 1993), p.107-108.

TURQUIE. HUIT KURDES TUÉS DANS L'EST ANATOLIEN. (*AFP*, 13 juillet 1993), p.108.

IRAK : LES VOLONTAIRES ÉTRANGERS AU KURDISTAN MIS EN GARDE CONTRE D'ÉVENTUELLES REPRÉSENTATIONS DE BAGDAD. — L'Allemagne met en garde contre les vacances au Kurdistan turc. (*AFP*, 14 juillet 1993), p.109.

TURQUIE : Le quotidien pro-kurde *Özgür Gündem* autorisé à paraître de nouveau. (*AFP*, 15 juillet 1993), p.110.

LA TURQUIE INTERDIT UN PARTI PRO-KURDE (*Financial Times*, 16 juillet 1993), p.110.

L'IRAN NEGOCIE AVEC LES CHEFS DU KURDISTAN IRAKIEN. (*Libération*, 16 juillet 1993) p.110.

LA FERMETURE DU HEP CREE UN BOUCAN. ISIKLAR : Le verdict de la cour viole l'essence de la démocratie, je me sens triste pour les juges. Si son immunité est levée le president en exercice du Parlement fera face à une requisition a la peine capitale. — LE PREMIER MINISTRE ÇILLER N'AJAMAIS CONSIDERE DE SOLUTION POLITI-

QUE. Le Premier ministre nie l'existence du "probleme kurde" et place ses espoirs dans l'armée. — LES PARLEMENTAIRES KURDES CRAIGNENT QUE LA GUERRE SE TOURNE RAPIDEMENT CONTRE DES CIVILS. — Çiller : la Turquie va reconsidérer sa politique envers l'Iran. (*Turkish Daily News*, 16 juillet 1993), p.111-112.

LE SITE D'ANTALYA A L'OMBRE DES KURDES. Le 27 juin, trois attentats attribués au PKK frappaient la vitrine du tourisme turc. Depuis, les étrangers hésitent à faire le voyage, malgré une sécurité renforcée. (*Libération*, 16 juillet 1993), p.113.

TURQUIE : TROIS ENFANTS ET TROIS REBELLES KURDES TUÉS DANS LE SUD-EST. (*AFP*, 17 juillet 1993), p.113.

LA TURQUIE INTENSIFIE LES OPERATIONS CONTRE LE TERRORISME. Les soldats sont soutenus par la force aérienne et des divisions mécanisées. Les députés d'opposition appellent à l'armement des villageois. — ISIKLAR POURRAIT DISPOSER DES MOIS AVANT DE PERDRE SON STATUT DE PARLEMENTAIRE. — Les députés résistent aux demandes de changement de l'article, controversé, 84 de la Constitution. (*Turkish Daily News*, 17 juillet 1993), p.114.

UN JOURNAL PRO-KURDE MENACE D'INTERDIT EN TURQUIE. (*Gamk*, 17-18 juillet 1993), p.115.

TURQUIE : LA RÉPRESSION AU KURDISTAN ET LES ACTIONS DE PROTESTATION DU PKK. (*Lutte Ouvrière*, 2 juillet 1993), p.115-116.

LA MAFIA TURQUE POURRAIT ÊTRE IMPLIQUÉE DANS LES ATTENTATS à la grenade de samedi soir à Antalya faisant un mort et deux blessés contre trois hôtels, rapporte la presse turque. La mafia pourrait également être à l'ori-

gine de ceux-ci en raison de concurrence entre hôtels de même catégorie qui manquent de clientèle notamment après le triple attentat à l'explosif, il y a trois semaines, qui avait fait 23 blessés. (AFP, 19 juillet 1993), p.116.

TURQUIE : LA POPULATION KURDE EN OTAGE ENTRE TERRORISME ET RÉPRESSION. En six mois, les affrontements ont fait 831 morts dans le Sud-Est du pays, officiellement. (Le Figaro, 17 juillet 1993), p.117-118.

ARRESTATION DU RÉDACTEUR EN CHEF D'UN QUOTIDIEN PRO-KURDE, ÖZGÜR GÜNDEM. (Le Monde, 19 juillet 1993), p.118.

57 MORTS EN UNE JOURNÉE DANS L'EST DE LA TURQUIE. 26 nomades et 31 rebelles ont été tués dimanche dans l'est du pays au cours d'une attaque perpétrée par des hommes du PKK et d'un accrochage entre des rebelles kurdes et l'armée turque, a-t-on indiqué lundi de sources officielles. (AFP, 19 juillet 1993), p.118.

LA RÉPRESSION MASSIVE COMMENCE : Le PKK attaque sur trois fronts. — Les villageois cherchent à s'abriter dans des grandes villes alors que des chars et des divisions blindés avancent dans la région des opérations trans-frontalières sont attendues au camp de Xakurk dans le nord de l'Irak. (Turkish Daily News, 19 juillet 1993), p.119.

LA CRISE DU SUD-EST : RETOUR A LA POLITIQUE MILITAIRE. — LE HEP EST FERMÉ, ISIKLAR EN PÉRIL, LE SORT DE LA DÉMOCRATIE TURQUE EST MAINTENANT LIÉE DE PRÈS À L'ISSUE DE CETTE GUERRE ET L'ÉPOUVANTAIL DE LA LOI MARTIALE SORT DÉJÀ DU PLACARD. Au moins il n'y a plus d'absence de politique kurde formelle. Le vide politique a finalement — et

d'une manière attendue — été remplie la Turquie est revenue à ses politiques militaires. (Turkish Probe, 20 juillet 1993), p.120-123.

BAIN DE SANG DANS L'EST : LE PKK ATTAQUE UN HAMEAU, MASSACRE 26 NOMADES, DONT 14 ENFANTS, DANS LA RÉGION DE VAN. — Les soldats tuent 33 militants dans la montagne près de Bitlis, 11 soldats sont tués. — La population de Turquie sera de 91 millions en 2025. — **LA TURQUIE CONVOQUE L'AMBASSADEUR D'IRAN.** — La Turquie est le huitième débiteur au monde, selon la banque mondiale ; la dette de la Turquie a augmenté de 162,8%, allant de \$ 19,12 milliards en 1980 à \$ 50,25 milliard en 1991. — **LE CHP SUSPECTE LES FORCES DE SÉCURITÉ DERRIÈRE LE MASSACRE DE SIX CIVILS À AGRI.** — Le DEP déclare un «effort de paix totale» contre ce qu'il appelle la «guerre totale» déclarée par l'armée. — **ANKARA SE PRÉPARE À SE PLAINDRE À L'IRAN.** — Un pair britannique détenu par les autorités turques. Lord Ennals a passé la nuit dans un commissariat d'Istanbul. (Turkish Daily News, 20 juillet 1993) P.124-126.

75 MORTS EN TURQUIE DANS DES AFFRONTEMENTS AVEC LES KURDES. (International Herald Tribune, 20 juillet 1993), p.126.

FIJ (la Fédération Internationale des Journalistes) a lancé un appel mardi à la tenue d'une journée internationale de protestation des journalistes mercredi contre l'interdiction de parution à plusieurs reprises du quotidien turc pro-kurde Özgür Gündem. — **NOUVEL APPEL DE LA FIJ POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN TURQUIE.** (AFP, 20 juillet ; Gamk, 21 juillet 1993), p.127, 170.

LES CONCESSIONS IRAKIENNES DÉ-

SAMORCENT LA CRISE AFFIRME L'ONU. (International Herald Tribune, 20 juillet 1993), p.127-128.

LES SANCTIONS DE L'ONU RAMÈNENT LES IRAKIENS À UNE EXISTENCE PRIMITIVE. (International Herald Tribune, 21 juillet 1993), p.128.

IRAK : BOMBARDEMENTS IRANIENS AU KURDISTAN. (Le Figaro, 20 juillet 1993), p.128.

TURQUIE : LA RÉSISTANCE KURDE A ASSIMILÉ LES TECHNIQUES DES FONDAMENTALISTES. La question kurde — vieille pourtant de vingt ans — s'impose désormais en tête d'une liste d'une demi-douzaine d'autres crises auxquelles doit faire face le nouveau premier ministre. (La Liberté, 9 juillet 1993), p.129.

UNE ÉQUIPE D'ARCHÉOLOGUES AMÉRICAINSET TURCS A DÉCOUVERT DANS LE SUD-EST DE LA TURQUIE LA PLUS ANCIENNE PIÈCE DE TISSU JAMAIS MISE AU JOUR, DATANT DE 7 000 ANS AVANT JÉSUS-CHRIST. (Le Courrier, 14 juillet 1993), p.130.

SUISSE-TURQUIE : POURRA-T-ON PUBLIER LES PHOTOS PRISES LORS DE LA FUSILLADE ? Alors que trois nouveaux agents de l'ambassade sont repartis en Turquie, les photos confisquées sont réclamées. (Le Courrier, 8 juillet 1993), p.130.

DES TÉMOINS AFFIRMENT QUE DES UNITÉS SPÉCIALES (TURQUES) SONT DERRIÈRE LE MASSACRE DE DIYADIN. Le CHP demande une enquête urgente sur les tueries récentes. Le ministre Gazioglu nie à nouveau les rapports et toute responsabilité. — **ÇILLER AVERTIT LE MONDE :** Pensez à deux fois avant de devenir notre ennemi. Le Premier ministre garantit que l'État protégera la population dans le sud-est et tend à ne pas se référer «aux Kurdes». —

L'AMBASSADEUR D'IRAN REÇOIT UN BRIEFING SUR LE TERRORISME AU MINISTÈRE TURC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. M. Bagheri affirme que la discussion a été extrêmement positive, Ankara dit avoir donné au diplomate irakien le dossier du terrorisme. — (*Turkish Daily News*, 21 juillet 1993), p.131-132.

SOLIDARITÉ AVEC LE QUOTIDIEN PRO-KURDE ÖZGÜR GÜNDEM. — LA CROIX-ROUGE AFFIRME QUE DES KURDES IRAKIENS FUIENT VERS L'IRAN. — Fehmi Isiklar sur la question kurde : «*La pire solution politique est mieux que la guerre. Conserver l'intégrité du pays est dans l'intérêt des Kurdes aussi. Ceux qui interviennent dans le débat dans la commission proposée par le Premier ministre Çiller devraient prendre gare à ne pas perdre, comme moi, leur immunité parlementaire pour délit d'opinion*». — ÇILLER À HAKKARI : «*Je viendrai ici jusqu'à ce que vous cessiez de souffrir*». — DES REBELLES KURDES EX-TORQUENT DE L'ARGENT AUX EXILÉS VIVANT EN EUROPE. — L'investissement promis au sud-est représente 1,6% du déficit budgétaire turc de 1993. (*Turkish Daily News*, 23 juillet 1993), p.132-134.

DANS LE KURDISTAN IRAKIEN sept personnes ont été tuées par des bombardements iraniens. L'armée iranienne a intensifié, au cours des dix derniers jours, ses bombardements contre les régions du Kurdistan irakien. — MENACES DE RIPOSTE. Les dirigeants kurdes irakiens répliqueront si l'Iran continue ses attaques. (*Le Monde*, 21 juillet ; *Le Matin*, 25 juillet 1993), p.134, 135.

PLUS DE SOIXANTE-DIX MORT EN DEUX JOURS. Les affrontements entre séparatistes kurdes et l'armée turque

se poursuivent. (*Le Monde*, 21 juillet 1993), p.135.

ÇILLER ÉVALUE SA VISITE DANS LE SUD-EST. «*Nous cherchons un consensus national sur le terrorisme dans le cadre du parlement. Le gouvernement n'envisage pas de donner des stimulants sous forme d'argent en espèces*». — LE TRAITÉ DE LAUSANNE COMMÉMORÉ AUJOURD'HUI À ANKARA. — Selon des sources locales, l'Iran monte une opération majeure dans le nord de l'Irak. Les Moujahiddine disent qu'elle vise leurs camps. Le Parti démocratique du Kurdistan affirme que les Kurdes de la région sont frappés. — LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SOUTIENT LE NÉGOCIATEUR DE L'ONU EKEUS, MAIS RESTE SCEPTIQUE AU SUJET DE L'IRAK. Le refus de Bagdad d'autoriser des caméras de surveillance dans deux sites d'essais de roquettes près de Bagdad conduit à des craintes que les États-Unis pourraient répondre par des frappes militaires. — ÇILLER PARIE SUR L'ESPOIR CROISSANT AU MILIEU D'IMMENSES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME. — Les gens demandent à Ankara : «*Ne brûlez pas nos villages*». — Le Premier ministre met le point sur l'économie alors que les habitants de la région demandent une solution politique. (*Turkish Daily News*, 24 juillet 1993), p.137-142.

18 REBELLES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (AFP, 24 juillet 1993), p.142.

DEMAIN, À LAUSANNE, DES KURDES RAPPELLERONT L'OUBLI DE 1923. Signé en juillet 1923, le Traité de Lausanne consacrait la victoire de Mustafa Kemal. Samedi, alors qu'Ankara pavoisera, des Kurdes manifesteront à Ouchy pour rappeler que depuis 70 ans leurs droits sont bafoués. — LE 24 JUILLET 1923, LE

DRAME KURDE EST DEVENU OFFICIEL À LAUSANNE. Soutenue par la Municipalité, une conférence a marqué samedi le 70^e anniversaire d'un funeste traité. — D'une négociation à l'autre, les Kurdes, ont tout perdu. (*Le Nouveau Quotidien*, 23 juillet ; *24 Heures*, 26 juillet 1993), p.143,152-153.

QUATRE TOURISTES FRANÇAIS ENLEVÉS DANS L'EST DE LA TURQUIE. — Deuxième enlèvement depuis début juillet. — En voyage organisé dans le Sud-Est anatolien, le groupe de 24 touristes a été intercepté par 15 militants armés du PKK. Des étrangers, kidnappés en 1991, avaient été vite relâchés. — LA GUÉRILLA KURDE DU PKK SÉQUESTRE QUATRE TOURISTES FRANÇAIS EN TURQUIE. — Une action spectaculaire des séparatistes kurdes. — LE KIDNAPPEURS KURDES POSENT DES CONDITIONS. (AFP, 25 juillet ; *Le Figaro* ; *Libération* ; *El País*, 26 juillet ; *Le Monde* ; *International Herald Tribune*, 27 juillet 1993), p.144, 150, 151, 154, 155.

MME. ÇILLER LAISSE ENTIER L'ANTAGONISME ENTRE TURCS ET KURDES. (AFP, 24 juillet 1993), p.145.

SITUATION HUMANITAIRE PRÉOCCUPANTE EN IRAK, soulignent deux agences de l'ONU. (AFP, 23 juillet 1993), p.146.

ÊTRE KURDE AUJOURD'HUI. Un grand peuple en quête de liberté. (*La Croix l'Événement*, 23 juillet 1993), p.146-147.

KURDISTAN D'IRAK : LES PESHMERGAS À L'ÉCOLE DE GUERRE ! Le gouvernement kurde voudrait «professionnaliser» la guérilla. (*Le Figaro*, 26 juillet 1993), p.147-148.

LA FABRICATION DE MILITANTS KURDES : En ignorant le sort des

Kurdes en Turquie, l'OTAN nourrit une nouvelle menace terroriste sinistre pour l'Europe. (*The European*, 23 juillet 1993), p.148-149.

TURQUIE : EN VISITE CHEZ LES KURDES. Le Premier ministre charme mais ne convainc pas. (*Le Monde*, 26 juillet 1993), p.151.

LES KURDES, OUBLIÉS DE LA GUERRE DU GOLFE. (*Les Echos*, 27 juillet 1993), p.154.

LE PKK BRISE LA TRÊVE. Suite de la déclaration faite le 8 juin par le PKK annonçant son intention de mettre fin à la trêve, Amnesty s'est adressé au gouvernement et aux dirigeants du PKK. (*La Chronique d'Amnesty*, Juillet 1993), p.155.

DES TIMBRES KURDES POUR EFFACER SADDAM. Les Kurdes d'Irak ne veulent plus affranchir leur courrier à l'effigie de leur bourreau... (*Libération*, 28 juillet 1993), p.156.

SURVEILLER LA TURQUIE LAÏQUE. (*International Herald Tribune*, 27 juillet 1993), p.156.

TURQUIE : TRENTE-NEUF MORTS DANS DES COMBATS ENTRE SÉPARATISTES KURDES ET FORCES GOUVERNEMENTALES. (*Le Monde*, 29 juillet 1993), p.156.

LE SUD-EST EST-IL PERDU ? — LE RENOUVEAU ÉCONOMIQUE DU SUD-EST : FINANCEMENT OU ADAPTATION ? — Le Traité de Lausanne reste

encore un édifice de justice internationale. (*Turkish Probe*, 27 juillet 1993), p.157-162, 163-164, 165.

TÉHÉRAN AUSSI S'EN PREND AUX KURDES D'IRAK. Après Saddam, c'est Rafsandjani qui, pour «punir» les Kurdes d'Irak d'avoir hébergé leurs frères d'Iran, multiplie attaques et bombardements au Kurdistan irakien, et la semaine dernière, un commando de «Pasdaran» iraniens a passé la frontière pour faire sauter une école. Reportage. (*Libération*, 29 juillet 1993), p.166-167.

FUSILLADE TURQUE. La TV diffuse les images de la tragédie. Le film apporte des précisions sur le déroulement des faits devant l'ambassade turque à Berne. (*La Liberté*, 29 juillet 1993), p.167.

LA GUERRE DES LÂCHES. Hommes, femmes et enfants sont victimes des millions de mines enfouies par les forces irakiennes au Kurdistan. — Neuf millions de mines. (*L'Alsace*, 20 juillet 1993), p.168.

UN JOURNALISTE D'UN QUOTIDIEN PRO-KURDE ENLEVÉ EN TURQUIE par une organisation inconnue, «Unité turco-ottomane de vengeance», qui réclame, entre autres, la libération des quatre Français enlevé par le PKK. (*Le Monde*, 20 juillet ; *AFP*, 29 juillet 1993), p.168, 171.

QUI A BRÛLÉ LE VILLAGE D'IKIZCE ? Les villageois affirment que la gendarmerie a évacué le village et brûlé leurs maisons. — Les médias reçoivent des

pétitions émanant des maires et des hommes politiques demandant la reconnaissance du problème kurde. — **LA VIOLENCE DANS LE SUD-EST CONTINUE DE PLUS BELLE.** Le PKK attaque un poste de gendarmerie et tue cinq soldats. — Le Cabinet de Çiller annonce la décision de créer une force professionnelle pour le Sud-Est. — Les unités spéciales de police vont prendre part dans des opérations dans les zones rurales aussi. (*Turkish Daily News*, 28 juillet 1993), p.169-170.

LA TURQUIE COMMENCE A EMPRISSONNER DES ÉCRIVAINS UNE FOIS DE PLUS. 28 écrivains et journalistes ont été condamnés à des peines allant jusqu'à deux ans et demi pour la diffusion de «propagande séparatiste». (*Centre to Centre*, Juin-Juillet 1993), p.171.

LE MIRACLE TURC : GUERRE DU GOLFE, RÉBELLION KURDE, problèmes avec les Arméniens, avec les nouvelles républiques de l'ex-URSS, attentats terroristes, etc... (*Tourisme Info*, Juillet 1993), p.172.

KURDISTAN : TENIR DEBOUT SOUS LA MENACE. Deux ans après la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes ne sont pas à l'abri des bombes. Toujours protégé par l'aviation alliée, le Kurdistan s'est doté d'institutions démocratiques et tente de reconstruire le pays au milieu de l'hostilité de ses voisins. Nous l'y aidons. (*Présence dans le Monde*, Juillet 1993), p.173-174.



Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

The Nation.

June 21, 1993

■ IN THE SHADOW OF SADDAM

**For Kurds—Hope
And Hard Times**

JOOST R. HILTERMANN

Twenty months after Iraqi troops pulled out of Kurdish territory and just over a year after the unprecedented parliamentary and leadership elections of May 1992, Saddam Hussein still casts a pall over Kurdish aspirations. Yet in this half-light, the once inchoate desire for Kurdish self-government is slowly taking shape.

Out of the elections emerged a prime minister, a Cabinet and a parliament. A uniformed police force is back in the streets directing traffic, an internal security system is in place and has intercepted a number of Iraqi infiltrators, and border controls have been tightened. True, it may be just a wisp of a government today, but the fact that it was allowed to form at all is remarkable, considering the odds. The Kurds have operated in a vacuum of sovereignty brought about by the Iraqi withdrawal of October 1991, and enjoy the protection of the allies who subdued Iraq in the Gulf War and then drew a line across the map (the 36th parallel), north of which Iraqi planes still may not fly. The allied air umbrella created the physical and political space for the Kurds to rebuild their villages and infrastructure, to which the regime had laid waste in the 1980s, and to assert their right to self-determination.

Kurdish leaders have had to start from scratch. A traveler is struck by this landscape denuded of trees (though the rolling hills are lovely in the spring, when they're carpeted with wildflowers) and largely devoid of human habitation—the people having been relocated to huge “collective villages,” which reminded me of the worst refugee camps I have seen in the Gaza Strip. In *Lilith*, Primo Levi refers to the “unassuageable sadness that grows on the ruins of lost civilizations.” The Kurds may not be a lost civilization, but the Baathist regime had a good try at making them one, with the ruins of some 4,000 villages and—according to eyewitnesses returning from government-controlled areas—huge mass graves to show for it. An old man in the town of Kalar told me he wished to put an end to his life, “and there are many like me,” because he had lost his entire family in the brutal 1988 Anfal campaign [see Aryeh Neier, “Watching Rights,” March 16, 1992]. The only solace I could offer was a rather hollow promise to con-

tinue the search for his wife and four children, “disappeared” now for five years.

Today, the Kurds are scrambling to rebuild; they face not only Iraqi restrictions but also more unexpected adversaries. Major towns like Erbil and Sulaimaniyah, for example, have had only three hours of electricity a day since the Iraqi government cut the lines from Mosul and Dibs last September. The only alternative sources of energy are the hydroelectric projects on the Dukan and Darbandikhan lakes, but spare parts are needed to increase their capacity. The importation of spare parts, though, is prohibited because of international sanctions, enforced by the United Nations against Iraq, including the areas under Kurdish control. Worse, some of the Kurds themselves have taken advantage of their own fledgling government's inability to enforce its directives by smuggling building materials and spare parts delivered to Iran by nongovernmental organizations (N.G.O.s). For example, on March 19 a convoy of five trailer trucks loaded with the complete inventory of an asphalt factory arrived at the Bashmakh border crossing between Penjwin and Marivan, Iran. The convoy was accompanied by policemen and *peshmerga* (Kurdish guerrillas), who said they had a paper from the Kurdish regional government permitting the sale of the factory to Iran. A friend of mine who was there that day reported that angry inhabitants of Penjwin and villages closer to the border began to demonstrate against the transfer and tried to stop the convoy, which had turned into a symbol of government corruption and mismanagement. The economic situation had got much worse since last summer, Kamal said, “and it will collapse if we allow caravans like this to pass.” (The people were successful, and the caravan was forced to return to Sulaimaniyah.)

The U.N. has stepped in to provide succor, but many Kurds, as well as relief workers employed by the N.G.O.s, complain that it is too little, too late, or even of the wrong sort. For its emergency program this past winter, the U.N. had projected a budget of \$90 million (out of \$200 million for all of Iraq). But according to Sami Abd-al-Rahman of the Unity Party of Kurdistan, only \$20 million was raised, one-fourth of which was used for overhead in Geneva. One family I interviewed in the “collective village” of Jedideh Zab, near Erbil, said they had received a total of eighteen kilograms of flour, two kilograms of chickpeas, two kilograms of cooking oil and half a kilogram of sugar per person in the past few months. The kerosene (100 liters per family) did not arrive until the beginning of March, when the winter was already ending. Fortunately, this winter was nothing like last year's, the harshest in a quarter-century. “Not the United Nations but Allah served the Kurds this past winter,” said Abd-al-Rahman, “because it was a very mild one.”

One man who said he was tired of living off charity complained that UNICEF was only distributing bars of soap to schoolchildren, “to get rid of the lice in their hair,” while what was really needed, he said, was for the U.N. Development Program to come in and provide support for the Kurds' development projects. Some relief workers said the key problem was that the U.N. was unwilling to recognize Iraq's internal

Joost R. Hiltermann, who works with Middle East Watch, is an editor of Middle East Report. He recently returned from fieldwork for M.E.W. in Iraqi Kurdistan. The views expressed here are his own.

embargo against the Kurds, imposed in the wake of the army's withdrawal in October 1991. This problem could be remedied by excluding Kurdish territory from international sanctions on Iraq. Moreover, the U.N. has so far not recognized the people in the "collective villages" as "internally displaced" persons, and has therefore initiated no effort to lure them back to their destroyed villages and help them rebuild the agrarian economy, which could reduce their dependence on the U.N. and relief organizations.

The U.N.'s halfhearted support of the Kurds reflects the international community's ambivalence.

Some critics have accused the U.N. of lack of spine in its dealings with the Iraqi government. According to one relief worker who was involved in the proceedings, the regime was able to change some of the wording in the draft of a recent U.N. assessment report, thereby insuring that it would not be blamed for its economic embargo against the Kurds. It promised the Kurdish population government food rations as long as they would collect these in person in Mosul or Kirkuk, towns under government control. Since the Kurds are not allowed to take foodstuffs through army checkpoints back into Kurdish areas, the message from Baghdad was that the Kurds have to move permanently to government-controlled areas if they expect to be fed. Following sharp criticism from N.G.O.s and donors, the U.N. ended up withdrawing the assessment report and replacing it with a carefully worded three-page manifest; the report itself was reduced to an internal planning document. The U.N. has now proposed a budget of \$489 million for a one-year plan of action in Iraq, and has sent out fundraising appeals to the international community. As of press time, only \$2 million has been pledged; U.N. officials were warning that if the foreign community does not respond forthwith, the organization's entire relief program for Iraq might be suspended this month.

The U.N.'s halfhearted support of the Kurds to some extent reflects the international community's ambivalence over the status of Iraqi Kurdistan. A partial lifting of sanctions might be read as international recognition of Kurdish sovereignty, and this might encourage the Kurds to call a goat a goat and proclaim their independence. A move of that sort would almost certainly lead to the breakup of modern Iraq. The idea has been anathema to all neighboring states with Kurdish populations, as well as to the Western powers. Clearly worried, the governments of Syria, Turkey and Iran have met twice in the past seven months to discuss developments in northern Iraq. As long as the Western allies remain in the region, military action by these three states to suppress the Iraqi Kurdish experiment in democracy and self-government is unlikely. But, said one senior Kurdish official, these states have carried out a "strangulation policy." Turkey, which has its own interests in northern Iraq, has afforded the Kurds a supply route across

the Khabur border, but has turned the faucet on and off at will as a means of pressure and/or punishment [see Vera Beaudin Saeedpour, "Iraqi Kurds Play Turkey's Game," September 14, 1992]. Iran recently reopened its border crossing at Qasr al-Shirin, permitting direct trade with Baghdad and thereby undermining the lucrative but illicit commercial traffic (Iraqi fuel and dates in exchange for Iranian tires and spare parts) between Iraq's Arab and Kurdish areas.

Still, the Kurds can take heart from recent developments. Contrary to the Bush Administration, which, short of replacing Saddam Hussein with a like-minded military officer in a palace coup, seemed content with maintaining him in power, the Clinton team appears to have given the nod to a coalition of Iraqi opposition groups, the Iraqi National Congress, of which the Kurds form one part. In a meeting in Washington at the end of April, Secretary of State Warren Christopher told I.N.C. representatives that the United States is insisting on full Iraqi compliance with Security Council resolutions, and he pledged enforcement of these resolutions by the United States. Christopher stressed U.S. commitment to democracy and pluralism in Iraq, and he said Washington would propose that the U.N. consider setting up a commission to investigate Iraqi war crimes, including crimes against humanity and genocide. So far, these pledges are all just words, but the I.N.C. leaders said they feel encouraged by them, and feel they represent a new approach toward the Iraqi regime by Washington.

Last but not least, Christopher emphasized U.S. commitment to the territorial integrity of Iraq, a statement that was clearly meant to placate Iraq's neighbors, especially Turkey. The Kurdish leadership has said it can live with this, and has proposed a federal solution to Iraq's Kurdish question rather than independence. The I.N.C. endorsed the federal option last fall, but Iraqi opposition groups are against it.

While these developments may be cause for optimism among the I.N.C. members, the situation on the ground is hardly encouraging. People have been dipping into their last reserves to buy food, and if the next winter turns out to be severe, it may prove fatal to many. Meanwhile, the Iraqi Army has been shelling areas close to the front line, making farming there a dangerous, if not impossible, undertaking and reminding people that the regime is still there. At the same time, a report in *The New York Times* of May 24 that the army was preparing a full-scale assault on the area appeared to reflect Kurdish anxieties about the drying up of the U.N.'s relief program rather than the military reality.

It is not only material conditions and the security situation that are dimming the Kurds' expectations, though. Few seem to believe that the repression will ease even if Saddam is ousted. Over a recent meal of *pâcha*, a broth that includes all those parts of a sheep that you don't get when you order mutton from the menu at a restaurant, a young man from Erbil told me: "Even if Saddam Hussein goes, things will not change in Iraq. A repressive government will return. The reason is that Saddam Hussein has not only destroyed the country, he has also destroyed the people, their minds. The latter will be very difficult to rebuild. I am afraid that the Baathist mentality has become so strong that it will never go away." □

DAGENS NYHETER

Torsdagen den 10 juni 1993

Risker för svenskar – och kurder

RISKERNA FÖR svenskar och andra att besöka Turkiet, efter kurdiska PKK:s hot att slå till mot turismen, ska inte bagatelliseras. Men det kan vara farligtare för en kurd att besöka Sverige.

Den kurdiska konflikten i Turkiet har nyligen förvärrats. Strider har åter flammat upp mellan gerillan och regeringens säkerhetsstyrkor. Under drygt två veckor har mer än 330 människor dödats.

Abullah Ocalan, ledare för den separatistiska organisationen PKK, har förklarat att den ensidiga vapenvila han erbjöd i mars inte hade lett någon vart. Nu råder fullt krig enligt kurdledaren och han hotade också att slå till mot turistmål.

Säkerligen innebär det upptrapade kriget död och lidande för den kurdiska befolkningen i östra Turkiet. Men kommer verkligen turistorterna att drabbas.

PKK har tidigare kommit med hotelser mot turismen i Turkiet utan att sätta dem i verket. Och terrordåd mot turister skulle bara skada kurdernas sak. Det nödvändiga stödet från Västeuropa för en

rare för det kurdiska demokratiska partiet i Iran, KDP, försöker påminna världen om att det förs ett krig även mot Irans kurder. De åtta miljoner kurderna i Iran har inte rönt samma uppmärksamhet som sina fränder i Irak och Turkiet.

Att det internationella nyhetsförmedlingen har så lite att berätta om de iranska kurderna är inget tecken på att de lever under normala fredsförhållanden. I realiteten är iranska Kurdistan ett ockuperat land. Regimen i Teheran har i ett utdraget och hänsynslöst krig tagit tillbaka det fria område kurderna upprättade i början av den iranska revolutionen. Omkring 50 000 civila har mist livet.

Men även om Teheran har ett förkrossande militärt överläge har ayatollorna knappast kuvat den kurdiska befolkningen. Kurdiska gerillasoldater, peshmarga, opererar fortfarande i bergen. Mustafa Hidgri jämför de iranska kurdernas situation med hur det var för Iraks kurder före Saddams Hussein's nederlag i kriget om Kuwait.

BEFOLKNINGEN HÖLLS nere med terror. Men då regimen försvagades reste sig kurderna.

Vad Irans kurder hoppas på är att den fundamentalistiska regimen inte ska behålla makten länge till. Hidgri menar att ayatollarna inte har lyckats uppfylla loftena till sina anhängare och att missnöjet växer. Irans försök att sprida sin islamiska revolution kommer att isolera landet internationellt.

De iranska kurdernas motståndskamp kan förefalla utsiktslös. Men Teheran verkar ta den på stort allvar. Mustafa Hidgri båda företrädare mördades då de var på besök i Europa. Star-ka Indikationer tyder på att attentaten utfördes av iranska agenter.

Att ett besök i Stockholm skulle vara farligt för honom anser tydligen också Säpo. Hans fick ett förstärkt livvaktsskydd.

Europa slipper inte kurdfrågan.

*Hans-Joachim
Pannas*



Kurdfrågan tränger sig på västeuropas turister.

förhandlingslösning skulle försvåras.

AN BEHÖVER svenska turister inte känna sig som måltavlor. I alla fall inte på samma sätt som den kurdledare som nyligen har besökt Stockholm är det.

Mustafa Hidgri, generalsekrete-

SVENSKA DAGBLADET

Stockholm tisdagen den 13 juli 1993

Tyrannen utmanar FN

”Saddam borde inse att han inte kan leka med världssamfundet.”

Den amerikanske vicepresidenten Al Gores kommentar till den irakiske diktatorns senaste konfrontation med FN är en plattityd som inte ens uttrycker en självklarhet.

Saddam Hussein har nu tillräckligt många gånger visat att han anser sig kunna driva detta spel. Inte minst provocerar han västvärlden. Han gör det på samma sätt som en förhärdad ogärningsman förbryter sig mot den etablerade samhällsordningen, därför att han är medveten om att omvärlden aldrig kommer att lita på honom utan alltid betrakta honom som laglös.

Att han kan uppträda som han gör är naturligtvis i första hand en följd av att FN-koalitionens ”Operation Ökenstorm” hölls inom den givna ramen för ett befrielsekrig. När väl Kuwait hade befriats från irakisk ockupation gjorde befrielsearmén halt och avstod från att krossa en tyrannisk regim som inte har något berättigande. Hoppet stod till att ett för tyrannen förödmjukande nederlag skulle öppna vägen för en revolution och leda till diktaturens fall.

Revolutionen uteblev, och de generaler som i olika omgångar försökt att ta livet av diktatorn avslöjades av en till synes allestädes närvarande säkerhets- och förtryckarapparat. I dag tycks Saddam Hussein i stället ha stärkt sin ställning.

Mot den bakgrunden är det inte överraskande att han ännu en gång utmanar FN och

hindrar dess inspektörer att utföra sitt uppdrag att kontrollera att Irak efterlever det avtal om vapenvila som slöts 1991. Den svenske diplomaten Rolf Ekeus, ordförande i den FN-kommission som skall ansvara för att Iraks massförstörelsevapen elimineras, hade krävt att kameror installerades vid de anläggningar där Irak tillverkar missiler.

Då Irak vägrade att gå med på detta beordrade FN att anläggningarna skulle förseglas. Då inspektörerna hindrades att göra också detta, lämnade de abrupt Bagdad. Saddam Hussein hade vunnit ännu en rond över världsgenerationen.

Bagdad hävdar att det vid de installationer som skulle övervakas inte bedrivs någon verksamhet som är förbjuden enligt vapenvileavtalet. Det kan vara riktigt att det här inte tillverkats några missiler med en räckvidd över 150 km, men hur kan ett FN utan inspektionsmöjligheter förvissa sig om att produktionen inte ställs om till andra och för Irak förbjudna vapen?

Saddam Hussein har genom sina provokationer mot FN visat att han är fast besluten att bygga upp en ny och effektivare krigsmaskin. Han har redan kommit långt på väg vad gäller konventionella vapen och skulle, om inte FN upprätthåller en strikt kontroll, på några år kunna utveckla ett eget kärnvapen och långt tidigare bygga upp en arsenal av kemiska och biologiska vapen.

Redan innan den senaste FN-kontrollen hade sabotrats av Irak hade Ekeus var-

nande sagt att FN skulle vidta allvarliga åtgärder om Irak vägrade att uppfylla FN-kraven. Den amerikanske utrikesministern sade att om FN hindrades att försegla utrustningen, så skulle organisationen uppmana Irak att förstöra anläggningarna.

President Clinton har, sedan Saddam Hussein ställt Iraks övervakare inför ett nytt förnedrande faktum, sagt att omvärldens svar på Iraks provokationer denna gång måste bli multinationellt. Han är inte beredd att på eget bevåg ännu en gång sända amerikanska missiler mot Bagdad.

Vad har Saddam Hussein att frukta från FN? Han har redan visat att han inte berörs av sanktioner. Han skulle med relativt små eftergifter kunnat lindra det lidande som de snart treåriga sanktionerna tillfogat det irakiska folket. Han har vägrat att göra detta. Sanktioner är inte ett maktspråk som biter på diktatorn. I synnerhet inte som de undermineras av en omfattande smuggling.

Det enda maktspråk han förstår är det som innebär våld. När Bill Clinton straffade Saddam Hussein för ett aldrig genomfört attentat mot George Bush, visade sig omvärlden mer förstående än väntat. Den kritik som framfördes gick främst ut på att Clinton borde ha vänt sig till FN innan kryssningsrobotarna sändes mot Bagdad. Om Saddams provokationer fortsätter, kan det en dag i FN:s förteckning över ”allvarliga åtgärder” inte utslutas en strategi för att slå ut diktatorns vapenindustri.

La Voix du Nord — 23 juin 1993

CULTURE

Des oiseaux comme s'il en pleuvait



Une pluie d'oiseaux désorientés, asphyxiés, aveuglés. C'est ce que Rebwar a vu et n'oubliera jamais. Des corps sur les toits des maisons, au milieu des jardins, dans les champs.

Des oiseaux gazés que d'autres oiseaux d'acier, ceux de l'aviation irakienne, avaient fait tomber du ciel... Sinistres présages !

Lors que le Kurde Rebwar a rencontré chez nous la Polonaise Karina Waschko et la Lilloise Edith Henry, ces oiseaux sont sortis de sa tête. Et ce douloureux souvenir s'est lié à d'autres souvenirs pour former un étonnant projet artistique. C'est qu'on en trouve, des choses, sous les ailes des oiseaux : de l'audace, du rêve, de la fuite, de la fantaisie, de l'aventure... D'une plume à l'autre, quel voyage !

En conjuguant leurs expériences personnelles et leurs talents artistiques, Edith, Rebwar et Karina ont créé plus de deux cents objets sous la forme de toiles, de dessins, de livres et de volumes signés Edwarina. Et sous le titre « la Pluie d'Oiseaux », ils proposent une exposition qui déborde du cadre traditionnel.

Leurs oeuvres vives, agitées comme l'histoire et mouvementées comme la vie, entourent en effet un espace convivial qui est un peu le nid où l'on peut entendre de la musique, écouter des histoires, préparer son envol pour des contrées lointaines...

D'abord présenté à l'institut kurde de Paris, ce beau projet humanitaire (« à quoi ça sert d'élaborer un quelconque système si toujours et toujours on assassine?») prendra bientôt la route de la Pologne. Mais auparavant, il fait escale à Saint-André, près de Lille, où il a éclos au printemps... Si vous vous sentez des ailes après avoir lu ces lignes, sachez qu'un concert est prévu ce mercredi 23 et qu'une grande « Nuit des oiseaux » est proposée le vendredi 25 juin à partir de 20 h 30 avec des peintres, des choristes, des musiciens, des danseurs, des comédiens... toutes celles et tous ceux qui pensent qu'être sur terre n'empêche pas de s'élever !

B.V.

■ La pluie des oiseaux, salle des fêtes de Saint-André, 65, rue du Général-Leclerc. Rens. 20.40.66.05.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JUNE 30, 1993

In Kurdish Campaign Against Ankara, Europe Is New Front

By Jonathan C. Randal
Washington Post Service

ANKARA — Coordinated attacks by radical Kurds against Turkish diplomats and businesses in Europe last week reflected deep-seated frustration with the collapse of an initiative to bring a peaceful end to the nearly nine-year-old Kurdish insurrection in Turkey.

The spectacular rash of incidents from Sweden to southern France was meant to enlist Turkey's Western allies to press the Ankara government to curtail a major military offensive against secessionist Kurds and to revive chances for a political solution to what has become the country's No. 1 problem, diplomats and other observers here say.

Abdullah Ocalan, leader of the outlawed Kurdish Workers' Party, startled the government three months ago by dropping long-standing demands for Kurdish independence and announcing a unilateral cease-fire in Kurdish-populated southeastern Turkey.

The cease-fire sparked expectations of a breakthrough in the increasingly bloody conflict. It marked the first time that Mr. Ocalan had halted the killing, which has claimed more than 6,200 lives since the fighting began in August 1984.

The aim of the fighting has been to establish an independent state in southeastern Turkey; other

Kurdish groups in northern Iraq have been engaged in a parallel struggle against President Saddam Hussein's government.

The cease-fire clearly caught the Turkish government by surprise. The normally nationalistic Turkish news media, Kurdish exiles long repelled by Mr. Ocalan's Marxist politics and brutal terrorist tactics, and, albeit quietly, even some Western governments all urged Ankara to respond positively.

Western interest was dictated by a desire to have Turkey wind down the spreading conflict, freeing it to act as a stabilizing power in a turbulent region ringed by crises ranging from shooting wars in the Balkans and the Caucasus to continuing tensions between Iran and Iraq in the Gulf.

But the buoyant optimism following Mr. Ocalan's cease-fire announcement evaporated. Turkey's government failed to come up with a rapid response deemed necessary by those within the administration who favored daring political reforms to appeal to moderate Kurds and undercut formidable rural support for Mr. Ocalan's rebellion.

Then, on April 17, President Turgut Ozal, who in 1991 broke a seven-decade-long Turkish taboo against

dealing with the Kurds, died of a heart attack.

Turkish public life immediately succumbed to gridlock as Mr. Ozal's rival, Prime Minister Suleyman Demirel, successfully campaigned to assume the presidency, and his True Path party worked to choose a successor from within its ranks. Mr. Ocalan renewed the original three-week cease-fire in April, this time on an open-ended basis. But the more-than-120,000-strong Turkish security forces deployed in the 13 southeastern provinces ruled under emergency regulations since 1987 took advantage of the cease-fire to move into villages long held by the Kurdish Workers' Party, destroying guerrilla logistics and infrastructure.

Returning to his customary truculence, Mr. Ocalan warned that 10,000 guerrillas inside Turkey would unleash "the most ferocious of all our campaigns" in the southeast, as well as against soft targets along the Aegean and Mediterranean coasts, where Turkey derives crucial income from tourism.

But for the first time he acknowledged that "the military option cannot solve anything but might bring the Turkish government to a dialogue and look for a political solution."

Bevis samlas mot Saddam

Av INGVAR OJA

En ung kurdiska från Bagdad gifte sig 1981, men bara några månader efter bröllopet greps hennes man; han togs som gisslan av den irakiska regimen. Kvinnan bor i dag i Stockholm med sin unga dotter. Sedan åtta år vet hon inte ens om mannen lever.

Kvinnans vittnesmål avslöjar ett föga uppmärksammat brott i stor skala i den långa lista av övergrepp mot de mänskliga rättigheterna som dagligen begåtts och begås av Saddam Husseins Baathregim.

Nyligen bildades en kommitté med högkvarter i Storbritannien. Kommittén för frisläppande av irakisk gisslan i Irak.

Kommittén ska öppna världens ögon för det öde som drabbat tusentals, sannolikt tiotusentals, kurder i Bagdad och andra städer i södra Irak som i olika arresteringsvägar tagits som gisslan av regimen och nu hålls fängslade runt om

i landet utan kontakt med anhöriga.

Kurderna i Bagdad har av Baathregimen betraktats med stor misstänksamhet och har ofta betecknats som iranier. Redan 1970 - då regimen konsoliderat sitt maktinnehav - deporterades omkring 70 000 till Iran.

Den stora deporteringen kom dock 1980, några månader före kriget med Iran. Sammanlagt cirka en kvarts miljon människor samlades ihop och drevs helt enkelt över gränsen till Iran.

En kurd som nu bor i Stockholm och vars familj tillhörde de deporterade berättar hur de fördrivna framtogs alla sina ägodelar och identitetshandlingar. Deportationen gick snabbt och utan den minsta förvarning.

Långvarigt lidande

Deporteringarna följdes av arresteringar av yngre familjemedlemmar som kastades i fängelse eller i olika interneringsläger som gisslan. Denna gisslan skulle garantera att de deporterade inte skulle agera internationellt för att berätta om övergreppen.

Nu har det dock gått tretton år sedan de första togs som gisslan, och anhöriga till de fängslade och deporterade anser att tystnad inte längre hjälper.

- Nu måste vi fästa världens uppmärksamhet på detta brott, säger en kurd vars familj deporterats och som har en kusin som försvunnit som gisslan.

Till en början kunde släkten hålla kontakt med de fängslade, men efter 1984 har de flesta kontakter brutits. Fångarna får inte ta emot brev eller förnödenheter och de får heller inte meddela sig med sina familjer.

Det råder stor osäkerhet om fångarna över huvud taget finns i livet.

De kurder som drevs till Iran lever där som statslösa. Många kurder befarar att den iranska regimen, som är motståndare till ett fritt Kurdistan i norra Irak, snart kan driva de deporterade till de befriade områdena för att skapa ytterligare problem för en redan hårt trängd kurdisk administration.

Även återdeportation till

södra Irak kan betyda undergång för de redan hårt drabbade, som i dag förvandlats till en bricka i ett spel mellan två totalitära system.

Deporteringen av kurderna från Bagdad är bara ett av Saddams Husseins brott och den kan bli ett av inslagen i de förberedelser som pågår internationellt för att ställa honom inför en internationell domstol anklagad för folkmord.

Bevisen finns

Bevisen för detta brott finns också i det väldiga arkiv som de kurdiska styrkorna lyckades beslagta under det krig som följde Gulkriget.

Arkivet finns nu till stora delar i USA där experter plöjer igenom handlingar som i sitt språkbruk är mycket nära det som användes av nazisterna.

Även de irakiska myndigheterna talar om hur man bäst ska "rena" de kurdiska områdena på befolkningen.

Fördrivningen av en stor del av kurderna i huvudstaden och södra Irak ingick i denna medvetna "rening". □

DAGENS NYHETER

Fredagen den 25 juni 1993

Kurdiskt anfall mot Europa

Men Västeuropa måste ändå trycka på Turkiet för en fredlig lösning

ANFALLET FRÅN den kurdiska separatistorganisationen PKK mot turkiska institutioner runt om i Europa är inte bara terroristdåd i strid med folkrätten. Dåden kommer troligen att förvärra kurdernas situation.

Att kurderna i Irak, Iran och Turkiet har fått utstå fruktansvärda lidanden för sina berättigade krav på självbestämmande är obestridligt. I Turkiet har mer än 6 000 människor dödats sedan den marxistiska organisationen PKK inledde ett gerillakrig för ett självständigt Kurdistan.

Länge föreföll detta vara ett krig utan slut. PKK trodde sig kunna nå sitt mål med vapen, och den turkiska regeringen vägrade hårdnackat att diskutera någon form för poli-

tiskt självstyre för landets kurder. Men i mars utlyste PKK:s ledare Abdullah Öcalan en ensidig vapenvila och förklarade sig beredd till förhandlingar.

Turkiska politiker missade denna chans. I stället för att med samtal försöka utforska möjligheter till en förhandlingslösning krävde Ankara de kurdiska gerillasoldaternas kapitulation. Striderna flammade åter upp.

Att kurderna efter hand fann vapenvilan meningslös är kanske förståeligt. Men i slutet av maj förklarade PKK-ledaren att kriget nu skulle föras även utanför Kurdistan. Öcalan hotade i praktiken med terroraktioner.

Han har uppenbarligen varit

oklok nog att sätta hotet i verket. Överlagda och samordnade våldsdåd runt om i europeiska städer sätter det stöd kurderna trots allt har hos den europeiska opinionen i fara. Och i Ankara räknar man säkert med att Europas regeringar efter dessa dåd ska se kurdfrågan som enbart en fråga om terroristbekämpning.

Västeuropa kan givetvis inte acceptera att bli ett slagfält för andra nationers konflikter. Politiskt våld från PKK - eller vilken organisation som helst - måste bekämpas med effektivt samarbete mellan Europa säkerhetstjänster. Men samtidigt som Europas regeringar inte får falla undan för terroristers krav måste de fortsätta att försöka övertala Turkiets regering att erkänna kurdernas krav på självstyre. □

Kurder till attack i Europa

Turkiska mål anfölls i många olika städer • Utdraget gisslandrama i München

Från TT-Reuter

BERN/STOCKHOLM. Minst en människa dödades när kurdiska aktivister på torsdagen genomförde en rad aktioner mot turkiska ambassader, konsulat, turistbyråer och flygbolag i 14 västeuropeiska städer. I München och Marseille ockuperade kurder de turkiska konsulaten.

Både i München och Marseille tog ockupanterna gisslan. Men ockupanterna i Marseille gav upp frivilligt sedan de fått göra ett uttalande i fransk television.

Däremot höll ockupanterna i München på kvällen fortfarande ut. De höll 21 anställda vid det turkiska konsulatet som gisslan och hotade

att döda dem om den tyske förbundskanslern Helmut Kohl inte framträdde i TV. De krävde att Kohl skulle uppmana Turkiet att "omedelbart avbryta kriget mot Kurderna". Kohl fick en tidsfrist till lördag att göra TV-uttalandet. Ockupanterna hotade att spränga byggnaden i luften om polisen ingrep.

Senare på kvällen uppgav tysk TV att ockupanterna i München släppt alla kvinnor i sin gisslan, men att de fortfarande höll ett tiotal personer.

Regeringen i Bonn meddelade dock att den inte tänker ge efter för kraven från de kurdiska aktivisterna.

I den schweiziska huvudstaden Bern avled en demonstrant av skottskador sedan kurder och vakter drabbat sam-

man utanför den turkiska ambassaden.

Skottlossningen utbröt när ett 50-tal kurder demonstrerade utanför ambassaden under torsdagsförmiddagen. Demonstrationen var samordnad med de andra angreppen mot olika turkiska intressen runtom i Europa.

Åtta personer sårades under skottlossningen.

Turkiets ambassadör i Bern sade att han och andra anställda vid ambassaden hade skjutit i luften för att hindra kurderna att storma ambassaden, rapporterade den halv-officiella turkiska nyhetsbyrån Anatolia.

I Ankara sade en talesman för utrikesdepartementet att det var den kurdiska separatistorganisationen PKK som låg bakom de samordnade angreppen runtom i Europa.

Enligt den turkiske UD-ta-

lesmannen har situationen allvarligt förvärrats efter torsdagens aktioner.

Det turkiska flygbolagets kontor i Köpenhamn angreps också liksom flygbolagskontor, turistbyråer och banker i Lyon, Hamburg, Hannover och Bonn.

Den turkiske utrikesministern Hikmet Cetin krävde på torsdagseftermiddagen att regeringarna i Västeuropa skall göra allt som står i dess makt för att i fortsättningen skydda turkiska beskickningar och företag.

■ Turkiets blivande premiärminister Tansu Ciller under-tecknade på torsdagen en överenskommelse med Socialdemokratiska folkpartiet om samarbete i en koalitionsregering. Det meddelade den turkiska nyhetsbyrån Anatolia enligt TT-Reuter. □

PKK "i krig" med Turkiet

Av LARS BOSTRÖM
DN:s korrespondent

NICOSIA
□□□ Kriget mellan den kurdiska gerillan PKK och den turkiska staten är åter i full gång. En två månader lång

DN. bakgrund

vapenvilan, ensidigt proklamerad av PKK, bröts i slutet av maj då en buss med turkiska soldater attackerades.

PKK-ledaren Abdullah Öcalan sa att attacken var ett resultat av den turkiska arméns fortsatta operationer mot PKK.

- Våra styrkor har utnyttjat sin rätt att slå tillbaka, sa Öcalan, som senare förklarade "fullt krig" mot Turkiet och upprepade hotet att ge-

rillan skulle slå mot turkiska turistorter.

Hundratals människor har dödats de senaste veckorna. Sedan PKK inledde sin militära kamp 1984 har över 6 000 dödats, många av dem civila.

Den turkiska regeringen accepterade aldrig PKK:s vapenvila, tvärtom avfärdades inviten som ett försök från "terroristernas" sida att vinna tid och omgruppera sina styrkor.

Oförminskad kraft

Arméns operationer fortsatte med oförminskad kraft, mot PKK:s baser och mot byar som misstänktes vara stöddepunkter för gerillan. Enligt en människorättsorganisation i Istanbul dödades över 90 PKK-soldater under den två månader långa vapenvilan. Hur många civi-

la som fördrevs från sina byar är oklart.

PKK beräknas ha cirka 8 000-10 000 man under vapen, men organisationen har drabbats hårt under det senaste året. I höstas genomförde den turkiska armén ett massivt anfall mot PKK:s baser i norra Irak. Turkarna fick stöd av de irakiska kurderna, som efter Gulfkriget lever i ett känsligt beroendeförhållande till regeringen i Ankara.

Turkiet har också försökt pressa Syrien att dra tillbaka sitt stöd till PKK. En PKK-bas i den av Syrien kontrollerade Bekaadalen i Libanon har stängts, men Abdullah Öcalan antas fortfarande ha en fristad i Damaskus.

En del bedömare menar att Öcalan inte längre kontrollerar alla PKK-styrkor i Tur-

kiet, och det är fortfarande oklart om det var Öcalan eller en lokal gerillaledare som fattade beslutet att bryta vapenvilan. Hur som helst har Öcalan i efterhand givit sitt stöd.

Inte riskfritt

Det återstår att se om PKK tänker göra allvar av sitt hot att attackera utländska mål i Turkiet. Det är långtifrån någon riskfri taktik. Det bor över 400 000 kurder i Tyskland, och det politiska priset för attacker mot till exempel tyska turister kan bli högt.

Gårdagens operationer på olika håll i Europa kan ändå ses som ett tecken på att PKK söker nya vägar i sin kamp mot den turkiska staten.

Målet är ett självständigt, marxist-leninistiskt Kurdistan. □



Los kurdos atacan intereses turcos en 5 países europeos

Un muerto en un tiroteo ante la embajada de Ankara en Suiza mientras que los ocupantes del consulado de Múnich se rinden

JAVIER VALENZUELA, París

El problema kurdo hizo ayer una brutal reaparición. Los independentistas kurdos lanzaron un ataque simultáneo contra intereses turcos en ciudades de Alemania, Francia, Suiza, Suecia y Dinamarca. En algunos casos se trató de manifesta-

Los militantes kurdos, autores de una espectacular toma de rehenes en el consulado turco en Múnich, se rindieron anoche dejando en libertad a todos sus prisioneros, un total de 10 hombres, que abandonaron el edificio por su propio pie. Horas antes habían permitido la salida de las mujeres. Las negociaciones entre la policía alemana y los secuestradores duró varias horas. Fue el final de un día en el que militantes kurdos llevaron a cabo diversas acciones de protesta en Europa para reclamar la atención sobre su lucha armada contra el régimen de Turquía.

El Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK), una organización marxista-leninista que reivindica la creación de un Estado kurdo independiente en el sureste de Turquía, anunció inminentes ataques guerrilleros contra las ciudades turcas, y advirtió que los turistas pueden ser víctimas de esas acciones. Desde hace nueve años, el PKK lleva a cabo una guerra de guerrillas en el sureste de Turquía, donde viven 6 millones de kurdos. Sus bases militares se encuentran en el norte de Irak.

El más espectacular de los incidentes protagonizados ayer por los independentistas kurdos fue el que se desarrolló en el consulado general de Turquía en la ciudad alemana de Múnich. Ocho hombres armados con pistolas y una metralleta ocuparon el local de la representación diplomática, tomaron 25

rehenes (personal y visitantes) y amenazaron con matarlos si el canciller Helmut Kohl no aparecía en la televisión para pedir al Gobierno de Ankara que "detenga de inmediato la guerra contra los kurdos".

Los secuestradores dieron de plazo a Kohl hasta la tarde de mañana y aseguraron que llevaban explosivos y que harían saltar el edificio si la policía alemana intentaba desalojarlos por la fuerza. Las fuerzas de seguridad, reforzadas por unidades

antiterroristas, cercaron el consulado. En su opinión, los asaltantes eran miembros del PKK. De los 400.000 kurdos que viven en Alemania, unos 4.000 están fichados como activistas políticos del PKK.

En Berna corrió la sangre. Un manifestante kurdo resultó muerto y otros seis heridos en un confuso tiroteo frente a la Embajada turca. Un policía suizo también había sido alcanzado por una bala en una pierna.

"Detened la matanza"

Todo comenzó en Berna cuando unos 120 kurdos se manifestaban delante de la Embajada turca. Llevaban pancartas en las que se leía: "Detened la matanza en el Kurdistán", y arrojaban piedras y bolsas de pintura.

En un momento dado, algunos miembros de la seguridad de la sede diplomática abrieron fuego contra los manifestantes, según testigos presenciales citados por la agencia suiza ATSDA. Estalló entonces un tiroteo, al que la policía suiza logró poner fin con balas de goma.

Un portavoz de la embajada aseguró que sus hombres dispararon al aire y que los manifestantes kurdos replicaron con armas de fuego. La policía investigaba las diferentes versiones del dramático suceso.

En paralelo a los acontecimientos de Múnich y Berna, cuatro kurdos armados tomaron seis rehenes en la planta baja del consulado de la ciudad francesa de Marsella, entre ellos una portera y un guardia de seguridad. El cónsul turco y otros 15 empleados lograron escapar al secuestro encerrándose en un ala del edificio.



EL PAÍS

Al cabo de tres horas, los secuestradores de Marsella terminaron soltando a sus rehenes y rindiéndose a la policía. Habían conseguido su objetivo de entrevistarse con varios periodistas, a los que declararon ser miembros del PKK. En esa entrevista recordaron que el milenarismo kurdo no ha conseguido nunca tener su propio Estado.

Ayer se produjeron otros ataques contra intereses turcos en las ciudades francesas de París y Lyon; las suizas de Ginebra y Zúrich; las alemanas de Frankfurt, Colonia, Bonn, Essen, Dortmund, Stuttgart y Hanover, entre otras, y en Estocolmo (Suecia) y Copenhague (Dinamarca). En todos los casos se trató de kurdos de nacionalidad turca que solicitaban la autonomía o la independencia de su región. Asaltaron consulados, bancos turcos y oficinas de la Turkish Airlines.

Desde Atenas, Hassan Dag, representante en esta ciudad del PKK, dió la clave de estas operaciones. Dag anunció que los guerrilleros kurdos están dispuestos a lanzar una ofensiva contra las ciudades turcas, y advirtió que numerosos turistas "pueden resultar heridos". "El alto el fuego unilateral decretado por el PKK el pasado 20 de marzo está roto", dijo Dag. El Gobierno de Ankara, añadió, no lo respetó y, en los últimos meses, mató a 250 guerrilleros, hirió a 400 y detuvo a un millar.

Dag proclamó que el PKK comienza "una nueva fase de su lucha contra Turquía".



ASSOCIATED PRESS

Una rehén es llevada en volandas por la policía de Múnich tras ser liberada.

Una situación compleja en suelo alemán

J. M. M. F., Viena

Nadie sabe a ciencia cierta cuántos, de los casi dos millones de ciudadanos turcos que viven en Alemania, son kurdos. El Gobierno de Bonn se ha visto involucrado en numerosas ocasiones en la querrela entre ambas comunidades.

Los separatistas del Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK) fuera de Turquía tienen su base más importante en suelo germano,

donde son activos desde 1980. Los kurdos se quejan de que Bonn concedió a Ankara cerca de 34.000 millones de pesetas en ayuda militar, empleada para reprimirlos. La suma fue reducida a la mitad cuando en marzo de 1992 se descubrió que el Ejército turco había empleado carros de combate alemanes contra la guerrilla kurda.

De lo complejo de la situación da idea el hecho de que el mismo día en que cinco mujeres turcas morían abrasadas en su casa de Solingen, incendiada por un grupo neonazi hace tres semanas, a menos de 100 kilómetros, en Bonn, cerca de 80.000 kurdos se manifestaban por la independencia de su tierra. Entre la comunidad turca se asegura —y con una cierta parte de verdad—,

que aquel día fue celebrado por los kurdos. Ayer mismo, el embajador de Ankara en Bonn, Onur Oymen, tras pedir al Gobierno alemán "medidas duras contra los radicales" apuntó que, pese a que se ha producido más de un centenar de ataques contra propiedades turcas, ha habido pocas detenciones.

El líder del PKK, Abdulá Ocalan, anunció el pasado día 14 en el semanario *Focus* una "ofensiva coordinada" de su organización. Según el presidente turco, Suleimán Demirel, "estos incidentes no surgen de la nada, se preparan con tiempo" y, añadió: "La tolerancia de estos grupos significa que no se protege ni la paz, ni la seguridad de la gente que vive en el país".

Una guerra desigual

Ankara tiene dispuestos

100.000 soldados para la ofensiva

'final' contra 4.000 guerrilleros

HUGH POPE, Estambul
Una explicación para los más violentos ataques perpetrados hasta ahora por los kurdos de Turquía contra embajadas de este país, líneas aéreas, oficinas de turismo y bancos en varios países europeos se basa en el empeoramiento de la situación en el sureste de Turquía, donde ayer resultaron muertas diez personas. En las últimas semanas, el Ejército turco ha ido reforzando sus posiciones para lanzar una gran ofensiva que pretende acabar con la guerrilla del Partido de los Trabajadores del Kurdistán (PKK), cuyo objetivo último es la independencia. "Ahora es tan sólo cuestión de cuando comienza el gran ataque", afirmó un funcionario turco. El baño de sangre es casi seguro.

La campaña enfrentará a unos 100.000 soldados turcos y a unos 4.000 guerrilleros kurdos. De hecho, las ofensivas finales se han convertido en rutinarias en el sureste del país en estos nueve años de insurgencia, que han costado más de 6.200 vidas. El único cambio habido es que aumenta anualmente el número de muertes y la desesperación de la

población civil kurda en la zona, unos seis millones de personas.

Los ataques de ayer contra intereses turcos —planeados sin lugar a dudas por los rebeldes kurdos— buscan atrarse el apoyo de Occidente hacia sus demandas sobre las violaciones por los turcos de los derechos humanos de los kurdos. Se calcula que, de los cerca de 60 millones de habitantes de Turquía, unos 12 millones son kurdos, pero la mitad de ellos vive en Occidente y con frecuencia habla poco o nada el kurdo.

Las tropas turcas han puesto a los kurdos contra los kurdos con un sistema de milicias de "guardianes de los pueblos". Los

kurdos acusan a las fuerzas de seguridad de disparar primero y preguntar después, evacuando e incendiando cientos de aldeas y ayudando a *escuadrones de la muerte* que han acabado con la vida de centenares de militantes kurdos en la región, incluyendo, al menos, a 13 periodistas en los últimos 18 meses. También se quejan de que, tras el fallecimiento del presidente Turgut Ozal, el Gobierno turco no ha logrado dar una respuesta adecuada a una tregua unilateral anunciada en marzo pasado por el comandante de las guerrillas, Abdullá Ocalan.

Ozal permitió a los kurdos en 1990 que, por primera vez, utili-

zar en privado su indoeuropea lengua. Pero, insistiendo en que cualquiera que se llame a sí mismo turco no sufre discriminación, rechazó garantizar las libertades kurdas en política, educación, o medios de comunicación social. Grupos internacionales han condenado frecuentemente las acciones de Turquía. De hecho, la brutal represión de los kurdos por Turquía es probablemente la principal razón para la amplia simpatía que la población local siente por los rebeldes.

Los militares turcos violaron ampliamente del cese el fuego anunciado por el PKK, pero la tregua se rompió principalmente porque los rebeldes, con base en Siria, realizaron una matanza de más de 30 soldados turcos desarmados y vestidos de civiles, el pasado 24 de mayo.

Los turcos, sien embargo, no tienen el monopolio de las violaciones de los derechos humanos. Los rebeldes kurdos han quemado escuelas y centros de salud turcos, han matado a civiles y sus tribunales populares han ordenado ahorcar a colaboradores del enemigo de postes eléctricos.

© The Independent / EL PAÍS

EL PAÍS, miércoles 26 de mayo de 1993

El PKK rompe la tregua declarada en marzo

Separatistas kurdos atacan un autobús y matan a 33 soldados turcos y dos civiles

JUAN CARLOS GUMUCIO, Beirut

Guerrilleros separatistas kurdos emboscaron el lunes un autobús en el sureste turco y asesinaron a 33 soldados y dos civiles en una operación que puso un sangriento fin a la tregua unilateral declarada por el Partido de los Trabajadores Kurdos (PKK) hace dos meses. Tropas gubernamentales rastrearon la zona y aseguraron haber liberado a un grupo de 13 militares y ocho civiles que habían sido secuestrados por los rebeldes. Según Ismet Sezgin, ministro del Interior turco, 10 guerrilleros kurdos fueron abatidos ayer y la persecución sigue abierta.

Las operaciones vinieron a confirmar lo que más se temía en círculos oficiales de Ankara: la tregua de marzo ha sido un ardido de los guerrilleros para demorar la fuerte ofensiva que preparaba el Ejército turco y para afianzar sus posiciones en el sureste del país. Sin embargo, el análisis que se hacía ayer en círculos próximos a los kurdos exilados en Libano, entre ellos el líder del PKK, Abdalá Apo Ocalán, era diferente: los ataques fueron una salvaje expresión de impaciencia frente a las negociaciones para poner fin a la guerra en el Kurdistán turco que desde 1984 ha causado más de 6.000 muertos. Desde que entró en vigor la tregua, las fuerzas de seguridad turcas han matado a 67 miembros del PKK.

Patrullas militares continuaban ayer buscando cadáveres en un precipicio a la vera de un camino, a 30 kilómetros del pueblo meridional de Bingol, donde el PKK tendió la emboscada contra el autobús y cinco vehículos de escolta. Según informes ofi-

ciales, un grupo de aproximadamente 150 guerrilleros participó en el ataque contra los soldados que retornaban a sus bases en traje de civil. Una segunda columna kurda detuvo varios vehículos a la entrada de Bingol y secuestró a siete civiles y ocho soldados. Anoche, su paradero seguía siendo confuso.

En medios políticos turcos ayer se daba por descontado que la respuesta del Gobierno de Ankara será contundente. Pero en la retórica oficial, primaba la cautela. El primer ministro interino Erdal Inonu, se limitó a anunciar en Ankara que un proyecto de amnistía para los guerrilleros, que acababa de ser aprobado por el Gabinete el lunes por la noche, había quedado "congelado" indefinidamente.

El ministro del Interior Ismet Sezgin dio a entender que la fuerte operación antiguerrillera ya está en marcha: "Están acorralados y las fuerzas de seguridad les van a caer encima. El sureste quedará limpio de terroristas dentro de muy poco"

Türkei

Mit dem GAP zur guten Hoffnung

22 Bewässerungsdämme und 19 Wasserkraftwerke wird das Südostanatolien-Projekt (GAP) in die Ostprovinzen der Türkei, weitgehend identisch mit kurdischen Aufstandsgebieten, bringen. Versprochen wird ein Land, in dem Milch und Honig fliessen. Ein Heer von Gelegenheitsarbeitern habe die Ko-

sten des Fortschritts zu bezahlen, wird angewendet. Zu den Veränderungen in der Landwirtschaft hinzu kommen Stadtanierungen auf Kosten kleiner Geschäfte und Strassenhändler. Den Widersprüchen war eine Reise der Schweizerischen Bildungswerkstatt in das Projektgebiet gewidmet.

Basler Magazin Nummer 26 10. Juli 1993

Die Passhöhe gibt die Sicht frei auf eine weite grüne Ebene vor der Stadt Maras. Die steilen Berge im Hintergrund sind noch mit Schnee bedeckt. Nur spärlich wachsen heute, nach den Kahlschlägen früherer Jahre, einige wenige Bäume. Kaum sind wir ausgestiegen, rennen uns von nahegelegenen Zelten mit Lagerfeuer Kinder entgegen. Ein Mann zeigt uns in seinen Armen ein wimmerndes Schäflein. Es kam heute zur Welt, sagt er. Dann berichtet er, dass er – wie viele andere Leute in dieser Gegend – nahe Verwandte in der Schweiz habe, nämlich einen Bruder und einen Neffen. In früheren Jahren zog die ganze Familie mit ihren Schafen in die Berge, erzählt er weiter. Aber dies sei nicht mehr möglich. Denn wer sich jetzt dort bewege, setze sich dem lebensgefährlichen Verdacht aus, die kurdischen Peshmergas (Aufständischen) mit Nahrungsmitteln zu versorgen. Zahlreiche Hirten, die früher von April bis September mit ihren Herden loszogen, blieben jetzt zu Hause.

Die verbotenen Berge

Solche Hinweise auf die gefährlichen Berge des wilden Kurdistans begleiten uns auf der ganzen Reise, die uns in das weiter östlich liegende Projektgebiet des Güneydogu Anadolu Projesi (Südostanatolien-Projekt, GAP) mit 4,3 Millionen Einwohnern auf 75 000 Quadratkilometern, weitgehend identisch mit kurdischen Aufstandsgebieten, führt. Ein Lehrer, der uns in einer Gastfamilie begegnet, wagt nach Einbruch der Dunkelheit nicht mehr, in sein Dorf zurückzukehren. Mit Erregung kommentieren die Leute die fetten Zeitungsmeldungen über blutige Auseinandersetzungen zwischen Armee und Aufständischen trotz des von der kurdischen Arbeiterpartei (PKK) verkündeten Waffenstillstands.

Die Bevölkerung, seit dem Beginn des Aufstands vom 15. August 1984 im Schussfeld von Schlägen der Armee und Gegenschlägen der straff organisierten Aufstandsbewegung, sehnt sich nach einer vernünftigen Friedensregelung.

In den Dörfern treffen wir viele Männer, die im Augenblick ohne Arbeit sind. Sie zählen auf die Solidaritäts-

netze der weitgehend unter sich verwandten Dorfbewohner, Kleinbauern mit einer bis drei Hektaren Boden. Sie haben in Erntezeiten die Chance, vor allem von Grossgrundbesitzern mit rund 500 Hektaren Land angestellt zu werden. Junge Leute ziehen – sofern sie nicht überhaupt auswandern – im Frühsommer als Erntearbeiter in die Baumwollfelder der Kukorova-Ebene bei Adana.

Wie Bauern berichten, brachte der vor etwas mehr als zehn Jahren eingeführte Baumwollanbau der Region von Maras zunächst relativen Wohlstand. Nach einigen Jahren waren jedoch die Böden weitgehend erschöpft. Zudem stürzten als Folge der Überproduktion die Baumwollpreise. Nun wird vor allem wieder Weizen angebaut.

Werden im Zuge des GAP-Projekts mit 19 Wasserkraftwerken und 22 Bewässerungsdämmen in den Bereichen der Flussläufe von Euphrat und Tigris die gleichen Fehler wiederholt werden? fragen Bauern. Vorgesehen ist dort der Übergang von einer zu zwei bis drei jährlichen Ernten und der intensive Anbau von Baumwolle, Getreide, Gemüse, weiter Viehwirtschaft und Bienenzucht, verknüpft mit der Ansiedlung verarbeitender Industrien. Nach offiziellen Statistiken soll dort die Zahl der Arbeitsplätze in den kommenden fünfzehn Jahren verdoppelt werden. Damit will man unter anderem die Befriedung der Aufstandsgebiete erreichen.

Zur unermesslichen Gastfreundschaft der Familien in Maras gehört auch die Dusche mit Wasser, aufgewärmt vom Sonnenkollektor auf dem Flachdach des Hauses. Solche Sonnenkollektoren finden sich heute im Osten der Türkei fast auf jedem Hausdach. Auf den Dächern von Wohnblöcken häufen sie sich wie Bienenwaben. Warum setzt sich die Solarenergie trotz der Elektrizitätswirtschaft des GAP-Projekts durch? Elektrizität ist zum Wasseraufheizen viel zu teuer, antworten unsere Gastgeber. Holz könne – nach den früheren Kahlschlägen – nicht mehr zu Heizzwecken genutzt werden.

Vergänglichkeit

Nur wenige Fahrtstunden weiter im

Osten stossen wir auf den Wegweiser für das Städtchen Samsat. Dessen alte Häuser ruhen inzwischen – wie die Siedlungen von insgesamt 55 000 Menschen – unter den Fluten des 817 Quadratkilometer grossen Kemal-Atatürk-Stausees. Beim Staudamm werden wir vom Werkchef des Betriebs empfangen. Er verliert uns mit Ehrfurcht vor den technischen Meisterwerken die vielen Zahlenwerte, die wir noch mehrere Male hören werden. An der Eröffnungsfest im August 1992 zur Inbetriebnahme von vier der acht Turbinen durfte er vor Özal, Demirel und einem schweizerischen ABB-Verantwortlichen mit Gedichten das Werk besingen.

In Gesprächen bei der nahen Stau-mauer zeigen sich auch negative Aspekte. Die Sprengungen von Erdmassen bis zu 50 Tonnen sollen in nahen Dörfern zu Fehlgeburten geführt haben. Schwangere Frauen wurden darum angewiesen, an andere Orte zu ziehen. Die Überbeanspruchung der bis zu 13 000 Arbeitnehmer durch lange Schichten führte zu vielen teilweise tödlichen Unfällen. Wie uns weiter berichtet wird, könnte der Stausee in 170 Jahren von Erosionsschutt aufgefüllt sein. Im Mai 1993 floss zum ersten Mal Wasser durch 26,4 Kilometer lange unterirdische Röhren in die Harran-Ebene bei Urfa. Zunächst ist es für die dort befindliche landwirtschaftliche Versuchsanstalt bestimmt. Die vorwiegend arabischen Bauern der Harran-Ebene werden bis Mai 1994 mit Wasser rechnen können.

Stadt ohne Strassenhandel?

Am Rande von Urfa, einer Stadt mit zurzeit 200 000 Einwohnern, breiten sich, wie heute in jeder Stadt, über grosse Flächen hin stetig wachsende Gecekondus (über Nacht gebaute Häuser) aus. Es handelt sich um einstöckige Lehm- oder Backsteinhäuser. Auf den kahlen, staubigen Strassenflächen tummeln sich unzählige Kinder. Dann folgen Neubauten von grossen Wohnblöcken. In den zentralen Geschäftsstrassen und vor allem im Bazar mit vielen kleinen Geschäften bewegen sich unzählige Strassenhändler, Erwachsene und Kinder mit Schuhputzgerä-

ten, Teegläsern, Sesamringen, Nüssen, zeitweise auch mit Erdbeerkörbchen.

Plötzlich werden sie von Polizisten brüsk weggeschoben. Dann folgen



Der Bazar von Urfa bietet unzähligen Menschen, unter anderen Vertriebenen aus dem GAP-Gebiet, Nischen des Überlebens. Bald wird auch hier der Baggerzahn zubeissen. Photo Veronika Mensching

einige gutgekleidete wichtig wirkende junge Männer und schliesslich entsteigt einer schwarzen Limousine ein vornehmer älterer Herr mit Schnurrbart. Wie uns berichtet wird, ist er der Minister für Landwirtschaft und Dorfentwicklung, selbst aus Urfa stammend. Er geht in einen Teppichladen, schüttelt den Verkäufern die Hände, streichelt ein Kind und ruft mehreren Leuten «Hello» zu. Dann entschwindet er wieder im Wagen.

Die weggeschobenen Strassenhändler haben Glück gehabt, sagen uns Mitarbeiter der in kurdischer und türkischer Sprache erscheinenden Zeitschrift «Azadi». Denn die Stadtverwaltung von Urfa habe den Strassenhandel verboten. Er werde als unwirtschaftliche Nutzung der Arbeitskraft gewertet. Eigentlich hätten darum die Polizisten Schuhputzbürsten, Sesamringe und Teegläser beschlagnahmen müssen. Bei einer Arbeitslosigkeit von 50 Prozent, gemessen an geregelten Tätigkeiten, biete der Strassenhandel für viele die einzige Überlebensmöglichkeit. Die Stadtbevölkerung verdopple sich jetzt in Abständen von fünf bis zehn Jahren.

In den kommenden Jahren wird ein grosses Stadt-sanierungsprojekt durchgeführt werden, erfahren wir weiter. Die Geschäftsstrassen werden massiv verbreitert. Vor allem die Inhaber vieler kleiner Bazar-geschäfte sowie Strassenhändler kommen dann unter die Räder.

Gelegenheitsarbeit

Viele im Zuge des Baus des Kemal-Atatürk-Staudamms umgesiedelte Menschen enden im Strassenhandel oder im etablierteren Kleingeschäft in Urfa und in anderen Städten, berichten uns Muhsin Melik von der Halkim Emek Partisi (wegen der Kurdenfrage abgespalten von der Sozialdemokratischen Partei, mit 14 Abgeordneten im türkischen Parlament) und Sadik Palat vom Menschenrechtsverein Urfa. Vor allem im Zuge der langwierigen Entgeltungsverfahren ohne Berücksichtigung der weiter voranschreitenden Teuerung reiche die ihnen schliesslich ausbezahlte Entschädigung für den Kauf von neuem Land und für die erforderlichen neuen Investitionen vielfach nicht mehr aus. Mit der Unterdrückung des Strassenhandels und der bevorstehenden Stadt-sanierung erleben sie jetzt ihre zweite Vertreibung. Zuletzt bleibe ihnen keine andere Wahl, als in der wachsenden Reservearmee der Gelegenheitsarbeiter anzustehen.

Das gleiche Schicksal drohe auch den Kleinbauern, wenn sie die tiefgreifenden Umwälzungen der Lebens- und Arbeitsgewohnheiten, verbunden mit massivem Kreditbedarf, nicht bewältigen könnten. Die Gelegenheitsarbeiter hätten schliesslich die Kosten der geplanten Exportwirtschaft, bestimmt vor allem für die Länder des Nahen Ostens, nur in geringem Masse für den EG-Raum, zu bezahlen. Eine sinnvolle Modernisierungspolitik hätte nach Überzeugung von Melik und Palat mit der Wiederaufnahme der im Jahre 1975 begonnenen, dann abgebrochenen Landreform mit intensiven Programmen von Weiterbildung, Dorfentwicklung, mit der Vermittlung von günstigen Krediten sowie mit dem Ausbau der Mitbestimmung der Bevölkerung (auf Provinzebene völlig fehlend) einzusetzen. Wie die beiden Gesprächspartner schliesslich feststellten, bietet die Güterzusammenlegung im Rahmen des GAP-Projektes vielfältige Vorwände, um vor allem kurdische Dorfgemeinschaften zu ihrer besseren Kontrolle umzusiedeln.

Die Tagelöhner ebenso wie die Strassenhändler sind bereits heute in der Stadt Urfa unübersehbar. Sie sammeln sich in den frühen Morgen-

stunden vor der Hotelporte am Rande der grossen Geschäftsstrasse. Wer Glück hat, wird eilig auf die an-fahrenden Lastwagen getrieben und auf Baustellen oder in die Harran-Ebene gefahren. In späteren Stunden verstummen die Wartenden, und schliesslich verziehen sie sich resigniert.

Wenn das Wasser kommt . . .

In der Harran-Ebene, Ziel vieler Tagelöhner-Transporte, äussern die arabischen Bauern Hoffnungen in die bevorstehende Bewässerung. Sie werde die Erträge steigern und Wohlstand bringen, erklären sie. In Zukunft würden Pestizide aus Flugzeugen versprüht, weiss weiter Mahmut Oezyamuz, Mughtar (Bürgermeister) des Städtchens Harran, zu berichten. Die Wissenschaftler werden sich dies schon richtig überlegt haben, antwortet er auf zweifelnde Fragen. Vereinzelt äussern Leute aus den Dörfern auch Angst, vor allem im Hinblick auf die Güterzusammenlegung. Die Dorfgemeinschaften sollten zusammenbleiben können, wenden sie ein.

In der landwirtschaftlichen Versuchsanstalt der Harran-Ebene stehen unzählige Pflanzensorten in Reih und Glied, bestimmt zur Auswahl für den Anbau. Alles wachse viel schneller als ursprünglich erwartet, berichtet uns hierzu Osman Tekinel, Dekan der agronomischen Fakultät an der Universität in Adana mit majestätischer Gebärde. Sein Vortrag über das GAP-Projekt, den wir im Universitätsgebäude in Adana hören, soll, wie wir später von kritischen Studenten erfahren, die Bezeichnung «Schöpfungs-geschichte» erhalten haben.

In der Versuchsanstalt werden nach Angaben von Dozenten die Bauern zu Kursen für Bewässerung von zehn Tagen, für Düngung von fünf Tagen aufgebildet. Vor allem gehe es bei diesen Kursen darum, der Gefahr der Versalzung und Übernutzung der Böden entgegenzuwirken. Auf die Frage, ob diese Kurse im Hinblick auf die tiefgreifenden Veränderungen im Zuge des GAP-Projekts genügen, folgt Achselzucken.

Im Gesamtaufwand des GAP-Projekts von 210 Mrd. Dollar sind 500 Mio. Dollar, bestimmt für einen Zeitraum von 15 Jahren, für Beratung und Weiterbildung vorgesehen, berichtet Dr. Mutlu, Vizedirektor im GAP-Ministerium, ein nüchterner Agrotechniker, ausgerüstet mit unzähligen Schaubildern mit vielen Zahlen. Unter anderem sei für Bildungsziele im GAP-Gebiet ein besonderer Fernsehkanal eingeführt

worden (zurzeit allerdings vorwiegend mit Unterhaltungssendungen). Im Gegensatz zum selbstgefälligen Osman Tekinel, Unterstaatssekretär im Landwirtschaftsministerium während der Militärdiktatur, ist Dr. Mutlu bereit, auch ungelöste Probleme zuzugestehen. Die Auswirkungen der im Zuge des GAP-Projekts wachsenden Luftfeuchtigkeit für Menschen und Natur seien jetzt noch nicht absehbar, berichtet er. Im Hinblick auf bereits eingetretene Malariaerkrankungen im Umkreis schon bestehender Staudämme werde jetzt in Diyarbakir ein Tropenkrankenhaus geplant. Noch nicht gelöst seien Fragen der Resistenz der Schädlinge im Zusammenhang mit der Baumwollkrankheit. Zur Begrenzung der Monokulturen, vor allem im Hinblick auf den Baumwollanbau, seien besondere Auflagen in Vorbereitung, berichtet er weiter. Konkrete Angaben vermochte er hierzu nicht zu nennen. Dr. Mutlu gab hingegen zu, dass Schwierigkeiten bestehen, Agrarfachleute in die relativ arme GAP-Region zu bringen. **Jürg Meyer**

Turquie

Une série d'attentats fait 32 blessés, dont 12 étrangers

ANTALYA.— L'explosion d'une bombe dimanche soir dans le jardin d'un hôtel d'Antalya, en Turquie, a blessé 26 personnes, dont 12 touristes finlandais, allemands et suédois, a annoncé l'agence Anatolia.

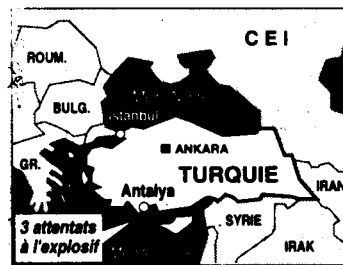
Deux autres déflagrations ont secoué le quartier des restaurants et des hôtels sans faire de

victimes.

La police attribue ces attentats au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). Trois des blessés se trouvent dans un état grave.

Hier dans la province de Bingöl (sud-est), des militants kurdes membres présumés du PKK, ont tiré sur un train de passagers et blessé six personnes. Par ailleurs dix combattants et huit soldats ont été tués dans une série d'affrontement dans le sud-est du pays, a rapporté l'agence Anatolia.

Après une trêve de deux mois visant à pousser le gouvernement à la négociation, le chef des rebelles Abdullah Ocalan, avait promis en mai dernier à la Turquie l'été « le plus sanglant qu'elle ait jamais connu ».



Le Monde — 10 juillet 1993

□ **TURQUIE : abolition du monopole d'Etat sur les radios-télévisions.** — Le parlement turc a aboli jeudi 8 juillet, comme prévu, le monopole de l'Etat sur les radios et les télévisions, rapporte l'agence turque Anatolie (*le Monde* du 7 juillet). — (AFP.)

□ **Ankara rejette une note de protestation de la Suisse.** — Le ministère turc des affaires étrangères a indiqué, jeudi 8 juillet, qu'Ankara a « rejeté » une note de protestation du gouvernement suisse remise mercredi à l'ambassade de Turquie à Berne à propos de la fusillade sanglante déclenchée depuis cette ambassade sur des manifestants kurdes, le 24 juin. La Suisse faisait « savoir qu'elle considère de tels agissements comme inacceptables et qu'elle ne saurait tolérer que des coups de feu soient tirés au hasard sur des gens depuis une ambassade étrangère même si ceux-ci prenaient part à une manifestation non autorisée ». Berne exprimait aussi « son indignation » devant « le manque de coopération » d'Ankara et demandait aux autorités turques « de trouver des solutions aux divergences sur la question kurde qui tiennent compte des principes de l'Etat de droit et du respect des minorités ». Depuis l'incident, la Turquie a rapatrié au total sept membres de son ambassade. — (AFP.)

La Croix — 12 juillet 1993

Droits de l'homme

Handicap International contre « la guerre des lâches »

Handicap International persiste et signe son deuxième rapport *La Guerre des lâches*, en association avec Mines Advisory Group, organisation non gouvernementale britannique, sur les dégâts occasionnés par les mines anti-personnel qui, dénonce Jean Baptiste Richardier, de Handicap, « mutilent plus qu'elles ne tuent et restent actives même après que le conflit soit terminé ».

Après le Cambodge, l'ONG française fait le point sur le Kurdistan irakien. Posées dans des régions de culture et d'élevage, les mines anti-personnel tuent principalement les paysans et surtout les enfants qui ramassent le bois à brûler ou gardent le bétail.

Outre le travail sur le terrain, appareillage des blessés, marquage des zones minées et déminage, ces deux organisations s'interrogent sur les moyens « d'interdire les mines identi-

fiées comme des armes, véritable offense aux droits de l'homme et contraires aux principes de la convention des Nations Unies de 1981 ».

Bernard Kouchner, ancien ministre de la santé et de l'action humanitaire venu apporter son soutien, a dénoncé la responsabilité morale des 35 pays officiellement recensés comme fabricants de mines anti-personnel et plus particulièrement celle de l'Italie montrée du doigt au Kurdistan.

« Ne faudrait-il pas envisager d'appliquer la loi du « pollueur-payeur » comme en matière d'environnement, demande l'ancien ministre, et inciter les populations victimes à se constituer partie civile contre les fabricants? » Une action qui supposerait une véritable révolution du droit international. Illusoire? Le droit d'ingérence humanitaire n'était-il pas aussi une illusion?

Agnès ROTIVEL

La ira kurda

EL PAÍS, viernes 25 de junio de 1993

EL MOVIMIENTO secesionista kurdo en Turquía desencadenó ayer la que probablemente es la mayor ofensiva terrorista jamás ocurrida en Europa contra objetivos diplomáticos de cualquier país. Más de una veintena de asaltos y ocupaciones de embajadas, consulados y legaciones turcas en Alemania, Francia, Suiza, Suecia y Dinamarca, con la muerte de un manifestante kurdo y una amenaza de muerte sobre cerca de 25 rehenes en el consulado turco de Múnich, son el primer balance de esta operación. La oportunidad del asalto a las legaciones viene justificada por lo que se anuncia como una próxima gran ofensiva del Ejército turco contra el último reducto de la guerrilla kurda en el este del país, allí donde el Asia Menor es ya simplemente Asia.

El fenómeno del irredentismo kurdo, presente no sólo en Turquía sino también con la máxima virulencia en el vecino Irak, pero de igual modo en Irán y Siria, tiene una vida contemporánea que arranca de los acuerdos que pusieron fin a la I Guerra Mundial. Por el tratado de Sévres, en 1920, las potencias occidentales victoriosas decretaron la partición del imperio otomano en principados que debían entregarse a la anexión o al protectorado de Grecia e Italia, y en medio de todo ello el reconocimiento de una zona autónoma del Kurdistan, que los propios kurdos entendían como un interinato hacia la plena independencia. Todo ello se basaba en que la derrota de Estambul en la guerra fuera irreversible, pero los hechos de armas de Mustafá Kemal en su guerra de independencia contra los invasores griegos preservaron todo lo que es el Asia Menor como hogar indiscutible de los pueblos turcomanos con su nueva capital en Ankara. Con la resurrección de Turquía de entre las ruinas del imperio hubo que negociar un nuevo acuerdo de paz que en 1922, en Lausana, enterraba cualquier sueño kurdo de estatalidad.

Desde entonces Turquía se ha negado a reconocer

el hecho kurdo —no menos de 8 millones de habitantes de los 55 que tiene el país—, no ya en su vertiente política, sino ni siquiera cultural o comunitaria. Para Ankara los kurdos son los “turcos de las montañas”, en gráfica descripción de aquello que se ha decidido que no existe por decreto. Desde la II Guerra Mundial, la guerrilla kurda ha constituido un sangriento incordio para los Gobiernos turcos, que se han obstinado en tratar sólo como un problema de orden público las pretensiones nacionales de la citada minoría. Por su parte, la guerrilla ha pasado por una larga y cambiante serie de expresiones políticas en las que ha subrayado fundamentalmente la reivindicación de la autonomía, guardando silencio sobre las intenciones últimas de su irredentismo.

Ankara ha llegado en ocasiones incluso a acuerdos muy puntuales con algunas de las fuerzas nacionalistas, y, al menos cuando ha habido Gobiernos democráticos en el país, como en la actualidad, ha parecido que el absceso kurdo podía ser paulatinamente convertido en un problema de ordenación del territorio en la medida en que el propio sistema democrático tolerara la suficiente autonomía municipal como para crear un lugar a la expresión de lo kurdo. Pero lo que el Gobierno turco jamás ha parecido dispuesto a aceptar es la formación de un Kurdistan autónomo dentro de sus fronteras.

En la conmoción desencadenada por la desaparición de la URSS y en el rediseño de todo un mapa, el Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK), máxima expresión política del nacionalismo kurdo, sufre más que nunca la frustración de una historia que siente incompleta. Pero el camino del terrorismo extendido a medio continente europeo no puede sino restarle apoyos en la opinión pública internacional. En los días en que parece que muere Bosnia, Europa no puede, ni quiere, hacer otra cosa que aconsejar a Turquía comprensión para el hecho kurdo y un respeto de los derechos humanos que no ha parecido, históricamente, la mayor virtud de los gobernantes de Estambul.

Presse de la Manche — 25 juin 1993

Pour sensibiliser l'opinion internationale

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), après sa décision le 8 juin de rompre un cessez-le-feu unilatéral, a entrepris hier une action d'envergure sans précédent contre les intérêts et les représentations turques en Europe, dans le cadre d'une nouvelle stratégie visant à sensibiliser l'opinion internationale sur la situation des Kurdes de Turquie.

Dans sa conférence de presse tenue le 8 juin à Bar Elias, dans la Bekaa libanaise, le chef du PKK, Abdullah Ocalan avait promis une « guerre totale » contre la Turquie. « Nous frapperons les intérêts économiques et touristiques dans l'ensemble de la Turquie » avait menacé celui qui est surnommé « Apo ».

Cet avertissement avait été suivi peu après par la diffusion de communiqués, notamment à Paris, mettant en garde les voyageurs, contre le risque qu'ils font désormais courir aux

touristes en leur vendant des séjours en Turquie.

Le PKK avait eu recours pour la première fois à la menace de frapper le tourisme en février dernier, affirmant à cette occasion « changer de stratégie » suite à l'intransigeance du gouvernement. Jusque là le PKK avait concentré l'essentiel de sa lutte armée contre des objectifs militaires ou politiques, avec un impact limité sur l'opinion à l'étranger.

Quelques semaines plus tard, le 17 mars, « Apo » annonçait un cessez-le-feu unilatéral,

« dans l'espoir d'une ouverture de négociations avec le pouvoir turc ». Le PKK réclamait, outre l'annulation de l'état d'urgence et une amnistie générale, la reconnaissance de l'identité kurde.

Le chef du PKK reconvoquait la presse le 15 avril pour annoncer une prolongation de ce cessez-le-feu. A cette occasion, il avait à ses côtés Jalal Talabani, le chef de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK, irakien) ainsi que le dirigeant du Parti Socialiste du Kurdistan (TKSP, turc), M. Kemal Burkay, et de cinq

députés du Parti du Travail du Peuple (HEP, seul parti pro-Kurde représenté au parlement turc). Le secrétaire général du PDK (Parti Démocratique du Kurdistan de Turquie, modéré), M. Hemrrouch Richo, était également présent.

Selon le chef du PKK, la présence de représentants des trois principaux partis kurdes à Bar Elias confirmait « l'unité des Kurdes » et préfigurait « l'instauration d'un front patriotique kurde élargi ». Le PKK avait d'ailleurs peu de temps auparavant signé un « protocole d'accord et d'amitié » avec le PDK de Turquie et le TKSP.

M. Talabani, l'un des deux principaux chefs des Kurdes d'Irak, tout en refusant le titre de « médiateur », essayait de nouer un dialogue entre Ankara et le PKK. « La mort du président Turgut Ozal a mis malheureusement fin au processus » souligne-t-on de source kurde à Paris.

Les Kurdes d'Irak, qui ont institué leur propre gouvernement au nord du pays, dépendent largement de la Turquie pour leurs approvisionnements. Leurs rapports avec les guerilleros du PKK réfugiés dans des bases au nord de l'Irak se sont parfois réglés à coups de kalachnikov.

Si aujourd'hui les responsables kurdes irakiens assurent que ces problèmes sont réglés, ils déplorent l'extrémisme du PKK et sa prétention à l'indépendance pour tous les Kurdes, sans tenir compte des réalités régionales.

Ils avaient notamment critiqué la tenue d'élections, à l'initiative du PKK, parmi la diaspora kurde en Allemagne et en France le 20 novembre 1992, pour désigner des « députés » à une « assemblée » chargée de représenter tous les Kurdes, en lutte pour l'indépendance.

Affrontements sanglants en Turquie

Dix personnes ont été tuées et vingt-deux autres blessées dans des affrontements en Turquie, dans l'Est anatolien, entre rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et forces de l'ordre ou civils ces dernières vingt-quatre heures, selon des informations parvenues hier à Ankara.

Six militants du PKK ont été tués, et quatre militaires turcs ont été blessés lors d'opérations dans la région du mont Ararat, à la frontière avec l'Iran et l'Arménie, selon l'agence turque Anatolie.

Ces opérations, menées depuis trois jours par des unités de commandos de montagne et unités spéciales de la gendarmerie turque, sont soutenues par des avions de combat et hélicoptères Sikorski et Cobra, selon Anatolie, qui cite des sources militaires dans la région.

Elles sont destinées à encercler un groupe de quelque sept cents militants armés du PKK, venus trouver refuge dans cette région.

Par ailleurs, deux instituteurs ont été fusillés dans la nuit de mercredi à jeudi dans la région de Tunceli par des rebelles kurdes de Turquie, selon Anatolie. Leur école a été détruite par une quarantaine de « terroristes » (militants armés du PKK selon la terminologie officielle), selon cette source.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN — 28 juin 1993

TURQUIE 22 BLESSÉS DANS UN ATTENTAT

Trois bombes ont explosé hier dans le port turc d'Antalya, faisant 22 blessés dont des touristes étrangers. Trois des blessés sont dans un état grave. Aucune indication n'a été apportée sur les auteurs de l'attentat. La première bombe, la seule qui ait fait des victimes, a été jetée vers 21 h. 30 dans le jardin de la pension Leta, un établissement fréquenté par les touristes. Cinq minutes plus tard, deux voitures ont été fortement endommagées par des bombes près de l'hôtel Sheraton. La police a immédiatement renforcé les mesures de sécurité dans la zone.

KURDISTAN TURC

LA PAIX SACRIFIÉE

UN REPORTAGE DE MICHEL VERRIER

Après deux mois de cessez-le-feu, des affrontements meurtriers ont repris, fin mai, au Kurdistan de Turquie entre le PKK et l'armée turque. La perspective de paix à laquelle aspirent les populations s'est de nouveau éloignée.

ABC Ajansi/Gazima

Nusaibin, une ville de cinquante mille habitants est enclavée dans les barbelés. D'un côté la Turquie, de l'autre la Syrie, et la ville sœur, Kasmili. Au milieu, une floraison de fils de fer, de miradors où veillent des soldats de l'armée turque en armes. De part et d'autre, des Kurdes mais également des Arabes. Ici on parle les trois langues. Certaines familles vivent séparées, des deux côtés. Un policier m'accompagne jusqu'à la frontière, il est interdit de prendre des photos. Deux immenses portails de fer ferment le point de passage.

Des hommes et des femmes passent par une petite porte, devant une guérite. « Il n'y a pas de problème, du moment que vous avez un passeport et un visa, la frontière vous est ouverte », m'assure le policier. Certes, mais a-t-on ces deux documents facilement ? Tout le problème est là. Au centre de la petite ville, le trafic des véhicules militaires est incessant. Les soldats vont et viennent, seuls ou en groupes, armés. Des policiers en civil déambulent, d'une démarche assurée, le pistolet mitrailleur à la main.

Aydin, la quarantaine, est commerçant. Une petite boutique étroite, au milieu des multiples échoppes du bazar où tissus aux couleurs éclatantes, montres, tapis, appareils hi-fi et ménagers, côtoient blue-jeans et costumes « in ». « Depuis le cessez-le-feu de la guérilla, la situation est calme », confie-t-il. Mais l'inquiétude, la peur demeurent. A sept heures tout le monde rentre chez soi et les magasins sont fermés. Aydin ne cesse de



Guérilleros kurdes tués au cours d'affrontements avec l'armée turque en 1992
Dix ans d'affrontements meurtriers

TÉMOIGNAGE CHRETIEN 19 JUIN 1993

surveiller les passants, derrière sa vitrine, tout en parlant. « Ici les droits de l'homme, ça n'existe pas, et toute personne qui te parle peut être un policier ». L'inquiétude va de pair avec l'incertitude : « Que va répondre le gouvernement turc au cessez-le-feu unilatéral déclaré par Apo ? ». Apo (l'oncle) est le diminutif d'Abdullah Öçallan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui anime la guérilla depuis presque dix ans.

Sur le chemin de la station de bus, trois hommes armés m'interpellent. Ils veulent savoir mon nom, ce que

je fais, d'où je viens, pourquoi je suis ici... Ils me demandent si je compte rester là, attendre la nuit, les coups de feu « *boum, boum, boum* », les affrontements « *avec les terroristes* » pour écrire un article sur Nusaïbin et prévenir l'Onu. Autant d'éventualités qui visiblement les dérangent. Police, armée, gendarmerie ? « *Non, répondent-ils, nous faisons partie des teams* », les « équipes spéciales », également baptisés « *teams Özal* », du nom du président qui vient de décéder.

« *Pour nous, c'est la paix qui est importante, car il y a la guerre depuis dix ans, avec des milliers de morts. Nous voulons que ça cesse et le PKK a fait un pas dans ce sens.* » Trois avocats, représentants des associations des droits de l'homme de Cizre, la ville rebelle proche de la frontière irakienne sont unanimes. Ils préfèrent cependant que nous ne citions pas leurs noms. Selon eux, c'est la pression populaire qui a poussé le PKK à proclamer le cessez-le-feu. « *Si « Apo » peut arriver à faire la paix, qu'il commence et prenne l'initiative.* »

Mais quelles sont précisément ses revendications ? « *Ce sont celles de la population civile : supprimer le super-préfet qui a la haute main sur les affaires de la région depuis 1980, reconnaître l'identité kurde, les traditions, les coutumes. Arrêter la répression, amnistier les prisonniers politiques. Autoriser la création d'une télévision kurde et l'apprentissage de la langue à l'école, supprimer le système des gardiens de village, liés à l'armée turque. Faciliter les investissements dans la région.* »

Le PKK, assurent nos interlocuteurs, ne revendique pas de modifications de frontières, mais propose de faire un pas vers la mise en place d'une fédération turco-kurde. L'un d'entre eux nous détaille la destruction d'un village des environs par l'armée, le 20 février dernier, quelques semaines avant la proclamation du cessez-le-feu unilatéral. Les militaires accompagnés de quarante hommes masqués – des « *gardiens de village* » qui sont liés aux forces de sécurité – ont encerclé les villageois et ouvert le feu.

Les hommes, les femmes et les enfants ont été séparés. Les hommes marchant dans la montagne pendant des heures, tandis que les femmes auxquelles on avait volé bijoux et bagues en or restaient allongées à terre. Les chevaux, rassemblés au milieu du village, ont été abattus. « *Ils servaient à alimenter les guérilleros* », ont prétendu les militaires. Puis le village a été incendié. Les hommes arrêtés ont séjourné trente jours en prison pour certains. La plupart ont été torturés. Six d'entre eux sont toujours détenus à l'hôpital de la prison de Diyarbakir, la « capitale » du Kurdistan de Turquie.

Tous nos interlocuteurs sont inquiets du remplacement de Turgut Ozal par Souleyman Demirel qui a la réputation d'être un dur à l'égard des Kurdes. Deux semaines plus tard, les événements semblent leur donner raison. Profitant d'une embuscade meurtrière du PKK, le 26 mai, dans la province de Bingol, au cours de laquelle trente-trois soldats désarmés et cinq civils sont tués, l'armée turque lance une offensive tout terrain considérant que le cessez-le-feu a été remis en cause et ce, en dépit des assurances d'« Apo ». Bilan : 400 guérilleros abattus selon l'agence officielle turque, Anatolie ; quelques dizaines seulement, affirme le PKK qui ajoute que 3 500 civils auraient été expulsés d'une quarantaine de villages détruits par l'armée.

Le PKK a finalement mis fin à la trêve – qu'il avait décidée de façon unilatérale – prévenant qu'il allait s'attaquer à présent aux cibles économiques et touristiques fructueuses en devises pour Ankara. Une menace qui ouvre grand la porte au terrorisme le plus aveugle. Reste que le gouvernement turc, une fois encore sous la tutelle de l'autorité militaire, a consciencieusement laissé filer une opportunité qui aurait pu mettre un terme à dix ans d'affrontements meurtriers avec les Kurdes. Le PKK déclare, néanmoins, qu'il reste ouvert à la conclusion d'un nouveau cessez-le-feu. A condition qu'il ne soit pas, cette fois, unilatéral.

Michel Verrier

bz

Kurden streiten Verantwortung ab

Attentate in der Türkei schrecken Touristen wenig ab

Die in der Türkei verbotene Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) hat bestritten, für die Anschläge auf das türkische Touristenzentrum Antalya verantwortlich zu sein. Türken und Kurden haben sich gestern schwere Kämpfe geliefert. Über einzelne Provinzen wird der Ausnahmezustand verlängert.

Ankara. (sda/spk). Der Europa-Sprecher der Organisation, Ali Sapan, erklärte im Ersten Deutschen Fernsehen, die PKK habe mit den Attentaten nichts zu tun. Die Arbeiterpartei werde aber ihren Kampf in Kurdistan weiter fortsetzen. Davon könne auch der türkische Tourismus-Sektor betroffen sein. Der Sprecher betonte jedoch, er sei sicher, dass dabei keine Zivilisten zu Schaden kommen werden.

Nach Angaben des deutschen Aussenministeriums mussten zwei Deutsche, eine Frau und ein Mann, operiert werden, ihr Zustand sei jedoch gut. Die Frau habe sich einer Lungenoperation unterziehen müssen, dem Mann sei die Milz entfernt worden. Die anderen

verletzten Deutschen konnten das Krankenhaus verlassen. Das deutsche Aussenministerium hat keine Empfehlungen für Touristen in der Türkei gegeben.

In der osttürkischen Provinz Kars liefen sich die türkische Armee und Guerillas der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) gestern schwere Kämpfe. Nach Meldungen des türkischen Staatsrundfunks TRT umzingelten nahe Kagizman Truppen mit Unterstützung der Luftwaffe grössere Gruppen von PKK-Guerillas und zogen den Ring immer enger. Es gebe viele Tote unter den Rebellen. Der seit Montag laufende Armee-Einsatz sei nach einem Guerillaüberfall ausgelöst wor-

den, bei dem sechs Soldaten getötet worden seien.

Die Anschläge auf Touristen haben bisher keine gravierenden Auswirkungen auf den Türkei-Tourismus gezeigt. Viele Touristen würden ihre Ferien zwar verschieben, wollten die Türkei aber dennoch besuchen, sagte Bertan Ozen von der Istanbuler Tavco- Reiseagentur. Nach Auskunft deutscher Unternehmen gab es nur wenige Deutsche, die nach den Anschlägen ihre Türkei-Ferien abgebrochen haben.

Das türkische Parlament hat gestern Abend beschlossen, den Ausnahmezustand in zehn überwiegend von Kurden bewohnten Provinzen im Osten und Südosten des Landes um vier Monate zu verlängern. Der Ausnahmezustand war vor sechs Jahren über die Unruhe-Provinzen verhängt worden, in denen die verbotene Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) für einen unabhängigen kurdischen Staat kämpft.

Mittwoch, 30. Juni 1993

TURKIET

PKK ska krossas militärt

Av LARS BOSTRÖM
DN:s korrespondent

ANKARA

Det finns fortfarande en dovilja i Turkiet att erkänna den kurdiska frågan, och inom etablissemanget föredrar många att tala om "terrorn i sydöst". I radikala kretsar växer oron



DN. analys

för att Turkiets egen demokratiseringsprocess ska bli lidande.

- Vi är 60 miljoner människor i det här landet. Tolv miljoner är kurder. Vi kan inte neka en femtedel av befolkningen dess etniska rättigheter och samtidigt göra anspråk på att kallas demokrati, säger Cingis Candar, politisk kommentator på dagstidningen Sabah.

Det har varit en stormig vår i turkisk politik. Turgut Özal avled i april och efterträddes på presidentposten av ärkerivalen Suleiman Demirel. Sedan fick landet sin första kvinnliga premiärminister i 47-åriga Tansu Ciller, vald efter en dramatisk maktkamp i det styrande Den rätta vägens parti.

Men politisk turbulens i Ankara brukar ha liten eller ingen inverkan på den kurdiska frågan, och den officiella linjen ligger fast: kurdiska PKK är en "terrororganisation" och problemen i sydöstra Turkiet har ekonomiska snarare än politiska orsaker.

Strategin är klar. PKK ska krossas militärt; först i nästa skede kan det bli aktuellt med ekonomiska investeringar i sydöst och eventuella lättnader i de restriktioner som den kurdiska minoriteten lever under.

Militär inblandning tillhör den politiska traditionen i Turkiet och armén beskrivs

ofta som en stat i staten. Tre militärkupper sedan 1960 talar sitt tydliga språk.

Iturkiska Kurdistan har blodiga strider åter blossat upp efter PKK:s ensidigt proklamerade vapenvila i våras. Ankara vägrade acceptera vapenvilan och förhandlingar var uteslutna.

- Varför skulle vi förhandla med terrorister, inga andra länder gör det, säger den turkiske inrikesministern Ismet Sezgin till DN.

- Vi uppmanade PKK att komma ner från bergen och överlämna sina vapen. Då hade det blivit en riktig vapenvila. Men de kom aldrig.

- PKK höll vapenvilan i över två månader. Den bröts i slutet av maj när gerillan attackerade en buss med soldater i sydöstra Turkiet. Över 30 människor dödades. PKK-ledaren Abdullah Öcalan förklarade att attacken var en reaktion på arméns fortsatta operationer mot PKK. Sedan dess har PKK utpekats som ansvarigt för attackerna mot turkiska mål i flera länder i Västeuropa före midsommar och för bomberna i den turkiska staden Antalya på söndagskvällen.

Kriget mellan PKK och den turkiska staten har pågått i nio år. Mer än 6 000 människor har dödats, många av dem civila.

Ismet Sezgin talar uteslutande om den kurdiska frågan som ett "terrorproblem". I hans analys har alla medborgare samma rättigheter och han betonar att vem som helst kan bli minister, general eller domare, oavsett bakgrund.

- Människorna i sydöst får tala sitt språk, sjunga sina

Sex personer, däribland två kvinnor och ett barn, sårades när ett turkiskt persontåg blev beskjutet i provinsen Bingöl i östra Turkiet på måndagen, uppgav den halvstatliga nyhetsbyrån Anatolia enligt TT-DPA. Det förmodades att den kurdiska

gerillarörelsen PKK låg bakom attentatet.

sånger och välja sina egna parlamentsledamöter. Vad mer vill de ha? undrar han.

Det finns flera svar på den frågan. PKK kräver en självständig kurdisk stat, även om Abdullah Öcalan ibland svävat på målet och talat om andra lösningar.

En majoritet kurder har sannolikt blygsammare krav. De vill slippa den turkiska arméns trakasserier. De vill ha utbildning på sitt eget språk, egna radio- och TV-program och frihet att bejaka sin kurdiska identitet.

I dagens Turkiet får de inte det. Kurder kan i och för sig göra politisk eller militär karriär - men bara om de accepterar att undertrycka sin kurdiska bakgrund. De kurder som blivit generaler och premiärministrar har gjort karriär som turkar, inte som kurder.

Principen är väl förankrad i Turkiets historia. När Kemal Atatürk i början av 20-talet mejslade fram den nya republiken ur resterna av det ottomanska imperiet bestämde han att alla medborgare skulle vara turkar, oavsett vad de egentligen var. Detta är fortfarande officiell politik i Turkiet.

Mehmet Evin Sever är en av 18 parlamentsledamöter i Ankara

för kurdiska Folkets arbetarparti, HEP. Han menar att regeringen och militären har banat väg för PKK genom sin repressiva politik.

- Staten har satt likhets-tecken mellan PKK och det kurdiska folket, säger han. Man slåss mot kurderna under täckmantel av att slåss mot PKK.

Det finns många frågetecken kring PKK:s vapenvila. Var det en seriös fredsinitiativ? Eller var det bara ett försök att vinna tid och samla nya krafter?

Enligt Mehmet Sever kom

vapenvilan efter ökat tryck från den kurdiska befolkningen att söka en fredlig lösning. Andra bedömare har pekat på amerikanska och turkiska påtryckningar mot Syrien, som traditionellt varit PKK:s främsta uppbackare.

En tredje faktor kan vara de irakiska kurderna. Både Massoud Barzani och Jalal Talabani har försökt påverka Öcalan att ändra strategi och verka för en politisk lösning. Men deras roll är oklar. Efter Gulfkriget hamnade de irakiska kurderna i ett beroendeförhållande till regimen i Ankara, och förra hösten stred de på den turkiska arméns sida mot PKK i norra Irak.

- Många i den turkiska intelligentsian var positivt inställda till PKK:s vapenvila, säger Cingis Candar på tidningen Sabah. De såg en möjlighet att stoppa blodbadet i sydöst, en freds chans som inte fick sjabbas bort.

- I verkligheten var vapenvilans chanslös redan från början. Inte ens PKK kan ha trott att säkerhetsstyrkorna skulle avbryta sina operationer mot dem.

Avlidne Turgut Özal spelade en viktig roll i den kurdiska frågan och det var till stor del hans förtjänst att flera tabun kunde brytas de senaste åren. Ordet "kurd" är inte längre förenat med fängelsestraff och frågan diskuteras relativt öppet i den turkiska pressen.

Men Özal är borta och den nya turkiska ledningen upptagen med annat än kurdfrågan. Tansu Ciller är ett oskrivet kort som premiärminister och ingen vet hur Suleiman Demirel kommer att agera som president.

Hittills har Ankara satsat all sin kraft på en militär lösning av den kurdiska frågan.

- Det är en fix idé bland många turkiska ledare att den kurdiska frågan inte kan lösas på annat sätt, säger en bedömare till DN. □

• Sidan A 5: Terrorn mot turisterna i Turkiet

Onsdagen den 30 juni 1993



Kemiska vapen. Två av offren efter Iraks attack mot staden Halabja 1988.

Foto: IRNA

Iraks kurder offer i mordvåg

Från AP

Irakiska styrkor har dödat omkring 200 000 kurder i en kampanj beordrad av Saddam Hussein för fem år sedan. Det rapporterar BBC i ett TV-program grundat på regeringsdokument och vittnesmål.

Enligt det brittiska TV-programmet, som visades på måndagskvällen, genomfördes mordkampanjen mot kurderna under perioden efter Iraks krig mot Iran och före Iraks

invasion av Kuwait.

Attackerna mot kurderna har fortsatt även senare, rapporterar människorättsorganisationen Middle East Watch, som i två år har granskat olika dokument om massakrerna i Irak. President Saddam Hussein satte igång kampanjen mot kurderna för fem år sedan. Målet var att göra slut på kurdernas frihetskamp en gång för alla.

Över fyratusen byar ödelades och omkring 200 000 människor dödades i massakrerna, enligt BBC. Först flygbombades barna, inte sällan med

kemiska vapen. Därefter upprättades läger för de överlevande och till sist verkställdes avrättningar. Chef för denna förintelseplan var Iraks nuvarande försvarsminister Ali Hassan Majid.

Kampanjen avslöjas i ett läckt dokument, kallat Direktiv SF400B. Där kan man bland annat läsa:

"Förbandens befälhavare skall genomföra sporadisk bombning med artillerihelikoptrar och flyg vid alla tider på dagen eller natten för att döda så många människor som möjligt."

DAGENS NYHETER

Entschlossene Haltung gegenüber der Türkei

Die Schweiz verlangt von der Türkei, dass die diplomatische Immunität von drei Sicherheitsbeamten aufgehoben wird, die vor einer Woche auf kurdische Demonstranten geschossen haben.

Bern. vo. Laut Kriminalkommissär Jürg Noth von der Stadtpolizei Bern ist beim heutigen Stand der Ermittlungen «ein massiver Handfeuerwaffen-Einsatz» von mindestens vier türkischen Sicherheitsbeamten nachgewiesen, und zwar auch noch zu einem Zeitpunkt, als bereits starke Polizeikräfte am Tatort eingetroffen waren. Dabei wurde mindestens in zwei Fällen mit Maschinenpistolen und Seriefire in Richtung der Demonstranten (und Polizeikräfte) geschossen. Die Berner Polizei habe das Feuer nicht erwidern können. Laut Noth haben Angehörige der türkischen Botschaft später Beweismittel beseitigt.

Aufgrund rechtsmedizinischer Untersuchungen steht nach Auskunft des Berner Untersuchungsrichters Peter Kunz heute fest, dass der kurdische Demonstrant durch einen Querschläger getötet wurde. Eine gezielte Schussabgabe sei auszuschliessen. Neun Personen (acht Demonstranten und ein Polizist) erlitten Schussverletzungen, die mit einer Ausnahme im Beinbereich liegen. Das Untersuchungsrichteramt Bern eröffnete ein Verfahren gegen Angehörige der türkischen Botschaft wegen schwerer Körperverletzung, Gefährdung des Lebens und fahrlässiger Tötung. Im Vordergrund der Ermittlungen stehen vier Botschaftsangehörige (davon drei namentlich bekannt), die aufgrund von Zeugenaussagen und dem konfiszierten Film eines kurdischen Fotografen identifiziert werden konnten.

Rolf Schatzmann, Leiter Sicherheitsdienst Bundesverwaltung, wies Vorwürfe von türkischer Seite entschieden zurück, wonach die Berner Polizei erst 20 bis 25 Minuten nach Auftritt der Demonstranten eingetroffen und damit für die Schussabgabe von Botschaftsseite indirekt verantwortlich sei. Bereits drei Minuten nach der Alarmierung der Stadtpolizei sei das Alarmpikett vor Ort eingetroffen. Innerhalb von 10 Minuten waren nach Darstellung Schatzmanns 29 Mann der Polizei zur Stelle, innert 30 Minuten 100 Demonstranten verhaftet. Die Stadtpolizei Bern habe durch ihre «sehr rasche und überlegte Handlungsweise Schlimmeres vermeiden» können.

Laut Urs von Däniken, Chef Bundespolizei, hat die Bundesanwaltschaft gegen Unbekannt und sieben namentlich bekannte Demonstrationsteilnehmer Verfahren wegen Verdachts auf Kör-

perverletzung, Gefährdung des Lebens, qualifizierter Sachbeschädigung und Hausfriedensbruch eröffnet. Drei von ihnen befinden sich wegen Kollisionsgefahr nach wie vor in Untersuchungshaft. Einige der befragten Demonstranten bezeichneten sich als «Sympathisanten» der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK). Fünf Personen haben zugegeben, die Botschaft mit Steinen und Farbbeuteln beworfen zu haben. Zusätzlich wurden Äxte und Hämmer eingesetzt. Es bestünden «schwache, aber bislang nicht bestätigte Hinweise», dass auf Demonstrantenseite eine Schusswaffe eingesetzt worden sei.

Zur weiteren Untersuchung der Schiesserei in Bern verlangte das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten gestern in Ankara, dass die diplomatische Immunität von vorläufig drei namentlich bekannten Angehörigen der türkischen Botschaft aufgehoben wird. In einer Stellungnahme des türkischen Auswärtigen Ministeriums von gestern abend heisst es, die Türkei würde das Schweizer Gesuch in Erwägung ziehen.

Um weitere gewalttätige Auseinandersetzungen von Türken kurdischer und nichtkurdischer Nationalität in der Schweiz zu vermindern, hat der Bundesrat mit sofortiger Wirkung ein Waffenkauf- und Waffentragverbot für türkische Staatsangehörige erlassen. Zusätzlich wies Arnold Koller, Vorsteher des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements, die Kantone an, extremistische türkische Gruppierungen intensiviert zu beobachten. Die Bundesanwaltschaft hat den Auftrag, gegen Kaderangehörige dieser Organisationen «vermehrt Einreisesperren zu erlassen» und die Ausweisung allfällig identifizierter Rädelsführer zu prüfen.

LIBÉRATION — 1er juillet 1993

24 morts dans des affrontements entre le PKK et l'armée turque

En moins d'une journée, les affrontements entre séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et forces de l'ordre turques ont fait 24 nouvelles victimes dans le sud et le sud-est anatolien. Parmi elles, dix civils, dont une famille de sept personnes mitraillée, mardi soir, par des membres du PKK au cours d'un raid sur le village de Zinnar, dans la province de Mandin. Trois chauffeurs, un policier et treize gendarmes en poste à 30 km de la frontière irakienne ont également été tués. Ces incidents interviennent au lendemain de la décision du parlement turc de

Basler Zeitung

Donnerstag, 1. Juli 1993

Nr. 150

Ciller: Türkei ist «unteilbar»

Ankara. DPA. Die Wahrung der Unteilbarkeit der nationalen und territorialen Einheit der Türkei hat am Mittwoch in Ankara die neue türkische Ministerpräsidentin Tansu Ciller bekräftigt. Das von ihr im Parlament verlesene Programm der Koalitionsregierung der konservativen Partei des richtigen Weges (DYP) und der Sozialdemokratischen Volkspartei bekräftigte «den Respekt vor Menschenrechten bei der Bekämpfung des kurdischen Extremismus» und kündigte «die Fortsetzung der Demokratisierung» an. In ihrem Programm strebt die Regierung Ciller die Ersetzung der vor elf Jahren von den Militärs ausgearbeiteten Verfassung durch eine neue an. Dazu sagte Frau Ciller, die von ihr geführte Koalitionsregierung werde «Gesetze und Verbote im Widerspruch zu zeitgemässen Werten beseitigen und die Freiheit des Gedankens und des Gewissens schützen».

Die schweren Auseinandersetzungen zwischen kurdischen Guerillas und Angehörigen der Sicherheitskräfte im Südosten der Türkei eskalieren offenbar weiter und fordern immer mehr Opfer. Wie die Behörden mitteilten, wurden bei den Kämpfen am Dienstag und Mittwoch 28 Rebellen, Soldaten und Zivilisten getötet. Die schwersten Zusammenstösse wurden dabei aus der Ortschaft Pervari in der Provinz Siirt gemeldet, wo zwölf Angehörige der Sicherheitskräfte von Kurden getötet und zehn weitere entführt wurden. Das Parlament in Ankara hatte am Dienstag abend den seit 1987 in Südostanatolien herrschenden Ausnahmezustand um weitere sechs Monate verlängert. Die Massnahme erlaubt es den Gouverneuren, Auspendbote zu verhängen sowie Versammlungen und Kundgebungen zu verbieten und Kritiker in andere Teile des Landes zu verbannen.

protoger de quatre mois l'état d'urgence au Kurdistan. Le nombre de personnes tuées dans la région en moins d'une semaine s'élève désormais à plus de 70.

Cette dégradation de la situation pourrait porter un grave coup au tourisme turc. Depuis le triple attentat de la cité balnéaire d'Antalya, qui a blessé dimanche 23 personnes dont 12 étrangers, en effet, plus de 600 Allemands et plusieurs centaines d'Israéliens ont d'ores et déjà annulé leurs vacances en Turquie. Bien que le PKK eût démenti toute implication dans cette attaque, son chef, Abdullah Ocalan, avait menacé, le 8 juin dernier, de «transférer la guerre dans les grandes villes et régions touristiques de Turquie».

D'après AFP

Le long combat des Kurdes

En Irak, les Kurdes organisent une autonomie que l'ONU refuse de reconnaître. En Turquie, le gouvernement a répondu par une fin de non-recevoir au cessez-le-feu unilatéral proclamé par le PKK. Sans que la Communauté européenne sourcille. En réaction à ce silence, des actions spectaculaires visant les intérêts turcs en Europe ont été déclenchées.

Au Kurdistan d'Irak, les libertés publiques sont de rigueur. Tous les partis politiques, des islamistes aux communistes en passant par les libéraux, possèdent leurs stations de radio, leurs journaux, quotidiens ou hebdomadaires. Le Parlement élu au suffrage universel au printemps dernier se réunit régulièrement à Erbil, la capitale, qui vient d'être rebaptisée de son nom kurde, Hawler. Un nouveau gouvernement a été constitué début mai. Il est composé de six ministres membres de l'UPK, le parti de Jalal Talabani, de quatre du PDK de Massoud Barzani, d'un député communiste, d'un chrétien assyrien ; le ministère de la Justice a été réservé aux Turcomans. Les deux leaders, présidents de la République en duo en quelque sorte, conservent néanmoins un pouvoir qui échappe à tout contrôle.

Les Kurdes se sont dotés de leur police. Les peshmergas, les combattants au pantalon bouffant et à la Kalachnikov, rattachés auparavant à leur propre parti politique, sont regroupés depuis quatre mois dans un ministère unique. Ils ont revêtu les uniformes récupérés dans les casernes de l'armée irakienne et constituent de fait une petite armée de trente mille membres. Douze mille viennent du PDK et autant de l'UPK, six mille des autres partis politiques. « C'était la chose la plus difficile à faire, mais aussi la plus importante », note le ministre des Peshmergas Jabal Ferman.

Détournement d'aide

Question ravitaillement, finances et économie, la vie est beaucoup moins rose. Le Kurdistan d'Irak avait conservé l'ancien dinar irakien comme monnaie officielle. Mais le gouvernement de Saddam Hussein vient de déclarer ces coupures illégales. Confronté à la menace de banqueroute, le Parlement kurde propose aujourd'hui d'indexer sa monnaie sur la livre turque. Si le gouvernement d'Ankara refusait ce service - qui peut passer comme une reconnaissance de fait du Kurdistan indé-

pendant - le gouvernement d'Erbil serait alors contraint d'imprimer sa propre monnaie. En dépit de leurs efforts de reconstruction, les Kurdes restent donc dépendants de l'aide humanitaire, dont les performances sont parfois surprenantes.

En octobre 1991, par exemple, la Communauté européenne et les Etats-Unis leur avaient accordé quatre-vingt-dix millions de dollars de subventions pour passer l'hiver. Ces crédits devaient servir à acheter de la nourriture et quarante millions de litres de kérosène. Le gouvernement kurde a proposé de prendre en charge, avec ses camionneurs, la réception et la répartition du pétrole. Il s'est heurté à un refus, parce qu'il n'« existe pas » aux yeux de la communauté internationale. Bagdad reste le seul interlocuteur légitime aux yeux de l'ONU. Au passage, Bagdad a imposé à l'ONU le taux de change de un dollar pour trois dinars (au lieu de soixante), empochant une partie significative de l'aide attribuée au Kurdistan. Le pétrole a été acheté en Jordanie et transporté par des camions loués en Turquie à un prix cinq à dix fois plus élevé que celui auquel le gouvernement kurde proposait ses services. « Le résultat est simple, note Ahmad Barmarni, député ; nous avons touché en gros 30 % de l'aide qui nous était accordée. La Turquie a perçu pour les contrats d'achat et le transport des marchandises plus de devises que les Kurdes auxquelles elles étaient destinées. » Pire encore : sans aucun contrôle sur l'achat et la distribution de l'aide, les Kurdes ont vu les livraisons de pétrole arriver en mars, après l'hiver, pendant lequel ils ont dû couper du bois pour se chauffer.

Les champs à nouveau ensemencés, les récoltes ont été très importantes. Le gouvernement d'Erbil propose à l'ONU et aux organisations humanitaires d'acheter la prochaine récolte de blé. Ce qui permettrait aux paysans de récupérer des liquidités, qui pourraient être réinvesties dans le commerce local. Les Kurdes eux-mêmes se chargeraient de la transformation en farine. Le tout coûterait moins cher à l'ONU que l'achat et le transport des produits dans les

pays voisins, permettrait de redonner un peu d'air à l'économie du Kurdistan autonome et relayerait l'effort indispensable à la reconstruction des quatre mille villages détruits par le régime de Saddam Hussein. Jusqu'à présent leur demande est restée sans réponse.

La « communauté internationale » refuse également tout allègement du blocus de l'ONU imposé à l'Irak, Kurdistan compris. Il est pourtant difficile, au Kurdistan plus qu'ailleurs, de rendre les habitants coupables de la politique de Saddam Hussein. Celui-ci applique d'ailleurs un « embargo bis » à l'égard des Kurdes, les privant notamment de pétrole, et a récemment remplacé les soldats de l'armée régulière irakienne en poste sur les quatre cents kilomètres de ligne de contact avec les peshmergas par cent mille hommes de la Garde républicaine, unités d'« élite ». Il ne semble cependant pas que le gouvernement irakien ait l'intention de reconquérir le Kurdistan.

Cessez-le-feu unilatéral

Au Kurdistan de Turquie, le cessez-le-feu unilatéral décrété par la guérilla à la veille des fêtes du Nouvel An kurde, le 21 mars dernier, a profondément soulagé la population. La peur et la tension n'ont pas disparu pour autant. La présence de l'armée et de la gendarmerie militaire est restée imposante. Entre Dyarbakir, capitale du Kurdistan de Turquie, et Cizre, à cent cinquante

kilomètres de là, chaque village est flanqué d'un poste militaire. Les soldats en béret bleu ciel des « forces spéciales », parfois accompagnés d'un détachement avec véhicules blindés, contrôlent les passages à l'entrée de la ville ou ratissent les champs et les collines où les



bergers rassemblent leurs troupeaux de moutons. Le 23 février dernier, un village proche de Cizre a été détruit par l'armée. Trois jeunes habitants avaient été accusés de ravitailler la guérilla. L'armée, accompagnée de quarante gardiens de village masqués, a entouré le village qui a été brûlé ; les animaux ont été abattus ; les habitants, hommes, femmes et enfants, séparés. La plupart des hommes ont été détenus plusieurs dizaines de jours, torturés ; six sont toujours en prison à Diyarbakir.

De fin mars à fin avril, tous les Kurdes de Turquie ont attendu avec espoir la réponse du gouvernement turc au cessez-le-feu du PKK. Mais tous étaient également inquiets : la mort de Turgut Özal et son remplacement par Souleyman Demirel semblaient éloigner la possibilité d'une solution politique pacifique. Autant le premier était présenté - *a fortiori* au lendemain de sa mort et avec beaucoup de démagogie - comme ouvert sur la question, autant le second a la réputation d'être fermé à toute reconnaissance de l'identité kurde. Les revendications présentées par le PKK n'avaient pourtant rien d'ultimatistes. Levée de l'état d'exception ; amnistie générale ; reconnaissance dans la Constitution de l'identité kurde ; légalisation des partis kurdes et reconnaissance de leurs activités ; droit pour les Kurdes exilés ou déplacés de retourner dans leurs villes, villages et sur leurs terres ; prise en charge des victimes de dix ans de guerre. Le PKK ne reven-

diquait pas de modifications de frontières mais proposait de faire un pas vers la mise en place d'une fédération turco-kurde.

Peine perdue. Le gouvernement d'Ankara n'a pas fait la moindre ouverture. Refusant toute négociation avec la guérilla et redoublant d'efforts dans ses opérations militaires contre les guérilleros qui respectaient le cessez-le-feu. Le projet d'amnistie concocté par le président Demirel et son bras droit Erdal Inonu est en fait un véritable diktat : exigeant des partisans du PKK un véritable repentir, une vraie reddition avant que leur amnistie soit envisagée. Ceux qui avaient participé à la guérilla semblent être écartés d'office.

Reprise des combats

C'est dans ce contexte que trente soldats désarmés étaient abattus au cours d'une embuscade, à la fin mai, par des guérilleros du PKK, dans la région de Bingol. Il semble que cette initiative n'ait pas été approuvée par la direction du PKK. Et si Abdullah Öcalan a « couvert » ses auteurs, il n'en réaffirmait pas moins que le cessez-le-feu était maintenu. Le secrétaire général du PKK réaffirmait encore cette orientation le 29 mai, dans un message lu à la tribune du rassemblement, à Bonn, de cent mille Kurdes de Turquie vivant en Europe. Les faucons d'Ankara et de l'état-major de l'armée turque, quant à eux, sautaient sur l'occasion et déployaient,

au lendemain de l'embuscade de Bingol, une offensive tous azimuts qui aurait fait, selon l'agence de presse officielle Anatolie, plusieurs centaines de victimes chez les guérilleros. L'agence kurde annonce pour sa part quarante-cinq villages détruits, cent soixante-cinq morts - dont nombre de civils - et trois mille cinq cents personnes arrêtées. Le 8 juin, le cessez-le-feu unilatéral était finalement levé et le PKK, annonçant la reprise des opérations, faisait part de son intention d'étendre les combats à des cibles économiques et touristiques, mettant en garde les touristes qui se rendent en Turquie cet été.

Le gouvernement turc, avec la bénédiction de la Communauté européenne dont il est membre associé, a soigneusement évité l'opportunité de mettre fin à une guerre qui déchire la région depuis maintenant dix ans. Il faut souligner que le « Front » des partis kurdes de Turquie, qui s'est constitué au moment du cessez-le-feu, regroupant le PKK, le PSKT de Kemal Burkay et le PDK de Turquie, avec l'approbation du HEP - le Parti populaire du travail, représenté par une quinzaine de députés kurdes à Ankara -, et des partis kurdes d'Irak a traversé les derniers mois sans rupture. Un signe positif, très positif, après les affrontements entre le PKK et les partis kurdes d'Irak, cet hiver, au nord de l'Irak, qui firent plusieurs centaines de morts.

Michel Morel

Die Schweiz verlangt in Ankara die Aufhebung der diplomatischen Immunität dreier Angehöriger der türkischen Botschaft in Bern

Der Türkei eine Frist von 48 Stunden gesetzt

ks. Der Bundesrat hat der Türkei eine Frist von 48 Stunden eingeräumt, um die diplomatische Immunität dreier türkischer Botschaftsangehöriger aufzuheben, die nach ersten Erkenntnissen der Polizei vor einer Woche aus der kurdischen Demonstration geschossen haben.

Gestern nachmittag um 15 Uhr hat der Schweizer Botschafter in Ankara, Paul André Ramseier, der türkischen Regierung das Begehren des Bundesrats übermittelt, die diplomatische Immunität dreier türkischer Sicherheitsbeamter aufzuheben, von denen man annimmt, dass sie anlässlich der Demonstration vom vergangenen Donnerstag von ihren Schusswaffen Gebrauch gemacht und mehrere Personen - darunter einen Berner Polizisten - verletzt haben. Ein Kurde wurde durch einen Querschläger getötet. Die Türkei hat bis morgen Freitag 15 Uhr Zeit, um der schweizerischen Forderung zu entsprechen. Diese Frist, meint Botschafter Mathias Krafft, Chef

der Direktion für Völkerrecht im EDA, sei zwar knapp, aber angesichts der Einfachheit des zu treffenden Entscheids angemessen.

EDA-Vorsteher und Aussenminister Flavio Cotti zeigte sich an einer Pressekonferenz im Bundeshaus überzeugt davon, dass die türkische Regierung das schweizerische Begehren in positivem Sinne beantworten werde, denn auch die Türkei müsse doch ein Interesse daran haben, dass die Vorfälle am Kalcegg- und Lombachweg im Berner Brunnadernquartier vollständig geklärt und Vorverurteilungen vermieden würden. Eher skeptisch ist man indessen in Diplomatenkreisen: Aufgrund der bisher nicht besonders kooperationswilligen Haltung der Türkei sei eher anzunehmen, dass die schweizerische Forderung abgelehnt werde.

Falls man in Ankara bis morgen nachmittag nicht einlenkt, könnte die Schweiz die verdächtigten türkischen Botschaftsangehörigen zu «personae non gratae» erklären und eine Frist festsetzen, innerhalb der die drei unser Land verlassen müssten. Damit wäre dann, wenn es nach den üblichen diplomatischen Gepflogenheiten ginge, der Kon-

flikt beigelegt. An eine weitere Eskalation (als Massnahmen kämen in Frage: Rückruf des Botschafters zu Konsultationen, Abberufung des Botschafters, Schliessung der Botschaft und im Extremfall Abbruch der diplomatischen Beziehungen) glaubt vorläufig niemand.

Nach den Worten von Bundesrat Arnold Koller, Chef des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements (EJPD), kann unser Land nicht zulassen, dass Ausländer ihre Streitigkeiten gewaltsam auf schweizerischem Territorium austragen. Alle deliktischen Handlungen im Zusammenhang mit der Kurdendemonstration vom vergangenen Donnerstag müssten deshalb geklärt und gerichtlich beurteilt werden.

Aus diesem Grund, und auch um die Gleichbehandlung zwischen den an der Demonstration beteiligten Kurden und den türkischen Botschaftsangehörigen zu gewährleisten, beharre die Schweiz nachdrücklich auf der Aufhebung der Immunität der drei türkischen Sicherheitsbeamten.

Waffenerwerbs- und -tragverbot

Um künftige gewaltsame Auseinandersetzungen zwischen Türken und Kurden

zu verhindern, hat der Bundesrat ein Waffenerwerbs- und Waffentragverbot für alle sich in der Schweiz aufhaltenden türkischen Staatsangehörigen erlassen. Die entsprechende Verordnung ist heute bereits in Kraft getreten. Sie entspricht der bereits am 18. Dezember 1991 für jugoslawische Staatsangehörige verfügbaren Regelung, die sich nach Auskunft des EJPD bestens bewährt habe.

Darüber hinaus sind die Kantone vom EJPD angewiesen worden, die schweizerischen Ableger der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) und anderer als extremistisch eingestuft türkischer resp. kurdischer Organisationen intensiver zu beobachten. Gegen Kaderangehörige solcher Organisationen sollen Einreisepässe verhängt werden. Ins Auge gefasst wird die Ausweisung von Rädelführern bei allfälligen neuen Unruhen.

Viele Fragen sind noch offen

Da die Angehörigen der türkischen Botschaft bis jetzt – mit einer Ausnahme – für Befragungen nicht zur Verfügung standen und sie überdies nach Angaben der Berner Stadtpolizei Beweismittel nach Möglichkeit zu vernichten oder zu beseitigen suchten, bleiben vorläufig viele Fragen rund um die vor einer Woche gefallenen Schüsse noch offen.

Schiessende Diplomaten

ks. Verantwortlich für die Sicherheit einer diplomatischen Mission ist in jedem Fall der Gastgeberstaat. Gemäss Artikel 22 des Wiener Übereinkommens vom 18. April über diplomatische Beziehungen hat demnach die Schweiz «die besondere Pflicht, alle geeigneten Massnahmen zu treffen», um die Räumlichkeiten der türkischen Botschaft «vor jedem Eindringen und jeder Beschädigung zu schützen».

Obwohl Bern bei den ausländischen Diplomaten eher als ruhiges Pflaster gilt, vertraut man bei der türkischen

– so wenig wie bei etlichen andern Botschaften – nicht allein auf den Schutz der Berner Polizei und hat deshalb einen botschaftsinternen Sicherheitsdienst mit bewaffneten türkischen Sicherheitsbeamten aufgezogen. Das ist an sich nichts Aussergewöhnliches. Selbst die Schweiz liess zum Beispiel ihre Botschaft in Beirut von schweizerischen Polizeibeamten bewachen.

Problematischer – weil im erwähnten Wiener Übereinkommen nicht geregelt – ist die Frage des Waffentragens und des Waffengebrauchs. Kompliziert ist es in der Schweiz, weil hier das Waffentragen kantonale geregelt wird. Im Kanton Bern kann jedermann mit einer Waffe herumspazieren, ohne dass er dazu eine spezielle Erlaubnis benötigt. Hingegen braucht eine Bewilligung des Regierungsstatthalteramtes, wer eine Waffe kaufen, und eine Bewilligung der Direktion der Eidgenössischen Militärverwaltung, wer eine Waffe in die Schweiz einführen will.

Diese Bewilligungspflicht gilt im Prinzip auch für Diplomaten. Bloss pflegen sich Diplomaten kaum daran zu halten; sie führen Handfeuerwaffen vielmehr im Diplomatengepäck mit, und Diplomatengepäck ist, nach Artikel 36 des Wiener Übereinkommens, von jeder Kontrolle befreit. Der gastgebende Staat kann bei begründetem Verdacht auf Verletzung seiner Gesetze bestenfalls verlangen, dass das Gepäck zurückgeschickt wird; es darf jedoch weder geöffnet noch zurückgehalten werden.

Selbst wenn ein Diplomat bei der Verletzung von Rechtsvorschriften seines Gastgeberstaates ertappt wird, kann er weder festgenommen noch inhaftiert noch gebüsst werden: Seine Person ist gemäss Wiener Übereinkommen «unverletzlich», er genießt Immunität von der Strafgerichtsbarkeit. Ebensovienig wie er bestraft werden kann, kann er gemäss Wiener Übereinkommen verpflichtet werden, vor der Polizei oder vor Gericht als Zeuge auszusagen.

Ein Verzicht auf die Immunität muss

vom Entsendestaat, im gegenwärtig zur Diskussion Anlass gebenden Fall also von der Türkei, ausdrücklich erklärt werden.

Im Gegenzug sind alle Personen, die Vorrechte und Immunitäten genießen, verpflichtet, die Gesetze ihres Gastgeberstaates zu beachten und sich nicht in dessen innere Angelegenheiten einzumischen. Bei schweren Verstössen gegen die Gesetze können sie zur «Persona non grata», zur unerwünschten Person, erklärt werden. Sie erhalten dann in der Regel ein Frist, innerhalb der sie das Land verlassen müssen. Tun sie dies nicht, kann das Gastgeberland es ablehnen, sie weiterhin als Diplomaten zu anerkennen. In der Folge kann dann auch eine Strafverfolgung angestrengt werden. Zudem besteht die Möglichkeit, Botschaftsangehörige nach der Rückkehr in ihr Heimatland auf dem normalen Rechtsweg zu belangen.

Unverletzlich sind nicht nur die Diplomaten, sondern auch die Räumlichkeiten ausländischer Missionen. Schweizerische Polizeibeamte dürfen somit die türkische Botschaft in Bern nur mit Zustimmung des türkischen Botschafters betreten. Die in der Botschaft befindlichen Gegenstände dürfen weder untersucht noch beschlagnahmt werden. Deshalb konnte die Polizei auch die zur Abklärung der Vorfälle vom 24. Juni nötigen ballistischen Untersuchungen an den Waffen der türkischen Sicherheitsbeamten bisher nicht vornehmen.

Sinn der Immunität ist nicht etwa, einzelne Staatsdiener zu bevorzugen, sondern, wie im Wiener Übereinkommen eingangs festgehalten wird, den diplomatischen Missionen als Vertretungen von Staaten die wirksame Wahrnehmung ihrer Aufgaben zu gewährleisten. Die Bestimmungen über die Immunität von Botschaftsangehörigen gehören zu den ältesten Regeln des Völkerrechts. Sie galten schon lange vor der Wiener Übereinkunft.

Weil das Tor offenstand, gelangten die Kurden auf das Gelände der Botschaft – Noch immer keine ballistischen Untersuchungen

Scharf geschossen statt das Tor geschlossen?

msu. Trotz erschwerten Ermittlungen liegen nun erste Zwischenergebnisse zur Schiesserei bei der türkischen Botschaft vor. Unter den Botschaftsangestellten konnten die Ermittlungsbehörden bisher vier Schützen ausmachen, drei davon kennen sie mit Namen.

Allmählich kommt ein wenig Licht in das Dunkel rund um die Schiesserei bei der türkischen Botschaft, die letzten Donnerstag ein Todesopfer und neun Verletzte gefordert hat. An einer Pressekonferenz im Bundeshaus legten die Behörden vor, was bisher ermittelt werden konnte. Sie stützten sich dabei auf die Aussagen

von Zeugen, von festgenommenen Kurden und von Polizeibeamten. In der Umgebung der Botschaft wurden Patronenhülsen, Projektilen und Geschosseinschläge in Gebäuden und Bäumen gefunden. Eine wichtige Rolle bei der Rekonstruktion der blutigen Geschehnisse spielt auch der beschlagnahmte Film eines kurdischen Journalisten. Ebenfalls im Gewahrsam der Polizei befindet sich eine Handfeuerwaffe, die einem Sicherheitsbeamten der türkischen Botschaft abgenommen wurde, als dieser aus dem Spital zurückkehrte. Er hatte das Spital aufsuchen müssen, weil er – vermutlich durch einen Stein – verletzt worden war. Später in der Nacht machte dieser Mann, wie Kriminalkommissär Jürg Noth von der Stadtpolizei Bern betonte, freiwillig eine Aussage.

Keine Schüsse in Fassade

Ansonsten konnten die Untersuchungsbehörden innerhalb der türkischen Botschaft weder Waffen untersuchen noch Befragungen vornehmen. Die Botschaft beruft sich nach wie vor auf die diplomatische Immunität (siehe Seite 1). Offenbar konnten aber unmittelbar nach der Schiesserei Bundespolizisten das Innere des Gebäudes betreten. Zugang hatten die Ermittlungsbehörden auch zum Vorgelände der Botschaft; dort durften sie allerdings nur feststellen, welche Schäden die kurdischen Demonstranten verursacht hatten, wie Jürg Noth betonte.

Immerhin ergab diese Untersuchung, dass die Fassade der Botschaft von keinem Schuss getroffen worden war. Andererseits habe Personal der Botschaft

innerhalb der Umzäunung «erhebliche Beweismittel» weggeschafft. Trotzdem konnte die Polizei in einem Abfallsack eine leere Patronenschachtel für 50 Schuss Munition sicherstellen.

Querschläger tötete Kurden

Ein weiteres Bruchstück im kriminologischen Puzzle bildet die Untersuchung des Instituts für Rechtsmedizin, die besagt, dass der Kurde Semsettin Kurt von einem Querschläger getötet wurde.

«Eine gezielte Schussabgabe ist in diesem Fall unmöglich», sagte Urs von Daeniken, Chef der Bundespolizei. Arztberichte stellten weiter fest, dass die Verletzten von der Hüfte an abwärts getroffen worden sind.

Aufgrund des zusammengetragenen Materials – wobei die Untersuchungsergebnisse solange unvollständig seien, bis ballistische Untersuchungen an den türkischen Waffen durchgeführt werden können, wie Urs von Daeniken hervorhob – gehen die Ermittlungsbehörden von bisher vier türkischen Schützen aus. Gegen sie laufen nun Verfahren wegen Körperverletzung, Gefährdung des Lebens und versuchten Totschlags. Einer von ihnen habe sich auf der Ostseite der Botschaft am Kalcheggweg befunden, führte Jürg Noth aus. Die Fotos des kurdischen Journalisten zeigten ihn zweimal in Schussposition. Als Waffe trug er eine Pistole des Typs FN HP-35. Ebendiese Pistole wurde dem Mann (die Botschaft rekrutiert ihre Sicherheitsbe-

amten in der Regel aus der türkischen Polizei) bei seiner Rückkehr aus dem Spital abgenommen. Doch die Projektilde, die aus den Verletzten operiert wurden, stammten aus einer anderen Waffe, sagte Noth. Die Aussage des Mannes: Er habe zuerst in die Luft, dann gegen den Boden und Beine geschossen.

Massiver Waffeneinsatz

Auf der gleichen Seite der Botschaft war ein anderer Sicherheitsbeamter mit einer Maschinenpistole des Typs HK MP-5 postiert. Die Polizei sah ihn nicht schießen, hörte aber Serienfeuer. Ein Zeuge bestätigte, dass er die Waffe bei der Schussabgabe in die Luft gerichtet habe. Der Mann konnte bis jetzt nicht identifiziert werden. Auf der Westseite der Botschaft konnte die Polizei zwei weitere Schützen ausmachen. Einer von ihnen war ebenfalls mit einer Maschinenpistole bewaffnet, die er im Hüftanschlag auf die Demonstranten gerichtet hielt. Eine Schussabgabe hätte nicht beobachtet werden können, sagte Noth, doch seien Feuersalven gehört worden. Während dieser Salven sank ein Polizeibeamter zu Boden. Er stand mit dem Rücken zur Botschaft, um die Demonstrierenden vom Gebäude zurückzudrängen. Dabei wurde er von zwei vom Botschaftsareal aus abgefeuerten Direktschüssen getroffen. Offensichtlich befand sich die Polizei in der Klemme zwischen demonstrierenden Kurden und türkischer Botschaft, die sie zu beschützen hatte, von der aus sie indessen

unter Feuer geriet. Obwohl die Polizei «mit starken Kräften» vor der Botschaft eingetroffen sei, hätten die türkischen Sicherheitsbeamten nicht zu schießen aufgehört. Die Zahl der abgegebenen Schüsse bezifferte Noth auf «einige Dutzend», sprach aber gleichzeitig von einem «massiven Handfeuerwaffeneinsatz» und von «schwerem Beschuss» gegen die Demonstranten.

Zaun war zu spät fertig

Vorwürfe der türkischen Botschaft, ihre Sicherheitsbeamten hätten schießen müssen, weil die Polizei zu spät gekommen sei, wies Rolf Schatzmann, Leiter des Sicherheitsdiensts der Bundesverwaltung, zurück. Drei Minuten nach Alarm seien das Alarmpiktet, zehn Minuten später 29 Mann vor Ort gewesen. Auch bemerkte Schatzmann, dass die türkische Botschaft für das Schliessen ihrer Umzäunung allein die Verantwortung trage.

Tatsächlich konnten die Kurden nur aufs Gelände gelangen, weil ein Tor am Kalcheggweg nicht geschlossen war. Ein Handwerker einer Schweizer Firma war damit beschäftigt, den Zaun zu streichen, als er von den Demonstranten niedergeschlagen wurde. Recherchen des «Bund» haben ergeben, dass erst am Montag letzter Woche mit der Montage des vier Meter hohen Zaunes begonnen worden war. Am Donnerstag, dem Tag der Schiesserei, hätten die Arbeiten abgeschlossen sein sollen . . .

Türkische Parlamentarier zur Rückenstärkung für Botschafter Toperi in Bern – Bestätigte Schüsse «in die Luft und auf die Beine»

Terror-Abwehr auch «Anliegen der Schweiz»

Lg. Wenn sich die Schweiz nicht entschieden am Kampf gegen den «internationalen Terrorismus» beteilige, werde sie über kurz oder lang selber in den terroristischen Strudel gerissen. Dies die Mahnung türkischer Parlamentarier auf der Durchreise in Bern.

Eine hochkarätige, ehemalige Minister umfassende fünfköpfige Delegation der Mutterlandpartei, Bestandteil der türkischen Abordnung im Europarat, hat gestern, auf dem Weg von Strassburg nach Ankara, in der Bundesstadt Station gemacht, um dadurch der türkischen Position im Konflikt um die Behandlung der Kurden-Demonstrationen von vergangener Woche den Rücken zu stärken.

Von Drogenmafia finanziert . . .

Die Mutterlandpartei (Anap), Formation des verstorbenen Staatspräsidenten Turgut Özal, ist vor kurzem, in der Regierung wie im Präsidentenamte, von der Partei des Rechten Wegs Süleyman Demirel verdrängt und in die Opposition geschickt worden – in der Kurdenfrage liegen die Meinungen beider konservativer Gruppierungen jedoch nach wie vor nahe beieinander. Und gerade was die militanten Kurdenorganisationen, insbesondere die PKK, betrifft, gelten diese schlichtweg als von der Drogen-



Vor dem gestrengen Blick von Staatsgründer Mustapha Kemal Atatürk unterstützte Delegationsleiter Bülent Akarcali (Mitte) die Ausführungen des türkischen Botschafters. (mpg)

mafia und anderen kriminellen Zentren finanzierte «Terroristen, die von der türkischen Demokratie profitieren», wie Delegationssprecher Bülent Akarcali an einer kurzfristig einberufenen Pressekonferenz in der von der Berner Polizei bewachten Botschaft erklärte.

«Belagerung» der Botschaft

Just die Art der Überwachung beziehungsweise «Belagerung» der Botschaft, die auch allfälliges Hinausschmuggeln von Waffen betrifft, wird von türkischer Seite als den internationalen Konventionen widersprechend nun ebenso kritisiert wie der Umstand, dass die Missionen der Türkei in der Schweiz nicht gleichermaßen bewacht würden wie die schweizerische Botschaft in Ankara. Der Abgeordnete Akarcali könnte sich vorstellen, dass die Kontrolle, vor allem gegenüber Frauen, «diskreter» erfolge, mit elektronischen Geräten etwa, wie sie die Schweiz ja herstelle und wie sie von der Türkei zu ähnlichen Zwecken gekauft wurden. Wenn sich die Schweizer Behörden nur der kurdischen Terroristen

ebenso gewissenhaft annähmen wie jetzt der türkischen Diplomaten...

«Gemeinsam» bereinigen

Im übrigen hoffen die Anap-Politiker, zu denen sich auch Engin Güner, amtierender Vizepräsident der Parlamentarischen Versammlung des Europarats, zählt – sie wollen sich letztlich «für alle» gegen den Terrorismus einsetzen –, die Angelegenheit lasse sich zwischen Ankara und Bern im Zeichen ansonst guter Beziehungen «gemeinsam» bereinigen; zu diesem Zweck werden sie einer schweizerischen Parlamentsdelegation ihre Auffassung zur Behandlung des Kurden-Zwischenfalls und zur Terrorbekämpfung, die ja auch ein «Anliegen der Schweiz» sei, erläutern.

Schüsse auf die Beine

Der an der Pressekonferenz anwesende türkische Botschafter in der Schweiz, Kaya Toperi, bestätigte, das Botschaftspersonal habe sich im Zustand grosser Bedrohung, nach Rückfrage im türkischen Aussenministerium, gegen die

aufs Botschaftsgelände eindringenden gewalttätigen Manifestanten mit Schüssen gewehrt, zuerst in die Luft, dann, wie er erstmals einräumte, auf die Beine eines Angreifers – nicht um zu töten, sondern um abzuschrecken, bis endlich die Polizei anrückte. Wie dabei der Demonstrant Semsettin Kurt ums Leben gekommen sei, bleibe ungeklärt; möglich sei ein abprallendes Geschoss.

Einschränkung der Immunität?

Der Leiter der angereisten türkischen Untersuchungskommission kläre nun in Ankara ab, wieweit die Türkei nach Abbruch der «Botschaftsbelagerung» (deren Aufrechterhaltung den Rückruf des Botschafters nach sich ziehen könnte) auf schweizerische Forderungen auf Einschränkung der diplomatischen Immunität, insbesondere auf Herausgabe der Waffen, zwecks weiterer Untersuchung eintrete. Mitglieder der Botschaft könnten jedenfalls, im Beisein von Vertretern der diplomatischen Mission und der Untersuchungskommission, nach Abbruch der «Kontrollschikanen» als Augenzeugen befragt werden.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JULY 1, 1993

Make the Baghdad Case

The Clinton administration claims to have "compelling" circumstantial evidence that Baghdad authorized the failed assassination attempt on George Bush last April. But the evidence it has produced after three days seems too thin to justify the cruise missile attack on Iraq's intelligence headquarters last weekend. Surely the administration does not intend to usher in an age when nations feel free to fire weapons at each other's cities based on unilateral assertions that intelligence evidence justifies it.

President Bill Clinton said after the attack that he had acted because of intelligence evidence that Iraq was behind the assassination attempt. The next day the United States presented its circumstantial case to the United Nations; bomb materials seized were like those used by Iraqi intelligence in the past, and the captured conspirators believed they had been working for Iraqi intelligence. On Tuesday, Mr. Clinton said the evidence "clearly indicated" Iraq's responsibility. But nothing new had been presented.

Granted, the administration may well be right about Iraq's culpability. Given the personalized nature of the Iraqi regime, the administration reasonably deduced that the operation was likely authorized by Saddam Hussein, against whom it was strictly enjoined by U.S. law from retaliating. So instead it targeted the Baghdad headquarters of the Iraqi intelligence service, which it plausibly hypothesized must have been involved.

Isn't this justification enough for Sunday's measured use of U.S. military force, disabling the headquarters at a cost of eight civilian lives (especially since Article 51 of the UN Charter acknowledges an emergency right of unilateral self-defense against armed attack

when time does not permit waiting for the Security Council to act)? Unfortunately, no. With 14 suspects on trial in Kuwait and with Iraq already under Security Council sanctions, Mr. Clinton might usefully have considered a less reflexively military course.

The president's challenge was threefold: to defend American sovereignty against targeting a former president for his official deeds in office, to deter future acts of international terrorism against American citizens and to uphold the requirements of U.S. and international law. So far as we now know, there was no need to strike Iraq before a more compelling case had been developed. Why couldn't Washington have waited for the conclusion of the Kuwait trials, which might have presented persuasive evidence to a watching world, and then brought its case to the United Nations? That would have allowed broader assessment of the evidence. And to do so would not have prejudiced Washington's right to act unilaterally if the Security Council failed to respond effectively.

As for practical results, there is no reason to think a missile attack on Ba'athist Baghdad will have much deterrent effect on the fundamentalist mullahs of Tehran, Khartoum, Sudan or Jersey City, New Jersey. Neither the many missiles of the Gulf War nor the 1986 bombing of Libya did much to shut down the Libyan-linked bombers of Pan Am Flight 103 or the circle around Sheikh Omar Abdel Rahman.

Administration officials have told both The New York Times and the Los Angeles Times that the judgment of Iraq's guilt was based on circumstantial evidence and analysis rather than ironclad intelligence. Mr. Clinton's goals of democratic deliberation and multilateral action were poorly served by this tit-for-tat strike.

— THE NEW YORK TIMES.

LIBÉRATION - 1er juillet 1993

SUISSE. Le gouvernement fédéral a demandé hier la levée de l'immunité diplomatique de trois fonctionnaires de l'ambassade de Turquie à Berne, afin d'élucider l'origine des coups de feu qui ont fait un mort et huit blessés lors d'une manifestation kurde devant la chancellerie jeudi dernier.

TURQUIE

Le PKK dément toute implication dans l'attentat d'Antalya

Ali Sapan, porte-parole en Europe du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes), à qui le gouvernement turc a attribué le triple attentat à l'explosif qui a fait vingt-six blessés dont douze touristes à Antalya, station balnéaire de la côte méditerranéenne (*le Monde* daté 27-28 juin), a démenti, mardi 29 juin, sur la chaîne de télévision allemande ARD, toute responsabilité de son parti dans cet acte, tout en indiquant que le secteur du tourisme pouvait être touché par les actions du PKK en Turquie.

Différentes agences de voyages ont indiqué mardi que des touristes allemands et autrichiens commencent à annuler leurs réservations en Turquie, tandis que le gouvernement israélien a recommandé la prudence à ses ressortissants. La Turquie a accueilli plus de sept millions de touristes en 1992. Par ailleurs, l'agence de presse semi-officielle Anatolie a indiqué mardi que douze personnes ont été tuées depuis lundi au cours d'accrochages dans l'est du pays. — (AFP.)

Le Monde — 1er juillet 1993

Le PKK, qui a déclenché il y a neuf ans la lutte armée au nom des Kurdes, n'est pas actif qu'en Anatolie ou à Berne. On peut aussi rencontrer ses porte-parole dans la capitale turque; où ils sont parfois députés... Mais la guerre paraît sans issue: même les généraux sont gagnés par le doute.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN

JEUDI 1^{er} JUILLET 1993

La sale guerre turque se mène jusqu'au cœur d'Ankara

ALAIN CAMPIOTTI
ANKARA

Avant même d'avoir obtenu la confiance des députés (ce sera fait lundi), Tansu Ciller perd son image de «Dame de fer» à la turque. La nouvelle première ministre se défend mal contre la cabale que mènent déjà contre elle les notables du Parti de la juste voie qui ont été écartés du ministère, et qui étaient souvent des amis de Souleiman Demirel. Le président turc - Baba, pour l'entourage - est, dit-on, furieux contre celle qui lui a succédé à la tête du gouvernement.

Mais Tansu Ciller essaie elle-même de corriger, d'autre manière, sa réputation métallique: elle n'est pas, disait-elle avant-hier soir dans un entretien télévisé, partisane autant qu'on dit d'un libéralisme débridé; le social lui importe. Et sur la question kurde, qui n'a pas cessé d'être brûlante à Ankara, surtout après les actions du PKK à Berne, ailleurs en Europe, et à Antalya (si c'est bien lui), elle dit vouloir faire une distinction absolue entre le «terrorisme» (celui du Parti des travailleurs du Kurdistan), et la population du sud-est anatolien, le pays kurde, qu'il faudra développer en priorité.

«Chanson connue! commente un diplomate, vieux routier de la scène turque. Là-dessus, en fait, elle n'a rien à proposer, rien de neuf...» Raif Turk dit la même chose, mais chez lui, le contraire aurait étonné: «Les Kurdes n'attendent pas des cadeaux économiques, auxquels ils ne croient de toute manière pas. Ils veulent des réponses politiques, et démocratiques: que tous leurs droits soient reconnus.»

Turk, malgré son nom, est un Kurde, du clan des Zaza. Il dirige à Ankara la rédaction du journal *Ozgür Gundem*, qui est à peu près le porte-voix du PKK. Un nouveau quoti-

dien de belle facture, produit dans des conditions incroyablement difficiles, avec des moyens impénétrables, suspendu en janvier, revenu en avril avec un peu plus d'assurance, au moment justement où le PKK a proclamé dans sa guerre contre l'Etat un cessez-le-feu unilatéral qui a tenu moins de trois mois. La loi turque garantit la liberté de la presse. Mais les forces de sécurité, armées - entre autres... - de la législation antiterroriste, punissent les plumitifs rebelles par les saisies, les poursuites, mais aussi par d'autres moyens que les militaires utilisent contre l'ennemi: en un an, cinq journalistes d'*Ozgür Gundem* ont été assassinés, et quatre de ses vendeurs militants ont été brûlés vifs dans leur véhicule.

Le PKK à Ankara? On connaît surtout de l'imparfaite démocratie turque les habitudes détestables de ses gendarmes et de sa soldatesque qui torturent comme ailleurs on verbalise. On connaît moins cette tolérance qui permet à des ennemis mortels et en guerre de cohabiter. Et à un mouvement de guérilla, dressé contre l'Etat et qui mène (de bases souvent situées à l'étranger) des actions sanglantes contre l'armée turque, d'avoir des représentants officieux dans la capitale, au cœur même du pouvoir combattu.

Une grande banderole rouge sur un immeuble du boulevard Atatürk, le plus grand d'Ankara, annonce la tenue du congrès constitutif d'un nouveau parti, le Parti de la démocratie, DEP. Un nouveau parti? Personne n'est dupe. Le chef de DEP est un homme d'affaires kurde, Yasar Kaya, qui fut l'un des fondateurs d'*Ozgür Gundem*. Et DEP, pour l'essentiel, doit remplacer HEP, un autre parti kurde que la Cour constitutionnelle est sur le point d'interdire, malgré les vingt-deux députés qu'il a au Parlement. DEP, HEP, ce sont d'autres

façades du PKK. Façade est peut-être un peu vite dit: le très marxiste et centralisé PKK ne laisse à personne d'autre le soin d'être lui-même. Mais, comme tout mouvement banni, il a besoin d'instruments reconnus.

Sedat Yurtdas, dans son petit bureau de la Grande assemblée nationale (on nomme ainsi à Ankara le Parlement), est assis comme n'importe quel autre député sous le portrait obligatoire de Kemal Atatürk, le père de la république centralisée, que les Kurdes tiennent pour le responsable moderne de leur malheur. Ce grand avocat au cheveu noir et drus est député du HEP pour Diyarbakir, la capitale du pays kurde. Quand on l'interroge sur les relations qui existent entre son parti et le PKK, Sedat Yurtdas répond, en souriant, par une image: «De liens organiques, il n'y en a pas. Mais si vous voulez, les parents votent pour le HEP, et leurs enfants se battent dans les rangs du PKK...»

Il n'est dès lors pas complètement étonnant que la Cour constitutionnelle ait engagé une action contre le petit parti, qui avait pourtant pu faire élire ses députés grâce à une alliance avec les sociaux-démocrates, aujourd'hui au pouvoir, mais auquel les juges reprochent de mettre en cause la sécurité de l'Etat, l'intégrité de la république. Les députés du HEP sont aussi accusés d'avoir... parlé kurde devant l'assemblée, ce que la législation discriminatoire de la Turquie interdit.

«Autoriserait-on un député français à parler corse au Palais-Bourbon?»

Intégrité du territoire turc: on

entre là dans le flou savant du programme des militants kurdes. Le PKK avait commencé sa lutte, en 1984, sur la revendication d'un Kurdistan indépendant, Etat de tous les Kurdes, qui impliquait le partage de la Turquie et d'autres Etats voisins. Mais Abdullah Ocalan, son chef, s'est rapproché d'une revendication fédéraliste à l'intérieur de la Turquie, au moment où il a annoncé un cessez-le-feu en mars. Le député Yurtdas dit, pour expliquer cette évolution, que le PKK s'est rapproché des thèses du HEP. Nous sommes allés à Damas (où réside Ocalan) pour convaincre la direction de faire preuve de souplesse. Il faut parfois savoir faire la part du réalisme et de l'idéalisme. Mais aucun Kurde ne peut rejeter le projet d'un Kurdistan indépendant, établi pacifiquement.»

Il suffit de faire quelques pas dans les couloirs de la Grande assemblée nationale pour comprendre l'inextricable complexité de la question kurde en Turquie. Voici le bureau d'un autre député kurde. Ce grand notable, qui a rempli les plus hautes fonctions, refuse qu'on dise son nom. Il fait partie de ces Kurdes si bien assimilés qu'ils sont plus Turcs que les Turcs pur sucre. Dans la quasi-négation de l'identité kurde, il ne voit aucune discrimination: «Autoriserait-on un député français à parler corse au Palais-Bourbon?» Aux yeux de cet aristocrate qui a presque des traits chinois, «le séparatisme est un fonds de commerce. Le malheur des Kurdes, c'est qu'ils se sont toujours battus pour les autres. C'est à nouveau le cas. Croyez-vous que le combat du PKK a commencé par hasard en 1984? L'année même où était lancé le grand projet d'aménagement hydraulique et de développement en Anatolie, qui déplaisait tant à la Syrie. Abdullah Ocalan n'est pas basé pour rien à Damas... En fait, la Turquie est

entourée de voisins que sa puissance émergente et sa démocratie – certes imparfaite – dérangeant. Les Européens de l'Ouest qui ne comprennent pas cela sont des naïfs!»

Des naïfs pourtant, il y en a beaucoup en Turquie aussi. Ils sont convaincus que la lutte armée des Kurdes a d'abord été provoquée par la condition qui leur était faite dans le pays: citoyens de seconde classe, dont l'identité était niée, dans une région, le sud-est, abandonnée à son sous-développement. Et ceux qui pensent

ainsi ne sont pas tous Kurdes.

Mahmut Tali Ongören, en plus d'être le patron du Festival du film d'Ankara, consacre ses journées à la Fondation des droits de l'homme. Il n'a pas de tendresse particulière pour le PKK, dont il connaît l'impitoyable violence; un séminaire qu'il dirige ce week-end condamnera les récentes actions du mouvement armé. Mais il connaît aussi les exactions auxquelles se livre dans le sud-est l'armée turque pour tenter d'écraser la revendication kurde, détruisant les villages, chassant leurs habitants soup-

çonnés d'aider la lutte du PKK. Les Kurdes, enfermés dans cette violence, doivent choisir leur camp ou partir: ils vont ainsi grossir le flot des réfugiés intérieurs qui surpeuplent, en couches successives, les banlieues des grandes villes du centre et de l'ouest, de Diyarbakir à Istanbul, où leur identité kurde – comme le souhaitait le pouvoir kemaliste – finit par s'évanouir.

«Cela ne peut plus continuer ainsi, s'exclame Ongören: le sud-est a été abandonné aux forces de sécurité, qui y font absolument ce qu'elles veulent, sans

aucun contrôle. La question kurde, pour la Turquie, est la plus grave. Il lui faut une solution politique et démocratique.» Cette conviction, sous le discours guerrier du pouvoir, commence à se répandre dans le pays. Même le président Demirel y paraît gagné: dans l'unique quotidien en langue anglaise, le *Turkish Daily News*, il fait répéter à un éditeur connu pour être son porte-parole, qu'il n'y aura pas dans les départements kurdes de solution militaire. Les généraux eux-mêmes, dit-on dans les milieux turcologues les mieux informés, commencent eux aussi à douter.

Berne accusé «d'utiliser les Kurdes» pour affaiblir la Turquie



La crise diplomatique helvético-turque qu'ont provoqué les coups de feu tirés jeudi dernier à Berne par des diplomates turcs contre les manifestants kurdes (photo REUTERS ci-dessus) est d'autant plus sensible à Ankara que la figure de l'ambassadeur, Kaya Topeli, est très connue en Turquie: il était le très public porte-parole de Türgüt Ozal. Pas étonnant alors que le Parti de la mère patrie, celui de l'ancien président, aujourd'hui dans l'opposition, fasse grand tapage. Son chef, Mesut Yilmaz, demandait mardi une démarche énergique auprès

de Berne. «Si le blocus (de notre ambassade) continue en dépit de cela, nous devrions rappeler notre ambassadeur, renvoyer l'ambassadeur de Suisse dans son pays, et porter l'affaire devant la Cour internationale de justice à La Haye.»

La question est d'autant plus sensible que les responsables turcs cultivent, autour de la rébellion kurde, une véritable paranoïa: ils sont convaincus que les pays d'Europe qui, comme la Suisse, tolèrent les activités du PKK sur leur sol, utilisent en fait le «mouvement terroriste» comme une arme pour affaiblir

la Turquie. Cette argumentation apparaît encore dans un éditorial du très fameux Mehmet Ali Birand, publié dans le quotidien *Sabah*. Il constate que l'activisme du PKK aurait pu être bridé il y a plusieurs années, mais que maintenant c'est trop tard: le parti armé a une trop forte capacité de mobilisation. Les Européens, écrit Birand, utiliseront la carte PKK aussi longtemps qu'elle ne se retournera pas contre eux. «Plus le gouvernement suisse insiste sur le blocus de l'ambassade turque et sur le contrôle des armes dans le bâtiment, plus le message donné au

PKK et à la Turquie est fort. Le message, c'est que le PKK peut aller de l'avant avec ses manifestants.» L'éditorialiste ne tire pourtant de ce constat aucune conséquence nationaliste ou belliqueuse. Au contraire: c'est pour lui la démonstration que le pays doit changer son approche de la question kurde: «Plus la Turquie diffère les réformes nécessaires dans cette région (le sud-est), plus élevé sera le prix à payer. Il est étrange que chacun semble comprendre cette vérité, sauf ceux qui occupent de hautes fonctions en Turquie.»

A. C.

AMNESTY INTERNATIONAL

4 rue de la Pierre Levée
75011 Paris

NEWS 11/75/93
EUR 44/WU 05/93
1er juillet 1993

SF 93.M.242

EXTERNE
Informations hebdomadaires

TURQUIE

La reprise du conflit entraîne une grave recrudescence des violations des droits de l'homme dans le sud-est de la Turquie

Amnesty International craint fortement que l'accroissement de la tension et le renforcement de la présence militaire dans les provinces à majorité kurde du sud-est de la Turquie n'entraînent une grave recrudescence des violations des droits fondamentaux perpétrées tant par les forces gouvernementales turques que par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

L'Organisation a recensé ces dernières années dans cette région des cas de torture, de mort en détention des suites de torture et de meurtres politiques d'opposants. Elle a également fait part au PKK de sa préoccupation à propos de nombreux meurtres de prisonniers commis par des guérilleros de ce mouvement.

Le gouvernement turc n'a pas répondu à la trêve unilatérale annoncée par le PKK en mars dernier et a continué de mener des opérations contre la guérilla. Amnesty International a toutefois constaté une diminution significative des violations des droits de l'homme commises par les deux camps pendant la trêve qui a duré deux mois. Le cessez-le-feu a été rompu après que des guérilleros du PKK eurent tué 32 membres des forces de sécurité et quatre civils qu'ils avaient capturés. Les jours suivants, des attaques de grande ampleur ont été menées par les deux parties au conflit et la tension s'est accrue dans la région ainsi que dans le reste de la Turquie. Les attaques coordonnées lancées ultérieurement contre des ambassades turques en Europe et les attentats à l'explosif à la suite desquels 28 civils ont été blessés dans la ville touristique d'Antalya ont exacerbé le climat de tension.

La presse fait actuellement état du transfert de soldats et d'équipement militaire dans le sud-est du pays et certains éléments indiquent que d'importantes opérations de sécurité ont déjà commencé. En se basant sur les informations détaillées et les éléments recueillis par Amnesty International par le passé, on peut présumer qu'une grande partie de ces opérations consistera en raids contre des villages, notamment ceux qui sont soupçonnés de soutenir la guérilla du fait qu'ils refusent de participer au système des protecteurs de village (les protecteurs de village sont armés et payés par le

gouvernement pour combattre le PKK). Ces opérations de sécurité sont généralement menées par des gendarmes, des membres de brigades spéciales ou des protecteurs de village, ou par ces trois groupes agissant de concert. Elles se déroulent généralement en l'absence de toute autorité judiciaire telle qu'un juge ou un procureur. Les habitants sont rassemblés au centre du village et ceux qui sont désignés pour subir un interrogatoire sont alors emmenés au poste de police, à la gendarmerie ou dans un autre lieu de détention, ou parfois interrogés sur place. Les traitements les plus cruels, entraînant dans certains cas des blessures graves, voire la mort des victimes, sont fréquemment infligés à ces villageois qui ne bénéficient pas des garanties les plus élémentaires contre la torture.

En mai, l'Organisation a écrit au gouvernement turc à propos d'une opération de cette nature menée le 20 février 1993 contre le village d'Ormaniçi (province de Simak). Ce jour-là, un enfant de trois ans a été tué par l'explosion d'une grenade et des maisons ont été détruites. Les forces de sécurité, accompagnées par des protecteurs de village, ont sauvagement torturé un grand nombre d'hommes, dont certains ont perdu des pieds ou des orteils. Parmi les méthodes de torture décrites figurent l'aspersion d'eau froide, le viol au moyen d'une matraque ou d'une bouteille, les décharges électriques. Les victimes auraient également été contraintes de manger des excréments et auraient eu les ongles des orteils arrachés avec des tenailles ; ces assertions sont corroborées par des photographies. L'une des victimes, Ramazan Ekinci, est morte des suites de ses blessures le 17 mars .

Comme dans le cas cité plus haut, les opérations militaires s'accompagnent souvent de la destruction des habitations à titre punitif. Lorsque les habitants persistent dans leur refus de faire partie des milices municipales, le village est souvent complètement évacué. Ainsi, des centaines de villages du sud-est de la Turquie ont été vidés de leur population et détruits au cours de ces dernières années.

Il ressort clairement des informations et des témoignages parvenus récemment à Amnesty International que les opérations de cette nature se multiplient. Le 21 juin, plusieurs centaines de soldats et de membres de brigades spéciales ont investi le village d'Ortasar, non loin de Cinar (province de Diyarbakir). Après avoir rassemblé les hommes et les femmes devant l'école primaire, ils les ont fait allonger sur le sol en les menaçant de mort au moindre geste de leur part. Selon un témoignage recueilli par l'Organisation, les soldats se sont mis à frapper les villageois à coups de crosse, ils leur ont infligé des décharges électriques au moyen de câbles connectés aux véhicules blindés et les ont brûlés avec des cigarettes. Les forces de sécurité ont tenté de contraindre certains des villageois à s'enfuir en emportant une arme mais ceux-ci ont refusé car ils craignaient d'être abattus et accusés d'être des terroristes. Les femmes et les enfants ont été frappés. L'opération aurait duré toute la journée et se serait prolongée jusqu'à 22 h 30.

Certains des villageois ont été incarcérés. Deux d'entre eux, relâchés le lendemain, étaient « méconnaissables » quand ils sont revenus au village en raison des mauvais traitements qui leur avaient été infligés. Le village d'Ortasar a, semble-t-il, été la cible d'une telle opération militaire parce que les villageois refusaient de faire partie des milices municipales.

Lorsque les villageois sont placés en garde à vue par la police ou la gendarmerie, ils risquent encore plus d'être torturés. En 1992, au moins 12 personnes sont mortes en garde à vue apparemment des suites de torture lors d'opérations de police dans le sud-est de la Turquie. Le risque encouru par les détenus est fortement accru par les dispositions de l'état d'urgence qui permettent dans cette région le maintien en détention pendant trente jours, au lieu de quinze dans le reste de la Turquie. Ainsi, les tortionnaires ont toute latitude d'agir, sachant que la plupart des marques de tortures auront disparu avant que le détenu soit libéré. Une nouvelle victime est morte il y a quelques jours : Abdüsselam Orak est décédé à l'hôpital de Diyarbakir le 23 juin après avoir été retenu pendant dix jours aux fins d'interrogatoire dans les locaux de la gendarmerie de Tatvan pour détention sans permis d'une arme à feu.

Les homicides politiques, qui avaient pratiquement cessé pendant la trêve, ont également repris. On a recensé en 1992 plus de 400 homicides politiques et plus d'une centaine au cours des trois premiers mois de 1993. Bon nombre des victimes étaient des détracteurs du gouvernement ou des opposants. Ces homicides se déroulent selon deux schémas. Dans les régions rurales, les villageois qui refusent de faire partie des milices sont pris pour cible par les protecteurs de village ou par d'autres membres des forces de sécurité et abattus. Dans les villes, les victimes sont des personnes dont les proches ont rejoint la guérilla ou qui ont été arrêtées pour leur appartenance au PKK ou leur soutien à ce mouvement, ou qui travaillent pour des partis ou des journaux opposés à la politique gouvernementale dans le sud-est du pays. Elles sont abattues dans la rue par des tueurs non identifiés, souvent à proximité de postes de police ou d'autres installations des forces de sécurité. De très nombreux éléments circonstanciés et, dans un cas au moins, des preuves tangibles laissent à penser que les forces de sécurité agissent de concert avec les assassins ou les protègent.

Ces homicides, qui avaient pratiquement cessé pendant la trêve, ont repris. Hasim Yasa, un marchand de journaux, avait été menacé par la police car il vendait des journaux critiquant la politique gouvernementale dans le sud-est de la Turquie. Il a été tué le 14 juin 1993 par des inconnus qui lui ont tiré trois balles dans la tête. Son neveu, Esref Yasa, qui avait été menacé par la police pour la même raison et avait survécu à une agression similaire en janvier 1993, a été arrêté pendant les préparatifs des funérailles de son oncle. Il aurait été passé à tabac au poste de police local puis au siège de la police de

Diyarbakir. Les policiers lui auraient dit : « Tu t'en es sorti la dernière fois mais on aurait dû t'éliminer. On te tuera la prochaine fois. C'est toi qu'on aurait dû avoir et pas ton oncle. »

Les guérilleros du PKK se sont également rendus coupables d'exactions. En 1992, ils auraient tué plus d'une centaine de prisonniers, des protecteurs de village pour la plupart. Ces homicides, qui avaient plus ou moins cessé pendant la trêve, ont également repris. Le PKK en a revendiqué un certain nombre, commis ces derniers jours ; des civils ont parfois été la cible de leurs attaques. C'est ainsi que le PKK a revendiqué l'attentat à l'explosif visant la maison de Mehmet Yalçın, membre du Parti populiste social-démocrate (SHP), le 24 juin à Suruç non loin de Sanliurfa. La mère de Mehmet Yalçın et sa fille Devran, âgée de dix ans, y ont trouvé la mort. Le 19 juin, on a retrouvé les corps de Gülüsm Aslan, Serife Egin et Hayriye Egin, trois femmes qui avaient apparemment été enlevées la veille par des guérilleros du PKK dans le village de Kuyular, district de Hani (province de Diyarbakir).

Le 30 juin, dans des lettres adressées à Abdullah Öcalan, secrétaire général du PKK, et à Tansu Ciller, premier ministre turc, Amnesty International a évoqué, entre autres, ces sujets de préoccupation. Elle a demandé à nouveau que toutes les mesures nécessaires soient prises pour que le conflit armé dans le sud-est de la Turquie ne devienne pas le cadre de nouvelles violations graves des droits de l'homme.

SUISSE

LA LIBERTÉ • JEUDI 1^{er} JUILLET 1993

CONFLIT

Berne demande la levée de l'immunité diplomatique de fonctionnaires turcs

Afin de faire toute la lumière sur la fusillade de jeudi dernier, le Conseil fédéral durcit sa position. Alors que l'ambassadeur turc a admis que ses agents de la sécurité ont tiré sur les manifestants.

Après la fusillade de jeudi dernier devant l'ambassade de Turquie à Berne, le Conseil fédéral a décidé de se trer la vis. Il a demandé hier au Gouvernement turc de lever l'immunité diplomatique de trois agents de sécurité turcs qui, selon les éléments à disposition de la police, ont tiré de l'ambassade sur les manifestants kurdes.

Le Gouvernement turc a reçu un délai de 48 heures pour répondre à la demande suisse concernant la levée de l'immunité des trois fonctionnaires turcs. En cas de non-réponse ou de refus, une des mesures possibles pourrait consister en l'expulsion des trois fonctionnaires, a expliqué Flavio Cotti. L'ambassadeur suisse en Turquie a

déposé la demande suisse à 15 heures (heures suisses) à Ankara. Le Conseil fédéral est convaincu que cette demande est nécessaire afin d'éclaircir les faits et que le Gouvernement turc y a également intérêt.

ÉVITER LES AFFRONTEMENTS

Eviter de nouveaux affrontements violents entre Turcs en Suisse est le but premier des autorités, a expliqué le conseiller fédéral Arnold Koller. C'est pourquoi, le Conseil fédéral a décrété une interdiction de vente et de port d'arme à l'égard des citoyens turcs. Celle-ci entre en vigueur aujourd'hui. Les Yougoslaves sont déjà soumis depuis 1991 à une telle interdiction.

Berne a en outre demandé aux cantons de renforcer la surveillance de plusieurs groupes extrémistes turcs de gauche. Objectif: renforcer les interdictions d'entrée pour les cadres des ces organisations. Par ailleurs, la Suisse a supprimé hier après midi les contrôles de police devant l'ambassade turque qui visaient à trouver des armés. De simples contrôles d'identité ont toutefois été maintenus.

S'agissant du déroulement des faits, le Conseil fédéral se fonde sur les enquêtes du Ministère public de la Confédération et de la Police municipale bernoise, qui ne peuvent toutefois être définitivement prouvés en raison de l'immunité diplomatique dont

jouit l'ambassade. Selon celles-ci, l'ambassade a alerté la police et les pompiers peu après 10 heures què des manifestants se dirigeaient vers l'ambassade. Ces derniers ont ensuite profité du fait que le portail de l'enceinte était ouvert.

La police est arrivée sur les lieux trois minutes après avoir été alertée. Elle a vidé deux magasins de balles en caoutchouc contre les manifestants, mais n'a pas utilisé de balles réelles. Durant l'intervention de la police, des agents de sécurité turcs ont tiré de nombreux coups de feu, en partie en l'air et en partie en visant dans les jambes des manifestants. Ils ont également tiré à travers les haies du parc. Au moins deux mitraillettes et des pistolets ont été utilisées, selon Juerg Noth, de la Police criminelle bernoise. Il est toutefois certain que le manifestant qui a été tué a été touché par une balle qui a fait ricochet. Selon les témoignages de policiers et sur la base de photographies d'un journaliste kurde, au moins quatre agents de sécurité ont tiré sur les manifestants depuis l'ambassade. Trois d'entre eux - contre lesquels la Suisse a demandé la levée de l'immunité - ont été identifiés. Les dizaines de douilles retrouvées près d'une église voisine, dans les arbres, les candélabres et sur les balcons de maisons se trouvant à proximité donnent une idée de la violence de la fusillade. Une procédure a été ouverte contre les auteurs présumés des coups de feu pour lésion corporelle grave, mise en danger de la vie d'autrui et homicide par négligence. AP

COMMENTAIRE

PAR GEORGES PLOMB

Un été turc et chaud

Suisse-Turquie: le ton monte. Le Conseil fédéral - en demandant la levée de l'immunité de trois policiers de l'ambassade de Turquie à Berne - accentue sa pression sur Ankara. Notre été pourrait être chaud, très chaud.

C'est sûr, ce sont les policiers turcs, jeudi, qui ont perdu les pédales. L'irruption des manifestants kurdes les a pris de vitesse. La preuve? Le formidable portail du bâtiment - conçu pour dissuader les attaquants les plus audacieux - était justement ouvert pour réparation au moment «M»! La suite était hélas prévisible. Les gardes turcs s'affolent, sortent leurs armes dans la précipitation, se mettent à tirer dans tous les sens - en l'air, mais aussi dans les tas. Résultat funeste: des blessés

(dont un policier suisse), un mort.

Soyons juste! Les services de sécurité des ambassades de Turquie ont de bonnes raisons d'être sur le qui-vive. Des diplomates turcs ont déjà payé de leur vie la moindre inattention. Il est vrai que la féroce répression conduite par le pouvoir ottoman contre ses minorités - Arméniens et Kurdes compris - n'était pas vraiment de nature à calmer le jeu. Mais quoi! La prudence s'imposait.

C'est justement toutes ces responsabilités qu'il s'agit de mettre en balance: celles des manifestants kurdes (trois sont détenus) comme celles des Turcs de l'ambassade. Qui a tiré? Qui a tué? Les Turcs ont-ils pris toutes les mesures de sécurité? Pourquoi le formidable portail était-il ouvert? Les gens de l'ambassade étaient-ils menacés dans leur vie? Y avait-il légitime défense? Pour savoir, il faut que les Turcs montrent leurs flingues et parlent.

Le Courrier — 1er juillet 1993

L'incendie d'un hôtel dans l'est a fait hier au moins neuf morts

Il ne s'agirait pas cette fois d'un attentat kurde, mais probablement d'un acte du Parti islamiste contre des prostituées arrivées en grand nombre de Russie.

Neuf personnes ont péri et 27 autres ont été blessées dans la nuit de mardi à mercredi dans l'incendie d'un hôtel de Van, dans l'est de la Turquie. Un court-circuit dans la cuisine semble être à l'origine du sinistre, selon les premiers indices de l'enquête. Par ailleurs, au moins 34 personnes ont été tuées dans le sud-est du pays lors d'affrontements liés au séparatisme kurde. Parmi les corps des neuf victimes, seul un Turc a pu être identifié en début d'après-midi. Deux Danois, huit Iraniens et quatre ressortissants de l'ex-URSS figurent parmi les 27 blessés, selon la police de Van.

PROSTITUÉES VISÉES

L'incendie s'est déclaré vers 3 heures locales (1 heure suisse) et a complètement détruit l'hôtel, situé au centre-ville. La chaîne de télévision privée Kanal-6 a affirmé que le sinistre pour-

rait être d'origine criminelle, visant des prostituées originaires de l'ex-URSS résidant à l'hôtel.

Les dirigeants du Parti de la prospérité (PP, islamiste) d'Akcaabat, près de Trabzon (nord), ont lancé une campagne contre les prostituées russes qui envahissent depuis un an les villes, notamment celles de la mer Noire. Ces prostituées gagnent 50 à 100 dollars par jour en Turquie contre un salaire ordinaire mensuel en Russie d'environ 30 dollars. Les mesures prises par la police turque contre les «illégalés» n'ont pas pu empêcher leur afflux.

VIOLENCES ET SÉPARATISME

Des membres du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste) ont pour leur part abattu douze gendarmes mardi soir lors d'une attaque contre un poste militaire, près de Pervari dans le sud-est, ont indiqué les

autorités. Au moins huit militants du PKK ont été tués dans des affrontements ultérieurs.

Le PKK a abattu en outre sept civils, dont des femmes et des enfants, lors d'une attaque contre le village de Zin-nar, mardi dans la province de Mardin. Dans la soirée de mardi, des rebelles kurdes, bloquant une route dans la province d'Erzincan, ont tué un chauffeur d'autocar, un passager et un routier, rapporte l'agence anatolienne de presse.

Au cours d'un autre incident, à Diyarbakir, un soldat turc, un civil et un membre du PKK ont été tués dans une fusillade mardi soir. Six autres personnes ont été blessées. Enfin, un policier a été tué et deux autres ont été blessés mardi lors de l'attaque lancée par le PKK contre un véhicule de police à Viransehir, dans la province de Sanliurfa. ATS

Mort d'un Kurde : la police aux abonnés absents



Une nuit à la malaise, les habitants de la cité rendent un hommage silencieux à Cengiz Zorlu.

1^{er} AU 7 JUILLET 1993 - L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI

PHOTO MAINARD / A.R. IMAGES

Poignardé par des voyous de sa cité, Cengiz Zorlu aurait eu la vie sauve si la police était venue à temps... Malaise d'autant plus profond qu'on découvre que des flics de ce même commissariat de Bron sont impliqués dans une affaire de vols avec recels.

Il fait chaud ce samedi soir 19 juin. Cengiz n'arrive pas à dormir. Il y a ce bruit en bas, sur les parkings de la Caravelle, quartier du Teraillon à Bron. Ces mobylettes privées de pot d'échappement qui tournent et retournent au pied des immeubles. Il y a surtout sa petite fille de 10 mois qui risque de se réveiller. Vers 23 heures, de sa fenêtre, il demande aux trublions de faire moins de bruit, sinon il appelle la police. La bande, une quinzaine de jeunes bien connus à la Caravelle, impose sa petite loi : dans la cité, d'habitude, on préfère baisser les yeux quand on les croise. Comment Cengiz ose-t-il leur parler sur ce ton ? Alors, ils jettent des pierres en direction de son appartement. Sa femme appelle le commissariat de Bron. A cette heure-ci, il n'y a qu'un « permanencier » qui l'oriente sur le 17. Appel. Attente. Une demi-heure plus tard, le vacarme n'a pas cessé et toujours pas de policiers en vue. Cengiz décide-t-il d'aller à leur rencontre ou même de se rendre au commissariat ? On ne le saura jamais. A peine est-il monté dans sa voiture que le groupe l'encerclé. Le véhicule est retourné. Cengiz s'en extrait, il tente de s'enfuir à pied. Il est rattrapé. Aux fenêtres on hurle. Cengiz est passé à tabac. Lorsqu'ils le lâchent, Cengiz Zorlu gît, couvert de sang. Quatre coups de

couteau, dont un à la tempe, ont eu raison de ce père de famille kurde de 32 ans, employé sans histoire d'une entreprise de bâtiment. Et pendant cette heure d'attente, puis de violences, qu'a fait la police ? Dès dimanche matin, les habitants de la cité s'interrogent haut et fort sur leur absence. Nombreux sont ceux qui affirment avoir composé le 17 dès le début du bruit, de l'accrochage, puis du lynchage. Tous, ils jurent que la police n'est arrivée qu'une demi-heure après que les jeunes eurent abandonné le corps de Cengiz. Du côté de la police, où une enquête interne a été déclenchée, on réfute ces accusations. Dès que l'appel a été enregistré, une patrouille serait, dit-on, venue sur les lieux mais n'aurait rien remarqué d'anormal. Une demi-heure après, lorsque le fourgon de police est entré dans la cité, il était trop tard pour Cengiz Zorlu. La hiérarchie policière se montre pour l'instant très discrète sur cette affaire. Le Syndicat national des policiers en tenue, SNPT, membre de la Fasp, a réagi devant ce qu'il qualifie « d'éventuel dysfonctionnement du service public policier lyonnais » :

« CE N'EST PAS À NOUS DE FAIRE LA POLICE, MAIS À ELLE DE FAIRE SON TRAVAIL. »

Et voilà que, pour corser ce malaise, le jeudi suivant, on apprendait, en même temps que l'interpellation du meurtrier présumé de Cengiz Zorlu et d'un complice, la mise en cause de plusieurs policiers du commissariat de Bron dans une affaire de recels et de vols aggravés. Lundi 28, l'un d'entre eux a d'ailleurs été mis en examen. En révélant cette affaire, le préfet Marcel Leclerc s'est engagé à ce que « tout comportement fautif (soit) sanctionné avec la plus grande fermeté ». Bien sûr, l'annonce de la présence de ripoux au commissariat local a contribué à énerver les habitants de la cité qui affirment que, sans la présence, souvent bruyante, parfois agressive, d'un petit groupe connu des services de

police, leur cité serait sans problèmes excessifs. « Ce n'est pas à nous de faire la police, mais à elle de faire son travail », affirment les habitants de la Caravelle. Mais l'heure de la polémique n'est pas venue dans cette petite cité aux immeubles de cinq étages, dont on rappelle à quel point elle fut très agréable lors de sa construction dans les années 60. La Caravelle, comme la cité Teraillon qui la jouxte, offre la particularité d'être une des très rares copropriétés à avoir été classée zone de développement social urbain (DSU). Et c'est sans doute son caractère de copropriété

privée qui a valu à la cité de se dégrader au point d'être classée parmi les « quartiers à problèmes » : en effet, la plupart des proprié-

étaires n'en sont pas les occupants. Quand elles font venir de nouveaux locataires, les régies privées — on en relève une cinquantaine dans le secteur — se préoccupent avant tout du taux de remplissage des appartements qui leur sont confiés, elles n'ont que faire des problèmes d'intégration. Ainsi, la communauté turque, très massivement présente, ne cache pas, ou plus, que, grâce à l'une de ces régies, Rosier Modica, ses ressortissants se voient souvent proposer des appartements ici. Et certains de ses représentants redoutent d'être confinés dans ce qui pourrait prendre des allures de ghetto.

Contre cette possible dérive du quartier, les habitants avaient commencé, depuis deux ans, à se regrouper. Plus d'une vingtaine d'associations, de toutes cultures et de toutes nationalités, s'apprétaient samedi dernier à faire revivre la fête de la cité.

La fête n'a pas eu lieu. Elle sera reportée sans doute à la rentrée prochaine. En lieu et place, les habitants se sont retrouvés une fleur à la main pour traverser la cité et rendre un hommage silencieux à Cengiz Zorlu.

Robert MARMOZ

La Suisse punit les diplomates turcs qui ont tiré dans les rues de Berne

Le Conseil fédéral exige la levée de l'immunité diplomatique de trois membres du personnel de l'ambassade de Turquie. L'ambassadeur refuse toujours de remettre les armes utilisées contre les manifestants kurdes jeudi dernier.

**WILLY BODER
BERNE**

«**D**es événements très graves se sont déroulés. Le gouvernement turc doit avoir intérêt à ce que les faits soient éclaircis.» Flavio Cotti ne s'est pas perdu en litotes pour justifier la décision du Conseil fédéral, qui a demandé hier au gouvernement turc la levée de l'immunité diplomatique de trois fonctionnaires de l'ambassade de Turquie à Berne. Moins d'une semaine après la fusillade qui a tué un Kurde de 29 ans et blessé neuf personnes, devant les locaux de l'ambassade à Berne, l'enquête a en effet accumulé les éléments accablants: les coups de feu ont bien été tirés par trois membres du personnel de l'ambassade, à l'arme de poing et automatique; l'examen balistique démontre que certaines de ces armes sont interdites de vente ou d'importation en Suisse, où on les considère

turques – jusqu'à vendredi 15 heures – pour lever l'immunité diplomatique des tireurs présumés, trois fonctionnaires de la police turque.

En cas de refus, les relations se tendront inévitablement. Le stade suivant serait l'expulsion du personnel diplomatique déclaré persona non grata. La Suisse pourrait en outre rappeler provisoirement son ambassadeur à Ankara en guise de protestation. La Turquie avait d'ores et déjà menacé de prendre cette mesure si le strict contrôle policier autour de l'ambassade à Berne n'était pas levé. Ce contrôle a été adouci mais pas supprimé: le personnel est fouillé lorsqu'il quitte le bâtiment.

Si les choses devaient encore s'envenimer, on pourrait imaginer une interruption des relations diplomatiques ou le gel des échanges commerciaux. La Suisse étant le deuxième investisseur étranger en Turquie et

comme du matériel de guerre. En revanche, rien ne laisse penser que les manifestants aient fait usage d'armes à feu. En outre, la police bernoise dément être intervenue trop tard: le premier groupe d'intervention était sur place trois minutes après l'alarme. Mais les tirs n'ont pas cessé pour autant. Témoignages et photos, sur tous ces points, s'accorderaient.

Or, les responsables de l'ambassade n'ont pas cessé de faire obstruction à l'enquête. Malgré trois séances de négociation avec une délégation venue d'Ankara, la Suisse n'a pas obtenu la remise des armes. Plus grave: le personnel de l'ambassade a tenté d'éliminer les pièces à conviction, selon le commissaire Jürg Noth, de la police municipale bernoise.

Ces faits expliquent l'escalade diplomatique enclenchée à Berne. Le gouvernement a donné 48 heures aux autorités

ayant exporté pour 684 millions de francs de marchandises en 1992, il est peu probable qu'on en vienne là.

Le gouvernement suisse prend cependant l'affaire très au sérieux. Aussi solennel que Flavio Cotti, le patron du Département de justice et police Arnold Koller a également pris une salve de mesures. L'importation, l'achat et le port d'armes seront désormais interdits à tous les ressortissants turcs, sous peine d'amende ou de prison. Et les cantons devront renforcer la surveillance de trois mouvements kurdes, dont le PKK (Parti des travailleurs kurdes). «La Suisse ne peut pas tolérer que des groupes étrangers règlent leurs conflits internes sur territoire helvétique», a affirmé Arnold Koller. Ce geste de police calmera-t-il l'état de crise diplomatique qui s'est installé entre Berne et Ankara? Réponse vendredi à 15 heures. □

APPEL DES ONG TRAVAILLANT AU KURDISTAN : CHRONIQUE D'UN GENOCIDE ANNONCE

Depuis des mois, l'Iran multiplie les bombardements aériens sur le Kurdistan irakien, jetant des populations entières sur les chemins d'un nouvel exode, fait de terreur et d'oubli. Téhéran a réuni plus de 100.000 soldats le long de la frontière et se prépare à expulser les 300.000 réfugiés kurdes irakiens qui ont trouvé asile sur son sol en 1991. En Mars dernier, l'hôpital d'AZADI commun à MEDECINS DU MONDE et à L'AIDE MEDICALE INTERNATIONALE, a été bombardé faisant quatre morts et obligeant les équipes de Médecins du Monde à l'abandonner ; depuis, cet hôpital est régulièrement bombardé par l'artillerie irakienne. Comme l'an dernier, les incursions de l'armée turque, à la recherche des combattants de l'indépendance kurde en Irak du Nord, risquent de se reproduire, bombardant sans discernement les villages civils kurdes irakiens. L'Irak multiplie les menaces à l'égard du Kurdistan démocratique et cherche à le destabiliser. Il est clair que les trois nations empêcheront par tous les moyens l'existence d'un Kurdistan autonome.

Thursday, July 1, 1993

turkish daily news

At least 38 killed in PKK violence

Compiled by TDN staff from dispatches

ANKARA- At least 38 people including 14 security personnel and 11 civilians were killed in clashes in southeastern Turkey, officials said on Wednesday.

They said separatist terrorists of the Kurdistan Workers' Party (PKK) killed 12 paramilitary gendarmes on Tuesday night in a raid on a military post near the Southeastern town of Pervari. At least eight PKK terrorists were killed in later clashes. PKK militants killed seven civilians including women and children from the family of a village guard in a raid on Zinnar village in Mardin province on Tuesday.

Militant Kurds, blocking a road in Erzincan province, shot dead a bus driver, a passenger and a truck driver late on Tuesday, the Anatolian news agency said.

In another incident in Yukarisehver area in the provincial capital of Diyarbakır, a soldier, a civilian and five PKK terrorists were killed when PKK separatists ambushed a military patrol car on Tuesday night. Five people were wounded, officials said.

One policeman was killed and two wounded on Tuesday in a PKK attack on a police car in Viranşehir town in Şanlıurfa province.

In Adana, unidentified terrorists sprayed a house with machine gun fire wounding a policeman and a civilian. In Mersin, PKK militants set fire to a high school late Tuesday wounding a school worker and the night watchman.

In the Yüksekova area of the Southeastern border province of Hakkari, terrorists raided a radio-link station Tuesday night and kidnapped three village guards.

10 die in Van hotel fire

■ 28 injured including eight Iranians, five Russians and two Danes

■ Officials are considering the possibility of sabotage

Turkish Daily News

ANKARA- Ten people died and 28 were injured in a fire which engulfed a hotel in the early hours of Wednesday morning in the eastern province of Van, officials announced.

Van Governor Mahmut Yılbaş told the Turkish Daily News in a telephone interview Wednesday that the initial investigation into the cause of the fire pointed to an electrical short circuit in the kitchen of the Yenigun hotel.

The fire was under control by morning, Yılbaş said, adding that two Danes, five Russians and eight Iranians were among the injured.

Doctors were having a hard time identifying the victims because they were so badly burned, local sources reported.

However, the medical authorities have identified seven victims, and two, Marina Kacova and Zinaida Rosova, were said to be from Commonwealth of Independent States (CIS) countries. The three others could not yet be identified, the Anatolia news agency reported.

"Eighteen of the injured are in hospital; those with minor injuries have been discharged," Yılbaş added. Meanwhile, Turkey's private Kanal 6 (Channel Six) TV channel said most of the hotel guests were

Russian prostitutes and females travellers from other parts of the CIS.

Kanal 6 added that the women had earlier received a number of warnings that they were not wanted in the city.

Rejecting claims that the hotel was used mostly by Russian prostitutes, Yılbaş did say that they have a problem with prostitutes in Van, and that some 69 women have been deported by the police for prostitution.

Emergency Regional Governor Ünal Erkan, who made an investigation at the hotel after the incident, meanwhile, said that there was a report that three unidentified men had set the hotel alight with flammable material.

"This is an inhuman event. We will find the cause of it by launching an investigation," Erkan maintained. In the meantime, State Minister and Government Spokesman Yıldırım Aktuna said in Ankara Wednesday that the fire was not related to terrorist activity, adding that "it, most probably, was caused by an electrical short circuit in the kitchen of the hotel."

The names of the foreign guests injured in the fire are: Indiran Suvarif (Iran), İzade (Iran), Lale Tobatis (Iran), Seyran Hudayin (Iran), Abbas Hacıada (Iran), Metedi Telli (Iran), Idris Hasani (Iran), Ordu Hasani (Iran), Rikke Garychlot Jensen (Denmark), Tune Sabroe (Denmark), Marina (CIS), Rusika Telliba (CIS), Telli Serzoye (CIS) and Lisika Telliba (CIS).

L'HUMANITÉ— 1er juillet 1993

Affrontements en Turquie

Vingt-quatre personnes au moins, dont dix civils, treize gendarmes et un policier, ont été tués jeudi dans les régions kurdes au cours d'affrontements armés entre les combattants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et les militaires turcs. Des centaines de touristes allemands mais aussi israéliens ont annulé leurs vacances en Turquie après la reprise des hostilités entre l'armée et le PKK et les attentats à l'explosif contre des hôtels d'Antalya. Rappelons que le chef du PKK a annoncé qu'il attaquerait cet été les intérêts touristiques turcs. A Berne, le gouvernement suisse a demandé la levée de l'immunité diplomatique de trois diplomates turcs impliqués dans les tirs contre une manifestation kurde qui avaient fait un mort et six blessés, dont un policier suisse, la semaine dernière.

LIBÉRATION — 3 juillet 1993

LE CHIFFRE

16

à Silopi, la boîte postale des Kurdes d'Irak

Les trois millions et demi de Kurdes d'Irak ont un parlement, un gouvernement, une police, une douane et auront bientôt une armée — toutes ces institutions n'étant pas reconnues par la communauté internationale —, mais jusqu'alors ils n'avaient

pas d'adresse. Du fait de cet isolement postal, on ne pouvait donc guère leur écrire. Désormais, c'est possible, grâce à la boîte postale 16 à Silopi, ville du sud-est de la Turquie, proche de la frontière. Selon un responsable du «ministère» kurde des Communications d'Erbil (nord de l'Irak), Ankara a en effet autorisé les Kurdes d'Irak, en lutte contre le régime de Bagdad, à utiliser cette boîte postale. Pour répondre, les Kurdes d'Irak auront le droit d'utiliser leurs propres bureaux de poste. Mais exclusivement avec des timbres... turcs.



Agence France-Press

ON THE LOOKOUT — A Turkish Army helicopter searching along with troops on the ground for Kurdish separatists near Bingol in eastern Turkey on Thursday. Air and ground attacks were continuing on Kurdish enclaves in eastern and southeastern Anatolia.

Iran Is Returning Iraqis Who Fled the Gulf War

Washington Post Service

BAGHDAD — When Iran returned a group of what it called Iraqi "prisoners of war" in April, the assumption was that the 200 men had been among thousands captured in the 1980-88 Iran-Iraq war, 20,000 of whom are still in Iraqi captivity.

But the group, along with about 200 others returned in October, was part of "several thousand" Iraqi troops who found their way to Iran during the 1991 Gulf War and subsequent uprisings against President Saddam Hussein, according to Iraqi officials and other sources.

Iraq's state-run Baghdad Observer newspaper quoted Foreign Ministry sources as saying that the 200 men returned April 22 were "part

of the thousands of Iraqi military men forced to enter Iranian territory during the acts of terrorism that followed the cease-fire in the allied military aggression of 1991."

Deputy Prime Minister Tariq Aziz of Iraq said in a recent interview that several thousand Iraqi soldiers crossed into Iran "during the disturbances" after the cease-fire, "fearing the chaotic situation" in areas of Iraq, not because of a political decision to go to Iran.

He said they were captured by Iranian authorities when they crossed the border, "not as POWs, but they were kept."

Two other sources, who asked not to be identified, said that some of the Iraqis had been captured by Kurds in northern Iraq and trans-

ferred to Iranian custody. Others fled to Iran before the uprisings began to escape allied bombardments of their positions in Kuwait and southern Iraq, one source said.

In addition, some Iraqi soldiers sought shelter in Iran after "losing battles" in southern Iraq against Shiite Muslims, who also rebelled.

After the revolt there was suppressed, the Iranians, most of whom are Shiite Muslim, asked the Iraqis, who included many Sunni Muslims as well as some senior officers, if they wanted to return to Iraq. The source said the group was split between those who wanted to go back and those who refused to be repatriated. Mr. Aziz said in the interview that those who returned this year came voluntarily.

— CARYLE MURPHY

A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE

FRA0106 4 I 0131 EXT /AFP-VS57

Turquie-Kurdes

11 membres des forces de l'ordre turques tués dans l'est de Turquie

ANKARA, 2 juil (AFP) — Onze membres des forces de l'ordre turques ont été tués lors d'accrochages armés avec des "rebelles" kurdes de Turquie dans l'est de la Turquie, a rapporté vendredi l'agence turque Anatolie.

Un nombre indéterminé de rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont également trouvé la mort lors de ces accrochages, commencés mercredi soir, dans une zone située entre la sous-préfecture de Genc (Bingol, est) et de celle de Palu (Elazig, est), selon cette agence semi-officielle.

Ce bilan porte à plus de 100 le nombre de personnes tuées depuis une semaine dans des incidents dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde.

CE/dfg/br

Actions terroristes kurdes

par Raymond PONS

Certes les actions terroristes développées ces jours derniers en Europe par des Kurdes systématiquement mis en place par un organisme central dirigé depuis Damas n'ont pas été de nature à soulever l'indignation générale et c'est juste. Car ces groupuscules d'excités appartiennent à un parti politique kurde qui ne pèse guère dans l'ensemble des organisations politiques de ce peuple sans patrie. Le but recherché, on l'a vu, était d'amener les dirigeants des divers pays d'Europe à faire pression sur le gouvernement turc, pour que celui-ci, tout récemment désigné, renonce à la politique répressive des autorités d'Ankara sur la partie du territoire anatolien principalement habitée par des Kurdes. Mme Tansu Ciller (prononcer Tchiller) n'a pas eu beaucoup de temps, aussitôt installée au gouvernement, pour mesurer l'ampleur des revendications kurdes et étudier immédiatement le moyen de négocier avec les divers partis kurdes, autres que le P.K.K., le modus vivendi qui doit finalement être établi avec la très importante minorité de Kurdes établis depuis toujours sur son sol.

Le peuple kurde, d'origine indo-européenne, parlant une langue appartenant au groupe des langues iraniennes comme le Persan, est un peuple d'agriculteurs et de pasteurs transhumants. Il couvre un vaste territoire, il constitue une nation mais il n'a pas de patrie.

50 % des 20 millions de Kurdes sont établis sur le sol de la Turquie, le reste est établi ou nomadise plus ou moins entre l'Iran, l'Iraq et la Syrie où les avait confiné l'Empire ottoman et la Perse impériale qui ont cherché sans jamais y parvenir à intégrer les Kurdes dans les nations ottomane et iranienne. Les sentiments nationalistes de ce peuple n'ont jamais faibli malgré les répressions, malgré les massacres, malgré les déportations et, dans l'Etat iraquien créé par les Anglais, après la première guerre mondiale, où un souffle nouveau devait donner des espoirs aux Kurdes, plusieurs tentatives d'intégration ont échoué. Aujourd'hui, Saddam Hossein les combat et les refoule sur le nord du pays d'où ils se réfugient, les uns en Iran, les autres en Turquie.

Le chef de la guérilla indépendantiste qui vient de développer son action en Europe, Abdoulla Ocan, dirige depuis la partie du Liban sous contrôle syrien, le mouvement "P.K.K." qui compte au maximum une dizaine de milliers de membres ; mais il dispose de camps d'entraînement clandestins en Iraq et en Iran et de nombreux bureaux en Europe. Sans être nullement représentatif des mouvements politiques kurdes, le P.K.K. chez nous, défile et parade dans les défilés du 1er mai

comme dans toutes les manifestations anti-racistes, avec le parrainage de Mme Danièle Mitterrand et de Bernard Kouchner. Ce mouvement politique encadre et tient sous la terre les Kurdes réfugiés en Europe ; leur présence en France est en tout cas indésirable depuis qu'ils se sont attaqués à des établissements officiels turcs. C'est une fraction extrémiste et tout à fait minoritaire dont nous n'avons pas à tenir compte dans l'examen objectif du problème kurde et la diplomatie française comme celle des autres pays européens devra, semble-t-il, se garder de faire pression sur Ankara, comme le demande à grand fracas de prises d'otages un P.K.K. qui ne représente à peu près rien dans les mouvements politiques de cette nation apatride.

Certes les Kurdes ont été oubliés après les deux guerres mondiales et sont toujours soumis à des régimes qui ne les ménagent pas; le surcroît de souffrances qui leur est sans cesse imposé ne doit pas être confondu avec l'agitation communiste d'un parti dirigé depuis Damas et derrière lequel se profile l'influence pour ne pas dire plus de Hafez el Assad.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JULY 2, 1993

Hatred of U.S. Hasn't Wrought Iraq-Iran Amity

By Caryle Murphy

Washington Post Service

BAGHDAD — Although Iran and Iraq share billing on the Clinton administration's hostile-governments list and have sought new ways to work together, broad cooperation between the two Gulf neighbors appears blocked by a legacy of suspicion, bitterness and clashing national outlooks.

The possibility of Iranian-Iraqi coordination against the United States has drawn increased interest since Martin Indyk, the Middle East specialist on President Bill Clinton's National Security Council, branded both governments hostile in a speech in May and rejected the idea that relations could improve with either without substantial changes.

Since then, Western officials have been closely watching contacts between Baghdad and Tehran to see if they respond to the U.S. "dual containment" policy by making common cause.

A senior administration official in Washington called Iran "the one avenue" that President Saddam Hussein of Iraq was able to exploit.

Iraqi officials have stressed that they do not rule out closer ties with Iran in an effort to confront U.S. policies in the region. But most envoys here and other analysts say they doubt that a long-term alliance could emerge.

There is too much acrimony, they say, from the devastating eight-year Iran-Iraq war, which ended only five years ago, and there is mutual ambition to dominate the region. Added enmity comes from philosophical hostility between Mr. Saddam's secular regime in Baghdad and the Islam-based rule of President Hashemi Rafsanjani in Tehran.

"For a tactical alliance to become close, I would hesitate very much to say it's possible," said a diplomat well versed in the politics of both countries. "The policy line of both is to become the main power in the region."

There are some reasons for the rivals to cooperate. Apart from hostility to U.S. Navy forces in the Gulf and to the U.S.-enforced "no flight" zones over northern and southern Iraq, both Tehran and Baghdad fear that U.S. pro-

tection of the Kurdish region in northern Iraq will encourage separatist tendencies among Kurds in both their countries.

Against that background, observers have noted, Iraq and Iran have bartered Iraqi petroleum products for Iranian food, have had discussions on halting support for opposition groups and have released hundreds of Iraqi soldiers detained by Iran during the Gulf War and its chaotic aftermath.

However, the Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, said in a recent interview that his country's relationship to Iran was unchanged, adding that Iran's regional policy appeared to be in a state of flux.

"In my personal opinion," Mr.

Aziz said, Iran is reacting tactically to the positions of most of the powers dealing with Iran: the West, the United States and Iraq. And I don't think they have reached a final strategy about their major choices — with the exception of a very strong ambition inside Iran and this regime to expand its influence to the whole region."

A veteran diplomat in Baghdad said: "If the Iraqis believe they have no chance in the future to have more flexible treatment from the UN and the U.S., they may open some channels with Iran."

"But for the time being, it's the same policy. They believe it's in their best interest to be anti-Iranian to show Iraqi strength against Iran, and they hope it will be an element to help them normalize relations with the U.S., Saudi Arabia, and maybe even one day with Kuwait."

As for Iran, although some officials have expressed a desire to see Mr. Saddam replaced, several analysts say they believe Tehran is more comfortable with a militarily weakened and internationally isolated Iraq under Mr. Saddam than

with a successor government that might be unable to maintain Iraq's unity or, worse, willing to resume U.S. ties.

Iran is therefore likely to give Mr. Saddam just enough help to stay in power, but not enough to get significant relief from his economic straitjacket, they said. "Iran could open its border if Saddam was going to fall," a diplomat said. "It's better for them to have Saddam than a pro-U.S. government."

At this juncture, Iran has more to offer Iraq than vice versa. It is not under United Nations economic sanctions; it can buy military hardware without much difficulty, and it has diplomatic and trade ties with Japan as well as several European states. What Iran most needs now — technology, trade and capital — Iraq cannot offer.

Iran is also moving, apparently with some success, to restore its relationship with Saudi Arabia, while recent Iraqi attempts to reconcile with its Gulf War foe were rebuffed.

U.S. Is Open To a Sale Of Iraqi Oil

The Associated Press

GENEVA — The U.S. representative to the United Nations, Madeleine K. Albright, said Thursday that Washington would not object to Iraq making a one-time sale of crude oil to meet humanitarian needs.

But she stressed that Baghdad would have to meet the terms of all the Security Council resolutions regarding Iraq before other economic sanctions would be lifted.

The sale of \$1.6 billion in oil to buy food and medicine is at the top of the agenda for a round of talks between Iraq and UN officials in New York on Wednesday.

Baghdad has rejected the offer in the past, saying the supervised sale would violate its sovereignty. Some of the proceeds would also meet UN costs and pay compensation to victims of Iraq's invasion of Kuwait in 1990.

Mrs. Albright was in Geneva for a meeting of the UN's Economic and Social Council, as was Secretary-General Boutros Boutros Ghali.

Mr. Boutros Ghali was hopeful about chances for progress in the New York talks despite the U.S. bombings of Iraqi targets this week in retaliation for an alleged Iraqi assassination plot against former President George Bush.

Mr. Butros Ghali declined to forecast how long it could be before Iraqi crude oil would be exported

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE —

FRA0447 4 I 0222 TUR /AFP-BR33

Turquie-Kurdes

23 rebelles tués par l'armée dans le sud-est anatolien

ANKARA, 2 juil (AFP) — Vingt-trois rebelles kurdes de Turquie ont été abattus vendredi lors d'accrochages avec des forces de sécurité turques dans la région de la montagne de Kupeli (province de Sirnak) à la frontière avec la Syrie et l'Irak, a annoncé vendredi la super-préfecture de Diyarbakir (sud-est).

Un grand nombre d'armes et de munitions ont été saisis et plusieurs grottes servant d'abri aux rebelles séparatistes ont été détruites lors des opérations militaires intensifiées ces derniers jours dans cette région, indique un communiqué de cette préfecture chargée de la coordination de la lutte contre la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) depuis août 1984.

Au moins 130 rebelles kurdes, civils, policiers, militaires et miliciens pro-gouvernementaux ont trouvé la mort depuis une semaine, selon un décompte effectué par l'AFP à partir de bilans partiels officiels.

Selon un bilan dressé vendredi par le super-préfet de Diyarbakir, M. Unal Erkan, 448 militants armés du PKK, 104 membres des forces de l'ordre turques et 279 civils ont été tués lors d'affrontements armés, opérations de ratissage et attaques rebelles punitives contre des villages au cours des six premiers mois de 1993.

CE/bw

AFP 021844 JUL 93

LE FIGARO / L'AURORE — 2 juillet 1993

Après le raid américain sur Bagdad

Irak : les Kurdes rassérénés

Beaucoup craignaient que Bill Clinton ne soit favorable à une normalisation avec le régime de Saddam Hussein.

L'ONU considère comme un « défi » le refus de l'Irak d'autoriser l'installation de caméras de surveillance sur deux sites d'essais balistiques, et veut une « solution rapide » à cette affaire. « C'est une affaire grave et l'Irak est en train de défler les décisions du Conseil de sécurité », a affirmé Nikita Smidovitch, expert de l'ONU qui se trouve depuis près d'un mois en Irak pour tenter d'obtenir le feu vert de Bagdad.

L'hebdomadaire berlinois *Wochenpost* affirme dans son édition d'hier que les services secrets extérieurs ouest-allemands ont assuré la formation d'agents irakiens et fourni des renseignements sur l'opposition irakienne en Allemagne lorsque le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, était à leur tête entre 1979 et 1982. En échange, l'Irak s'engageait à apporter son aide dans la lutte contre l'organisation terroriste allemande Fraction armée rouge (RAF), selon un accord conclu en mai 1982 entre M. Kinkel et les autorités irakiennes, ajoute le *Wochenpost*. (AFP.)

IRBIL (Kurdistan d'Irak) :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

La « punition » infligée par le président Clinton à Saddam Hussein réconforte les Kurdes d'Irak. Massoud Barzani, leader du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan) et l'un des deux principaux chefs kurdes irakiens, nous déclare, dans son nid d'aigle de Salaheddin (du nom de Saladin, le vainqueur des croisés, qui était kurde) : l'attaque contre Bagdad et la destruction, mardi, d'une base de radars prouvent qu'« il n'y aura pas de réconciliation entre les États-Unis et le régime irakien et que la tension persistera ».

Les 4 millions de Kurdes irakiens qui vivent sous la protection des avions américains, britanniques et français opérant depuis le territoire turc

s'interrogeaient depuis des mois sur les intentions de George Bush, l'homme qui déclencha Tempête du désert. Beaucoup s'étaient pris à douter de la détermination de son successeur Bill Clinton à les « couvrir » depuis la fameuse interview qu'il avait accordée au *New York Times* après son entrée en fonctions.

Le nouveau chef de la Maison-Blanche y évoquait l'éventualité d'une normalisation avec l'Irak, à condition toutefois que le maître de Bagdad accepte les résolutions de l'ONU.

Saad Abdallah, personnalité socialiste respectée et cofondateur du nouveau Parti de l'unité kurde, voit dans la vivacité de l'intervention américaine « un signe politique clair ». Il ajoute : « Clinton montre qu'il ne se compromet pas avec Saddam Hussein. Pour nous, c'est l'essentielle

plus que le résultat même du raid. » Confortant cette analyse, un observateur étranger bien placé déclare : « L'Irak sait désormais ce que fera la coalition en cas de problème. »

Massoud Barzani, qui revient de Londres, Washington et Paris, où il a été reçu avec Jalal Talabani, chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), ne partageait plus depuis cette tournée le pessimisme ambiant. Il s'explique : « A Washington, on m'a dit que l'Amérique n'était pas seulement en conflit avec Saddam Hussein mais qu'elle n'était pas disposée à traiter avec un régime dictatorial qui lui succéderait. »

« Couper la main qui nous frappe »

La population kurde, qui reçoit quotidiennement la presse gouvernementale de Bagdad et qui écoute, parmi d'autres stations, Radio-Bagdad, a suivi avec passion les nouvelles du bombardement aux missiles Tomahawk.

En revanche, les images télévisées arrivent mal, faute de relais suffisant. Sami Abdul Rahman, un des leaders du Parti de l'unité du Kurdistan, souligne que les Kurdes ont à souffrir personnellement des exactions des agents des services de sécurité — les « moubarats » — dont le quartier général a été détruit. M. Abdul Rahman, dont la maison est gardée par de nombreux « peshmergas » en armes

rappelle en outre que les sbires de Saddam Hussein ont, ces derniers temps, déposé des bombes à Irbil et tué trois parlementaires (dont un des cinq députés chrétiens assyriens) à Dohuk, une ville plus proche de la frontière turque. « Nous ne pouvons que nous réjouir qu'on coupe la main qui nous frappe. Mais je ne pense pas que Saddam changera de méthodes pour autant. »

Insaisissable Saddam

Dans l'ensemble, les Kurdes regrettent que la population civile de Bagdad, où vivent quelque 20 000 Kurdes, ait « trinqué » dans ce bombardement.

Mais bien peu, en revanche, ont pleuré la mort de Leila Atar, une des artistes les plus fameuses d'Irak pour ses talents de peintre et pour ses liens avec le régime. Azad, un ancien peshmerga, s'interroge : « Comment expliquer qu'avec des techniques de bombardement aussi sophistiquées, les Américains ne soient pas capables de venir à bout de Saddam ? »

Jalal Talabani, le chef de l'UPK, répond : « Je ne crois pas qu'on sache où se trouve Saddam. Rien qu'à Bagdad, il a de nombreux palais, souvent dotés d'abris souterrains. Parfois, en pleine nuit, il change de domicile... »

C. L.

L'OBSERVATOIRE

LE BRAS DE FER ENTRE LA SUISSE ET LA TURQUIE

La fusillade au cours de la manifestation kurde à Berne et l'obstruction des diplomates turcs à l'enquête ont déclenché une escalade entre la Suisse et la Turquie. Pour se faire entendre, le Conseil fédéral doit-il aller jusqu'à la rupture des relations diplomatiques?



Martine Brunshawig Graf, secrétaire romande de la Société pour le développement de l'économie suisse.

Pour l'heure, il faut en rester au respect du droit. La Turquie doit répondre à la levée d'immunité diplomatique pour les trois fonctionnaires turcs incriminés. Il est clairement dans l'intérêt de ce pays d'y répondre positivement. Une nation qui prétend appartenir aux pays démocratiques et soucieux du droit a tout intérêt à respecter les règles en vigueur. Si la Turquie, contrairement à ses intérêts, refusait d'obtempérer, il sera toujours possible d'envisager des mesures adéquates.



François Gross, rédacteur en chef de la Radio suisse internationale.

Immunité ne signifie pas nécessairement impunité. Quand un chef de mission et ses collaborateurs jouent les Rambos à l'abri de leurs privilèges, ils doivent savoir qu'on ne peut absolument exclure une crise allant jusqu'à la rupture des relations diplomatiques. C'est la mesure la plus extrême. Celle à laquelle on doit éviter de recourir avant d'avoir épuisé toutes les autres solutions. Le tissu des relations entre la Suisse et la Turquie est si serré qu'une fermeture des ambassades à Berne et à Ankara serait préjudiciable aux deux Etats. Il y a d'autres armes, plus pointues: décourager les Suisses à se rendre en Turquie pour leurs vacances. Ce serait une voie pour ramener le Gouvernement turc à la raison et aux bons usages.



Jean-Pierre Hocké, ancien haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Dans le bras de fer engagé entre les Turcs et les Suisses, qui, en dehors de nos négociateurs, est à même de mesurer l'impact qu'aurait une rupture des relations diplomatiques? Il y a longtemps que la Suisse se devait, avec d'autres gouvernements, de faire preuve de fermeté et d'imagination pour amener la Turquie à traiter autrement sa minorité kurde. Il est urgent que la Suisse s'y emploie.

Ankara ne cédera pas aux exigences suisses

La Turquie n'entend pas lever l'immunité de trois membres de son ambassade. Mais, au sein de son gouvernement, on admet en privé que l'ambassadeur à Berne, Kaya Toperi, a perdu les pédales.

Hikmet Çetin est très embarrasé. Le ministre turc des Affaires étrangères admet en privé ce qu'il ne dira jamais en public: son ambassadeur en Suisse a fait une énorme bêtise; il a, pour tout dire, perdu les pédales quand quelques dizaines de Kurdes mobilisés par le PKK, le 24 juin, ont envahi son jardin et lapidé sa façade; d'autres diplomates — à Munich ou à Marseille — ont montré plus de sang-froid ce jour-là. Mais on ne traite pas Kaya Toperi, qui fut le très proche porte-parole du président Turgut Ozal, comme n'importe quel ambassadeur. Pas de rappel ni de désaveu voilé. Au contraire, la classe politique multiplie à son égard les prévenances: le vice-premier ministre et chef du Parti social-démocrate, Erdal İnönü, comme le chef de l'opposition, Mesut Yılmaz, lui ont téléphoné à Berne pour lui remonter le moral.

Autant dire que, dans cette affaire, les deux pays n'éviteront pas la casse diplomatique. Car Ankara — qui se félicite de l'allègement des contrôles autour de l'ambassade et de la promesse de mieux surveiller en Suisse les organisations turco-kurdes extrémistes, dont le PKK — n'accepte pas l'ultimatum que lui a adressé avant-hier le Conseil fédéral. Il demande au gouvernement turc de lever l'immunité diplomatique de trois de ses gorilles, auteurs probables des coups de feu contre les manifestants kurdes, et responsables de la mort de l'un d'entre eux. L'ambassadeur Unal Unsal est reparti

hier à Berne, porteur d'un message approuvé par le premier ministre, Mme Tansu Çiller: si des fonctionnaires de l'ambassade ont mal agi, ils seront rappelés à Ankara; mais pas question qu'ils se soumettent à un procès. Hier soir, Hikmet Çetin a toutefois indiqué sur les ondes de la télévision privée turque HBB que son pays était prêt à participer à l'éclaircissement des incidents, dans le respect des conventions internationales.

Quant à l'ambassadeur Kaya Toperi — mais cela n'est pas dit — il serait lui aussi rappelé au pays, un peu plus tard, quand les vagues se seront calmées.

Le contenu de la démarche diplomatique a été arrêté à Ankara après une petite tempête. Une dépêche de l'agence Associated Press, reçue dans la soirée, laissait entendre qu'à l'échéance de ce vendredi à 15 h, fixée par le Conseil fédéral, l'ambassadeur Toperi pourrait être expulsé. La mesure paraissait tellement insultante aux yeux des Turcs qu'ils se sont mis aussitôt à la recherche de Paul-André Ramseyer, l'ambassadeur de Suisse à Ankara, pour l'informer que, dans ces conditions, il serait lui aussi expulsé. Mais le diplomate n'était pas chez lui...

ALAIN CAMPIOTTI
ISTANBUL

● Les trois Kurdes placés en détention préventive suite à la manifestation devant l'ambassade de Turquie à Berne ont été libérés hier. Par ailleurs, le Ministre public de la Confédération a délégué l'enquête aux autorités cantonales bernoises chargées des poursuites pénales.

Friday, July 2, 1993

turkish daily news

Swiss standoff enters critical stage

■ *Officials say Ankara is seeking "quiet" diplomatic solution while Swiss authorities continue to maintain hard-line stance*

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey Thursday continued to signal a willingness to resolve diplomatically its political standoff with Switzerland despite the hard-line stance taken by Swiss officials on the events surrounding the attempted raid of the Turkish Embassy in Bern.

There were growing signs the formula for the solution Ankara has been looking for is to quietly recall the three embassy officials being sought by the Swiss authorities for questioning. A delegation from the Foreign Ministry led by Deputy Undersecretary Unal Ünsal returned to Bern Thursday following consultations in Ankara on the situation. They arrived back from the Swiss capital Tuesday.

Swiss authorities want to find out who fired the shots that killed one demonstrator after a group of Kurdish demonstrators tried to storm the Turkish Embassy in Bern last week. The Turkish Embassy has been under siege since the killing and all those entering and leaving it were body-searched, regardless of their status, until the sides agreed Wednesday that this should end.

The Swiss government Wednesday gave Turkey 48 hours to lift the diplomatic immunity of the three embassy staff suspected of shooting at the Kurdish demonstrators.

Swiss Foreign Minister Flavio Cotti said that if Ankara failed to comply with the deadline, the next step would be to expel the three accused.

Despite this hard-line stance, Turkey nevertheless appeared ready to compromise Wednesday to overcome the crisis which threatens to poison Turkish-Swiss relations.

In a Foreign Ministry statement, Turkey did not discount the possibility that it would agree to the lifting of the diplomatic immunity of the three embassy security officials.

A Foreign Ministry statement said the Swiss government, in return, had informed Turkey of the steps it has taken against terrorism, and the complete lifting of the siege around the Turkish Embassy.

Earlier in the day, Foreign Ministry spokesman Volkan Vural indicated that Ankara wanted the crisis to be solved within the context of the good relations between Turkey and Switzerland. At its weekly session, the Swiss federal executive ordered increased surveillance of suspected Turkish and Kurdish extremists and a general weapons ban

for all Turks living in Switzerland, to try to prevent further violence.

Justice Minister Arnold Koller said that after Thursday no Turkish citizen would be allowed to buy or carry weapons. Similar measures have applied to citizens from the former Yugoslavia since the end of 1991.

Switzerland has liberal gun laws.

Koller said authorities would consider barring members of three extremist groups from entering Switzerland.

Neither Koller nor Cotti would say what Switzerland would do if Turkey did not agree to the lifting of diplomatic immunity by today's deadline.

But Cotti confirmed one possibility would be to declare the diplomats involved "persona non grata" and expel them. Swiss security officials rejected Turkish charges they were partly to blame for last Thursday's tragedy by not sending police to the scene for 20 to 25 minutes.

"Police were on the scene three minutes after the alarm went off," said security chief Rolf Schatzmann.

But Ambassador Kaya Toperi stuck by his original charge Thursday indicating that they were in possession of video footage showing the police did not arrive for at least 20 minutes after the alarm was sounded.

Toperi told a news conference Wednesday his security officers had initially fired into the air last Thursday, but then aimed at the legs of the demonstrators as they continued to pour into the embassy grounds.

"Our security officers never shot to kill," he said. Toperi said his staff had acted in self-defence as over 100 demonstrators took part in what he called a "vicious" attack, with baseball bats, stones and Molotov cocktails. He said Turkey was ready to let Swiss investigators question its staff if police stopped their checks on embassy visitors.

'Hidden population' of east, southeast Turkey

■ *People without IDs as much as 5% of total population in certain provinces, sociologist says*

Turkish Daily News

ANKARA- A demographic survey of Turkey's backward eastern and southeastern regions indicates that in certain provinces as much as 5 percent of the total population lead lives without any documents proving their identity, the Anatolia news agency reported.

Professor Hayati Doğanay, head of the social sciences department at Erzurum's Atatürk University, told the agency the survey was conducted by his department in various eastern and southeastern provinces with the intention of "unearthing the 'hidden population' in the region."

"Such people that lack IDs have to

marry through the old religious ceremonies because they do not have any documents proving their existence as lawful citizens.

As for the males within this group, the army cannot recruit them because in the eye of the law, they simply don't exist," Doğanay explained.

Disclosing that the survey results have shown that the problem of "hidden population" is more conspicuous in the provinces of Ağrı, Van, Muş, Bitlis, Tunceli, Siirt, Hakkari, Şırnak, and Mardin, Doğanay said that illiteracy, ignorance, and negligence lie at the root of the issue.

"Moreover, efforts to introduce family planning into the region have simply failed. As the population increases, new additions are made to this already large group of 'unidentified' people," he added.

21 killed in Southeast

■ *Emergency Law Region Coordination Council convenes in Ankara*

Turkish Daily News

ANKARA- At least 21 people were killed in separate clashes in the mainly Kurdish populated and troubled Southeastern region of Turkey, officials said on Thursday.

They said 16 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), two civilians and three paramilitary village guards were killed by security forces during operations in the rural areas of Şırnak, Siirt and Hakkari provinces. A statement from the Emergency Law Governor's Office said, meanwhile, that nine other alleged terrorists were caught by security forces in Diyarbakır and Bingöl provinces. PKK militants, blocking a road in Seyhan village of Diyarbakır's Çermik town, opened fire on a minibus and killed two civilians.

In another incident on Kato mountain in Van's Çatak town, three village guards were killed and three soldiers

were injured in a clash between security forces and PKK militants. Six kidnapped village guards were released by militant Kurds in Yuksekova town of Hakkari province, the Anatolia news agency reported on Thursday. It was also reported that militants cut off a village guard's ear before releasing him.

Also, another kidnapped person, a non-commissioned officer, was also released by the PKK militants after 37 days, Anatolia added.

Meanwhile, Kurdish militants, sprayed the electricity substation in Mithatpaşa district of the dominantly Kurdish populated Mediterranean province of Adana with automatic gunfire and burned down the substation. The fire was brought under control after the incident, officials said.

In a separate development, 16 suspected members of the outlawed PKK organization were captured by security forces in Bursa province.

In the meantime, the Emergency Law Region Coordination Council convened in Ankara, chaired by Prime Minister Tansu Çiller. Officials said the afternoon meeting was of emergency nature but did not elaborate.

Since 1984, approximately 6,200 people have been killed in Turkey since the PKK launched its armed campaign for independence in the Southeast.

PKK leader Abdullah Öcalan declared an all-out war on Turkey in a press conference held on June, ending the truce. Since then, the PKK has increased its campaign of violence not only in Turkey, but also abroad.

Tempo: Southeast 'Rambos' say heads will roll

Turkish Daily News

ANKARA- The Turkish police's special crack teams deployed in southeastern Turkey to fight PKK (Kurdistan Workers' Party) terrorism have threatened to raid Parliament and "chop off heads" if even one single comrade of theirs is killed in the area, Tempo, a weekly magazine, reported Thursday.

"We will not allow the blood of our people to pass for champagne at those big shots' tables," Tempo quotes one team member based in Şırnak province as saying.

Complaining of what they call the "cowardice" of other security officials, they demand immediate authorization to deal with PKK terrorist activity in the region their own way, and maintain that they can eliminate the PKK in less than a month. "Either they give us such authority or we raid Parliament and snatch it there," seems to be their overall assessment as regards the vexed question of PKK terrorism in the Southeast, the Tempo article written by Yüksel Mutlu concludes. Crack teams on duty in and around Şırnak province are reported to be particularly uneasy about their relationship with the city's security chief, Erş Kızıltepe. They accuse him of preventing them from starting search operations in the mountains surrounding the city.

One team member maintains that the number of casualties suffered by the Turkish Army is far more than what has been announced.

"They ask Ankara not for more ammunition, but for flags to wrap the martyrs with. More than 6,000 Turkish soldiers have be-

- **Special crack teams threaten to raid Parliament and "chop off heads" if one single comrade is killed**
- **Police say number of Turkish dead much more than announced**
- **Complain of lack of authority, bungling Army and security officials; hint existence of conspiracy**

en martyred so far. Why? Those big shots are always saying that they have broken the backbone of the PKK and all that jazz. Let them come down here and see things for themselves," he says. Asserting that PKK leader Abdullah Öcalan could be bumped off in 24 hours "if some foreign powers did not want him to remain alive, they say a warring state can never develop itself. "Turkey is warring with this PKK right now. And though we can finish them off in no time, these big shots do not allow us to do it -- on purpose," they claim.

Their fingers adorned with the ubiquitous wolf-head rings, a symbol of the pan-Turkish ideal, they say they are ready to go up to the mountains to track the terrorists down and do them in on the spot.

"All we need is two cans of food and a map," they maintain. "We know for sure, right now, there are 800 terrorists up on Mount Cudi. We know right where they are. But they (security chiefs) will not let us go and bump them all off. Why? And when we protest, they send us into exile in



Uludere or Idil (nearby towns). Huh, as of it made the slightest bit of difference. You know we are ready to deal with the enemy anywhere, anytime. All we want is do our duty as counter guerrillas," they say almost in unison.

Claiming that PKK terrorists are under the wing of "certain evil circles," special team members say the state has made a lot of "super" concessions to the PKK.

"Whenever we grab hold of someone we know has connections with the PKK, he is immediately released after some guys make some phone calls. The preplanned (spring) operation against the PKK was called off on the pretext of this cease-fire. So (the PKK) easily trickled in and set up bases. Why the hell was the operation can-

celled? And it's the security forces that suffered from this," they add.

They also complain of a lack of coordination and a certain amount of enmity between their teams and the Army.

"There's nothing like cooperation between us and them. Whenever we want to start an operation, the soldiers are the ones that stop us. Their excuse is that the area belongs to them. Who has ever heard of such a thing? There is no such thing as this is your region, this is mine, that is rubbish," they say.

Accusing high-ranking security officials of abusing the Southeast to serve their own

interests, crack team members maintain that the soldiers' hastiness during certain PKK attacks on settlement areas prevent them from dealing with the PKK their own way. "If those rookies knew how to wait, we could teach those terrorists a few lessons," they add.

The Turkish "Rambos" also blame the practice of appointing state-paid village guards and arming them for the many ills in the region.

"Those guys pretend they are for the state. Then they stab you in the back. They are arms smugglers, and they maintain their connections with the PKK. Many of

them are murderers of soldiers," they claim. Suffering from an overpowering sense of having been sold down the river, all of the crack team members demand immediate authorization from the powers that be to deal with the PKK their own way.

"It's easy to talk while sitting on your butt in Parliament and passing laws on human rights and declaring amnesties for those terrorists and all that. This is real war. So we are going to come up with our own solution. We will raid the Şırnak security headquarters and then Parliament if even one single friend of ours is killed by these terrorists."



THE INDEPENDENT

SATURDAY 3 JULY 1993

OUT OF KURDISTAN

Eunuch keeps the mysteries intact

HUGH POPE

SHEIKH ADI, Iraqi Kurdistan. — How can one politely ask: "Are you a eunuch?" Or then: "Did you really do the castration yourself?" Trickier still, the words had to be said out loud in Arabic or Kurdish before a dozen people quietly enjoying a hot afternoon's glass of tea.

Baba Chawush, 73, guardian of the chief shrine of the Yezidi sect, saw my hesitation. His eyes twinkled out of a leathery face, framed by a white cloth wound around his head, a twin-pointed beard and four neat plaits of hair that came down to his chest. At every pause he would prompt: "Are there really no other questions you want to ask me?"

"Did you never want to marry?" "No, I only wanted to serve Sheikh Adi." "Did you never want children?" "No, all

the Yezidi people are my children." My nerve failed. I later quietly took a member of shrine's ruling family aside to hear confirmation that Baba Chawush is indeed one of the Orient's last eunuchs.

Even though the acolytes of this most obscure of Middle East sects seemed keener than is generally supposed to talk about its mysteries, it is hard to understand what they stand for and, anyway, conversions are not allowed. Fortunately, a British-born, New York banker, John Guest, has recently written one of the clearest accounts yet to explain the medieval cult of the Yezidis, which has 150,000 adherents, two-thirds of them in Iraq and nearly all of them Kurds.

Neither Christian nor Mus-

lim, they are often wrongly accused of being devil-worshippers. In fact they believe that the fallen angel Lucifer was later forgiven by God and can intercede on behalf of faithful Yezidis. Their symbol for him is a peacock, ceremonially paraded around Yezidi communities to collect alms. Yezidis do not believe in hell. They may drink alcohol and should attend the great festivals at the shrine here of Sheikh Adi, a 12th-century Sufi mystic who has been transformed into the prophet of the Yezidis. Conical, fluted spires adorn Sheikh Adi's tomb. Those of other great men of the faith still point skywards from the hollow of a valley about 20 miles (32km) east of the town of Dohuk.

Tradition and tranquillity can still be found, but not exactly security. The Iraqi army's front line is only a few hundred yards away. Kurdish guerrillas guard the valley's entrance from a legion-style fort of the kind that dot Iraqi Kurdistan. Pockmarks show the result of a recent Iraqi rocket attack, although their more regular enemy is a peculiarly horrible kind of gnat.

Like most places in northern Iraq, the shrine has seen better days. Grass grows between the flagstones of the outer courtyard

and a carpet of red mulberries from the ancient tree shading the entrance has not been swept away. There is an overgrowth look to the many buildings spreading up through the olive trees on the surrounding hillside, each cluster used by a Yezidi tribe during the festival get-togethers. Each is decorated with pictures of those killed in the Iran-Iraq war, in which the Yezidi community lost more than 5,000 men.

The shrine itself has survived the latest Kurdish and Iraqi fighting better than other invasions of its history. The carved stone snake winding up the door-post of the inner sanctum still gleams with its daily layer of black shoe polish, the baptismal spring flows crystal clear, and votive layers of coloured silk swathe the prophet's tomb itself.

"A contribution is usually made at this point," the chief fakir whispered to my Kurdish bodyguard. I slipped a banknote on to the top of the sarcophagus. The fakir searched for it, checked it and tucked it into his pocket. The flow of income has been disturbed in recent years as Yezidis from other parts of the country have been unable to cross the army lines. Times are hard in northern Iraq, even for guardians of great shrines.

Turkey and the Kurds

It wasn't peace

FROM OUR TURKEY CORRESPONDENT

LESS than four months ago, Turkey's Kurdish rebels announced a unilateral ceasefire in their nine-year war against the Turkish army. It seemed to make sense. The Kurds of next-door Iraq, needing to stay on good terms with Turkey, were helping its soldiers to cut the rebels' supply lines. The guerrillas of the PKK, the far-left Kurdistan Workers' Party, were suffering heavy casualties. And yet the ceasefire is dead, by the

Kurds' own action, and the blood-letting in Turkey's south-east has resumed.

The casualty list on an average day this week included 12 soldiers killed in an attack on a military post, three civilians killed at a road block, seven members of a village family killed in a rocket attack, and three militiamen killed while guarding a radio station. The PKK, for its part, is said to have lost no fewer than 201 of its men—and women—last month.

Nor is the violence confined to the Kurdish south-east of the country. A series of explosions on June 27th in Antalya, a Mediterranean resort far from the heartland of the Kurds' insurrection, wounded two dozen people, 12 of them foreign tourists. It

is generally assumed to have been the work of the PKK. Turkey is balancing the possible damage to a tourist industry that brought in \$4 billion last year against its hope that in the long run things like this are bad propaganda for the Kurds.

What went wrong? Many people believe that Abdullah Ocalan, the PKK's leader, announced his ceasefire in March because he realised that Turkey's deal with the Iraqi Kurds meant his party could not organise the mass insurrection it had promised. He may later have changed his mind, seeing that the ceasefire looked like an admission of weakness. Or perhaps a rogue PKK unit decided to defy him. Whether or not he gave the order, a party of guerrillas attacked an

unarmed military convoy in late May. The ceasefire was over. The war was on again.

It makes an uncomfortable welcome for Tansu Ciller, Turkey's new prime minister. In her first week of office Mrs Ciller must have reflected that the coalition government which she now leads squandered much of the goodwill it had earned among the Kurds when it first came to power in 1991. Suleyman Demirel, who was then prime minister, promised to embrace "the Kurdish reality". But in fact he did hardly any of the things that might have lured ordinary Kurds away from the PKK.

Mrs Ciller now has a second chance. She knows she will be criticised if she makes

what anti-Kurd hardliners would call "concessions". Turkey's army is inflexible about these things. The head of Turkey's Constitutional Court has repeatedly asked for the parliamentary immunity of some Kurdish members of parliament to be lifted so that they can be tried for treason, a capital offence. Yet heavy-handedness alone does not seem enough to end the war.

The new cabinet has shown some understanding of the need to make a political move. This might take the form of giving the Kurds the right to use their language on television and radio. There might also be an offer of wider powers for local authorities. Such things could produce results. Most

people in the south-east do not like the way they have to live. The PKK levies protection money. It attacks private firms as well as government offices. Businesses in some parts of the area find it hard to get insurance, let alone new investment.

Most of the places where the fighting goes on are as far from Istanbul as is Vienna or Rome. Until now people in the more prosperous west of Turkey could detach themselves from the violence of the south-east. It may be that tough military measures can hold down the insurrection, and prevent a disruption of holiday resorts. Yet, without some act of political imagination, it is hard to see how this war can ever stop being a burden for Turkey.

SUISSE

LA LIBERTÉ • SAMEDI 3 / DIMANCHE 4 JUILLET 1993

Berne prend acte du rappel de trois fonctionnaires turcs

La Turquie a rappelé, hier les trois fonctionnaires de son ambassade à Berne, soupçonnés par la police d'avoir tiré sur des Kurdes lors de la manifestation du 24 juin dernier. Elle a refusé de lever leur immunité, comme le demandait la Suisse afin de les interroger. Tous trois ont quitté le pays hier après midi. La Suisse regrette vivement de ne pas pouvoir poursuivre la procédure à leur encontre suite au refus turc.



COMMENTAIRE

PAR GEORGES PLOMB

Complaisance éhontée?

Dieu, que ces Suisses sont prévenants à l'égard de ces Turcs! Le plus grave incident di-

plomatique des dernières années à Berne se termine en eau de boudin. Pensez! Ankara refuse de lever l'immunité de ses trois fonctionnaires-tingueurs, les rappelle et basta! Jamais les Helvètes ne les interrogeront. Jamais ils n'inspecteront - pour savoir qui a tué - les armes de l'ambassade. Mieux! La Suisse ne prendra contre la Turquie aucune sanc-

tion. C'est fou.

Oui, les Helvètes notifieront leurs «regrets». Oui, ils pourraient demander une entraide judiciaire en Turquie même. Oui, les trois tireurs - peut-être un quatrième - sont frappés d'interdiction d'entrée. Ce sera presque tout.

Complaisance éhontée? Non, Convention de Vienne! L'immunité diplomatique est chose abso-

lue. C'est pourquoi les trois artilleurs ont pris l'avion d'Ankara sans être inquiétés. Nos policiers, sur un malentendu, avaient d'ailleurs interrogé un Turc de force. Eh bien, Berne a dû s'excuser! C'est ainsi.

Protection choquante? Oui, mais elle permet au Gouvernement ménagé de sauver la face. Et de faire le ménage. Il n'est pas sûr que les trois flingueurs - pas

plus que l'ambassadeur Kaya Toperi - recevront à Ankara les félicitations du jury. L'ambassade de Berne, de toutes les missions turques chahutées par les Kurdes, est celle qui a le plus misérablement réagi. A Ankara, cela se sait. Bon, les Suisses ont refusé la demi-solution proposée par les Turcs: interroger les tireurs en présence de diplomates ottomans sans inspecter les armes.

Mais seules les armes pourraient dire qui a tué. Alors, à quoi bon?

Cette conclusion incroyablement sereine arrangera beaucoup de monde. Les excellentes relations économiques Berne-Ankara continueront de prospérer. Mais si ce drame affreux pouvait pousser la Turquie à se transformer enfin en société multiculturelle tolérante, ce serait mieux, tellement mieux.

La Suisse prend acte mais déplore le rappel des trois employés turcs

«L'immunité diplomatique est absolue.» Ce constat est devenu aveu d'impuissance pour l'autorité fédérale qui a dû, bien qu'en déplorant la décision, laisser partir ses trois suspects.

Trois fonctionnaires de l'ambassade de Turquie à Berne ont été rappelés à Ankara. La Suisse prend acte mais «déploie» ce départ, a dit devant la presse, hier après midi, le secrétaire d'Etat Jakob Kellenberger. Car la levée de l'immunité diplomatique demandée par Berne aurait permis de faire progresser l'enquête sur la fusillade du 24 juin dernier. A Ankara, le Ministère des affaires étrangères estime pour sa part que le cas est réglé pour la Turquie. Armin Walpen, secrétaire général du Département fédéral de justice et police, a fait savoir qu'une interdiction d'entrer en Suisse a été prononcée contre ces trois hommes, soupçonnés d'avoir tiré sur des manifestants kurdes la semaine dernière. Pour le reste, la Suisse respecte strictement les conventions de Vienne sur l'immunité diplomatique. «Il ne s'agit plus de savoir ce que la Suisse voudrait, mais ce qu'elle peut faire», a dit M. Walpen. L'immunité diplomatique est en effet «absolue».

DÉJÀ PARTIS

Jeudi soir, le Conseil fédéral, qui faisait son excursion annuelle, a tenu une brève séance exceptionnelle pour faire le point de la situation dans cette

affaire de l'ambassade de Turquie. Une demande d'assistance judiciaire est possible, mais aucune décision n'a été prise, a fait savoir M. Kellenberger.

Les trois hommes, deux agents de sécurité et le chauffeur de l'ambassadeur, ont déjà quitté la Suisse: ils ont pris l'avion à Cointrin pour Ankara hier vers midi, a-t-il ajouté. Le Département de justice et police avait été préalablement mis au courant de leur départ, mais a renoncé à les auditionner.

Mercredi, le Conseil fédéral avait demandé au Gouvernement turc de lever l'immunité diplomatique de trois fonctionnaires de l'ambassade de Turquie à Berne. Ces trois personnes ont été identifiées comme ayant tiré des coups de feu lors de la manifestation kurde du 24 juin dernier. Une personne avait été tuée et plusieurs blessées. L'ambassadeur turc Kaya Toperi avait finalement admis que le service de sécurité de l'ambassade avait fait feu contre des manifestants.

«LÉGITIME DÉFENSE?»

Le porte-parole de la diplomatie turque, M. Volkan Vural, avait déclaré jeudi que la levée de l'immunité diplomatique des trois fonctionnaires aurait constitué une «concession» au

PKK, ce qui ne «pouvait pas être accepté». Selon Volkan Vural, les membres de l'ambassade avaient dû «agir en légitime défense» en raison d'une «négligence de la police suisse».

D'après le chef du service de sécurité de l'administration fédérale, Rolf Schatzmann, les reproches de lenteur adressés à la police bernoise sont totalement infondés. L'enquête a démontré que l'intervention policière avait été rapide et réfléchie. En outre, rien ne donne à penser que les manifestants kurdes aient fait usage d'armes à feu, selon le commissaire Jürg Noth, de la police municipale bernoise. D'après lui, le personnel de l'ambassade avait tenté d'éliminer des pièces à conviction.

MANIFESTATION AUJOURD'HUI

Le ministère turc s'est félicité par ailleurs de la «nouvelle politique» du Gouvernement helvétique contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), auquel Ankara a attribué la tentative d'assaut, et contre d'autres «organisations terroristes». Berne a en effet chargé les cantons d'intensifier la surveillance de trois mouvements extrémistes kurdes, dont le PKK. Samedi, une importante manifestation kurde de protestation est prévue à Berne, suite aux événements de ces derniers jours. **ATS**

Nuages sur le tourisme turc

Des centaines d'Israéliens ont annulé leurs projets de vacances en Turquie après le triple attentat à l'explosif qui a fait 23 blessés dont 12 touristes européens à Antalya dimanche. Des milliers d'autres auraient adopté l'expectative, selon les tours opérateurs spécialistes de la Turquie.

Plus de 50000 Israéliens visitent la Turquie chaque année et la station balnéaire d'Antalya sur la côte méditerranéenne est la destination la plus prisée. Le conseiller du Premier ministre Yitzhak Rabin pour les affaires de terrorisme, le général Igal Pressler, a conseillé la prudence aux touristes israéliens après les explosions, tandis que le ministre israélien du tourisme, Uzi Baram doit se rendre la semaine prochaine en Turquie pour une visite officielle qui était prévue avant l'attentat.

Toute l'industrie turque du tourisme, principale source de devises,

est touchée par le triple attentat d'Antalya, qui a été attribué au PKK par les autorités turques. Si le mouvement de lutte armée kurde a réfuté toute responsabilité dans cet attentat, il n'en reste pas moins que le leader du PKK avait menacé dernièrement de s'en prendre à des cibles touristiques et économiques partout en Turquie. Selon le ministre turc du Tourisme, M. Abdukkadir Atyes, la Turquie risque de perdre l'avance qu'elle prenait sur la Grèce en matière de tourisme, en 1992; elle avait en effet enregistré pour la première fois l'an dernier des recettes du tourisme supérieures à celles de la Grèce, soit quatre milliards de dollars. Elle a accueilli 7,2 millions de touristes la même année, et a atteint ainsi le quatrième rang pour le tourisme méditerranéen après la France, l'Espagne et l'Italie.

Selon les statistiques officielles, la Turquie a accueilli l'an passé 1,2 millions de touristes en provenance de la CEI, et presque autant de tou-

ristes allemands. Viennent ensuite la Bulgarie, la Grande Bretagne, la France (avec près de 250 000 visiteurs), les Pays-Bas, l'Autriche, l'Italie, l'Iran et la Syrie. Pour 1993, le ministère du Tourisme prévoit 8 millions de touristes étrangers avec 4,5 milliards de dollars de revenus et 100 millions de dollars d'investissements dans le secteur. Pour les cinq premiers mois de cette année, le nombre de touristes en provenance des pays de l'Europe de l'Ouest avait encore augmenté de 40,9% par rapport à la même période en 1992. L'attentat d'Antalya, la reconduction de l'état d'urgence dans l'est du pays, où le tourisme prenait son essor, les menaces du PKK, autant de facteurs qui risquent de compromettre ces prévisions optimistes et de faire connaître à la Turquie un été touristique aussi sombre que pendant la guerre du Golfe.

LE MONDE — 7 JUILLET 1993

TURQUIE : mettant un terme à une longue période de transition

M^{me} Tansu Ciller a obtenu la confiance de l'Assemblée

ISTANBUL

de notre correspondante

La Turquie est finalement sortie de la longue période de transition qui durait depuis la mort, en avril dernier, du président Turgut Ozal. L'Assemblée nationale a accordé lundi 5 juillet, sa confiance au programme du nouveau premier ministre Tansu Ciller, par 247 voix contre 184. « C'est le premier jour de notre gouvernement exécutif », a annoncé M^{me} Ciller : « le temps des discussions est passé, le moment est venu de travailler ».

Le Parlement s'est mis à la tâche et a approuvé immédiatement par 300 voix, soit les deux tiers requis pour tout amendement de la Constitution, la levée du monopole étatique sur les radios et les télévisions. Le Parlement devra toutefois se prononcer une seconde fois sur le même sujet, jeudi 8 juillet, mais la réouverture des radios privées semble désormais acquise. Une bonne nouvelle dont la Turquie, et

M^{me} Ciller, avaient bien besoin après les événements violents de ces dernières semaines.

D'après les plus récents sondages, M^{me} Ciller jouit toujours du soutien populaire. La visite surprise des commandants des armées, peu avant le vote de l'Assemblée, indique que les militaires sont également prêts à lui accorder leur appui. Elle doit cependant faire face à une forte opposition au sein même de son Parti de la Juste Voie (DYP).

Méconnaissance des dossiers

La semaine dernière, ses collègues de parti n'ont accepté son programme et son cabinet qu'avec réticence. La vieille garde n'est vraiment pas disposée à se laisser marginaliser sans combattre. Dans les coulisses, les députés écartés du pouvoir s'organisent à nouveau pour lancer un nouvel assaut lors du congrès du DYP de novembre.

M^{me} Ciller veut les prendre de vitesse en imposant rapidement les changements qu'elle juge indispensables pour remettre la Turquie sur les rails, économiquement et politiquement : privatisation des entreprises étatiques, décentralisation du pouvoir, poursuite des réformes judiciaires. Pour cela, elle devra faire la preuve de ses capacités.

Jusqu'à présent, elle s'est surtout distinguée par ses gaffes, qui démontraient une inexpérience et une méconnaissance des dossiers délicats qu'elle doit maîtriser. La question kurde, les attaques du PKK, les extrémistes musulmans : autant de problèmes que les politiciens traditionnels n'ont pas résolus et auxquels le nouveau premier ministre doit s'attaquer sans tarder. L'euphorie qui a suivi son élection s'est dissipée quelque peu, mais il n'en reste pas moins l'espoir que son style moderne, son goût du risque et sa détermination redonneront à la Turquie un cap ferme.

NICOLE POPE

AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P.—AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P.AGENCE FRANCE PRESSE —

FRA0240 4 I 0180 SUI /AFP-FQ73

Suisse-Kurdes-Turquie

Berne: des milliers de Kurdes commémorent le décès de Semsettin Kurt

BERNE, 3 juil (AFP) - Plusieurs milliers de Kurdes ont commémoré samedi après-midi à Berne le décès de Semsettin Kurt, 29 ans, tué le 24 juin dernier devant l'ambassade de Turquie à Berne.

Arborant sur leurs poitrines la photo de la victime, les Kurdes ont défilé un à un devant le corps de Semsettin exposé dans une vitrine de la vieille ville. De nombreuses femmes, souvent en pleurs, ainsi que des enfants étaient présents.

Dès le début de l'après-midi, des Kurdes et sympathisants, venus de toute la Suisse, de France, d'Autriche, des Pays-Bas, de Grande-Bretagne et de Belgique ont parcouru les rues de la vieille ville, fustigeant le gouvernement turc ainsi que les autorités suisses, accusées de passivité.

La communauté kurde expatriée organisera des manifestations similaires ce week-end dans d'autres villes européennes, à Paris, Cologne, Hanovre et Francfort notamment, afin de protester pacifiquement contre l'attitude du gouvernement turc à leur égard.

CV/csa/mfo

AFP 031630 JUL 93

FRA0281 4 GI 0082 FRA /AFP-GB87

France-kurdes

Manifestation kurde à Paris

PARIS, 3 juil (AFP) - Quelque 1500 manifestants kurdes membres ou sympathisants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont défilé samedi après-midi à Paris pour réclamer l'indépendance du Kurdistan turc.

La manifestation, qui s'est déroulée sans incident, est partie de la Place de la République et s'est terminée à la Nation.

Elle a coïncidé avec d'autres manifestations du même genre en Suisse et en Allemagne.

az/jl

AFP 031808 JUL 93

FRA0219 4 I 0174 RFA /AFP-FL25

Allemagne-Kurdes

Plusieurs milliers de Kurdes manifestent à Francfort

FRANCFORT (Allemagne), 3 juil (AFP) - Environ 7.000 Kurdes ont manifesté dans le calme samedi à Francfort, à l'appel notamment du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), pour réclamer l'indépendance du Kurdistan turc, a indiqué la police.

Le cortège est passé sans incident devant plusieurs magasins ou agences de voyage turcs dans le quartier de la gare, a précisé la police.

Les manifestants ont demandé aux touristes allemands de boycotter la Turquie et réclamé la libération des personnes interpellées lors de la violente journée d'action des Kurdes contre de nombreux intérêts turcs en Europe, le 24 juin dernier.

Un groupe de militants du PKK avait alors pris en otages le consulat de Turquie à Munich pendant plusieurs heures. A Berne, une centaine de manifestants kurdes avait lancé une attaque contre l'ambassade de Turquie. Un Kurde avait été tué par balle lors des affrontements avec les services de sécurité de l'ambassade.

vl/ba/mfo

AFP 031528 JUL 93

FRA0106 4 I 0462 /AFP-EK16

PO-paix-France

M. Juppé invite Israël à ouvrir un dialogue direct avec l'OLP

MANAMA, 3 juil (AFP) — Le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé a appelé Israël à ouvrir un "dialogue direct" avec l'OLP et s'est déclaré "profondément inquiet" devant l'absence de progrès dans le processus de paix entre Arabes et Israéliens.

"Nous sommes très inquiets quant au manque de progrès dans les pourparlers de Washington et, tout comme nous incitons les Palestiniens à faire preuve de plus de réalisme, nous exhortons aussi les Israéliens à faire montre de plus de flexibilité et d'ouverture", a ajouté M. Juppé dans un entretien publié samedi par le quotidien arabe Al-Hayat, édité à Londres et imprimé à Bahrein.

M. Juppé, attendu samedi en Arabie saoudite pour une visite de deux jours, a affirmé: "nous demandons toujours (à Israël) de clarifier l'objectif final des négociations de paix (...) et d'accepter un dialogue direct avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP)".

"Nous sommes aussi très inquiets face à la détérioration de la situation dans les territoires occupés et nous avons mis en garde Israël contre les conséquences néfastes qui pourraient résulter de sa politique du fait accompli concernant la ville de Jérusalem", a-t-il indiqué.

La partie orientale de la ville sainte est occupée et annexée par l'Etat hébreu depuis 1967.

Evoquant d'autre part l'embargo imposé à la Libye par l'ONU, M. Juppé a déclaré: "la France demandera (lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU prévue le 15 août) le durcissement des sanctions contre la Libye si ce pays ne répond aux exigences" de Washington, Paris et Londres.

Accusée par ces capitales de soutenir le terrorisme, la Libye est soumise depuis le 15 avril 1992 à un embargo aérien et militaire. Le Conseil de sécurité a enjoint Tripoli de coopérer activement aux enquêtes sur les attentats contre deux avions civils américain (1988) et français (1989) ayant fait au total 440 morts.

Interrogé sur la situation dans le Golfe, M. Juppé a estimé que "l'Iran doit agir de manière à dissiper toutes les craintes d'une ingérence dans les affaires internes (des autres pays riverains du Golfe)". "L'Iran est appelé à prouver que sa puissance est un facteur d'apaisement dans le Golfe et non source de menace", a-t-il poursuivi.

A propos de l'Irak, M. Juppé a estimé que la France avait une "position ferme consistant à examiner les moyens d'amener Bagdad à appliquer les résolutions du Conseil de sécurité (...) tout en préservant l'unité" de l'Irak.

Au sujet des Kurdes d'Irak, en lutte contre Bagdad, le ministre a affirmé: "nous voulons assurer la protection des minorités kurdes dans le cadre d'une formule acceptée par le gouvernement irakien".

sam/hj/ajb/br

AFP 031014 JUL 93

Affaire de l'ambassade de Turquie: «La Suisse ne peut rien faire!»

La Turquie a rappelé les trois personnes que la Suisse souhaitait soumettre à enquête pénale.

«On ne peut rien faire!» Une once de lassitude dans la voix, le secrétaire général du Département de justice et police, Armin Walpen, clame son impuissance. La Turquie a refusé de lever l'immunité diplomatique des trois personnes que la Suisse souhaitait soumettre à enquête pénale. Ankara les a rappelées. «On a dû les laisser partir (réd.: ce qu'ils ont fait hier après-midi), on n'a même pas pu leur poser une question à l'aéroport.» L'immunité diplomatique, l'inviolabilité personnelle de ceux qui en bénéficient sont «absolues», a répété une fonctionnaire du Département des affaires étrangères.

Un des employés de l'ambassade, après la fusillade de vendredi dernier qui a fait un mort et neuf blessés, avait été conduit menotté au poste de police pour interrogatoire. «On n'aurait pas dû le faire, on s'est excusés auprès des Turcs. C'est ma faute», ajoute Armin Walpen.

Armin Walpen garde cependant le verbe haut pour annoncer que son département a décrété... une interdiction d'entrée en Suisse contre les trois personnages incriminés qui viennent de s'en aller. Le secrétaire d'Etat Jakob Kellenberger, qui présidait la conférence de presse d'hier après-midi, a, lui, la voix frêle. Il adopte le profil le plus bas. «Oui, la Turquie a dit non à nos demandes. On regrette beaucoup.»

Mais allez-vous adresser à Ankara une note de protestation? «Nous manifesterons certainement nos regrets.»

A-t-il été question de déclarer l'ambassadeur turc à Berne persona non grata? «Non.»

Avez-vous envisagé de rappeler notre ambassadeur à Ankara? «Non.»

Le refus turc n'est-il pas un acte d'hostilité à l'égard de la Suisse? «Je ne sais pas ce que vous entendez par acte d'hostilité.»

Y a-t-il d'autres mesures possibles? «De la part de qui et contre qui?» répond le secrétaire d'Etat.

On n'en tirera rien d'autre. La discrétion de ce haut fonctionnaire-là est exemplaire... Elle est même tellement caricaturale, en la circonstance, qu'elle fait ressentir comme physiquement l'absence du responsable politique, en course d'école quelque part dans l'Oberland bernois.

Jakob Kellenberger, tout de même, n'était pas descendu devant les journalistes pour ne rien dire. Il a rappelé le déroulement des événements depuis une semaine. Répété que les demandes suisses sur l'interrogatoire des personnes de l'ambassade ayant participé à la fusillade et la remise des armes étaient conformes aux Conventions de Vienne. Souligné que, hélas, avec les trois départs et le non d'Ankara, la Suisse n'était pas en mesure de conduire à leur

encontre une procédure pénale. Que la Turquie avait le droit de rappeler ses agents. Et qu'on n'avait, nous, pas le droit de les empêcher de partir. Ainsi le veut le droit international. Seule la levée de l'immunité par le pays d'origine y changerait quelque chose.

L'exigence helvétique concernant la remise des armes était un point central, a murmuré à plusieurs reprises Jakob Kellenberger.

Avez-vous retiré cette demande? «Non», répond le secrétaire d'Etat.

Allez-vous demander aux autorités turques de procéder elle-mêmes à l'interrogatoire des agents? «Cette possibilité existe, mais je ne peux pas vous répondre pour le moment.»

Pour le moment, la Suisse écrase...

Berne/ Michel Perrin □

Passeport turc, nationalité kurde

Ramazan, 30 ans, sa femme Medine, 27 ans, leurs enfants Ozan, Kaykan et Mustafa, sont Kurdes. De Mardin, au sud-ouest de la Turquie. Eux, ils disent: au nord-ouest du Kurdistan. Ramazan, qui a obtenu l'asile politique voilà un an, vit avec sa famille à Genève. Adolescent déjà, il a commencé à militer pour la cause kurde, alors même que ses parents avaient quitté Mardin pour s'installer au cœur de la Turquie, à Mersin.

A 17 ans, sympathisant du PKK, Ramazan est arrêté et emprisonné. Ses parents ne sont pas heureux de son activité politique. Alors, en prison (il y passa trois ans), ils lui présentent une fiancée. Il n'a pas le choix. «Dans les familles kurdes, lorsqu'un jeune milite, on cherche à le marier pour l'empêcher de passer à la guérilla», raconte Ramazan. La fiancée, c'est Medine, une petite cousine qui vient de Mardin elle aussi. Chez les Kurdes, il est courant de se marier entre lointains cousins. «J'étais d'accord, je l'aimais bien», se souvient Medine.

A sa sortie de prison, Ramazan est envoyé pour dix-huit mois au service militaire. Les fiancés se marient en 1984. Deux ans plus tard

naît Ozan, puis suivent les deux autres. Ramazan travaille comme chauffeur. Pour le plus grand bonheur des parents, la vie de famille l'accapare. Il modère donc son engagement politique. Il adhère au HEP, un parti kurde légal, contrairement au PKK. «Mes idées, je les avais gardées, mais j'avais une femme, des enfants, je devais rester prudent.» Pour la police et les militaires, Ramazan avait conservé l'étiquette d'avant. «J'étais harcelé en permanence. J'ai décidé de partir, on m'a conseillé la Suisse.»

Il y est arrivé fin juin 1991. Lorsqu'il a obtenu l'asile, il a fait venir sa famille. «Si je n'avais pas dû me marier, je serais entré dans la guérilla», affirme aujourd'hui Ramazan. L'un de ses jeunes frères y est engagé. «Mes parents ont toujours peur, bien sûr, mais aujourd'hui ils ne désapprouvent plus.»

Comment réagit Ramazan lorsque le PKK



Ramazan, Medine et leurs enfants.

Olivier Schoechlin

annonce vouloir frapper en Turquie les touristes étrangers à sa guerre? «Je ne veux pas de morts. J'ai un autre frère qui travaille dans un restaurant touristique. Mais il faut que les gens sachent que le tourisme aide à financer l'armée turque contre nous et qu'il y a 15 millions de Kurdes qui, chez eux, tremblent chaque jour.»

Francine Brunschwig □

Riot in Sivas over "The Satanic Verses" kills 35

- **City calm on Saturday, 35 under arrest**
- **Welfare Party accuses Nesin of hurting religious feelings of Moslems**
- **Parties stress authorities were too slow to act**

Compiled by TDN staff from dispatches ANKARA- A hotel fire started by Muslim fundamentalists irate over publication of excerpts from "The Satanic Verses" and anti-Islamic remarks by prominent author Aziz Nesin killed 35 people in the Central Anatolian provincial center of Sivas. Authorities sent troops and police reinforcements to Sivas and clamped a two-day curfew on the city.

Deputy Prime Minister Erdal İnönü, Defence Minister Nevzat Ayaz and Armed Forces chief Gen. Doğan Güreş flew there on Saturday.

"All security measures have been taken. The people need not give in to provocation," Prime Minister Tansu Çiller said after an emergency Cabinet meeting at midnight.

All of the dead were hotel guests, including authors and poets attending a cultural festival. Most died of asphyxiation and 60 people were injured.

Fire brigade efforts to reach the blazing building were hampered by mobs, but the town was reported calm on Saturday. The riots in the provincial capital 450 km east of Ankara erupted on Friday over publication in a Turkish newspaper of excerpts from British author Salman Rushdie's novel by writer Aziz Nesin, who was staying at the hotel.

It was reported that Nesin, 78, had been escorted from Sivas under police protection. Earlier reports that he had undergone surgery for injuries

were not confirmed on Saturday. Rushdie's novel is banned in Turkey but Nesin challenged the 1989 government decree by publishing excerpts.

The Indian-born British author's allegorical fantasy prompted book-burnings, riots across the Muslim world, and calls for the work to be banned when it was first published in 1988. The campaign culminated on Feb. 14, 1989, with a death edict, or fatwa, proclaimed against Rushdie by Iran's late Ayatollah Ruhollah Khomeini, who deemed it blasphemous to Islam. Rushdie, who lives in hiding under police guard, issued a statement in London condemning the violence in Sivas as a "terrorist atrocity."

He said Nesin's newspaper had published excerpts against his wishes. He said he had turned down a request from Nesin within the last 24 hours to publish "The Satanic Verses" in book form. State television said the two-day curfew was imposed on Friday after troops and police reinforcements had been rushed to the town.

The riots were the worst fundamentalist violence in secular but mainly Muslim Turkey since December 1978, when 117 people died in clashes in the southeastern city of Kahramanmaraş. Riots erupted in Sivas after Friday noon prayers when fundamentalists demonstrated outside the governor's office and the cultural center where the festival was held.

Mobs, swelling after office workers joined the crowd at closing time, marched on the Madımak Hotel when they found out that Nesin, who published the book in his left-wing Aydınlık daily in May and June, was staying there.

Anger built up when local newspapers published a speech Nesin made at the festival on Thursday, government spokesman Yıldıırım Aktuna said. In his speech, Nesin lambasted Islam and the Koran (Muslim holy book).

Interior Minister Mehmet Gazioglu, who flew to Sivas on Friday, blamed Nesin for what he cal-

led "inflammatory" remarks. "By standing against the public and making inflammatory statements, Nesin provoked the attacks," the Anatolian news agency quoted him as saying.

Turkish newspapers said Nesin had said the "reign of the Koran was over" in his speech.

Aydınlık said it had appealed to authorities in vain on Friday to take measures against a possible attack on Nesin, a prize-winning satirist and an outspoken critic of fundamentalism.

"The state has encouraged the attackers," it said. "The bill for 50 years of concessions against reactionism was paid with the lives of (the dead)."

Aydınlık offices in Istanbul and the southern city of Diyarbakır were attacked and wrecked by fundamentalist protesters in May and June after the excerpts were published.

In Parliament, the Republican People's Party (CHP) presented a motion to the speaker demanding a parliamentary investigation. The motion specifically demanded a parliamentary probe into the reasons behind the incident, into how to avoid similar incidents in the future, and to punish those responsible for it. Social Democrat People's Party Deputy Ziya Halis in a statement on Saturday declared the incidents in Sivas as a plot by Islamic fundamentalists and said that "fundamentalists burnt to death those who support secularism in Turkey."

Religious Affairs Directorate chief Mehmet Nuri Yılmaz issued a statement saying, "We cannot tolerate the killing of people no matter what the cause is." He said Islam does not accept violence and fighting between Muslim brothers, and that the people of Sivas have to avoid all kinds of provocation.

Nearly all the speakers during the debate on the government program on Saturday mentioned the Sivas incidents and condemned the violence.

Welfare Party Chairman Necmettin Erbakan accused Nesin of causing the incidents and

stressed that the author had made anti-Islamic statements which offended Muslim believers. According to information obtained by the TDN, Nesin told a conference in Sivas on Thursday that he did not believe in the commandments of the Koran, which he said was written 1,000 years ago, and that this is why he is not a Muslim. He said a more contemporary religious book should be written.

Erbakan said he too is against the use of force and stressed that the incidents in Sivas were not a clash between Alevis and Sunnis.

"The incidents were caused by a handful of people who provoked the crowds, and because the provincial governor mishandled the whole affair."

SHP spokesman Aydın Güven Gürkan admitted that the state forces had proven incapable of preventing the incidents. Gürkan said Nesin was not responsible for the incidents as he had made his speech on Thursday and that there had been no opposition to it that day. He said that the next day those who were behind the riots twisted Nesin's remarks and spread false information to the people of the city, thus provoking the riots.

Gürkan lamented that the incidents started early in the day, that the state forces had been unable to stop them, and that eventually the people had attacked the hotel where Nesin was staying.

CHP leader Deniz Baykal also accused the state forces of mishandling the Sivas incidents and stressed that the violence in the city unfolded like a slow motion film while the authorities could not do anything.

Baykal said the citizens of Sivas should not be blamed for the riots and that they were the making of a small group of people.

Main opposition Motherland Party Chairman Mesut Yılmaz said Turkey has always been a country of tolerance throughout history, but added that this does not mean certain people (Nesin) can use our freedom of speech to antagonize the religious feelings of the masses. "We need to display national unity at a time when we are fighting separatist terrorism," Yılmaz declared.

PKK kills 16 soldiers in the Southeast

Turkish Daily News

ANKARA- Separatist Kurdish terrorists, stepping up their attacks on Turkish targets since the collapse of a cease-fire, have killed 16 soldiers in a raid on a military post in southeast Turkey, officials reported Saturday.

The militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) attacked the gendarmerie post near the town of Dargecit on Friday night with rockets and automatic weapons, security officials in the southeastern city of Diyarbakır said. They said 25 other soldiers were wounded in the attack. Local reporters in Diyarbakır said troops which began a search operation to hunt the attackers had killed at least eight PKK militants.

Meanwhile, security sources said rebels attacked the eastern town of Iğdır, close to the Iranian and Nakhichevan borders, on Friday.

They said casualties in the attack had not been determined yet as telephone lines to the town have been cut since the raid started at 10 p.m.

Additional troops have been sent to the town.

In another incident on Friday, Kurdish terrorists killed a village guard in the town of Uludere.

Also, a civilian was shot dead on the same day by unidentified gunmen in the southeastern town of Cizre, officials said. More than 118 people, including 62 PKK rebels and 38 soldiers, were reported to have died in incidents earlier this week. In late May, PKK militants broke a unilateral cease-fire declared in March by Abdullah Öcalan, the leader of the Marxist group, killing 33 unarmed Turkish soldiers in a bus ambush. Since then, Turkish Army reinforcement has been building up in the troubled Southeast and East.

Turkey's new prime minister, Tansu Çiller, has ordered the Armed Forces to begin large-scale summer operations against the PKK in the region, security officials said this week. Local reporters said Turkish aircraft have bombed Cudi, Herkol, Namaz and Bestler mountains in the past week to smash rebel bases. The PKK, which has declared all-out war on Turkey, carried out attacks on Turkish missions, airline offices and banks in Western Europe last week.

A series of bomb blasts in Turkey's Mediterranean resort of Antalya wounded 27 people, including 12 European tourists. Officials said the bombs were believed to have been set by rebels from the PKK who threatened to attack Turkish tourism and economic targets.

The Turkish Daily News learnt that mysterious fires were started in four forest areas in the holiday resort of Bodrum early Saturday. Communications were knocked out by the fires and TV transmissions were interrupted.

More than 6,250 people have been killed in political violence in Turkey since 1984 when the PKK launched its terrorist campaign.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JULY 3-4, 1993

Iraq Seeks UN Accord for an Oil Sale

BAGHDAD (AP) — Iraq said Friday that it was willing to negotiate with the United Nations on the one-time sale of oil worth \$1.6 billion, but expects the UN to be flexible. Oil industry experts, however, doubt that an agreement is possible, given Baghdad's refusal to comply fully with UN Security Council resolutions imposed after the 1990 invasion of Kuwait.

"We're sending a team of officials for the talks with an open mind," said an Iraqi Oil Ministry official, speaking on condition of anonymity. The oil official said there was no possibility that Baghdad would accept all the UN terms for selling the oil to finance the purchase of food, medicine and humanitarian supplies for Iraq's 18 million people. But the official and other Iraqi sources said Baghdad's position appears to be more flexible after more than 18 months of fruitless negotiations. The talks begin Wednesday.

Muslims in Turkey Kill 40 Leftists

ANKARA (AP) — At least 40 people were killed and 145 injured when Muslim fundamentalists set fire to a hotel where leftist writers and intellectuals were staying, news reports said.

The victims mostly died of smoke inhalation in the blaze in the central city of Sivas, according to news reports. The fundamentalists' main target was the translator of Salman Rushdie's "The Satanic Verses."

The leftists were staying at the Hotel Madimak to attend festivities in honor of a 16th century poet hanged for defying Turkey's Ottoman rulers. The fundamentalists, emerging from several mosques after Friday prayers, burst through police barricades and attacked the hotel, angered by the leftists' alleged atheism, witnesses said.

L'HUMANITÉ — 3 juillet 1993

TURQUIE. Onze soldats auraient été tués

lors d'affrontements avec des maquisards kurdes du PKK, dans le sud-est du pays. Selon un rapport publié par la Fondation turque des droits de l'homme, le gouvernement n'aurait cessé de « recourir à des méthodes incompatibles avec le droit » pour lutter contre le « terrorisme », faisant près de 4.000 victimes entre le 21 novembre 1991 et le 24 juin 1993.

DEMONSTRATION

Politiker wollen mit den Kurden reden

Heute empfängt eine Nationalratsdelegation die um ihren erschossenen Kollegen trauernden Kurden zu einer Aussprache. Auf Vermittlung von SP-Mann Peter Vollmer haben die Kurden gestern ihren Protest abgebrochen.

Zwischen 5000 und 8000 Kurden haben am Samstag am Trauerzug für den vor der türkischen Botschaft erschossenen Semsettin Kurt teilgenommen. Nach dem bewilligten Protestmarsch liessen sich rund 200 Kurden auf dem Bundesplatz nieder und verharrten dort über Nacht. Mit dieser illegalen Aktion unterstrichen sie ihre Forderung an die Schweiz, alles zu unternehmen, um die von der Türkei unter diplomatischem Schutz abgezogenen drei Pistolenschützen doch noch zur Rechenschaft zu ziehen. Erst als ihnen der als Vermittler beigezogene Berner SP-Nationalrat Peter Vollmer versichert hatte, die aussenpolitische Kommission des Nationalrates werde sich dem Thema annehmen und heute eine Kurden-Delegation empfangen, gaben die Demonstranten auf. Zuvor hatte die Polizei, die rund 100 Beamte in Bereitschaft hielt, ultimativ die Räumung des Platzes verlangt.

Bundesplatz-Besetzung wurde friedlich beigelegt

Tausende von Kurden haben am Samstag von ihrem toten Landsmann Abschied genommen. Sie unterstrichen ihren Protest gegen die Türkei und die Schweiz mit der Besetzung des Bundesplatzes. Die Politiker zeigen Verständnis.

Zwischen 5000 und 8000 Menschen zogen am Samstag am Sarg des vor zwölf Tagen vor der türkischen Botschaft erschossenen 29jährigen Kurden Semsettin Kurt vorbei. Aufgebahrt war der junge Mann in einem Schaufenster an der Berner Postgasse. An ihrem Protestzug warfen die Kurden dem türkischen Regime Rassismus vor. Ihre Wut galt auch der jüngsten Entwicklung nach der Abreise jener drei Sicherheitsbeamten, die aus der türkischen Botschaft auf kurdische Demonstranten geschossen und dabei Kurt tödlich verletzt haben. Dass die Schweiz die drei habe ziehen lassen und auf Sühne verzichte, sei ein Zeichen der Schwäche.

Lange Nacht

Um ihren Protest zu unterstreichen, blieben rund 1000 Kurden auch nach dem Ende der bewilligten und friedlich verlaufenen Kundgebung auf dem Bundesplatz, 200 gar verbrachten dort die Nacht. Am Sonntag morgen zählte die Polizei erneut 500 Demonstranten. Weil dieser Fortsetzungs-Protest aber nicht bewilligt war und die Polizei in der Nacht zahlreiche Anrufe wegen Ruhestörung erhalten hatte, wurden die Kurden angehalten, den Platz zu räumen. Den Kurden, so sagte Stadtpolizeisprecher Lorenz Hess, sei in den letzten Tagen «sehr viel» Toleranz entgegengebracht worden. Doch würden es die Bürger nicht

verstehen, wenn die Polizei bei Schweizern Demonstrationsverbote durchsetze, Fremde hingegen gewähren lasse.

Empfang zugesichert

Im Bemühen um eine friedliche Beendigung der Besetzung wurden nun Vermittler gesucht. Gefunden wurden sie in der SP-Nationalrätin Angeline Fankhauser (BL), die per Telefon ihren Berner Partei- und Nationalratskollegen Peter Vollmer mobilisierte. Vollmer trat an, verhandelte mit den Kurden und versprach ihnen im Beisein von Felix Meier, Chef des Sonderstabes «Türkei», Vertreter der aussenpolitischen Kommission würden sie heute zu einer Unterredung empfangen. Zuvor hatte Vollmer von Kommissionspräsident Albrecht Rychen (SVP/BE) das O.k. eingeholt. Nach dieser Zusicherung zogen die mit Bahn und Bussen aus der ganzen Schweiz angereisten Kurden ab.

Politiker empört

Vollmer hat Verständnis für das Anliegen der Kurden. Dass die drei Schützen unter dem Schutz des Völkerrechts unbehelligt heimkehren konnten, sei unbefriedigend. Zwar sei die Schweiz an dieses Recht gebunden, doch untätig müsse sie dennoch nicht bleiben. So könnte sie ein Auslieferungsbegehren an die Türkei stellen oder die Türkei dazu bewegen, den Fall in eigener Regie zu untersuchen. Auch eine Ausweisung des türkischen Botschafters mag der Berner Nationalrat nicht ausschliessen. Unterstützung für derartige Aktionen glaubt er in der ganzen SP, bei den Grünen und selbst im bürgerlichen Lager zu finden. Vereinzelt haben sich Vertreter von SVP, CVP und FDP entsprechend geäußert. *abb/jsp(sda)*

Montag, 5. Juli 1993

bz

Kurden protestieren für Gerechtigkeit

Trauermarsch für getöteten Landsmann – Aussenpolitische Kommission berät heute

Mehrere tausend Kurden haben am Samstag in Bern an einer Trauer-Kundgebung für den vor der türkischen Botschaft erschossenen Kurden teilgenommen. Etwa 200 von ihnen haben bis gestern den Bundesplatz besetzt. Politiker kritisieren die Schweizer Haltung gegenüber der Türkei.

Bern. (spk). Kurdinnen und Kurden haben am Wochenende auf dem Bundesplatz in Bern eine lückenlose Aufklärung der Todesschüsse aus der türkischen Botschaft und die Bestrafung der Verantwortlichen gefordert. Mehrere tausend Kurden hatten am Samstag an einer bewilligten Trauerkundgebung für den vor der türkischen Botschaft erschossenen Kurden teilgenommen. Daran anschliessend wurde der Bundesplatz von einigen Demonstranten besetzt.

Vierter Schütze

Bern (spk). Die Schweiz gibt gegenüber der Türkei nicht klein bei. Armin Walpen, Generalsekretär des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes (EJPD), kündigte an, dass von der Schweiz ein Begehren um Aufhebung der Immunität des vierten Schützen gestellt werde. Ob es sich dabei um den türkischen Botschafter in Bern, Kaya Toperi, handelt, wollte Walpen nicht sagen. Das Gesuch um Aufhebung der Immunität des vierten Schützen sei noch nicht gestellt, erklärten EJPD-Informationsschef Viktor Schlumpf. Zuerst würden noch andere Vorfälle von 24. Juni in Schweizer-Städten abgeklärt.



Etwa 200 Kurden haben nach einem Trauermarsch den Berner Bundesplatz besetzt. Friedlich sind sie gestern nachmittag nach Verhandlungen mit Politikern abgezogen. Foto ky

Demonstrationszug führte durch die Berner Altstadt auf den Bundesplatz.

Die Stadtpolizei setzte vorsorglich 160 Beamtinnen und Beamten ein. Die Berner Innenstadt war weiträumig für den Verkehr gesperrt. Die Zufahrtsstrassen zur türkischen Botschaft waren mit Stahlgittern und Stahldrahtrollen blockiert. Nach Angaben der Polizei kam es zu keinen Zwischenfällen.

Enttäuschung über die hilflose Haltung der Schweiz gegenüber der Türkei zeigten auch zahlreiche Politiker. Nationalratspräsident Paul Schmid-

halter (CVP) forderte laut Sonntags-Zeitung einen offiziellen Protest nach Ankara. Unverständnis über den unbehelligten Abzug der drei Diplomaten äusserte der Berner FDP-Nationalrat Christian Wanner. Der Fraktionschef der Grünen im Nationalrat, Hanspeter Thür, forderte gemäss SonntagsZeitung einen Protest des Bundesrates. SP-Fraktionschefin Ursula Mauch erwartet eine deutliche Antwort an die türkische Regierung. Gleich das ganze türkische Botschaftspersonal ausweisen würde SVP-Nationalrat Christoph Bjöcher.

**Aussenpolitische
Kommission will
Fakten auf den Tisch**

Türkei -Affäre

Cotti muss antraben

Blick

Montag, 5. Juli 1993

■ **VON MONIQUE RYSER**
BERN – Kein gemütlicher Sommerferienbeginn für Bundesrat Flavio Cotti. Heute muss der Aussenminister vor Nationalräten zu den Todesschüssen vor der türkischen Botschaft Red und Antwort stehen.

Noch am letzten Mittwoch zeigte sich unser Aussenminister zuversichtlich: «Ich

bin überzeugt, dass die Türkei mithilft, die Vorfälle bei der türkischen Botschaft in Bern zu klären.»

In der Zwischenzeit wurde er eines Besseren belehrt: Die Regierung in Ankara liess die drei Todesschützen am Freitag in die Heimat fliegen. Die Bundesbehörden konnten nur noch machtlos zuschauen.

Damit ist die Sache aber nicht ausgestanden. Die Aussenpolitische Kommission des Nationalrates will heute Klartext sprechen. Vor der Kommission antreten müssen neben Cotti auch Staatssekretär Jakob Kellenberger und der Chef des Krisenstabes, Felix Meier.

Für den Berner SP-Nationalrat Peter Vollmer ist klar: «Der Botschafter muss ausgewiesen werden. Er trägt die Verantwortung für die Schiesserei.»

Kommissionspräsident Albrecht Rychen will sich noch nicht festlegen: «Wir wollen uns genau informieren lassen. Ich bin entrüstet über die mangelnde Hilfsbereitschaft der Türkei, bin aber über-

zeugt, dass unsere Behörden richtig gehandelt haben.»

Zum weiteren Vorgehen der Schweiz mochte sich die Nummer zwei des EDA, Staatssekretär Kellenberger, nicht äussern. Er sagte lediglich: «Das Kurdenproblem wird uns auch weiterhin beschäftigen.»

Vollmer war bereits am Sonntag aktiv geworden. «Ich versprach den Kurden, dass sie heute mit einer Delegation unserer Kommission sprechen können.»

Rund 400 Kurden hatten seit Samstag in Bern ihren getöteten Kollegen betrauert. Sie verlangen von der Schweiz: Die Todesschützen müssen bestraft werden.



Totenwache am Sarg des am 24. Juni getöteten Kurden Semsettin Kurt.



Einigung mit den kurdischen-Demonstranten: Nationalrat Peter Vollmer verhinderte eine polizeiliche Räumung des Bundesplatzes.

Iraqi team to New York for oil talks

- Kuwaiti oil minister says world oil markets can absorb a limited resumption of Iraqi exports
- Kurds in North want share of Iraqi oil income

Reuters

BAGHDAD- Iraq has sent a team to New York for talks with U.N. officials in an effort to restart oil sales blocked by three years of trade sanctions.

A political delegation headed by Riyadh al-Qaysi, head of the Foreign Ministry's international organizations department, left Baghdad for the 12-hour road trip to Amman.

The team, which includes an oil ministry official and the central bank governor Tariq al-Tukmaji, will fly from there to New York to meet the head of the United Nations' legal department for the first major talks on oil sales in a year. Iraqi officials have declined to comment on the meeting, saying they do not want to raise expectations among sanctions-weary Iraqis.

But many diplomats see a new willingness to cooperate with the United Nations which could lead to an agreement opening the door to Iraqi oil exports, halted since its 1990 invasion of Kuwait. Baghdad has previously rejected U.N. resolutions calling for it to sell limited amounts of oil under supervision, saying the proposal would infringe Iraq's sovereignty.

World oil prices have slumped on the expectation that the talks beginning on Wednesday will lead to a breakthrough that will allow Iraqi oil on to an already glutted market. In the markets of Baghdad, shoppers rushed to buy cheaper food as prices dropped on the prospect that oil exports would ease the hard times.

"Everyone is so happy -- this time we are sure they will reach an agreement," said one Iraqi.

The price of a tray of 30 eggs plunged on Saturday to 55 dinars (90 cents) from 90 dinars (\$1.30) a week ago, leading small merchants to grumble they were selling them below cost. Even the lower price is almost a week's salary for the average Iraqi, making eggs a luxury few can afford.

Although the government has maintained silence on the prospects for the talks, it has not stopped newspapers from fueling excitement over the resumption of oil sales. The official newspaper al-Jumhuriya helped to support a rise in the Iraqi dinar by arguing that the world economy had an insatiable need for Iraqi oil.

"Reports confirm that Iraq will soon return to the oil market," al-Iraq newspaper, published by pro-government Kurdish factions, said in a front-page headline.

The brief article referred to foreign reports but the fact that it appeared in a newspaper reflecting the government line was seen as a sign of official endorsement of the comments. The delegation set out almost a week after U.S. missiles struck Baghdad.

Iraq said the raid killed six civilians. Washington said the strike last Sunday was aimed at Baghdad's military intelligence headquarters in retaliation for an alleged Iraqi plot to kill former U.S. President George Bush. The dinar continued its rise on Sunday, to about 60 to the dollar from 87 two days ago on the universally-used black market.

Iraq's official exchange rate, set when Baghdad was a major oil producer, pegs each dinar at 3.2 dollars.

Markets can absorb Iraqi oil

In Kuwait City, Oil Minister Ali Ahmed al-Baghli was quoted as saying on Sunday that world oil markets could absorb a limited resumption of Iraqi exports.

"If the United Nations allows Iraq to sell some of its oil, the oil markets will find a balance by themselves," he was quoted as saying by al-Anbaa newspaper.

"Even if Iraq is allowed to export 500,000 to 600,000 barrels per day (bpd) over a six-month period the market will tolerate that quantity as long as the other OPEC members stick to their quotas set at the Geneva meeting," Baghli said.

Baghli, who rejected the Geneva agreement last month saying his country needed a larger increase in its output quota than OPEC would offer, said prices would fall at first but would then "find a balance."

He said Iraqi oil sales would put OPEC in a difficult position. But the organization had faced similar difficulties in the past and emerged successfully, he added.

Washington's Ambassador to the United Nations Madeleine Albright said in Geneva that the United States would not object to Iraqi oil sales if talks on the subject between Baghdad and the United Nations end in agreement.

London August futures for the benchmark Brent Blend crude from the North Sea sank on the news to \$16.88 per barrel on Friday morning before stabilizing. The price has dropped about 70 cents since Wednesday and is down \$1.80 since early June. The Security

Council has demanded Iraq sell oil worth \$1.6 billion over a six-month period to pay for food and other supplies currently furnished by U.N. agencies following the stringent trade sanctions imposed when Baghdad's troops invaded Kuwait in 1990.

That would translate into about 500,000 to 600,000 bpd being sold into an already glutted market.

Iraq has so far rejected the terms for limited oil sales, saying they violated its sovereignty.

But many diplomats see a new willingness to cooperate with the United Nations which could lead to an agreement opening the door to Iraqi oil exports, halted since its 1990 invasion of Kuwait.

Kurds want share of Iraqi oil

Meanwhile Iraqi Kurdish leadership remarked that they would demand a share from the oil income of the Iraqi Administration, if the United Nations allow Iraq to export oil, the semi-official Anatolia news agency reported on Sunday.

An Iraqi Kurdish official, Roj Nuri, told the Agence France Presse that the Iraqi government should give one-third of its oil income to the Kurdish administration due to the fact that the administration, proclaimed in Northern Iraq, has control of one-third of Iraqi territory.

"We are a part of Iraq, but we are not a part of the Iraqi government. We demand one-third of the oil income of Iraq for our land," Nuri added.

HEP claims soldiers killed innocent villagers

Turkish Daily News

ANKARA- The People's Labor Party (HEP), in a press statement on Sunday, alleged that security forces on Friday killed nine innocent villagers.

"The state forces, who entered into the village of Çelik near Mardin's town of Dargeçit after a Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrilla raid, killed nine innocent villagers,

two of whom were women. The victims included Zülfer Akkurt, Dikran Kavakçioğlu (70), Mehmet Kavakçioğlu, Alaettin Acar, Fahrettin Acar, Kumri Tosun (80), Elvan Acar, and Enver Acar.

Furthermore, those villagers, in TV news broadcast the same evening, were branded as 'nine terrorists killed in a clash,'" said the statement.

Kurds take to the streets in Switzerland and Germany

Compiled by TDN staff from dispatches

BERNE- Thousands of Kurds demonstrated in Berne on Saturday in memory of a Turkish Kurd who was killed nine days ago outside the Swiss capital's Turkish embassy.

Police said nearly 5,000 Kurds, including women and children, marched silently through the alleys of central Berne past a coffin draped in the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) flag, surrounded by candles and displayed in a shop window.

Organisers said the coffin contained the body of 29-year old Semsettin Kurt, killed by a ricocheting bullet fired from the Turkish embassy compound during a demonstration outside the building on Thursday, June 24. The June 24 protest coincided with several attacks by Kurds on Turkish offices throughout western Europe.

After Kurt's death, the Swiss government demanded that Ankara lift the diplomatic immunity of three of its Berne embassy staff. Swiss police wanted to charge them with causing grievous bodily harm, endangering life and accidental homicide.

A number of Kurds involved in Thursday's demonstration were arrested by Swiss police and face similar charges. Turkey reacted by withdrawing the three diplomats, two security staff and the ambassador's driver, from Berne. Police blocked the demonstrators on Friday from entering the area of Bern near the Turkish embassy.

Kurdish organizations in Switzerland said they had encountered no opposition from Turkish officials to their plans to take the body of Kurt to his homeland for burial on Monday.

Seeking an independent Kurdish state carved out of Turkey, Iran, Iraq and Syria, the PKK has been waging an armed campaign in the mostly Kurdish populated Southeast Turkey since 1984. The conflict has claimed nearly 6,300 lives so far. In Germany, thousands of Kurds held peaceful rallies to demand a boycott of German tourism to Turkey and an end to what they called Turkish persecution of civilians, police said.

Almost 4,000 Kurds took to the streets of Frankfurt, thousands rallied in Cologne and hundreds demonstrated in Bonn and Hamburg.

PKK trappar upp våldet

Turkiets nya premiärminister Tansu Ciller har fått många problem på halsen

TJUGOTRE medlemmar av PKK-gerillan och elva turkiska soldater dödades i olika sammanstötningar i fredags. På kvällen sattes ett hotell i staden Sivaz i brand av islamiska fundamentalister som var ute efter en författare som översatt Salman Rushdies "Satan-verserna".

Samtidigt anklagar Turkiska stiftelsen för mänskliga rättigheter den förra regeringskoalitionen mellan Den rätta vägens parti och Socialdemokratiska folkpartiet för att inte respektera de mänskliga rättigheterna. Koalitionen leddes av Süleyman Demirel. Sedan han blev president i maj efter Turgut Özals död har Tansu Ciller tagit över som premiärminister, men regeringen är i stort sett oförändrad.

När nu PKK trappar upp våldet, som inleddes med angreppen på turkiska mål i Europa i förra veckan, tar Ciller till hårda tag. Hon har beordrat krigsmakten att inleda omfattande operationer mot PKK-gerillan och följer därmed president Demirels linje att inte göra några eftergifter åt kurderna. Frågan är om Cillers agerande leder

någonvart. Medborgarrättsorganisationen ger regeringen hård kritik för att den bara försöker lösa problemen i Kurdistan med militära medel.

I mars i år utlyste PKK:s ledare Abdullah Öcalan en ensidig vapenvila och förklarade sig beredd till förhandlingar. I slutet av maj, när regeringen inte givit någon respons och inrikesminister Ismet Sezgin förhastat förklarade att han fått slut på de kurdiska upproren, bröt PKK vapenvilan.

Om Ciller trappar upp motståndet mot kurderna kan hon också riskera sin egen position. Sezgin var presidentstödd favorit i premiärminister valet mot Ciller, som tog steget in i politiken 1991, men han stupade just på den brutna vapenvilan i maj.

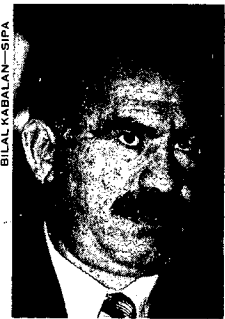
I stället kom Ciller till makten, trots motstånd från det gamla gardet. Hittills har hon drivit sina egna idéer. Har hon så mycket skinn på näsan att hon vågar bryta med den tidigare regeringens linje och erkänna kurdernas krav på självstyre? □

DAGENS NYHETER

Söndagen den 4 juli 1993



In Bonn police struggle with Kurdish militants



BILAL KABALAN—SIPA

PROTEST

ON THE RAMPAGE

Violent supporters of the Marxist Kurdish Workers' Party trash Turkish diplomatic and business offices across Europe

By **JAMES O. JACKSON** BONN

IT WAS JUST BEFORE 10 A.M. THURSDAY when nearly 100 young men and women swarmed past surprised policemen onto the grounds of the Turkish embassy in the Swiss capital, Bern. "Kurdistan lives!" they yelled, and unfurled placards reading **STOP THE MASSACRE IN KURDISTAN and TURKISH ARMY: GET OUT OF KURDISTAN.** At almost the same moment 360 km away in Munich, 13 young men strolled past German police at the Turkish consulate and rushed inside, producing cans of gasoline and what looked like bombs. With

shouts of "Kurds want their own country!" they rounded up some 20 staff members and visitors. In Berlin, also at 10 a.m., tellers in the Kreuzberg branch of Is Bank, Turkey's largest private bank, cowered in terror as a gang of Kurds threw furniture and smashed windows with axes and iron rods. The same happened at the T.C. Ziraat Bankasi bank in London's terrorist-troubled financial district, the Turkish tourist office in Stockholm, the Turkish Airlines offices in Copenhagen and Lyons and branches of the Pamukbank in Dortmund and Cologne. In all, Turkish diplomatic missions, banks and travel offices in 29 European cities were trashed, sur-

rounded or taken over within a few minutes of 10 a.m. It was the boldest and most carefully coordinated Kurdish protest action ever mounted in Europe by the P.K.K., or Kurdish Workers' Party, a Marxist group, some of whose members seek independence while others wish to remain within the Turkish state.

One person died—a Kurdish protester struck down in a fusillade of bullets apparently fired from inside the Bern embassy. It could have been worse. Militants took hostages in Marseilles and Munich. In Marseilles the protesters surrendered after three hours; in Munich they broke into the consulate's armory and obtained a ma-

chine pistol and several handguns, threatening to shoot their hostages unless Chancellor Helmut Kohl publicly denounced Turkey for oppressing Kurds. Kohl did not oblige, and they finally surrendered, but only after 14 hours of negotiation.

The declared purpose of the rampage was to call attention to the bloody conflict in eastern Anatolia between P.K.K. guerrillas and the Turkish government that has caused some 6,300 deaths since 1984. It succeeded. The sheer reach of the attacks grabbed headlines and dominated television news across the Continent. The attacks also fired the outrage of police and politicians, especially in Germany and France, home to Europe's largest Kurdish populations outside Turkey, at more than 400,000 and 90,000, respectively. "We will do everything we can to bring the offenders to justice," vowed German Interior Minister Rudolf Seiters. "We cannot allow conflicts of other countries to be played out on German soil." In Paris, Foreign Ministry spokesman Richard Duqué declared, "It goes without saying that we condemn this sort of action, since violence is never a solution to political problems."

IT WAS PERHAPS INEVITABLE THAT Germany, with its large population of Turks, would bear the brunt of the protest. There was some irony in the fact that France was hit so hard: Danielle Mitterrand, the wife of President François Mitterrand, is a passionate sympathizer of the Kurdish cause.

The P.K.K., however, hardly represents the mainstream of Kurdish politics. It is a tightly organized, violent organization that has been responsible for hundreds of assaults in Turkey and elsewhere, most recently on May 24 when a P.K.K. unit attacked a bus in the Turkish province of Bingol, massacring 33 unarmed army recruits and five civilians. The killings broke a unilateral cease-fire that had been declared by the party's founder, Abdullah Ocalan, a 44-year-old former civil servant, who operates from Lebanon. He ended the truce officially on June 8 by declaring the start of "the most ferocious" campaign ever against the Turks.

Ocalan's P.K.K., says French terrorism expert Xavier Raufer, "is a totally Stalinist organization, like the Shining Path [of Peru] or the Khmer Rouge [of Cambodia]. It is very disciplined and hierarchical." The Thursday as-

In Munich authorities assist a released hostage

saults, he says, were unquestionably ordered by Ocalan, probably as the start of a campaign that will continue through the summer and could worsen. Aug. 15 is the anniversary of the P.K.K.'s first guerrilla action, a 1984 attack on a Turkish military outpost in Anatolia, and a date that is regularly marked by acts of terror. In a recent interview with the German weekly *Focus*, Ocalan vowed "an unprecedented wave of violence . . . in every area, in every region."

European police have no doubt that he possesses both the guns and the support to keep his deadly promises. "Most Kurds, even if they are not sympathizers, respect [the P.K.K.] because it alone is active on the ground," says a French police source. Adds Raufer: "The P.K.K. must have 200 or 300 armed supporters walking around the streets of Paris every day. The French police are afraid of them."

Where fear is not effective, money is, and the P.K.K. has plenty of it. It collects "revolutionary taxes" from Kurd-owned businesses in Europe and is deeply involved in the drug trade, controlling between 30% to 40% of the Turkish heroin flowing through the Balkans into Europe. Another contributor to the P.K.K. treasury is Saddam Hussein, the ruthless oppressor of Iraq's Kurdish minority. Raufer says the Iraqis have shipped the P.K.K. "tons of Chinese-made weapons to get re-

P.K.K. leader Abdullah Ocalan, has vowed "an unprecedented wave of violence . . . in every area."

venge against the Turks for their support of the Western coalition in the Gulf War."

It is surprising, then, that so violent an organization is able to operate so freely in Germany. Though the P.K.K. and its front groups are kept under observation by the Federal Office for the Protection of the Constitution, it has never been officially banned, as

have other organizations that espouse violence. One reason is concern that a ban would drive the P.K.K. underground, making it even harder to track. In many ways it is, in fact, already underground. "The organizational elements of the P.K.K. are extremely difficult for the security forces to identify," says Willfried Penner, the domestic-policy spokesman for the Social Democratic Party.

Difficult or not, the spate of attacks Thursday should have been preventable. An indignant Hikmet Cetin, the Turkish Foreign Minister, said Germany and other European governments were warned on Wednesday that attacks were imminent. Bonn officials confirmed, somewhat sheepishly, that they had indeed been warned. They routinely passed on the warning to police in the various states, without taking extraordinary measures. Bavarian interior minister Günther Beckstein said he responded by assigning extra guards to the Munich consulate, but they failed to stop the attack. "Security checks at the entrance are the consulate's responsibility," he grumbled.

In Marseilles the hostage takers got into the main part of the consulate but were unable to reach the second-floor office of the consul because, alerted by security cameras, he and his bodyguards barricaded themselves inside. Turkish diplomats themselves may have treated the warning too lightly. In Munich the staff was so taken by surprise that the activists got into the consulate armory. In Bern the Turks in the embassy evidently used their weapons but started a diplomatic uproar in the process. Besides killing one of the protesters—none of whom were armed—they wounded a Swiss policeman, leading the Foreign Ministry to demand that the mission surrender its weapons forthwith. The Turks refused.

Between the gunplay and the Turkish complaints about lack of protection, the campaign succeeded in damaging Ankara's relations with Europe—which, of course, was precisely what the P.K.K. wanted. Leaders on both sides should dial down the rhetoric and find ways to prevent more such mayhem; if they don't, the P.K.K. will win again.

—With reporting by Thomas Sancton/Paris, Margaret Studer/Zurich and James Wilde/Istanbul



TURQUIE : après l'incendie meurtrier de Sivas

L'opinion s'interroge sur les causes de l'explosion de violence intégriste

La Turquie, encore sous le coup du choc des manifestations du vendredi 2 juillet, qui ont coûté la vie à 36 personnes à Sivas, s'interroge sur les causes de cette explosion de violence religieuse (Le Monde daté 4-5 juillet).

ISTANBUL

de notre correspondante

« Des sonnettes d'alarmes sonnent à Sivas. Ceux qui veulent diviser et ruiner la Turquie sont à l'œuvre, » écrit l'éditorialiste Oktay Eksi dans *Hürriyet*. « L'État s'est rendu à la charia », titre le quotidien kémaliste *Cumhuriyet*. Plusieurs éditoriaux mettent en garde contre le risque de rupture au sein de la société : « Cessons de dire que tous les croyants sont des fondamentalistes et que tous les supporteurs [de la laïcité] sont des athées. Ceci devrait être le point de départ pour la réconciliation », écrit İlnur Cevik dans le *Turkish Daily News*.

Altan Oymen, dans le quotidien *Milliyet*, trace un parallèle avec les récentes attaques de néo-nazis en Allemagne. « Fondamentalistes ou gauchistes, nous avons tous été révoltés par la logique qui brûle des maisons en Allemagne simplement parce qu'elles appartiennent à des gens qui ont une autre culture et d'autres croyances », écrit-il. « Après les événements de Sivas, que pouvons-nous dire ? »

Manifestation de laïques à Istanbul

Le président Suleyman Demirel, de son côté, a tenté de calmer la population : « Tous les pays ont leurs problèmes. Personne ne doit paniquer. » Le premier ministre, Tansu Ciller, qui devait affronter lundi le vote de confiance de l'Assemblée nationale, a également lancé un appel à l'unité. A Istanbul, des défenseurs de la laïcité sont descendus dans la rue pour protester. Malgré la prolongation du couvre-feu à Sivas, quelques centaines d'Alaouites – une secte d'origine chiite – ont manifesté contre les fondamentalistes sunnites.

Dans la presse, les détails de cette journée sanglante commencent à émerger. Les autorités locales, confrontées à la mi-jour-

née à une manifestation de quelques centaines de personnes, semblent avoir sous-estimé l'ampleur du mouvement. Quelques heures plus tard, lorsque des renforts ont été finalement demandés, le nombre des protestataires était passé à une dizaine de milliers et le préfet, M. Karabilgin, était assiégé dans sa préfecture, pensant « que la fin était venue ».

Des photos du maire de Sivas, un islamiste du Parti de la Prospérité (RP), haranguant la foule et tentant d'intercepter l'écrivain Aziz Nesin, traducteur des *Versets sataniques* de Salman Rushdie, que les pompiers venaient de sauver des flammes, ont également fait la première page des grands quotidiens.

NICOLE POPE

AFFAIRE TURQUE

Sept mille Kurdes critiquent la passivité de la Suisse

La manifestation kurde sur la place Fédérale s'est terminée hier sans incident. Ces gens demandent justice.

Les derniers Kurdes qui occupaient la place Fédérale depuis samedi l'ont quittée dimanche en début d'après-midi. Samedi, près de 7000 manifestants, selon les organisateurs, 5000 selon la police, ont défilé devant le cercueil de leur compatriote abattu il y a une dizaine de jours devant l'ambassade turque à Berne.

Au début de la manifestation, les Kurdes silencieux ont défilé devant le corps de Semsettin Kurt, exposé dans un cercueil vitré exposé en la vieille ville de Berne.

Les manifestants se sont ensuite rendus devant le Palais fédéral et plusieurs orateurs ont exigé que l'armée turque quitte le Kurdistan et que cesse le massacre du peuple kurde. Ils ont demandé aux Etats européens d'exercer des pressions sur la Turquie afin qu'elle mette un terme à la guerre qu'elle mène contre les Kurdes.

SÉVÈRES REPROCHES

Les orateurs réclamaient surtout l'arrestation immédiate et le jugement des employés de l'ambassade turque à Berne, responsables de la fusillade. Ceux-ci seraient des employés des services secrets turcs. Vendredi dernier, Ankara a rappelé les trois fonctionnaires de son ambassade soupçonnés d'avoir tiré sur les manifestants. Le Gouvernement turc a refusé de lever leur immunité. La Suisse n'a donc pas pu les interroger ni a fortiori les arrêter.

Après la manifestation de samedi, un porte-parole du Comité Suisse-

Kurdistan a adressé de sévères reproches à la Suisse. Elle aurait tout simplement laissé tirer les coups de feu mortels et s'abriterait maintenant derrière les dispositions du droit international. « Le terrorisme d'Etat en Turquie se voit renforcé par une telle attitude », a poursuivi le porte-parole des Kurdes. Derrière l'attitude conciliante de la Suisse, l'orateur voit se profiler des intérêts économiques que les autorités helvétiques chercheraient à protéger.

Près de 200 Kurdes ont ensuite passé la nuit de samedi à dimanche sur la place Fédérale. Leurs chants et leurs discours ont dérangé les habitants de la place qui ont déposé plainte pour tapage nocturne. Au cours de la matinée de dimanche, la foule a grossi et la police municipale a compté 500 personnes. La manifestation était en effet autorisée jusqu'à samedi en fin de journée. Après de longues négociations, des représentants de l'état-major de crise et les conseillers nationaux socialistes Angeline Fankhauser (BS) et Peter Vollmer (BE) ont réussi à persuader les Kurdes de mettre un terme à leur action.

Le chef de l'état-major de crise du Département fédéral des affaires étrangères, Felix Meier, a rencontré un responsable du Comité Kurdistan en Suisse. « Il a expliqué la position de la Suisse », a déclaré Adriana Verda, porte-parole des Affaires étrangères. Aujourd'hui, des parlementaires rencontreront à nouveau des représentants kurdes.

ATS

Mort d'un Kurde: la Suisse préfère le cynique réalisme diplomatique

Les Turcs qui avaient tiré à Berne ont pu regagner leur pays. Les Kurdes manifestent leur colère.

Le cynique réalisme diplomatique, comme prévu, l'a emporté. La petite crise qui avait surgi entre la Turquie et la Suisse, après la mort d'un Kurde sous les balles des gorilles de l'ambassade turque à Berne, le 24 juin, est à peu près apaisée. Et cette issue montre qu'on peut, sous le couvert de l'immunité diplomatique, abattre un manifestant dans les rues suisses sans en subir la moindre conséquence. Elle dit aussi qu'à côté des fructueuses relations économiques turco-suisse, la vie d'un Kurde, celle en tout cas de Semsettin Kurt, ne vaut pas lourd.

Les trois employés d'ambassade, dont deux conseillers fédéraux avaient souhaité mercredi

dernier voir levée l'immunité diplomatique, pour qu'ils puissent être entendus et, le cas échéant, jugés, sont rentrés deux jours plus tard sans entrave dans leur pays. Ankara dit que pour la Turquie l'affaire est close. Le secrétaire d'Etat Jacob Kellenberger, navré et embarrassé, a pris acte du refus des Turcs de se plier aux injonctions helvétiques et a laissé entendre que l'affaire n'aurait pas d'autres suites.

Le Conseil fédéral n'est pourtant pas quitte pour autant. Il devra sans doute répondre aux questions des parlementaires demandant que la Suisse n'en reste pas là. Dans la presse suisse allemande dominicale, plusieurs d'entre eux demandent, au mini-

mum, qu'une protestation officielle soit adressée au gouvernement de Mme Tansu Çiller. D'autres attendent que l'ambassadeur Kaya Toperi soit déclaré *persona non grata*, que des mesures de rétorsion économique soient annoncées, ou (comme Christoph Blocher) que tout le personnel diplomatique turc soit expulsé, même si la rupture des relations entre les deux pays doit s'ensuivre.

Plusieurs milliers de Kurdes ont dit aussi leur colère, pendant le week-end, dans les rues de Berne, et jusque devant le Palais fédéral où, durant toute la nuit de samedi à dimanche, un grand sit-in s'est organisé. Les centaines de Kurdes qui y prenaient

part promettaient de rester là indéfiniment. Mais des voisins et des clients d'hôtels se sont plaints... de ce tapage nocturne. A la mi-journée du dimanche, les manifestants ont levé le camp.

A Ankara, une autre manifestation avait eu lieu le jeudi devant l'ambassade de Suisse, encouragée par un commentateur connu de la télévision. Mais seulement deux poignées de Turcs avaient répondu à son appel. Ils brandissaient des pancartes demandant à la Suisse de «cesser de soutenir le terrorisme» — celui du PKK, le mouvement de guérilla kurde. Pendant ce temps, dans le Sud-Est anatolien, la sale guerre continuait: 150 morts pour toute la semaine.

ALAIN CAMPIOTTI

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JULY 5, 1993

The Challenge for Turkey

The long-running guerrilla war in Turkey's southeast, now in its eighth year with more than 5,000 casualties, surged into view again recently when Kurdish separatists seized hostages at 25 Turkish embassies in Europe. Local authorities managed to free all the hostages with only one casualty and without agreeing to the Kurdish demands — that the Turkish government cease attacking Kurds in the southeast and that countries end aid to Turkey. But a wave of violence in the Turkish southeast meanwhile claimed at least 38 lives. (That unrest is separate from the fundamentalist attack on a hotel in Sivas on Friday.)

This grisly escalation follows a brief interval when the Turkish-Kurdish conflict, which is eating away at Turkish stability and democracy, had seemed near resolution. In April the Kurdish Workers Party, or PKK, which seeks an independent state, called a temporary cease-fire. A month later, just before the unexpected death of Turkish President Turgut Ozal, it made the cease-fire indefinite. The Turkish government, calling this a unilateral capitulation, made offers of partial amnesty.

Mr. Ozal's death clearly has much to do with the dramatic deterioration since then. The late president, whose mother was Kurdish, had been crucial to the linked efforts to subdue the PKK in the southeast and simultaneously defuse the support for it among Turkish Kurds by expanding their cruelly limited rights in Turkish society.

The status of Turkish Kurds, a fifth of Turkey's population, continues to lie at the

heart of the tension, especially now that the leaders of the Iraqi Kurds across the border have pledged the Turks their help in combating Turkish Kurdish separatism. That agreement with Mr. Ozal was a product of the Gulf War, when the Iraqi Kurds badly needed Ankara's help, and it is thought to have brought PKK leaders (who used to cross in and out of Iraq as necessary) nearly to bay. But Mr. Ozal's death and the elevation of former Prime Minister Suleyman Demirel to the presidency give nonseparatist Turkish Kurds less reason than before to expect an end to cultural repression and to the denial of language rights (such as the use of Kurdish in print). That and the extreme brutality of the government's anti-PKK offensives are what keep this war building rather than petering out.

The Turkish government and the new prime minister, Tansu Çiller, face a problem of considerable delicacy. The embassy attacks in Europe seem to have backfired, diminishing European sympathy for the PKK cause rather than increasing it, and many voices urge that the separatists are hard-pressed and near defeat. Mrs. Çiller, as the country's first female prime minister, is under pressure to appear as tough as possible. But that toughness can only backfire — and the PKK gain sympathy and support again — if the Turkish government does not find a way to deal firmly with the southeast while avoiding the kind of brutality and human rights violations that have kept the separatist sore festering.

— THE WASHINGTON POST.

Déminer les montagnes du Kurdistan d'Irak...

DIANA

de notre envoyée spéciale

Parmi la quarantaine d'organisations humanitaires installées au Kurdistan d'Irak, MAG (Mines Advisory Group) est sans doute l'une des plus sollicitées et, depuis son arrivée en juillet 1992, son bilan est impressionnant. Ces démineurs civils, tous anciens soldats britanniques, ont ici une source inépuisable de travail. « On pourrait rester quinze ans, vingt ans, le boulot ne serait pas fini », avoue Norman Woods, directeur de projet. Les huit ans de guerre Iran-Irak, la répression de Bagdad contre les Kurdes, ont transformé de grandes parties des montagnes du Kurdistan en champs de mines, sans compter les munitions oubliées ou enterrées et les bombes ou obus non explosés.

Le défi de MAG, organisation créée en 1991 et déjà engagée au Cambodge, en Afghanistan, au Mozambique, est donc de former en quatre semaines environ, des démineurs locaux. Un travail très prisé malgré le risque, dans la mesure où MAG offre un salaire mensuel de 2 000 dinars (70 dollars, ce qui correspond à dix fois le salaire moyen), 1 500 dinars aux « étudiants », en plus de la nourriture et de l'équipement. « Nous avons une longue liste d'attente », affirme Norman Wood, qui précise que la sélection est dure pour limiter les risques d'accidents. Sept blessés plus ou moins atteints sont déjà à déplorer parmi les étudiants. Cent démineurs locaux sont toutefois sur le terrain. D'ici à octo-

bre, lorsque le travail devra s'arrêter en raison des intempéries, 150 à 200 de plus seront opérationnels. Financé par la CEE et une organisation américaine, MAG a eu cependant du mal à faire venir son matériel, retenu en Turquie plus de six mois.

Comparé aux 700 millions de dollars alloués par le gouvernement koweïtien pour le déminage de son sol, le Kurdistan fait figure de parent pauvre et pourtant, selon les ingénieurs britanniques, entre 10 et 15 millions d'engins, antipersonnel pour la plupart, jonchent toujours le sol. Si elles sont à 80 % d'origine italienne, ces mines proviennent aussi des Etats-Unis, d'Irak, d'Egypte, de Belgique, de France et même d'Israël. Tout aussi dangereux sont les obus et mortier non explosés que les enfants trafiquent pour en retirer l'aluminium. Celui-ci se revend 3 ou 4 dinars le kilo et au Kurdistan tout est bon pour survivre.

Informer la population

Près du camp de MAG, le long d'une route circulaire qui devait desservir un dépôt de munitions de l'armée irakienne, des centaines de milliers de mines, bombes, roquettes, obus, balles témoignent des découvertes qu'on peut faire dans la région. Des lambeaux de vêtements, une chaussure, c'est tout ce qu'il reste des six enfants morts là, fin mars, en jouant sur ce terrain ouvert à tous. « Sans autorité responsable, il est difficile d'obtenir que ce terrain soit surveillé »,

affirme, fataliste, un expert anglais.

Sur les 850 premiers patients du petit hôpital de Diana, ouvert par des volontaires allemands, 577 avaient été blessés par des mines. Handicap International, qui gère à Souleymanieh un atelier de prothèses, a installé environ 1 800 de ces appareils depuis un an et demi. Le « gouvernement » kurde, non reconnu internationalement, a bien approché différents pays pour qu'ils forment des peshmergas (combattants), ou au moins qu'ils fournissent de l'équipement, mais sans succès jusqu'à présent. Amer, le « ministre » kurde de l'action humanitaire confie : « On peut trouver de l'argent pour des jambes artificielles mais pas pour déminer. »

Pour tenter de limiter les risques surtout pour les enfants, France-Libertés envisage, en collaboration avec MAG, la publication d'un livre largement illustré par un artiste kurde, sur les dangers qu'il y a à manipuler ces objets d'apparence anodine. Une tâche d'autant plus utile que, dans une région qui regorge d'armes, nul ne se méfie spontanément du moindre matériel militaire. Parmi les multiples problèmes du Kurdistan (*le Monde* des 10, 18 et 23 juin), ceux du déminage et de cette information ne peuvent être négligés, d'autant qu'ils conditionnent dans une grande mesure la possibilité pour les paysans de regagner leurs terres.

FRANÇOISE CHIPAUX

TURQUIE : mettant un terme à une longue période de transition

M^{me} Tansu Ciller a obtenu la confiance de l'Assemblée

ISTANBUL

de notre correspondante

La Turquie est finalement sortie de la longue période de transition qui durait depuis la mort, en avril dernier, du président Turgut Ozal. L'Assemblée nationale a accordé lundi 5 juillet, sa confiance au programme du nouveau premier ministre Tansu Ciller, par 247 voix contre 184. « C'est le premier jour de notre gouvernement exécutif », a annoncé M^{me} Ciller : « le temps des discussions est passé, le moment est venu de travailler ».

Le Parlement s'est mis à la tâche et a approuvé immédiatement par 300 voix, soit les deux tiers requis pour tout amendement de la Constitution, la levée du monopole étatique sur les radios et les télévisions. Le Parlement devra toutefois

se prononcer une seconde fois sur le même sujet, jeudi 8 juillet, mais la réouverture des radios privées semble désormais acquise. Une bonne nouvelle dont la Turquie, et M^{me} Ciller, avaient bien besoin après les événements violents de ces dernières semaines.

D'après les plus récents sondages, M^{me} Ciller jouit toujours du soutien populaire. La visite surprise des commandants des armées, peu avant le vote de l'Assemblée, indique que les militaires sont également prêts à lui accorder leur appui. Elle doit cependant faire face à une forte opposition au sein même de son Parti de la Juste Voie (DYP).

Méconnaissance des dossiers

La semaine dernière, ses collègues de parti n'ont accepté son programme et son cabinet qu'avec réticence. La vieille garde n'est vraiment pas disposée à se laisser marginaliser sans combattre. Dans les coulisses, les députés écartés du pouvoir s'organisent à nouveau pour lancer un nouvel assaut lors du congrès du DYP de novembre. M^{me} Ciller veut les prendre de vitesse en imposant rapidement les changements qu'elle juge indispensables pour remettre la Turquie sur les rails, économiquement et politiquement : privatisation des entreprises étatiques, décentralisation du pouvoir, poursuite des réformes

judiciaires. Pour cela, elle devra faire la preuve de ses capacités.

Jusqu'à présent, elle s'est surtout distinguée par ses gaffes, qui démontraient une inexpérience et une méconnaissance des dossiers délicats qu'elle doit maîtriser. La question kurde, les attaques du PKK, les extrémistes musulmans : autant de problèmes que les politiciens traditionnels n'ont pas résolus et auxquels le nouveau premier ministre doit s'attaquer sans tarder. L'euphorie qui a suivi son élection s'est dissipée quelque peu, mais il n'en reste pas moins l'espoir que son style moderne, son goût du risque et sa détermination redonneront à la Turquie un cap ferme.

NICOLE POPE

Le Monde

Mercredi 7 juillet 1993

AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P.—AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P.AGENCE FRANCE PRESSE —

FRA0322 4 I 0136 FRA /AFP-TZ97

Turquie-Kurdes

Une organisation proche du PKK accuse l'armée turque du meurtre de 35 villageois

PARIS, 6 juil (AFP) — Le Comité du Kurdistan, proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), a accusé mardi à Paris l'armée turque d'être responsable de la mort de 35 personnes, dont 30 hommes, qui ont été fusillées lundi dans le village de Basbaglar, dans la province d'Erzincan (est).

Dans un communiqué transmis à l'AFP, cette organisation, qui fait état d'informations en provenance de la région, affirme qu'"un tel massacre ne peut qu'être organisé par les forces armées turques" et souligne que les personnes tuées sont d'origine kurde.

Le texte ajoute que le fait que l'agence turque Anatolie ait imputé ce meurtre au PKK "vise à cacher le vrai visage de l'Etat turc assassin".

az/er/jl

AFP 061611 JUL 93

turkish daily news — Tuesday, July 6, 1993

Kurdish deputies claim troops raiding villages in Southeast

- Çiller gives signs of toughening, says "no" to Kurdish rights
- Village leaders arrive in Ankara to complain of burnings
- Aydar says at least nine villagers shot by special teams

Turkish Daily News

ANKARA— Amid signs from Ankara of a rapidly toughening policy on the Kurdish issue, pro-Kurdish deputies claimed Monday that at least 25 villages have been subject to attacks by troops in the past month, and that most were burned down or bombed so they could not be used for logistic assistance to separatist militants.

A group of village muhtars (elected village leaders) from the region will start visiting state officials today to plead for less harassment and complain of ongoing security operations. All claim their villages have been raided and destroyed by special security forces. Meanwhile, Peoples' Labor Party (HEP) Deputy Zübeyir Aydar repeated his allegation that military troops and police crack teams on July 3 raided a village in Mardin killing at least nine villagers and then burning down 100 houses.

On Monday, mass circulation daily Hürriyet published a front-page exclusive interview with Prime Minister Tansu Çiller who pledged to escalate operations against terrorism in retaliation to the increased terrorist attacks.

"If they escalate theirs, we will escalate ours," she said. Çiller, who referred to the government's campaign against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) as "war," also closed all doors on possible Kurdish rights, claiming that rights such as Kurdish-language television and radio broadcasts would lead to the division of Turkey. She argued that demands for Kurdish broadcasts and education "are a step-by-step plan to divide the country."

"The military have said... they are very pleased with me. I know they are sincere, I have always had a good dialogue with the soldiers," Çiller said.

In a petition he submitted to Parliament's Human Rights Investigation Commission Monday, Aydar claimed on behalf of his party that since May 30, 1993, security forces had raided at least 25 villages and caused considerable damage.

Aydar, who told the TDN that at least eight more villages had been attacked in the past two weeks, said troops on May 30 had burned down the Duygulu village muhtar's house in Mardin. On June 1, he claimed, troops

entered the village of Sugeldi in Van and forced all of the villagers out. They had nowhere to go but to the cities of Van or Çatak. Aydar listed three villages in the Karliova district of Bingöl which he claimed had been bombed by planes. He named four others in Diyarbakır which had also been bombed, and said operations were conducted against nine villages in Batman.

Military vehicles destroyed planted land in five villages in Diyarbakır and all crops were set on fire by security forces in a village in Şirnak, Aydar said.

The worst claim with regard to alleged village raids by Turkish forces were heard during the weekend in a written statement made by Aydar and two other deputies, Mehmet Sincar and Selim Sadak.

In the statement, they said that following a PKK raid on a local gendarmerie station, troops had attacked the village of Çelik, near Dargeçit, Mardin, on Saturday morning and opened fire on villagers who they lined up outside of their homes. At least nine people "and possibly 15 villagers" were killed in the incident, Aydar said.

In an interview with the TDN on Monday, Aydar claimed troops had opened fire on the unarmed group and set fire on at least 100 houses after the attack.

He said the party had received information that four civilians identified as Ahmet Çele-

bi, Mecit Çelebi, Ihsan Acar and Emin Aktuğ were being tortured in detention. He claimed the "operation" was carried out by Lt. A.T. (The full name cannot be given due to Turkey's special anti-terrorism laws). All access to and from the village is blocked, Aydar said. He noted, however, that the smoke of the fire could be seen from the other side of the river. Turkish government officials

denied on Monday Aydar's claim, and said the dead were PKK militants killed during a raid in which 12 Turkish soldiers were killed on July 2.

A high-ranking official from the regional governor's office in Diyarbakır said all of the victims were killed in a clash. Among the dead, Aydar claimed, there were children as well as a 70-year-old man identified as Mehmet Kavaklıoğlu.

Swiss parties urge tough steps against Turkey

TDN with wire dispatches

BERNE- Swiss political parties on Monday demanded tougher action against Turkey following the death of a Kurdish demonstrator outside the Turkish embassy in the Swiss capital last month.

Turkey withdrew three diplomats last week rather than agree to Swiss calls that their diplomatic immunity be lifted to allow them to face charges in a Swiss court.

Swiss authorities wanted the three to be charged with causing grievous bodily harm, endangering life and accidental homicide.

Kurdish demonstrator Şemsettin Kurt was killed by a bullet from the Turkish Embassy compound as angry supporters of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) tried to storm the Embassy apparently with violent intent.

The Swiss police was not on hand to prevent the attack and only arrived twenty minutes after the

alarm was sounded by the embassy by which time it was too late.

"There has been a death and the guilty parties are simply being allowed to leave the country," Anna-Maria Kappeler, spokeswoman for the Free Democratic Party, one of four in Switzerland's ruling coalition was quoted by Reuters as saying. "Other measures are needed including if necessary the expulsion of the Turkish ambassador," she added.

Swiss police and the Turkish authorities said last week that 29-year old Kurt had been killed by a ricocheting bullet fired from the Turkish embassy compound during a day of Kurdish attacks on Turkish offices throughout western Europe. Switzerland has said there is no question of expelling Turkish ambassador Kaya Toperi or recalling Switzerland's envoy in Ankara, Paul-Andre Ramseyer. But it has left open whether it will take further steps against Turkey.

A spokesman for the conservative Christian People's Party, also a coalition member, said Ramseyer should be consulted on the implications of expelling Toperi.

Close to 5,000 Kurds held a demonstration in Berne in memory of Kurt on Saturday and demanded Toperi and the three withdrawn diplomats be prosecuted.

Some 200 Kurds in Berne continued their protest overnight and were persuaded to leave the square in front of the Swiss parliament after winning assurances that they would meet a delegation of parliament's foreign policy commission on Monday. Swiss foreign minister Flavio Cotti also meets the commission on Monday.

Responding to the criticism of the Swiss parliamentarians, officials in Ankara said the the Swiss parliament would do better to investigate why the Swiss police reacted so slowly and allowed things to get out of hand.

UN experts pull out, Iraq says they work for the US

■ *Iraqi officials say they will permit the monitoring cameras only if the Security Council agrees to remove or at least ease the trade sanctions imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990*

Reuters

BAGHDAD- U.N. weapons inspectors pulled out of Iraq on Monday after failing to persuade Iraq to comply with a U.N. Security Council resolution and let them install monitoring cameras at missile test sites.

A Baghdad newspaper said the inspectors were U.S. lackeys and Iraq would never succumb to intimidation.

The experts, led by Nikita Smidovich of Russia, left Baghdad for Greek Cyprus. "So the camera installation team is departing," said Smidovich, who had been in Iraq since June 4. "Iraq has to assess the decision of the Security Council which qualifies the position of Iraq as a breach of Security Council resolution 687, the cease-fire resolution and also a violation of 707 and 1715," he added.

Iraqi officials say they will permit the cameras only if the Security Council agrees to remove or at least ease the trade sanctions imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990. The U.N. Security Council has warned Iraq of unspecified serious consequences if it does not permit the cameras, which would monitor Iraqi tests of missiles with a range less than 150 km (95 miles), the maximum permitted under the terms of the cease-fire which ended the Gulf War in 1991.

There are two test sites, both near Baghdad.

U.S. Secretary of State Warren Christopher said Iraq's re-

fusal to permit the cameras was "a bad sign."

Prices rose and the Iraqi dinar tumbled on the black market in reaction to the U.N. decision to pull Smidovich out. The dinar had risen and prices fallen on the prospects that talks between Iraq and the United Nations in New York on Wednesday would pave the way for Iraq to resume some oil sales. But on Monday the dollar sold for about 75 dinars, compared with about 60 on Saturday and Sunday.

The Baghdad newspaper *Babel*, which is published by President Saddam Hussein's son Uday, said Smidovich's departure meant that the United Nations was "back to dirty methods."

"Today we witness another ring in the chain of (conspiracy) through the departure of the team of international experts," it said. "(The team) is mined with American elements, often waiting to accomplish with precision an order from Washington." *Babel* said Iraq would not be cowed by threats. "It has stressed on more than one occasion that there is no way to blackmail or threaten it or impose on it what it does not accept," it said.

Smidovich said he met his Iraqi counterpart on Monday morning but they only reiterated to him their position.

"The Iraqi government informed us they will not allow the installation of cameras while we are here," he said. "They (the cameras) are important because we will be able to effectively monitor that no prohibited activity is taking place," he added.

It was Smidovich's first serious confrontation with the Iraqis during eight inspection missions.

"I am personally very much disappointed by the decision of our Iraqi counterparts," he said.

Ouest France — 17 juillet 1993

Delphine, prête à épouser Muslüm en prison

Le fiancé kurde refuse l'expulsion

Une douzaine d'associations compose le comité de soutien aux étrangers menacés d'expulsion. Après le mariage empêché en mairie de Queven d'un Kurde de 26 ans, Muslüm, avec Delphine, 19 ans, élève en école d'infirmières, les réactions ont été vives (OF des 12 et 15 juillet).

Une conférence de presse s'est tenue en compagnie de la jeune fille et de sa famille, exigeant que le mariage puisse avoir lieu, même en prison. Le comité de soutien est scandalisé par les propos du chef de cabinet du Pré-

fet disant n'avoir pas voulu empêcher cette union, mais seulement faire appliquer un arrêté d'expulsion d'avril 92.

« Avec trois véhicules et des gendarmes autour de la mairie transformée en souricière, cela faisait beaucoup de monde pour un seul homme » proteste le comité. La jeune fille apporte son témoignage : « cela faisait deux ans que nous nous fréquentions. Il voulait s'intégrer et était parfaitement considéré de son entourage. Si l'on ne voulait pas de lui, c'est à son arrivée en France en décembre 88 qu'il fallait agir, pas le jour du mariage. » Ses amis renchérisent : « au nom de quel

le préfet peut-il décréter que c'est un mariage blanc, sans même avoir vu la famille ! »

Entrevue demandée au préfet

La jeune fille proteste de son amour sincère, et des préparatifs réels du mariage. Elle rappelle que son fiancé risque des représailles en Turquie où son père a été emprisonné, et deux de ses frères ont fui pour raisons politiques.

Depuis son interpellation, le jeune homme a été transféré à Nantes, et n'a pas pu plaider sa

cause devant la justice. Il a refusé vendredi matin de prendre l'avion, et va sûrement écopier d'une peine de prison. Le comité souligne l'absurdité de la situation : il sera ensuite condamné à la clandestinité, et ne pourra pas travailler alors que c'est un excellent maçon. Il a un frère en situation régulière à Lorient, une presque belle-famille qui l'apprécie, mais pas le droit d'aimer au grand jour.

« Indigne d'un pays civilisé » estime le comité de soutien qui va se battre sur ce cas et demander une entrevue au Préfet. Il y a quelque mois, une douzaine de Kurdes en situation irrégulière avaient obtenu une dérogation pour raisons humanitaires

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE — July 7, 1993

Iraqis and Americans Need To Start Looking Past Him

By Caryle Murphy

CAIRO — The U.S. missile strike at the Iraqi intelligence services, a visible symbol of Saddam Hussein's power base, highlights what many Iraqis and others regard as the ambivalent side of U.S. policy toward Iraq — a lack of clear goals for political change there and the methods to attain it.

Simply put, if and when Saddam moves from the newspapers to the history books, what then?

In Washington and the Arab world, there is little discussion about what new political system is possible, or likely, in this socially traumatized and economically shattered country. During the Gulf War, the United States appeared to have no clear goal beyond Kuwait's liberation. In the Clinton era, a similar fuzziness surrounds U.S. intentions regarding a post-Saddam Iraq. This has left the impression with some Arabs that the United States is interested in nothing but the humiliation of Saddam.

Iraqis often wonder aloud about long-range U.S. goals, usually putting it this way: "How come the UN resolutions talk only about weapons, and not democracy in Iraq?"

One broad scenario for a post-Sad-

dam era is an authoritarian government led by a "Son of Saddam" who would bring Iraq back to international respectability, shun foreign adventures and permit just enough internal political change to show he is less ruthless and brutal than his predecessor.

The second scenario is more hopeful, and difficult: a full reordering of Iraqi politics based on democratic principles and human rights. This would be nothing short of revolutionary. This democratic scenario is also the least likely unless there is greater discussion and planning for the post-Saddam era by both Iraqis and the country best equipped to make it happen: the United States.

A truly democratic system would force Iraq to confront two immutable factors. It would, first, have to recognize Kurdish rights with full autonomy or, as the Kurds are demanding, a locally based federal system in a unitary Iraq. This would result in a greater political role for Iraq's Shiite Muslims, who make up 55 to 60 percent of its population. And it would effectively end the 60-year monopoly on power by Iraq's Sunni Muslim minority.

As Graham Fuller, a Middle East specialist with the Rand Corp., wrote in a

recent study of post-Saddam Iraq, "Any process of democratization in Iraq will thus be initially destabilizing to the traditional political and social order until a new, more democratic equilibrium is reached. This process cannot be deterred except at the cost of continuing dictatorship and suppression of human rights of all Iraqis."

Among the huge obstacles to the emergence of the democratic alternative in Iraq is the woeful experience of the Iraqi people themselves. After almost 40 years of dictatorship that eliminated normal civil society and smothered political discourse, they are likely to need a lengthy period of public debate, interaction and political experimentation in order, as one Iraqi university professor put it, to "come to terms with themselves."

This intra-Iraqi political debate has already begun among exiled Iraqi political activists. But their continued disarray and squabbling point to what may occur on a larger scale if Iraqis at home ever get the chance for a real political debate on their future.

Iraqis themselves are divided over whether Saddam's demise would plunge the country into internal violence. But most agree that limiting the degree and duration of any such conflict would depend on two uncertain propositions: the willingness of regional powers like Iran, Saudi Arabia, Syria and Turkey to refrain from helping their proxies with arms and money; and the emergence of an Iraqi strongman who is high on law-and-order but keen on a transition to a truly democratic system.

Iraq's weight in the Arab world and its strategic location mean that a democratic scenario would have tremendous repercussions. It could be the spark that forces nearby authoritarian regimes to confront rising sectarian aspirations, demands for greater political participation and questioning of borders.

The lack of enthusiasm by Saudi Arabia, Syria, Turkey and Iran for such concepts as democracy, federalism and human rights is another obstacle to a post-Saddam democratic alternative.

U.S. officials, though, seem disinclined to face such complexities. Instead, since the end of the Gulf War, they have repeated, mantra-like, what they hope to see after Saddam.

"We support the establishment of a democratic central government of national unity," Assistant Secretary of State Edward Djerejian has said. "We want to see a government in Baghdad which respects the human rights of all its citizens, is at peace with its neighbors and accepts the UN resolutions."

The United States has also given highly visible endorsement to what is probably the best-organized exiled Iraqi political opposition group, the Iraqi National Congress, an umbrella that includes Kurds, Shiites and Sunnis. The INC's platform of democratized federalism is perhaps a good solution for Iraq's ethnically diverse population, but the group still has organizational problems. And its leadership has untested, some say dubious, support inside Iraq.

It will, however, take much more than these meager American intratives

for the goals outlined by Mr. Djerejian to become realities. It will require sophisticated groundwork and sustained effort. Encouragement of democracy in Iraq will also have to be done in a context of encouraging liberalization throughout the region, since Iraq's prospects are limited if it is surrounded by a sea of anti-democratic countries.

If the U.S. commitment to a truly democratic Iraq is sincere, Washington has to be thinking about husbanding its resources, diplomacy, prestige and con-

tacts in the region for a role there that will not be easy or evanescent. Among the questions it will need to face:

What role is the United States prepared to play in Iraq when Saddam is gone? How will the United States ensure that Iraq's neighbors do not help to turn Iraq into a new Bosnia? How far will America go to reduce the financial burden of war reparations and reconstruction that a new government will face?

Will it be prepared to pressure Kuwait and Saudi Arabia, both struggling with

huge debt problems, to accept shrunken oil quotas to make room for Iraq's petroleum in the global market? What will be the U.S. position on the Kurds' demands for a federalized state, and how will this affect relations with Turkey?

Is Washington ready to shed its un-founded fears that an extension of full political rights to the Shiites, including the Islamic parties among them, will mean the expansion of Iranian influence over Iraq? Such fears underestimate what has been the core dynamic of Iraqi politics since Iraq's birth, a fervently

held nationalism.

In his new book on Iraq, "Cruelty and Silence," the Iraqi writer Kanan Makiya writes: "Iraqis like to think of peace and security as a great white dove which will one day descend upon them. But will it? That is the fundamental question of Iraqi politics today."

It is a question the United States also needs to ask — and help answer.

The writer is Cairo bureau chief for The Washington Post. This was written for The Post's Outlook section.

Turquie : Tansu Ciller face aux vieux démons

Les trente-six morts de Sivas font resurgir les souvenirs d'avant le coup d'État de 1980. L'essor du fanatisme religieux met le nouveau gouvernement à l'épreuve.

ISTANBUL :

de notre envoyé spécial,
Claude LORIEUX

M^{me} Tansu Ciller, la première femme à diriger un gouvernement en Turquie, a obtenu hier la confiance de la « Grande Assemblée ». Avec 247 voix, contre 184, elle a obtenu une majorité plus forte que prévu. La Turquie devrait enfin sortir d'une période de flottement politique consécutive à la mort, le 17 avril, du président Turgut Özal.

M^{me} le Premier Ministre, dont les premiers pas furent trop souvent des faux pas, entre officiellement en fonctions alors que des nuages noirs s'accroissent dans le ciel de son pays. L'incendie de l'hôtel de Sivas (trente-six morts et soixante blessés) provoqué, vendredi dernier, par des musulmans en révolte contre Aziz Nesin, un écrivain iconoclaste et provocateur, a choqué au plus au point les kemalistes.

Fondateur d'une république laïque, Mustapha Kemal avait voulu forcer son peuple à tourner le dos à l'islam, qu'il considérait comme un obstacle au progrès. La Turquie, qui appartient à l'Alliance atlantique et frappe à la porte de la CEE, a fait, vendredi, un saut cauchemardesque dans un passé que ses élites raffinées et occidentalisées croyaient à jamais révolu.

Depuis le coup d'État de septembre 1980 — une brutale opération d'assainissement menée par l'armée —, les Turcs pensaient avoir conjuré le « fléau » islamiste. Longtemps, le Parti de

la prospérité (islamiste) de M. Erbakan ne récoltait à chaque élection que 7 % des voix. Le regain de popularité des confréries musulmanes n'inquiétait guère. Aux législatives de 1991, en revanche, le Parti de la prospérité remporta 12 % des voix et 40 sièges sur 450. Il fit un tabac (25 % des voix) aux municipales partielles de l'an dernier, en particulier dans la grande banlieue d'Istanbul.

Le tableau de bord que découvre Tansu Ciller clignote de partout. La guerre contre les séparatistes kurdes, dans le sud-est du pays, est plus sale et plus meurtrière que jamais. La population se débat entre l'armée, qui bombarde les villages, et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste), qui assassine les familles des « collaborateurs ». Dans plusieurs grandes villes de l'ouest, la police et le groupuscule terroriste d'extrême gauche Dev Sol, que l'on croyait anéanti, se livrent un combat sans pitié. Enfin, cinq villages situés aux quatre coins du pays ont échappé, pendant plusieurs jours, à l'autorité de l'État. Les habitants ont voulu faire justice eux-mêmes dans des affaires de meurtres et de viols d'enfants.

C'est dans ce contexte qu'a éclaté le drame de Sivas. Mesut Yilmaz, le chef de l'opposition, dénonce un « complot international multidimensionnel » contre la Turquie. Sans apporter de preuves. Dimanche, un millier de manifestants ont clamé dans les rues d'Istanbul que « la Turquie ne sera pas l'Iran ».

Une fracture

La République islamique est pour Ankara un interlocuteur difficile, sauf quand il s'agit de contrôler les Kurdes. En préférant, comme d'ailleurs les Saoudiens, se recueillir sur la tombe de Mevlana, le fondateur des derviches tourneurs, à Konya, plutôt qu'au mausolée de Mustapha Kemal, à Ankara, les dirigeants iraniens froissent leurs voisins. Téhéran organise également en Turquie des « séminaires » entre musulmans sunnites (80 % de la population turque) et alevites, un rameau de l'islam proche du chiisme. Les sicaire des mollahs ont assassiné plusieurs opposants réfugiés en Turquie et sont soupçonnés, à tort ou à raison, d'avoir organisé des attentats contre des personnalités turques.

L'« autokratie » de Sivas, qui visait d'abord Aziz Nesin, éditeur des *Versets sataniques*, de Salman Rushdie, révèle des frustrations inquiétantes. Un journaliste d'Istanbul y voit la montée en puissance en Anatolie d'un « islam réactionnaire » plus radical que le Parti de la prospérité de M. Erbakan. Il ajoute que, « sans être pour autant khomeïnistes ses partisans se disent *hezbollahi*, c'est-à-dire membres du parti de Dieu ».

Tous ces phénomènes reflètent les fractures de la société turque. Alors qu'il était dans l'opposition, le président Süleyman Demirel avait dit que certaines régions de son pays vivaient comme le Danemark, d'autres comme le Pakistan... Un intellec-

tuel note que, tandis que des fanatiques brûlaient l'hôtel de Sivas et ses occupants, d'autres Turcs s'entassaient dans un stade d'Istanbul pour applaudir les Stings, un groupe de rock. Il ajoute : « Les Stings et Sivas : ce sont deux mondes qui s'ignorent. »

La laïcité imposée par Mustapha Kemal ne s'est pas enracinée dans la grande masse anatolienne. L'athéisme affiché par Aziz Nesin a, non sans raisons, choqué les croyants. « Pourquoi, ont-ils dit, vient-il vendre des escargots (animal impur, selon le Coran) dans le quartier musulman ? » Un universitaire note : « Les incendiaires de Sivas ont employé contre leurs ennemis la méthode des skinheads incendiaires de Solingen. La Turquie est un pays de plus en plus violent. » Les flammes de Sivas, ville divisée entre sunnites et alevites, font resurgir les souvenirs d'avant le coup d'État de 1980. L'espèce de guerre civile, qui le précéda, commença en 1978-1979 par des affrontements entre les deux sectes musulmanes, à Kahramanmaraş et à Corum. On compta une centaine de morts.

La Turquie est à nouveau angossée. Un intellectuel avoue, désespéré : « Nous avons du mal à comprendre les autres et même à nous comprendre nous-mêmes. » Les périls qui resurgissent — sur fond d'inflation à près de 70 % — exigent du pouvoir détermination et imagination. Or beaucoup s'interrogent déjà sur la blonde madame Ciller. Ses gaffes font le tour des salons et des salles de rédaction. Les déclarations du premier ministre à propos de la question kurde ont consterné les libéraux : pas de réformes, pas de télévision en langue kurde... Reste la répression, dont le coût en hommes du côté des forces de l'ordre aurait de quoi troubler les chefs militaires. Le chroniqueur d'un grand journal déplore le « vide idéologique et politique qui est apparu depuis la mort du président Turgut Özal, un homme qui avait de la voix et que l'on écoutait ».

C. L.

Légitime violence

Depuis que Bill Clinton a sanctionné Saddam Hussein, il y a une dizaine de jours, nombreuses sont les critiques adressées au Président américain. Or Clinton, cette fois, avait raison...

Saddam Hussein ordonne l'assassinat de George Bush. Le complot est découvert, déseigné, démontré, prouvé. Bill Clinton, en représailles, fait détruire le QG des services secrets irakiens. N'est-ce point là une réaction éminemment saine ?

PAR PATRICK WAJSMAN

N'est-il pas sain, en effet, d'infliger une raclée à l'un des tyrans les plus sanguinaires de la planète en visant, symboliquement, le bâtiment où des milliers de civils irakiens ont été torturés à mort par les barbouzes du régime et où furent planifiées tant d'opérations terroristes ?

Dans ma candeur, je le croyais. Je pensais que les démocrates au grand complet s'empresseraient de féliciter Clinton sur le mode : « Bravo les Américains, il faudra faire encore mieux la prochaine fois ! » Hélas, au lieu de cet élan instinctif de sympathie, on entend, ces jours-ci, des commentaires plutôt restrictifs et pincés qui, tous, visent à délégitimer l'action de la Maison-Blanche.

Bill Clinton, dit-on, a surtout voulu « redorer son blason à bon compte ». Soit ! Mais la bonne question n'est-elle pas, plutôt, celle-ci : Clinton a-t-il, pour redorer son blason, choisi une bonne cible ? De toute évidence, la réponse est oui ! Après tout, le complot de Saddam Hussein contre George Bush et le terrorisme d'État pratiqué par Bagdad sont des

faits tangibles : fallait-il renoncer à sanctionner ces crimes pour échapper au soupçon de manœuvre politicienne ?

Lorsque Bush, en janvier 1993, fit bombarder un complexe nucléaire près de Bagdad, nombreux furent ceux qui l'accusèrent instantanément de vouloir « achever son mandat en beauté ». Cinq mois plus tard, c'est Clinton que l'on accuse de chercher « à redresser son image en début de mandat ». Tout cela est pitoyable. Je le répète : il faut en finir avec l'idée selon laquelle un dirigeant, pour gagner ses galons d'homme d'État, doit nécessairement subir l'offense en silence et répondre à la barbarie par des communiqués...

On reproche aussi à Bill Clinton de pratiquer la politique du « deux poids, deux mesures » ; de frapper en Irak tout en s'abstenant en Bosnie. Certes, la remarque n'est pas sans fondement. Mais cette disparité de traitement devrait être corrigée en aidant les Bosniaques... et non en épargnant Saddam ! L'ennui, c'est que ceux qui s'émeuvent de cette dissymétrie proposent, généralement, de n'intervenir ni contre l'agresseur irakien ni contre l'agresseur serbe ; ni contre Saddam ni contre son frère jumeau des Balkans, Milosevic. Ce qu'ils souhaitent, avant tout, c'est que l'Amérique s'abstienne de bander ses muscles, serait-ce au service de la Justice.

Là encore, récusons cet argument pervers qui, sous prétexte de refuser le « deux poids, deux mesures », refuse,

en réalité, toute mesure et incite à l'abstention permanente.

Autre raisonnement fallacieux, entendu récemment : le vrai péril régional, en 1993, n'est plus l'Irak mais l'Iran ; comme seul un Irak fort, « réhabilité », réintégré dans la communauté internationale, pourrait endiguer cette nouvelle menace iranienne, il faut ménager Saddam.

Nul ne nie que les mollahs accomplissent un gigantesque effort de réarmement dans le domaine conventionnel et nucléaire. Mais comment ne pas voir que, pour constituer un contrepoids valable à l'Iran, il faudrait que l'Irak redevenue une superpuissance militaire ? Or, si un tel retour en force se produisait, il y a fort à parier que Saddam n'attendrait pas longtemps avant de prendre sa revanche sur les monarchies pétrolières de la région. On se retrouverait au point de départ ! N'en déplaise aux irakophiles, la seule bonne politique, actuellement, est celle de la « double opposition » : à Téhéran et à Bagdad.

J'ai lu, également, qu'en humiliant Saddam Hussein, on risque de le transformer en « martyr », voire en « champion du monde arabe ». Dois-je préciser que le refrain est connu ? A la veille de la guerre du Golfe, on nous le fredonnait déjà. Si on l'avait écouté, à l'époque, les soldats irakiens camperaient, au moment où j'écris ces lignes, sur les rives du détroit d'Ormuz. Saddam, heureusement, n'est pas devenu un « héros » — pas plus que Kadhafi au lendemain du

raid américain sur Tripoli, en 1986...

Certains procureurs, enfin, choisissent le genre moraliste et rappellent que la loi du talion n'est pas un procédé « convenable » de règlement des différends internationaux. Étonnante remarque en un temps où la diplomatie collective vient de connaître un échec historique en Bosnie ! En tout cas, ces commentaires doivent bien faire rire Saddam Hussein, le soir à la veillée. Un Saddam Hussein qui, en quelques années (et avec des résultats variables), a attaqué l'Iran ; annexé le Koweït ; pris des milliers d'Occidentaux innocents en otages ; massacré les Kurdes à l'arme chimique ; expédié des Scud sur un petit pays qui ne le menaçait même pas (Israël) ; mis en place un système policier digne de la Russie stalinienne ; et entretenu généreusement les « stars » du terrorisme international...

Je ne suis — on le sait — ni un adepte inconditionnel de la force ni un admirateur forcené de Bill Clinton. J'estime, simplement, que sa décision courageuse donnera à réfléchir à ceux qui, en Irak même, ont lié leur sort à Saddam ; et, à l'extérieur, aux pays qui pratiquent le terrorisme d'État — de l'Iran à la Libye, en passant par le Soudan.

Dès lors, pourquoi ne pas le dire haut et fort ? Serait-ce une telle infirmité que d'approuver chateureusement l'Amérique lorsqu'elle abat son poing sur un ennemi de la liberté ?

P. W.

Turquie : trente-deux personnes tuées par les séparatistes kurdes

● Vingt-sept hommes et cinq femmes ont été tués hier par des séparatistes kurdes du P.K.K. dans un village de l'est de la Turquie. Les combattants kurdes ont rassemblé les habitants dans la mosquée avant de les fusiller et de mettre le feu au village. Ce bilan porte à plus de deux cents le nombre de personnes tuées au cours d'incidents dans l'est anatolien depuis une dizaine de jours.

TURQUIE. Trente-cinq paysans ont été tués lundi soir par des militants du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) dans le village de Basbaglar dans la province d'Erzincan (est). Les séparatistes kurdes ont rassemblé des habitants dans la mosquée avant de les fusiller et mettre le feu au village.

EL PAIS— 7 de julio de 1993

La guerrilla kurda mata a sangre fría a 28 civiles, según informes de Ankara

J. C. GUMUCIO, Beirut
Guerrilleros kurdos acribillaron a sangre fría a 28 civiles en una remota aldea del este de Turquía, coincidiendo con los preparativos que el Gobierno realiza para emprender una gran ofensiva contra los rebeldes, según aseguraron ayer fuentes oficiales en Ankara. Fue el ataque más sangriento de los realizados por el Partido Kurdo de los Trabajadores (PKK) desde que esta guerrilla abandonó la tregua unilateral, el pasado 10 de junio.

Según el gobernador de la provincia de Erzican, Recep Yazicioglu, los guerrilleros tomaron la aldea de Basbaglar, a unos mil kilómetros al este de Ankara, el lunes por la noche. Después de desarmar a los civiles encargados

de la vigilancia, a los que la guerrilla considera traidores, empujaron a 28 personas dentro de una mezquita y abrieron fuego contra ellos. Informes extraoficiales dijeron que los guerrilleros luego quemaron cerca de 50 casas y que al menos cinco mujeres murieron entre las llamas en sus hogares.

Simultáneamente, otra columna guerrillera tendió una emboscada a una patrulla del Ejército, matando a un soldado cerca de la aldea de Elbistan, en el suroeste del país. Dos civiles perecieron y cinco resultaron heridos en dos operaciones en los pueblos de Hani y Sason, en la provincia de Diyarbakir, según informes de la policía.

La intensificación de ataques guerrilleros coincide con una vasta operación de arrestos que los observadores consideran como el preámbulo de la "lucha sin cuartel" que el Gobierno de coalición de la primera ministra, Tansu Ciller, ha prometido realizar para erradicar a los extremistas kurdos y poner fin a una guerra que, desde 1984, ha causado más de 6.300 muertes.

LE MONDE — 8 juillet 1993

TURQUIE

Un massacre de villageois est attribué à des séparatistes kurdes

Un village de l'est de la Turquie, Basbaglar, dans la province d'Erzincan, a été presque entièrement incendié, lundi 5 juillet. Une cinquantaine d'assaillants ont envahi le village et fusillé vingt-huit hommes. Quatre autres personnes ont trouvé la mort dans les flammes. En dépit d'un démenti publié en Europe par le comité du Kurdistan, il semble que cette attaque ait été menée par des séparatistes kurdos du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Les journaux turcs ont publié les témoignages de quelques survivants qui ont tous souligné que le commando avait longuement harangué les villageois en développant la propagande du PKK.

Depuis la rupture, en mai, du cessez-le-feu unilatéral décidé par le PKK en mars, ce type de massacre est de plus en plus fréquent. Des atrocités sont constatées des deux côtés. Le PKK et les forces de sécurité sont désormais engagés dans une guerre totale, dont les habitants de la région sont les premières victimes. — (Corresp.)

Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France

FR00435 4 1 0180 IRK /AFP-DN48

Irak-Iran-Kurdes

Près 1.250 Kurdes ont fui les bombardements iraniens dans le nord de l'Irak, selon l'ONU

BAGDAD, 7 juil (AFP) — Les bombardements iraniens contre le Kurdistan irakien, qui ont commencé fin avril, se poursuivent sporadiquement et ont déjà poussé près de 1.250 Kurdes à l'exode, a indiqué mercredi à l'AFP une source de l'ONU à Bagdad.

Ces bombardements visent la région de Souleimanieh, limitrophe de l'Iran, et l'ONU tente de fournir des logements aux réfugiés qui ont fui cette zone pour les régions plus sûres à l'intérieur de l'Irak, a-t-on affirmé.

L'Iran avait justifié ses bombardements par sa volonté de riposter aux "attaques terroristes" menées selon lui depuis l'Irak par le Parti Démocratique du Kurdistan Iranien (PDKI, opposition).

Une délégation iranienne est attendue prochainement dans le Kurdistan irakien pour discuter de la question des Kurdes d'Iran repliés en Irak, avait indiqué vendredi dernier M. Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PKK), l'une des principales composantes de l'opposition kurde irakienne qui contrôle le nord de l'Irak.

fch-mch/mfo

AFP 071836 JUL 93

FUSILLADE À L'AMBASSADE DE TURQUIE

La Suisse proteste «dignement»

Les gardes turcs qui ont tiré sur les manifestants kurdes sont partis librement. Flavio Cotti plaide le respect des procédures...

Qu'on se permette de tirer depuis une ambassade et qu'on tue, «le Conseil fédéral ne peut pas le tolérer». Alors, avertit mardi Flavio Cotti, chef du Département des affaires étrangères, si les Turcs ne lèvent pas l'immunité du quatrième tireur, si celui-ci part tranquillement prendre l'avion à Kloten, comme ses trois collègues la semaine dernière, attention, ça va chauffer. La Suisse va envoyer une note de protestation pour exprimer sa «déception» et son «indignation». Et après? Après, c'est vrai, «il n'y a plus grand-chose à faire». On demandera à la justice turque de coopérer, mais «sans se faire d'illusions», bien sûr. L'important, aux yeux de Flavio Cotti, c'était de ne pas précipiter les choses. «La Suisse fait en toute dignité ce qu'elle doit faire.»

Ces Helvètes sont décidément des gens très compréhensifs. Il n'y a aucune raison de s'en prendre à l'ambassadeur Kaya Toperi, parce qu'on n'a aucune preuve qu'il ait donné l'ordre de tirer sur les manifestants kurdes. Qu'il ait lui-même reconnu l'avoir fait ne suffit pas. Et puis il ne faut pas parler de «meurtres». Quand l'écologiste Laurent Rebeaud emploie ce terme lundi, en commission parlementaire des affaires étrangères, le secrétaire d'Etat Jakob Kellenberger le reprend tout de suite: les Turcs affirment que c'est un ricochet qui a tué Semsettin Kurt, alors, jusqu'à preuve du contraire, on n'a pas de raison de ne pas le croire.

Vendredi, Jakob Kellenberger se décomposait presque en disant son impuissance; mardi, la candeur de Flavio Cotti et consorts n'était guère moins pathétique. Le quatrième tireur est-il encore en Suisse? Silence. Puis: «On n'a pas de raison de croire qu'il n'y est pas.» Faudrait-il lever l'immunité de l'ambassadeur pour l'entendre? Nouveau silence. Puis: «La question ne se pose pas pour l'instant.» Il faudrait d'abord, précise-t-on, que la justice bernoise le réclame.

Bref, martèle Flavio Cotti avant de partir en vacances, il faut laisser travailler la justice. La Suisse restera «intégralement fidèle au droit». Ce qui, chacun le sait,

n'aboutira à rien. Il est difficile de prouver quoi que ce soit contre Kaya Toperi, puisque les diplomates peuvent refuser de témoigner. La Turquie, elle, considère tout simplement que l'affaire est réglée. Si elle consent à juger ses tireurs, elle les absoudra certainement pour légitime défense. Car elle ne laissera pas la moindre concession aux Kurdes, et cela même si les faits sont établis: deux gardiens turcs se sont mis à mitrailler les manifestants non armés du jardin de l'ambassade, deux autres sont accourus en faisant usage de leurs pistolets. Un policier municipal aurait même vu l'un des gardes sortir sur la rue, sur territoire suisse, et continuer à tirer.

L'impuissance qu'affiche Berne repose en fait sur une interprétation minimaliste de la Convention de Vienne (1961) qui régit les représentations diplomatiques. Son article 31 décrète l'immunité pénale des agents diplomatiques, mais cette immunité «ne saurait (les) exempter de la juridiction de l'Etat accréditant» (ici la Turquie). Ce n'est donc pas la Suisse qui peut juger les tireurs, mais elle peut exiger leur procès. Pour en obtenir la garantie, ne pouvait-on bloquer l'ambassade et les empêcher de partir? Impossible, estime Jakob Kellenberger, on peut tout au plus procéder à des fouilles «dans des cas très urgents», ce qui a été fait pour empêcher les armes de sortir. Il est vrai que l'article 26 garantit la liberté de déplacé-

ment des diplomates. Mais la Convention n'interdit pas expressément de bloquer l'ambassade et, comme le relève un professeur de droit international à Genève, ce qui n'est pas interdit est, a contrario, autorisé.

D'autres pays n'ont pas hésité à faire le siège de missions étrangères: la France celui de l'ambassade d'Iran, où était réfugié le présumé terroriste Gordji, ou la Turquie elle-même le consulat d'Irak à Istanbul en 1991. Il existe donc une marge de manœuvre, d'autant plus que les diplomates «ont le devoir de respecter les lois» de l'Etat hôte (article 41).

La Suisse a eu la courtoisie de choisir l'interprétation des textes qui lui lie les mains. Peut-être préfère-t-elle éviter ainsi de s'aliéner la Turquie, ce vaste marché à l'exportation. L'aggravation du conflit aurait pu conduire à la rupture des relations diplomatiques, or Flavio Cotti estime que la situation n'est «pas assez grave» pour cela.

Les Kurdes n'ont pas tout perdu pour autant. Jamais auparavant, souligne le socialiste bernois Peter Vollmer, une commission parlementaire n'avait passé quatre heures, comme ce lundi, à parler d'eux. Faut-il en conclure qu'une dose de violence, comme cette opération concertée sur les missions turques en Europe, était utile et même nécessaire pour faire connaître leur cause? Peter Vollmer a un soupçon: «Malheureusement, oui.» ■

Alain Maillard



Une délégation kurde a pu plaider sa cause auprès de quelques parlementaires.



HARVEY MORRIS

There is no hierarchy among the suffering

IF THE Americans can take the trouble to bomb Iraq, why are they not prepared to use armed force to resolve the crisis in Bosnia? It is a common and reasonable enough question, and it has a simple, if incomplete, answer: Bosnia is not Iraq. It is a favourite theme of the Foreign Secretary, Douglas Hurd, when defending the West's policy towards the former Yugoslavia, that no two situations are alike.

The more reasonable of America's critics will no doubt agree. But they might also go on to argue that, while the United States is failing in its role as champion of the New World Order in the case of Bosnia, in the case of Iraq it is doggedly pursuing a vendetta against a weakened dictator whom it failed to depose at the end of the Gulf war. There may be some slight truth in that judgement, but it barely stands as a serious critique of current American foreign policy.

This is not the time to argue the merits or otherwise of active foreign intervention in Bosnia. There may well have been a moment when such intervention might have changed the course of events in the former Yugoslavia, although not automatically for the ultimate benefit of its inhabitants. But if there was such a moment, it has almost certainly long since past. In Bosnia, the world is confronted with the horrors

If the United States and its allies have failed the Bosnians, that is no excuse for them now to abandon the Kurds

of a civil war in which the members of one party, the Muslims, have been the particular, although not the only, victims.

America's reluctance to become embroiled in the Bosnian civil war should not be used, however, as an argument with which to oppose its altogether more aggressive stance towards Iraq. If the US and its allies have indeed failed the people of Bosnia, that is no excuse for them now to abandon the people of Iraq. Specifically, they must not abandon the Kurds.

There is no hierarchy of suffering. It is no consolation to a Bosnian who has been driven from his home or forced to watch the massacre of his family to know that others, in far off places, have suffered as badly or worse. Yet there can be no doubt that among the long list of suf-

fering nations in the latter half of this century, the Kurds of Iraq have suffered more than most. Tens of thousands have been slaughtered by Saddam's regime, and many more have been otherwise "ethnically cleansed" by being forced from their homelands.

To summarise the current situation: the estimated 3.5 million Kurds of northern Iraq enjoy *de facto* self-rule, and for the first time in their history they are governed by a democratically elected government — a coalition of the main Kurdish parties. The Kurdish parliament, also chosen by popular vote, sits at Arbil. Iraqi Kurdistan has its own police force, embryonic army and judicial system.

But the region is almost destitute, in part a consequence of international sanctions imposed on Iraq during the Kuwait crisis and maintained ever since. It is free of Iraqi government troops, but is the occasional target of Iraqi terrorist bomb attacks and random shelling. The official Kurdish leadership recognises the international borders of Iraq and seeks the installation of a democratic regime in Baghdad. It does not seek the creation of an independent Kurdistan. It has no claims on neighbouring Arab lands, nor do its Arab neighbours have claims on the traditional homeland of the Kurds. It is the only part of Iraq that is free.

If the West dropped its guard and were suddenly to ease the pressure on Saddam Hussein, all this could disappear by the end of the week. Only constant warnings to Saddam, such as the recent bombing of Baghdad (whatever its declared motives), will prevent the Iraqi dictator from embarking on a reconquest of the north. The US raid on Baghdad followed a week of intensified allied air activity in the no-fly zone above the 36th parallel, which was ordered in response to indications that Saddam might be preparing just such a reconquest.

The Western allies abandoned the Kurds to their fate in March 1991, after a short-lived but extremely successful rebellion had ousted Iraqi government forces from the north of the country in the aftermath of the Gulf war. John Major's belated plan for the establishment of safe havens in the north helped to salvage something from the situation. Iraqi forces once again withdrew, and the Kurds have been living ever since under allied air cover.

The difference between then and now is that in 1991 the Americans were suspicious of the presumed separatist tendencies of both the

Kurds of the north and the Shia of the south. They were particularly worried that Iran's co-religionists in the south would break away to form a pro-Tehran Islamic state. At the end of the Gulf war, the Kurds found it impossible to get a hearing at the White House or the State Department.

All that has changed. The Clinton administration now gives full support to the Iraqi National Council, which comprises all opposition groups — including the Kurds. The Kurds, far from being regarded as separatists, are viewed as a potential balancing force between Shias and Sunnis in any post-Saddam regime.

The danger, as ever, is that US support for the Kurds may prove to be a poisoned chalice. The Americans see Kurdistan as part of a wider strategy of containing Iran, whose brand of aggressive Islam is viewed by Washington with something approaching paranoia. It is no surprise that Iran has reacted badly to the US-Kurdish *rapprochement*. Tehran has done its best to spoil the party, and recently directly tried to dissuade some of the smaller Kurdish groups from incorporating themselves into the mainstream Iraqi Kurdistan Democratic Party, headed by Masoud Barzani and based at Arbil.

The Kurds have no choice but to enter alliance with Washington. But they do so with their eyes open. The last time they received direct help from the US was in the early Seventies, when Barzani's father took weapons and money from Henry Kissinger, the Shah of Iran and the CIA to fight Baghdad. This trio ditched Barzani in 1975 after a treaty was signed between the Shah and the then vice president, Saddam Hus-

Should the West ease the pressure on Saddam Hussein, the only free part of Iraq could disappear within the week

sein. Mulla Mustafa Barzani died in exile and Kurdistan was overrun.

It might be that the US is once again doing the right thing for the wrong reason. In adopting an aggressive attitude towards Baghdad, President Clinton may indeed be trying to dispel the wimp factor created, in part, by his inaction over Bosnia. Certainly, he seems to be trying to appease the congressional right wing, which used to think Saddam was a Good Thing as long as he was bashing Iran, but rapidly switched to regarding him as a Bad Thing once he challenged George Bush.

This time, unlike in the Seventies, the US backing is overt. European and other American allies have a duty to, and an interest in, keeping Washington honest. The Kurds have earned what they have created in the past two years. If the West lets them down and Saddam returns, it would almost be better to be a Bosnian.

JEUNE AFRIQUE — 8 JUILLET 1993

KIOSQUE

*The New York Times. Quotidien, Etats-Unis.***Une faute des Kurdes.**

Le désespoir et la colère ont leur part dans les attaques menées le 24 juillet par des militants kurdes contre des ambassades et des établissements turcs dans cinq pays européens. Mais l'ignorance et le fanatisme étaient aussi à l'œuvre dans cette vague de terrorisme qui ternit la cause des Kurdes. Ceux-ci n'ont gagné aucun ami en menaçant de tuer vingt otages, à défaut que le chancelier Kohl ordonne à Ankara de cesser d'attaquer des villages kurdes dans le sud de la Turquie.

Helmut Kohl a tenu bon et les otages ont été libérés. Même ainsi, de tels actes peuvent difficilement servir les Kurdes, à commencer par ceux qui cherchent un asile politique en Allemagne. Il y a pire encore avec cette ironie : les

Kurdes qui attaquent les Turcs parce qu'ils sont Turcs se comportent comme les skinheads racistes qui incendient les foyers de travailleurs turcs au seul motif de leur nationalité.

Les marxistes du PKK préfèrent les martyrs à un cessez-le-feu.

Cette confusion morale caractérise le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), groupe marxiste violent dont les excès ont provoqué les excès plus sanglants encore des forces armées turques. En mars, on avait pu croire à un cessez-le-feu dans ce conflit qui dure depuis neuf ans. Mais la trêve fut rompue en mai, quand des commandos du PKK prirent dans une embuscade et tuèrent plus de trente soldats sans armes. Il en résulta des représailles collectives auxquelles précisément les preneurs d'otages d'Allemagne voulaient mettre fin.

Les Kurdes, peuple sans Etat déchiré entre cinq pays, ont été maltraités presque partout. Massacrés en Irak, ils ont été traités comme des pions par la Syrie, la Grande-Bretagne, la Russie et les Etats-Unis. En Turquie, jusqu'à une date récente, leur identité même était niée — on les appelait les « Turcs des montagnes » — et on leur interdisait de parler leur propre langue. Mais le PKK préfère les griefs et les martyrs à un cessez-le-feu. Prendre des otages et attaquer des diplomates turcs en Europe n'abrègera pas les souffrances d'un peuple persécuté. ●

A.F.P. — Ggence France Presse — A.F.P. — Ggence France Presse — A.F.P. — Ggence France Presse —

FRA0609 4 I 0265 RFA /AFP-LM63

Allemagne-Kurdes

Une cinquantaine de femmes kurdes occupent brièvement la représentation du HCR: trois blessées

BONN, 8 juil (AFP) — Une cinquantaine de femmes kurdes ont occupé brièvement jeudi la représentation du HCR à Bonn pour demander aux Nations Unies d'arbitrer le conflit opposant le gouvernement turc et les séparatistes kurdes, et trois d'entre elles ont hospitalisées après avoir tenté de se suicider, a-t-on appris de source policière.

Les trois femmes avaient ingurgité de l'essence et deux d'entre elles étaient encore en unité de traitement intensif dans la soirée. Un policier a été blessé légèrement à l'épaule au cours de l'incident. Les policiers ont réussi à empêcher une autre Kurde de s'immoler par le feu et l'ont arrêtée.

Les femmes ont investi la représentation du HCR en menaçant de perpétrer "un suicide collectif", tant qu'elles n'obtiendraient pas de réponse du secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali à leur demande de médiation.

Les manifestantes, accompagnées d'une quinzaine de très jeunes enfants, se sont présentées comme des membres de l'Union des femmes patriotes du Kurdistan.

Après avoir brisé quelques vitres, selon un représentant du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), les femmes ont quitté les bureaux, dans le quartier chic de Bad Godesberg, pour se regrouper devant le bâtiment.

Dans l'après-midi, une trentaine de femmes et enfants avaient également manifesté au siège de l'ONU à Vienne pour dénoncer "le terrorisme d'Etat" de la Turquie contre le peuple kurde, avant de se disperser sans incident.

fka/mr t
AFP 082140 JUL 93

REPORTAGE-KURDISTAN



Dans la vallée de Sapna. 10 villages seront reconstruits avant l'hiver.

L'EXPRESS - 8 JUILLET 1993 - 45

Des pierres dans le jardin de Saddam

Protégés par l'ONU, les Kurdes irakiens tentent de reconstruire leur pays. Mais l'embargo qui frappe Bagdad les touche aussi. Et le dictateur menace toujours.

De notre envoyée spéciale

Hier encore, cet espace, coincé entre le 36^e et le 38^e parallèle, était un endroit maudit où les dieux avaient cessé de parler au Soleil. Des ruines éparpillées, des ruines illisibles, et rien d'autre. Aujourd'hui, pourtant, dans les vallées du Kurdistan irakien, une paix silencieuse, une renaissance imprévisible ont succédé au désespoir. Un peu plus d'un an après l'organisation des premières élections libres sous la protection des alliés occidentaux, le « réduit kurde » tente de s'inventer un futur...

Mais la psychose de l'abandon par la communauté internationale hante, malgré tout, les esprits. « Eux partis, nous sommes morts ! Si les forces du Military Coordination Center [MCC] se retirent du

nord de l'Irak, Saddam Hussein aura tôt fait de répandre à nouveau la terreur chez nous », affirme un médecin kurde. Depuis octobre 1992, le calme ne règne au Kurdistan « libéré » que grâce à la vigilance des armées américaine, française et britannique, qui interdisent aux appareils irakiens de survoler l'espace aérien au nord du 36^e parallèle. Conformément aux résolutions de l'ONU. Ainsi, une centaine de pilotes occidentaux basés à Incirlik, dans le sud de la Turquie, surveillent chaque jour la région. 18 officiers et sous-officiers sondent le terrain depuis la ville frontière de Zakho. « Il faut qu'ils sentent que nous sommes là », assure le lieutenant-colonel français Guy Demetz, la poche remplie de bonbons pour les enfants des villages. Ce qui n'empêche pas les troupes de Saddam

■■■

REPORTAGE-KURDISTAN



Des membres du Military Coordination Center en visite dans un village. « Eux partis, nous sommes morts ! » dit un médecin kurde.

de multiplier les pressions, de poursuivre les provocations. Et de renforcer leur dispositif militaire aux portes du Kurdistan.

Le problème superlatif, toutefois, reste l'approvisionnement. On a souvent tendance à oublier que l'embargo imposé à l'Irak touche aussi la province rebelle, forte de 3.5 millions de personnes. Certes, on ne meurt pas de faim et, selon les organisations humanitaires, aucune maladie liée à la malnutrition n'a été enregistrée. En plus des produits rationnés - riz, thé, sucre, huile de cuisine - toujours fournis par Bagdad aux Kurdes, mais irrégulièrement et en quantités très inférieures à celles qui sont offertes aux Irakiens, 700 000 personnes environ bénéficient encore des colis alimentaires onusiens. Plus grave est la quasi-absence de carburant. Gros producteurs de tabac (trois ans de récoltes sont stockés dans les entrepôts), les Kurdes ne peuvent plus faire tourner leur manufacture de cigarettes, faute de papier, de filtres et de fioul. « Les Turcs respectent l'embargo quand cela les arrange. Ils savent très bien le violer pour nous vendre au prix fort leurs cigarettes, mais ils refusent de subvenir à nos besoins », déclare un chef d'entreprise. Il en va de même pour la cimenterie de Sulaymaniyah, dans l'est du pays, immobilisée par manque de combustible.

L'embargo a des effets pervers. Cette année, par

exemple, les paysans prévoient une récolte de blé excédentaire de 80 %. Sur un total de 300 000 tonnes, seules 60 000 suffiront à la consommation domestique. Que faire, alors, des 240 000 tonnes restantes ? Les vendre ? Mais à qui ? « Il nous est impossible d'exporter cet excédent. Comme en 1992, nous risquons de le vendre à Saddam, bien que nous soyons prêts à le céder trois fois moins cher aux Européens », indique un porte-parole du gouvernement.

Plus encore que cette « anomalie », c'est la récente décision de Bagdad de retirer de la circulation les billets de 25 dinars qui préoccupe les dirigeants kurdes. Les experts évaluent à 1 milliard de dinars la masse monétaire au Kurdistan, dont la moitié en coupures de 25 dinars. Or les nouveaux billets, surnommés « Rank Xerox » pour leur ressemblance avec de grossières photocopies, inspirent peu confiance. Du coup, les prix flambent. Un âne se vend aujourd'hui 3 000 dinars (500 francs), au lieu de 800 (150 francs) en mars 1992. Les produits de première nécessité ont suivi la même courbe. « Nous ne comptons plus les coups bas de Saddam Hussein », dénonce Karim Sinjari, chef de la sécurité du gouvernement d'Erbil, qui aurait mis sous les verrous près de 2 000 comploteurs irakiens... ou kurdes.

Agents de Bagdad, mais aussi de Téhé-



ran, leur mission est de terroriser la population. Selon la police secrète, les primes offertes seraient de 15 000 dinars pour faire exploser une voiture, et dix fois plus pour une bombe placée dans un immeuble ! Des sommes fabuleuses, dit-on, auraient été proposées pour abattre un étranger. Ainsi, dans la périphérie de Sulaymaniyah, quatre personnes appartenant à des organisations humanitaires ont été assassinées, sans que les coupables, semble-t-il, aient été arrêtés. Privée de moyens, la police est incapable de prévenir les coups. Entre les activistes de tout bord – y compris les islamistes – elle a bien du mal à s’y retrouver. S’ajoutent à cela les luttes intestines qu’entretiennent les deux formations kurdes les plus influentes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l’Union patriotique du Kurdistan (UPK)

Le père Rabban, à gauche.
« Il faut vivre coûte que coûte sur notre terre. »



de Jalal Talabani. Bien qu’ils soient alliés au sein du gouvernement, les deux partis cherchent à conserver leur influence propre. Et, pour asseoir leur pouvoir auprès d’une partie de la population, n’hésitent pas à s’attacher les services d’anciens potentats du régime de Bagdad...

Derrière cette union de façade, on devine les grimaces. Certains partis, écartés de la coalition, estiment que la concentration des pouvoirs affaiblit la cause, alors même qu’ils redoutent un rapprochement entre Bagdad et certains Etats de la région. Quelques déclarations pourraient, en effet, leur donner raison. Voilà peu, un haut dirigeant turc affirmait : « Nous sommes totalement opposés à la création d’un Etat indépendant dans le nord de l’Irak. La situation y est chaotique. Il n’y a là-bas aucun gouvernement

responsable. » Mais la frappe américaine, le 27 juin dernier, sur le quartier général des services secrets du raïs devrait – provisoirement ? – dissiper leurs inquiétudes.

Un homme, en tout cas, n’a cure de ces grandes et petites manœuvres, de toutes ces questions chargées d’arrière-pensées. Il est prêtre assyrien et se bat, seul, contre des montagnes. Le père Rabban est un bâtisseur et en possède la foi. Dans son petit village de la vallée de Sapna, il a retroussé ses manches pour aider à la reconstruction, accueillir de nombreux réfugiés, sans chercher à décrypter les ruines. Architecte, maçon, ouvrier, pasteur, le bon père fait plaisir à voir. Avec un optimisme chevillé au corps, il vient même d’ouvrir un atelier de menuiserie. Grâce au concours d’une organisation allemande, 10 villages, rebâti dans la vallée, revivront avant l’hiver prochain.

D’autres renaissent sur les traces de leur passé avec les équipes de l’association humanitaire Mission Enfance (1). A l’inverse des abris provisoires des Nations unies, faits de parpaings et de tôle, le père Rabban s’attache à reconstruire traditionnellement les maisons kurdes. Le Dr Youssef, qui, lui aussi, a de l’énergie à revendre et des rêves plein la tête, dit : « Pour la renaissance de mon village, je suis prêt à tous les sacrifices. Aussi durs seront nos débuts, aussi profond sera notre futur. D’ailleurs, vous verrez, nos compatriotes qui ont choisi le chemin de l’exil reviendront ici. J’en fais le serment. »

Qui en douterait ? Des plaines du Tigre, à l’ouest, aux montagnes de l’Hauraman, à l’est, le Kurdistan est devenu un vaste chantier. 4 500 villages avaient été détruits à la dynamite, au napalm ou à l’artillerie lourde par les séides de Saddam Hussein. Certains ne sont plus que des chicots de pierre. Mais d’autres se relèvent miraculeusement, parce que, comme l’explique si bien le père Rabban, « il faut vivre, coûte que coûte. Sur notre terre ».

Las ! il ne pourra empêcher que les vents mauvais qui soufflent sur le Kurdistan poussent cette communauté à émigrer vers le Canada, les Etats-Unis ou le Danemark. Au rythme de cinq par jour – hémorragie légalisée par le gouvernement provincial – les plus désespérés passent le pont de Habour et fuient vers la Turquie. Sans se retourner. **Domitille Lagourgue ■**

(1) Mission Enfance, 19, avenue des Papalins, 98000 Monaco. Tél. : (16) 92.05.32.03.

Le pays perdu du peuple kurde

Prises d'otages en Allemagne et en France, manifestations en Suisse, incidents en Grande-Bretagne et en Suède : les séparatistes kurdes de Turquie ont lancé le 25 juin une série d'attaques contre les intérêts turcs en Europe, pour dénoncer la répression dont ils sont victimes.

Une vague de terrorisme kurde a secoué l'Europe le 25 juin. Prises d'otages dans les consulats turcs de Munich et de Marseille, manifestation violente devant l'ambassade de Turquie à Berne, saccage de représentations diplomatiques, de banques, d'agences de tourisme et de sociétés turques dans douze villes d'Allemagne, ainsi qu'à Lyon, Londres et Copenhague.

Cette série d'attentats, qui a fait un mort et une dizaine de blessés, est l'œuvre du Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK). Depuis 1984, le PKK s'est engagé dans une guérilla indépendantiste* dans le sud-est de la Turquie. Les combats ont déjà fait plus de 6 000 morts.

Dispersés entre quatre États

Estimés à près de 20 millions de personnes, les Kurdes sont dispersés dans quatre États : la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Le territoire qu'ils occupent dans ces quatre pays frontaliers porte le nom de Kurdistan. L'ensemble représente un espace géographique de 400 000 km², mais ne constitue pas un État indépendant.

Jusqu'en 1920, le peuple musulman kurde faisait partie de l'Empire ottoman, immense territoire conquis par les Turcs.

Une promesse non tenue

Au moment du démembrement de cet empire, la communauté internationale avait promis aux Kurdes la création d'un État indépendant. Mais trois ans plus tard, en 1923, il n'en était plus question. Depuis, les Kurdes n'ont cessé de se battre pour obtenir, au moins, leur autonomie*. Notamment en Turquie où ils sont douze millions (un cinquième de la population du pays), et en Irak (environ quatre millions).

Depuis avril 1991, à la suite de la guerre du Golfe, le nord de l'Irak (Kurdistan irakien) est placé sous la protection de l'Organisation des Nations unies (ONU), ce qui ne l'empêche pas d'être régulièrement victime d'attaques irakiennes.

La Turquie et les autres pays voisins refusent également de reconnaître le Kurdistan irakien, craignant que leurs minorités kurdes ne suivent l'exemple.



G Mathieson / Sygma

Dans le nord de l'Irak, les Kurdes ont été placés sous protection de l'ONU.

Entre 1960 et 1968, le gouvernement turc a muselé toute tentative d'affirmation d'une identité kurde. La langue kurde a été officiellement interdite. De nombreux Kurdes ont été emprisonnés pour motif politique et soumis à la torture. Des villages entiers ont été pillés, leurs habitants chassés.

Malgré l'assouplissement récent de la politique turque à l'égard des Kurdes, le PKK a aujourd'hui déclaré une guerre totale à la Turquie. Désormais, il s'attaque également aux intérêts économiques de l'État, ainsi qu'aux sites touristiques. Plus de vingt personnes, dont douze touristes étrangers ont été blessés le 27 juin lors

d'un attentat dans la station balnéaire d'Antalaya. Ce mouvement séparatiste très dur, qui privilégie les actions terroristes, s'est imposé comme l'organisation la plus influente au sein de la communauté kurde en Europe. Il affirme disposer de 10 000 hommes en armés et de 15 000 sympathisants. ■

Emmanuelle Haggai

EN CLAIR

Les autonomistes revendiquent des droits propres à un peuple dans une région, tout en restant dans le même État que d'autres peuples. Les indépendantistes, eux, souhaitent un nouvel État.

Bombardements frontaliers, harcèlement, attentats

Les mauvais coups de l'Iran au Kurdistan d'Irak

Les organisations humanitaires occidentales sont les cibles de tueurs anonymes. Les ayatollahs font le forcing pour s'imposer dans le jeu politique régional.

RANIYA :
(Kurdistan d'Irak)
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Ils sont venus pour aider, pour soigner et pour connaître. Ils sont sur le qui-vive, barricadés dans leurs maisons transformées en fortins, escortés en permanence par des pechmergas (combattants kurdes) en armes. Ils remplissent, aux confins de l'Irak et de l'Iran, la plus difficile des missions. Les risques que prennent les volontaires des organisations humanitaires occidentales au Kurdistan d'Irak ont décuplé en même temps que se nouait l'épreuve de force engagée par Téhéran avec le PDKI (résistance kurde iranienne) et le « gouvernement » du Kurdistan d'Irak.

Les soirées sont longues à Raniya, où réside l'équipe de Médecins du monde (MDM). La seule « sortie » autorisée est la visite à l'hôpital, quand médecins et infirmières vont convaincre les familles kurdes de laisser dormir les malades. « Dans le temps, dit le chirurgien qui en est à son troisième séjour, nous allions faire un tour au souk. Désormais nous devons être accompagnés de deux pechmergas. Ça manque de charme. »

Tandis que Philippe, le « coordinateur » de MDM arrose le jardin, ses camarades bouquinent dans la pièce commune. Les murs de béton restituent la chaleur emmagasinée pendant le jour. Avant le dîner, Philippe a eu une grande explication avec la « garde », la vingtaine de guérilleros kurdes qui protègent les Français. La sécurité s'accommode mal du fatalisme oriental ! Il faut constamment « resserrer les boulons ». Le souvenir de Vincent Tollet, le responsable de Handicap international tombé dans une embuscade le 22 mars près de Sulaimanié, le poursuit. Vincent, un Belge de

29 ans, est mort dans ses bras.

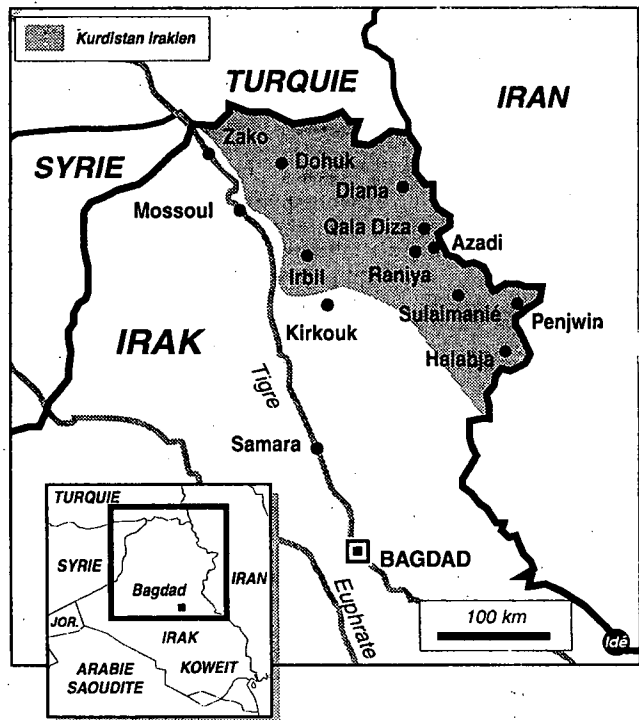
La maison de MDM, qui fait face à un bâtiment inachevé squatté par des réfugiés, est surveillée en permanence. Les sentinelles se relaient devant le portail du jardin, et la nuit sur le toit en terrasse.

A Sulaimanié, chef-lieu de la province la plus orientale du Kurdistan, on dirait le quartier des organisations humanitaires habité par des personnalités politiques menacées. Les bureaux et les résidences des collaborateurs de l'Unicef (Agence de l'ONU pour l'enfance) et des ONG (organisations non gouvernementales) – France-Libertés et Équilibre notamment – ont été transformés en bunkers.

Arif, le Soudanais qui dirige l'œuvre allemande « Hilfe für Kinder in Not » (Aide aux enfants en détresse) supporte mal les rigueurs de sa vie de reclus : « En rentrant chez moi, j'ai l'impression de pénétrer dans un poste de police. Les gardes des Nations unies me téléphonent chaque soir pour s'assurer que tout va bien. Je ne peux plus me ballader en ville avec mon chien. » Il ajoute : « La situation se dégrade. Mais elle est moins mauvaise qu'à Raniya. » Arif, Philippe et les autres ne voyagent désormais qu'en convois de 4 x 4 truffés de mitraillettes Kalachnikov.

Les baroudeurs de l'aide humanitaire ne souffrent pas d'un délire de persécution. Ils calculent seulement les risques. Stuart, l'animateur de « Care Australia » est tombé, avant Vincent Tollet, dans une embuscade. Sur une grand-route et en plein jour. Son chauffeur a survécu malgré 23 balles dans le corps. Arif constate : « En deux mois, nous avions perdu 10 % de nos effectifs d'expatriés. »

La série noire ne s'est pas arrêtée là. Le 3 mai, deux Kurdes travaillant pour Équilibre sont tués par l'explosion d'une grenade, à Qaja Diza,



une ville de 60 000 habitants rasée en 1988 sur ordre de Saddam Hussein. Médecins sans frontières, qui supervisait des dispensaires et distribuait des médicaments, a annoncé le 12 mai son retrait du Kurdistan d'Irak. Arif confesse : « Ce fut un choc pour nous. » Depuis, la résidence des instructeurs en déminage britanniques du « Mines Advisory Group », à Diana, a été attaquée au fusil lance-roquettes (RPG 7). A Raniya, les pechmergas d'une « ONG » ont repéré à temps un véhicule chargé d'explosifs et un bidon d'essence piégé à la grenade.

Bombardements iraniens

Les auteurs de ces attentats réussis ou ratés courent toujours. Les volontaires étrangers, les militaires alliés (Américains, Britanniques, Français et Turcs) basés à Zako (fron-

tière turque) et les responsables kurdes (tant Irakiens qu'Iraniens) s'interrogent sur l'identité des exécutants et sur celle de leurs commanditaires. Ils pensent d'abord aux agents de Saddam Hussein qui, il y a quelques mois, piégeaient les camions d'aide de l'ONU entre Bagdad et le Kurdistan. On les tient généralement pour responsables de l'assassinat, début juin, à Dohuk, de trois députés du « parlement » kurde, dont le chrétien assyrien, Francis Youssef Chabo.

Hussein Abderrahman, un des responsables de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani, à Sulaimanié, accuse les sicaires de Saddam Hussein du meurtre récent de deux pechmergas célèbres pour leur courage, Fariq Ahmed et Sardagh Naodar. Un observateur estime en revanche que les agents irakiens « ne prennent pas les humanitaires pour cibles ».

Le terrorisme anti-étrangers

LE FIGARO

VENDREDI 9 JUILLET 1993

coincide avec une activité militaire iranienne sans précédent depuis 1988 et la fin de la guerre Irak-Iran. Le 13 avril, l'aviation de Téhéran bombardait l'hôpital des organisations humanitaires françaises Médecins du monde et Aide médicale internationale à Azadi (voir ci-dessous). L'infanterie et les blindés prenaient le relais. Fin mai, rappelle Mohamed Nazif Kadri, responsable du PDKI iranien à Sulaimanié, ils ont pénétré en Irak sur une profondeur de cinq kilomètres, notamment dans le secteur de

Penjwin. Les forces de Téhéran n'ont toujours pas évacué tout le terrain conquis.

A l'UPK (le Parti kurde irakien de Jalal Talabani), on signale une nouvelle attaque, fin juin, dans la même région. Les tirs d'artillerie, au demeurant peu meurtriers, ne cessent guère. Abdullah Hasanzadé, le secrétaire général adjoint du PDKI iranien, en comptabilise cinquante depuis le 19 avril.

Une cinquantaine de famille kurdes iraniennes, qui ont fui les obus, campent dans les ruines sinistres du village de

Sangasser, dynamité en 1988 par l'armée de Bagdad. Elles s'étaient réfugiées en Irak en 1979, après l'offensive des Gardiens de la révolution au Kurdistan d'Irak. Craignant des épidémies, Médecins du monde vaccine les enfants.

L'appui islamiste

Plus sournoise que celle des obus, la menace des tueurs anonymes inquiète davantage les responsables politiques et humanitaires. Des deux côtés on fait état de la ré-

cente visite d'une délégation iranienne à Halabja, la bourgade frontalière gazée par Saddam Hussein. Elle était porteuse d'un double message destiné en fin de compte au « gouvernement » du Kurdistan d'Irak, constitué à Irbil après les élections d'avril 1992 : éloignez les maquisards du PDKI d'Irak de la frontière et chassez les étrangers du Kurdistan.

Hussein Abderrahman, un des dirigeants l'UPK de Jalal Talabani à Sulaimanié, dénonce la présence d'« agents

Le « prétexte » de Téhéran



Abdullah Hasanzadé, numéro un du PDKI en Irak, inspecte les abords de son quartier général à Azadi, au lendemain d'un bombardement iranien. (Photo CL/Le Figaro.)

AZADI :
(Kurdistan d'Irak)
de notre envoyé spécial

« Nous servons de prétexte à Téhéran. » Abdullah Hasanzadé, le plus haut responsable du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak) en Irak, est catégorique. En bombardant le Kurdistan irakien, l'artillerie iranienne cherche moins à neutraliser les maquisards du PDKI-Irak – comme, à l'ouest, l'armée turque harcèle le PKK – qu'à « gêner » le Kurdistan d'Irak.

Arpentant les abords de son sanctuaire montagnard d'Azadi, incendiés, la veille encore, par les obus tirés d'Irak, M. Hasanzadé ajoute : « Il n'y avait pas de forces du PDKI là où l'armée iranienne a fait irruption en Irak, ni de réfugiés iraniens dans plusieurs villages bombardés. Le Kurdistan d'Irak a un gouvernement faible. Il ne peut pas rompre avec Téhéran. L'Irak profite du vide du pouvoir. »

« Petit Israël »

Le secrétaire général adjoint du PDKI-Irak cite un article du journal *Abrar* qui décrit le Kurdistan d'Irak comme « un petit Israël » et souligne que la Turquie, la Russie et l'Irak devraient le « détruire ».

Azadi (liberté), un cirque de montagnes à quelques kilomètres de la frontière de la République islamique, abrite aussi un hôpital géré par Médecins du monde et Aide médicale internationale, dont une infirmière, Catherine, travaille avec le personnel local. Attaqué le 13 avril par six avions iraniens, l'hôpital, une longue maison de torchis au toit de chaume et de terre, subit depuis des pilonnages d'artillerie, qui contraignent les malades à descendre fréquemment aux abris.

Après chaque alerte, les pechmergas (« ceux qui affrontent la mort ») effacent les traces d'impact. M. Hasanzadé commente : « Inutile de faciliter le travail des espions iraniens ! »

C. L.

payés par l'Iran pour tuer les opposants ». Un observateur ajoute : « Les Kurdes irakiens du Parti islamiste sont solidement implantés à Halabja. Ils font du renseignement pour les Iraniens. Ils souffrent moins des pénuries que les autres Kurdes. » Les islamistes bénéficieraient aussi de l'assistance d'une œuvre saoudienne, l'International Islamic Relief Organisation.

Le climat délétère qui prévaut dans la région inquiète les

dirigeants kurdes irakiens. Tous s'interrogent sur les objectifs de Téhéran. A Zacko, les militaires des quatre puissances alliées responsables de la protection des Kurdes d'Irak (États-Unis, Grande-Bretagne, France et Turquie) partagent leurs interrogations. En juillet 1992, lors de la visite de Danielle Mitterrand (qui échappa à un attentat), la presse de Téhéran dénonçait le « cavalier seul » des Kurdes irakiens et « le soutien des Oc-

cidentaux à la division de l'Irak ».

Ancien représentant de Jalal Talabani auprès de la République islamique, Baker Fatah explique : « Le régime iranien préfère avoir en face de lui un « diable » comme Saddam Hussein plutôt que le « mauvais exemple » de la démocratie kurde. » Massoud Barzani, l'un des deux chefs de la révolte kurde en Irak, déclare : « Notre stabilité n'est pas encore menacée par l'ho-

stilité de l'Iran à notre égard.

Les « humanitaires » sont plus inquiets que le fils du fameux général Mustapha Barzani, héros légendaire de la lutte des Kurdes. L'un d'eux, l'exprime carrément : « Si un des pechmergas qui me protégèrent était assassiné par des tueurs anonymes, j'aurais, hélas ! une raison solide de partir. » Comme les autres volontaires, il est venu ici pour sauver des Kurdes. Pas pour les faire tuer !

C. L.

Libération — 8 juillet 1993

A l'Onu, Bagdad négocie la levée partielle de l'embargo

Sur le terrain, l'Irak entrave toujours le travail des inspecteurs chargés de démanteler son arsenal.

D'un côté, il joue l'épreuve de force. De l'autre, il discute. Pour obtenir une levée partielle de l'embargo, le gouvernement de Bagdad mène une double offensive en direction des Nations unies. Au siège de l'organisation internationale, il semble prêt à accepter ce qu'il refusait depuis des mois. Sur le terrain, il crée toujours des obstacles au travail des inspecteurs onusiens chargés de démanteler missiles Scud, armes chimiques et autres pièces de l'arsenal irakien.

Un représentant du ministère des Affaires étrangères, Riyadh al-Qaysi, a entamé hier à New York des pourparlers avec le sous-secrétaire général des Nations unies, Carl-August Fleischhauer. Le but : négocier la reprise des exportations de pétrole suspendues depuis août 1990. Les résolutions 706 et 712 du Conseil de sécurité, adoptées en 1991, autorisent l'Irak à vendre une partie de son brut à hauteur de 1,6 milliard de dollars pendant six mois. Un tiers de la somme dégagée doit servir à payer les dommages de guerre et à couvrir les frais des Nations unies sur le terrain, le reste étant destiné à l'achat, sous stricte surveillance internationale, de vivres et de médicaments.

Jusqu'à présent, l'Irak avait toujours refusé le compromis onusien qui, selon lui, portait atteinte à sa « souveraineté ». L'Onu versera les revenus tirés du pétrole sur un compte spécialement créé à cet effet et contrôlera la distribution des marchandises afin de s'assurer que Chiites et Kurdes ne soient pas oubliés.

Epuisé par trois ans de sanctions, Saddam Hussein semble aujourd'hui s'incliner. Il espère cependant obtenir à New York quelques aménagements — notamment que les 500.000 barils par jour prévus transitent par son terminal de Mina al-Bakr, et non pas seulement par l'oléoduc passant par la Turquie, afin de réduire le coût de transport.

Parallèlement, Bagdad refuse toujours, en dépit des menaces occidentales, de laisser les inspecteurs onusiens installer des caméras de surveillance sur deux sites d'essais de missiles. « Nous ne sommes plus disposés à faire des sacrifices supplémentaires sans contrepartie », a lancé hier le président du Parlement, Saadi Mahdi Saleh. En échange, il exige l'arrêt des sanctions, estimant que son pays a déjà rempli toutes les conditions qui étaient posées par l'Onu.

Ch.B.

L'Humanité — 8 juillet 1993

Bombardements iraniens contre le Kurdistan irakien

Les bombardements iraniens contre le Kurdistan irakien, qui ont commencé fin avril, se poursuivent sporadiquement et ont déjà poussé près de 1.250 Kurdes à l'exode, a indiqué, hier à l'AFP, une source de l'ONU à Bagdad. Ces bombardements visent la région de Souleimanieh, limitrophe de l'Iran, et l'ONU tente de fournir des logements aux réfugiés qui ont fui cette zone pour les régions plus sûres à l'intérieur de l'Irak, a-t-on affirmé. L'Iran avait justifié ses bombardements par sa volonté de riposter aux « attaques terroristes » menées selon lui depuis l'Irak par le Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI, opposition). Une délégation iranienne est attendue prochainement dans le Kurdistan irakien pour discuter de la question des Kurdes d'Iran repliés en Irak, avait indiqué vendredi dernier Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'une des principales composantes de l'opposition kurde irakienne qui contrôle le nord de l'Irak.

TURQUIE

La grande peur des intellectuels turcs

Victimes d'attentats, cibles des émeutes de Sivas qui ont fait 36 morts la semaine dernière, journalistes, professeurs ou juristes s'inquiètent de voir l'Etat plier sous la pression intégriste, au mépris de sa tradition laïque.

Plus de 100 000 personnes ont participé hier à Istanbul aux obsèques de deux des trente-six victimes des incidents intégristes du 2 juillet à Sivas, dans l'est de la Turquie. Les manifestants se sont d'abord rassemblés devant l'Association des écrivains de Turquie, sur la rive européenne d'Istanbul, avant des services religieux séparés pour chacune des deux victimes. Ils ont ensuite défilé sur plus de dix kilomètres. Deux manifestants ont été blessés au moment de la dispersion.

Istanbul, envoyé spécial

Sur leurs terrasses dominant le Bosphore, nombre d'intellectuels istanbouliotes discutent désormais des avantages et des inconvénients d'une protection policière. Quelques-uns ont déjà un policier de garde devant leur porte après les assassinats d'une demi-douzaine d'intellectuels connus pour leur laïcité militante. La plupart se refusent encore à dramatiser. Mais le danger islamiste, longtemps considéré comme marginal, semble maintenant beaucoup plus concret après la flambée de violence de Sivas. Vendredi dernier, trente-six personnes sont mortes dans un hôtel assiégé et incendié par une foule d'islamistes en furie contre un groupe d'intellectuels, dont le célèbre écrivain satirique Aziz Nesin, qui a publié des extraits des *Versets sataniques*, venu animer un festival culturel dans cette très bigote cité de l'est anatolien.

« Nous risquons réellement de nous retrouver à plus ou moins long terme dans une situation à l'algérienne, malgré l'enracinement dans notre société d'une tradition laïque. La classe politique et l'Etat, incapables d'affronter les problèmes économiques et sociaux, multiplient les concessions aux islamistes en même temps qu'ils créent un terrain favorable à leur développement », s'inquiète Ali Sirmen, éditorialiste et sociologue.

A ses yeux, l'enjeu est à la mesure du symbole que représente encore la Turquie. « premier et unique Etat musulman à avoir institutionnalisé, même avec certaines ambiguïtés, une laïcité selon le modèle de la Révolution française ». Son ami Ur Mumcu, journaliste, comme lui symbole de la gauche kémaliste, est mort le 24 janvier dernier dans l'explosion de sa voiture. Un demi-million de personnes suivirent son cercueil. L'attentat avait été revendiqué par les mystérieux terroristes

du « Hezbollah », comme, les mois précédant, les assassinats de Turan Duran, ancien imam devenu adversaire acharné des fondamentalistes, de Bharıye Uçok, professeur de théologie islamique et femme libérale, ou encore du juriste Muhamer Aksoi. Sans compter une longue série de militants kurdes. Les autorités mettent l'Iran en cause, sans trop oser le clamer ouvertement, et toutes les enquêtes piétinent.

Le choc créé par les événements de Sivas est encore plus profond. Pour la première fois depuis l'après-guerre, une émeute islamiste a tenu la rue pendant des heures avec le soutien des élus locaux du Refa (parti de la prospérité, islamiste), abattant la statue d'Ataturk (Moustapha Kemal), le père de la République laïque, et celle du poète mystique Pir Sultan Abdal, exécuté au XV^e siècle sur ordre du sultan, grand martyr de la secte alévi, branche hétérodoxe issue du chiisme (20% de la population), ouvertement libérale et honnie par tous les bigots de l'islam. Elle représente traditionnellement le grand réservoir électoral et politique de la gauche.

« Je suis inquiet du laxisme et de l'impuissance montrés par l'Etat dans cette affaire, mais je suis encore plus effrayé de son absence de réaction après », accuse Murtaza Demir, alévi, président de la société Pir Sultan Abdal. L'écrivain Yacher Kemal constate, écoeuré : « Nous payons les erreurs accumulées depuis la mort de Moustapha Kemal, et ce gouvernement ne pouvait rien empêcher. »

A Ankara, pendant les funérailles d'une partie des victimes, une foule de près de 50 000 personnes a hurlé sa colère aussi bien contre les islamistes que contre le gouvernement à peine intronisé de Tansu Ciller, première femme de l'histoire de la République turque à devenir chef du gouvernement. Dépassée par la situation, elle n'eut pas un mot pour dénoncer les responsables de la tragédie. Le ministre de l'Intérieur, quant à lui, critiqua surtout « la provocation » de Nesin venu défier les religieux dans un de leurs fiefs.

« Parler de provocation, c'est admettre que les valeurs républicaines de liberté d'expression et de tolérance n'ont déjà

plus cours dans certaines régions et municipalités aux mains des islamistes », accuse Zeynep Oral, responsable des pages culturelles du grand quotidien libéral *Milliyet*. C'est déjà une réalité dans les villes du plateau anatolien comme Konya, Kayseri ou Sivas, vieilles forteresses des islamistes du Refa où, depuis des années, règne « l'ordre juste » prôné par leur leader, Necmettin Erbakan.

Le Refa, qui stagnait depuis des années à 12% des voix, commence à avoir le vent en poupe dans le reste du pays, et surtout à la périphérie des grandes villes. En novembre dernier, lors d'élections partielles dans la banlieue d'Istanbul, il remportait 27% des voix et quatre des cinq mairies en lice. Il profitait de la crise des autres partis, en premier lieu ceux de gauche. Mais il avait surtout changé de style, modernisant son image, abandonnant les mosquées pour créer des réseaux d'entraide dans des bidonvilles peuplés pour l'essentiel d'immigrants venus de l'est du pays, créant de véritables enclaves. Cette stratégie d'implantation en profondeur

Rushdie: « La Turquie peut résister aux islamistes »

L'auteur des « Versets sataniques », malgré le conflit qui l'oppose à l'éditeur turc visé par la manifestation de Sivas, se déclare totalement solidaire de son combat.

LIBERATION. Comment est née l'idée de traduire les *Versets sataniques* en Turquie ?

SALMAN RUSHDIE. En mars dernier, j'ai été contacté par Aziz Nesin pour une traduction des *Versets sataniques*. J'étais très intéressé mais je savais qu'il y aurait des problèmes. Le livre est interdit en Turquie. Je voulais savoir comment Aziz Nesin allait s'y prendre. A propos de ce roman, je tiens particulièrement à savoir ce qu'on donne à lire. Et là, d'autant plus qu'il s'agissait de la première traduction dans un pays musulman. Mais Aziz Nesin a publié dans son journal des extraits du livre sans aucune discussion préalable avec moi. Cette publication d'extraits était une mauvaise chose. Il ne fallait pas le faire avant que tout le livre soit prêt et disponible. A mon sens, c'est une des raisons des troubles qui ont suivi.

LIBERATION. Le lui avez-vous dit ?

S.R. Nous lui avons écrit. Il a publié notre lettre dans son journal avec sa propre réponse, qui était une lettre d'insulte contre moi. Il disait que j'étais

un couard, que je ne défendais pas mon livre, que j'avais cherché des compromis. Il disait aussi qu'il n'avait que faire de ma cause. Dans ces conditions, je ne pouvais pas le laisser publier mon livre. Puis il y a eu cette conférence à Sivas avec cette terrible catastrophe. J'ai eu des difficultés avec Aziz Nesin, mais la tragédie de Sivas incombe à ceux qui ont tué. Un meurtre est un meurtre. En dépit de tout ce que je peux ressentir à l'égard d'Aziz Nesin, je lui adresse toute ma sympathie et tout mon soutien. J'oublie tout et je suis avec lui dans son combat. Je suis horrifié qu'on dise que je ne soutiens pas la cause des laïques. Que personne ne croie que j'ai abandonné ce combat, j'y passe ma vie, mais malheureusement, Aziz Nesin ne m'a pas traité comme un combattant.

LIBERATION. Votre livre est-il la cause des émeutes de Sivas ?

S.R. On l'a dit, mais je ne pense pas que les événements de Sivas soient directement liés à la publication d'extraits des *Versets*. Les extraits ont paru en

mai, les émeutes ont eu lieu en juillet. L'émeute a eu des causes plus immédiates, la ville est un haut lieu du fondamentalisme et il a été décidé d'attaquer ce meeting laïc. C'était un prétexte idéal pour les fanatiques.

LIBERATION. Peut-on craindre une dérive islamiste en Turquie ?

S.R. Il y a une crise, et risque évident de détérioration. Les islamistes turcs sont entraînés en Iran, le gouvernement turc l'a dit clairement. Mais la Turquie est une société mûre, où les principes laïcs sont profondément ancrés et qui a toujours répondu fermement au fondamentalisme. Il faut que les assassins soient jugés et condamnés. La Turquie est assez puissante pour résister à ce choc. La situation en Turquie est très différente de celle de l'Algérie. Cependant, il s'agit d'une campagne menée dans plusieurs pays musulmans contre les forces laïques : ce qui est arrivé en Turquie doit être relié à ce qui s'est passé en Algérie, en Arabie Saoudite et en Egypte.

Recueilli par
Antoine de GAUDEMAR

est d'autant plus nécessaire que le Refa, à la différence du FIS algérien ou d'autres forces islamistes dans le monde arabe, doit agir en compétition avec des partis traditionnels qui, depuis des années, avaient acquis un certain vernis musulman pour séduire l'électeur. Les récents succès du Refa les inciteraient plutôt à doubler la dose.

Cette politique de concessions à l'islam a commencé après le coup d'Etat de 1980 par les militaires qui cherchaient à créer un nouveau consensus social. Ils introduisent les cours de religion dans les écoles et les lycées. Après le retour des civils au pouvoir, trois ans plus tard, le phénomène ne fit

que s'accroître. D'autant que Turgut Özal, devenu Premier ministre, était décidé à briser certains tabous du kémalisme en affichant sa foi.

En dix ans, quelque 10 000 mosquées ont été construites, elles sont aujourd'hui 66 674, un peu plus d'une pour 1 000 habitants. Elles restent plutôt désertes, sauf pour la prière du vendredi. Les 83 000 imams du pays sont nommés et payés par l'Etat au travers du Directoire pour les affaires religieuses, censé garantir l'apolitisme de l'islam turc. Cette institution est dénoncée par les islamistes et, pour des raisons diamétralement opposées, par nombre de laïcs, qui se demandent aujourd'hui si

cet organisme, créé par Ataturk pour contrôler la religion, n'est pas devenu un moyen pour les religieux de prendre un pouvoir croissant sur l'Etat.

Les lycées religieux, théoriquement prévus seulement pour la formation des imams, se sont multipliés, bénéficiant de nombreux crédits du ministère et des meilleurs professeurs. Ils permettent aujourd'hui d'accéder à toutes les carrières, sauf celles de l'armée. « La quasi-totalité des élèves qui en sortent choisissent de faire carrière dans l'administration. Les idées kémalistes s'étaient implantées grâce à l'Education nationale, et les islamistes, au-

jourd'hui, utilisent ce même moyen », constate Ali Sirmen qui, depuis des années, dénonce la lente mais régulière imprégnation des manuels scolaires, des programmes, ou même de nombreux concours publics où, de plus en plus souvent, on interroge aussi le candidat sur l'Islam. Mais comme nombre d'intellectuels, il sait qu'une bataille, menée au nom du retour à une laïcité pure et dure contre les musulmans, serait nécessairement perdue. « Le conflit est entre laïcs et antilaïcs : les laïcs eux aussi dans leur qualité sont des musulmans, mais ils pensent que la religion est une affaire privée. »

Marc SEMO

LE MONDE — 9 JUILLET 1993

DROITS DE L'HOMME

Dans son rapport annuel

Amnesty International recense « de véritables tragédies »

Le rapport 1993 d'Amnesty International passe au crible des droits de l'homme 161 pays et révèle qu'en 1992 des prisonniers d'opinion étaient détenus dans au moins 62 d'entre eux, que plus de 110 gouvernements ont eu recours à la torture et que dans 45 pays des assassinats politiques ont été commandités par l'Etat.

« En 1992, le monde a connu de véritables tragédies en matière de droits de l'homme » constate Amnesty International dans son dernier rapport qui évoque notamment les « carnages » dans l'ex-Yougoslavie et en Somalie. En Somalie les guerres intestines ont condamné à mort une bonne partie de la population civile et, dans l'ex-Yougoslavie, Amnesty estime que « toutes les parties au conflit se sont rendues coupables d'atteintes aux droits fondamentaux », même si la majorité des victimes étaient musulmane et si les bourreaux se recrutaient principalement dans les forces armées serbes locales.

Dans ce rapport 1993, Amnesty International met également en évidence la politique des « deux poids, deux mesures » qui prévaut encore aujourd'hui. La communauté internationale serait peu prompt à lutter contre les atteintes aux droits de l'homme pratiquées dans des pays dont le poids politique aurait un effet dissuasif. « Ainsi, fin 1992, la situa-

tion en Chine, où la torture, les exécutions et la détention administrative restent des pratiques courantes, n'avait toujours suscité aucune réaction internationale sérieuse (...) », souligne le rapport.

Des milliers de prisonniers politiques se trouveraient pourtant aujourd'hui en détention en Chine. Certains seraient détenus sans inculpation ni jugement et « la détention administrative, qui permet d'incarcérer des prisonniers politiques sans que ceux-ci soient inculpés ou jugés, est restée une pratique répandue ». Amnesty a pu décompter, en Chine, 1891 condamnations à mort et 1 079 exécutions. Mais elle estime que le nombre réel est beaucoup plus important.

« Escadrons de la mort » en Colombie

En Afrique, malgré certaines avancées du multipartisme et de la démocratie, les massacres et les violations se poursuivent, souvent à l'initiative des Etats. L'Angola, la Sierra Leone, le Soudan, le Zaïre et le Tchad font partie des quatorze pays d'Afrique où des civils non armés ont été abattus ou ont « disparu ». Quant à l'Afrique du Sud, de récentes enquêtes ont pu mettre en lumière la participation occulte de certaines forces de sécurité dans des assassinats politiques.

En Amérique centrale ou latine comme au Proche-Orient, de graves atteintes au respect des personnes ont également été consta-

tées, cette année comme les précédentes. Les groupes paramilitaires du type « escadrons de la mort » se portent toujours bien en Colombie, au Brésil, au Pérou ou au Guatemala. En Haïti, une centaine de personnes aurait trouvé la mort dans le cadre de campagne d'exécutions extrajudiciaires. Au Mexique, la torture et les mauvais traitements infligés par les forces de l'ordre se poursuivent. Comme dans de nombreux autres pays, les conditions de détention demeurent éprouvantes.

Dans les territoires occupés, 25 000 Palestiniens ont été arrêtés pour des motifs de sécurité. Les détenus palestiniens sont systématiquement torturés ou brutalisés lors des interrogatoires. Plus de 200 Palestiniens soupçonnés de « collaboration » avec les Israéliens, ont été exécutés : « On pense que parmi les auteurs de ces homicides figuraient des membres de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et du Hamas [Mouvement de la résistance islamique] ».

L'exécution des jeunes délinquants

En Irak comme en Iran l'arrestation arbitraire, la torture, les procès jugés d'avance, etc. restent monnaie courante. Des centaines de détenus n'ont jamais revu le grand jour en Irak, et des musulmans chiites ont été à nouveau tués dans le sud du pays. On demeure toujours sans nouvelles des 100 000 Kurdes arrêtés en

1988 par les forces irakiennes lors de déplacements forcés de population.

Amnesty International dénonce, d'autre part, les exécutions aux Etats-Unis de criminels condamnés alors qu'ils étaient mineurs. Selon l'organisation, seuls ce pays, l'Iran, l'Irak, le Nigeria, le Bangladesh et le Pakistan pratiquent ce type d'exécution. Elle souligne qu'avec une douzaine de jeunes de moins de 18 ans condamnés à mort, le Texas est l'Etat américain le plus concerné par cette question. Amnesty a demandé à la nouvelle administration américaine de mettre un terme à l'exécution de jeunes délinquants.

En Europe, le rapport 1993 met à nouveau la Turquie au rang des pays qui pratiquent la torture. Les exécutions extrajudiciaires présumées auraient également augmenté. Plus de 260 personnes ont été tuées dans les provinces du Sud-Est à majorité kurde. D'autre part, l'organisation relève que, d'une façon générale, le sort des réfugiés devient de plus en plus difficile, y compris en Europe où un « racisme sous-jacent » se manifesterait. Enfin, la France se fait à nouveau épingler à cause du sort des objecteurs de conscience et de celui réservé à ceux qui refusent toute forme de service (notamment les témoins de Jéhovah). Des brutalités sont également constatées lors des gardes à vue.

P. S.

bz

Freitag, 9. Juli 1993

Kurden-Demos in Genf und Bonn

Bonn/Genf. (spk/dpa). Rund 50 Kurden haben gestern nachmittag die Vertretung des UNO-Flüchtlingskommissariats (UNHCR) in Bonn-Bad Godesberg gestürmt. Drei Kurden, die offenbar Benzin getrunken hatten, kamen mit schweren Verletzungen ins Krankenhaus. Ein Polizist wurde leicht verletzt. Eine vierte Kurdin, die sich mit Benzin überschüttete und offenbar verbrennen wollte, wurde festgenommen.

Nach Polizeiangaben drohten die Frauen mit «Massenselbstmord», falls ihre Forderung – eine Antwort von UNO-Generalsekretär Butros-Ghali auf ihre Resolution – nicht im Laufe des Tages erfüllt werde. Die Demonstrantinnen bezeichneten sich als Mitglieder des «Verbandes der patriotischen Frauen Kurdistans».

Die Frauen richteten in dem Gebäude in Bonn «erheblichen Sachschaden» an. Der UNHCR-Sprecher sagte dagegen, sie hätten lediglich zwei Glasüren im Eingangsbereich zerschlagen.

Auch vor dem europäischen UNO-Sitz in Genf kam es gestern zu Demonstrationen. In Genf hiess es auf einem Spruchband: «Deutsche Panzer und Deutsche Mark: Massaker in Kurdistan.»

Türkei wies Protestnote der Schweiz zurück

Ankara/Bern. (sda/dpa). Die Türkei hat gestern den am Vortag von der Schweiz übermittelten Protest gegen die Schüsse aus der türkischen Botschaft in Bern auf kurdische Demonstranten zurückgewiesen. Das türkische Aussenministerium bestritt den von der Schweiz erhobenen Vorwurf, es unterstütze die Untersuchung der Vorfälle vom 24. Juni unzureichend.

Laut Berichten der halbamtlichen türkischen Nachrichtenagentur Anatolia bereitet das türkische Aussenministerium eine Stellungnahme auf die Schweizer Protestnote vor. Einige in der Protestnote formulierten Vorwürfe der Schweizer Regierung seien inakzeptabel, zitierte die Agentur das türkische Aussenministerium. Die Türkei wies deshalb den Protest zurück.

Eine offizielle Antwort sei in Bern noch nicht eingetroffen, erklärte am Nachmittag der Sprecher des Eidgenössischen Departementes für auswärtige Angelegenheiten (EDA), Franz Egle. Das EDA wolle keine Stellung nehmen, bis das Antwortschreiben der Türkei offiziell eingetroffen sei.

Die Schweiz sei ihrer Verantwortung für den Schutz der türkischen Bot-

schaft entsprechend der Wiener Konvention nicht gerecht geworden, zitierte Anatolia weiter. Der Schweiz seien die Tätigkeiten der kurdischen Arbeiterpartei (PKK) bekannt. Indem sie diese Tätigkeiten im Namen der Menschenrechte zulasse, verstosse sie gegen die Bemühungen der KSZE-Staaten im Kampf gegen den internationalen Terrorismus. Die Schweiz sei wie alle KSZE-Mitgliedsstaaten zum Kampf gegen den internationalen Terrorismus und zur Verhinderung von illegalen Aktivitäten von ihrem Territorium aus gegen Drittstaaten verpflichtet, hiess es weiter.

Am Mittwoch hatte der Bundesrat gegen die Ereignisse vor der türkischen Botschaft vom 24. Juni protestiert.

Botschafter Franz von Däniken überreichte die Protestnote dem türkischen Botschafter in Bern, Kaya Toperi. Die Schweiz kritisierte zudem, dass die Türkei der Forderung nach der Aufhebung der Immunität der an der Schiesserei beteiligten Botschaftsangehörigen nicht nachkam. Bei der unbewilligten Kurden-Kundgebung am 24. Juni waren ein Demonstrant getötet und neun weitere verletzt worden.

Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0162 4 I 0195 TUR /AFP-NU07

Turquie-Kurdes

Plus de 600 rebelles kurdes tués en Turquie depuis le printemps dernier

ANKARA, 9 juil (AFP) — Plus de 600 séparatistes kurdes ont été tués depuis le 21 mars dernier en Turquie, a indiqué le chef d'état-major de l'armée turque, le général Dogan Gures, dans une interview publiée vendredi par le quotidien à grand tirage Hurriyet.

Le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan — séparatiste) "ne peut plus résister aux opérations de grande envergure (NDLR: des forces de sécurité turques) où plus de 600 personnes ont été tuées depuis le 21 mars", a déclaré le général Gures.

Le général Gures a rappelé que la Turquie avait instauré l'état d'urgence dans les deux régions du pays à majorité kurde, l'est et le sud-est anatolien. Après avoir noté que cet état d'urgence "n'était pas appliqué à la lettre", il a estimé que si le séparatisme n'était "pas complètement éliminé" d'ici le printemps 1994, il faudrait envisager d'instaurer la loi martiale.

Dans la même interview, le chef d'état-major a estimé le nombre de séparatistes kurdes à "3.000 à 4.000 en territoire turc, 2.000 à 3000 en Irak du nord et un millier en Iran".

YM/MO/br

AFP 091112 JUL 93

KURDISTAN D'IRAK

L'ESPOIR D'UNE PAIX DURABLE

UN REPORTAGE DE MICHEL VERRIER

Un peu plus d'un an après avoir élu démocratiquement leurs députés et en dépit d'une paix toujours fragile, les Kurdes d'Irak cherchent à assurer leur indépendance économique.

Vendredi 10 heures, jour de prière. Au Kurdistan d'Irak c'est dimanche. Erbil, la capitale kurde, s'étend dans la plaine verdoyante, ensoleillée. La route qui monte vers les hauteurs caillouteuses de Salahadin est presque noire de monde. En voiture, en bus ou même à pied, les familles partent en pique-nique. On joue au foot, on monte une tente, on écoute de la musique et on danse en famille. Mais on reste près de la route, sans s'aventurer dans les champs encore truffés des mines antipersonnelles semées par l'armée irakienne, avant sa retraite.

Les contrôles de police sont fréquents. Les policiers kurdes recherchent les voitures dans le coffre desquelles on trouve des kilos de TNT et dont les conducteurs sont en général liés à Bagdad ou à Téhéran. « *Tous les gouvernements qui ont peur de notre expérience démocratique essaient d'y faire obstacle* », note le nouveau Premier ministre kurde, Kosrat Abdullah Russoul, numéro 2 du parti de Jalal Talabani.

Au cours du mois de mai, l'artillerie iranienne n'a cessé d'arroser les pentes et les petites vallées des montagnes proches de Quala Diza, une ville de 100 000 habitants, rasée en septembre 1989 par l'armée irakienne. Sur la ligne de contact de 450 kilomètres entre les peshmergas (combattants kurdes) et l'armée irakienne, les troupes d'élite de la garde républicaine ont

relevé les troupes régulières. La menace d'affrontements est constante.

CAMPS

DE CONCENTRATION

En décrétant sans valeur les coupures de 25 dinars toujours utilisées par les Kurdes pour leurs échanges commerciaux avec leurs voisins, Bagdad a mis le Kurdistan au bord de la banqueroute. Face à l'hostilité de ses voisins, le parlement du Kurdistan d'Irak se tourne vers Ankara en proposant d'indexer le cours de sa monnaie sur celui de la livre turque.

Dans un pays dont le taux de destruction des villes et des villages par l'armée irakienne aurait atteint les 85 %, le ministère de la Reconstruction de Mahmoud Brifkani, membre du PDK de Massoud Barzani, a du pain sur la planche. Il siège dans une bâtisse héritée de l'administration irakienne, sur la grande avenue d'Erbil, où se côtoient les bâtiments officiels, le parlement kurde, le ministère des peshmergas et celui de la coopération humanitaire. Dans la salle des cartes les quatre régions kurdes, Dohouk, Kirkouk, Souleymanieh et Erbil —

Meeting en mémoire des victimes des bombardements de l'armée irakienne en 1989
Une démocratie originale



rebaptisée de son nom kurde Hawler – sont passées au peigne fin des statisticiens du ministère.

Les cartes illustrent avec précision la politique de déplacement des populations mise en œuvre par Bagdad. Les camps collectifs, au nombre de 300 environ, – « camps de concentration », les appelle-t-on ici – sont désignés par un rectangle de couleur et les villages regroupés dans ces camps sont symbolisés par un petit rond de couleur identique. On en voit un tas en haut de la carte, dans les montagnes et le rectangle qui leur correspond est en bas, à cent kilomètres de là, dans la plaine, aux abords des grandes villes. Le but du gouvernement est de faire disparaître les rectangles, de remettre la société kurde.

« Le problème, souligne Mahmoud Brifkani, est que beaucoup de gens dans les villages collectifs n'ont pas de projets et restent là à ne rien faire ». Le régime de Saddam Hussein, moyennant une petite pension, a fait des paysans déplacés des assistés, des « consommateurs ». « Le retour à la montagne est aussi compliqué, note Nezar Ghafur, responsable du ministère de l'aide humanitaire, parce que nous manquons d'animaux. Nous ne pouvons pas en donner aux paysans qui retournent dans leur village, pour les aider à reprendre l'élevage. » Les parents refusent enfin de quitter les « camps collectifs » s'ils n'ont pas la certitude de retrouver dans leur village une école pour leurs enfants.

Au pied des montagnes, la plaine du Kurdistan d'Irak, extrêmement fertile, a été réhabilitée depuis 1991. Le gouvernement propose aux ONG et à l'Onu d'acheter aux paysans la prochaine récolte. Le blé serait transformé sur place en farine et remplacerait les cargaisons de l'aide de l'Onu, acheté à l'étranger. Une mesure qui donnerait un coup de pouce au commerce intérieur et créerait quelques emplois. « Nous voulons réaliser nos projets sur place, explique Massoud Barzani, le leader du PDK. Nous voulons produire, et non pas attendre l'aide des pays étrangers ».

Une économie exsangue mine en effet l'effort des Kurdes pour mettre en place leur démocratie, originale dans la région. Le parlement d'Erbil, élu au suffrage universel, fonctionne depuis un an. Le pluralisme politi-

que va de pair avec la liberté d'expression. Chaque parti possède sa radio, son ou ses journaux. Le gouvernement kurde a mis en place une police et une petite armée. Le « ministère des Peshmergas » regroupe depuis quatre mois 30 000 hommes, 12 000 venus du PDK de Massoud Barzani, 12 000 du parti de Jalal Talabani et 6 000 d'autres formations politiques. L'Etat-major est paritaire. « C'était peut-être la chose la plus difficile à faire, mais la plus importante aussi, souligne le ministre des Peshmergas, Jabal Ferman. Cette entente entre des partis qui se sont affrontés des années durant est le modèle qui inspire les nouvelles relations entre les partis kurdes d'Irak et le PKK de Turquie à l'origine de la guérilla dans la partie turque du Kurdistan ? « Le PKK a changé, confie Massoud Barzani. Son leader Abdullah Oçallan disait toujours qu'on peut tout obtenir avec la guerre de guérilla, il dit maintenant qu'avec la paix on peut avancer plus vite. Nous préférons cela. »

Fait significatif : le PDK de Turquie, lié au parti de Massoud Barzani, vient de signer un protocole d'accord avec le PKK. « Cela fait deux ans que Jalal Talabani fait des efforts pour qu'Abdullah Oçallan applique une autre politique, renchérit Kosrat Abdullah Russoul, parce que la précédente n'était pas bonne ».

Plus prosaïquement, les contre-coups des derniers affrontements, qui ont fait plusieurs centaines de morts cet hiver, ont été profonds. Se battre « entre frères » passait mal ou pas du tout dans la population kurde, des deux côtés de la frontière turco-irakienne. Un peshmerga du PDK confiera que Barzani lui avait donné l'ordre d'« y aller » alors qu'il n'en avait aucune envie. « Nous aurions dû refuser, comme les guérilleros du PKK auraient dû refuser à Oçallan de venir se battre contre nous. » Un autre note que, dans la région de Zakho, proche de la Turquie, un combattant du PDK pouvait avoir à se battre contre son fils ou son frère, membre du PKK. Plus simplement encore, les peshmergas irakiens se sont convaincus qu'ils ne viendraient pas plus facilement à bout de leurs frères-ennemis du PKK, que l'armée turque : « Mieux valait s'asseoir autour d'une table et chercher à s'entendre ».

M. V.

Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0265 4 GI 0117 FRA /AFP-VB43

Divers-Turquie

Manifestation de Turcs et de Kurdes à Strasbourg

STRASBOURG, 10 juil (AFP) – Environ 650 Turcs et Kurdes ont manifesté dans le calme samedi après-midi à Strasbourg (Bas-Rhin) pour protester contre la montée de l'intégrisme en Turquie et les violences qui s'ensuivent, a-t-on appris de bonne source.

Les manifestants ont déposé une gerbe devant le consulat de Turquie. Répondant à l'appel de plusieurs partis et organisations turcs et kurdes, ils ont scandé des slogans en langue turque et kurde et plusieurs d'entre eux portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : "Non à l'intégrisme".

La manifestation avait été autorisée et s'est disloquée sans aucun incident.

ei/mfo

AFP 101713 JUL 93

Terroristen oder Widerstandskämpfer?

Die Rolle der Arbeiterpartei Kurdistans aus der Sicht eines in der Schweiz ansässigen kurdischen Intellektuellen

Ismet Cherif Vanly, kurdischer Historiker und Jurist, stammt aus Van, einer Stadt im türkischen Teil Kurdistans. Er wuchs in der syrischen Stadt Damaskus auf, kam bereits 1949 zum Studium nach Lausanne. Dort blieb er und liess sich einbürgern. Er gilt als politisch unabhängiger Kopf innerhalb der kurdischen Bewegung in der Schweiz. Wie beurteilt er die Rolle der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) in der Türkei und hierzulande? Wie stellt sich für ihn die «kurdische Frage» heute?

■ MIT ISMET CHERIF VANLY
SPRACH MARLENE SCHNIEPER

In den letzten Tagen häuften sich wieder Meldungen von massiven Einsätzen des Militärs gegen die kurdische Guerilla im Osten der Türkei. Umgekehrt sollen am Montagabend in Basbaglar, einem Dorf im äussersten Anatolien, Kämpfer der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) 27 Männer in einer Moschee zusammengetrieben und exekutiert haben. Darauf hätten sie die Häuser eingäschert, wobei fünf Frauen verbrannten. Warum eskaliert erneut die Gewalt in jenem Gebiet?

Noch Mitte März dieses Jahres hat der PKK-Chef Abdullah Öcalan der türkischen Regierung einen Waffenstillstand sogar ohne Konditionen angeboten. Die offizielle Türkei ist darauf überhaupt nicht eingegangen. Sie hat weder der PKK noch anderen weniger militanten kurdischen Organisationen Verhandlungen oder auch nur Gespräche angeboten. Darf man sich wundern, wenn der kurdische Widerstand daraus schliesst, die türkischen Machthaber verstünden einzig die Sprache der (Gegen-)Gewalt?

Türkei: Ein Schritt vor, zwei zurück

Sie selbst sind unter anderem Mitglied der Liga Kurdischer Juristen, die ihren Sitz in Paris hat. In dieser Funktion haben Sie sich vor einem Jahr in einem offenen Brief an den damaligen türkischen Staatspräsidenten Turgut Özal und den damaligen Premierminister Süleyman Demirel gewandt und sie ermutigt, nach ersten «Zeichen einer Öffnung in der kurdischen Frage» weitere Schritte zu tun. Jetzt ist Ihr Optimismus von damals verflogen. Was ist geschehen?

Im April 91 wurde erstmals in der Geschichte der modernen Türkei der Gebrauch der kurdischen Sprache wenigstens im privaten Bereich erlaubt.



Aufwachsen mit dem Widerstand: Kinder der Peshmerga, der kurdischen Guerilla, in einem Lager bei Djarbakir.

Im November des gleichen Jahres erlangte Demirel auch mit Unterstützung kurdischer Volksvertreter erneut das Amt des Premiers. Im folgenden Monat sprach er in einer Rede in Diyarbakir zum ersten Mal davon, dass «die Türkei die kurdische Realität anerkannt» habe und dass «diese Anerkennung nicht unvereinbar sei mit der Einheit des türkischen Staates». Im April 92 konnte in Istanbul ein von einer privaten Stiftung getragenes Kurdeninstitut eröffnet werden. Plötzlich durften kurdische Zeitungen in türkischer, vereinzelt sogar in kurdischer Sprache erscheinen. Das alles hat uns vorsichtig optimistisch gestimmt.

Doch nach den bescheidenen Fortschritten folgten die Rückschläge. Die Polizei in Istanbul liess eine zur Strassenseite hin angebrachte Hinweistafel auf das «kurdische» Institut sogleich entfernen. Journalisten, die für die kurdischen Zeitungen arbeiteten, wurden – man weiss nicht von wem – erschossen. Die Redaktionen dieser Blätter werden schikaniert, zensuriert. In den türkischen Gefängnissen werden Kurden weiterhin gefoltert und zu Tode gequält. Selbst kurdische Abgeordnete werden bedroht. In Anatolien fahren wieder die Panzer auf. Und die neue Premierministerin, Tansu Ciller, beschwört wie ihre konservativsten Vorgänger die «türkische Stärke» und den Türkismus. Was sollen wir da hoffen?

Öcalans Anziehungskraft

Im Westen gilt die PKK weitherum als Terrororganisation, in der Schweiz wird sie zumindest dem gewalttätigen Extremismus zugeordnet. PKK-Anhänger in der Schweiz behaupten zuweilen, ihre Organisation repräsentiere bis zu 90 Prozent der kurdischen Bevölkerung in der Türkei. Wie sehen Sie das?

Öcalan, der ja selbst vom Exil in Damaskus aus operiert, dürfte über ein Potential von mehreren tausend Aktivisten verfügen. Darüber hinaus geniesst er sicher

die Zustimmung einer grossen Mehrheit der kurdischen Bevölkerung in der Türkei – nicht nur unter der Arbeiterschaft, sondern auch unter Bauern, Händlern, Intellektuellen. Warum? Weil immer mehr Kurdinnen und Kurden dort nach dem langen vergeblichen Kampf um die Anerkennung ihrer Rechte keine Chance sehen, sich anders auszudrücken, als Öcalan das tut.

PKK-Anhänger aber scheinen immer brutaler auch gegen zivile Ziele – Personen und Sachen – vorzugehen, in den kurdischen Stammländern selbst wie in der Diaspora. Sie erpressen da wie dort zum Teil Schutzgelder, um sich zu finanzieren. Das sind doch terroristische Methoden. Die PKK könnte damit in der westlichen Öffentlichkeit leicht alle Sympathien für die kurdische Sache verscherzen.

Vorsicht, nicht alle Schandtaten, die die türkische Propaganda der PKK in die Schuhe schiebt, haben Öcalans Leute auch begangen! Über diesen Dingen liegt viel Dunkelheit. Die westliche Öffentlichkeit täte jedenfalls gut daran, die PKK nicht einfach pauschal als Terrororganisation abzutun, sondern sie als Teil des kurdischen Widerstandskampfes zu sehen.

Nachweislich jedenfalls sprechen in der Schweiz in Umlauf gebrachte Flugblätter und Propagandaschriften, die die Handschrift der PKK tragen, eine gewalttätige Sprache.

Nach meinem Geschmack ist das nicht. Ich habe diesen stalinistischen Jargon, diese verbale Gewalt auch wiederholt kritisiert. Aber so sind sie nun mal, nicht alle, aber einige der PKK-Leute.

Sie können es sich in der Schweiz erlauben, die PKK öffentlich zu kritisieren?

Ich bin ein Intellektueller. Diesen Luxus darf ich mir wohl leisten.

Die Kurden in der Schweiz

Wie viele Kurdinnen und Kurden gibt es

überhaupt in unserem Land? Wie sind sie organisiert?

Ich schätze, dass heute gegen 20 000 Kurdinnen und Kurden in der Schweiz leben, mehrheitlich Gastarbeiterinnen und Gastarbeiter, in der Minderheit politische Flüchtlinge, Eingebürgerte usw. Sie stammen in der Mehrzahl aus der Türkei, aber auch aus dem Irak und dem Iran. Soweit sie politisch aktiv sind, haben sie sich vor allem um die Kurdistan-Zentren in Zürich, Genf und anderen Städten herum organisiert. Soweit ich sehe, stehen diese Zentren der PKK oft nahe, sind indes nicht identisch mit ihr. Es machen dort auch andere kurdische Gruppierungen mit.

Das Centre d'Etudes Kurdes et de Rencontres Orientales (Cekro) in Genf, das ich vor einem Jahr mitbegründen half, arbeitet frei von politischen Bindungen. Es versteht sich als kulturelles Bindeglied und Forum für die kurdischen Anliegen. Jede und jeder kann Mitglied werden.

Föderalismus statt Separatismus?

Ihr Institut hat kürzlich ein Kolloquium organisiert zur Frage: «Föderalismus – eine Lösung für den Nahen Osten?» Gewichtige kurdische Minderheiten leben in der Türkei, im Iran und im Irak. Alle diese Staaten fürchten um ihre Einheit, wenn sie den kurdischen Ansprüchen entgegenkämen. Sie verschreien die Kurden als «Separatisten». Gäbe sich denn die kurdische Bevölkerung in den jeweiligen Ländern Ihrer Meinung nach mit föderalistischen Lösungen, ausgebauten Formen von regionaler Autonomie, zufrieden?

Föderalismus hat viele Gesichter – je ein anderes in den USA, in Deutschland oder in der Schweiz. Föderalistische Lösungen lassen sich nicht einfach herbeizaubern. Man soll den Kurden in den einzelnen Staaten, in denen sie leben, endlich verfassungsmässig verbriefte Formen eines gleichberechtigten Zusammenlebens anbieten – und die Möglichkeit, sich zu artikulieren. Dann wird man sehen, was sie wollen.

Die Kurden – ein Volk gerät zwischen alle Fronten

Die «kurdische Frage» brennt uns wieder auf den Fingern – im In- und Ausland. Zu verstehen ist sie letztlich nur aus der Geschichte – der Geschichte eines Volkes, das wie kaum ein anderes zum Spielball der Mächte wurde.

■ VON MARLENE SCHNIEPER

Die modernen Nationalstaaten des Westens entstanden im Lauf des 18. und 19. Jahrhunderts. Sie waren in der Regel historisch gewachsene Gemeinschaften, verwaltet von einem Zentrum aus, politisch zusammengehalten von einer Staatsarchitektur, einer nationalen Verfassung und wirtschaftlich gruppiert um einen nationalen Markt.

Dieses Nationalstaatenmodell ist im 19. und 20. Jahrhundert – nach dem Zerfall der Imperien – auf die riesigen Vielvölkerteppiche im afroasiatischen Raum übertragen worden. Zahlreiche ethnische, sprachliche und ethnisch-religiöse Minderheiten fielen dabei durch den neuen Raster. Diese Minderheiten wurden in der Folge auf mannigfache Art unterdrückt. Der französische Dritte-Welt-Spezialist Gérard Chaliand unterscheidet fünf Unterdrückungsmechanismen:

- **Diskriminierung:** Jemand wird hintangestellt allein wegen der Zugehörigkeit zu einer bestimmten Gruppe.

- **Kulturelle Unterdrückung:** Einer Nationalität wird das Recht verweigert, die eigene Sprache in Schulen, Medien und öffentlichen Ämtern zu pflegen.

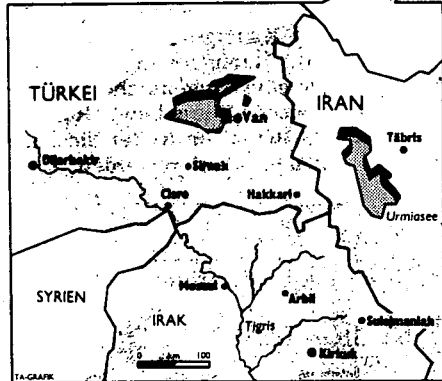
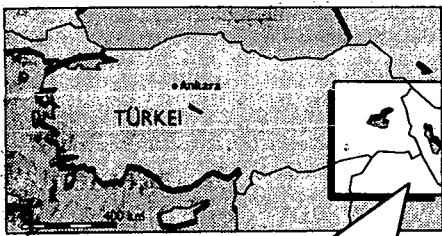
- **Wirtschaftliche Unterdrückung:** Die Minderheit kann die Ressourcen auf ihrem Gebiet nicht selber nutzen.

- **Physische Unterdrückung:** jede Art von Gewalt gegen einzelne Mitglieder einer Gruppe, aber auch Zwangsassimilierung und Zwangsumsiedlung ganzer Bevölkerungsteile.

- **Völkermord:** systematische Ausrottung und darauf zielende Massnahmen.

Grösste unterdrückte Nationalität

Den Kurdinnen und Kurden ist all dies wiederholt und oft gleichzeitig angetan worden. Sie sind heute die grösste Nationalität weltweit, die noch immer für ihre nationale Existenz fechten muss. Nach seinen eigenen Schätzungen zählt das kurdische Volk mittlerweile zwischen 25 und 30 Millionen. Es lebt aufgeteilt auf



GEBIETE MIT ÜBERWIEGEND KURDISCHER BEVÖLKERUNG

die vier Nationalstaaten Türkei, Iran, Irak und Syrien und verstreut in alle Welt.

In der Türkei allein gibt es heute rund 13 Millionen Kurden, im Iran 7 Millionen, im Irak 4 Millionen, in Syrien vielleicht 1 Million sowie Streuminderheiten in den ehemals sowjetischen Republiken Armenien und Aserbeidschan.

Die Kurden, mehrheitlich Muslime, gehören – wie die Perser – zur Familie der indogermanischen Völker. Ihre Heimat ist das karge Bergland rund um den Van-See, das allerdings teils reich an Öl und anderen Bodenschätzen (Wolfram, Zink, Uran) ist.

Das Versprechen: Sèvres

Eine für dieses Volk bis heute schicksalshafte Weichenstellung geschah nach dem Ersten Weltkrieg. Vor diesem Krieg hatte das herkömmliche Kurdistan – ein Gebiet von insgesamt rund 500 000 km² – zu 70 Prozent zum Osmanischen Reich gehört, der Rest – getrennt durch eine sehr durchlässige Grenze – zu Persien. Doch das Osmanische Reich wurde in diesem Krieg geschlagen. Die alliierten Siegermächte und die Türkei schlossen 1920 den Friedensvertrag von Sèvres. Er umriss die neuen Staaten, die auf dem Gebiet des geschlagenen osmanischen Reichs entstehen sollten. Den Kurden innerhalb dieses Gebiets versprach er Autonomie oder sogar Unabhängigkeit.

Artikel 62 des Vertrags von Sèvres nämlich verlangte, dass eine Kommission «keinen Entwurf zu einem System lokaler Selbstverwaltung für die zur Hauptsache kurdischen Gebiete (...)» ausarbeitete. Und Artikel 64 stellte die Unabhängigkeit dieser Gebiete in Aussicht, «sofern die Mehrheit der Bevölkerung dieser Gebiete eine solche wünschte und der Rat des Völkerbundes sie dazu für fähig halten sollte». Indes: Der Friedensvertrag von Sèvres wurde nie erfüllt. In den folgenden Jahren stritt sich die eine der alliierten Siegermächte, Grossbritannien, mit dem stark nationalistisch ausgerichteten türkischen Regime vor allem um die Zuteilung des mehrheitlich von Kurden bewohnten, erdölreichen Bezirks

von Mossul, den die Briten – nicht uneigennützig – dem neu zu gründenden Staat Irak zuteilen wollten.

Die Enttäuschung: Lausanne

Der Friedensvertrag von Lausanne, 1923, schliesslich ersetzte denjenigen von Sèvres. Er verankerte den türkischen Nationalstaat Kemal Atatürks und wischte die Kurdenfrage unter den Tisch. Immerhin wurde die Frage einer Zuteilung der strittigen Gebiete um Mossul an einen Untersuchungsausschuss des Völkerbundes überwiesen. Diese Kommission hielt in ihrem Bericht fest, dass die Bevölkerung dort weder türkisch noch irakisch, sondern kurdisch fühle. Sie meinte auch wörtlich: «Falls aus dem Argument einer ethnischen Isolierung eine Schlussfolgerung gezogen werden müsste, wäre die Schaffung eines unabhängigen kurdischen Staates zu befürworten.»

Ein zweiter Bericht empfahl, das Territorium von Mossul in den Irak einzugliedern, aber unter Berücksichtigung der Wünsche der Kurden, dass Vertreter ihrer Ethnie in die Staatsverwaltung aufgenommen und die kurdische Sprache als Amts- und Unterrichtssprache anerkannt würden. – Diesen Bericht hat der Völkerbundrat dann akzeptiert.

Der Zürcher Völkerrechtler Daniel Thürer hat auf eine übergreifende Entwicklung aufmerksam gemacht, die für die Kurden hierbei negativ zum Tragen kam: Hinter dem Vertrag von Sèvres standen der Völkerbund und seine Philosophie. 1945 aber trat an die Stelle des Völkerbundes die Uno. Damit verblasste auch der völkerrechtliche Minderheitenschutz. Der Akzent, sagt Thürer, verschob sich von den Kollektivrechten, also den Volksgruppenrechten, die aus den europäischen und asiatischen Verhältnissen hervorgegangen waren, hin zu den Individualrechten, den Menschenrechten, die dem Geist der Geschichte der Angelsachsen eher entsprachen.

Zwar räumt die Uno dem Selbstbestimmungsrecht der Völker – als Mittel der Friedenssicherung und Grundlage der Menschenrechte – eine Vorzugsstellung ein, hat es aber in der Praxis bisher nur unvollständig ausgestaltet. Dieses Recht ist bisher fast ausschliesslich in Fällen angerufen worden, wo ehemalige Kolonialgebiete in unabhängige Staaten umgewandelt beziehungsweise an solche angeschlossen werden sollten. Nur ansatzweise ist es bis jetzt ethnischen Minderheiten gelungen, auch ihre Forderungen auf ein Autonomiestatut oder einen eigenen Staat als legitime Verwirklichungsformen desselben Selbstbestimmungsrechts darzustellen. Teils erfolgreich in dieses Horn gestossen hat bis heute einzig die Palästinensische Befreiungsorganisation (PLO).

So kommt es, dass die Kurden bis heute in keinem der Nationalstaaten, in denen sie leben, auch nur eine regionale Autonomie, ein begrenztes Selbstverwaltungsrecht, verwirklichen konnten. Dass sie im Gegenteil, so lang und so oft sie dieser Forderung anhängen, von den einzelnen Staaten und den hinter ihnen stehenden Grossmächten gegeneinander ausgespielt wurden.

Police deny negligence over death



SWITZERLAND

A DIPLOMATIC dispute between Switzerland and Turkey has escalated after the Swiss authorities refuted Turkey's accusations of negligence over the policing of Kurdish demonstrations last month.

A Kurd was killed during the protest at the Turkish embassy in Berne. Turkey said that Switzerland had infringed international agreements by failing to send police to the embassy in time to control the demonstration.

The Swiss Foreign Ministry retaliated by issuing a statement denying any delay in sending in police.

"We point out once more that the police, once alerted, arrived at the scene in the shortest time possible," the statement said. Switzerland has accused Ankara of failing to co-operate with its inquiries into the killing.

Turkey has recalled four officials from its Swiss embassy and has refused to lift their diplomatic immunity for questioning about the death of the 29-year-old demonstrator. The man was killed by gunshots fired from the Turkish embassy.

Raft deaths: An investigation has been launched into the deaths of nine tourists, eight German and one Austrian, after they were swept out of their rafts on the River Inn in eastern Switzerland which had been closed to boats.

The group's leader, described only as a woman from Munich, is being questioned by police.

Seventeen people in the three-boat group were also injured, some critically, after apparently ignoring signs about the boating ban. They were caught in a whirlpool on the rain-swollen river.

A Game of Kurdish Roulette

Hungry and afraid, will they cave in to Saddam?

On the floor of a Kurdish farmhouse, a woman swathed in black crawls on her hands and knees, desperately collecting spilled kernels of barley one by one. She is the latest in a long procession of beggars who have visited the house. "They come here crying and shouting and saying, 'Please just give us something to eat, for the

of the Kurdish parliament. Feeling they have no place else to turn, Kurds at all levels of society have begun to talk about cutting whatever deal they can with the man they call simply "the Beast."

They are not being capricious. They have long experience with both Western aid and Western abandonment. There is a growing

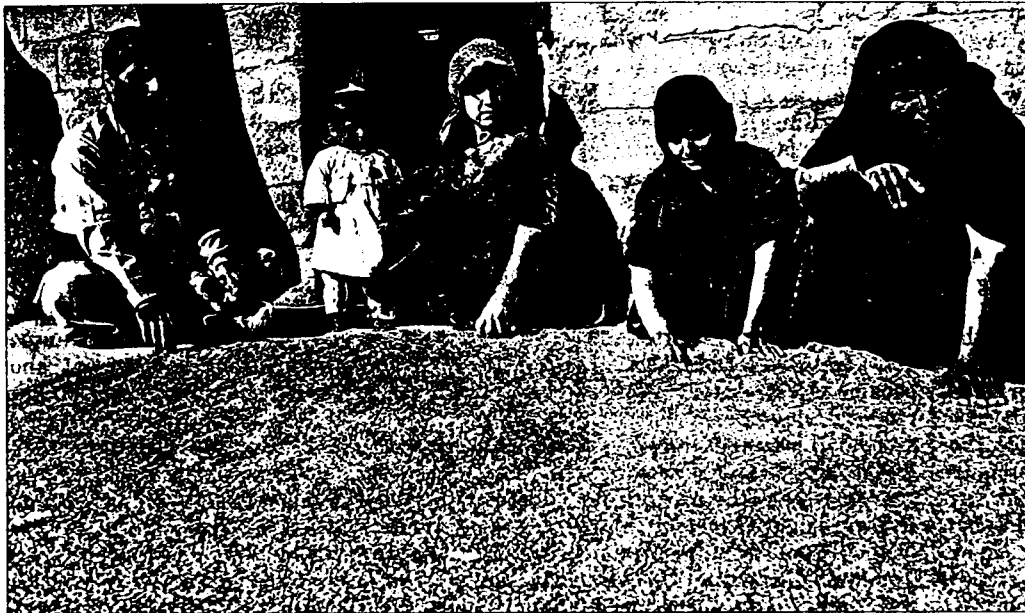
collapses, Washington could well lose one of its most potent tools in the struggle to eliminate Saddam's hard-pressed dictatorship. "Time is working against both sides," says a senior U.S. official in the region, "and I'm not sure who's winning."

How can the Kurds be faltering so badly, despite allied air cover and hundreds of millions of dollars in Western aid? Saddam is a master of the death of a thousand cuts. He whittles away at the Kurds' economy, discredits their institutions, humbles their soldiers, terrorizes the foreign-aid workers who have come to help. "The sense of insecurity in this region is quite high," says U.S. Army Col. Gerald B. Thompson, serving with the allies' small Military Coordination Center in Zakhō. "Saddam is always pushing the envelope."

Psychological war: The erstwhile conqueror of Kuwait might think twice about mounting a major military offensive, but his psychological war is almost as effective. He has Erbil, the Kurdish capital, flanked on three sides by hundreds of tanks, and an estimated 30,000 Iraqi Republican Guards are posted along the frontier. In one week in May, just as Kurdish and Arab members of the opposition Iraqi National Congress were meeting with U.S. Vice President Albert Gore and Secretary of State Warren Christopher in Washington, Saddam's troops shelled several farming villages near Erbil and terrorists threw a grenade into an elementary-school feeding center run by a French relief organization. If Saddam's armor rolled across the Kurdish lowlands at night, U.S. officials in the gulf concede privately, allied air power could not stop them in time to save the cities, and the Kurds don't have the weapons necessary to do the job themselves.

For the moment, though, Saddam "has changed his plan from military action to economic action," according to Fadhil Morani, the mayor of Dohuk. Saddam recently declared that 25-dinar notes printed before the gulf war were valueless. The Iraqis in the south were allowed to exchange their old bills for new ones, but not in the north. In a single day, a third of the Kurds' money supply was erased. Since 1991, Saddam has cut off most of the Kurds' food, fuel, medicine and other essential items—compounding the effects of the U.N. boycott against Iraq as a whole.

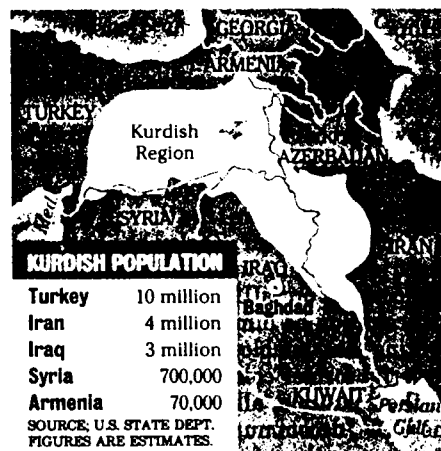
Frustrated by the Baghdad logjam, many relief organizations now operate in the north without Iraqi government approval. Saddam's response has been terror.



Self-help: Kurds in northern Iraq store grain supplies for the winter

love of God'," says 75-year-old Mohammed Mawlood, an elder of Sheik Hashem village in northern Iraq. "This looks like the end of the world." Mawlood does not blame his leaders or the Kurdish people's bitter enemies in Baghdad. Instead, he blames the West: America and its allies. "Twenty foreign countries, they cannot support the people as well as Saddam did before."

Even a few weeks ago, such a sentiment would have seemed farfetched. Most Iraqi Kurds loathe Saddam Hussein. At his hands they have suffered forced relocations, razed villages, poison gas. Many say they would die rather than live under his rule again. But no one objected when old Mawlood spoke his mind. Two years after the Kurds were given sweeping U.N. assurances of protection against Iraqi attack, their faith in foreign support is waning, and with it their dreams of independence. "Freedom cannot satisfy people without bread," says Falakadin Kakaey, a member



sense, as Britain's Save the Children Fund reported last week, that "another betrayal of the Kurds—a gradual, quiet, creeping betrayal" is already underway. Kurdish leader Massoud Barzani has said that his people may have no choice but "to become refugees in Turkey and Iran, or to surrender to Saddam." And if Iraqi Kurdistan

TRAVEL

Their land is remote, beautiful and under constant threat from the dictator in Baghdad. Early in May, Lesley Thornton joined the first group tour to Iraqi Kurdistan and met a proud people who are surviving against terrible odds

SADDAM'S palace loomed above the pale jade waters of the lake. Mountains lightly furred with green scrub circled the vast, silent, deserted enclosure. Here, once, there was a Kurdish village: now razed like thousands of others by the pioneer of ethnic cleansing. A long wall surrounds a complex of pleasure domes he had to leave unfinished when the Western powers created the "safe haven" in northern Iraq two years ago.

A hot sun beat down on pharaonic pillars and gleaming roof tiles and the heads of the first-ever tourists into Iraqi Kurdistan. Swifts curvetted through the main building, its salons paved with shattered marble, walls decorated with graffiti attacking Saddam and hailing heroes of the *peshmerga* ("those who face death") guerrillas. The party gathered by the waterfall and our *peshmerga* guards took snaps for their albums. There was posing and giggling; the Kalashnikovs, however, remained within reach. The menace of the tyrant's possible return still lurks beneath the tranquil surface of this mountain retreat, a modern Berchtesgaden.

We had crossed the gloomy frontier from Turkey - checkpoint after checkpoint on the road along the Syrian-Turkish border from Diyarbakir - the day before. A sign said "Welcome to Kurdistan" but this is still Iraq in the eyes of the world; the government the Kurds have set up has no official recognition. Our tour had been organised by a London-based sympathiser with the Kurds. The itinerary for our 12 days here, arranged in co-operation with the Kurdish Minister of Tourism, Mrs Kafia Sulaiman, promised a visit to parliament, meetings with politicians, poets, human rights activists and relief workers, alongside wonderful waterfalls and high-spirited picnics.

Before heading for Dahuk, where we were to spend the first two nights, we called at the command centre in Zakho from which the Allies monitor the situation. Here, a British lieutenant-colonel, resplendent in Desert Storm camouflage and blond suede boots, nearly fell off his chair on hearing we were tourists. "Don't you know this is effectively a war zone?" he said. He gave us a jolly useful briefing, however.

It wasn't your Costa Brava, or even your Cuba, we knew that; no married people were on this latest in politically correct hols. Several hadn't dared to tell their families where they

were going, some had made wills. Fellow hacks told me it was no more dangerous than London (but don't go out after dark, and stick with your guards); on the other hand, Fran, the tour organiser, said Saddam Hussein had put a price on foreigners' heads and two aid workers had been killed. We weren't your average tourists either. There were six of us, three women, three men. Two were barristers, both intending to report on human rights, one doing a book on Kurdish women; there was a professional photographer putting a portfolio together, and a Labour Party member who planned to give talks on what we saw. Fran was a monitor at last year's elections for the new Kurdistan parliament, generally reckoned a pretty good stab at a democratic system. Most of us had a special interest in the plight of the Kurds. I was sympathetic but didn't know much about it: an ignorance that our trip would at times do almost too much to remedy.

Nature here is spectacular: jagged molars of mountains, pale striated pyramids of hills, rivers like pastis, meadows packed with May flowers - small poppies, purple and yellow vetch, blue flax, huge wild hollyhocks in maroon and white - more in a square yard than in acres of British field, most of them unfamiliar. Some unfamiliar signs, too: "Area heavily mined". Castles looking like something the Normans

might have built dominate strategic positions; but these were Saddamite power points. As we admired the mountainscape that first day, the local man from the Ministry of Tourism said quietly: "I had to flee over there to Turkey after the uprising two years ago. My daughter died. She was seven months old."

The day closed in a tempest that roared most of the night. Next morning we took the road south to Arbil, capital of Kurdistan. It was sunny again, and we called in at the Lالش shrine, a sacred place of the Yazidis. That will be beautiful, the colonel had said, providing the Iraqis aren't shelling. (They weren't.) Most Kurds are Muslims. The Yazidis, however, are an exclusively Kurdish sect who believe in the dualism of God and Satan. They've been called devil-worshippers, said Fran, but unfairly: they just feel that God is good and will see you right anyway, so it makes sense to propitiate the devil. Here the guardian of the shrine, a little old man in a natty khaki two-piece with a black overrobe, gave us a hearty welcome.

The shrine has six pale, fluted spires, in a valley full of foliage and singing with water. Said to be a thousand years old, it has a remarkable carved stone entrance, with the black snake of the devil curling up the wall beside it. The electricity was off and we crept through the dark on bare feet by the light of oil lamps. A truly diabolical restoration was revealed when the lights suddenly came on - restaurant-style marble and chrome and shiny pastel tiles. The guardian offered us tea. The men sat in a posh, shady arcade; the women joined the women of his family on mattresses arranged in the open courtyard, where an infant toddled in relentless pursuit of a chicken.

Our invaluable interpreter, Aras, being a man, couldn't help us make conversation here. But everyone speaks Arabic as well as Kurdish (English-speakers are usually pretty well educated), and a young wife talked to us via an Arabic-speaking member of our party. We were lucky not to be married, she said. "You don't know what it's like." These women can't go anywhere without a man: "It's not a good life." But it seemed a tranquil place.

We set off again in our large Nissan bus, driven with consummate skill by its owner, Nuri. Ahead went the outriders, three or four of our seven guards (one per person) in a white



INTO THE KURD

THE INDEPENDENT ON SUNDAY 11 JULY 1993

Toyota pickup, a signature *peshmerga* vehicle. For many miles the road was so bad, so winding, and/or so waterlogged, that the bus had to crawl. The rain began again. Our leader put a video on: Michael "Jeans" Wood, bathed in sunlight, explored the ancient monuments of Iraq, including the citadel in Arbil. The *peshmerga* looked bored. Then they put on one of their favourites: an obscure and extremely violent Hollywood movie about Vietnam.

In real life, one of their charges was getting the wind up about our bus: its size, the bunch of black feathers proudly decorating its nose. "Don't you think it's making us awfully conspicuous? And it has to go so slowly." I had been perfectly cheerful up till then; suddenly I felt like one of Frodo's mates, being hunted by the Nazgul. (*The Lord of the Rings* was one of the most frightening things I ever read, OK?)

The drive took about seven hours; it was after dark when we arrived in Arbil, where the next four days were well supplied with official/semi-official visits. On the first morning we went to the Kurdish parliament. Signing in, we saw "Michael Ignatieff, BBC" a few lines above in the visitors' book. Was this a media-credible destination or what?

We met an awful lot of people in Kurdistan: people from Massoud Barzani's KDP (Kurdistan Democratic Party), and Jalal Talabani's PUK (Patriotic Union of Kurdistan); from the INC (Iraqi National Congress), an umbrella organisation for Iraqi opposition groups; Kurdish army officers, professors, lawyers, writers, artists. We met MPs, several of them women — who make up 7 per cent of the parliament (the British percentage is nine).

I had done a bit of homework on the Kurds' long struggle for a homeland: a people of more than 20 million, most are scattered across four modern states — Turkey, Iran, Syria as well as Iraq. Promised an independent Kurdistan after the First World War, they have been the victims of Great Power politics ever since. The four million or so Iraqi Kurds have fought Iraqi governments before Saddam's, but his methods are uniquely ferocious: destruction of 4,500 villages, the killing of 180,000 people in the genocidal Anfal campaign of the late 1980s, which included chemical warfare like the gas attack on Halabja in 1988.

Now the no-fly zone above the 36th parallel, which is enforced by allied planes making daily flights from Turkey, keeps Saddam at bay, and the infant Kurdish government alive, just. At meeting after meeting, we heard of the fearsome economic problems — the region is under a dual embargo, by the UN as part of Iraq, and by Saddam, internally; the lack of food, fuel, clean water, books (the UN is running out of funds for aid and its World Food Programme estimates that a million Kurds are at risk of starvation). We heard of the people's gratitude for the daily overflights, and the anxiety produced by the fact that the allied agreement to maintain them has to be renewed

every six months. Since our visit it has been renewed, amid fears that an attack by Saddam is increasingly likely — in recent weeks he has, reportedly, been strengthening forces in the area, and the Kurds are a possible target of revenge for the US missile raid on Baghdad.

Every meeting involved a tea ceremony. You are ushered into a room with large chairs and sofas lining the walls. Tea — black, heavy with sugar — is served. A personage welcomes you, talks about the problems of Kurdistan and his outfit in particular, and invites questions. Is this how it feels to be on a state visit?

But contact with everyday life was rather more limited. Three of us went shopping in Arbil, a pale town of a million people, with clean, wide streets and few high buildings, dominated by the *qala*, the ancient citadel said to be the oldest continuously inhabited city in the world. (Later we were shown over it by a professor at Salahuddin University who is desperately seeking Unesco help for its preservation.) While shopping, we were escorted by three guards, who took us to a teashop hangout of theirs with roughly plastered walls (men only, but we were foreigners). They insisted on buying us a snack — falafel (delicious) and a lemon drink. We met some of their *ex-peshmerga* mates and played chess; a boy came in, displaying a baby hawk for sale in each hand.

We spent another four days in Suleimaniyeh, a large city four hours' drive to the south of Arbil, beyond the no-fly zone. There I went off one morning with a *peshmerga*, Mahommed, who spoke quite a bit of English. We took the bus into town, a 20-minute ride (1 dinar, or 3p). Its tree-lined streets smelt of spices and woodsmoke. A Westerner, particularly a woman, is stared at a bit, but the people I spoke to seemed very friendly. In the bazaar, things appeared surprisingly normal: stalls laden with glowing vegetables, deep bowls of yoghurt and bags of goats' cheese, butchers, bakers, baggy-trouser makers . . . but prices that are rockbottom for Western visitors are sky-high for Kurds. I was on a rug hunt and eventually got an Iraqi Kurdish kilim, rather the worse for wear but in glowing shades of pink and maroon and cherry, for £4.30.

We went to lunch with Mahommed's taxi-driver cousin in his cool, two-storey concrete house in a suburb with roads like river beds but lovely rose gardens — the Kurds adore roses, and men are often to be seen holding a bloom to the nose. His cousin's pretty wife and her sister, clad in what looked like brushed nylon nightdresses, fed us with ingeniously sauced vegetables and two kinds of flat bread. I asked about politics; the sister said some of the family supported Barzani, others Talabani. The men played lovingly with the baby, Sara. Suddenly Mahommed's cousin showed me a scar in his side. "He was a *peshmerga*, this is where a bullet went through him," said Mahommed. The man talked on. "He is saying his two little sons were killed in a

gas attack when they were fleeing to Iran after the uprising." His last question: why didn't the Allies get rid of Saddam after the Gulf war?

Our guards were young — the oldest was 27, most in their early twenties. They had lost family, friends, seen horrors we couldn't imagine, like so many people we spoke to, and might face them again. They were polite and conscientious and generous. Several were very fetching, with dark flashing eyes they knew how to make the most of. Flirtation flourished; in a society that restricts contact with the opposite sex, people learn the art. What fun the Victorians must have had, after all.

The Kurds are a proud and dignified people. Reserved on the surface, when cameras were aimed they posed with relaxed self-confidence. And they are very photogenic; particularly in traditional gear — women's clothes in brilliant, jewel-like colours; subtle blues, greys and browns for the male two-piece with baggy trousers and Laura Ashley-type flower print cummerbund. The children were lively, curious, and absolutely obsessed with getting into camera shot. Kurdish hospitality is spontaneous and unstinting. Even on the briefest visit to someone's home — as when we were allowed to look inside a dilapidated 19th-century house in Arbil's citadel — the women offered that most precious token, a drink of water.

Many more recent buildings were ruined during the Anfal and the uprising, though families often have to live in them (thousands are still living in tents). Even intact, modern architecture was pretty unimpressive, or downright ugly; in the cities, lots of concrete and Saddam's arabesque monstrosities. The traditional villages consist of one-storey houses in mudbrick or stone, with flat roofs of turf, blending into the terrain like geological strata; modern ones use breeze block and corrugated iron. We saw people gathering firewood, planting rice paddies, herding goats.

They face hazards other than nature's: in the border areas, shelling by the Iraqi army. On a visit to the Mines Action Group, a non-governmental organisation funded here by the EC, we were shown some of the hideous devices found every day. An estimated 15-20 million were laid in the mountains, mostly during the Iran-Iraq war. But the people must have fuel and plant crops. Injury is frequent, especially to children; mine-clearing is slow. And heavy rains wash more down. The next day the sweet scent of flowers drifted through the bus and I thought of what might lie among them.

On the way from Arbil to Suleimaniyeh, we went to bathe in Lake Dokan, the centre of a resort built by Saddam's Baathist regime. The bungalows scattering the hillsides here are empty; the Kurds hope to restore them for tourist use. (Before the Iran-Iraq war, people from the hot plains of southern Iraq and the Gulf used to escape to the Kurdish mountains.) So refugees aren't allowed to live there, as they are in, for example, the former secret

ISH MOUNTAINS

police headquarters in Suleimaniyeh, or many another horrid relic of the past. Lying on the pebble beach was a rectangular container with paddles in it, apparently being used as a canoe by the locals: letters on the side read "FR ROLAND MIS". "It's the case for a French missile," someone said. A *peshmerga* leapt into it and paddled off. War games, anyone?

As the days passed we got higher and higher (in mood, that is). Perhaps the unpolluted mountain air had something to do with it. Or intellectual over-stimulation: no meal was complete without a discussion of such issues as how far Barzani's KDP and Talabani's PUK are now detached from their tribal roots and animosities; how long an infant democracy can survive without the resources to carry out its admirable plans; why a Muslim judge must be married (he wouldn't know enough about women otherwise). At a picnic site near Arbil, a student came up and asked me to talk about Hamlet; so I did, for 10 minutes.

A feeling of danger, real or imagined, occasionally tautened the nerves — as on hearing the odd crackle of gunfire at night. And there was a constant tug on the emotions. One day we visited a village of Anfal widows: women whose men were taken five years ago in Saddam's genocidal campaign, and were never heard of again. En route, we saw an Iraqi checkpoint half a kilometre away. The sun was blazing. There is no water supply — the women carry it in — and no work; there is, they told us, malaria. There are 1,200 manless families; 10 have been given looms by a women's project.

We saw some weavers at work; they offered water too, but not even the Kurds in our party dared drink. Later I bought one of their rugs at the project headquarters. I spent £43 on that one — 10 times what the other cost, and still a bargain, and the equivalent of 10 months'

salary for our interpreter. I didn't cry in the village, but I did afterwards, when I looked at that rug on the spare bed in my hotel room.

What is harder to explain is why the trip was so funny. There was a certain slapstick surreality to it: the occasion pigeons on the balcony were mistaken (by a Brit) for terrorists; sharing the front seat of the *peshmergas'* Toyota with a Kalashnikov and some roses; Mahommed's demonstration of battle tactics, using a salt cellar as the *peshmerga* and a room key as the Iraqi army. And the colonel in the *peshmerga* who saw my photo and wanted to marry me (I never got to meet him, unfortunately, but the others told him that we probably didn't have enough in common to make it work).

Material conditions were less spartan than expected. Warned about the possible lack of water, we came laden with baby wipes that were never needed, though towel and toilet paper were. The power was off a lot, but the soft glow of paraffin lamps grows on one, and is enough to read by. The hotels were reasonably clean, though beds were hard and furnishings mostly shoddy, with plastic, frondy carpets resembling Astroturf; plumbing was Western and usually en suite, but on the leaky side.

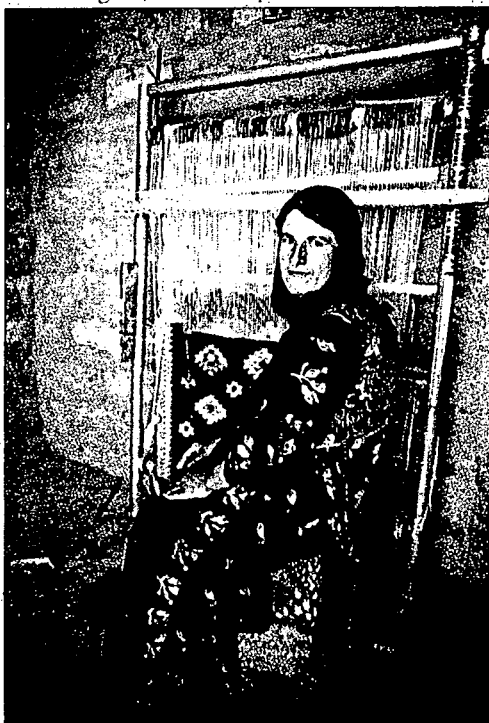
Food featured thin Arab bread, yoghurt or eggs and tea for breakfast. Lunch was usually a picnic of vegetables, bread and perhaps goats' cheese. Kebabs, rice, salads, chickpeas, pickled vegetables, chicken, and delicious chips — main meals offered an embarrassing amount.

The chicken tikka at the Hotel Shireen in the capital was exceptionally good (the Shireen was much posher than the others, Arab *moderne* with mirrors and red carpets and carved wood). A triple scotch cost 60p, a beer (Heineken or whatever) 45p, a coffee 6p. Eating in the souk would have been an extraordinary bargain, but we never managed to fit it in.

By the end of the trip, people were getting rather silly. On the second-to-last day, we had switched to a mini-bus; it and the Toyota drove side by side and *peshmerga* tossed cigarettes to each other. The tourists posed with Kalashnikovs. We had a singsong: stirring stuff about *peshmerga* and Kurdistan (the only words we recognised) versus "Jerusalem" and "Ilkley Moor", which was a smash hit. The *peshmerga* taught us Kurdish dancing — extremely monotonous, though the music is nice. All you do is hold hands in a line and move forward on the left leg, back on the right. Something interesting was done with the shoulders, but none of us quite mastered it.

At the frontier, the sky was overcast. *Peshmerga* and their charges posed, arm in arm, in front of the "Welcome to Kurdistan" sign, and took picture after picture. Then, reluctantly, we said goodbye and drove back into Turkey. How rich that country seemed, suddenly.

□ If you are interested in travelling to Iraqi Kurdistan, contact Ishtar Travel, tel 071-278 3624



A widow of the Anfal: one of the women whose men were taken in 1988, with the loom that is her life-line

ԿՍՄ
gamk

QUOTIDIEN ARMENIEN

12-13 JUILLET 1993

TURQUIE

600 rebelles kurdes tués en trois mois

Plus de 600 rebelles kurdes auraient été tués depuis le 21 mars dernier en Turquie, selon un bilan annoncé par le chef d'état-major de l'armée turque, le général Dogan Gures, dans une interview publiée vendredi par la quotidien à grand tirage Hurriyet. Le PKK "ne peut plus résister aux opérations de grande envergure" a rappelé le général Gures qui a précisé que la Turquie avait instauré l'état d'urgence dans

les deux régions à majorité kurde, l'est et le sud-est anatolien. Après avoir noté que cet état d'urgence "n'était pas appliqué à la lettre", il a estimé que si le séparatisme n'était "pas complètement éliminé" d'ici le printemps 1994, il faudrait envisager d'instaurer la loi martiale.

Dans la même interview, le chef d'état-major a estimé le nombre de rebelles kurdes à "3000 à 4000 en territoire turc, 2000 à 3000 en Irak du nord et un millier en Iran".

A British aid worker was killed in an ambush in January and a Belgian in March. Now virtually all foreigners travel with chase cars and contingents of machine-gun-toting *pehmerga* guerrillas to guard against Iraqi hit teams. Rumors circulate that Saddam will pay a bounty of up to \$7,000 for the murder of any Westerner. "They try to frighten us just enough," said a veteran relief worker in Erbil. "You cannot trust anyone." Like most of his colleagues, he asked that his name not be used for fear he would be singled out as a target. A few more killings, and many private aid groups say they may have to leave.

The West finds itself in the odd position of trying to maintain Iraq's territorial integrity. "The Iraqi government, they push us to separate from Iraq, and the world community, they say 'No,'" says Kurdish parliament member Ahmad Bawarmi. Saddam knows that Turkey, a powerful

U.S. ally fighting its own Kurdish insurgency, will never support any hint of Kurdish independence in Iraq. "The north is like a punching bag, and Saddam is working out," says a Western economist in Ankara. "We're standing behind it trying to absorb some of the shock."

Life-support systems: It was to relieve the pressure on Turkey that the West first established the "safe haven" in northern Iraq after a million Kurds fled to the border at the end of the gulf war. Ever since, the West has treated their plight as a humanitarian problem. But Kurdish leaders say the emphasis on "emergency" aid has become a trap. "We are not Bangladesh or south Sudan or Somalia," insists Fadhil Morani. Instead of letting the Kurds sustain themselves, the West keeps them on life-support systems.

The Kurds' best hope for self-help lies in the coming wheat harvest. Every morning

in the 100-degree heat, the farmers run their rickety combines on pints of smuggled gasoline, or swing scythes among the villages that Saddam leveled. The crop has been blighted by insects (the no-fly zone prevents crop-dusting) and weakened by fungus. Even so, regional officials in Erbil expect the yield to be about 200,000 tons; if they could land \$50 million to buy up the wheat, it would provide food for the coming winter. Only \$6.8 million has been raised so far, however. Without further aid, the bulk of the wheat will be sold to Baghdad.

Officials in Erbil, largely cut off from the rest of the world, still hope that they will find the money to buy the crop. But every day dims their expectations of Western support. Trying to keep Kurdistan free, if not independent, "is like roulette," said Finance Minister Daro Shaikh Nouri. He thought for a minute, smiling ruefully. "Probably it's like Russian roulette."

CHRISTOPHER DICKEY in Erbil

Heady Turkish Stock Rally Is Cracked By Fundamentalists Strife, Kurdish Attacks

Reuter News Service

ISTANBUL — The eruption of fundamentalist violence and a surge in separatist Kurdish attacks have undermined confidence in Istanbul's stock exchange, where share prices shed 13% last week.

Brokers said the market, which before the troubles began had nearly tripled in

value since the start of 1993, had more room to slide.

The 60-share index lost almost 5%, or 507.1 points, to 10282.1 on Friday after hitting a session low of 10190.

"The market needs some good news," said Tayyar Ozerdem, general manager of Nurol brokerage house.

Early this month, Muslim fundamentalists killed 36 people in a protest against the newspaper publication in Turkish of excerpts of Salman Rushdie's "The Satanic Verses," which many Muslims consider blasphemous.

On July 5, Kurdistan Workers Party guerrillas killed 32 people in an attack on an eastern village. Since then, 20 party rebels and 11 members of the Turkish security force have been killed in clashes.

"The market is in search of a new equilibrium," said Atilla Nizamoglu, general manager of Eczacibasi brokerage house.

Brokers said some stocks would benefit from selective buying before half-year earnings are reported. They said iron and steel, cement, durables and food companies were forecast to perform well.

Brokers were also waiting for government decisions on interest-rate policy and expected new Treasury bill sales to drain cash from the stock market as the government would need to borrow heavily to finance a record deficit.

The strength of the dollar against the Turkish lira would also guide the market, analysts said. The dollar surged to 11,250 lira on Friday from 10,200 lira at the end of May as banks continued to cover short positions in expectation of a rapid depreciation.

New Prime Minister Tansu Ciller favors lower interest rates, but any cuts could further undermine the lira, one banker said.

THE WALL STREET
Journal Europe
July 12, 1993

Belgian Deputies Clear Bill Tied to Bank Privatization

Reuter News Service

BRUSSELS — Belgium's Chamber of Deputies approved legislation on the sale of state banks that could allow the government to surrender its controlling stake in such institutions.

The bill would permit an investor to buy more than 49% of the banks, known as public credit institutions. The state has been obliged, under a 1991 law, to retain majority control.

The government is seeking to raise 25 billion Belgian francs (\$713 million) this year from the sale of state assets, starting with banks. It hopes to garner a total of 60 billion francs over four years.

But the authorities feared that few investors would be interested in investing in the banks if they couldn't obtain a majority stake.

Talks are under way on the sale of part of the nation's biggest savings bank, Aslk-Cger Bank, possibly to Belgian-Dutch banking and insurance group Fortis.

The measure, part of the 1993 budget package, was contested by Socialist lawmakers, who want the government to retain control. The Socialists are members of the coalition government, along with the Christian Democrats.

LE MONDE — 13 juillet 1993

□ TURQUIE : confirmation de l'enlèvement de deux touristes par des Kurdes. — L'Australienne et le Britannique, disparus depuis une semaine près de Tatvan (est de la Turquie), « ont été enlevés par le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan sans les autorisations nécessaires », affirme, lundi 12 juillet, un communiqué de l'agence kurde Kurd-Ha, proche de la rébellion. Il s'agit de l'Australienne Tania Miller et du Britannique David Rowbotham, disparus, le 5 juillet, lors d'une excursion à vélo. Le PKK, précise le communiqué, a mis en garde les touristes contre les risques d'un voyage dans une région « où une guerre est menée par l'armée turque contre les Kurdes ». — (AFP.)

Terrorist massacre:

28 villagers killed

- *Terrorists raid village, torch 150 houses before escaping*
- *Demirel calls attack in Erzincan a crime against humanity*

Turkish Daily News

ANKARA/ERZİNCAN- A group of armed terrorists raided a village in eastern Turkey and killed 28 villagers on Monday night, the governor of Erzincan province, Recep Yazıcıoğlu, said Tuesday.

Prime Minister Tansu Çiller the same day called for an emergency security summit with her deputy, Erdal İnönü, Interior Minister Mehmet Gazioğlu, Defence Minister Nevzat Ayaz and National Intelligence Organization Undersecretary Sönmez Köksal.

The semiofficial Anatolian news agency reported Tuesday afternoon, hours before the crucial meeting, that 28 village men were shot by the terrorists while five women reportedly

died from flames as the gunmen torched their houses.

Yazıcıoğlu said the terrorists had cut off the village's only telephone line and had torched at least 150 houses before they left. Three people were wounded in the incident. He added that Başbağlar, the village that was attacked, is about 200 km from the Erzincan's city center, a three-hour drive.

A senior government official in Ankara said indications were that the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) was responsible for the massacre.

Officials said news of the attack reached them very late because there

was no communication link with the village. Security forces only arrived at the scene of the incident on Tuesday, they said.

President Süleyman Demirel, meanwhile, condemned the attack and said it was "a crime against humanity" to kill innocent people and burn their houses down. Demirel repeated that Turkey would be able to overcome these terrorist activities. Although no immediate confirmation was available from the organization, PKK militants are known to have attacked villages they believe are collaborating with the government and troops in the past.

The PKK waged an offensive aga-

inst Turkish troops late in May, ending a two-month truce they had declared in an unsuccessful bid to draw the government into autonomy talks.

Since then, hundreds of militants, security officials and civilians have been killed, mostly in village raids or in PKK ambushes of vehicles or troops.

Çiller announced this week that she was trusted by the military and implied she would give all authority for dealing with terrorism to the country's Armed Forces.

On Monday, just before her new Cabinet received a vote of confidence from Parliament, Çiller was visited by Turkey's force commanders and the chief of general staff, Gen. Doğan Güreş. Official sources said Tuesday's summit reassessed Ankara's determination to combat terrorism and that a more active campaign on separatism would begin as of this week.

Switzerland gives a new ultimatum

- *Turkey refuses Swiss demands and calls back embassy employee for "security reasons"*

Turkish Daily News

ANKARA- Switzerland on Tuesday gave Turkey 24 hours to lift the diplomatic immunity of another of its embassy staff in Bern on suspicion that the person was involved in the killing of a Kurdish demonstrator.

The announcement came just as the crisis between Turkey and Switzerland over the death of Şemsettin Kurt on June 24 was thought to have ended.

Rejecting the demand, Turkey announced it was recalling the member of its embassy staff sought by Switzerland.

The spokesman for the Foreign Ministry, Volkan Vural, said in a statement in Istanbul it was out of

the question that the Swiss demand be met and added that the person in question was being recalled for his own safety. On Friday, Ankara announced it was withdrawing three embassy personnel whose diplomatic immunity the Swiss government also sought to lift in connection with the demonstrator's death. In that case also, Turkey refused to lift the immunity of two security guards and one driver and said they were being recalled for their personal safety.

Turkey's ambassador to Switzerland, Kaya Toperi, said the delay by the Swiss police in responding to his distress call as up to 100 Kurdistan Workers' Party (PKK) supporters tried to storm the embassy with violent

intent was what led to the incidents resulting in Kurt's death.

Swiss Foreign Minister Flavio Cotti said Switzerland's ambassador to Turkey, Paul-Andre Ramseyer, presented the latest request to the Turkish government first thing Tuesday morning. He said Turkey was given 24 hours to comply.

Officials say the Swiss request was met with surprise by Ankara, given that during the 10 days the two countries have tried to negotiate a settlement for the problem the Swiss government up until now had made no mention of a fourth person. Some diplomats suggested on Tuesday that Bern was engaging in a domestic "face-saving exercise" after the government was severely criticized by opposition deputies on Monday for "letting the Turks get away."

Anticipating the outcome, Cotti told Tuesday's news conference the Swiss government had no illusions and thought it likely Turkey would also recall the fourth diplomat, an unnamed security officer, before today's deadline.

He said that if Turkey did not comply with Bern's request, Switzerland would declare the fourth diplomat "persona non grata" and hand Turkey a firm note of protest about all the problems that followed the June 24 killing.

"The government cannot tolerate embassies and diplomatic missions in Bern allowing themselves to use firearms and kill people," Cotti declared in a tone found by officials in Ankara to be "unnecessarily hostile."

Officials in Ankara said there was still no evidence that the Swiss government was going to investigate its delay in responding to the embassy's distress call. Meanwhile, Armin Walpen, a senior Swiss Justice and Police Department official, said Tuesday there was no hard evidence Toperi had fired a gun or ordered anyone else to fire one during the June 24 incident.

Diplomats in Ankara say it is very unlikely Turkey will want to keep Ambassador Toperi in Bern, given the victimization he has been subjected to by officials and the press.

These diplomats speculated that Ankara will probably post Toperi elsewhere after the current crisis has died down.

Amnesty says Kurdish villagers abused by PKK and Turkish forces

Turkish Daily News

ANKARA- The London-based international human rights monitoring organization, Amnesty International (AI), has reported an escalation in human rights abuses against Kurdish villagers in the Southeast region.

An AI report issued for July 1993 recalled that the organization had appealed both to Prime Minister Tansu Çiller and Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan, "urging that all possible steps be taken to safeguard human rights during the escalating conflict." The report noted that the PKK in mid-March had declared a unilateral cease-fire and stated that it wished to pursue its objectives through the democratic channels available in Turkey. "The PKK did not withdraw its guerrillas, and operations by security forces against them continued. However, Amnesty International noted that there was a significant improvement in the human rights situation," it said.

The report pointed out that following a May 24 ambush by the PKK during which 32 unarmed soldiers and four civilians were killed, "renewed hostilities... brought a sudden increase in reports of human rights abuses on both sides."

It said more than a hundred incidents of the PKK killing prisoners and civilians had been recorded in 1992, and that this pattern had resumed after the disintegration of the cease-fire in May.

The report gives detailed accounts of alleged human rights violations by police, gendarmerie soldiers, members of special teams and village guards.

In a two-page statement related to the report, Amnesty gave a case example of an incident recorded in Diyarbakır on June 21. On that day, said the report: "Several hundred soldiers and special team members ente-

red the village of Ortasar, near Cinar in the province of Diyarbakır. According to an account received by Amnesty International the soldiers began hitting the villagers with the butts of their weapons. Electric cables attached to armoured vehicles were used to give the villagers electric shocks, and cigarettes were stubbed on them. Women and children were beaten. The villagers of Ortasar had refused to join the village guards."

Earlier this week, pro-Kurdish deputies claimed troops were forcibly evacuating so-

me villages in the region and later bombing or torching these settlements to prevent them from being used again -- in support of the PKK.

The PKK, in its own "Regulation to Raid Villages" dated 1987, orders its militants to mark "collaborator settlements" and attack them. The regulation says villagers in such areas can be shot, "exterminated" and "mass exterminated." It also says the belongings of "collaborators," including their houses and lands, should be burnt down.

Kurdish violence hits Turkish stocks

- **PKK activities send stock market reeling**
- **Index drops by a dramatic 3.2 percent**

Reuters

ISTANBUL- Turkey's stock market index dropped 3.2 percent in heavy sales on Tuesday, hit by news of a Kurdish massacre of 32 civilians.

Brokers said part of the 368.7 point fall in the 60-share market index to a provisional 11,328.3 was expected as investors had planned to sell over a parliamentary vote of confidence on Monday in the new government.

"The Kurdish violence in the East has turned the market sentiment down, but I don't see the index falling below

10,500," said Şerife Assar, general manager of Altay brokers. Kurdistan Workers' Party (PKK) militants, who declared war on Turkey in May, killed 32 civilians, including five women, in the eastern village of Başbağlar on Monday night.

The stock market index lost 97.7 points on Monday after Muslim fundamentalists, angered by publication of parts of Salman Rushdie's "The Satanic Verses," set fire to a hotel in the central town of Sivas on Friday, killing 36 people.

Ankara rejects Swiss note as 'unacceptable'

- **Ankara says those turning a blind eye to terrorists by quoting human rights have always been mistaken**

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey has reacted angrily to Switzerland, rejecting its diplomatic protest note concerning a Kurdish demonstrator who was shot dead outside the Turkish Embassy in Bern last month.

"The Swiss government's note contains points which are not acceptable," said a statement from the Foreign Ministry on Thursday.

It said Turkey was rejecting the protest of the Swiss government, and added that Switzerland was under obligation, like all countries that are members of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), to comply with all international agreements against terrorism which it has signed. "Des-

pite this commitment, the official reports by the Swiss government show that terrorist organizations like the Kurdistan Workers' Party (PKK) and others can carry out illegal activities in Switzerland," the strongly worded statement said.

The statement also accused the Swiss government of having failed in its obligation under the Vienna Agreement covering diplomatic relations to protect the Turkish embassy against attack.

It indicated that for the Swiss government to allow and condone such activities under the guise of human rights was a violation of Switzerland's international commitments. "If the Swiss government does not want to be involved in issues to which it is not a party,

it should act in compliance with its international responsibilities against terrorism," it said.

Officials on Thursday also rejected the Swiss claim that Ankara had withdrawn another three embassy officials for an unknown reason.

They said the three officials had merely taken their annual leave, and added that this "claim appeared to represent the manner in which the Swiss authorities are handling the case." The Swiss government's note on Wednesday said it "could not tolerate random gunshots fired from a foreign embassy at people, even if they were taking part in an unauthorized demonstration." Kurdish demonstrator Şemsettin Kurt was killed on June 24

when an angry crowd of PKK supporters tried to storm the embassy with apparent violent intent.

Turkish officials admitted that he was killed by gunfire from the Turkish Embassy compound. The Swiss authorities later acknowledged that the bullet that killed Kurt had ricocheted.

The Turkish ambassador to Switzerland, Kaya Toperi, said after the incident no one in the Turkish Embassy had fired directly into the crowd. He said the shots were fired into the air and in front of the demonstrators to deter them. Toperi said the fact that it took 20 minutes for the Swiss police to respond to the embassy's distress call was the reason why things got out of hand.

Iraqi oil

In the pipeline

IRAQ and the United Nations are talking about letting the oil flow again. No country, save Saudi Arabia, can match Iraq's 110 billion barrels of reserves; few could match its 2.8m barrels a day (b/d) of exports on the eve of the invasion of Kuwait in 1990. Yet even though the world has been deprived of Iraq's supplies for three years, oil prices have been in steady decline, falling from \$20 a barrel just after the war to less than \$17 a barrel now. Odd, then, that oil prices could rise if the talks succeed.

Despite a tiff with the UN over weapons, the chances for restarting oil exports have never looked better. Now that Bill Clinton has shown he is ready to deploy cruise missiles against Saddam Hussein, there is less chance that allowing oil to be exported under UN supervision will be condemned as "weak". And, according to Vahan Zanoian of the Petroleum Finance Company in Washington, DC, Iraq's leaders, mindful of the dire state of their country's economy, have recently grown more willing to accept the strict UN conditions that will govern the export of its oil.

Under UN resolutions 706 and 712, exports will be limited to a value of \$1.6 billion over six months—which works out at about 500,000 b/d. The sales will be controlled by the UN, which will hold back 30% of the money as war reparations. The remaining \$1.1 billion will be used to buy food and medicine, distributed by UN officials.

There is still plenty of scope for disagreement. One snag could be the UN's insistence that oil is exported through Iraq's Turkish pipeline (a reward to Turkey for swiftly severing the supply after Iraq's attack on Kuwait). This irks Iraq, because the pipeline

passes from the Iraqi oil fields in the south of the country through rebellious Kurdistan on its way to Turkey.

Nonetheless, Iraqi oil could be on sale by the autumn. In a recent interview with *Energy Compass*, an energy newsletter, Osama Abdul Razzak al-Hiti, Iraq's oil minister, claimed that the country is now producing about 640,000 b/d. He boasted that oil could be shipped at a rate of 3m b/d within a month of sanctions being lifted.

Although western experts think such claims are wildly optimistic, many believe that Iraq could easily increase capacity gradually. Cambridge Energy Research Associates, an American consultancy, estimates that Iraq could produce 1.6m b/d now and 2.4m b/d within nine months. And once Iraq has started exporting oil, the chances of the UN refusing to extend shipments beyond the six-month limit are slim.

It is not so much the size of Iraq's potential exports that has depressed oil prices, but the uncertainty surrounding them. While there is little but speculation about Iraq, other OPEC members cannot hammer out a plan to reallocate production quotas. Without such a deal—and with OPEC members jockeying for position in anticipation of one—oil prices might collapse as the world is swamped by the stuff.

Such fears are reflected in today's depressed oil price. But with the return of Iraq to OPEC's fold, the uncertainty evaporates—and preventing a ruinous collapse in prices will once again become the cartel's main task. Despite its abysmal record at pushing prices much above \$21 a barrel for long, OPEC has been able to avoid price collapses in the past. Any deep dip when Iraq returns is thus likely to be temporary, just long enough to stimulate OPEC to rein back its output and restore prices.

Çiller gives go-ahead:

'Psychological war' against PKK begins

turkish daily news

July 12, 1993

■ *Turkey to upgrade military campaign on separatists amid major propaganda drive to win civilians over*

■ *Government, military seek consensus with press, opposition parties in final countdown for success*

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey as of this week is launching, to accompany military operations, a major campaign against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the form of "psychological warfare" aimed at cutting back on the local influence of this organization in the troubled Southeast region.

On Sunday, Prime Minister Tansu Çiller received an exclusive briefing from military commanders on the issue and resolved to intensify the military operations against the PKK while also concentrating on the propaganda war.

Later, owners and directors of major newspapers with the exception of left-wing *Aydınlık* and pro-PKK *Özgür Gündem* were invited to the chief of general staff office where they were given a briefing.

In the evening, Çiller hosted this select group for dinner as part of her bid to found a national consensus against terrorism and give a free hand to the military.

Sources said a major military offensive against the PKK would begin in the region and that the civilian population in certain areas would be evacuated to insure that civilian losses are minimal.

They added that intelligence reports had been received claiming that new PKK units were settling in northern Iraq and western Iran.

According to one military official, the PKK has started to repopulate its camps in Iraq on the Turkish border. "If necessary," the official said, "the operations will have cross-border dimensions."

Chief of General Staff Gen. Doğan Güreş on Friday announced in an interview published in daily *Hürriyet* that troops were dropping 500 pound bombs on PKK

units based on at least two Turkish mountains.

The upcoming operation, however, is expected to target not only the mountain units of the movement, but its militia forces and sympathizers as well. Sources say that along with the peasants providing the organization with logistic supplies, the whole PKK network consists of approximately 375,000 people, which is nearly one-tenth of the whole adult population in the emergency law region.

Last week, a decision was taken by the Council of Ministers that involved giving full "political backing" to the military forces, and, significantly, support for a psychological war against terrorism to curb popular support for the PKK. Accordingly, state and private radio and television stations will be used more efficiently for propaganda, informing citizens of the situation in the Southeast.

Military helicopters are to drop leaflets in Kurdish and Turkish in trouble zones calling on villagers not to support the PKK, and for the PKK militants to surrender.

Photographs of PKK massacres in the region are to be distributed to the locals; Armenian cadres within the organization will be publicly identified; services to the region will be increased.

Also, high-level local officers and civilian officials will attempt to improve their relations with the people. Reports from Cabinet and the military indicate now that Ankara has differentiated between "innocent civilians" and terrorists, at least on paper.

Thus, the population has reportedly been categorized by local officials as PKK militants, PKK sympathizers and innocents. The upcoming operations are expected to aim at destroying the first group,

catching or containing the second, and protecting the third.

Meanwhile, recent reports from the region indicate that despite these decisions, operations related to civilian settlements are continuing. A group of journalists recently stranded in a village near Cizre claim to have witnessed the settlement being shelled on the grounds that it contained PKK militants.

Indications are that as part of the upcoming campaign troops will concentrate their efforts on dealing with the PKK mountain units -- even to the extent of using fire bombs -- and evacuate all sympathizers so as to cut off the logistic supply line of the terrorists.

Ankara's political corridors, on the other hand, are still rocking with two questions. Whether Çiller's contacts with party leaders this week will yield any positive results with regard to political reforms concerning the region and how long the military will tolerate the ongoing situation.

Military sources report increased dissatisfaction in the lower ranks ranging from lieutenant to colonel with regard to the government's salary policy. Extra raises given to other professional groups have not yet been seen in the military. Even Gen. Güreş, who is high up on the protocol list, gets less than a deputy. This dissatisfaction, say sources, is leading to increased rumors of "the necessity of a takeover."

Another argument which has recently garnered a lot of support among military ranks is cited as "awareness that terrorism cannot be dealt with under civilian authority."

Although Çiller has recently declared that she will give every kind of political support to the Army's campaign, officers argue that this does not have the same meaning as "a free hand to deal with terrorism in their own way."

There are complaints that on the grounds of human rights, referring to possible Western criticism and for the sake of political popularity, political officials are still blocking the way for all weapons to be used in the campaign. General belief is

that the government should completely abandon the issue to the military authority and that all of the PKK network, including sympathizers, should be crushed: That all sorts of weapons including napalm and fire bombs should be used. Last week, Güreş declared that martial law may be anno-

unced if the PKK is not dealt with by the end of next winter, but his deadline may be amended later since he will be retiring on August 30. Speculation is that his successor will be even more of a hard-liner on this issue.

Turkey, France negotiate on 20 helicopter package

By Murat Yetkin
Turkish Daily News

ANKARA/MARSEILLE, France- Negotiations are proceeding in Ankara between Turkey's Defence Ministry Undersecretariat (SSM) and the Franco-German company of Eurocopter on Turkey's purchasing of 20 Super Puma combat helicopters, industrial sources said.

The talks on the \$300 million package have been under way since the Turkish defence industry executive committee made a choice for the French-design helicopter late February. This decision followed one by the same committee on the purchase and joint production of 90 U.S. Sikorsky Black Hawk utility and combat helicopters as part of a 200-helicopter package aimed at modernizing and mobilizing the Turkish Armed Forces. No decision has yet been made on the remaining 90.

A ranking Turkish government official, who asked not to be named, told TDN the helicopter project was "top of the list" of the short-term priorities of Turkish defence projects. Jean Francois Bigay, the head of Eurocopter, said, in an interview with TDN at the company's production facilities at Marignan near Marseille, France, the negotiations have been concentrating on the con-

figuration of the package.

"Most probably there will be four for the Navy and 16 for the land forces, two of them being VIP models," Bigay said. The disappointment at Eurocopter over the loss of the first 90-copter package to Sikorsky has turned into hope for the future with the later SSM decision to start talks with the company on the second package of 20, French defence sources stress. They believe political preferences had played an important role in Turkey's opting for the U.S. company. Pointing out that Super Puma production has been a "100 percent French" program, Bigay implied that any German arms embargo threat against Turkey in the future would not affect the delivery of the helicopters to Turkey. He says the company had the "backing" of the French government.

France has officially supported Turkey in its struggle against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) -- together with US and Britain -- within operation Provide Comfort II, which monitors the no-fly zone for Iraqi aircraft north of the 36th parallel.

Bigay added that if an agreement could be reached with the Turkish government this year, the delivery of the helicopters could be completed by 1996.

package

Southeast death toll rises following end of cease-fire

Turkish Daily News

ANKARA -The number of casualties in Turkey's troubled southeastern region following the end on May 24 of the cease-fire unilaterally declared by the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) has jumped to 623 from 150 during the cease-fire, the pro-Kurdish daily *Özgür Gündem* said Sunday.

The PKK's cease-fire ended when a group of Kurdish terrorists killed 32 off-duty soldiers and five civilians in an ambush on the Bingöl-Elazığ highway on May 24.

Since then tension in the region has been mounting, with PKK terrorists attacking various military and civilian targets and security forces launching operation after operation to capture PKK militants.

Özgür Gündem said that, as opposed to only 150 dead during the cease-fire between March 17 and May 24, 623 people have died in armed violence in the Southeast since the end of the cease-fire.

Of the 150 dead during the ceasefire, the newspaper said 6 were security forces, 112 PKK members, and 32 civilians. *Gündem* said that of the 623 dead since the end of the cease-fire, 362 were security forces, 138 PKK members, 52 state-paid village guards, and 71 civilians.



NAVAL VERSION OF SUPER PUMA- The 20-helicopter package being negotiated between Turkey and France includes the purchase of 4 naval models, on which two Exocet surface to surface missiles and anti-submarine warfare and search and rescue (SAR) equipment can be mounted. Super Puma helicopters can land on all NATO-standard frigates, officials from Eurocopter, the producer, said.

Parliament to holiday amidst crisis

■ **Will suspend work after establishment of Southeast Investigative Commission, adoption of Radio-TV law, briefing of party leaders by PM**

Turkish Daily News

ANKARA- The Turkish Parliament is preparing for a short holiday in spite of the many crises around the country. It is expected to break off after intense work this week. Analysts say the decision in favor of a holiday stems from an effort on the part of the government to "ease mounting political tension and provide the new government with an opportunity to get its act together."

Parliament will debate tomorrow, Tuesday, the proposed establishment of a commission entrusted with the responsibility of investigation into incidents in the Southeast.

An investigative motion demanding the establishment of such a commission and jointly signed by The True Path Party (DYP), Motherland Party (ANAP), Social Democrat People's Party (SHP), Welfare Party (RP), and People's Republican Party (ÇHP) will be debated Tuesday in the general assembly.

In the event of its approval, a fifteen-

member commission will be immediately set up and sent to the Southeast on a one-month-long mission.

Parliament is also expected on Thursday to debate amendments to the law that regulates radio and TV broadcasts -- this in line with the recent passage of a draft bill through Parliament amending Article 133 of the Constitution, which banned the establishment of private radio and TV stations in the country. The government's agenda will be just as intense, too. Accompanied by four ministers, Prime Minister Tansu Çiller will start a round of talks with political party leaders for a period of two days.

Çiller is scheduled to first meet with ANAP chairman Mesut Yılmaz today, Monday. She will reportedly ask Yılmaz for his support in the government's fight against terrorist activity. Çiller will also meet with RP chairman Necmettin Erbakan, Natio-

nalist Movement Party (MHP) chairman Alparslan Türkeş, and CHP leader Deniz Baykal today.

Tuesday, Çiller will meet with Democratic Left Party (DSP) leader Bülent Ecevit and People's Labor Party (HEP) chairman Ramazan Bulut.

Parliament is expected sometime this week to decide whether to declare a short holiday for deputies. While ANAP opposes the proposition for "tactical" reasons, the coalition partners DYP and SHP insist that Parliament declare a holiday as of July 20. DYP parliamentary group acting chairman Turhan Tayan says a holiday is an utmost necessity to allow the government "some breathing space and later to get down to work." He qualifies the ANAP's objection to the holidays as an attempt to "curry favor with the public opinion."

The coalition partners argue that Parliament's declaration of a short holiday would help "ease the mounting political tension in the country and prevent it from assuming the dimensions of a crisis."

"If need be, Parliament could be called in mid-August for an emergency session," they say.

turkish daily news

Wednesday, July 14, 1993

On Kurdish terrorism

Çiller obtains broad parliamentary backing for military operation

■ **Mixed views on Kurdish language education and TV broadcasts**

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller enlisted broad-based support from the leaders of the political parties represented in Parliament for the military in its fight against separatist terrorism while she failed to forge a compromise on certain "political measures" to solve the "Kurdish issue."

Observers said the prime minister was forced to raise the "political measures" by the Social Democrat People's Party (SHP), the junior partner of the coalition.

Çiller put forth a formula for the establishment of an interparty commission on Kurdish issues where Kurdish broadcasts and education could be discussed. She claimed her aim was to create an atmosphere where political solutions to various Kurdish issues could be offered and a compromise reached in Parliament. She announced a permanent commission would be set up, while political experts said this was impossible as such a move was unconstitutional.

Çiller reminded party leaders of Turkey's determination to fight against terrorism, but added that the Parliament was also obliged to introduce certain legal changes in accordance with the international treaties which it had already signed. She said the parties now had to forge some common ground on these legal changes, like parliamentary approval of the United Nations Children's Rights Charter which acknowledges the right for children to learn their mother tongue and receive education in this tongue.

Turkey had approved the charter while putting its reservation on a child's right to learn his or her mother tongue and receive education in this language.

The Parliament had tried to lift these reservations last year but failed. Çiller apparently tried to enlist parliamentary support for lifting the Turkish reservations on the charter by referring it to a parliamentary commission and thus opening the way for Kurdish language education and broadcasts in Turkey. Main opposition Motherland Party (ANAP) Chairman Mesut Yılmaz objected to Çiller, saying even her own True Path Party (DYP) deputies were against Kurdish language education and broadcasts. DYP Istanbul Deputy Coşkun Kırca

publicly came out against Kurdish education, saying Turkey could not lift its reservations on the Children's Rights Charter as this would mean a violation of the Constitution, and that there were already Constitutional Court decisions against it. Kirca also says even France has put up wider objections to the language clause.

Meanwhile SHP Ankara Deputy Mümtaz Soysal objects to Turkey's reservations, saying there is no legal obstacle for Kurdish language education and such reservations only tarnish Turkey's image.

What came out of Çiller's contacts with the political leaders on Monday and Tuesday showed that while they give open support to the military's fight against terrorism they are not too enthusiastic about allowing any political solutions to the Kurdish issue.

Yılmaz told reporters Prime Minister Çiller did not introduce the political moves on the Kurdish issue as her own ideas but as a

set of ideas which could be discussed at a parliamentary commission. "She was very vague so we could not give her a clear answer. We told her that we were prepared to discuss the issues according to our policies and make the necessary contributions," he said.

Welfare Party (RP) Chairman Necmettin Erbakan said the offer to set up a commission to take up Kurdish education and radio-TV broadcasts was mere window dressing and hinted he did not openly support the issue. He said a commission which does not have the authority to make decisions and execute them is useless. Democratic Left Party (DSP) leader Bülent Ecevit, who also met with Çiller, strongly opposed Kurdish language education in Turkey and said the people should first learn Turkish. He said there are still thousands of women in southeastern Turkey who do not know Turkish. "This is the fault of the state and this situation has to be corrected," Ecevit said. "Let us first teach people Turkish, then we can talk about Kurdish."

Çiller's decision

After the prime minister completed her "national consensus" tour of the opposition leaders, she said a parliamentary commission with a secretariat would be formed, and that this commission would carry on nonstop work. She said she would preside over a "leaders' summit" to be held following an in-depth debate of all the issues by this commission. Responding to a question, Çiller, meanwhile, said the Kurdish broadcast proposal did not come from her. "I spoke about the requirement of a platform where all these issues can be debated. We did not take any proposal to the leaders, we went to them to seek a consensus," she said.

The prime minister also recalled that Turkey's signature was on some international accords. She said that there are certain international documents on human rights that Turkey has signed, and that it should act according to these agreements. "I asked the leaders for their views on this subject. We do, however, need a commission in Parliament to take up all these issues," she said.

The Kurdish problem: a Turkish perspective

By Altumur Kılıç

The PKK (Partiya Karkaren Kurdistan-Kurdistan Worker's Party) has suddenly stepped up acts of terrorism and violence, not only in Turkey, but also against Turkish targets in various Western cities. Through terrorism, Kurdish separatists seem to be achieving their goal -- recognition of their national identity and their national cause.

Although most Western governments' diplomats and area experts condemn PKK terrorism as a matter of principle, they believe that Kurds' "existence and identity were conveniently neglected" by "Big Powers" -- Britain and France -- when they established, arbitrarily, new borders in the Middle East during the post war years of 1919-1992. Now they say it is high time that the "Kurdish reality" and Kurdish "national aspirations" be recognized.

Indeed, approximately 12-14 million Kurds, who mainly populate three countries -- Turkey, Iran and Iraq -- have become today, a major factor in the Middle East equation, and Kurdish separatism seriously threatens the internal stability of Turkey, where some 7 million Kurds live, not only in the Southeast, but throughout the country.

Turks and the Turkish governments of the present republic, from the very beginning, have recognized the "Kurdish reality and the Kurdish problem," if for no other reason than the many Kurdish uprisings which took place, one after the other, from the '20s to the late '30s. These rebellions were primarily provoked by the secret service of Britain, which considered the new Turkish Republic a threat against its interests in the Middle East. Some of the uprisings, led by local "aghass" or chieftains, were local and/or religious in character and were started against real or imagined grievances. But there were always Kurdish

nationalist/separatist ideologues in the background. The ultimate aim, even then, was the establishment of an independent Kurdistan! These uprisings were all suppressed by military force.

Western and American authors often repeat the cliché that Turkish governments have ignored the Kurdish identity -- calling them "Mountain Turks," and prohibiting them to use their own language and enjoy their "national culture." (*)

Most recently Morton I. Abramowitz, former U.S. ambassador to Turkey and now president of the Carnegie Endowment in Washington D.C., writes (in Foreign Policy magazine) that Atatürk, the founder of the Turkish Republic, had "stripped Turkish Kurds of their national identity," and denying the existence of a Kurdish problem, had relied on military force to stamp out Kurdish uprisings.

In fact, Atatürk did not deny the Kurdish identity, nor the problems this entailed. His response to the danger against the territorial integrity of Turkey, for which a bloody War of Independence had just been fought (1919-1921), was to stamp out the uprisings on one hand, and concurrently, create a single, unified modern Turkish nation by blending the various ethnic groups in the Turkish melting pot! To make the Kurds, in Abramowitz's words, "both Turks and Kurds." This policy of assimilation did not only involve the Kurds, but has successfully blended other ethnic groups, such as Lazes, Circassians, Georgians, etc. into forming the present Turkish nation. In fact, millions of Kurds have also been totally assimilated, without the use of force, into Turkish society. Many of them have become successful in business, and many have attained the highest positions in the Turkish government, including the presidency. If the same policy has not worked fully in southeastern Turkey, one must seek factors other than discrimination or repression!

Until recently, Turks have lived peacefully

with their compatriots of Kurdish descent, both in the Southeast and in other regions of Turkey. A common history binds them together, in a writer's words, "as flesh and sinew." Inter-marriages, through several generations, have wrought strong blood relationships between Kurds and Turks. It is difficult to determine who is a Kurd and who is a Turk in some areas. The so-called neglect or repression in the Southeast were the result of frequent Kurdish uprisings on the one hand, and the forbidding natural and climatic conditions in the "Kurdish" regions, on the other. Turkish governments, especially recently, have devoted more financial resources to the development of the region than they have taken away. Difficult natural conditions in the area, and more recently, PKK terror, have hampered most of the development projects. But the work of GAP (Southeast Anatolian Project) on the huge Atatürk Dam continues, despite difficulties, and it is hoped that it will eradicate many of the social and economic causes of unrest.

The present danger is PKK separatists have managed to poison the mutual trust and close relations, which have existed for many years, between the Kurds and other Turks. With each soldier's coffin returning to the West from the Southeast, and with each new terrorist outrage perpetrated in the cities or outside Turkey, the anger of Turkish people is reaching the boiling point. Mutual suspicion and hatred is contaminating the atmosphere in other regions of Turkey. What was once a regional problem of the Southeast is fast evolving into a general Turkish-Kurdish conflict, which might soon reach previously unthinkable dimensions of a virtual civil war!

It is easy for a bachelor to divorce a wife, as the Turkish saying goes! Both Ambassador Abramowitz and expert Graham Fuller of the Rand Corporation (in a recent article in Foreign Affairs) suggest rather simplistic solutions, ranging

from recognition of the Kurdish identity, to autonomy and federalism. Fuller hints that if Turkey desires to avoid the "specter of massive redrawing of international borders," it should move immediately toward more liberal treatment of the Kurdish problem! It is quite evident that both Fuller and Abramowitz are expressing the official U.S. desire that Turkey solve its irksome Kurdish problem, and the problem of terrorism, by gradually accepting a federation with the Kurds, not only within Turkey, but with the already functioning "independent" Kurdish government in northern Iraq.

These well meant views of Abramowitz and Fuller, who are undoubtedly friends of Turkey, are also shared by some "liberal" or "leftist" Turkish intellectuals and writers who believe that recognition of the Kurdish identity, with all its ramifications, and even ultimately, autonomy and federation under a "Second Republic," could be the only viable solution of the Kurdish problem. The question is whether this solution will preserve Turkey as we know it, and what will this "new Turkey" be, in its composition and direction?

The United States obviously has a vital interest in the support of the Kurdish people for its own reasons; opposition to Iran and Iraq. The United States would also hope that its ally, Turkey, would be in a better position than the other countries of the region, to exert influence over the Kurds within such a federation! First, this might be wishful thinking. Neither the Turkish intellectuals, who are ready to "give in" to the Kurdish demands for autonomy or federation, nor the American "friends" of Turkey, seem to realize that there is a strong risk that Kurdish autonomy might easily turn against them! The dominant figure among the Kurdish leaders, PKK chief Abdullah Öcalan, is a dedicated Communist and an open enemy of the West and of the United States.

Secondly, the interests of the United States do not coincide completely with Turkey's own national interests, and do not take into account valid apprehensions, based on intimate knowledge and long experience.

The claim of Kurdish separatists have now gone far beyond the recognition of the Kurdish "identity" and of the Kurdish culture. The Kurdish "identity" has now become the basis for Kurdish nationalism and irredentism. The demand is for the legitimization of the PKK as one of the parties to "negotiate" a solution to the "Kurdish problem."

In view of these developments, a majority of Turks, including the military, believe that Kurdish nationalists would not be satisfied with either autonomy or federation. In fact, the openly expressed ultimate goal of all Kurdish leaders (Öcalan [also known as Apo], Celal Talabani and Kemal Burkay who have formed a tenuous alliance), is the establishment of Greater Kurdistan, which would "swallow" major areas of Turkey where Kurds have settled and are constantly increasing in numbers! This, they fear, would eventually obliterate the Turkish "identity" in what is today, Turkey!

These quarters argue that, while democratic and human rights reforms, and implementation of economic-industrial development programs in the Southeast are essential -- and indeed much has been done in these respects recently -- the main priority today is to crush, with radical measures, the PKK terrorism which has gone far beyond local acts! The military authorities are convinced that if the civil authority, which has blown hot and cold so far, shows determination, they can crush the rebellion for a Greater Kurdistan! But, to be bogged down in a Vietnam-like quagmire indeed worries a segment of patriotic Turks. They voice a third alternative: "Give up the Southeast and the Kurds -- and good riddan-

ce!" This alternative is due to frustration; Turkish youth are being killed needlessly on a daily basis, they say, while there is no definite political determination, or plan, to solve the problem, and the financial resources of Turkey are being squandered for a lost cause. But they insist that in this eventuality, Kurds who have settled in the West and have benefited, without any discrimination and on an equal basis, from the opportunities there, should either assert their unconditional loyalty as "Turks," or pack up and go back to wherever they came from! This alternative is, of course, anathema to many of us who believe in the unalterability of Turkey's frontiers and the Turkish unitary Republic. Furthermore, this would not, in effect, put an end to Kurdish ambitions. Kurdish nationalists might very well demand next an outlet to the Mediterranean for the landlocked "Kurdistan!"

In the final analysis, even levelheaded Kurds believe that the solution, and their well being, lie not in autonomy or federation, nor in this latter solution of desperation and frustration, but in the continuation of the Turkish Republic in its present form, and within the precepts set by its founder, Kemal Atatürk. Only when the PKK terrorism is completely and radically stamped out, will this republic continue on its preordained path of unifying the whole nation, by providing equal benefits and opportunities to all the regions and all its peoples.

Prime Minister Çiller, now faced with a host of major problems and a tough opposition refusing to allow her a decent interval of tolerance, is a tough lady who has vowed that her first priority will be to stamp out terrorism and separatism by striking a hard, "manly" blow!

(*) With three distinct groups of Kurds, speaking entirely different dialects, it would be difficult to identify a single Kurdish identity or culture.

Signs of Turk-Kurd tension in Ezine

- **Angered group attacks Kurdish bouncers in Ezine**
- **Troops deployed, 5,000-strong crowd dispersed**

Turkish Daily News

ANKARA- In a reflection of a major problem which may soon challenge Turkey, thousands of angered Turks in a western town on Tuesday attacked a hotel and its Kurdish employees. Infantry soldiers were dispatched to prevent the incidents from getting out of hand as security measures were taken in a neighborhood in Ezine, Çanakkale, where some 20 Kurdish families live.

Officials say the incident was triggered when local drivers from the town started bickering early in the morning with Kurdish-origin employees of the Kervan Hotel nightclub over an inflated bill.

The semiofficial Anatolia news agency said that when the argument turned into a fight and the townspeople heard of it, about 5,000 locals gathered in the streets and marched up to the building, demanding that the bouncers be immediately handed over to them.

Failing that, the crowd started hurling stones at the hotel building, whereupon shots were fired from within the hotel on the group of angry locals.

Yılmaz Demir, 36, and Şerafettin Ertan, 61, sustained minor injuries as a result of the shots, Anatolia said.

Later certain members of the crowd tried to firebomb the building, hurling

bottles filled with burning gas inside the hotel, while another angry throng blocked traffic on the Çanakkale-Izmir highway with a barricade of burning tires. Reinforcements brought over from the nearby infantry brigade and the town police prevented the frenzied crowd from forcing its way into the hotel.

Çanakkale Governor Hüsnü Tuğlu, who later arrived at the scene, asked the crowd to obey the orders of the security forces present at the scene and disperse immediately.

Following the dispersal of the crowd after the governor's speech, security forces walked into the hotel and detained four people suspected of having fired on the crowd.

They were identified by Anatolia as Abdülkadir Savcı, Hamza Savcı, Fuat Yıldırım and Hıdır Yıldırım.

Differentiating Between PKK and Kurdish Issues

Turkey, on the brink of a massive crackdown on the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Southeast, is in need of differentiating between terrorists and innocent civilians more than ever now. But is this possible? Had it been before 1989, when Ankara turned to highly controversial "Special Warfare" techniques in the region, such a difference could be marked by local officials. Today, after four years of bloodshed and claims of immense human rights violations, spotting the difference is close to impossible. The PKK, which in the early times of its nine-year-old campaign terrorized the masses and forced them to support the movement in sheer fear, has now gained the open support of local grass roots.

With its campaign, the organization has reached its targets despite military blows: It has brought a reaction from the security forces, it has confronted the people with these forces, it has raised questions on the ethics of state operations. Most people, caught in the middle of fire from two sides, have turned to the organization out of fear or sympathy. Throughout the ordeal, local officials have taken the line that since fear of the PKK has served to promote this organization, fear of the state will bring about a completely opposite result, that is, support for the state.

This view, as seen in practice, has failed.

Because the state forces should represent higher standards, justice and patience, the campaign has led only to an erosion of confidence in Ankara -- in the democratically elected regime. Meanwhile, through its own ruthless campaign, the PKK has managed to force those "in between" to the organization's side and has expanded in an undeserved way. Had it not been for the policy failures on the part of Turkey, this could not have been achieved.

In 1989, when the Turkish press was slapped with a ban on reporting developments in the Southeast, this only served the separatists. The local people, no longer finding the truth in the Istanbul papers, completely turned to pro-PKK publications and/or directly to organizational documents. Through the ban, the PKK flourished and scored a major propaganda victory. Today, Ankara considers a new propaganda drive based on national consensus that terrorism is one mighty enemy. That it must be dealt with, at whatever cost.

The hitch is, if Turkey is to differentiate between the PKK and the innocent Kurds, it must also differentiate between the PKK and the overall Kurdish issue. But, this is where the resistance in state management begins.

Reluctant still to accept the Kurdish identity, many officials and Turkish intellectuals fear that "by giving a finger, a hand will be lost. By giving its hand, Turkey will lose its arm." In other words, they believe the Kurds have a systematic, step-by-step campaign

to liberate the whole of the region and create an independent Kurdish state. More hard-liners argue there is not a single friend within the Kurdish community and a majority of the people in the Southeast do not want rights or freedoms, but to break off from Turkey.

As far as the state administration is concerned, there seems to be confusion on what "rights and freedoms" means. Prime Minister Tansu Çiller, who signed a coalition protocol guaranteeing language, social, and cultural rights for all parts of Turkey's ethnic mosaic, has closed the doors on Kurdish language radio and television broadcast -- arguing "they would want more" up to the point of dividing Turkey.

Mothers and fathers are still banned from freely naming their children because a law says names have to be in line with Turkish culture and heritage. Thousands of villages have been renamed in the recent past to become "Turkish." And Turkey still maintains a reservation on the International Children's Rights declaration which says children should have the right to learn their mother tongue. In other words, there is nothing to indicate that the coalition protocol means anything. In practice, it can be seen that despite its own claim for "an independent Kurdistan," the reason the PKK has attracted local support in recent years is neither its Marxist-Leninist ideology nor promises for an independent land.

In its true sense, the PKK has become a retaliation and reaction organization. People are joining its ranks, mostly from among the unemployed, either in reaction to the absence of state services and opportunities in the region or in revenge for human rights violations.

In the words of Osman Öcalan, a senior leader of the organization, if the PKK has won major support in the town of Cizre at the Iraqi border, "we have to thank Turkey. We won half of the town. The other half has been delivered to us on a silver platter."

There is now a vicious circle. Nonstandard and controversial operations lead only to further local support in the organization. On one hand, the military continues to deliver blows to the PKK. On the other, violations of rights continue to feed the organization with new recruits. Turkey, unable to differentiate between the PKK and the Kurdish issue, still has no "state policy" with regard to the other.

Throughout this confusion, after each and every blow, the PKK continues to exist in a stronger way. Indications are that without dealing with the reasons on which the PKK flourishes, there will always be a terrorist problem in the region. Unless, as some circles argue, a full-fledged destruction operation is launched.

Currently, state officials, including President Süleyman Demirel, maintain that dealing with terrorism



is the priority and once terrorism is contained, a better standard of living will spread in the region. A standard which, in the past 70 years without terrorism, was nowhere to be seen.

The argument is that economic investments in a region of terror are not viable, and that unless armed activities are prevented, there will be no economic prosperity. This is true. The second argument, however, is that rights and freedoms are an issue also to be dealt with only after terrorism is crushed. It appears that Ankara still fails to realize that the true weapons of the PKK, those which activate the people, are not Kalashnikovs and bombs. On the popular scale, the PKK's weapons are the non-existent rights and freedoms. Once ripped from these, the organization could be disarmed -- and crippled. If the PKK had no wide-scale human rights violations to build its propaganda upon, if Turkey was to investigate all "violators" and punish them -- thus building confidence in the state-- and if the Kurds in the region were afforded the cultural and social freedoms, what could the PKK use as an excuse?

In such circumstances, the Kurds themselves would suffocate such an organization which challenged their own peaceful order, as in the case of Turkish extremist organizations in larger cities. It would rapidly lose its popular backing and it would either be forced to change policy or disappear.

The Kurds of Turkey do not want to break away. A majority of them, some two-thirds, live not in the emergency law region but in the southern or western parts of the country. But the PKK campaign is now leading to the distrust of or even enmity toward

these Kurds and this, perhaps, is even more dangerous than the ongoing "limited civil war" in the Southeast.

If military operations are supported with generous reforms related to the principle rights of the people of the region, if they concentrate on the PKK militants and inflict less harm on civilians, and if the state forces can once again show they represent higher morals, ethics and standards, there is a great chance in front of Turkey.

This, however, completely depends on the political authority. If the military is entrusted with all authority and policy in the Southeast, they are sure to play their part for the time being. The Turkish Armed Forces have enough manpower, 500 pound bombs and willingness to deal with the separatists. This is a fact.

But, without political authority and measures, this dealing will only be of temporary nature. As long as the reasons behind the PKK campaign exist, as long as the organization is armed in this way, it will continue to get new recruits. As the former head of the gendarmerie intelligence, Maj. Cem Ersever, recently put it, "the only difference will be that instead of the PKK, there would be another organization."

Gen. Doğan Güreş warned last week that if the PKK was not crushed by the end of next winter there may be martial law in Turkey. Martial law is a form of rule where the military, instead of the civilians, are in full control.

Güreş made his statement days after Çiller and her Interior Minister Mehmet Gazioğlu openly accepted that the problem was already under military control. It is difficult, under these circumstances, to

Kurdish Rights: Instruments In the PKK Campaign?

Turkey's military commanders this week have drawn the lines of their policy with regard to the Kurdish problem -- literally denying it even exists, as well as even denying that "a PKK problem" besets Turkey.

For the armed forces, there is "a terrorist problem" on Ankara's agenda which has no solution but a military one. Even if it doesn't hold this view, the government has agreed to give all authority on the issue to the military.

According to high level military officials, most of the success of the PKK up till now is owed to press coverage which has passed its limits, turning into a propaganda campaign. Also, the organization has benefited from the vacuum of authority created in northern Iraq during the war, which is cited as the main reason the PKK has managed to survive despite repeated security blows.

What catches the eye, however, is that Ankara appears now to be withdrawing from its previous position and becoming increasingly hard-line where Kurdish rights are concerned. Senior commanders believe these rights are only part of the PKK campaign for independence, and that the organization pursues a policy to divide Turkey step by step.

They argue that if Turkey agrees that there is "a Kurdish problem," this will mean that it also agrees to the existence of a Kurdish nationality. They say that once any rights, such as language or culture, are given to the "Kurds," they will demand more and there will be division.

And, because of this argument, they now tend to deny "the Kurdish identity," which was openly accepted by the coalition government.

Within this policy, the PKK is a target.

It is a target of a massive military crackdown, to start off in the mountains but to spread all the way to larger towns and cities, and it is a target of psychological warfare. Ankara now seeks consen-

sus on battling the PKK to the point of attempting to amend newspaper headlines, styles of reporting, identifying words assumed to be "sensitive or dangerous," and marking out "pro-separatist" journalists and publications.

This Sunday, in a meeting at the Chief of General Staff Office intended to brief newspaper owners and executives of the situation, the new policy was made clear.

The Turkish army is bent on launching a major offensive against the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in the coming days, which may have a cross-border angle as well. Military officials argue that the PKK has about 10,000 armed men in Turkey and neighboring countries and that 2,500 to 3,000 of these are in Iraqi territory.

The Iraqi Kurds still deny this, saying that there are only 500 to 600 militants around the border in their territory and these are no danger. They say that in the past six months only one cross-border attack was recorded and only one person died, showing how effective they were.

Still, Ankara is inclined to carry out its plans in the region, and with the authority given to the military, these may soon be put into practice.

News reports in the future will be more "balanced," controlled, and self-censored. From headlines to lead, editors will attempt to make changes, to not be accused of carrying out "pro-separatist propaganda." Everyone in the Turkish news world, intimidated now, will be careful.

Meanwhile, the campaign on terror will continue with the belief that once the PKK is crushed, there will no longer be the circumstances for terrorism. Those in charge of the military believe the PKK is not a result of the regional conditions but "a band of bandits." And, PKK leader Abdullah Ocalan is "a bandit leader."

Once he and the organization are dealt with in military style, they say, there will be no problems.

agree that there is any justification for martial law since everything already depends on the military. What is called for is just the opposite. Tansu Çiller should give full support to the military but also maintain her government's control on developments in the region.

As the military deals with the PKK, it is the government's responsibility to deal with solving the Kurdish issue. It is also the government's responsibility to deal with human rights violations.

Only if these "dealings" are launched simultaneously and continue in parallel can Turkey achieve anything.

Only in this way can Turkey differentiate between the terrorist and the innocent civilian and between the PKK and the Kurdish issue. As of Sunday, with high-level briefings in Ankara on the PKK situation and "advise" on means to a national consensus, a countdown has started. This is not only a count-

down for the PKK, Kurds, military and civilians, but one for the whole of the country. Turkey's future, the future of democratic order, peace and stability, completely depends on the outcome. And to make the outcome successful is the duty of everyone.

This duty includes close monitoring of what is going on in the region, whether civilians are harmed or not and whether there are any activities eroding confidence in the state. This, like the national consensus on the PKK, appears as a vital duty. And, parallel to this countdown, if Çiller's government stops dragging its feet and grants the expected pay increase to members of the country's armed forces who every day risk their lives to protect the sovereignty of this country, she may be taking an even wiser step. What Turkey does not need at a time like this is grumbling from circles which --almost on a routine basis-- decide to take the reins every decade... ■

Basler Zeitung

Montag, 12. Juli 1993
Nr. 159

Erste Demonstration von Aleviten

An einer Demonstration mit rund 2000 Teilnehmern haben am Samstag zum erstenmal Aleviten gegen ihre Unterdrückung in der Türkei und das Massaker von Sivas demonstriert. Dieser toleranten Glaubensgemeinschaft gehören Türken und Kurden an.

r.s. Um die 2000 Kurden und Türken zumeist alevitischen Glaubens demonstrierten am Samstag nachmittag gegen die türkische Regierung, die mit Terror und Unterdrückung gegen ethnische und religiöse Minderheiten vorgehe. Männer, Frauen und Kinder zogen – ihre Wut und Ohnmacht zum Himmel schreiend – mit Transparenten und Fotos Getöteter vom Claraplatz zum Marktplatz. Dort gedachten die Demonstranten mit erhobener Faust der Todesopfer derjenigen islamischen Fundamentalisten, die am 2. Juli in der türkischen Provinzstadt Sivas das mit rund 60 Künstlern, Schriftstellern und Intellektuellen belegte Hotel Madimak angriffen und in Brand setzten. Dabei verbrannten 36 Menschen.

Die meisten von ihnen waren Aleviten, Anhänger einer islamischen Glaubensgemeinschaft, zu der sich schätzungsweise 50 bis 60 Prozent der etwa 10 000 in der Region Basel lebenden Kurden und Türken bekennen. Die Demonstranten verlangten eine schweizerische und internationale Achtung des türkischen Regimes, weil dessen Sicherheitskräfte nicht eingegriffen, sondern einfach zugeschaut hätten, wie die islamischen Fundamentalisten das Hotel anzündeten. «Die Türkei ist kein Iran» hiess es auf Plakaten an der friedlich verlaufenen Kundgebung.

Es war die erste Kundgebung von Aleviten, der sich dann auch politische Gruppierungen mit teils alevitischen Mitgliedern anschlossen. Die in der Türkei als «Sunnitenn» registrierten und von diesen als «Ungläubige» behandelten Aleviten (zirka 20 Millionen) berufen sich auf Ali, den Schwiegersohn Muhammeds. Die Aleviten sind tolerant, sie wollen von Dogmen und der Scharia nichts wissen, sie bauen keine Moscheen, der Koran ist für sie kein Gesetzbuch.

Aleviten fühlen sich explizit dem Humanismus und der Gleichberechtigung verpflichtet. Zu ihren wichtigsten Geboten gehören diese: «Was du suchst, such in dir selbst», «Verurteile (beschäme) kein Volk und keinen Menschen», «Wirst du beleidigt, beleidige nicht». Die Aleviten sind zudem von der Autonomie des Individuums überzeugt.

Ende Januar dieses Jahres hielten die Aleviten in Basel ihren ersten öffentlichen Gottesdienst in der Schweiz ab. Diese «Cem» genannte Zusammenkunft geht weit über den religiösen Charakter hinaus und beinhaltet auch wichtige soziale Aspekte. Die anpassungsfähigen alevitischen Kurden und Türken sind äusserlich an keinem Merkmal erkennbar. Die gleichberechtigten Frauen tragen in der Regel keine Kopftücher.

Im Juni 1992 wurde in Basel die «Kulturvereinigung der Aleviten und Bektaschi» gegründet: «Basel ve Cevresi Alevi Bektaci Kültür Birliđi». Deren wichtigste Ziele: Organisation des sozialen und religiösen Lebens, Lehrveranstaltungen, die den Mitgliedern die anderen Religionen näherbringen, sowie die Förderung der Kontakte zwischen Einheimischen und Ausländern, um dem Rassismus und der Fremdenfeindlichkeit entgegenzutreten.

● SDA. Gegen die erteilte Demonstrationsbewilligung hätten Kleinbasler Ladenbesitzer heftig protestiert, sagte Polizeimajor Christian Meidinger, Leiter der Basler Sicherheitsabteilung. Man habe diesen Kreisen jedoch deutlich gemacht, dass auch bei einer Verweigerung der Bewilligung demonstriert worden wäre. Dies hätte jedoch bei einem Eingreifen der Polizei zu Ausschreitungen führen können. Deshalb sei die Bewilligung erteilt worden.

Dienstag, 15. Juni 1993 **Blick**

Glückskette: Noch immer 5 Millionen Kurdengelder

ZÜRICH – Wer erinnert sich nicht an die schrecklichen Bilder hungernder Kurdenkinder? Damals, kurz nach dem Golfkrieg, war die Glückskette sofort zur Stelle, die Schweizer spendeten 24 Millionen. Doch 5 Millionen davon liegen noch heute auf dem Glückskette-Konto brach!

Auch von den 19 Millionen, die letztes Jahr für Somalia gesendet wurden, vergammeln noch 6 Millionen auf einem Konto der Kantonalbank Waadt.

Verschlampt die Glückskette unsere Spenden?

Roland Jeanneret, Glückskette-Delegierter für die Deutschschweiz: «Gut drei Millionen des Kurdengeldes gaben wir sofort für Nahrungsmittel,

Wasser und Decken aus. Für 15 Millionen bauten wir 5000 Häuser wieder auf. Den Rest halten wir für Nachfolgeprojekte bereit.»

Über die Somalia-Hilfe erläutert Jeanneret: «13 Millionen vergaben wir bis heute für Nahrungsmittel und medizinische Hilfe. Jetzt kaufen wir Saatgut, um das langfristige Überleben dieser Menschen zu sichern. Es nützt nichts, den Hungernden ein paar Monate lang Nahrungsmittel zu kaufen, und sie danach verhungern zu lassen.»

Der Glückskette-Delegierte betont: «Unsere Projekte dauern meistens 3 bis 5 Jahre, denn nur langfristige Hilfe ist sinnvoll und erfolgreich.» **Sabine Reber**



Kurdischer Flüchtling mit seinem Sohn, auf der Anhöhe über dem Zeltlager Nowsud bei Paveh, im Norden des Irak.

Le Progrès — 16 juillet 1993

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

Le député-maire de Tarare assigné en référé

Jean Besson refuse de célébrer le mariage d'un réfugié kurde et d'une jeune algérienne sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière. Les jeunes gens ont assigné le maire en référé pour voie de fait

« **J**ean Besson se trouve pris entre ses pouvoirs d'officier d'état civil, qui lui imposent de célébrer ce mariage, et ses devoirs d'officier de police judiciaire qui lui commandent de faire respecter la loi. Face à ce dilemme, monsieur le maire a choisi de ne pas se rendre complice d'un délit. » Me Jean-Pierre Mounier, défenseur de Jean Besson, député-maire de Tarare qui était assigné, hier, en référé devant le Tribunal de Grande Instance de Lyon, conclut sa plaidoirie. En face de lui, Me Marie-Noëlle Fréry, persiste et signe. Pour elle, Jean Besson a commis une voie de fait en refusant de célébrer le mariage de Karima Benmeridja avec Husnu Ozturk.

Les deux jeunes gens se connaissent depuis trois ans. Histoire d'amour entre un réfugié kurde et une ressortissante algérienne qui, il y a neuf mois, se concrétise par une grossesse. En mars dernier, les tourtereaux qui vivent à Tarare décident donc

de passer devant monsieur le maire afin de sceller leur union. Le 31 mars, le couple dépose un dossier complet en mairie en souhaitant que le mariage soit célébré rapidement. Et en tout état de cause, avant la naissance de leur enfant. Le lendemain de leur demande, un officier d'état civil leur fait savoir que la célébration ne saurait avoir lieu sans une publication des bans par la commune de Batna en Algérie, lieu de domicile de Karima Benmeridja.

« Nous appliquons systématiquement cette procédure, a expliqué, hier à l'audience, Jean Besson. Cela évite de se retrouver avec des cas de polygamie... »

Parfaitement dociles, les futurs époux obtempèrent et attendent. Finalement, réponse est reçue de la mairie de Batna au début du mois de mai; pas d'opposition au mariage. Karima et Husnu préparent la noce, sûrs d'être bientôt mariés. C'est sans compter avec le pointilleux

Jean Besson qui, par crainte de célébrer un mariage blanc, demande au Parquet de Villefranche de diligenter une enquête concernant le sérieux des relations unissant les fiancés.

Outre l'indice "visible" d'une grossesse, les gendarmes chargés des investigations recueillent un certain nombre de témoignages confirmant une communauté de vie. Bien assez pour que le Parquet de Villefranche réponde, par un courrier du 2 juillet, qu'il ne s'oppose pas au mariage. Le dernier obstacle est franchi. Les dragées sont commandées. Mais voilà, toutes ces péripéties administratives ont pris du temps. Un temps précieux pour Karima qui réside en France avec un simple visa "touriste" qui expire au mois de juin. La jeune femme se trouve donc en situation irrégulière et la Préfecture prend un arrêté de reconduite à la frontière en l'invitant à quitter rapidement le territoire.

Hier, lors de l'audience en référé qui devait contraindre Jean Besson à fixer la date du mariage et à le condamner pour voie de fait, le premier magistrat de Tarare a souligné, par la voix de son avocat, qu'il ne pouvait célébrer cette union. « Karima Benmeridja est recherchée par la police pour être reconduite à la frontière. En tant qu'officier de police judiciaire le maire se rendrait complice d'un délit en acceptant de marier cette jeune femme. En outre, l'accusation de voie de fait qui suppose l'imminence d'un péril grave ou d'un trouble à l'ordre public, ne tient pas, elle n'a pas été prouvée. Enfin, entre le feu vert du Parquet - reçu le 6 juillet - et l'assignation de Jean Besson, il ne s'est écoulé que trois jours. Difficile de reprocher au maire son manque de diligence. » Pour Me Marie-Noëlle Fréry, au contraire, la voie de fait est bien constituée; « Les futurs époux attendent depuis mars 1993 que la mairie de Tarare fixe la date de leur mariage. La loi, la jurisprudence, les textes européens s'accordent à dire que le mariage est un droit fondamental auquel on se saurait opposer sans porter atteinte aux libertés individuelles. De plus, refuser de célébrer une union à cause d'une irrégularité de séjour n'est en aucun cas un motif retenu par la loi. »

Le jugement sera rendu le 19 juillet.

François PELOILLE

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0375 4 I 0168 GRB /AFP-MH52

GB-Turquie-Kurdes

Le PKK exige un cessez-le-feu pour libérer les deux randonneurs qu'il détient

LONDRES, 13 juil (AFP) — Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) a exigé mardi un cessez-le-feu de la part des forces de sécurité turques afin de pouvoir libérer les deux randonneurs, un Britannique et une Australienne, qu'il détient.

Dans un communiqué diffusé par le Centre d'informations sur le Kurdistan basé à Londres, un responsable de l'ARGK (Armée pour la libération du peuple du Kurdistan, aile militaire du PKK), le commandant Ebubekir, demande en outre la médiation d'organisations internationales des droits de l'Homme.

Il estime que les deux randonneurs pourraient être tués s'ils étaient libérés sans cette garantie et que la responsabilité de ces morts serait alors attribuée à ses hommes.

Les deux randonneurs, Tania Miller et David Rowbotham, avaient disparu le 5 juillet lors d'une excursion à vélo dans les profondes vallées de la région de Tatvan (est).

hb/sp

AFP 131829 JUL 93

Né en 1923 en Turquie, à l'avènement de la République, Yachar Kemal témoigne, dans sa biographie comme dans son œuvre, du devenir tourmenté de la nouvelle société turque dans le siècle. Pétri de traditions culturelles et littéraires orales, turques et kurdes, il renoncera à son avenir de rhapsode itinérant pour l'invention d'une nouvelle écriture dans le roman. Homme de terroir familier des épopées, dont ses compatriotes sont si friands, les défis et les contradictions de la nouvelle société turque le plongeront dans les luttes pour la dignité des humbles, les droits de l'homme et la paix. En payant souvent le prix fort : prison, mauvais traitements, interdiction d'exercer son métier de journaliste ponctueront sa vie d'intellectuel engagé. Sa reconnaissance en dehors de son pays (voir ses entretiens avec Alain Bosquet ; Gallimard, 1992) lui a valu enfin et récemment celle des siens, amis et adversaires, sans qu'il quitte la scène du combat politique. Il est notamment l'auteur des *Seigneurs de l'Aaktchasz*, du *Dernier Combat de Memed le mince* et de *Salman le solitaire*, tous romans édités chez Gallimard.



Un entretien avec Yachar Kemal

« Durant toute l'histoire, les cultures n'ont cessé de se greffer l'une sur l'autre »

« Au cour de la dernière session de l'Académie universelle des cultures, à laquelle vous appartenez, vous aviez mis la problématique de l'« intervention » à l'ordre du jour. Jamais comme aujourd'hui on a assisté à une telle sacralisation de l'être humain, et rarement sa négation s'est déroulée autant en spectacle public. La tolérance est partout revendiquée en vertu cardinale par ceux-là mêmes qui la nient.

- La question de la tolérance est plus compliquée qu'il n'y paraît. Il me semble erroné de l'enfermer dans une définition étroite, entre le refus et l'acceptation de l'autre. La tolérance dont le maître fait preuve à l'égard de son esclave ou celle du colonialiste pour le colonisé, correspondent-elles à notre conception de la tolérance ? Non. Les historiens envisagent certains empires, comme l'Empire romain ou l'Empire ottoman, comme des systèmes qui appliquaient une relative tolérance : dans ces systèmes, la différence de religion ou d'appartenance « nationale » était une donnée de fait, acceptée... sauf lorsque cette différence était mobilisée en révolte contre le système. Ce genre de tolérance était une nécessité organique de

systèmes impériaux multi-ethniques, multiconfessionnels plurilingues, etc. Mon pays, comme d'autres, avait une certaine tradition de tolérance. Il en reste des traces : la Turquie d'aujourd'hui compte plus de trente groupes ethniques différents. Durant des siècles, ces groupes ont vécu dans une coexistence fraternelle, par-delà les grandes lames de fond guerrières qui ont traversé l'Empire. C'est lors de la première guerre mondiale que la fraternité traditionnelle qui gérait les relations entre des gens différents mais semblables se transforma en folie meurtrière. Je vais prendre un exemple : dans le village de mes parents, qui se trouvait près du lac de Van, à l'est de l'Anatolie, les Turcs, les Kurdes et les Arméniens vivaient ensemble, allant jusqu'à fréquenter l'église ou la mosquée de l'autre ; les Grecs avaient aussi leurs églises ; leurs fontaines sacrées, les *ayazma*, étaient assidument fréquentées par les Turcs, Kurdes, Arméniens en quête de miracles. Les fêtes des uns étaient aussi la fête pour les autres, Pâques par exemple.

» Ce qui était vrai à Van est vrai pour bien d'autres sociétés multiethniques et multiculturelles dans le monde. Or, de nos jours,

l'intolérance domine en maître un peu partout, et des peuples qui ont vécu en toute fraternité parfois durant des siècles s'égorge mutuellement au nom de l'égoïsme des Etats-nations et sous le regard froid de l'ONU, institution constituée de ces Etats-nations. Devant le bain de sang qui nous est donné en spectacle aujourd'hui, seuls quelques individualités et quelques institutions n'ont pas perdu le sens de l'indignation active. Ce qui fait la honte de notre humanité : les guerres, la faim, l'humiliation et l'exploitation de peuples par d'autres font partie de notre paysage « humain ». Reste-t-il encore, dans nos consciences, une place pour la tolérance, alors que nous continuons à dévaster le monde dans son humanité et même dans sa nature et son environnement ?

- Vous décrivez la barbarie, une des plus vieilles compagnes de l'humanité, que vous opposez à ces « fraternités ». La fraternité n'est pas nécessairement synonyme de tolérance, tant s'en faut. Cela me rappelle un des poèmes les plus douloureusement lucides d'un autre grand créateur de votre peuple, le poète Nazim Hikmet, que chantait Yves Montand : « Comme le scor-

pion, mon frère, /tu es comme le scorpion, /dans une nuit d'épouvante, /comme le moineau, mon frère tu es comme le moineau, dans ses menues inquiétudes. /Comme la moule, mon frère, /tu es comme la moule, /enfermée et tranquille. /Tu es terrible, mon frère, /comme la bouche d'un volcan éteint. /Et tu n'es pas un, hélas, tu n'es pas cinq, /tu es des millions. »

» Un peu moins fraternels, mais plus tolérants... ?

- La tolérance n'est ni un commencement ni une fin. Notre manière de l'envisager est différente aujourd'hui de celle qui prévalait dans ces empires et systèmes coloniaux. La tolérance est, par tous ses aspects, un indicateur de la façon dont l'homme perçoit son semblable en égal. Ce n'est pas un concept abstrait. Elle reste un idéal de vie en société qui ne pourra être réalisée que dans le contexte d'une démocratie, seule capable de mettre en œuvre le principe de l'égalité comme fondement et mesure de l'homme. Cela reste un des idéaux de notre temps.

- Au programme de votre académie, il y a une volonté exprimée pour favoriser le « métissage des cultures ». A un moment où la régression

national-populiste sert de fond de commerce au cœur même de l'Europe, mesurez-vous la distance à parcourir ?

- Il est intéressant de noter que le mot « métissage » n'existe pas dans toutes les langues, ou bien les mots qui en expriment l'idée couvrent un champ assez large et diversifié. Je prendrai plutôt la métaphore de la « greffe » : ce dont il est question pour nous, c'est la manière dont les cultures sont parvenues à se féconder les unes les autres. Sur ce plan, l'histoire et l'anthropologie nous ont beaucoup appris, et ce que nous arrivons à saisir de tout ce savoir tient du prodige.

« Les Kurdes de Turquie veulent bénéficier sans entrave des droits de l'homme »

» La Grèce antique, l'Égypte, la Mésopotamie, les Hittites : nous avons appris à les concevoir comme autant de manifestations prodigieuses... Le « miracle grec » ! Mais nous découvrons de plus en plus que le prodigieux, le miraculeux, c'est justement l'unité de l'homme et l'échange entre les cultures : de plus en plus, nous prenons la mesure de l'intensité des échanges entre ces cultures et civilisations de l'Antiquité qui nous émerveillent. Prenez les *Mille et Une Nuits* : elles couvrent le monde indien, turc, iranien, arabe, et elles structurent aussi notre imaginaire d'Occidentaux. Dans le *Livre des rois* (Chah-Nameh), de Firdousi, on envisage le monde de la Perse à la Chine. L'horizon des Anciens ne s'arrête jamais à leur porte, comme certains voudraient le faire aujourd'hui ! Durant toute l'histoire, les cultures n'ont cessé de s'alimenter réciproquement, de se greffer l'une l'autre. Le vrai prodige, c'est la rapidité avec laquelle ces échanges ont fait le tour de notre planète, se recréant l'une dans l'autre, chaque jour.

» Nous pouvons dire que ces contacts, échanges et greffes entre les cultures ont agi en sorte que chacune d'elles s'est enrichie de l'apport d'une autre dans sa créativité. Le résultat, c'est un « jardin de mille et une fleurs », de mille et une nuances de couleurs. Ce jardin est le patrimoine commun de notre créativité ; c'est ce qui nous guide vers le sens du beau, du bonheur d'exister. Qu'une fleur de ce jardin nous manque, c'est une couleur qui fait défaut ; c'est une part de la création qui disparaît.

» Le fait qu'une culture entreprenne d'en écraser une autre, d'autres, c'est l'œuvre du système colonial. Peut-être, en allant plus loin, celle de la découverte de l'Amérique. Aujourd'hui, de multiples causes font que ces cultures qui faisaient la diversité de notre jardin aux mille et une fleurs subissent des destructions.

- Une lutte armée féroce et le terrorisme opposent les guérilleros du mouvement séparatiste kurde PKK à l'armée et aux institutions de l'Etat turc dans les montagnes du sud-est de la Turquie : meurtres, attentats aveugles, destructions de villages et déplacements de populations deviennent le lot quotidien. Toutes les métropoles du pays comptent d'importantes populations d'origine kurde occupant des positions allant de la plus humble aux plus importantes dans la société. Il n'existe pas de famille turque qui n'ait un parent ou allié kurde. Plus le temps passe, plus le fossé de haine s'élargit entre Turcs et Kurdes. A supposer qu'une solution politique parvienne un jour à mettre un terme à la lutte armée, les deux peuples pourront-ils construire la paix et connaître la réconciliation ?

- Les Kurdes de Turquie ne se battent pas pour une indépendance nationale. Ils veulent avant tout devenir maîtres de leur destinée, bénéficier sans entrave des droits de l'homme. La lutte armée actuelle vise d'abord ce but. Turcs, Kurdes, beaucoup de gens, sont tués dans cette guerre. Imaginons qu'elle prenne fin : la fraternité entre les peuple kurde et turc aura reçu des blessures profondes. Comment deux peuples que le sang versé aura déchirés pourront-ils coexister à nouveau ? Il faut mettre un terme à cette lutte fratricide avant qu'il ne soit trop tard. J'ai attiré l'attention sur ce risque mortel dans la presse turque à plusieurs reprises : plus on continuera à semer la graine de la haine et plus la coexistence ultérieure sera difficile. Nous avons l'exemple de la guerre en Bosnie devant nous : à l'avenir, comment imaginer même le bon voisinage des Serbes, des Croates et des Musulmans après tant de cruautés, d'inhumanité ?

» Il y a une histoire de serpent qu'on raconte encore en Anatolie : Un jour, alors qu'il travaillait aux champs, un paysan voit une cigogne planer au-dessus de sa tête, avec un petit serpent qu'elle tient dans son bec. Aussitôt il lui lance sa faucille pour lui faire lâcher prise. Pris de peur, l'oiseau laisse tomber sa proie. Notre bonhomme soigne le serpent, le guérit. Or, la mère du serpent était à sa recherche, et elle finit par retrouver son petit chez le paysan. En guise de remerciement, elle dit au paysan : « Demande-moi tout ce que tu désires, ton vœu sera exaucé ». Le paysan lui répond : « Que puis-je demander à un serpent tout nu ? Va donc ton chemin. »

Le serpent insiste et lui dit : « Tu as sauvé la vie de mon enfant, je me dois de te rendre le bienfait. Tous les jours je passerai par le petit trou au fond de ton grenier pour te déposer une pièce d'or. »

» Le lendemain, quoique incrédule, le paysan va inspecter le trou et y trouve une belle pièce d'or. Le prodige se répétant tous les jours, le pauvre paysan devint riche, au grand étonnement des gens de son village. Un jour, notre paysan estime qu'il est temps de faire la fête à Istanbul. Il convoque son fils, qui ignore tout, comme les villageois, de l'origine de la richesse de son père, pour lui expliquer qu'il a un frère serpent qui dépose en secret et tous les matins la pièce d'or. Le fils promet de continuer le petit rituel matinal à l'adresse de l'oncle serpent, pendant que son père sera à Istanbul. Mais, au bout d'un certain temps, le fils trouve qu'il est idiot de compter les jours de la sorte, et, il décide de tuer le serpent pour récupérer tout l'or que celui-ci garde dans son corps. Aussitôt dit, aussitôt fait : muni d'un gourdin, il guette le serpent et frappe au moment où celui-ci retourne dans son trou. Le serpent échappe à la mort en laissant une partie de sa queue, mais se retourne pour mordre le garçon, qu'il tue.

» De retour, le père mesure le désastre. Il va trouver le serpent pour lui dire : « C'est un accident, oublions tout, que notre fraternité continue comme auparavant ! » Le serpent lui répond alors : « Tant que tu auras dans ton cœur la douleur du fils mort et que j'aurai en moi la douleur de mon corps mutilé, jamais plus nous ne pourrons vivre en frères. » Et s'en fut.

» Nous sommes faits ainsi : même lorsque nous faisons mine d'oublier les cruautés que nous avons subies, notre mémoire les conserve comme une intense douleur.

» Regardez ce qui se passe en Allemagne avec la violence meurtrière contre les immigrés turcs et les demandeurs d'asile. La violence contre les immigrés n'est malheureusement pas exceptionnelle en Europe. Ce qui provoque l'horreur, dans le cas des incendiaires allemands, c'est justement le fait que cela se passe en Allemagne et que ce genre de crime rappelle à la conscience de tous le souvenir de la barbarie nazie.

» La pire des catastrophes qui nous menace aujourd'hui est le cancer raciste, et cela nous ramène tout droit aux pires déchirances de la seconde guerre mondiale. Il faut savoir une chose : la faculté d'oubli de nos semblables a des limites. Nous n'oublions pas. Chaque blessure de la conscience humaine est une plaie qui resaigne un jour ou l'autre.

» Résoudre la question kurde, c'est épargner une nouvelle blessure à notre conscience humaine ; c'est aussi épargner à la Turquie un stigmatisme noir qui la mettra au ban du monde civilisé.

» Il n'est pourtant pas si difficile de parvenir à une issue honorable. Les Kurdes ne désirent que le plein exercice des droits de l'homme. Il faut dire que le peuple de Turquie veut aussi que les Kurdes, leurs frères depuis mille ans, bénéficient de ces droits élémentaires. Tout y est pour réussir, en fait : depuis quarante ans, ceux qui gouvernent la Turquie n'ont-ils pas apposé leur signature au bas de toutes les conventions qui garantissent les droits de l'homme ?

» Avant toute chose, les Kurdes veulent que leur région puisse sortir du sous-développement qui les maintient en état de dépendance absolue. Ils revendiquent un développement qui soit au moins comparable à celui qui se réalise dans les autres régions de la Turquie.

» Ils veulent la reconnaissance de leur langue : enseigner en kurde, éditer des ouvrages, avoir leurs stations de radio et de télévision. Or l'administration turque refuse encore aujourd'hui de reconnaître ces droits élémentaires. Loin de rechercher une issue, elle semble déterminée à tout mettre en œuvre pour couper court à ces revendications. En octobre dernier, le président Ozal m'avait consulté pour savoir ce que je pensais de la question kurde. Je lui ai fait parvenir un texte assez long qu'un journal turc avait publié récemment. Je lui avais dit : « Cela fait un millénaire que nos peuples vivent en fraternité. Comment imaginer qu'on coupe la langue de son propre frère ? L'armée turque peut balayer Abdullah Ocalan (« Apo », chef du mouvement séparatiste PKK), on peut aussi juguler près de quinze millions de gens du peuple kurde. Mais nous vivons à l'ère des droits de l'homme, et les peuples prennent de plus en plus conscience de la valeur primordiale que constitue le respect de ces droits. Mener la guerre contre les Kurdes, ce sera de plus en plus mener la guerre contre l'opinion publique mondiale. Et cette guerre-là, on ne la gagne pas. Voyez la chute des Américains au Vietnam, celle des Soviétiques en Afghanistan... »

- Vous êtes un homme de terroir et en connaissez le prix. Notre siècle avait fini par nous habituer à l'idée du respect de la différence et au relativisme culturel. Ceux qui récusent les valeurs du monde occidental aujourd'hui, à commencer par les mouvements fondamentalistes et intégralistes du monde musulman, dont l'effervescence prend une ampleur planétaire, clament que l'universalité des droits de l'homme est le dernier avatar de la domination du monde occidental. Faudra-t-il un jour « relativiser » les droits de l'homme ?

- La Révolution française n'est pas seulement un événement majeur de l'histoire de France. C'est l'aboutissement d'une accumulation des acquis culturels, scientifiques, philosophiques, de l'époque.

« On ne gagne pas la guerre contre l'opinion publique mondiale »

» C'est la révolution de l'humanité d'alors. Ce n'est pas une invention, c'est l'accumulation d'un capital humain universel. La perfection de la Déclaration universelle des droits de l'homme trouve justement sa raison d'être dans cette complétude universelle, et non dans l'événementiel. C'est la raison pour laquelle il ne paraît tout à fait spécieux de rap-

porter cette Déclaration universelle des droits de l'homme à l'aune de l'islam, du christianisme, ou du bouddhisme... que sais-je ? « Liberté, égalité, fraternité » : le fait que l'être humain puisse prétendre à la maîtrise de sa destinée, de sa personnalité et du respect de l'homme en tant que la mesure de tout, tout cela sont des valeurs universelles. Rapporter la Déclaration universelle des droits de l'homme aux conditions de la France d'alors ou à celles de telle ou telle société d'aujourd'hui, c'est oublier qu'il y a des idéaux que partagent tous les êtres humains de notre planète. Y a-t-il des points qui manquent dans cette Déclaration universelle ? Il y en aura certainement, mais justement nous sommes là pour veiller au grain. Des droits nouveaux apparaissent : le droit de lire et écrire; par exemple; le droit à la vie, le droit aux chances égales. »

Propos recueillis par
ALTAN GOKALP,
anthropologue et directeur
de recherche au CNRS

tourists; wounded 23 people, including 12 foreigners, by exploding bombs in the tourist resort of Antalya; and attacked a passenger train, injuring six people.

The incidents followed the collapse in May of a two-month cease-fire declared unilaterally by the PKK. Exiled PKK leader Abdullah Ocalan, who describes himself as "the Avenger," has vowed that "thousands, tens of thousands will suffer" in his latest campaign.

Confronted with the mounting Kurdish violence, Prime Minister Tansu Ciller is



granting the military carte blanche to handle the Kurds. At the same time, she is considering plans to appease the Kurds by making Kurdish an optional language in schools, introducing Kurdish-language television broadcasts, replacing Turkish names of towns and villages in the southeast region with Kurdish names, and granting a degree of local governmental authority to predominantly Kurdish southeastern Turkey.

The prime minister and the Kurds are playing for high stakes. Earlier this month Turkish military leaders warned that a failure to destroy the PKK by winter could lead to the imposition of martial law.

"We're very determined. If we cannot render the PKK ineffective by the end of winter, the possibility of martial law will be seriously considered," Gen. Dogan Gures, commander in chief of the Turkish armed forces, told the mass circulation Hurriyet daily last week.

Model of Assimilation

In this atmosphere, Mr. Mahmoud has good reasons to fear the consequences of speaking freely. Arrested and charged with being a PKK sympathizer, he could be imprisoned for up to 15 years if convicted. Mr. Mahmoud still bears the psychological scars of the months he spent in prison after his arrest, during which time he refused to confess to membership in a PKK front organization.

Born a little more than 20 years ago, Mr. Mahmoud appears to be a model for the success of Turkey's assimilation policy. An engineer who has learned foreign languages, he migrated from his Kurdish hometown in eastern Turkey to Istanbul, where he is married to a woman of Turkish descent.

Yet Mr. Mahmoud also represents a generation of Turkish Kurds who have been raised officially as Turks but clandestinely as Kurds. The scion of a low-ranking government official, he recalls childhood

The Wall Street Journal Europe—July 15, 1993

**Giving Ground
Mideast Nations Feel
Pressure to Give Kurds
An Independent State
Amid Rising Violence, Turkey
May Revamp Local Policy,
Back Proposed Iraqi Site
Mouthing a National Anthem**

By JAMES M. DORSEY

Special to THE WALL STREET JOURNAL EUROPE
ISTANBUL—Bulent Mahmoud dreams of redrawing the political map of the Middle East, of erasing the lines that delineate current borders in favor of a Kurdish state comprising territories that belong to Turkey, Iran and Iraq.

It isn't a vision he shares freely, because to many in the Middle East that dream constitutes their worst nightmare. So Mr. Mahmoud, a Kurd from eastern Turkey who faces 15 years in prison if he is found guilty of affiliation with the nation's top Kurdish separatist group, shields himself behind a pseudonym.

Yet some Turkish and Western analysts are beginning to argue that going some distance toward satisfying his aspirations could benefit Turkey.

Turkey as Sponsor

"Ultimately, there will be an independent Kurdish state," says Mahir Kaynak, a former official of the Turkish intelligence service. "Turkey could be its sponsor."

If anything, these analysts reason that Turkey should pre-empt the eventual emergence of a unified national movement representing some 20 million Kurds—an ancient ethnic group spread over Turkey, Iraq, Iran, Syria and the Caucasus that speaks a Persian dialect—by granting its own Kurds autonomy and backing the establishment of an independent Kurdish state in northern Iraq.

Such an approach would demand a radical break with Turkish policy that aims at assimilating the country's estimated 10 million Kurds. It also contrasts starkly with the Turkish military's promises to root out Kurdish separatists who have been waging a nine-year-old insurgency in eastern Turkey.

As Ankara grapples with its Kurdish problem, Turks are witnessing yet another bloody summer in a war that has already cost more than 6,200 lives as a result of Kurdish terror tactics and the government's vow to fight terrorism.

Barely a day goes by without the separatist Kurdish Workers Party, known as the PKK, killing soldiers and civilians in southeastern Turkey. And if past weeks are any indication, the PKK is purposefully striking at Turkey's most vital economic interests while sending vivid reminders of its cause to the rest of the world.

PKK supporters last month attacked Turkish diplomatic and commercial offices across Europe and in Australia. Since then, the rebels have kidnapped two foreign

Mideast Nations Pressured to Give Ground On Kurdish Demands for Independent State

excursions with his father to clandestine Kurdish nationalist gatherings.

Taught Kurdish at home at a time when use of the language was forbidden, Mr. Mahmoud remembers being afraid to open his mouth during his first years of school because of his broken Turkish. To evade punishment, he would move his lips but not wholeheartedly sing the national anthem in class.

Better Conditions

Conditions for Turkey's Kurds have improved markedly since Mr. Mahmoud's schooldays. The late President Turgut Ozal was the first modern Turkish leader to break with the insistence by Mustafa Kemal Ataturk, who carved modern Turkey out of the ruins of the Ottoman Empire, that all Turkish nationals are simply Turks.

Mr. Ozal, who died in April, legalized the use of the Kurdish language and often noted that he himself was partly of Kurdish origin. The Kurdish heartland of southeastern Turkey nevertheless remains the least-developed part of the country and Kurds still are restricted in their rights to cultural and ethnic expression.

Supporters of Mr. Ozal's approach insist that seeking a political solution to the Kurdish issue depends on the willingness of the PKK to cooperate.

"We really would like [the Kurds] to have some sort of self-government, some sort of preservation of [their] identity," says Umut Arik, head of the Foreign Ministry's Turkish International Cooperation Agency. "The proviso, however, is that the PKK is willing to act within the fold. Unfortunately, we don't seem to be able to get through to the present leadership."

But with a growing number of Turks arguing that Mr. Ozal's more liberal approach encourages separatism, even those cultural freedoms granted to the Kurds by Mr. Ozal are no longer secure.

In a press briefing last Sunday, Gen. Gures and other senior military officials

suggested that Turkey may return to its pre-1980s policy of refusing to recognize the very existence of ethnic Kurds within its boundaries.

"The general belief is that rapid economic development and increased social mobility will make the [Kurdish] problem disappear rapidly," says Safi Tasan, head of the Ankara-based Foreign Policy Institute.

Giving in to Kurdish separatist demands, Mr. Tasan warns, could leave Turkey open to nationalist demands from a far larger number of ethnic minorities who have seemingly been assimilated.

Mr. Tasan also rules out the possibility of Kurds across the Middle East uniting under one nationalistic banner. He argues that Kurds, rather than being a homogeneous ethnic group, are divided by ethnic, linguistic and religious differences.

"They are mostly tribal nomads who only recently have been settled," Mr. Tasan says.

No Feeling of Unity

Indeed, despite their strong sense of identity within the countries they inhabit, Kurds have failed to develop a feeling of ethnic unity that transcends national boundaries. As a result, they have often fought one another at the behest of their sponsors.

Supported by Turkey, Iraqi Kurds last year evicted the PKK from bases in their territory and have since pledged to help secure the Turkish-Iraqi border. Iraqi Kurds have repeatedly indicated that they would favor an even closer alliance with Turkey.

Kurds across the Middle East are nonetheless clamoring for recognition of their national and ethnic rights. Iraq has brutally suppressed Iraqi Kurdish aspirations, killing hundreds of thousands in the process. Supported by the West, Iraq's 3.5 million Kurds have established a semi-independent entity in northern Iraq in the wake of the 1991 Persian Gulf War.

Iran wages a systematic campaign to assassinate Iranian Kurdish leaders in a bid to suppress demands for full autonomy inside Iran. Both Iraqi and Iranian Kurdish leaders reject the PKK's terror tactics as well as its Marxist ideology. And neither group, unlike the Turkish Kurds, dares to demand full independence for fear of losing international support.

U.S. Pressure

To many Turks, however, calls for greater Kurdish rights within Turkey, the reluctance of European countries to ban PKK front organizations within their boundaries as well as U.S. support for the Iraqi Kurdish opposition against Saddam Hussein are all indications of Western support by design or default for the emergence of an independent Kurdish state.

"The United States is using the PKK to exert pressure on Turkey to become more amenable to the idea of an independent Kurdish state in northern Iraq," says Mr. Kaynak, the former Turkish intelligence official.

Assuming that U.S. policy is likely to remain supportive of the Iraqi Kurds, Mr. Kaynak, as well as a vocal minority of other Turkish and Western analysts argue that legalization of the PKK, a general amnesty for PKK activists, full autonomy for Turkish Kurds and enhanced Turkish support for the Iraqi Kurds could pre-empt the escalation of the Kurdish war and the emergence of a unified Kurdish national movement.

Certainly, Mr. Mahmoud and some Turkish and Western experts believe that economic and cultural incentives may no longer be sufficient to pacify the Turkish Kurds.

"Our main problem is that we are under the hegemony of foreign states," Mr. Mahmoud says. "We are losing our identity. Without being able to be a Kurd, life has no meaning."

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0312 4 I 0079 TUR /AFP-LR32

Turquie-Kurdes

Huit tués dans l'est anatolien

ANKARA, 13 juil (AFP) — Huit personnes ont été tuées lundi soir et mardi par des rebelles kurdes dans l'est du pays, a rapporté l'agence turque Anatolie.

Un groupe de rebelles a pris d'assaut lundi soir un chantier des PTT turques, tuant trois opérateurs dans la province de Bingol.

Un autre groupe a attaqué mardi des passagers de trois minibus près de Sason (province de Batman), tuant cinq d'entre eux.

YM/sp

AFP 131717 JUL 93

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse

FRA0092 4 I 0313 IRK /AFP-DX90

Irak-kurdes-ONU

Les volontaires étrangers au Kurdistan mis en garde contre d'éventuelles représailles de Bagdad

ERBIL (Irak), 14 juil (AFP) - Le "gouvernement" kurde irakien et l'ONU ont conseillé au personnel humanitaire étranger travaillant dans le nord de l'Irak qui échappe au contrôle de Bagdad d'observer des consignes de sécurité dans leur déplacement, craignant des "actes de représailles" irakiens, a-t-on appris de mercredi de source kurde.

Le directeur de la police kurde à Souleimanieh Faëk Taoufik a déclaré à l'AFP que "selon nos sources, les agents irakiens projettent d'attaquer des étrangers pour se venger de l'attaque ayant visé récemment Bagdad et du conflit qui l'oppose à l'ONU" au sujet de l'installation de caméras de surveillance sur deux sites d'essai de missile, a-t-il affirmé.

Des responsables de l'ONU ont demandé, lors d'une réunion avec des représentants d'organisations non gouvernementales à Souleimanieh, que leurs membres s'abstiennent d'emprunter pour le moment des routes proches de la ligne de démarcation séparant les régions sous contrôle du "gouvernement kurde" de celles relevant de Bagdad, a-t-on ajouté.

Le "gouvernement" kurde a été formé dans le nord de l'Irak à la suite de la proclamation, à la fin de 1992, d'un Etat fédéré kurde qui n'a pas été reconnu par la communauté internationale. Ce gouvernement contrôle une partie seulement du Kurdistan irakien.

Le 27 juin dernier, les Etats-Unis ont tiré des missiles sur le siège des services de renseignements irakiens à Bagdad, faisant six morts.

Quelque 190 gardes de l'ONU sont déployés actuellement dans le Kurdistan pour assurer la protection des activités humanitaires de l'organisation. Celle-ci, qui a réduit récemment leur nombre, pour des raisons budgétaires, espère pouvoir y poster 300 gardes au total une fois leur financement assuré.

ls/but

AFP 141023 JUL 93

A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse

ECF0341 4 F 0164 RFA /AFP-RY73

Eco.-tourisme

L'Allemagne met en garde contre les vacances au Kurdistan turc

BONN, 14 juil (AFP) - Le ministère allemand des Affaires étrangères a mis en garde mercredi dans un communiqué ses ressortissants contre les vacances "dans les provinces sud-est de la Turquie", évoquant implicitement les dangers que la rébellion kurde fait courir aux touristes.

Le communiqué cite comme dangereuses les provinces de Hakkari, Sirtak, Mardin, Siirt, Bitlis, Van, Diyarbakir, Adiyaman, Elazig, Bingol, Mus, Batman et Tunceli dans le sud-est, ainsi que Igdirdir et Agri dans le nord-est.

Fin juin, les agences de voyage allemandes avaient enregistré une vague d'annulation des réservations pour la Turquie, après le triple attentat d'Antalya où neuf touristes allemands avaient été légèrement blessés.

Quelque deux millions d'Allemands devaient passer leurs vacances d'été cette année en Turquie contre 1,7 millions l'année dernière, selon des sources touristiques.

cpb/csa/ru

AFP 141912 JUL 93

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse

FRA0329 4 IA 0206 TUR /AFP-XM13

Turquie-kurdes

Le quotidien pro-kurde Ozgur Gundem autorisé à paraître de nouveau

ISTANBUL (Turquie), 15 juil (AFP) — L'interdiction de parution prononcée mercredi contre le quotidien pro-kurde Ozgur Gundem (Libre ordre du jour) par un tribunal d'Istanbul a été levée quelques heures après par le même tribunal, a-t-on appris jeudi auprès du journal.

Mme Gulden Kisanak, rédacteur en chef du quotidien, a précisé que le journal avait demandé le jour même la levée de cette interdiction, prononcée pour négligence bureaucratique, après avoir complété des documents concernant son personnel.

Selon la décision juridique, le journal avait été interdit de publication pour avoir donné une "adresse privée erronée" de son directeur de publication, une négligence passible d'une amende maximum de 15.000 livres turques (8 F environ).

"La décision d'interdiction a été levée rapidement, ce qui a évité un scandale juridique", a déclaré à l'AFP Mme Kisanak.

Ozgur Gundem est accusé par les autorités comme par la presse nationaliste d'être le porte-parole du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) principale organisation kurde en lutte armée contre le pouvoir central d'Ankara depuis août 1984.

KG/ym/ms idf

AFP 151822 JUL 93

FINANCIAL TIMES — July 16, 1993

Turkey outlaws pro-Kurds party

By John Murray Brown
in Ankara

TURKEY'S constitutional court has outlawed the Kurdish-backed People's Labour party (HEP), ending the possibility of informal dialogue with the rebel Kurdish Workers party (PKK).

The court move came at the end of a week of intense consultations between the government and political parties to find a common stance on the

Kurdish rebellion.

The judgment coincides with violent clashes in the Kurdish south-east where security forces are stepping up operations against PKK rebels fighting a nine-year campaign for Kurdish independence.

The 18 HEP deputies elected in 1991 formed a new party last week, pre-empting the court decision. Nonetheless, the court move also calls for the withdrawal of parliamentary immunity for Mr Fehmi Isik-

lar, the respected former chairman of HEP who could now face serious charges related to party activities.

The HEP is the nearest thing to an explicitly Kurdish nationalist party and is popularly seen as a PKK front - a charge some HEP deputies have not been too anxious to contest.

The ruling is likely to be exploited by Kurdish hardliners as well as politicians and those in the Turkish military who view any lifting of restric-

tions on Kurdish television and newspapers as concessions to terrorism.

The court move will fuel further frustration among ordinary Kurds at the failure of the government to push on with reforms in the wake of a short-lived rebel ceasefire in March.

The latest events coincide with signs of a shift in PKK tactics with the kidnap of two tourists, one British and one Australian, and an attack on a hotel in western Turkey.

Libération — 16 juillet 1993

L'Iran négocie avec les chefs du Kurdistan irakien

Une délégation de responsables politiques et de membres des services de renseignements iraniens se trouve depuis mardi dans le Kurdistan irakien. L'armée iranienne bombardait encore il y a peu les frontières de cette région, provoquant l'exode de près de 20 000 réfugiés kurdes iraniens. Selon le journal iranien *Salam*, les émissaires ont rencontré mercredi les deux principaux chefs kurdes d'Irak, Massoud Barzani et Jalal Talbani.

Selon un membre du «parlement» kurde, les discussions ont porté sur «la question du commerce»

et «la sécurité à la frontière». L'Iran, en échange, semble avoir obtenu que les guérilleros kurdes iraniens réfugiés le long de la frontière s'en éloignent. Téhéran, en effet, accuse le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) de mener des actions «terroristes» en Iran à partir de l'Irak. «Ce n'est pas exact. Les guérilleros du PDKI s'abstiennent de toute attaque depuis le Kurdistan d'Irak pour ne pas gêner le gouvernement kurde irakien», nuance un intellectuel kurde réfugié en France. Reste qu'en voulant jouer coûte que coûte un rôle au Kurdistan et participer aux discussions en cours, Téhéran vient de légitimer le gouvernement kurde irakien. «C'est une erreur fondamentale», indique le même intellectuel. A long terme.

J.-P. P. (avec AFP)

HEP closure creates row

✓ *Işıklar: Court verdict violates the essence of democracy, I feel sorry for the judges*

✓ *If immunity lifted, acting Parliament speaker to face demand for capital punishment*

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey's Constitutional Court, closing down the country's first legal pro-Kurdish party on Thursday, is seeking now to strip Parliament acting Speaker Fehmi Işıklar of his immunity so he can be put on trial with a demand for capital punishment -- for a speech he made in late 1991.

Işıklar on Thursday declared the verdict was against the essence of the Constitution and said he was sorry for the judges who, he implied, had taken the decision under political pressure.

The court decision rules that Işıklar and three former founders of the People's Labor Party (HEP), Feridun Yazar, Ahmet Karataş and Ibrahim Aksoy, are responsible for the behavior and speeches which led to the closure of the party.

On Thursday, the first to defend the decision was Turkey's Justice Minister and Social Democrat Peoples' Party (SHP) Deputy Seyfi Oktay, who said the Constitutional Court was the most important guarantee of the regime and the superiority of law. "It is everyone's duty to show respect for its decisions," he said.

Işıklar, a deputy from the SHP which he joined after he quit HEP, is said to have days until the court decision is relayed to the parliamentary chairmanship. But Parliament has no right to reject the Constitutional Court decision. Neither does he or the

other defendants have the right to appeal the verdict since the court is the most superior judicial body in Turkey. Parliament Speaker Hüsametdin Cindoruk said he will study the rules and regulations and then decide on what action to take on the Işıklar case. Cindoruk said no one has the right to challenge the verdict of the court to close down a party and such applications also exist in other Western democracies. He said, however, the Constitutional Court should not be able to unseat a deputy. "The decision against Işıklar was not taken by the supreme court after he was tried for a criminal offense." According to current laws, the group will face a prosecutor's demand for the death sentence and a trial for attempting to divide Turkey.

Işıklar reacting to the verdict said he was happy that he had until now struggled for the unity of the Turkish and Kurdish people, for human rights, freedom and democracy and that he had never been accused of any criminal offenses.

He lambasted the verdict as unjust saying he had been denied the right to defend himself and that the court had accepted tape recordings of his speeches as evidence where as this was illegal. Işıklar explained he had attempted to defend himself at the supreme court but was turned down because he was not a HEP member.

He said the recordings of his speeches were defective and even court files showed this. "Yet these recordings were used as evidence against me and the party. This is impermissible." Işıklar, also the deputy speaker of the Parliament, asked for caution and calm and stressed he had been imprisoned by the military for four years after the 1980 coup, he had been threatened by capital punishment before but had ended up being elected to Parliament. "They may take away my parliamentary seat but I will be back here with another title," he said. Işıklar, also a veteran trade unionist, said the Constitutional Court had objected to his campaign speeches prior to the 1991 elections but added that "these were the speeches that won support and I was thus elected by 85 percent of the votes in my district."

Işıklar said the Constitutional Court had passed its verdict against him according to Article 84 of the Constitution on the parliamentary membership of citizens. "This article is a shame for a democracy and has to be changed," he stressed. Işıklar said the article prevents deputies from resigning from their parties and joining other political groups so it forces deputies to quit parties, set up new political parties and then disband this party to be able to join a party of their choice. "This creates farcical situations and makes a mockery of this article of the Constitution," he warned.

He said the Kurdish issue can only be solved in a democratic environment through free debate and through peaceful means. "It is an honor to see that they are taking my parliamentary seat because of my struggle for democracy. Yet it is also a very sad thing for our country that such people will be victimized for their views," he warned.

Meanwhile legal experts reported 18 former HEP deputies who left the party earlier

to save their seats and joined the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) will not be affected by the supreme court verdict. They said the 18 deputies had not yet joined the HEP when the prosecutor launched the court case for the closure of HEP. The court case against HEP was launched on July 3, 1992, while the deputies joined the party July 7. Reacting to the court verdict, President Süleyman Demirel told a group of journalists: "There is not much to do to save Işıklar. He was the most moderate, most civilized and most approachable person among the former HEP deputies." Social Democrat People's Party (SHP) Secretary-General Cevdet Selvi said the fact that a deputy is losing his parliamentary seat through a court verdict is anti-democratic. He said Article 84 of the Constitution "which is a threat to democracy" should be amended.

Former Justice Minister and Motherland Party Gümüşhane Deputy Oltan Sungurlu told the Turkish Daily News he does not feel Işıklar was the person to be persecuted. "He is the most moderate person among the pro-Kurdish deputies. He was a member of the party which committed a crime but then he was elected as deputy from another party. There is a legal contradiction here." Motherland's Mehmet Keçeciler said if people take up arms and fight against the state then they should be punished. "But if people set up political parties to promote their views, then we should not oppose this."

Motherland Denizli Deputy Hasan Korkmazcan said Işıklar should not lose his parliamentary seat. "He was a member of HEP before the 1991 elections and that was when he allegedly committed a crime. So he was found guilty of what happened then. He was also a deputy at the time so the court verdict should affect his position at that time. Later on he was elected deputy again but from another party. He cannot lose his seat twice."

Boosting illegality

Meanwhile, sources close to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) said on Thursday the decision to close HEP was expected to be followed by intimidation and harassment of the Democracy Party (DEP) deputies.

They said the developments actually supported PKK leader Abdullah Ocalan's argu-

ment that Turkey was blocking all legal attempts to solve the Kurdish issue.

One source pointed out that PKK would now use this excuse to boost its armed activities and to attract more recruits to its ranks for an illegal struggle. He said the organization leadership would be building on this development.

Early this year, PKK leader Abdullah Öcalan claimed Turkey had adopted a policy of "Special Warfare" on the Kurds and this would involve blocking all legal attempts at realizing the Kurdish identity.

Senior military commanders argue that demands for Kurdish cultural and language rights are but part of the PKK's step-by-step plan to divide Turkey. They say recognition of the Kurdish "identity" would turn the Kurds, a population of about 10-12 million, into a nation.

Big operation

ANKARA- SABAH reported that F-104 and F-5 warplanes and Cobra helicopters are bombing PKK (outlawed Kurdistan Workers' party) hideouts on Mount Cudi and Mount Gabar. Security forces have launched a big operation against the PKK in the Şırnak region, using house-to-house searches. In line with advice they have received from their leaders, PKK militants are avoiding close contact with security forces and are trying to flee the region. There are reports that security forces have blocked the escape paths PKK militants use when trying to reach their camps in Iran and Iraq.

Prime Minister Çiller never considered political solution

- PM denies "Kurdish problem," places hopes on military
- Kurdish MPs fear campaign rapidly turning on civilians

Turkish Daily News

ANKARA- Pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies, who on Wednesday held a meeting in Parliament with Prime Minister Tansu Çiller, denied reports that she had suggested a political solution to Turkey's Kurdish issue. They said Çiller's talks with opposition party leaders were bent on getting views and not exchanging opinions.

DEP deputies told the TDN on Thursday that the prime minister appeared not to have any clear-cut impression on what to do on the Kurdish problem and despite her soothing remarks, appeared to have left the whole issue to the military.

"She came and repeatedly said she felt as actually proposing a process that will lead to the country's division," Kırca stated. Baki

Tug and Kadir Güçlü also spoke on the same subject.

Çiller, meanwhile, said she had not proposed radio or television broadcasts in Kurdish, when she responded to their criticisms.

She said: "These proposals are being made by others. What I did was to ask whether they would consider debate on this useful. These are different statements. Plus, we can never mean autonomy when we talk about a

political solution. I am speaking about developing a solution encompassing political developments, the formation in northern Iraq included. You should have make your judgement after listening and understanding, but you speak without reading or fully comprehending the issue. Don't talk nonsense."

It was reported that the DYP group reacted against Çiller's statement. Afyon Deputy Ethem Kelekci reportedly said, "We are not your servants."

Çiller walked out of the group meeting at this point saying she had work to do, and leaving behind a tense atmosphere.

Çiller: Turkey to reconsider policy toward Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller said on Thursday that Turkey's policy towards Iraq would be reconsidered in a detailed manner in the coming days.

While not elaborating on this, Çiller said only that the government's policy would have to be based on the requirements of Turkey's interests.

Çiller nevertheless indicated that Iraq would still have to comply with the requirements of U.N. resolutions, and thus signalled that a radical change in Ankara's policy towards Baghdad was not in the making.

Addressing the parliamentary group meeting of her True Path Party (DYP), Çiller touched on a number of foreign policy issues on the agenda.

Regarding the crisis over Iraq's apparent refusal to comply with the U.N. call for the installation of cameras on missile testing sites, Çiller said the Turkish government was approaching the issue from the perspective of the need by Iraq to comply with the Security Council decision.

Concerning internal developments in Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC), Çiller pointed out these should be resolved in a democratic way without harming the Turkish Cypriot cause.

On Azerbaijan, Çiller said the Turkish government was still supporting the country's hasty return to constitutional order. She added, meanwhile, that there had been no change to the pipeline agreement between the Turkish Petroleum Corporation and the Azeri government.

As regards the Bosnian issue, the prime minister mentioned Turkey's leading role in the approval of the action plan on Bosnia-Herzegovina during the Organization for the Islamic Conference foreign ministers' emergency meeting, and added that Turkey was similarly pressing on with its efforts in the United Nations.

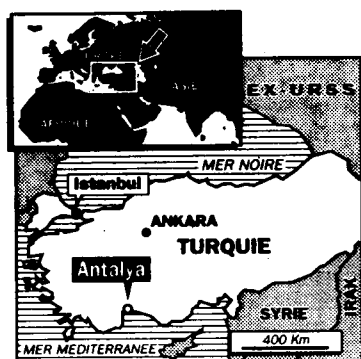
LIBÉRATION — 16 JUILLET 1993

Le site d'Antalya à l'ombre des Kurdes

Le 27 juin, trois attentats attribués au PKK frappaient la vitrine du tourisme turc. Depuis, les étrangers hésitent à faire le voyage, malgré une sécurité renforcée.

VACANCES

Chaque vendredi, pendant l'été, une promenade dans un lieu touristique rattrapé par l'Histoire.



Antalya, envoyé spécial

Serveur dans un petit café près du port, Mehmet a du vague à l'âme. Ses concitoyens sont aussi nombreux que d'habitude à s'attabler dans la fraîcheur du soir face aux caïques de bois proposant deux heures de «croisière» au large, mais les «étrangers», eux, sont beaucoup moins nombreux que les années précédentes. La crise, bien sûr, mais surtout la peur après les trois grenades lancées en ville le 27 juin qui firent 26

blessés dont 9 Allemands, 2 Suédois et 1 Finlandais.

Certains sont quand même venus, des Français ou des Britanniques pour la plupart, comme Tim, technicien en électronique à Londres. Il avait préparé depuis des mois ces vacances sur la «Riviera turque», épluchant les guides vantant la «sauvage beauté des côtes couvertes de forêts de pins» ou le pittoresque des bazars au pied du célèbre minaret de briques ocre de la grande mosquée d'Antalya. Les risques d'attentats, il n'y pense guère: «Ils ont les Kurdes, nous avons les Irlandais.»

D'autres ont eu peur, en premier lieu les Allemands. «Ils se sentent aussi mal à l'aise à cause de toutes les violences anti-Turcs dans leur pays», assure un patron de restaurant qui travailla vingt ans dans la Ruhr. Une absence qui se fait sentir: ils fournissaient bon an mal an les plus gros bataillons des touristes dans cet ancien port de pêche devenu la vitrine du tourisme turc. «Je ne vais plus très souvent flâner au centre-ville, on ne sait jamais», reconnaît Hans, quadragénaire ingénieur de Düsseldorf, qui préfère rester à l'intérieur de l'enceinte de son village de vacances, dans une pinède à une vingtaine de kilomètres du béton et de la foule de ce poussiéreux Rimini à l'anatolienne, qui incarne les rêves de vacances ou de retraite au soleil de la middle class turque.

Au Club Méditerranée «Palmiye», (Palmiers) à 30 km à l'ouest d'Antalya, les mesures de sécurité ont été renforcées, avec doublement des gardiens, pour la plupart anciens policiers en retraite, fouille des employés turcs au portail et interdiction d'entrée pour tout visiteur non annoncé. «Beaucoup d'Allemands ont purement et simplement annulé leurs réservations. Les hôtels et les villages de vacances spécialisés dans cette clientèle sont au bord de la banqueroute», témoigne un des animateurs du Club Med.

«La chute par rapport à l'année dernière n'a pas dépassé 20%, et dès la mi-juillet je suis sûr que tout sera revenu à la normale», assure, optimiste, Adnan Koseoglu, directeur de l'Office du tourisme.

Il y a trois semaines, des terroristes avaient lancé trois grenades dans trois points de la ville: le parking du Sheraton, le jardin d'une petite pension et la rue Donerciller, une venelle du centre-ville pleine de restaurants débitant à la chaîne kebabs, boulettes et autres *warme turkische vorspeisen*. Les auteurs de l'attentat n'ont pas été arrêtés. Personne d'ailleurs n'a revendiqué l'attaque que les enquêteurs attribuent aux «séparatistes kurdes». Le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, depuis huit ans en guerre ouverte avec Ankara, avait annoncé quelques jours plus tôt vouloir lancer une offensive contre l'industrie touristique turque

qui représente désormais la deuxième source de devises pour le pays. L'an dernier, plus de sept millions de touristes ont visité le pays, apportant quelque 3,639 milliards de dollars (environ 21 milliards de francs). Tous les tours opérateurs sont d'accord: la Turquie a le vent en poupe. Les autorités pariaient sur neuf millions de visiteurs cette année...

«Nous avons doublé les forces de police, et mon ministère a entraîné du personnel de sécurité pour les hôtels, mais nous ne pouvons pas faire grand-chose face à des attentats aveugles dans la rue», affirmait dans une conférence de presse le ministre du Tourisme, Abdulkadir Ates, qui ne croit pas à une multiplication de tels attentats: «Le PKK n'a même pas osé revendiquer cette attaque contre des touristes; il sait qu'il se mettrait à dos les opinions publiques et les gouvernements occidentaux.»

Les autorités d'Antalya tentent maintenant de récupérer le terrain perdu. «Notre stratégie, c'est la prévention dans la discrétion: personne ne souhaite passer des vacances sous haute surveillance», affirme Adnan Koseoglu. Des gardiens ouvrent les sacs à l'entrée des grands hôtels. Des policiers avec talkie-walkie patrouillent les ruelles du bazar. Les premiers visés sont les Kurdes. Il y en a quelques milliers, arrivés avec le démarrage du grand boom touristique dans les années 80 pour travailler dans la construction de ces centaines d'hôtels et immeubles qui barrent le front de mer et encerclent les quelques ruelles de la vieille ville ottomane. Le propriétaire d'une petite pension constate, lapidaire: «Ils ont trouvé ici une vie beaucoup plus facile que dans l'Est; s'ils veulent un Etat kurde, ils n'ont qu'à retourner d'où ils viennent.»

Marc SEMO

FRA0323 4 I 0183

Turquie-Kurdes

Trois enfants et trois rebelles kurdes tués dans le sud-est

ISTANBUL, 17 juil (AFP) — Trois enfants ont été tués par une mine et trois rebelles kurdes ont trouvé la mort samedi lors d'accrochages avec l'armée turque dans le sud-est de la Turquie, a rapporté samedi l'agence semi-officielle Anatolie.

Les trois enfants, âgés de 9 à 12 ans, étaient entrés dans la zone minée sur la frontière turco-syrienne près de Nusaybin (province du Mardin). Un enfant de 9 ans a également été blessé par l'explosion d'une mine.

Une grande partie de la frontière turco-syrienne a été minée par l'armée turque, afin d'empêcher l'infiltration des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et des trafiquants.

Trois militants de PKK ont été tués samedi par les forces de l'ordre lors d'une série d'accrochages dans le sud-est, a annoncé la préfecture d'état d'urgence (chargée de coordonner la lutte contre le PKK).

Le PKK mène contre le pouvoir turc une guerre sanglante qui a fait plus de 6.500 morts depuis 1984 dans le sud-est du pays.

KG/bw

A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE — A.F.P. — AGENCE FRANCE PRESSE —

Saturday, July 17, 1993

turkish daily news

Turkey upgrades operations on terrorism

- Troops supported by air power, mechanized divisions
- Opposition deputy calls for arming of villagers

Turkish Daily News

ANKARA- Amid an official denial that a "Kurdish problem" exists in Turkey, troops supported by fighter aircraft and mechanized divisions have launched a major operation in the troubled Southeast region.

Reports from the area have it that concentrated operations are underway on the Cudi, Gabar and Tanin mountains aimed at the mountain forces of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The operations coincide with Prime Minister Tansu Çiller's announcement on Thursday that there is no Kurdish problem in Turkey and that even if it takes some time, the military will be able to deal with the current terrorist threat.

On Friday, the semiofficial Anatolian news agency reported two massive operations launched in the eastern province of Bingöl where, in the month of May, PKK militants massacred more than 30 off-duty soldiers.

Officials were quoted saying that troops were searching for the separatists who were encircled in the Ayi forests near the Bingöl-Elazığ provincial border.

They said a group of around 50 militants were assumed to be in the area and a total of 70 to 80 teams consisting of gendarmerie soldiers, special crack teams and commandos were advancing. They are also receiving air support, the agency noted. According to news from the region, planes bombed the forest at midnight on Thursday night and continued their sorties for about seven hours, after which cannons were used to flatten out the area. From Friday morning onwards the teams began to advance carefully, thoroughly searching the area for the militants. As this operation continued, military aircraft bombed the Şeytan (Devil) mountains in the north of Bingöl, at the Erzurum provincial border. Planes early Friday morning attacked the area. Sources said eight aircraft continued bombing for two hours.

There was also increased military activity around the town of Cizre and the provincial center of Şırnak in the Southeast, where separatist attacks have frequently been reported in the past.

In and around the eastern province of Bitlis, security forces launched a massive campaign to place all roads under their control following several PKK attacks. Mechanized units and armoured vehicles patrolled all roads around the clock to prevent the separatists from coming down from the mountains. Bitlis' provincial security commander, Gen. Korkmaz Tağma, said troops had mined at least 18 areas to protect military stations from terrorist attack. Anatolia said Turkey was also giving weight to counter-propaganda efforts and was distributing communiques in the region explaining to the local Kurds that the PKK was an Armenian organization in origin, that it raped young girls, and that it had completely banned practice of the Islamic religion. Regional sources say tension is high throughout the Southeast in fear that the operations will also concentrate on civilian settlements.

Fear was fanned further with pro-Kurdish publications claiming that

troops in a village of Ağrı province killed eight civilians last week in a house which they set to fire. This attack was allegedly in retaliation for a PKK raid on a local military station.

■ On Friday, pro-Kurdish Democracy Party (DEP) Siirt Deputy Zübeyir Aydar claimed to TDN that the local security forces had changed their tactics and were using civilians as a shield against the separatists.

"We have news that in several areas this is happening," Aydar said. "They have informed villagers that if the PKK attacks their troops or stations, they in turn will attack the villages. We have reports of villagers pleading with local PKK commanders to stop their activities."

More than 6,300 people have died in the PKK's armed campaign which began in 1984, but the death rate has increased dramatically over the last two years. Ankara currently maintains its position that Turkey is not challenged by "a Kurdish problem" and that activities are purely of a terrorist nature. The argument is that since this is the case, the problem can only be dealt with by military policies.

Işıklar may have months until losing MP status

- Deputies resisting to change controversial Article 84

Turkish Daily News

ANKARA- Deputy Parliament Speaker and Social Democrat Peoples' Party (SHP) Deputy Fehmi Işıklar may have months, perhaps up to four or five, until he loses his parliamentary position and goes on trial, facing a demand for capital punishment due to a speech he made two years ago.

Referring to a Constitutional Court decision closing down Turkey's first legal pro-Kurdish Peoples' Labor Party (HEP) and terminating Işıklar's status as deputy, Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk said on Friday he would only take the necessary action after receiving the detailed verdict. Legal observers said it would take about four to five months for the court to dictate its decision in detail and send it to Parliament. This would give parliamentarians optimum time to review Article 84 of the Turkish Constitution which is held responsible for Işıklar's change of status.

On Friday, the head of Turkey's Constitutional Court, Yekta Güngör Özden, said that instead of criticising the court decision, people should criticise the text which has led to that decision. He said that the court did not terminate the parliamentary status of anyone but that Article 84 of the Constitution automatically worked.

He implied there were neither political nor personal reasons behind the verdict which was issued fully in accordance with the law. "Fehmi Işıklar's in-law is the brother-in-law of my brother-in-law," explained Özden. Referring to a Turkish proverb, he added he would hang his father if the book calls for it. He added the court was acting fully in accordance with the laws.

Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk said, meanwhile, that the court decision would be evaluated only when the detailed script arrived and was published in the Official Gazette. He said there was no legal obstacle for Işıklar to continue his duties as a

Diyarbakır deputy.

According to political observers in Parliament, the only way to save Işıklar and others from meeting the fate of being removed from a seat they have been elected to is to have Article 84 changed. However, the required support for such an amendment seems to be lacking.

The SHP's previous proposal to amend Article 84 is only supported by the Republican Peoples' Party (CHP), the Welfare Party (RP) and the Democratic Left Party (DSP). In order for the change to take place, the ruling True Path Party (DYP) and the main opposition Motherland Party (ANAP) also need to support the amendment.

On Friday, DYP acting group Chairman Tarhan Tayan said his party would evaluate the SHP amendment draft but sources said there were different views on the issue within the party. In the DYP's own constitutional amendment proposal, the article with regard to losing parliamentary status is not being changed. According to ANAP acting group Chairman Ülkü Güney, amending Article 84 "appears to be difficult" and deputies are reacting adversely to such changes aiming only to benefit one deputy. "Nothing else can be done," he said. "The decision of the Constitutional Court will be put into practice."

Un journal pro-kurde menacé d'interdit en Turquie

gamk — 17-18 juillet 1993

La Turquie a encore fait la démonstration de son attachement au principe de la liberté de la presse en faisant planer la menace d'une interdiction de parution, mercredi, sur le quotidien de gauche pro-kurde "Ozgur Gundem" (Libre Ordre du Jour). Interdit de parution par une décision de justice tellement procédurière qu'elle trahissait sans ambiguïté ses motivations politiques, le journal a vu cette interdiction levée quelques heures après par le même tribunal. Ironie, c'est pour "négligence bureaucratique" que le tribunal istanbulite chargé de l'affaire a condamné le journal à suspendre momentanément sa parution. Selon la décision de la justice turque, dont on sait combien elle est pointilleuse en matière de bureaucratie, le journal a été fermé pour avoir donné une "adresse privée erronée" de son directeur de publication, une telle "négligence" étant passible d'une amende.

Mme Gulden Kisanak, rédacteur en chef du quotidien, avait demandé le jour-même la levée de cette interdiction, non sans avoir au préalable complété des documents concernant le personnel. Le "scandale juridique" évoqué par Mme Kisanak a été frôlé de très près, d'autant que le propriétaire du jour-

nal, Yassar Kaya, n'entendait pour sa part pas se soumettre à une décision dont il a dénoncé l'arbitraire; il avait annoncé son intention de continuer à faire paraître son journal "sans interruption", qualifiant de "décision politique" l'interdiction de publication visant selon lui "à intimider" le journal, "le seul à donner des informations s'échappant des sentiers battus de l'idéologie officielle".

Il n'est un secret pour personne en Turquie qu'"Ozgur Gundem" est dans le collimateur des autorités d'Ankara, qui l'accusent de véhiculer des thèses "pro-kurdes" portant atteinte à l'intégrité de l'État turc. Le journal est dénoncé par les autorités comme par la presse nationaliste comme étant le porte-parole du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK); il est accusé en d'autres termes de collaborer avec les "terroristes" kurdes, et à ce titre, il est régulièrement la cible de mises en garde et de menaces à peine voilées.

Si la Justice turque a fait machine arrière, la situation de ce journal n'en est pas moins de plus en plus inconfortable en ces temps de guerre ouverte entre les autorités d'Ankara et le PKK, qui autorise le gouvernement turc à sacrifier la liber-

té de la presse sur l'autel de la "lutte contre le terrorisme". Quelque quatorze journalistes, pour la plupart kurdes ou pro-kurdes, ont déjà payé de leurs vies cette politique visant à mettre hors la loi la question kurde et ceux qui y consacrent leurs enquêtes et à les mettre au ban d'une profession dont les statuts méritent de toute manière clarification.

Le journalisme en Turquie a payé un lourd tribut à une liberté de la presse constamment menacée par les interdits que veulent lui imposer les autorités turques, au nom de la lutte contre le terrorisme. L'opération d'intimidation dont a fait l'objet "Ozgur Gundem" illustre cette fragilité de la presse turque, dès lors qu'elle dévie aussi peu que ce soit du dogme kémaliste. L'État turc, qui est déjà sur la sellette en raison de ses violations répétées dans le domaine de la liberté de la presse et qui peut s'honorer de figurer parmi les pays où l'exercice de la profession de journaliste est jugée le plus dangereux, ne contribuera certainement pas à rehausser son image s'il persiste dans ses efforts pour museler les journalistes ou les organes de presse coupables du seul "délit d'opinion".

Turquie LA RÉPRESSION AU KURDISTAN ET LES ACTIONS DE PROTESTATION DU PKK

Le 24 juin, l'organisation nationaliste kurde PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) a organisé des actions de commando dans certaines grandes villes d'Europe, telles que Munich, Marseille, Berne, Genève, etc. A Berne, l'attaque de l'ambassade de Turquie s'est soldée par un mort, un militant du PKK, et un blessé grave, suite à des échanges de coups de feu entre le personnel de l'ambassade et les militants du PKK. Par ces actions, le PKK cherchait sans doute à briser le mur du silence qui se fait autour des massacres et de la répression exercée par l'armée d'Ankara dans les régions kurdes de Turquie.

LUTTE OUVRIÈRE — 2 juillet 1993

En effet, depuis plusieurs semaines, dans le sud-est de la Turquie, des opérations de répression ont eu lieu, qui se sont déjà soldées par plusieurs dizaines de villages rasés, plusieurs centaines de personnes tuées, des tortures... Aux actions du PKK, l'armée turque répond par un terrorisme d'Etat à grande échelle. On parle même de l'imminence d'une opération de grande envergure qui viserait à écraser complètement le PKK, mais aussi, à travers lui, toute envie de la population kurde de Turquie de s'affirmer en tant que telle.

On ne peut que se sentir

sofidaire du peuple kurde, qui subit depuis des décennies l'humiliation de l'armée et des autorités turques. Bien sûr, malgré son sigle à faucille et marteau, le PKK, qui a opté pour la lutte armée sous forme de guérilla depuis 1984, n'a rien d'une organisation qui représente les intérêts des travailleurs kurdes. Cette direction nationaliste, qui comme bien d'autres a puisé dans les méthodes staliniennes, ne demande aux travailleurs kurdes que d'être des exécutants de sa politique, en donnant une partie de leur salaire de gré ou de force et en quittant les usines pour "rejoindre la guérilla", organisation sur laquelle les travailleurs n'ont aucun contrôle et qui n'est en rien une organisation révolutionnaire prolétarienne.

Dans certaines régions rurales où ces dernières années des propriétaires féodaux ont quitté leurs domaines pour les grandes villes et où les paysans kurdes ont saisi l'occasion pour occuper les terres,

ils se sont trouvés face aux cadres du PKK qui leur ont expliqué qu'il ne fallait pas occuper ces terres car "elles appartenaient à des Kurdes comme eux". Leurs propriétaires avaient accepté de payer un "impôt" au PKK et avaient ainsi obtenu la protection de leurs biens par ce "parti des travailleurs" !

Le PKK a sans doute constaté ces derniers temps que sa progression marquait le pas. D'autre part, il espérait sans doute par l'intermédiaire de Talabani (dirigeant kurde de l'Irak du nord et homme de confiance des pays impérialistes, surtout les USA), se voir concéder une petite place sur l'échiquier politique de la Turquie. Une partie de la classe politique turque a cru ou fait semblant de croire que cette solution politique associant d'une façon ou d'une autre le PKK serait possible. Fondant son espoir là-dessus, le PKK avait déclaré un "cessez-le-feu" unilatéralement le 20 mars, prolongé le 16 avril

bien que l'armée turque ait continué ses opérations militaires.

Aujourd'hui, face à la reprise de l'attaque généralisée de l'armée, le PKK se retrouve le dos au mur. C'est sans doute la raison des opérations menées le 24 juin en Europe. Et dans les semaines qui viennent, le PKK aura peut-être de nouveau recours à ce genre d'actions. Malheureusement, il est probable qu'elles ne changeront rien à la complicité des dirigeants impérialistes avec le régime d'Ankara. Par ailleurs, en s'en prenant aux institutions turques, elles risquent surtout de créer pour la bourgeoisie turque une situation favorable pour creuser un fossé entre Turcs et Kurdes.

C'est pourtant de ce côté-là, et en particulier du côté de la classe ouvrière turque, que le peuple kurde pourrait en priorité trouver des alliés. Mais ce n'est visiblement pas ce que vise le PKK.

Julien SILVA

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence

Tourisme-Eco.

Turquie/Attentats à Antalya: la mafia pourrait être impliquée (presse)

ANKARA, 19 juil (AFP) — La mafia turque pourrait être impliquée dans les attentats à la grenade de samedi soir à Antalya faisant un mort et deux blessés contre trois hôtels, rapporte la presse turque lundi.

La mafia pourrait également être à l'origine de ceux-ci en raison de concurrence entre hôtels de même catégorie qui manquent de clientèle notamment après le triple attentat à l'explosifs, il y a trois semaines, qui avait fait 23 blessés dont des touristes étrangers dans le centre d'Antalya, indique la presse lundi citant des responsables.

Les explosifs de fabrication "russe", selon les enquêteurs cités par la presse, ont été lancés d'une Mercedes blanche sans numéro minéralogique, d'un minibus portant une fausse immatriculation ainsi que deux motocyclettes recherchés par la police qui avait arrêté 13 personnes dimanche, selon la même source.

Les attentats n'avaient pas été revendiqués jusqu'à lundi matin, mais leur responsabilité a été dans un premier temps attribuée aux rebelles kurdes de Turquie par les enquêteurs.

La presse turque avait avancé le chiffre de 150 millions de dollars de perte causée par quelque 60.000 annulations de réservations après l'attentats du 27 juin.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) avait annoncé une "guerre totale" et notamment contre les intrêts turcs à l'étranger et les sites touristiques en Turquie en levant le 8 juin dernier le cessez-le-feu unilatéral qu'il avait proclamé mi-mars.

YM/AFP/tj

Entre terrorisme et répression

Turquie : la population kurde en otage

En six mois, les affrontements ont fait 831 morts dans le sud-est du pays. Officiellement.

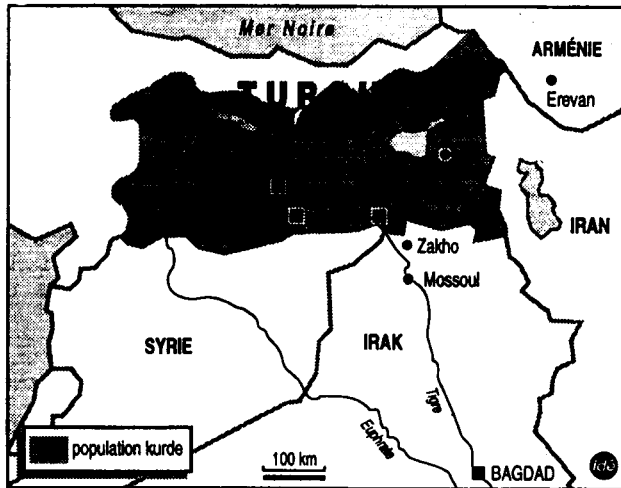
DIYARBAKIR (sud-est de la Turquie) :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

Six portraits dominent la salle de rédaction locale d'Özgur Gundem, au premier étage d'un immeuble lépreux de Diyarbakir, capitale administrative du Kurdistan de Turquie : ceux des six journalistes du quotidien assassinés depuis la création de celui-ci, il y a un an, à Istanbul.

L'un d'eux, Hafez Akdémir, un homme jeune au regard triste, nous avait accueilli l'an dernier en parlant d'un de ses reporters récemment abattu. Cinq autres employés de ce journal pro-kurde - mais écrit en turc - ont également été victimes de tueurs anonymes. Hier, à Istanbul, Davut Karadag, son rédacteur en chef, a été écrasé pour « propagande séparatiste », c'est-à-dire pour l'indépendance des régions de Turquie peuplées en majorité de Kurdes. Mercredi, un magistrat avait, pour une irrégularité administrative vénielle, tenté d'interdire la publication.

« Demir », un tout jeune reporter, vient d'entrer dans le bureau aux six portraits. Chaussures sans lacets, pantalon poussiéreux et chemise de couleur vive, « Demir » sort du commissariat central. La police l'a appréhendé pendant qu'il enquêtait sur des arrestations de Kurdes. Il affirme : « Au commissariat, j'ai entendu les cris de types qu'on battait. Les policiers avaient poussé la radio au maximum pour couvrir leur voix. » Ses camarades commentent : « On n'aurait jamais dû te laisser aller seul. Nous sortons toujours à deux. Ainsi, il y en a en principe un pour prévenir en cas de pépin. »

Les troubles ont repris dans le sud-est de la Turquie en 1984. Selon le supergouverneur de Diyarbakir, Unal Ercan, ils ont, au cours des six premiers mois de cette année, fait 831 morts, dont 104 gendarmes et soldats, 279 civils, et 448 maquisards du PKK (Parti séparatiste marxiste).



Le massacre, le 25 mai, de 33 militaires en civil sur une route de la région a accéléré le « cycle » terrorisme-répression. Les pertes des forces de l'ordre ont augmenté. La tension, perceptible dans les rues de Diyarbakir et sur la route de l'Irak - où l'on compte huit barages pour trois heures et demie de route - n'est pas fortuite. La guerre du sud-est se joue à la fois dans les villes lugubres de ce pays oublié, Cizré, Sirkak ou Mardin, et dans les villages soumis, il n'y a pas si longtemps encore, au règne féodal des « Aghas ».

La hantise des « barbouzes »

En ville, les militants kurdes et les défenseurs des droits de l'homme ne sont pas tous des admirateurs du PKK et de son chef, l'Inflexible et brutal « Apo », installé, sous contrôle syrien, dans la plaine libanaise de la Bekaa. Mais tous vivent dans la hantise des « barbouzes » de la « contre-guerrilla ».

Les journalistes ne sont pas les seules victimes des tueurs de l'ombre. Hairî Veznedaroglu, un responsable du DEP (un parti pro-Kurde) à Diyarbakir refuse les rendez-vous tardifs ou trop matinaux. « Le soir, explique-t-il, les gens ne sortent pas. Ils ont trop peur d'être attaqués. Deux

Kurdes, dont un enseignant, ont ainsi été tués l'autre jour, vers vingt heures. Il ne faut jamais se promener seul. »

Pour Ahmet Erturk, vice-gouverneur des douze départements placés sous état d'urgence, « la « contre-guerrilla » n'existe pas. Ceux qui ont été tués avaient partie liée avec les organisations terroristes ». Et il ajoute : « La Turquie est, et restera, un État démocratique où la loi est respectée. »

Ce jour-là, « Ahmet Bey », comme on appelle le vice-gouverneur, va pouvoir démontrer que « le PKK ne lutte pas pour les droits du peuple kurde ». D'un coup d'hélicoptère, il se rend à Koyunlu, un hameau peuplé de Kurdes proche de Mardin, où les hommes du PKK ont fait un carnage.

Accueilli par les « gardes de village », qui ont subi l'assaut des « séparatistes », il gravit la côte qui mène aux maisons de pierre sèche. Les femmes, vêtues de robes bariolées, pleurent les cinq dernières victimes de la guerre qui n'en finit pas : un homme, une femme, deux gamines et un bébé. Les « gardes de village » n'ont à déplorer aucune perte.

Salih, 47 ans, explique : « Quand ils ont attaqué, nous avons couru aux tranchées, en position défensive. » Zair, l'ancien mukhtar (maire), précise : « Ils nous tiraient dessus. Nous avons tenté de sauver

notre peau. » Entre-temps, les tueurs, qui avaient coupé l'électricité et l'unique téléphone, faisaient un carton sur sa femme et sa fille Lemia, 15 ans, réfugiés dans la pièce principale de sa maison.

Ce matin, le village a la nausée. Nedim, un autre « garde » confie : « Les mitraillettes Kalachnikov ne suffisent pas. Les terroristes ont des fusils lance-roquettes RPG-7, des mitrailleuses et des grenades. Il faut aussi que l'armée nous soutienne plus. » Les forces de l'ordre sont arrivées trois heures et demie après la bataille.

Les paysans kurdes sont pris en tenaille entre l'État, généralement incarné par les « Bérets bleus », des commandos sans état d'âme, et les maquisards du PKK, dont le « Sentier lumineux » péruvien ne renierait pas toujours les méthodes sanguinaires.

Schéma tristement classique, Koyunlu, le hameau visité par « Ahmet Bey » a été « puni » par le PKK. D'autres villageois se plaignent des forces de l'ordre. Özgur Gundem, le journal des Kurdes, accuse les autorités de vider d'autres hameaux isolés pour priver le PKK de refuge et de soutien.

Un choix impossible

Il n'est pas seul à dénoncer ces méthodes. Hairî Veznedaroglu, du parti DEP, estime que « 500 à 600 hameaux ont ainsi été évacués depuis trois ans ».

Parfois, ajoute un intellectuel kurde, les militaires mettent les anciens devant un choix impossible : « Ou vous organisez une milice pour résister aux terroristes, ou on rase vos maisons. »

« Ahmet Bey », le vice-gouverneur, dément ces accusations en bloc : « Aucun citoyen n'est forcé à quitter sa maison ni son village. Nous ne faisons pas pression sur les hommes pour qu'ils forment une milice villageoise. Nous comptons 38 000 « gardes » aujourd'hui contre 15 000 à 17 000 il y a

deux ans et demi. Les candidatures affluent. »

Plaidoyer énergique, mais régulièrement contredit tant à Ankara que dans le sud-est de l'Anatolie... Les habitants de Diyarbakir plaignent les « déplacés » désormais contraints de vivre sous la tente, dans des baraques de fortune, ou à s'entasser chez des parents. Un intellectuel ajoute : « Ces paysans ont perdu leur champ et leur vache. Ils se rapprochent automatiquement du PKK. »

A Ankara, un ancien responsable politique kurde, interrogé : « En vidant des villages, les responsables de la sécurité marquent sûrement des points à court terme. Mais à long terme ? »

C. L.

□ Arrestation du rédacteur en chef d'un quotidien pro-kurde. - Davut Karadag, rédacteur en chef du quotidien pro-kurde *Ozgur Gundem*, a été écroué, jeudi 15 juillet, à Istanbul, sous l'inculpation de « propagande séparatiste ». Convoqué par le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat pour être entendu sur une trentaine d'articles parus dans son journal, il a été écroué à l'issue de son premier interrogatoire. - (AFP.)

Le Monde — 19 juillet 1993

Le Monde — 21 juillet 1993

Reconnu coupable de « voie de fait »

Le maire de Tarare contraint de célébrer le mariage d'un réfugié kurde et d'une Algérienne

LYON

de notre bureau régional

Jean Besson, maire (RPR) de Tarare, devra célébrer le mariage de Husnu Ozturck, un réfugié politique kurde, et de Karima Benmeridja, une Algérienne de vingt-sept ans, auquel, jusque-là, il s'était opposé sous le prétexte que la jeune femme était dans une situation irrégulière, sous le coup d'un arrêté d'expulsion (*Le Monde* daté du 18 et 19 juillet). Considérant que son refus, à diverses reprises exprimé, constituait une « voie de fait », le tribunal des référés de Lyon, présidé par Alain Jicquel, dans un jugement rendu lundi 19 juillet, l'a contraint à procéder à cette union « dans les meilleurs délais », y compris à la maternité où M^{lle} Benmeridja doit, dans les

prochains jours, accoucher. Dans ses attendus, le magistrat a relevé le « parcours d'obstacles » dressé par le maire.

Selon ce magistrat, toutes les formalités avaient été remplies avant que l'arrêté d'expulsion ne soit prononcé, le 18 juin, à l'encontre de M^{lle} Benmeridja, dont le visa de tourisme était arrivé à expiration. Mais il a aussi considéré que l'application de cette décision relevait d'une procédure pénale distincte et n'entraînait pas dans les compétences d'un maire en sa qualité d'officier de police judiciaire. Un argument dont s'était prévalu M. Besson pour ne pas se rendre « complice d'une infraction à une décision de justice ».

M. D.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence

FRA0210 4 I 0239 TUR /AFP-RA01

Turquie-Kurdes

57 morts en une journée dans l'est de la Turquie

ANKARA, 19 juil (AFP) - Au moins 57 personnes au total -dont 26 nomades et 31 rebelles- ont été tuées dimanche dans l'est de la Turquie au cours d'une attaque perpétrée par des hommes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et d'un accrochage entre des rebelles kurdes et l'armée turque, a-t-on indiqué lundi de sources officielles.

Au moins 26 membres d'une tribu de nomades kurdes, dont 14 enfants et huit femmes, ont été tués et une dizaine d'autres blessés près de Bahçesaray, dans la province de Van, dans une attaque de leur campement par des rebelles, ont annoncé des sources militaires locales.

Les séparatistes ont rassemblé les nomades avant de les mitrailler, tuant au moins 26 d'entre eux, a-t-on ajouté de mêmes sources.

Selon des responsables locaux, il pourrait s'agir d'un acte de représailles du PKK contre des familles de "protecteurs de villages" (milice pro-gouvernementale) participant aux opérations anti-séparatistes de l'armée.

Bahçesaray est situé au sud du lac de Van dans une région où les forces armées turques mènent des opérations aéro-terrestres contre les maquisards kurdes.

Au cours d'un accrochage, dimanche, près de Bitlis, sud-ouest du lac de Van, 31 rebelles ont été tués et huit membres des forces gouvernementales blessés, a-t-on appris de sources officielles, sans plus de détails.

Massive crackdown begins:

PKK confronted on three fronts

- Villagers seek shelter in larger cities as tanks and armored divisions move in
- Cross-border operation expected on Xakurk camp in northern Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- The Council of Ministers is gearing up to hold its meeting this week in the Southeastern provincial capital of Diyarbakir as troops upgrade their operations on three major fronts against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in the region. Turkey's military commanders are determined to destroy all separatist units by the end of the winter and, having received full authority from the government, have launched a massive crackdown.

Reliable sources reported on Sunday that troops were battling the separatists on three fronts throughout east and southeastern Turkey. They said the aim was to crush the mountain units of the organization, some 10,000 armed men in the region, and cut them off from the local villages.

As part of this plan, witnesses say armored divisions and tanks can be seen every five to 10 kilometers on the Diyarbakir-Habur road, linking Turkey to Iraq.

There are reports coming from the villages of Cizre and Şırnak that the settlements are being evacuated as hundreds of people fearing to end up in the middle of a cross-fire are heading for larger settlements.

In the area, accompanying the mountain operations, troops escorted by armored vehicles are conducting a village-by-village search, targeting at dealing with the PKK's civilian militia. During the weekend, operations on separatist mountain units continued around the Iraqi border as Turkish forces reportedly prepared to cross it to hit separatist camps in northern Iraq. Sources said there were PKK camps in Xakurk and Haftanin and that these would be the main target of such an operation. Local sources reported additional troop, tank and armored vehicle deployment to support the existing 140,000 security forces in the area.

Reports, often controlled by local officials, are that several mountains have been heavily bombarded in the past two days both by land and air forces.

The tactic appears to be to bomb suspected PKK shelters from the air, clear away the forest, then to launch land operations in the form of encircling separatist units and closing all escape routes.

A group of around 150 militants sheltering

on Mt. Cudi, which ranges from Turkey into Iraq, were being searched for on Sunday as operation commanders warned that if they managed to escape into Iraq, Turkish troops would pursue.

According to officials, the PKK has been recording heavy losses, especially in the area between Şırnak and Hakkari provinces. They said troops were being supported by Cobra helicopters, which are cited as the ultimate weapon against separatist units.

Local sources said, meanwhile, that new supplies of armored personnel carriers, tanks, howitzers and 500-pound bombs had reached the region. There was speculation on Sunday that the Chief of General Staff office had also ordered a further shipment of tanks, which were being moved to the area using trains.

In another battlefront, the vicinity of the eastern Gabar and Tanin Tanin mountains, tanks and cannons were spotted on village roads along with commando troops. Official sources said an operation was continuing to destroy all separatist units there. Locals reported forest burning activities to deforest the area in order to spot the separatists.

According to one source, the operation is being carried out on three fronts. The first front is Mt. Cudi, Gabar and Tanin Tanin where the PKK has most of its trained manpower. Witnesses reported seeing condensed smoke on the Cudi mountain this weekend and spotting Turkish jets carrying out numerous sorties. The second front is identified as the provinces of Bingöl, Muş and Diyarbakir. The third is the provinces of Van, Erzurum and Agri.

As if in reply to military demands to launch a mobilization for the Southeast aiming also to improve local living conditions, this week's Cabinet meeting in Diyarbakir is expected to result in major economic decisions.

According to reports reaching the TDN, the Tansu Çiller administration, which has denied a "Kurdish problem" exists in Turkey, is bent on introducing economic reforms -- in reflection of accepting that terrorism is the result of the backwardness of southeast Turkey.

Under this policy, the administration is expected to declare a series of decisions for the region. These include the

introduction of unemployment insurance for the people, granting animal husbandry credits with zero interest, incentives for tourism and to reopen facilities which have been closed for economic reasons.

Officials believe that once living conditions are improved in the Southeast, the PKK will no longer be able to recruit from among the people. Cynics argue, however, that because of the style of operations in the region, the Army may unknowingly be recruiting for the PKK.

The PKK has recently upgraded terrorist activities both in the troubled region and in other parts of the country.

On Saturday night, grenade attacks on three hotels in the Mediterranean resort city of Antalya killed one Turk and wounded two others. A terrorist attack on another hotel in the same city injured 26 people, including 12 foreigners, on June 27. Although the press has attributed both incidents to the PKK, the organization has so far failed to claim any responsibility.

An increasing number of civilians have fallen victim to the separatist campaign, which, since 1984, has claimed more than 6,300 lives.

Saturday night, a group of terrorists raided a house in the Narli village of Hakkari and killed a six-year-old boy along with a village guard.

Raiding two villages in the Eastern province of Erzurum, terrorists killed two civilians including a woman. In the Eastern oil refinery city of Batman, they burned down two schools. In Nusaybin, three children under 10 years of age died in a mine explosion which wounded another boy.

Officials said the terrorists had also sabotaged a railway bridge in Nusaybin but no casualties were reported. Another bomb planted under the Sinan Bridge on the Diyarbakir-Batman railway was discovered by security forces.

Both PKK leader Abdullah Öcalan and senior Turkish military commanders have warned that fighting will escalate in the coming days. Breaking a two-month truce in May, Öcalan declared this summer would be "the bloodiest ever for Turkey." He has threatened also to hit economic targets.

Monday, July 19, 1993

turkish daily news

Southeast Crisis: Turning to Military Politics

İsmet G. İmset

Ankara last week resolved on a military solution --supported by promises of economic reforms-- to solve the "Kurdish problem," which, according to Prime Minister Tansu Çiller, does not even exist.

Leading military commanders have for some time been insisting to the country's civilian cadres that the crisis in the Southeast region, which has so far claimed more than 6,300 lives, is no more than "a campaign of terrorism."

Those who spoke to Turkish Probe last week systematically denied that a Kurdish problem existed and that the Kurds of Turkey, believed to be around 12 million, need or should be given any cultural and social rights.

As far as the military is concerned, any move in the way of meeting demands for Kurdish rights in the region will help the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) to achieve its master plan of dividing the country and establishing an independent Kurdistan in the Middle East.

The previous Sunday, owners and senior administrators of major Turkish newspapers, television stations, and agencies were invited to the chief of general staff (COS) headquarters where they were given a briefing on the current situation and also --politely-- advised on how to write stories, how to "arrange" the wording so it did not serve "PKK propaganda," and which words to choose for the same cause.

The briefing, following a similar one for Çiller in the morning, was actually an indicator of the changing power structure in Ankara, reflecting how much the civilian administration is in control of events.

Facing commanders at a U-shaped table, government ministers watched on silently as one by one COS officers listed their views, often in the form of criticism of the press. If there was any message to be taken, on the surface, it was that the Turkish media was nearly blamed for the results of all policy failures. A day later, editors of a wide-circulation Istanbul-based daily were to joke among themselves about what the military would have done if the press were to have given them a briefing on how to use weapons. But, on a grander scale, the goal was achieved.

Explained was that Turkey was on the verge of a national consensus. That anyone who knowingly or unknowingly acted out of line with what was said would risk being branded a traitor. That the military had the reins and there was no doubt that it would be successful.

Noted by journalists was the fact that the briefing --which contained no direct orders or warnings-- had a negative effect in some quarters, mainly because those delivering it appeared to be going too far, as if giving their audience a school lesson. At one point, a wall screen showed excerpts from a recent article

by Sabah columnist Hasan Cemal. An officer went to the extent of explaining how the article could have been reworded. Mainly though, the targets of criticism were left-wing papers and especially the pro-Kurdish daily, *Özgür Gündem*. *Gündem's* frequent references to "guerrilla victories" and "raids on Turkish fortresses" had quite naturally angered Turkish generals.

Unknown to them was the fact that the *Gündem* reports only reflected a recent row within the PKK and the views of a hard-liner leadership coming to power in Germany. Most headlines were being dictated from abroad and the newspaper was under heavy censorship from certain PKK divisions. Censorship was so great that there had even been attempts to spike announcements made by organization leader Abdullah Öcalan.

Another storm hit the television stations, which were quite heavily criticized for reporting "people making victory signs with their fingers" and/or "interviews with the leader of the bandits."

None of the officers (except one, and he as a slip of the tongue) referred to the PKK by name, conspicuously trying to prevent any "negative propaganda" on their part.

As far as the military was concerned, there were still "the bandits." Öcalan was "the leader of the bandits."

Information offered to journalists was null, but everyone came out of the meeting aware that this group of bandits numbered some 10,000 armed members and was still growing. The lack of essential information on the PKK --but for a brief historical roundup-- showed the briefing aimed more at pulling the ranks together than at parting with precious information. In the words of a senior Turkish program maker and Istanbul columnist, "they gave us a lesson on journalism. It was just short of an insult."

What was perhaps missed by many attending the meeting was the actual message, the one between the lines which Turkish Probe confirmed with high level officials.

Newspaper owners were being told that Ankara had completely shelved any "reformist" suggestions with regard to solving the Kurdish problem, and had gone back to a policy of denying the Kurdish identity.

As one senior commander, perhaps to head the COS in the near future, put it: "There is no Kurdish problem. There is not even a PKK problem. There is only a terrorist problem and one way alone to deal with terrorism."

The military way...

Terrorism flourished in the Southeast under the auspices of separatism not because the people had any demands for Kurdish --or human-- rights, but because of the ailing economic situation and mainly the high rate of unemployment. Thus, the policy was

Turkish Probe July 20, 1993

3

HEP Closed Down, Işıklar At Risk

Turkey's Constitutional Court last Thursday closed down the country's first legal pro-Kurdish party, and is seeking now to strip acting Parliament Speaker Fehmi Işıklar of his immunity so he can be put on trial with a demand for capital punishment -- just for a speech he made in late 1991.

The move was criticized by many, including Foreign Minister Hikmet Çetin, who accepted that it would be difficult to explain such developments to the West. Above all, it served the propaganda interests of the PKK (Kurdistan Workers' Party) which has been arguing for a long time that Turkey will not tolerate a moderate or legal movement on behalf of the Kurds.

Işıklar, who rose through the ranks of union leadership as a laborer, endured a lengthy imprisonment after the 1980 military coup and then later faced a prosecutor's demand for his death. This time, however, the book is being thrown at him. Declaring last Thursday that the verdict was against the essence of the Constitution, Işıklar said he was sorry for the judges who, he implied, had taken the decision under political pressure. The court decision rules that Işıklar and three former founders of the People's Labor Party (HEP), Feridun Yazar, Ahmet Karataş and İbrahim Aksoy, are responsible for the behavior and speeches which led to the closure of the party. The first to defend it was Turkey's justice minister, Social Democrat Pe-

oples' Party (SHP) Deputy Seyfi Oktay, who said the Constitutional Court was the most important guarantee of the regime and the superiority of law. "It is everyone's duty to show respect for its decisions," he said.

Işıklar, a deputy from the SHP, which he joined after he quit the HEP, is said now to have months until the parliamentary chairmanship has to take action -- coinciding with the "detailed verdict" being published in the Official Gazette.

Parliament Speaker Hüsameddin Cindoruk has said he will study the rules and regulations and then decide on what action to take on the Işıklar case, but legal experts point out that there is no escape. Technically, it is definite that Işıklar will lose his position as a deputy.

What is evident and what comes out of explanations made by the Turkish judiciary is that there is a need to amend outdated Turkish laws as much as the Constitution.

More important, however, is the fact that all HEP deputies (now with the Democracy Party following the closure) are free, whereas someone like Işıklar, a person who has dedicated his life to labor and freedoms, who has argued at all platforms that Turkey is indivisible and that the Turks and Kurds should live together as brothers, is to face charges which could take him to the gallows. The Işıklar case will be remembered as another black mark on Turkish democracy.

clear. First, Turkey would launch a massive crack-down on the PKK, hitting its mountain units, militia, and local supporters. According to one military source, the entirety of the PKK at the grass roots -- including those regarded as such only because they give logistic supplies to the organization -- "numbers only 375,000." In other words, more than one tenth of the whole adult population of the Southeast. Later, after terrorism is dealt with, Turkey will supposedly take up the issue of reforms -- and these only in the economic aspect.

For the generals, the PKK intends first to raise the debate of cultural and social reforms for the Kurds. If this is tolerated, the PKK will raise the issue of autonomy or a federation. If this is tolerated, it will create an independent Kurdish state. And, again if nothing is done, Kurds living in four countries will unite and create the true Independent Kurdistan. Thus, even pursuing language rights for the Kurds in Turkey -- let alone Kurdish language radio and television broadcasts -- is to be regarded as serving the PKK's interests. Period. Amid this one-way traffic of messages, which some regarded as "pulling the ear," some quite controversial developments emerged last week, building and later collapsing around Çiller. Looking back at Çiller's remarks on the Kurdish issue, it was easy to see into her motivation when on Monday she started a tour of party leaders, allegedly to reach a consensus on a possible solution to the Kurdish issue. Newspapers that reportedly received generous credits from the Çiller-

controlled economic bureaucracy before the True Path Party (DYP) convention naming her prime minister rapidly boosted her image last week. According to them, Çiller was out to find a political solution to the "Kurdish issue," she believed in democracy, and military solutions were not enough to solve a crisis as big as this. But they were wrong.

Despite the fact that the new coalition protocol contains articles promising to guard the language and cultural rights of all ethnic communities living in Turkey, it was clear from day one that since no one saw the Kurds as "ethnic," this hardly involved them.

Also, Çiller made it clear in the very early days of her management that she saw the issue from the military viewpoint. That the Kurds did not demand any rights on behalf of the Kurds, that this was purely PKK propaganda. "If we give

radio-television rights," she had told one Turkish newspaper, "they will ask for more. Step by step they will take us to division."

Ankara, as a whole, is against taking any step which may be regarded as a concession. Hopefully, this policy will not force Turkey in the future to give real concessions.

Çiller's contacts with party leaders were well-handled by her propagandists in the press and her image, especially in the eyes of the West, was boosted. Speculation was that she had even raised the issue of radio-television rights in the Kurdish language to main opposition Motherland Party

(ANAP) leader Mesut Yılmaz.

Speaking to parliamentarians of the now-defunct Peoples' Labor Party (HEP) though, she acted unmoved. The closest she got to sympathizing with the people was to repeat her known line, that she is a mother and thus shares the pain of other mothers. But, in her meeting with Yılmaz, "mother Çiller" went no further than to ask the ANAP chairman if he would consider it correct to open the debate on Kurdish language rights. She later made it crystal clear that she had not expressed any views on her part and had only asked for an opinion.

The first backlash hit her from Yılmaz, apparently, when he told the prime minister first to turn to her own party and see whether anyone in the DYP would agree to such an issue being debated. President Süleyman Demirel, who reportedly told his inner circle that he could work more closely with Yılmaz than Çiller, was second in line.

Making a statement on a random occasion, Demirel clearly outlined Turkey's state policy: Military crackdown on the terrorists. "Until terrorism is completely dealt with," he said, "there will be no reforms."

The final incident, somewhat forcing Çiller to go back on her own image-building campaign, was fierce reaction from the traditional hard-liners, led by former ambassador and current parliamentarian Coşkun Kırca. During a parliamentary group meeting of the party, they openly accused her -- implying she was taking a concessionist step away from Turkey's sovereignty. Faced with this turn of events, Çiller made her historical announcement and told everyone, even those in the press who had gone at odds to build her a new and democratic image, that "there is no Kurdish problem in Turkey."

One chapter is now over. The chapter opened first by the late President Turgut Özal is closed, along with all the "realities" and reforms he introduced into the system. And, control of authority in Ankara has changed hands.

Today, Turkey agrees it has to live with a "Kurdish reality" since the PKK has artificially imposed such a reality --with the help of the media-- on the Turkish people. But it denies that a "Kurdish problem" exists. The general view is that recognizing a "Kurdish identity" is only short of giving the Kurds the status of a nation. This, say those now in control of Ankara politics, would only serve to divide the country.

A completely new era has started now, with the resurrection of the denial policy, and the fate of the whole of Turkey depends greatly on the outcome of what will happen in the coming months. According to Chief of Staff Gen. Doğan Güreş, "the PKK will be crushed. If it is not crushed before the end of winter, there may be martial law."

Is this a threat or a warning? No one really knows. After all, Güreş himself will be retired as of next month; his remarks may have been made as a reflection of his awareness of the character and motivation of those who may replace those currently in command.

But the word is out and Turkey is running a countdown which completely depends on the military.

Though it seems ironic, some defenders of civilian rule even argue that this will serve the future of de-

mocratization instead of hindering it, because they have no faith that separatism can be dealt with only by military means. Such circles are now in a wait-and-see mood, only biding their time until the policy backfires and leads to a further bottleneck. Then, they argue, the military will surely leave authority to the civilians. Many realize, however, that the civilians have always failed in drawing a conclusive "Kurdish policy" for the state and (as in the case of fundamentalism) have always turned to the army when in crisis.

This only further justifies the military viewpoint, like the countless killings of soldiers and security personnel in the Southeast.

Under these circumstances, and having denied "the Kurdish problem" to which she claimed to be seeking a solution, Çiller and company have little to do but offer promises to the people, with the hope that intensified security operations will not alienate them from the state.

This week, the Council of Ministers is to meet in Diyarbakır, and Çiller, who did "not want to go to the region empty-handed," will be able to open her package of promises. These include agricultural reforms, unemployment insurance, new investments, and incentives. Promises which have been given over and over again throughout the past decade. Word is that Hakkari province, bordering Iraq, will be named a pilot area for the improvement in the region.

But even if she is sincere, it is evident that it will take years for such promises to be carried out, and a crisis at such proportions does not have that much time to be solved. Thus, this supports the argument that the immediate solution is a full military crackdown.

During the weekend, news received from the region indicated that the expected operation, much referred to in the TDN as well as Turkish Probe, has started.

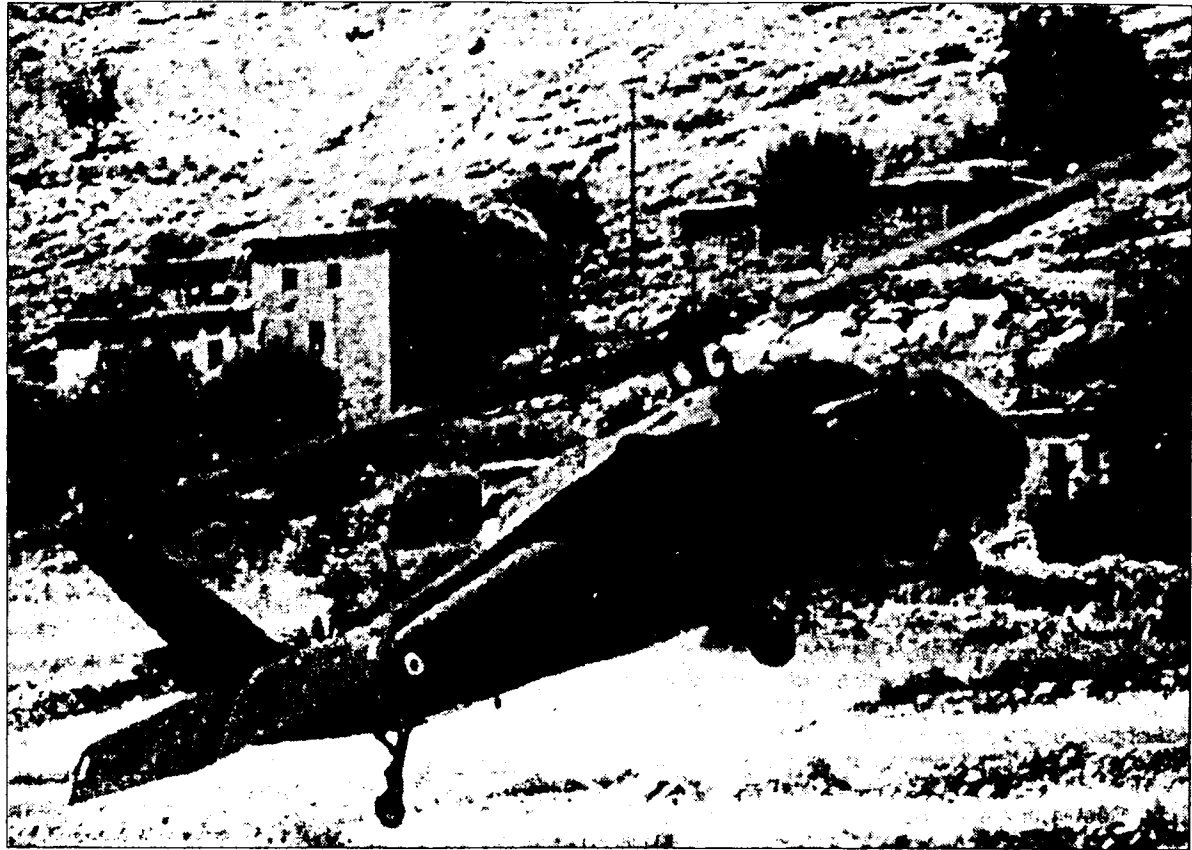
It has started without the backing of political/social reforms but with much publicity, an indirect press ban, and what officials claim to be "psychological warfare."

Increased troop deployment to the region has been spotted, along with the shipment of helicopters, tanks, and armored vehicles.

Recent reports indicate the operation is underway exactly in style with what was predicted by Turkish Probe. The main crack forces are concentrating on what troops call "pinpoint targets" or separatist locations. The main target is the PKK's mountain organization, the so-called popular army or ARGK, with a force estimated at 6,000 to 7,000 armed men inside Turkish territory. Operations have started in the Hakkari region, on Mt. Cudi which extends into Iraq, in the provinces of Diyarbakır, Bingöl, Van, and Ağrı. Near Uludere, the Gabar mountain is also being searched. Targets appear to be Çukurca-Uludere in Hakkari and Çatak in Van.

A reporter traveling back from northern Iraq on Sunday said he could see the smoke rising from Mt. Cudi, where some 200 separatists are believed to be hiding. He could spot aircraft making sorties.

He also reported seeing "dozens of tanks and armored vehicles" every five to ten kilometers from the Habur border door to Diyarbakır. Tanks have



Choppers: Military helicopters are cited as the most efficient weapon used against the PKK mountain units in Southeast Turkey

been arriving in the area on trains. Other reporters in the operation zone say Cobra and Sikorsky helicopters are being used to support ground units.

They report that aircraft are using 500 pound bombs and troops are supported with Howitzers -- which all shows how dramatic the crisis has become.

Looking at witness accounts, it appears that operations are taking place first with warplanes bombing the mountains and deforesting them. Later, Howitzers pound on the location where separatist units are believed to be. Accompanied by helicopter air cover, troops encircle the "potential target" and advance on it. The aim is total destruction.

Meanwhile, operations also continue to depopulate strategic locations which the Turks suspect may be used to support the PKK. Reports of village evacuations in the Şırnak and Cizre areas have increased.

There are also claims that after evacuation, villages are being burned down so as to prevent them from being used by the militants in the future.

As predicted, the operation has started in the mo-

untains and is advancing out to villages and may soon target settlements with higher populations.

Human rights activists in Ankara have heard claims that a series of operations will begin in the cities. The outcome is predictable. Today, not only Turkey's dedicated security personnel and the separatists are clashing in the fields but so are arguments which will have an impact on the whole of Turkish history.

As justified as it is in dealing with terrorism, the military operation will show to the world whether there is a chance to win a guerrilla war with a regular army.

It will also show whether in the lack of political/social reforms, singled-out military measures are as effective as some argue.

What is painful is that the fate of Turkish democracy is now closely linked with the outcome of this campaign, and the bogeyman of martial law is already creeping out of the closet. At least there is no longer the lack of a

The fate of Turkish democracy is now closely linked with the outcome of this campaign, and the bogeyman of martial law is already creeping out of the closet. At least there is no longer the lack of a formal Kurdish policy. The policy vacuum has finally --and expectedly-- been filled. Turkey has turned to military policies...

formal Kurdish policy.

The policy vacuum has finally --and expectedly-- been filled. Turkey has turned to military policies... ■

Bloodbath in East

★ **PKK raids hamlet, massacres 26 nomads including 14 children in Van region**

★ **Troops kill 33 militants in mountain crackdown in Bitlis, 11 soldiers dead**

Turkish Daily News

ANKARA- Coinciding with a massive military operation launched against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in east and southeastern Turkey, a total of 70 people including 14 children were killed in the region, officials said on Monday. They said a group of PKK militants attacked a nomadic settlement on the Sündüz plain in Bahçesaray, some 125 kilometers (70 miles) from the Iranian border, and gunned down all members of the tent settlement. Among the victims were 14 children and eight women.

Initial reports were that the terrorists demanded all to gather in a tent and after delivering a propaganda speech, opened fire on them. Only one person survived the attack and was hospitalized in critical condition.

In the eastern province of Bitlis, meanwhile, troops established contact with another group of separatists, where they reportedly killed 33 militants. The semiofficial Anatolian news agency noted, at the end of its story on the issue, that eight soldiers were also killed.

Turkish newspapers were advised by military commanders the previous weekend to play down Turkish casualties and avoid serving PKK propaganda.

Officials said rural areas near the township of Mutki and the Meydan district were bombed by warplanes. A land operation was launched immediately after this attack.

In Tunceli, separatist militants opened rocket fire on government buildings in the Çemişgezek township but no casualties were reported. Officials said the attack took place Sunday night and heavy fire continued for about 25 minutes until the militants escaped back to the mountains.

In two separate attacks on military stations in Yayladere near Bingöl and Taşlıçay near Ağrı, a petty officer and two soldiers were killed. Locals claimed many others were wounded and that the PKK used rocket launchers to blast the military targets.

Meanwhile, police in Mersin on Monday raided a safe-house of the PKK and killed 3 terrorists. Officials said the militants refused to surrender and a police superintendent was also killed. Another officer, shot in the chest, was hospitalized.

Turkey this weekend upgraded operations against the PKK in the Southeast and East, targeting mainly the mountain units of the organization and attempting to block its contacts with the local villagers.

To further strengthen the 140,000 security forces and 40,000 paramilitary village guards in the State of Emergency region, the army has shipped new tanks, helicopters, and armored vehicles to the region.

Turkey's population 91 million by 2025

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey, among the countries with the greatest population growth, will have a population of 91 million in the year 2025, a World Bank (WB) survey forecasted.

According to the WB survey the world's population, which was 5.5 billion with 1992 figures, will increase to 6.25 billion in the year 2000, 7.2 billion in 2010, and 8.5 billion in 2025.

The world population grows by 93 to 94 million every year, representing an average increase rate of 1.72 percent annually, the survey revealed.

Turkey ranks among the world's highest population growth countries, coming in 18th with a population of 56.1 million, according to the 1992 figures of the World Bank. The WB survey disclosed that Turkey's ranking will be unchanged in the year 2025, but its population will reach 91 million.

The same report forecasted that, in 2025, China will preserve its status as the country with the highest population growth, with a population of 1.597 billion. India and Iran will follow China with populations of 1.348 billion and 166 million respectively.

Turkey summons Iranian ambassador

Turkish Daily News

ANKARA- Iranian ambassador to Turkey, Muhammed Riza Bagheri, has failed to turn up at the Foreign Ministry on Monday after he was summoned there in relation to Ankara's concern over increased terrorist presence in Iranian territory.

Diplomatic sources said he had informed the ministry that he was sick and the scheduled meeting had been postponed to today. If the ambassador's illness continues, Turkish officials said, the meeting is to be held with the counsellor.

Ankara has prepared a dossier related to witness accounts and intelligence reports with regard to presence of Kurdistan Workers

Party (PKK) militants on Iranian territory.

Turkey has information that the PKK has about 800 to 1,000 militants training near Urumiye and that these are crossing into Turkey to carry out terrorist attacks.

Officials here say most of the PKK militants formerly in northern Iraq, have been given permission by Iranian authorities to use this area to cross back into Turkey.

These claims as well as detailed accounts of Iranian tolerance to terrorism based on the testimonies of repentant PKK militants are to be put to Bagheri.

Tuesday, July 20, 1993
turkish daily news

Sources said that after this, Tehran would expect to reply to Turkish requests and give information to Ankara by July 26, when the Turco-Iranian security committee meeting is to take place. Ankara, however, does not truly believe it will get a positive or fulfilling reply. Recent reports coming from Middle Eastern sources is that high-level leaders from the PKK have recently held a meeting in Tehran to channel their

activities through to that country.

Meanwhile, Iraqi Kurdish sources point out that Ankara's alienating Kurdish leaders such as Jalal Talabani, is forcing all of the Kurds in the region to turn to Damascus and Tehran.

One leading source, who asked not to be identified, said the PKK had highest level contacts with the Iranians but noted there was the threat that the Peshmerga leaders would also do the same if Turkey closed its doors on the Iraqi Kurds.

World Bank:

Turkey is the world's 8th worst debtor

■ Turkey's foreign debt stock rose by 162.8% from \$19.12 bn in 1980 to \$50.25 bn in 1991

Turkish Daily News

ANKARA- A World Bank survey ranked Turkey as the world's 8th largest debtor with a debt stock of \$50.25 billion

in 1991. Turkey's foreign debt standing deteriorated from 10th in the world in 1980 to 8th in 1991, the survey said. Turkey's foreign debt stock was \$19.12 billion in 1980.

Official Central Bank figures show that Turkey's foreign debt stock had reached \$54.6 billion at the end of 1992 and now hovers around \$57.5 billion.

World Bank figures reveal that Turkish total foreign debt stock showed a radical increase of 162.8 percent. In a league of top 10 debtors, Turkish debt growth ranked fifth in the 1980-1991 period, after China's 1,250 percent, Poland's 490 percent, Indonesia's 251 percent, and India's 247 percent. The world's top debtor was Brazil, both in 1980 and in 1991, with a debt stock of \$71.05 billion and \$116.51 billion respectively. Brazil is followed by Mexico and Indonesia, with debt stocks of \$101.74 billion and \$73.63 billion respectively. The World Bank list of top debtors also include India (\$71.56 billion in 1991), Argentina (\$63.71 billion), China (\$60.80 billion), Poland (\$52.48 billion), Egypt (\$40.57 billion), and South Korea (\$40.52 billion).

CHP suspects security forces behind massacre of six in Ağrı

Turkish Daily News

ANKARA- The Republican People's Party (CHP) on Monday argued that the security forces may have been responsible for the death of the CHP district chairman and his wife and four children in the town of Diyadin in the eastern province of Ağrı. CHP officials told TDN the incident must be investigated by Parliament, that the party would submit an investigative motion to the parliament speaker's office, and that the newly established Southeast investigative commission of Parliament would be asked to look into the incident.

A CHP delegation comprising of the party's chairman, Deniz Baykal, and other high-ranking party officials has completed a tour of investigation in Diyadin speaking to the locals, the local governor (kaimakam), security forces deployed in the area, and the town's mayor.

Members of the delegation said Monday the townspeople believe the security forces in the town are to blame for the murder of the CHP district chairman and his family of five.

CHP Deputy Secretary-General İstemihan Talay, a member of the delegation, told the TDN Parliament Bureau that the culprits must immediately be unearthed to eliminate mounting tension between the locals and se-

■ DEP declares "all-out peace effort" against what it calls "all-out war"

curity forces in the town. Talay went on to say that the majority of the local population believed that those responsible for the killing had been the security forces and not the PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party), contrasting with claims by the local governor and security officials. He added that the mayor also was of the opinion that the murder was the work of the security forces. Talay further maintained that nothing substantial had as yet been done by security officials to change the locals' belief. Another member of the CHP delegation, Istanbul Deputy Algan Hacıoğlu, told TDN they had listened to both sides and decided that an in-depth research into the incident must be conducted. Referring to the locals' accounts, Hacıoğlu said that while it was true that 80 to 100 PKK militants had arrived in the town on the day of the incident and had launched rockets at the building inhabited by families of Turkish special crack teams, the terrorists had left the town way before an attack on four shops in the town occurred.

One of the shops belonged to a local official of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), Hacıoğlu said.

He added that the home of the CHP dist-

ric chairman was above that shop and that he and his family died of suffocation by the smoke engulfing the flat after the DEP official's shop was set fire to by the attackers.

He further announced that the local population was of the opinion that security forces did not do anything to save those trapped within the smoke and that the local fire brigade had been prevented from putting the fire out.

Hacıoğlu said the townspeople did not believe that the attack had been carried out by the PKK; some members of the killed district chairman's family had previously joined this organization.

"The PKK has managed to recruit a substantial number of militants owing to this incident," Hacıoğlu said.

In another development on Monday, the DEP issued a press statement alleging that in return for the state's all-out war on the Kurdish people, the party was declaring an all-out peace campaign with the aim of putting an end to what it called "this dirty war." It called on all peace-loving people, labor unions, associations, embassies, and the intelligentsia to help further the cause of peace.

Ankara prepares to complain to Iran...



İlnur Çevik

EDITORIAL

The Turkish government is preparing to tell Iran of its displeasure over the "support of some Iranian elements to the Kurdistan Workers' Party (PKK) militants" who are wreaking havoc in eastern and southeastern Turkey as part of a separatist terrorist campaign.

Turkey has information that "certain" Iranian officials are actively supporting the PKK which has bases in Iran near the Turkish border. Ankara's information is not only based on the confessions of a PKK terrorist identified as Ali Yaşar but also on various intelligence sources.

Such information is expected to be passed on to Iranian embassy officials in Ankara today. Turkey and Iran will also hold a security meeting in Ankara soon and the issue will be raised there.

We have information in the Turkish Daily News both from PKK sources and from Iraqi Kurdish sources that members of the PKK have held high level contacts with Iranians who are said to be extremists in the administration. These people apparently want to use the PKK as a pawn in their effort to weaken Turkey and prevent it from becoming a major power in the region. Iraqi Kurdish officials feel Iran is unhappy with the fact that Jalal Talabani and Mesoud Barzani have opted to cooperate with Ankara instead of Tehran, and the Iranians are making a new effort to disrupt ties between the Peshmerga and Turkey and thus win back the Iraqi Kurds.

Despite Western pressure, Turkey does not want to create conditions to destabilize Iran, yet the fact that the PKK is so active in Iran does compel it to think twice.

It is wrong to say the PKK in Iran is solely responsible for the separatist terrorist incidents inside Turkey, and that if Iranians wipe out these terrorists everything will be solved in our country. Yet, at a time when Turkey has launched an all-out war against the PKK menace, it is only normal that it should expect Iranian cooperation. If Iran fails to do this, then the Turkish government and the Turkish people will of course have second thoughts about the goodwill of Tehran...

How would Iran feel if Turkey allowed the Iranian opposition groups who have launched a war against the Islamic republic to open bases in the border regions and launch cross border attacks on Iranian territory killing innocent civilians as well as soldiers?

British peer detained by Turkish authorities

Reuters

LONDON- A British peer on his way back from visiting Kurds in northern Iraq was arrested by Turkish police in Istanbul and detained overnight before being released on Monday with an apology, a British official said.

The official said Lord Ennals, who spent a week in northern Iraq on a fact-finding mission, was detained late on Sunday as he and other members of his team tried to check into a hotel. He said one of the group, a Kurdish woman who was acting as a research assistant, was wearing a

T-shirt with the slogan "Kurdistan for the Kurds," which had apparently alarmed the hotel staff.

The official said Ennals, a former Labor Party member of Parliament and Foreign Office minister, was released after British diplomats had interceded on his behalf. "He got profuse apologies from the Turks for the misunderstanding," the official said.

The 70-year-old life peer, who is a member of the British Refugee Council's executive, was returning to London later on Monday.

International Herald Tribune — July 20, 1993

75 Die in Turkey in Kurdish Clashes

TATVAN, Turkey (Reuters) — Seventy-five people, including 36 separatist Kurds and 26 civilians, were killed in violent incidents in the previous 24 hours, security officials said Monday.

In the worst clash, according to the semiofficial Anatolian News Agency, 33 members of the Kurdistan Workers Party and eight soldiers were killed in a gun battle in Bitlis Province during a military operation backed by Turkish aircraft. The agency said the operation began Sunday night and was continuing.

Kurdish guerrillas killed 26 Turkish nomads, including 14 women and eight children, in an overnight raid in eastern Turkey, security officials said. The Kurdistan Workers Party has stepped up attacks on Turkish military and civilian targets since the Marxist group broke a two-month unilateral cease-fire and declared all-out war against Turkey.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0122 4 I 0253 BEL /AFP-VK98

Turquie-presse-Kurdes

Appel de la FIJ à une journée de protestation à propos du journal turc Ozgur Gundem

BRUXELLES, 20 juil (AFP) — La Fédération internationale des journalistes (FIJ) a lancé un appel mardi à la tenue d'une journée internationale de protestation des journalistes mercredi contre l'interdiction de parution à plusieurs reprises du quotidien turc pro-kurde Ozgur Gundem.

"Les autorités turques attisent les flammes des troubles sociaux en raison de leurs attaques contre ce journal", a dit M. Aidan White, secrétaire général de la FIJ. "Ils ont arrêté son rédacteur en chef (M. Davut Karadag) et ont essayé de fermer le journal sous un prétexte technique et ils font peser des risques sur tous ses journalistes et sur tous les gens liés au journal en le qualifiant de propagande terroriste", a-t-il ajouté dans un communiqué.

M. Karadag a été écroué le 16 juillet à Istanbul sous l'inculpation de "propagande séparatiste" dans son journal. Une interdiction de parution avait été prononcée contre le quotidien la veille avant d'être levée quelques heures plus tard.

Selon la FIJ, "la vérité choquante c'est que les journalistes de Ozgur Gundem sont les victimes du terrorisme. Sur quinze journalistes tués en Turquie au cours des dix-neuf derniers mois, sept travaillaient pour Ozgur Gundem". La FIJ a demandé que le quotidien puisse paraître normalement et la libération du rédacteur en chef et des autres travailleurs des médias emprisonnés pour leur liens avec cette publication.

jh/jlb/br

AFP 201116 JUL 93

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JULY 20, 1993

Iraq Concession Defuses Crisis, UN Says

By Paul Lewis

New York Times Service

BAGHDAD — The threat of an allied attack against Iraq faded Monday after a United Nations official said a crisis over monitoring missile tests had been resolved. The news temporarily sent oil prices down.

Concluding five days of talks with the Iraqi leadership in Baghdad, Rolf Ekeus, the Swedish head of the special commission charged by the Security Council with disarming Iraq, said that President Saddam Hussein had agreed to let the United Nations inspect Iraq's military industries to ensure that the Iraqis did not build more weapons of mass destruction.

He said that negotiators had "broken out of the vicious circle" of threats and counterthreats that had brought Iraq and the United Nations to the brink of another armed confrontation.

Mr. Ekeus, quoted by Reuters, said the agreement could make it easier to reach a deal for limited export of Iraq's oil, which has been blockaded since its 1990 invasion of Kuwait.

World oil traders, fearing a glut if the United Nations eases the embargo, slashed benchmark prices below \$16 a barrel for the first time since July 1990. But OPEC said later in Paris that it planned an "extraordinary" ministerial meeting at the end of July because of the sharp slide,

and news of the meeting sent oil prices bounding higher. (Page 10)

Mr. Ekeus announced "an interim solution, satisfactory to both sides" to the dispute over installing surveillance cameras at two missile-testing stations to ensure that Iraq does not build more powerful rockets than it is allowed under the Gulf War cease-fire terms. Although he said it involved the positioning of cameras, he declined to reveal details before reporting to the Security Council in New York later this week.

But Mr. Ekeus called Iraq's decision "an important development" that in time could

lead to the Security Council's relaxing its embargo and giving Baghdad access to billions of dollars in oil revenues again.

Baghdad's agreement to comply also marks a turning point in the Security Council's treatment of Iraq since the end of the Gulf War. UN arms inspectors now believe that they have found all they are likely to find of Iraq's nuclear, chemical and biological weapons programs. And as the country rebuilds industries damaged in the

war, the emphasis is switching away from the eradication of banned weapons toward ensuring that Iraq does not reacquire them.

In a statement to the official Iraqi press agency, INA, Deputy Prime Minister Tariq Aziz, who led the Iraqi team at the talks, described them as "frank and comprehensive" and said the outcome had been "fruitful."

The latest confrontation between Baghdad and the special commission erupted last month when Iraq refused to allow it to install video cameras at the Yawm al Azim and Al Rafah missile-testing stations about 65 kilometers (40 miles) from the capital, saying it was doing so because it had not yet accepted the United Nations' right to monitor its military industries.

It also turned down a compromise proposal under which the special commission's arms inspectors were to place seals on equipment at the site to ensure they were not used until a long-term solution could be agreed on.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JULY 21, 1993

UN Sanctions Drag the Iraqis Down to Primitive Existence

By Paul Lewis
New York Times Service

BAGHDAD—An empty bed at the Ibn Ballady Children's Hospital in a poor Baghdad suburb is part of the reason President Saddam Hussein swallowed his pride this week and, after a year and a half of resistance, agreed to indefinite United Nations monitoring of Iraq's military industries to ensure he does not manufacture weapons of mass destruction.

"The mother ran away last night with her child even though it is still sick," explained Dr. Nazar Ahmed Anbanki, the hospital director. "People don't want to be hospitalized because they can't afford not to be earning money these days."

It will be exactly three years on Aug. 6 since the UN Security Council slapped an economic blockade on Iraq that sent a devastating shock wave of inflation through the economy.

Today, the grinding hardship that those three years of soaring prices and growing shortages have

NEWS ANALYSIS

inflicted on ordinary people seem finally to be influencing Iraq's decision-makers.

The world of ordinary Iraqis is one where schools are without books, pencils or chalk, teeth are extracted without painkiller, premature babies get stuffed three at a time into any working incubator and many drugs and medicines are barely available. Orphanages report a steady rise in abandoned babies by families who cannot afford to keep them.

Some people still live well, of course. On his birthday, Iraqi television showed the president receiving an enormous cake and then taking a ride in a golden carriage presented by his staff.

Meanwhile, a minor construction boom is under way in Baghdad's smart Mansur district as those whom Neville Chamberlain once described as "the hard-faced men who do well out of wars" build themselves marble villas.

But for most people life has become a grim struggle for survival in a world where the price of everything has risen by thousands of percentage points but salaries and pensions have only doubled, or occasionally tripled, at best.

Last summer, when President Saddam executed 43 merchants in a vain attempt to halt the price spiral, ministers and officials were stressing the country's remarkable success in rebuilding its infrastructure of roads, bridges, electricity and telephone systems almost destroyed by bombardment during the Gulf War.

Visiting foreign journalists were told Iraq could afford to defy its enemies because it was on the road to self-sufficiency. Reconstruction proves Iraq has defeated the embargo, was the official slogan.

Such brave talk is heard far less today though with typical bravura President Saddam is building a new palace for himself on the Tigris as well as a double-decker bridge and a 350-foot-high red and white telecommunications tower.

This year, the president tried only to blunt the psychological impact of continuing inflation by

banning imported goods from Iraq's shops.

"People were enraged by a world where luxuries were still available but at prices only a few could afford," explained Trade Minister Mohammed Mehdi Saleh. "It created jealousy, so we said no foreign goods."

But in meetings with foreigners these days, government spokesmen no longer speak of the embargo as a hurdle they have overcome. On the contrary, they are emphasizing the hardship it inflicts on ordinary people and Iraq's lack of foreign currency for buying the food and medicine it is still allowed to import at will.

Above all, they are calling for sanctions to be relaxed.

"It's immoral, you are forcing our doctors to practice unethical triage, only treating the worst cases and reducing drug dosages," said Iraq's deputy health minister, Chawky Sabri Morcos, who complained that because of sanctions the country has been able to spend only \$150 million on imported medical supplies since the embargo, compared with previous spending of \$500 million a year.

"We have \$4.5 billion of food contracts signed but no money to pay for them because our overseas assets are still frozen," said Trade Minister Saleh. "That's why the subsidized rations we give everyone are not sufficient for the whole month."

Industry Minister Amir Saadi said about 90 percent of Iraqi industrial capacity damaged in the Gulf War had been repaired. But the shortage of imported raw materials and the inability to export mean most factories work at between 10 percent and 50 percent of capacity.

Iraqis are pinning their hopes on Security Council Resolution 687 ending the Gulf War, which appears to say that the prohibition on Iraq selling oil will be lifted as soon as it has allowed all its weapons of mass destruction to be eliminated and agreed to a system of long-term industrial surveillance.

The United Nations calculates that the price of flour on the free market has risen 1,672 percent since the embargo began, that lentils are up 9,140 percent, that milk and vegetable oil have risen 8,500 percent and that tea is up 6,000 percent.

Similar increases can be found for all categories of goods from light bulbs to car tires.

The Security Council reacted angrily, warning that Iraq faced "serious consequences" if it continued to disobey its orders. President Bill Clinton, Secretary of State Warren M. Christopher and other senior administration figures hinted at possible new air strikes. And Iraq appeared to be bracing itself for more such attacks by moving valuable machinery and equipment out of factories and other installations it thought might be targeted.

But this latest confrontation with the special commission, like the many before it, has now ended with Iraq backing down and finally agreeing to let the United Nations begin an intrusive, open-ended surveillance of its industries to enforce the Security Council cease-fire terms contained in Resolution 687.

These require Iraq to report and destroy all its secret facilities for manufacturing nuclear, chemical and biological weapons as well as long-range rockets and not to reacquire them.

The agreement Monday provides for Iraq to hold what are described as "technical talks" with the special commission in New York on what it must still do to comply fully with the cease-fire terms in Resolution 687 and how the industrial monitoring is to be carried out, including permanent surveillance arrangements at the missile test sites.

Once Iraq has fully complied with the disarmament provisions of Resolution 687 and the industrial monitoring is "up and running," Mr. Ekeus said, it is his understanding that Paragraph 22 of that resolution requires the Security Council to lift the embargo on Iraqi oil sales, allowing it to sell all the oil it wishes.

But before he reports to the council that Iraq is in compliance with these provisions, he said, the special commission wants Iraq to do several things it has refused to do so far. These include providing details of foreign companies that supplied it with sensitive weapons technology as well as a complete accounting of what went into its weapons development programs and how they were organized.

Le Figaro — 20 juillet 1993

IRAK Bombardements iraniens au Kurdistan

□ Les forces iraniennes ont repris hier leurs attaques sporadiques, commencées il y a trois mois, sur des villages kurdes irakiens frontaliers. Sept civils ont été tués au cours de ces bombardements et 23 villages de la région de Qala Diza (nord-est de l'Irak) ont été abandonnés par leurs habitants. « 7 000 personnes ont fui les combats », ont indiqué des organisations humanitaires. La semaine dernière, environ 200 soldats iraniens avaient effectué une incursion en territoire irakien dans la région de Darbendikhan, au sud de Qala Diza. Les autorités de Téhéran accusent des formations de l'opposition iranienne de mener des opérations en Iran à partir de l'Irak. Ces bombardements interviennent trois jours après le rejet par les chefs kurdes iraniens d'une demande de Téhéran de mettre un terme aux activités des opposants kurdes iraniens dans le nord de l'Irak.



TURQUIE

La résistance kurde a assimilé les techniques des fondamentalistes

La question kurde - vieille pourtant de vingt ans - s'impose désormais en tête d'une liste d'une demi-douzaine d'autres crises auxquelles doit faire face le nouveau premier ministre.

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Les centres touristiques turcs ne sont pas encore aussi hasardeux que les sites égyptiens. Mais les bombes d'Antalya (23 blessés dont 12 touristes étrangers le 27 juin) prouvent que le PKK (Parti travailliste kurde) a assimilé tout à la fois la tactique des fondamentalistes musulmans égyptiens et la technique de l'IRA et de l'ETA. Son « succès » fut immédiat : la police en armes a multiplié les patrouilles, les passeports sont passés au crible dans les aéroports, des hélicoptères survolent régulièrement Istanbul et Ankara.

Parmi les défis que doit affronter Mme Ciller, figure la montée du fondamentalisme religieux incompatible avec une politique extérieure basée sur l'exportation du « modèle turc » laïc en terre d'islam. Cette percée se traduit notamment par la construction massive de mosquées, surtout dans les banlieues d'Istanbul et d'Ankara où s'entasse un prolétariat de paysans anatoliens (et kurdes) déraciné, sensible aux chants des mollahs. « Chaque quartier doit avoir son marché, sa banque et sa mosquée », ironisait récemment un intellectuel d'Istanbul.

URGENTE QUESTION

Mais la question kurde est la plus urgente car plus déstabilisante. En fait, à Ankara, on parle de deux questions kurdes. La première concerne les Kurdes irakiens qui, en cas de nouveau conflit avec Saddam Hussein, risquent de remonter en Turquie. La seconde concerne les 10 millions de Kurdes du sud-est de la Turquie, une région désolée et pauvre où les étrangers et même les officiels turcs se rendent au péril de leur vie.

Les Gouvernements successifs, civil ou militaire, y ont mené une même politique de turquisation forcée, interdisant jusqu'il y a peu l'usage de la

langue kurde. Par contre, les Kurdes sont libres de s'installer dans des zones plus accueillantes (un million à Istanbul). De nombreux commerçants et financiers prospères sont Kurdes.

Le président Turgut Ozal avait lancé une série de réformes économiques régionales jamais concrétisées par un Gouvernement plus préoccupé par Chypre, la mer Egée ou la guerre froide. Il faut aussi compter avec ce qu'un commentateur turc appelait « l'industrie du conflit kurde » : versements gouvernementaux réguliers à des fournisseurs locaux et à des chefs de clans « fiables », plans de carrière des officiers et des officiers impliqués.

OUVERTURE RATÉE

Bref, le Gouvernement n'a pu profiter de l'ouverture de la mi-mars, quand le chef du PKK Abdullah Ocalan annonça un cessez-le-feu unilatéral. Le premier ministre Suleyman Demirel est allé sur place promettre un plan de relance économique et sociale, voire la levée de l'état de siège. Un espoir sans lendemain vu l'inertie d'Ankara et l'impuissance d'Ocalan à imposer le cessez-le-feu. A la mort d'Ozal, les militaires pratiquement devenus leur propre maître ont mis au point une vaste opération de « nettoyage » destinée à éliminer le PKK à la mi-août.

Selon des officiers prêts à parler à la presse, l'opération commencerait avec le nettoyage des zones frontalières du sud-est « infestées par le PKK » puis se déplacerait en Irak de l'ouest où, épaulé par les Syriens, le PKK dispose de plusieurs refuges. Déjà les troupes sont sur place. « C'est un peu comme le Viêt-nam » déclarait un homme d'affaires au journal « Turkish Daily News » avec des tanks, des troupes et des camions partout », notamment autour de la ville frontalière de Mardin.

Mais peu d'observateurs indépendants (et d'hommes de la rue) croient les prédictions des militaires. Les ru-

meurs se multiplient faisant état de frictions entre le ministre de l'Intérieur qui contrôle la gendarmerie et l'état-major général de l'armée qui contrôle les opérations sur le terrain. Selon des voyageurs, dans des régions entières, toutes les routes sont contrôlées par le PKK démentant les communiqués officiels de victoire.

NOUVELLE POLITIQUE

En guise de nouvelle politique, Mme Ciller a repris les vieilles formules : main de fer dans un gant de velours, soit fermeté envers les « mauvais Kurdes » et « compassion » envers les bons, le tout sur fond de développement économique. L'attentat d'Antalya (37 morts) lui interdit tout signe de mollesse aux yeux des militaires. Elle a déjà sur son bureau une demande de remplacer le chef civil du Service des renseignements par un officier « dur ».

Elle est d'autant plus contrainte à la fermeté que, par un fâcheux hasard, les attaques du PKK ont coïncidé avec la déroute du président Azéri Eltchibey, un protégé turc. Personne ne se fait d'illusion sur l'alibi de « non-ingérence dans la politique intérieure des voisins ». En fait, comme dans le cas des musulmans bosniaques, la Turquie semble impuissante à concrétiser son support moral ou verbal envers ses « protégés » alors qu'elle prétend à un nouveau rôle international.

Tout ceci risque moins de transformer Mme Ciller en Margaret Thatcher turque qu'en une version locale de Bill Clinton contraint de faire preuve de fermeté. Si c'est contre les Kurdes qu'elle décide de faire ses preuves, et en suivant la seule ligne des militaires durs, la Turquie qui déjà subit une crise économique sérieuse (40% d'inflation et un déficit budgétaire croissant) pourrait entrer dans des années de sang et de larmes.

NINA BACHKATOV

Le Courrier — 14 juillet 1993

TURQUIE. Une pièce de tissu de 7000 ans avant J.-C.

● Une équipe d'archéologues américains et turcs a découvert dans le sud-est de la Turquie la plus ancienne pièce de tissu jamais mise au jour, datant de 7000 ans avant Jésus-Christ. Le fragment de vêtement, mesurant 7 cm sur 3, a été découvert sur le site de Cayonu, près du Tigre, à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Diyarbakir. ATS/AFP

24 heures — 23 juillet 1993

24

Far West sur l'Aar

Un mois après la tragique fusillade de Berne, l'ambassadeur de Turquie se montre plus amène. Normal, le temps a déjà fait son œuvre. Les quatre tireurs identifiés ont regagné leur patrie sous le couvert de l'immunité diplomatique. Semsettin Kurt, le jeune homme tué, est enterré là-bas, dans son village de fin fond du Kurdistan. Des suites judiciaires ne sont pas envisageables puisque la Turquie ne propose pas sa collaboration.

Désormais, entre Berne et Ankara, c'est «business as usual», comme disent les Américains. Après tout, la Suisse est un des premiers investisseurs en Turquie et, comme chacun sait, il n'est pas dans les usages de nos politiques d'interférer dans les affaires de nos commerçants. (Sauf en matière d'armes: il est devenu très difficile d'obtenir une autorisation d'en exporter vers le Bosphore.)

L'habileté au tir d'un employé déclaré comme chauffeur a suscité quelques perplexités. On a rappelé que seules des armes de poing destinées à la protection personnelle pouvaient être tolérées. On a fait observer que la protection des ambassades était à la charge du pays hôte et que, dans le cas particulier, les mesures de sécurité prises correspondaient exactement à ce qu'avait demandé le Ministère turc des affaires étrangères.

Ainsi, quoi qu'en dise l'ambassadeur Kaya Toperi, l'affaire du 24 juin a laissé une blessure qui mettra du temps à cicatriser. A Berne, on a été choqué. Et on a fait savoir à toutes les représentations étrangères qu'il était inacceptable de prendre les bords de l'Aar pour les rives du Pecos.

Il n'empêche. A un mois des événements, on ne peut s'empêcher d'éprouver quelque amertume. Des gens se sont conduits chez nous comme des cow-boys. Avec arrogance. Ils ont tué, ils ont blessé. Ils ont rengainé et sont partis.

Comme si tout cela était parfaitement normal.

Glan Pozzy □

Le Courrier — 8 juillet 1993

SUISSE-TURQUIE

Pourra-t-on publier les photos prises lors de la fusillade?

Alors que trois nouveaux agents de l'ambassade sont repartis en Turquie, les photos confisquées sont réclamées.

Comme prévu, Berne a transmis au Gouvernement turc une note de protestation. La Suisse ne saurait tolérer que des coups de feu soient tirés sur des gens depuis une ambassade étrangère. Elle fait part de son indignation face au refus de la Turquie de lever l'immunité diplomatique des employés de l'ambassade impliqués dans la fusillade du 24 juin dernier au cours de laquelle un manifestant kurde a été tué.

Franz Egle, porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères, a confirmé que la Turquie avait rappelé à Ankara le quatrième employé de l'ambassade soupçonné d'avoir tiré sur les manifestants et dont la Suisse avait demandé la levée de l'immunité diplomatique. Mais le Gouvernement turc a également fait revenir dans leur pays trois autres collaborateurs.

Il s'agit d'un agent de sécurité, d'un chauffeur et d'un employé de bureau. Le porte-parole des Affaires étrangères ignore pour quels motifs ces derniers sont retournés dans leur pays. La Suisse avait demandé la levée de l'immunité de trois membres de l'ambassade, qui sont retournés en Turquie vendredi dernier, et du quatrième rappelé mardi.

Dans sa note transmise hier à l'ambassadeur turc, la Suisse proteste contre les événements du 24 juin devant l'ambassade de Turquie et contre le manque de soutien des autorités turques lors des investigations de la poli-

ce, a expliqué le porte-parole des Affaires étrangères.

POUVOIR ENQUÊTER

«La Suisse ne peut accepter de voir porter sur son territoire des conflits extérieurs», indique la note. La Confédération qui figure parmi les Etats s'engageant à respecter les principes de l'Etat de droit tient à ce que de tels faits puissent faire l'objet d'une investigation objective susceptible d'établir clairement les responsabilités entraînant d'éventuelles sanctions. «Une pleine coopération de la Turquie aurait été dans le propre intérêt du pays».

La Suisse espère que la Turquie mettra tout en œuvre pour trouver des solutions «aux divergences sur la question kurde» qui tiennent compte des principes de l'Etat de droit et du respect des minorités. La Confédération est prête à offrir ses bons offices. L'Union suisse des journalistes a exigé des enquêteurs bernois la restitution des films confisqués lors de la fusillade devant l'ambassade turque. Les autorités n'ont pas de raison apparente de conserver ces images après les avoir examinées et d'empêcher leur publication. Selon les déclarations du photographe travaillant pour le journal «zgr Gndem», les photos prouvent que les employés de l'ambassade ont visé les manifestants lorsqu'ils ont fait feu. AP

Witnesses say crack teams behind Diyadin massacre

- **CHP demands urgent investigation into recent killings**
- **Minister Gazioglu again denies reports, responsibility**

Turkish Daily News

ANKARA- Despite witness accounts and a parliamentary motion claiming that local police forces may be behind a recent massacre in the town of Diyadin near Ağrı, Interior Minister Mehmet Gazioglu on Tuesday argued "such claims do not reflect the truth."

Gazioglu, who refused to resign despite pressure when the police failed in Sivas this month to prevent the massacre of 37 innocent people, this time told members of a Parliament commission that he could not accept allegations that police forces may be responsible for the killing of civilians.

The rebuff coincided with new claims from within separatist ranks that Monday's killing of 26 nomads, including 14 children and eight women in Van province, was also the work of clandestine Turkish security forces.

On Tuesday, the pro-PKK Özgür Gündem claimed in a banner front page story that a Special (police crack) Team was behind the massacre, and quoted a local PKK spokesperson who said his forces were not responsible for the murders.

The spokesperson for the so-called "Serhat Province" was quoted as saying that the villagers killed on the Sündüz plain in Bahcesaray

district of Van "had no problem with the guerrillas" and were given permission by his movement to use the plains.

"This is a contra activity. We claim responsibility for what we do," the spokesperson said. "It is evident, looking at the style of the attack and the nature of the people involved, it is clear that we have not done it."

Witnesses of the previous attack in Diyadin where six people were killed said this too was attributed to the PKK although it was clearly carried out by the security forces. Officials said after the incident there that the PKK was responsible and it had opened rocket fire on government buildings.

Witnesses say now that the attack was sponsored by the district governor and carried out by special crack teams. The claim is that following a PKK attack, local security forces retaliated on the people.

The Republican People's Party (CHP) on Tuesday submitted a motion to Parliament urging an investigation into this incident, noting that Diyadin fire brigades had also been prevented from extinguishing the fire which led to the deaths of the six people.

The SHP motion, signed by Istanbul Deputy Algan Hacaloğlu, calls for Parliament to investigate claims related to security forces and to determine who is guilty.

Meanwhile, survivors of the Diyadin attack told Interior Minister Mehmet Gazioglu and other state officials on Monday that they had all

seen the police open fire on civilian buildings.

They said the police crack team assault started after a brief assault by a PKK unit which escaped. Witnesses said the police opened fire on houses and a shop owned by the local pro-Kurdish Democracy Party (DEP) chairman. On the second floor of the building was the home of CHP district chairman Burhan Çiftçi, who died amid flames along with his wife and four children when the fire brigade was prevented from intervening.

The CHP motion appeared to confirm witness accounts that the attack actually targeted people known to sympathize with the separatist organization. It called for the security forces to differentiate between the guilty and innocent.

But, parliamentary sources said on Tuesday that Gazioglu had held a meeting with members of the Parliament Southeast Investigative Commission and denied all responsibility. Gazioglu reportedly said the police forces did not possess rockets which could cause such a fire.

The Commission, established between all parties in the Parliament, has decided to visit the troubled region on a fact-finding mission.

Officials said seven of the nine members of the body are to visit the provinces of Diyarbakır, Şırnak, Batman, Siirt, Şanlıurfa and Mardin.

They will also look into local claims that security forces are forcefully evacuating villages and at times burning them down, so they can not be reused to support the separatists.

Çiller warns world:

Think twice before becoming our enemy

- **PM guarantees state will protect people in Southeast, tends not to refer to 'Kurds'**

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller in an "Address to the Turkish Nation" on Tuesday declared Ankara would fight against terrorism at home and abroad, and warned all countries to choose whether they are friends or enemies of Turkey.

"Those who want to be enemies should think twice," she said, in an apparent reference to Middle East countries believed to be supporting the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK). Çiller's address, broadcast live on all public and private television channels, came a week after military commanders told the national press that Iran and Syria were supporting the PKK. Referring to major issues of debate but emphasizing the importance of national

unity, Çiller said Turkey would continue its struggle with what she referred to as "a terror concept of an artificially secessionist nature."

She stressed, without once openly referring to the Kurds, that the people in Turkey had lived together for years and had become "flesh and fingernails."

"How can you separate the fingernails from the flesh?" she asked. "The terrorists cannot be the representatives of our people living in the Southeast. Just the opposite, they are attacking the people because they know that they are against secession." Çiller recalled recent terrorist massacres of civilians and said she knew of all the problems of the people. "A gun turned at you would first injure me. Food not cooked in your kitchen is my problem," she said.

Emphasizing that her desire was to bring a solution to the problem under the roof of the Grand National Assembly, Çiller also pointed out that she would give all political support to the security forces fighting terrorism. She identified the problems in Southeast Turkey as "economic and social," saying it was the government's priority target to solve them. "I promise you that not a single citizen will be treated in a different way. I promise you an honest administration," Çiller said. Çiller added that terrorism could not achieve its goal anywhere in the world.

In separate reference to the recent massacre of 37 Alawi Turks by a group of about 10,000 radical Islamic protestors in Sivas, Çiller noted that the Constitution guaranteed the principal of a secular state and that there was no way to change this. "The freedom of religion and belief has made its place within our people," she said. She promised that all proved guilty and responsible for the Sivas incidents would be punished, "whoever they are." Meanwhile, Çiller, referring to the government's last pay hike for civil servants, said her government could not raise salaries to the desired level. Explai-

turkish daily news
 Wednesday, July 21, 1993

ning that if the government pays civil servants more than its financial income, the inflation rate will rise further. She said this would be like taking more money from people's pockets than the government was giving them. Çiller added that the government has economic policies directed mainly toward two targets. The first is to increase the growth rate, and the second to fairly distribute the necessary concessions to certain sectors of the society. The government's reform policies, in respect to wages, tax and privatization, will secure these objectives. If we do not fulfil these reforms, young people will not have jobs, and thus unemployment will increase further, she said.

turkish daily news — July 23, 1993

Solidarity for Özgür Gündem

■ Campaign starts to support pro-Kurdish daily

Turkish Daily News

ANKARA- A campaign has been launched to support the pro-Kurdish Özgür Gündem newspaper which faces imminent closure, and a solidarity committee has been formed.

In a meeting held at the newspaper's premises in Ankara, Contemporary Journalists' Association (CGD) Chairman Mustafa Ekmekçi said those who believed they could put pressure on the media and thus control it would see, as in the past, that they were wrong.

Ekmekçi said "invisible forces" in Turkey were attempting to crush opinion and thought but warned the country's democratic forces were determined to resist this.

Members of the new solidarity committee include Ekmekçi, ruling True Path Party (DYP) Erzurum Deputy Abdülmelik Fırat, Social Democrat Peoples' Party (SHP) Deputies Salman Kaya and Celal Kürkoğlu, and Democracy Party (DÉP) Deputies Sedat Yurtdaş and Selim Sadak.

The Turkish Human Rights Foundation (TIV) and Human Rights Association (IHD) chairmen are also members of the committee. Özgür Gündem, which published its 315th issue on Wednesday, faces extreme harassment in every field, owing to allegations that it is a publication affiliated with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

Since 1984 more than 6,400 people, about half of them civilians, have died as a result of the PKK's ruthless armed campaign for Kurdish independence.

The International Press Institute this week sent a letter to Prime Minister Tansu Çiller appealing for the release of Gündem's editor Davut Karadağ, currently under arrest. The letter also said Turkey should allow the paper to continue publishing.

Last year, several Özgür Gündem reporters in Southeast Turkey were assassinated, and none of the murderers could be traced. The daily claimed

Iranian ambassador gets terrorism briefing at Foreign Ministry

■ Bagheri claims talks extremely positive, Ankara says he was given terrorism file

Turkish Daily News

ANKARA- Iranian Ambassador Muhammed Riza Bagheri, summoned to the Turkish Foreign Ministry on Tuesday in connection with reports of terrorist activities in Iranian territory, said the talks had been extremely positive.

Bagheri claimed, after a 35-minute meeting with Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk, that despite speculation that the Turkish side would hand over documents to Iran proving Iran had backed the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), nothing had happened.

"They did not even give us a single page," he said. The semiofficial Anatolia news agency, however, reported that Foreign Ministry Undersecretary Özdem Sanberk had given Bagheri such a document.

The Turkish side is also reported to have formally asked Iran to prevent PKK militants from settling within Iran's borders and has expressed extreme concern over terrorist activities launched into Turkey from Iranian territory.

Bagheri argued, meanwhile, that only infor-

mation of a "verbal nature" had been provided him on supposed PKK activity in Iranian territory.

Maintaining that "certain circles" were disturbed by the improvement of bilateral relations between the two countries, Bagheri said border security would be taken up at the bilateral talks on security on July 26.

"We are determined to prevent a deterioration of our bilateral relations through the efforts of such circles," Bagheri added. Disclosing that the Foreign Ministry undersecretary had "informed" him of certain accounts by PKK militants captured in security operations in the border area between Turkey and Iran, Bagheri said he had asked Sanberk to watch again the interview with a captured PKK militant, broadcast on state television Monday night.

"That PKK member said 'whenever we approached the Iran border, Iranian soldiers fired on us,'" Bagheri maintained. "There is no change whatever in the policies followed by Iran. We believe that there are no PKK camps in Iran," Bagheri said. He also revealed that he had proposed to Sanberk that the two countries set up a joint investigative delegation for on-site inspection, within Iranian territory, to see whether such camps existed.

on Wednesday that its correspondent in Mardin, Nezahat Özen, was detained for four days and hospitalized after torture. Özen is seven months pregnant.

Police raiding the Özgür Gündem office in the Black Sea Coast city of Samsun on Tuesday ar-

rested its local representative. There is currently a campaign to close the newspaper down altogether.

The military believes it is dangerous since it is carrying stories in the form of propaganda for the PKK.

Red Cross says Iraqi Kurds fleeing to Iran

Reuters

GENEVA- Thousands of Kurds have fled from northern Iraq to Iran in recent weeks to escape hardship and many more are expected to follow, Red Cross societies said on Wednesday. A spokeswoman for the Geneva-based International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC) said it had been informed by the Iranian Red Crescent that 3,104 Kurds had crossed the Iranian border so far.

Citing a cable from the Iranian so-

ciety, she added: "The number of refugees is expected to increase in the following days."

The spokeswoman said the Iranian Red Crescent had said the Kurds were fleeing "due to the renewed critical situation in Iraq", without giving any further details.

A British peer, Lord Ennals, said this week after a trip to the region that he had found evidence of malnutrition among the Kurds. He said others were dying from lack of medicines.

Fehmi Işıklar on the Kurdish problem:

Worst peaceful solution better than the war

■ "Retaining integrity of country in interest of Kurds too"

■ "Those who entered into the debate at the commission proposed by PM Çiller should be careful that they retain their parliamentary immunity"

By Kemal Balcı

Turkish Daily News

ANKARA- Fehmi Işıklar, whose parliamentary status, and therefore his parliamentary immunity, the Constitutional Court has decided to revoke, after the closure of the People's Labor Party (HEP), has revealed his opinions and suggestions for solutions regarding the Kurdish problem.

Işıklar, the Social Democrat People's Party (SHP) Diyarbakır deputy and acting parliament chairman, argued that the worst peaceful solution was better than the best solution from a war. Speaking to TDN Thursday, Işıklar stressed that the Kurdish problem could be solved with a basis of free debate within peace and democracy that ensures the protection of the territorial integrity of the country. He also stressed that the situation in the Southeast had occurred because of "pressure politics," adding: "All people in the region (Southeast) feel now that their security of life is under threat. All of them fear certain death."

Işıklar emphasized that since the integrity of the country is in the interest of the Kurds too, they back territorial integrity. "I fear that the feelings of those people fearing certain death can be changed."

Concession to Apo

Criticizing the opinion that Kurdish television broadcasting and education in Kurdistan would be concessions to Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah "Apo" Öcalan, Işıklar said: "I disagree. The most important problem of a country cannot be linked to a person."

Işıklar also argued that if a political solution is accepted, those who back an "armed solution" will be able to change their minds. "I believe," he added, "that their opinions will not be supported by the public. The expectations of the public will be realized."

Asked what would happen if terrorist acts continue after the acceptance of a political solution, Işıklar said: "These actions may continue for a period. But, they will not be accepted or supported."

All officials today say they back this (the military solution). (In the case of the acceptance of a political solution) they will not support that (military) solution. They will ask their own sons, "Why are you struggling?"

When asked about the position of the junior coalition partner, the SHP, on the Kurdish problem, Işıklar, who is currently acting on behalf of Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk, who is away from Ankara, said: "Our minister friends have struggled over specific prob-

lems related to their posts and government orders for months.

For that reason, I am not accusing them, as they did not have enough time to deal with the problem. But, from now on, this platform should be used. On the contrary, criticism will be justified." Referring to the benefits of the "security commission" proposed by Prime Minister Tansu Çiller during her visits to political

party leaders, Işıklar, attributing the lifting of his immunity to the closure of the HEP, said: "I look at it (the commission) as an initiative of good will.

The issue is discussed there in detail. But, those who entered into the debate in that commission should be careful that they retain their parliamentary immunity."

Çiller to Hakkari: I'll come here until you stop suffering

By Ismet G. İmset

Turkish Daily News

HAKKARI- Prime Minister Tansu Çiller announced Thursday she would frequently visit this troubled and impoverished Southeastern provincial border capital until the sufferings end in this part of the country.

Çiller in an appeal to a rally crowd in the city center called for national unity and said the citizens of the Southeastern provinces hard hit by Kurdish separatist terrorism should continue to trust the state and promised the government would not allow them to be crushed by terrorism.

Çiller, talking to the people after emerging from a Cabinet session at the city's Police Rest House, the only spacious building in this underdeveloped part of the country to be able to house a council of minister's meeting, said Hakkari would become the center of "jobs and food" in eastern Turkey. Çiller, like 13 of her Cabinet colleagues who had come to southeastern Turkey for the first time in their lives, said she was well aware of the sufferings of the local people at the hands of the terrorists and stressed, "I am a mother so I know what you are going through."

The prime minister frequently stressed that the state was "strong" and that it would protect the citizens.

"All the citizens from our Eastern or Western regions, whether they are Kurds or Turks, are brothers and sisters. This country belongs to all of us and we are determined to keep it that way," she declared.

She warned that "there may be those who do not want our unity and who will plot against it. They may want to split brothers and sisters, husbands and wives.

But they will not be able to achieve this because they will find me, your mother, your sister opposing them. You will also oppose them..."

Çiller said she had kept her promise and was visiting Hakkari two weeks after receiving a vote of confidence before going anywhere else.

"We have held the first ever Cabinet meeting in Hakkari (in republican history). I will continue coming here until you have full security, jobs and food."

Çiller, who was visibly shaken to see there were only earth roads in the city center and elsewhere, said the government would see to it that the city has proper roads, a boarding school and vocational schools. She said the government would take measures to transform Hakkari into the livestock center of eastern Turkey.

She said through the Cabinet decisions taken earlier in the day 6,000 jobs would be created in the city.

Also addressing the crowd, Deputy Prime Minister Erdal İnönü said the coalition cabinet had reviewed the new measures to be taken in Hakkari to supplement the measures which had already been decided during the rule of the former coalition led by Süleyman Demirel, now the president.

It was a departure from Çiller, who wanted to draw the image of a brand-new start while İnönü was stressing the government was the continuation of the former coalition administration.

"Hakkari will get rid of these muddy and dusty roads. It will get rid of terrorism," he declared.

Earlier in the day Çiller flew into Hakkari by helicopter from the oil city of Batman. She had flown to Batman from Ankara with her Cabinet ministers and journalists.

On the plane Çiller likened the Turkish state to an elephant and the clandestine Kurdistan Workers' Party (PKK) to a fly. She said the Turkish state is very strong and can deal with the tiny PKK, which only has 10,000 militants. "This is like the struggle of the elephant and the fly."

She said the problem in Turkey is not just Kurdish language broadcasts or Kurdish education. "We have a wide range of issues.

There is the foreign dimension to the question. We have to make contacts abroad on the terrorism issue. There is also the problem of having to deal with terrorism while you try to help the people.

At times we may face problems in our fight against terrorists because of the methods used. Some citizens may get hurt."

Later in the day Çiller flew to the troubled city of Şırnak and then to a border military post to inspect security measures against the PKK.

Çiller will stay overnight in Batman and will then fly to Diyarbakır today for a rally address and return to Ankara in the afternoon.

Kurdish rebels squeeze money from exiles living in Europe

Reuters

THE HAGUE- The guerrilla Kurdistan Workers Party (PKK) has coerced millions of dollars from Kurds living in exile in Europe, Dutch security forces said in a report published on Wednesday.

Coerced "contributions" to the PKK topped two million guilders (\$1.1 million) in 1991 from the 40,000 Kurds living in the Netherlands and was probably double that last year, the Dutch Internal Security Service said.

The report added that other Kurdish communities in Europe may have been put under pressure but gave no esti-

mates of how much money might have been raised in other countries. The PKK recently stepped up activity in Western Europe, seizing hostages at Turkish consulates in Munich, Germany, and Marseille, France, last month.

More than 6,400 people have been killed in fighting in Turkey since the PKK began a terrorist campaign against the Turkish government in 1984.

The Dutch security forces publish an annual roundup of extremist organizations as part of a campaign toward more open government in the Netherlands.

Southeast Investment is 1.6% of budget gap

■ Government promises TL 2.5 trillion investment in Hakkari and Şırnak

Turkish Daily News

ANKARA- The start for Çiller administration's massive, historical development plan to economically improve the poverty-stricken Southeast happened to be a planned government investment of TL 2.5 trillion (approximately \$220 million), only 1.6 percent of the predicted budget deficit of TL 150 trillion (\$13.5 billion) for the entire 1993. Prime Minister Tansu Çiller disclosed Thursday in the Southeastern town of Hakkari. The government has decided to make investments worth TL 2.5 trillion in Şırnak and Hakkari, two of the least developed town in the region, and only TL 1 trillion of this amount will be swiftly injected into the Southeast economy.

"We shall launch animal husbandry and carpet weaving campaigns in the region. Professional education will be given. Roads

will be built. Relevant ministries and municipalities will be instructed not to leave a single muddy road in the area," Çiller told a press conference after a 90-minute Cabinet meeting in Hakkari, the first Cabinet meeting in this town during the republican history.

Çiller, a professor of economics, said a total of 11,700 jobs would be created in Şırnak and Hakkari in a year.

She referred to the Cabinet meeting and said, "This is how we attach special importance to the entire area."

Çiller said, "All development activities will finally create 6,000 jobs in Şırnak and 5,700 in Hakkari."

"We shall keep on coming and going until there is food to eat and jobs to work for," the prime minister promised.

The government package includes investment in mass housing, animal husbandry and agriculture.

"The economic revival package will create additional incomes worth TL 55 billion in Şırnak and Hakkari," Çiller said. The government's economic program of 1993 includes 48 projects to be undertaken by the government in Hakkari and Şırnak.

A total of 98 projects are in progress at the moment. All projects require TL 2.4 trillion financing.

Trapped by a ballooning budget deficit, estimated to triple the original program target of TL 53.3 trillion, the Çiller administration urgently needs financing for fresh civil servant salaries and to solve collective bargaining disputes with 700,000 workers.

Le Monde — 21 juillet 1993

Dans le Kurdistan irakien

Sept personnes ont été tuées par des bombardements iraniens

L'armée iranienne a intensifié, au cours des dix derniers jours, ses bombardements contre les régions du Kurdistan irakien qui abritent des bases de l'opposition kurde iranienne; tuant sept personnes, ont affirmé des sources kurdes et des organisations humanitaires internationales.

Téhéran, qui affirme que l'opposition kurde mène des opérations en Iran à partir du Kurdistan irakien, avait dépêché, la semaine dernière, une délégation officielle

auprès des dirigeants kurdes irakiens pour qu'ils mettent un terme aux activités des opposants iraniens. La mission s'était soldée par un échec, mais les Kurdes iraniens avaient affirmé, jeudi dernier, avoir déplacé leurs combattants de la frontière vers des zones situées plus au sud, en territoire irakien.

En raison des bombardements iraniens, vingt-trois villages dans la région de Qala-Diza (nord-est de l'Irak) ont été abandonnés par leurs habitants et environ

7 000 personnes ont fui la région, ont ajouté les mêmes sources. Par ailleurs, environ 200 soldats iraniens ont effectué une incursion, au milieu de la semaine dernière, dans la région de Darbendikhan, à 150 kilomètres au sud de Qala Diza, selon le commandant des forces kurdes dans le secteur. Un journaliste de l'AFP a constaté, de son côté, que les villages de Sune et de Chiwaraz étaient totalement détruits et qu'une partie des champs avait brûlé.

Le Monde — 21 juillet 1993

Plus de soixante-dix morts en deux jours

Les affrontements entre séparatistes kurdes et l'armée turque se poursuivent

Plus de soixante-dix personnes ont trouvé la mort en Turquie, dimanche 18 et lundi 19 juillet, victimes du conflit de plus en plus meurtrier qui oppose les séparatistes kurdes du PKK et les forces gouvernementales. Dans la province de Van, vingt-six personnes, dont quatorze enfants en bas âge et huit femmes que la transhumance estivale avait amenés à camper avec leur bétail sur le plateau montagneux de Sündüz, ont été tués sous leurs tentes, apparemment par des militants du PKK. Un survivant a affirmé que les assaillants avaient réuni les nomades pour un discours de propagande séparatiste avant d'ouvrir le feu. La branche armée du PKK, l'ARGK, a rejeté

toute responsabilité dans cette attaque.

Plusieurs raids contre des villages ont eu lieu au cours des dernières semaines, dans des circonstances similaires, dans le sud-est anatolien.

Ailleurs, dans la région où les forces de sécurité ont lancé une vaste opération militaire qui pourrait les amener à franchir prochainement la frontière irakienne, trente-trois combattants kurdes ont été tués au cours de violents affrontements qui ont également coûté la vie à plusieurs membres – dix au moins – des forces de sécurité.

Le gouvernement turc a décidé

de protester officiellement auprès des autorités iraniennes qu'il accuse de soutenir les combattants du PKK. L'ambassadeur iranien, convoqué lundi, ne s'est pas présenté au ministère des affaires étrangères.

Le nouveau gouvernement de M^{me} Ciller, qui n'a pas encore formulé de politique cohérente à l'égard de la minorité kurde, a pour l'instant donné carte blanche à l'armée. M^{me} Ciller a cependant lancé le débat à l'Assemblée nationale sur l'éducation et la télévision en kurde, des suggestions qui lui ont valu des protestations véhémentes de toutes parts, en particulier des membres de sa propre formation, le Parti de la juste voie (PYP).

NICOLE POPE

LE MATIN — 25 juillet 1993

Menaces de riposte

Les dirigeants kurdes irakiens répliqueront si l'Iran continue ses attaques

Les responsables kurdes d'Irak du Nord ont menacé hier de riposter militairement si l'Iran, qui a attaqué jeudi deux cibles dans le Kurdistan irakien, renouvelait ses opérations. « Nous avons décidé de riposter à toute action militaire par les mêmes moyens. Si le bombardement iranien ne cesse pas, nous commencerons alors à bombarder », a déclaré à l'AFP le « ministre » kurde de l'Action humanitaire, Mohammad Tawfic.

L'armée iranienne a attaqué jeudi le village de Karnawe, à une quinzaine de km de la frontière irako-iranienne, détruisant l'école de la localité, a-t-on appris hier. Selon des sources concordantes, qui n'ont pas fait état de victimes, quatre soldats iraniens ont été capturés par les combattants kurdes. En repré-

sailles, l'armée iranienne a fait prisonniers plusieurs « douaniers » kurdes en se retirant. Selon M. Tawfic, l'Iran a menacé d'attaquer Souleimanieh, une des principales villes du Kurdistan, si les prisonniers iraniens ne sont pas relâchés.

Le nord de l'Irak est tenu depuis 1991 par les formations kurdes d'opposition au régime de Bagdad, qui ont formé un « gouvernement » non reconnu par la Communauté internationale.

Tirs de missiles

Jeudi également, des missiles iraniens ont visé le quartier général du parti communiste kurde iranien KOMALA (opposition armée au régime de Téhéran), à une dizaine de

km au sud de Souleimanieh. Soulignant que le siège de KOMALA est éloigné de la frontière, M. Tawfic a estimé que Téhéran a voulu « montrer par cette opération qu'il peut attaquer Souleimanieh à partir du territoire iranien ».

M. Tawfic a indiqué que les discussions avec une délégation officielle iranienne qui s'était rendue, la semaine dernière, au Kurdistan d'Irak « se sont interrompues, lorsque l'Iran nous a demandé de contrôler totalement les groupes iraniens présents dans notre région. Cette demande est inacceptable », a-t-il assuré.

Les bombardements iraniens sur les régions frontalières de l'Irak se sont intensifiés depuis le départ de la délégation iranienne, a-t-on constaté. Téhéran, qui accuse les formations de l'opposition iranienne de mener des opérations en Iran à partir des régions frontalières, bombarde ces secteurs par intermittence depuis avril dernier. — (afp-Im)

PEN American Center

568 Broadway, New York, New York 10012
(212) 334-1660/Cables: Acinterpen New York/Fax: (212) 334-2181

President
Edmund Keeley

Vice Presidents
Paula Giddings
Maureen Howard
Victor Navasky
Robert Stone
Lionel Tiger

Treasurer
Elaine Markson

Secretary
Betty Fussell

Executive Board
Ken Auletta
Russell Banks
Louis Begley
Naomi Bliven
Magda Bogin
Patricia Bosworth
Robert Caro
Jerome Charyn
Amy Clampitt
Jayne Cortez
Barbaralee Diamondstein
E. L. Doctorow
Frances FitzGerald
Samuel G. Freedman
Marilyn French
Sanford Friedman
Charles Fuller
Allen Ginsberg
Peter Glassgold
Charles Harris
Amy Hempel
Eva Hoffman
Gerald Howard
Robert Hughes
David Henry Hwang
John Irving
William Kennedy
Lucy Komisar
Steven Kroll
Elinor Langer
Martha Weinman Lear
Rika Lesser
Eileen Lottman
Robert F. Lucid
Cynthia Macdonald
Mary Mackey
Norman Mailer
Robert Massie
Gail Mazur
Pamela McCorduck
Louise Meriwether
Arthur Miller
Mary Morris
Walter Mosley
G. E. Murray
Sidney Offit
Hannah Pakula
Ellen Pail
Kathrin Perutz
Emily Prager
Charles Rembar
Ninotchka Rosca
Edward W. Said
Faith Sale
Kirkpatrick Sale
Harvey Shapiro
Mona Simpson
Ted Solotaroff
Susan Sontag
Gay Talese
Meredith Tax
Martin Tucker
Frederic Tuten
Leon Wieseltier
Hilma Wolitzer

General Counsel
Leon Friedman

Advisor/Freedom to Write
Floyd Abrams

Executive Director
Karen Kennerly

July 22, 1993

Mrs. Tancu Ciller
Prime Minister
Başbakanlık
06573 Ankara
Turkey

Dear Prime Minister:

On behalf of the 2600 writers who are members of PEN American Center, we write to protest the legal actions taken against the opposition newspaper *Özgür Gündem*.

Özgür Gündem was ordered closed on July 13 by an Istanbul tribunal. We understand that this was on the basis of a legal technicality related to the failure of Davut Karadag, the newspaper's editor-in-chief, to notify the authorities of a change of address--an oversight which would normally carry a small fine of 3,000 to 15,000 Turkish Lira. The Istanbul State Security Court heard arguments in the case yesterday.

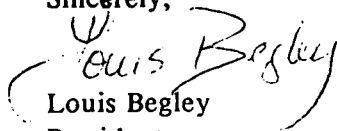
Özgür Gündem has been the target of heavy official and unofficial pressure since its launching in June 1992. Of the fifteen journalists who have been killed in Turkey since January 1992, seven were correspondents for *Özgür Gündem*. Vendors and distributors of the newspaper in the southeast have been subjects of violent attacks, and many have lost either their businesses or their lives. Thirty-five of the last thirty-eight issues have been banned by local courts on the grounds of violating the 1991 Anti-Terror Law. Financial difficulties forced the newspaper to close down from January 1993 until its reopening in April; the paper's news editor was arrested only a few weeks later, and in July, Mr. Karadag was taken into custody for violating the Anti-Terror Law.

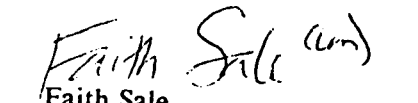
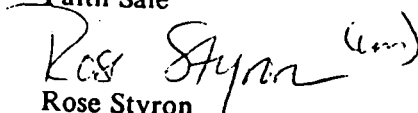
We deplore the killings, the acts of intimidation, the censorship, and the repeated legal harassment of *Özgür Gündem*; in addition, we find the ruling against the newspaper incompatible with the nature of the offense and ask that the suspension order be reversed. The measures taken against the newspaper do not impress us as isolated incidents; rather, they appear to be concerted efforts to chill free expression in your country. Indeed, we have received reports that government

PEN American Center, a non-profit incorporation,
is an affiliate of International PEN: an association of writers
—poets, playwrights, essayists, editors, novelists—
with centers in Europe, Asia, Africa,
Australia and the Americas

authorities have pressured members of the Turkish media to campaign against the outlawed Kurdish Worker's Party (PKK). While we appreciate each newspaper's right to express its opinions on the Kurdish issue as it sees fit, we are deeply concerned that the government has created an environment where diversity of opinion is nearly impossible. As an international organization of writers working to defend our colleagues' right to practice their profession free from harassment and intimidation, we call on your government to protect *Özgür Gündem* from the unrelenting attacks that daily jeopardize its existence, and ask that you do everything in your power to protect the freedom of speech in Turkey.

Sincerely,


Louis Begley
President


Faith Sale

Rose Styron
Co-Chairs, Freedom-to-Write Committee

Saturday, July 24, 1993

turkish daily news

Çiller assesses Southeast visit

- 'We seek national consensus on terrorism issue under parliamentary roof'
- 'Government does not consider giving incentives in the form of cash'

Turkish Daily News

ANKARA- Prime Minister Tansu Çiller said Friday that the majority of the people in the southeast Anatolia region are not considering departing from Turkey and that they particularly want their security to be ensured.

On the second day of her visit to the Southeast, Çiller responded to journalists' questions in Batman after addressing the people in Diyarbakır.

Asked what she understands from the word "Kurd," Çiller said, "If a person says he or she is this or that, it is meaningless to tell him or her 'no, this is what you are.' If there are people among the citizens who say 'I have come from this ro-ot,' then that is what he or she is. For this reason, I do not enter a discussion about that."

In reply to a question on whether she has developed any model in her mind after seeing throughout the visit that there has been an intensive military deploy-

ment in the region, Çiller said she had not seen an atmosphere of internal conflict as she toured in the area.

Çiller continued, "The people here want to see the power of the state. As I toured in the region, I have not seen people who have broken off from their country. There is terrorism all over the world. Spain, Britain, Portugal have fought against terrorism for a long time and have overcome it. We shall also overcome."

Çiller said regardless of what type of method is followed, Turkey will not give up struggling against terrorism. She said her administration will absolutely not make any concession from Turkey's territorial integrity.

Çiller said that the number of the terrorists range between a minimum of 4,000-5,000 and a maximum of 10,000-15,000. Noting that some external and internal activities are also involved, Çiller resembled the struggle between the state and the terrorists to a struggle between an elephant and a fly.

Çiller said that the government is considering some professional cadres for the Southeast.

Asked if those cadres will be affiliated to the Office of the Chief of Staff or the Interior Ministry, Çiller said she and her colleagues were currently working on that issue.

When reminded that Kurdish intellectuals complain about the Kurdish issue's not becoming a subject of discussion, Çiller said she herself does not see any harm in having such a discussion, noting that there is no harm in holding conferences or similar meetings. She said that she sees Turkish democracy as a baby and that lots of things need to be done for the restoration of democracy with its institutions.

Çiller said she found the people very warm, particularly in Şırnak. She said there were many demands from the people which she said indicated that the people trust in the state.

Asked how the state will overcome the fact that although the state has made many investments in the region, they are being obstructed, burnt or demolished by the terrorists, Çiller said she and her colleagues have been trying to explain to the people in the region that the state will serve more if they cooperate with the state and protect what has been invested there. In reply to a question about how the incentives to be given to the region will be regulated, Çiller recalled that previous incentives were given to the people in the form of cash and that the government will not act that way for future investments. Asked how the people reacted to her opening the issues of having radio and TV and education in Kurdish to discussion during her earlier

meetings with party leaders, Çiller said that the people first wanted their lives to be taken under guarantee. She said she was seeking a national consensus about those issues under the roof of Parliament, noting that the people in the Southeast also follow the issues closely.

Çiller and İnönü address people in Diyarbakır

Çiller and Deputy Prime Minister Erdal İnönü addressed the people in Diyarbakır after they were given a 45-minute briefing at the office of the emergency regional governor.

Çiller said those who were killed on the plateaus were also her children, stressing that the state would be on the side of the citizens until the security of the people is ensured in the area.

Pointing out that the possibilities of the state are limited, Çiller said if it was not for making investments, the state would give more pay hikes to civil servants and employees.

She said investments would help reduce unemployment and that her administration was trying to set up a balance in that regard. Çiller urged the people not to let themselves be tricked by the terrorists.

She said, "One who says he is Turk or who says he is Kurd are brothers and they are inseparable. Everyone's ID card is the title deed of this country."

İnönü, who also took the rostrum, said people cannot get a taste of democracy when they do not have security.

He said if it wasn't for the terrorists' very violent massacre, which meant that they continue to stage acts of terrorism, the government would remove the state of emergency rule in the region.

He said Turkey should first get rid of terrorism.

Inonu stressed that the terrorists deceive the people by saying that if it was not for terrorism, democratization would not progress in Turkey. He said that is a big lie. He wanted the people to convey his words to the terrorists as well. Meanwhile, Republican People's Party (CHP) Secretary-General Ertuğrul Günay said Friday that the Hakkari visit is the government's last show before its summer recess.

In a press conference, Günay said the Cabinet's meeting in Hakkari is important in terms of strengthening interest in the region.

However, he criticized the fact that the meeting was held at the Police Rest House instead of at the office of the governor or mayor.

He said if the government convened at the Police Rest House because of the lack of an appropriate building, that shows the importance which the state has shown to the region.

However, he said, if the meeting was held because of security reasons, then that is more serious because the Cabinet members cannot give confidence to the people with teams of guards.

Treaty of Lausanne commemorated today

Turkish Daily News

ANKARA- The grandchildren of Lord Curzon, Sir Harold Rumbold and İsmet İnönü -- the men who presided over the British and Turkish delegations during the negotiations that lead to the Treaty of Lausanne -- come together in Ankara today to participate in a series of ceremonies to commemorate the 70th anniversary of the only treaty to have lasted in Europe since World War I.

Lord Ravensdale, the grandchild of Lord Curzon, who headed the British Delegation in the first half of the Lausanne peace conference, and Sir Henry Rumbold, the grandchild of Sir Harold Rumbold, who lead the second half, are guests of honor in the two-day commemoration.

İsmet İnönü dealt mostly with the two British diplomats during the negotiations of the Lausanne Peace Conference. İnönü's children and grandchildren will host Lord Ravensdale and Sir Henry Rumbold in Ankara.

The representatives of France, Italy, Greece, Japan and Romania as well as those of Slovenia, Croatia, Macedonia, Bosnia-Herzegovina as the successors of the former

Serbia-Croatia-Slovenia state will also participate in the festivities commemorating the peace treaty that ended hostilities between the allied powers and Turkey after

the First World War.

President Süleyman Demirel, Prime Minister Tansu Çiller and Foreign Minister Hikmet Çetin are to open the commemoration activities at Parliament today. Deputy Prime Minister Erdal İnönü, the son of the late Turkish statesman, will also give a speech on a more personal note, after an audio-visual show on the Conference and Treaty of Lausanne.

The guests leave for Istanbul Sunday morning for a touristic visit of the city.

The İnönü Foundation, chaired by İsmet İnönü's daughter Özden Toker, has reproduced exact replicas of a collection of 25 caricatures drawn by caricaturists Derso and Kelen during the Lausanne Conference.

The first edition of the collectors item will be presented to Demirel by Toker, and the caricatures will be displayed in an exhibition in the Parliament lobby today.

Culture Minister Fikret Sağlar will open an exhibition, "İsmet İnönü by Photographs," organized by his ministry on Sunday in the Fine Arts Gallery in Ankara. The Culture Ministry has also published two books on the life of İsmet İnönü and the Lausanne Treaty for the occasion.

Also on Sunday, Turkish composer, singer and columnist Zülfü Livanelli will give a free open-air concert at the Ankara Hippodrome.

Iran mounts major operation in N. Iraq, local sources say

- **Iranian Mujahideen Khalq says Iran is targeting their camps**
- **Kurdistan Democratic Party says region's Kurds are being hit**

Turkish Daily News

ANKARA- Confusion prevailed on Friday with mounting reports of a major Iranian military cross-border operation in northern Iraq. At the center of the confusion was the question of who this operation was aimed at.

Local Kurdish leaders indicate that the offensive's main targets are the Kurds of northern Iraq. The Iranian Mujahideen Khalq, which is engaged in an armed battle to topple the Islamic regime in Tehran and which has bases in northern Iraq, said the Iranian offensive was primarily aimed at them.

The Kurdistan Democratic Party (KDP) said in a statement on Thursday the Iranian offensive in Suleymania province, sup-

ported by air and ground forces, "was confronted by the Peshmerga (Iraqi Kurdish soldier) force of the Iraqi Kurdish administration and the local villages."

Reuters on Thursday quoted an opposition Iranian group as saying Iran had sent warplanes into northern Iraq on Thursday to bomb an Iranian Kurdish group based there.

The Mujahideen Khalq, in a statement telephoned to the agency's Nicosia office from Paris, said the target was the headquarters of an Iranian Kurdish group called Kumelah, 50 km (30 miles) inside Iraq.

Local Kurdish villages as well as the Iranian exile camp were hit in the hour-

long early morning air raid, a Mujahideen spokesman said. He said his group had no reports on casualties. Reuters also said Mujahideen leader Massoud Rajavi, in a letter to the U.N. Security Council, said the Iranian raid violated the West's no-fly zone in northern Iraq.

Rajavi urged the United Nations to embargo Iranian arms and oil exports to force Tehran to stop cross-border raids, which have also been aimed at Mujahideen bases further south in Iraq.

He said Iranian revolutionary guards attacked on the ground at several places along the border on Wednesday and set up a base 7 km (4 miles) inside Iraqi Kurdistan.

The KDP statement on Thursday said Iran had started a major offensive into Kurdish-controlled areas of Iraq.

"Since yesterday, July 21, the Iranian regime has started a major incursion into Suleymania province," the statement, issued by the KDP's Ankara office, said.

Indicating that the offensive was supported by air and ground forces, the statement said the Iranian forces had been con-

fronted by Peshmergas and local villagers.

"Iranian war planes attacked two locations. Yesterday, July 21, Iranian troops crossed the Iraqi border into the Chwarta area, northeast of Suleymania," the statement said.

It indicated that the Iranian force was made up mainly of an estimated several thousand Revolutionary Guards, and supported by artillery shelling, mortars and mobile multiple rocket launchers.

It said the Iranian force had penetrated as deep as 10 km into the Chwarta area and had established a logistical base at Keani Manga.

"Another force crossed into Kanarwe, 4 km inside Iraqi Kurdish territory, and blew up a school. The Iraqi Peshmergas and villagers confronted the forces. In the fighting, one Revolutionary Guard was killed and four were taken prisoner." The statement also indicated that Iranian war planes had attacked the Zia Owyz base of an Iranian opposition group 5 km east of Suleymania city on Thursday June 22.

It said another air attack on the same

day had targeted the village of Nawa Tagan in the Drabndikhan area south of Suleymania.

"The Iranians have massed troops near Pejwien, and the forces of the Iraq Kurdish administration have been put in a state of alert and readiness to confront the incursion," the statement said.

It added that Iranian shelling was continuing in the Qala Dize-Pesdah and Naw Dasht areas north of Suleymania. "The attacks followed last weeks inconclusive talks in Arbil between a senior Iranian security delegation and Kurdish leaders and officials of the Kurdish administration, where the Iranian delegation set a number of uncompromising demands and conditions," statement said.

It added that both sides had agreed to follow up these talks at a later date.

"We call on the Iranian Islamic government to end its attacks on the besieged Kurdish people, who still live under a mortal threat from Saddam Hussein's regime, and call on the international community to intercede to end the Iranian attacks on Iraqi Kurds."

turkish daily news / Saturday, July 24, 1993

Security Council supports Ekeus but skeptical on Iraq

- *Baghdad's refusal to allow the surveillance cameras at two rocket-testing sites near Baghdad led to fears that US might respond with military strikes*

Reuters

UNITED NATIONS- The Security Council has supported the latest move by U.N. weapons officials to defuse a crisis with Iraq, but was skeptical over Baghdad's long-term intentions.

Sir David Hannay of Britain, this month's council president, spoke to reporters after Rolf Ekeus, head of the U.N. Special Commission in charge of scrapping Iraq's weapons of mass destruction, briefed the council on his recent trip to Baghdad where he resolved a crisis over installing surveillance cameras at missile sites.

"The proof of that pudding will be when Iraq comes to the high-level technical talks," said Hannay.

Ekeus confirmed a high-level Iraqi technical team would come to New York in late August or September to discuss outstanding demands on weapons and activating the cameras.

He also said he expected Iraq's deputy prime minister Tariq Aziz to visit the United Nations before the technical team arrived, but he had no date.

Iraq's refusal to allow the surveillance cameras at two rocket-testing sites near Baghdad led to fears the United States might respond with military strikes.

But Ekeus emphasized that he was still "suspicious" and did not believe his commission had uncovered all of Iraq's weapons or weapons materials so that he could rec-

ommend the oil embargo be lifted in the near future.

Under the main 1991 Gulf War cease-fire resolution, Iraq was required to destroy its nuclear, chemical, biological and ballistic missiles. But it was permitted to keep and test short-range defensive missiles.

The council's embargo on oil exports would be lifted when weapons demands are fulfilled. But sanctions on imports to Iraq could not be suspended until Baghdad complies with a host of other council resolutions. Iraq has been under a stringent trade embargo since it invaded Kuwait in August 1990.

Hannay said the council supported Ekeus' arrangements on the cameras, but he pointed to a letter from Iraq that made a number of demands and questioned whether they would ultimately be linked to the cameras "or were simply separate from it." "A number of members of the council made it clear that most of the points were in one way or another unacceptable," he said in reference to Iraq's letter.

Iraq's letter for the first time accepts U.N. monitoring of its potential military industry for years to come, an achievement Ekeus and Hannay described as positive.

But it also says the Council should immediately move towards lifting its embargo on oil exports, take steps to cleanse the Middle East of dangerous weapons and make sure

U.N. inspectors use only Iraqi aircraft for transport and surveillance.

In addition, the letter demands the United States, Britain and France end their ban on Iraqi aircraft over two so-called no-fly zones. These were instituted by the three nations to protect Kurds and Shiites who rebelled against President Saddam Hussein after the Gulf War.

But Ekeus told a press conference Iraq's letter was a deliberate "ambiguity" and he was sure that the "proposals" attached were not conditions for accepting the long-term monitoring.

He told reporters the deal on monitoring was an encouraging first step, but he admitted it was still "fragile," adding that his commission was "suspicious of Iraq's intentions and would like to see something concrete." Asked about weapons in general, Ekeus said he did not believe Iraq still harbored any nuclear arms, but said his teams were not satisfied yet with disclosures on chemical and biological weapons.

UN experts arrive in Baghdad

Meanwhile, the leader of a team of United Nations nuclear inspectors that arrived in Baghdad on Friday said a key aspect of the mission was to prepare for the removal of Iraq's remaining stocks of irradiated-uranium fuel.

The uranium, processed as part of Iraq's nuclear weapons program, will be shipped out of the country in line with the cease-fire terms that ended the 1991 Gulf War over Kuwait. "It will be removed totally by March next year," Maurizio Zifferero, deputy director of the U.N.'s International Atom-

ic Energy Agency (IAEA), told reporters on arrival.

Zifferero said the IAEA signed a contract with Russia for the transfer of the fuel on June 21. He did not reveal the value, but U.N. officials say it will cost millions of dollars. "Working in the field has started already. There are other preparations to do," said Zifferero, who is Italian. In June last year, U.N. inspectors took highly enriched but unradiated uranium out of Iraq. The experts put the amount of unprocessed fuel at about 12 kg (26 lb).

Zifferero arrived with 15 other IAEA experts entrusted by the U.N. to rid Iraq of its nuclear weapons potential and ensure that prohibited activities will not be resumed.

He said the IAEA will start shipping the uranium in earnest in September in purpose-built casks.

He said the whole lot, which U.N. experts put at about 40 kg (86 lb), will go to Russia.

Zifferero said other tasks of his mission will include both routine and surprise inspections of Iraq's weapons sites. He declined to say specifically what the team will be looking for, saying it was not his policy to reveal the objectives of inspections beforehand.

But he said his major purpose would be to "tie up the loose strings and these kind of things".

In Bahrain, U.N. spokesman Jan Fischer said the team was on a visit expected to last five to seven days.

Iraq says return to oil market won't harm OPEC

Meanwhile in Baghdad, an Iraqi newspaper said on Friday that members of the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC) had nothing to fear from the return of Iraqi crude to the international oil market.

Al-Iraq, which is published by pro-government Kurdish factions, said they should worry instead about Saudi Arabia and Kuwait who through over-production "are flooding the international markets with crude oil."

"It is strange that those parties (some OPEC members) are speaking of the problem of allowing Iraq to export oil," al-Iraq said in an editorial.

The paper, which adheres strictly to the official line, said the decline in oil prices was attributed to quota busting and not to the "imminent" return to the marketplace of Iraqi crude. It described as "short-sighted" expressions of fear by some OPEC members over the possibility of an agreement between Iraq and the United Nations to permit limited Iraqi exports to finance basic needs.

On July 14 Iraq and the U.N. suspended talks on the export of \$1.6 billion of Iraqi oil under tight U.N. supervision. Al-Iraq conceded that oil prices declined on the resumption of talks between Baghdad and the U.N. for partial exports. But it said Saudi Arabia and Kuwait were to blame because "both are fulfilling American plans...that led to the failure of several OPEC meetings to treat (the price) issue."

"The current problem emanating from a decline in oil prices is because the markets are glutted with Saudi oil," it said. The newspaper reminded oil producers that Iraq was a founder of OPEC and before U.N. sanctions over its August 1990 invasion of

Kuwait was "producing a known share in balance with its export capabilities and huge strategic reserves."

It said sooner or later Baghdad will return to international markets and that "is a reality which nobody can deny."

News Analysis

Çiller bets on raising hope amid immense human rights violations

- *People to Ankara : "Don't burn our villages"*
- *PM emphasizes economy as locals call for political solution*

By Ismet G. Imset

Turkish Daily News

BATMAN- Prime Minister Tansu Çiller may have finally accepted "the Kurdish reality" during her very brief visit to the Southeast region, but it appears here that Turkey is still far from any substantial improvements in the human rights scene. Wherever Çiller went, apart from the two military outposts at the Iranian and Iraqi borders, there were complaints of human rights violations which now -- unfortunately -- appear to have become systematic.

What is worse is that despite the good will she has reflected, Çiller's lack of direct contact with ordinary people has been very misleading for the head of the coalition government. Her references on Friday to the people demanding security and peace, in criticism of the activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), were a crooked reflection of the truth. From Şırnak to Batman, Hakkari to Diyarbakir, the official entourage raised hopes once again that something would be done for the region, but fell short of introducing any substantial solutions to the immediate problems.

At the top of the list of these problems is the reality that unless a political solution is rapidly found that accepts "the Kurdish identity," so the people of the region can be integrated into the overall system, the PKK will continue to expand. About 20 months ago, when the prime minister of the time, Süleyman Demirel, visited the same region, he declared that the PKK had about 4,000 fighters, showing how dramatic the situation had become.

On Friday, Çiller herself agreed that depending on the number of forces it had on Turkish territory, the PKK's manpower ranged from 5,000 to 15,000. "15,000 is the maximum," she said. Had security-related policies, now dictated once again to the coalition government, been successful, it is evi-

dent that such an increase would not have been recorded.

As local mayors have said and the people on the street have confirmed, a great majority of the people in this region want to remain united with Turkey, reject demands for independence, and believe they have an equal place among the Turks.

But they also demand, in great majority, that this equality be based on the recognition of the Kurdish identity and the restoring of human rights throughout the Southeast. The problem of unemployment and new investment is high on the current government's agenda, but perhaps with a delay of about four years, since Turkey's introduction of "Special Warfare" techniques here.

What the government is trying to do, as in the past under Demirel, is to restore confidence in the state, engulf the local people in the warm embrace of the system, and make them feel themselves "part of the show."

What Çiller appears not to understand is that the immediate representatives of that system in front of the people are Turkey's security forces, and especially the police Special Operations Teams (OHT). Unless steps of confidence begin from these, there is no way to improve the image of the state in this region, and despite the blows it receives, the PKK will expand and expand.

"It is like the stem of a flower. The PKK is growing out of the heart of everyone and is giving flowers because all they see from the state is oppression," explains a 55-year-old Hakkarian, complaining of the overall decline in human rights and freedoms. "We want to go back to our houses but they have been burnt down, on the grounds that the PKK could get supplies from us," complains another middle-aged villager who is now living with relatives in the center of the city of Şırnak.

And, in Diyarbakır, complaints against the police are common. Among many other request and complaint letters Tansu Çiller received during her visit to the Southeast, one tells of a bizarre incident which the villagers of İkizce in Şırnak witnessed only a week ago.

Arriving from the military camp across the road, soldiers opened fire on six houses on the night of July 15. A day later, they came back, lined all the villagers up in the main square, and torched each and every house and all their belongings. "I received the warmest welcome here in Şırnak," explained Çiller to journalists during a breakfast meeting on Friday. "The reception was better than that in Hakkari."

The prime minister did not apparently know that dozens of representatives of "burnt down villages" were waiting under her balcony to hand over their petition letters, but the superior 10-to-one ratio of some police crack teams worked against them. She was either not aware or did not want to express an awareness that the population of each of the four cities she visited had exploded in recent weeks, with people being forcefully ousted from their villages.

The reception in Şırnak, when compared to that given to Süleyman Demirel in 1991, was relatively weak. Instead of the crowds bursting with support and slogans in Kurdish in support of Demirel, there were demands.

Only when Çiller directly referred, for the first time since taking office, to "the Turkish and Kurdish people" and expressed that both would live together as the owners of the country, did the true explosion take place, accompanied by slogans demanding Kurdish television.

In Hakkari, the situation was no better, although locals boldly told government officials that thanks to the visit, the main and dusty road had been covered with asphalt and crack teams did not point their guns on the people -- at least for that day.

Only about 1,500 people gathered in front of the governor's building, despite the fact that 40,000 people live in this city. One of the striking sights was that of fully-armed soldiers with wartime armoured vests; it was as if they were challenge the official Turkish position that the crisis was not yet at the level of a civil war.

"I felt like I was in one of our former colonies," was how a British journalist described it after the visit.

"This is my first visit to the region. I was specially taken aback when I saw the 'ram-bos.' It was a chilling sight," explained a source close to the prime minister.

In Diyarbakır, as Çiller repeated her lines of "motherly affection" and promised economic reforms, the people told horror stories of village raids, describing how security operations were being conducted and how villages around the towns of Kulp and Lice had been evacuated.

Even in the most "refined" city, the Southeast refinery center of Batman, there were complaints.

Everyone had one appeal: "Let there be peace between the Turkish and Kurdish people. They should accept us and treat us as equals."

Whatever Çiller said during her speeches in the four stops of her Southeast visit, which was more a gesture of sympathy than a reflection of an upcoming solution, had a counter-argument. In Hakkari, where she started off by telling the people the government would create "an undusty city," and cited as an example the asphalt road, locals said it was prepared three days in advance of the visit. When she promised 6,000 new jobs, the people recalled that 2,000 positions had been made available by the previous government, but that recently 630 people had been sacked because of budgetary problems.

One of the most ironic of Çiller's pledges, which also reflected how much she knew of regional problems, was the pledge to give state credits to anyone who wanted to go in to the business of animal husbandry.

Ironic, for the economy of Hakkari in the past was based on animal husbandry and famous for it. But, in the mid-1980s, the military banned all villagers from using the plains and literally killed this sector, along with the production of the famous Hakkari honey, which, the locals still boast, "had a special place in the Ottoman cuisine."

In Batman, where Çiller really got support -- especially among the youth -- local intellectuals argued that the state had relied completely on radical Islamic activists to maintain security. "We are not playing into their hands and remaining quiet for the time being," explained a PKK source. "We know they want to divide us this way."

Throughout her visit to the Southeast, the prime minister spent more time on speeches and briefings with the military than contacting the people. Her close circle, which did get the opportunity to speak directly to the locals, was to return to Ankara in near shock. No one, especially the 13 ministers who had never been to the region, expected to see what they did. On the main road to the governor's office in Şırnak is a rusted burnt out car which missed attention. Owned by a local journalist, it was torched by special crack teams. The journalist was held at gun point, shedding tears, as the task was carried out.

"With the protection of Allah," is a sticker seen on many rifle butts of the teams in this city, sometimes accompanying the picture of a grey wolf, a symbol of extreme Turkish nationalism. Others simply have the Turkish flag stuck on every free place of their weapons.

"What we want is our personal security. Your jobs can be yours. We need to live in peace," is how a 70-year-old Şırnak resident summed up the situation to State Minister Mehmet Kahraman.

"The people need security," echoed Çiller on Friday morning. "They want to feel secure."

She reflected no awareness, when talking of creating an even more professional force

to assist the special teams, that the people were demanding to be protected against these forces as much as the PKK. In fact, there was no serious complaint from the latter.

Batman itself is crippled now as far as the villages are concerned. Two consecutive attacks by the PKK on train stations have halted the Kurtalan-Diyarbakır route, and the villagers can no longer sell their goods.

"Indeed, economic improvement is something which we are in need of," explains a well-educated Batman resident who has four children going to expensive private schools in western Turkey. "But, most of all, we need cultural and democratic rights. Until we get these we cannot have peace."

The general message coming out of the region, as Çiller herself has stressed, is that despite the growing influence of the PKK, belief in the state has not been lost.

Demirel's own tour of the region, during which he recognized "the Kurdish reality," is cited as a great mistake, since he raised hopes to high levels but failed to carry out any of the promises.

"We have listened to other leaders talking like Çiller before. They say the same things and do nothing," said an Ankara-based columnist for a pro-Islamic daily.

"There were a lot of demands," noted the prime minister. "But this shows that there is confidence in the state."

But confidence, with immense human rights violations apparently being committed now as part of a centrally-organized policy, is declining rapidly.

Everywhere, PKK activities have been spotted, villages are being evacuated and burnt to the ground. When questioned on why these houses are burning, along with all their furniture, the reply is simple and repeated by all.

"They (commandos) come and order the people out. They threaten to burn the people along with the houses, so no one wastes time," is how a Diyarbakır businessman explains this. As for Turkey, the tactic is but part of the Çiller-approved security policy. The villages can be used to provide supplies to the PKK. And, this must be prevented.

The people have one message for Ankara: "Don't burn down our villages."

Unless the Kurdish people of Turkey are treated as part of the system and with equal human rights, there is no way Çiller's so-called reform package of TL 2.4 trillion will work out. The system, as far as the people are concerned, is what they live every day, the pressures they face.

"We are Turkish citizens," notes an employee of the Turkish Petroleum Authority (TPAO) in Batman. "But we are also like cats. When you corner a cat and give it no space to move, it attacks you. I have a 5-year-old daughter. It's too late for me but if things go on this way, I'll send her to the guerrillas when she is 15."

Since 1984, more than 6,400 people have died in the PKK's ruthless armed campaign, and the death toll is increasing by the day. "I have not seen anything resembling a civil

war," is how Çiller now sees the situation.

"We have the solution," explains a crack team member in Şırnak. "If they lift all remaining control on us, we can solve the problem in a month."

Adds an officer with the commando troops in Hakkari, "its not as easy as dealing with a problem in foreign lands. We have restrictions now. We have to differentiate between the innocent and terrorists. But if we were in another country, we could solve the problem in days."

Killing, looking at the situation from this trouble spot, appears to be the main solution. Not even Turkey's security forces have confidence that the politicians will be able to brew up an acceptable formula to win the confidence of the people. "Methods put into practice are very important," Çiller says when referring to Ankara's counter-terrorist efforts. "As important as the (police) special teams."

The complete withdrawal of such teams from the area is obviously a development which would serve the PKK. But the people demand, at the least, that these units, trained to kill and carry out crack operations, be kept away from them. Unless the teams are controlled and Turkey's forceful evacuation policies end, a solution to the problem will be a long way from reality.

The true observer can easily spot the fact that in the recent years the PKK has grown not because of its own policies but because of the policy failures on part of Turkey. Turkey has literally recruited for the terrorists through its mistakes. If Çiller wants truly to begin to deal with the problem, she must act not from the top but the bottom. She first has to repel the immediate effect of the system on the people and then build confidence. Otherwise, employment opportunities will matter little.

With every village being raided, with every evacuation and torching, the PKK is expanding. With each and every account of

human rights violations, the terrorists are growing in ranks and getting stronger backing from the region.

The key to the current crisis in the region is in a political solution alone, and those who now refute this for the sake of their own surreal policies hold a great responsibility. Establishing human rights in the Southeast is a top priority, for the sake of disarming the PKK if not for the people. Such violations are the PKK's main propaganda instrument. And, if Turkey is to disarm the organization any further, it has to abandon the ruling hard-liner view immediately, completely turn its back on criticism from these circles in Parliament and other official quarters, and reinforce "civilian" policies. Hard-line policies have only served the PKK over the years, turning it from a five-man gathering to a massive armed organization.

Indeed, Çiller is correct in assessing that when compared to Turkey's own forces, it is still "a fly beside an elephant." "It is like an elephant trying to crush a fly," was Çiller's way of describing the situation. But it is her duty to prevent that elephant from crushing everything else just to catch the fly. And it is high time someone took the reins of this mammal. If one has to work on her peculiar example, it may be better for the tamer to chase the fly away than let the elephant rage on in anger.

Today, Turkey is at another crucial point. Çiller has indeed raised some hopes in the region -- as in the case of all officials. This alone shows how much in need of hope the people are.

"I am a Turkish citizen but I sympathize with the PKK," explains a local source in Şırnak. "The fact is, if you go on like this, everyone will turn to the PKK."

Çiller currently maintains that the people in the region side always with whoever is strong. This, compared to all other remarks she has made, is perhaps the best assess-

ment. For the terrorists, terror is strength. For the state, terror is weakness. The state's strength comes not out of oppression and bans but its representation of higher standards and ethics, summed up in the word democracy.

The threat is that confidence in democracy (as it is seen from the Southeast) is fading away, and, as is normal in such cases, the search for something to fill this gap is here to be seen. If the government cannot fill it, the closest outlet for the people is surfacing as the PKK.

At such a risky time, it is clearly evident that anyone arguing for harsher policies with regard to the people is also serving the PKK as well. The argument that demands for rights and freedoms are part of a master plan to divide Turkey may fit well into fiction novels but is hardly part of the truth. An argument based not on rational opinions but on the distrust of a whole people, or race. The name of such trends has come to be known since the time of Hitler and Mussolini.

It is now the duty of every Turkish citizen, every Turkish intellectual and journalist, to introduce this country's new government to the realities and strongly support any move it makes in the way of reforms -- targeting improved human rights and democracy. Also, it is national unity to protect the indivisibility of the state and to withstand and unveil all actions of abuse which are directly serving the interests of a terrorist organization which aims at, in the long run, a divided Turkey.

The people of the Southeast are Turkish citizens and it is the duty of the government to protect their interests, even at the cost of investigating the claims and punishing those who are guilty. One cannot run a country by turning one's back on realities.

There is still great hope and much confidence to be won. What is needed now is hope on the part of the new government as well...

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France

FRA0231 4 I 0187 TUR /AFP-WU54

Turquie-Kurdes

18 rebelles kurdes tués par l'armée dans le sud-est anatolien

ANKARA, 24 juil (AFP) — Dix-huit rebelles kurdes de Turquie ont été tués vendredi lors d'accrochages avec des forces de sécurité turques dans la région de Siirt et de Bitlis, dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a annoncé samedi la super-préfecture de Diyarbakir (sud-est).

Un "terroriste" (dénomination officielle des rebelles du Parti séparatiste des travailleurs du Kurdistan, PKK) s'est rendu aux forces de l'ordre turques à Mus (est) et un autre a été arrêté à Bingol (est), a indiqué un communiqué de cette préfecture chargée de la coordination de la lutte contre la rébellion armée du PKK depuis août 1984 contre Ankara. Cette rébellion et les opérations de représailles de l'armée ont fait près de 7.000 morts en neuf ans.

Par ailleurs, deux civils ont été tués et neuf autres blessés vendredi soir dans un minibus lorsque le véhicule a sauté sur une mine sur la route près de la sous-préfecture de Cukurca, province de Hakkari à la frontière avec l'Irak et l'Iran, a rapporté samedi l'agence turque Anatolie.

CE/fmi

AFP 241734 JUL 93

Demain, à Lausanne, des Kurdes rappelleront l'oubli de 1923

Signé en juillet 1923, le Traité de Lausanne consacrait la victoire de Mustafa Kemal. Samedi, alors qu'Ankara pavoisera, des Kurdes manifesteront à Ouchy pour rappeler que depuis 70 ans leurs droits sont bafoués.

GÉRARD DELALOYE

Une manifestation du souvenir marquera demain dans la capitale vaudoise le septantième anniversaire de la signature du Traité de Lausanne. Signé le 24 juillet 1923, cet accord mettait un terme officiel à la Première guerre mondiale en réglant les questions liées à la chute de l'Empire ottoman. Le Comité du Kurdistan organise une table ronde sur «Lausanne et le destin du peuple kurde» et une manifestation emmènera les participants du château d'Ouchy où siégea la Conférence de 1922-23 au centre-ville.

En participant à cet événement, la syndique Yvette Jaggi choisit — non sans courage — d'appuyer ostensiblement les revendications des principaux oubliés du règlement de 1923.

En Turquie, où d'imposantes manifestations sont prévues avec notamment des représentants des puissances signataires le ton sera différent. Car la date du 24 juillet 1923 symbolise la reconnaissance internationale de la Turquie construite par Mustafa

Kemal et ses amis sur les ruines de l'Empire ottoman. La toute fraîche première ministre, Tansu Ciller, préside aujourd'hui une séance de son conseil dans la ville de Hakkari, en plein pays kurde, à la frontière turko-irakienne. Une manière de rappeler que, dans le Traité, le Kurdistan n'existe pas et que la perte de la région de Mossoul et de son pétrole fut le seul échec subi par Ankara à Lausanne.

Pour la signature du Traité de paix paraphé par l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie et la Turquie le mardi 24 juillet 1923 en l'aula du Palais de Ruine, Lausanne avait revêtu ses atours les plus scintillants. Elle avait été choisie grâce à la qualité de ses hôtels et, surtout, en raison de sa desserte ferroviaire exceptionnelle: l'Orient Express reliait alors la plupart des capitales concernées. Aussi sut-elle se montrer à la hauteur de sa réputation. Des forêts de drapeaux claquaient sous un ciel lourd et orageux. La cathédrale fut illuminée par des centaines d'ampoules électriques. Le Lausanne-



ISMET İNÖNÜ.

DALMAS

Palace — qui abrita les délégations ennemies françaises et turques — avait hissé sur son toit une enseigne lumineuse portant le mot «PAX» en lettres colossales. Une mauvaise page, se tournait. Au point que l'éditorialiste de la *Gazette de Lausanne* pouvait céder à un lyrisme fleuri: «Nous avons vu hier à Lausanne la Paix descendre sur la terre et elle semait sur ses pas de l'or, des fleurs et des épis». Non sans mettre quelques bémols à son enthousiasme en concluant que «si quelqu'un capitale, c'est l'Ocident!» Il était en cela parfaitement d'accord avec le négociateur

britannique: «Aucun des Alliés ne prétendra que le traité conclu soit réellement satisfaisant de son point de vue.»

A leur décharge, les diplomates alliés pouvaient faire valoir une situation exceptionnelle. Alors que les vainqueurs de la guerre mondiale avaient imposé un armistice, puis un traité de paix (Sèvres, 1920) humiliant à un sultan régnant en réalité sur un empire en pleine déliquescence, en automne 1922, ils se trouvaient face à des nationalistes victorieux emmenés par un chef prestigieux, Mustafa Kemal. Kemal envoya à Lausanne un redoutable négociateur, İsmet İnönü (le futur İsmet İnönü) dont la rigidité et la volonté de gagner vinrent en quelques semaines à bout de la patience du tout puissant négociateur anglais, Lord Curzon, qui, épuisé, quitta Lausanne et la conférence le 4 février!

L'objectif turc était clair: si les nationalistes avaient fait leur deuil des possessions impériales au Moyen-Orient (Arabie, Yémen, Palestine, Syrie, Irak), ils tenaient à exercer une souverai-

neté totale sur un territoire allant de Mossoul à la Thrace orientale (Turquie d'Europe) quitte à faire quelques concessions au droit des minorités alors mis à la mode par le président américain Wilson. Ils gagnèrent sur toute la ligne, sauf pour Mossoul dont les richesses en pétrole étaient trop prometteuses pour faire lâcher prise aux Anglais et aux Américains. Au lendemain de la signature du traité, un des délégués turcs, Rıza-Nour, pouvait ainsi proclamer sa satisfaction à la *Gazette de Lausanne*: «La Turquie ayant perdu ses territoires allogènes se trouve aujourd'hui dans ses frontières ethniques, avec une population homogène. Il vaut mieux pour notre paix et pour leur tranquillité que les Arméniens ne rentrent pas chez nous.» La purification ethnique, on le voit, ne date pas d'aujourd'hui. Et si le distingué diplomate turc ne parlait pas des Kurdes, c'est tout simplement parce que, musulmans comme leurs concitoyens, ils furent dès lors considérés comme des «Turcs des montagnes». Deux ans plus tard, ils se révoltaient. Leur guerre dure encore. □

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France

FRA0189 3 I 0567 /AFP-BZ13

Turquie-Kurdes prév

Quatre touristes français enlevés dans l'est de la Turquie

TATVAN (Turquie), 25 juil (AFP) — Quatre Français faisant partie d'un groupe de 25 touristes français ont été enlevés samedi soir près de Tatvan (est) par des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), ont indiqué dimanche les autorités locales.

Quinze militants armés du PKK, dont 7 femmes, ont arrêté samedi vers 20h00 locales (19h00 à Paris) l'autocar transportant les touristes français près du village de Koruklu, à environ 40 km de Tatvan, a déclaré une source proche des services de sécurité à Tatvan qui a requis l'anonymat.

Les touristes français avaient quitté samedi matin Sanliurfa (à la frontière avec la Syrie) pour se rendre à Van, près de la frontière avec l'Iran après avoir longé la frontière avec l'Irak, a-t-on indiqué.

Les rebelles ont fait de la "propagande séparatiste" aux voyageurs réunis hors de l'autobus et ont pris la fuite en emmenant quatre Français, après avoir vu des chars d'assaut et des véhicules blindés de l'armée turque patrouillant aux alentours, a affirmé la même source.

Les forces de l'ordre turques, renforcées par des unités de commando déjà déployées dans la région, ont déclenché une opération afin de retrouver les touristes français et leurs ravisseurs, selon la même source. Le correspondant de l'AFP sur place a noté des mouvements d'hélicoptères au dessus de la région concernée.

Deuxième enlèvement depuis début juillet

Les quatre Français enlevés sont MM. Pierre Six (43 ans), Michel Coudray (52), Robert Audoin (51) et Fernand Haron (66), selon les identités révélées par les autorités locales. Les 21 autres Français ont pu arriver sains et saufs à Van, a-t-on déclaré sans donner d'autres précisions.

L'ambassade de France en Turquie est depuis la nuit de samedi à dimanche en contact permanent avec les autorités turques, les familles et le groupe de touristes, a-t-on par ailleurs indiqué de source française. Un diplomate a été dépêché à Van (1.250 km à l'est d'Ankara), où il devrait arriver lundi matin, a-t-on indiqué

Les rebelles auraient également enlevé deux autres personnes, un policier et un militaire voyageant à bord d'autres véhicules, selon des témoignages recueillis à Tatvan par le correspondant de l'AFP.

Auteur d'autres enlèvements similaires dans cette région, le PKK n'avait pas revendiqué en fin d'après-midi la responsabilité de cette action.

Il s'agit du second enlèvement de touristes dans cette région depuis début juillet. Une Australienne, Tania Miller, et un Britannique, David Rowbotham, qui voyageaient seuls, avaient été enlevés près de Tatvan par le PKK pour "être entrés en territoire du Kurdistan sans les autorisations nécessaires", selon un communiqué de l'agence de presse kurde Kurd-Ha proche de la rébellion du PKK. Le PKK détient toujours ces deux touristes, selon un communiqué de Kurd-Ha parvenu dimanche à l'AFP à Ankara.

En août 1991, dix touristes allemands avaient été enlevés et relâchés une semaine plus tard par le PKK, alors qu'ils campaient près de Tatvan.

En septembre 1991, cinq archéologues occidentaux, trois Américains, un Australien et un Britannique, avaient été relâchés près de Bingol (est) après une détention d'une vingtaine de jours. Cette action avait été alors attribuée au PKK par les autorités.

str-CE/sp

AFP 251618 JUL 93

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France

FRA0069 4 I 0339 /AFP-UX83
Turquie-Kurdes-Société prév-flt1Mme Ciller laisse entier l'antagonisme entre Turcs et Kurdes
par Kadri GURSEL

ISTANBUL, 24 juil (AFP) - Le traitement économique du "problème kurde" par le Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, qui a promis jeudi des mesures d'aide à la région déshéritée du sud-est, laisse entier l'antagonisme exacerbé par la rébellion entre Turcs et Kurdes en Turquie, notent les observateurs.

L'aide économique au sud-est annoncée jeudi à Hakkari par le Conseil des ministres lors d'une réunion historique dans la région la plus à l'est de la zone revendiquée par les séparatistes kurdes proche des frontières irakienne et iranienne ne fait aucune mention des revendications culturelles mises en avant par les rebelles.

Mme Ciller, qui avait auparavant évoqué, soulevant des protestations indignées des nationalistes, la possibilité d'enseignement de la langue kurde et d'émissions de télévision dans cette langue longtemps interdite et qui n'est que tolérée, a repris la phraséologie officielle d'Ankara selon laquelle "il n'existe pas une question kurde en Turquie" et que la rébellion "prenait ses sources dans le sous-développement du sud-est" à majorité kurde.

Parallèlement à la montée des activités armées du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) après leur déclaration de "guerre totale" début juin contre les intérêts turcs, l'antagonisme entre kurdes et turcs a augmenté à l'ouest de la Turquie, posant l'éventualité d'un conflit inter-éthnique.

Ce problème s'ajoute aux antagonismes entre sunnites et alévis (sectes musulmanes) ainsi qu'entre intégristes et laïcistes révélés le 2 juillet dans les affrontements de Sivas et l'incendie criminel d'un hôtel dans lequel 37 personnes ont trouvé la mort.

Des différends ordinaires, comme des contestations entre clients kurdes et vendeurs turcs, avaient été à l'origine de manifestations anti-kurdes à Domanic fin-juin et Ezine le 13 juillet, faisant plusieurs blessés, selon des informations de presse.

ISTANBUL - Les obsèques de soldats turcs tués lors d'opérations contre les rebelles dans le sud-est se transforment aussi en Anatolie centrale et de l'ouest en manifestations anti-kurdes. On a pu y entendre des slogans comme "Kurdes dehors", "Mort au PKK" et "A bas les Kurdes", rapporte la presse.

Plus de la moitié des Kurdes, estimés entre 8 et 12 millions en Turquie, vivent à l'ouest du pays, note-t-on. "Etant nourris de sentiments de haine et de défiance contre l'Etat, les Kurdes qui se précipitent par milliers vers l'ouest, échappant à la guerre du sud-est qui ne dit pas son nom depuis 1984, préfèrent vivre en ghetto et évitent les relations autres qu'économiques avec le peuple turc", déclare à l'AFP M. Osman Ozcelik, le membre du conseil exécutif du Parti de la Démocratie et du Travail (PDT, pro-kurde).

"Leur refus d'intégration provoque la réaction des Turcs contre ces personnes qui parlent aussi une langue différente", ajoute M. Ozcelik. "L'amitié entre Turcs et Kurdes devient rare", selon l'intellectuel kurde d'Istanbul Umit Firat.

Attribués au PKK par la presse turque, les attentats à la grenade du 27 juin et 17 juillet contre les hôtels à Antalya, ont aussi touché des Kurdes: le personnel kurde a été licencié en priorité après les premières annonces d'annulations de touristes.

Un million de tracts appelant le peuple de Turquie à la "vigilance contre une éventuelle guerre civile" et au respect des droits des "autres ethnies et groupes religieux" avaient été lancés d'avions la semaine dernière à Istanbul par un groupe d'intellectuels pacifistes turcs défenseurs des principes de la CSCE.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — Agence France

FRA0236 4 I 0336 SUI /AFP-QS81

ONU-Irak

Situation humanitaire préoccupante en Irak, soulignent deux agences de l'ONU

GENEVE (ONU), 23 juil (AFP) — La situation économique et humanitaire en Irak, particulièrement des Kurdes au nord et des chiites au sud, est de plus en plus préoccupante, ont souligné vendredi deux agences de l'ONU.

Le HCR a révélé un exode vers l'Iran des populations du sud du pays ces derniers jours à la suite d'une offensive militaire gouvernementale, alors que le Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF) a renouvelé son appel pour recueillir 86 millions de dollars principalement destinés à ravitailler en carburant le Kurdistan dans le nord de l'Irak.

Plus de 3.000 Irakiens se sont réfugiés en Iran depuis début juillet à la suite d'une action militaire gouvernementale dans la région des marais où vivent principalement des Chiites, a déclaré un porte-parole du HCR.

Environ 150 réfugiés traversent chaque jour la frontière. Selon les témoignages de certains d'entre eux, 15.000 personnes déplacées sont massées à la frontière irako-iranienne en attendant de pouvoir la traverser, a dit Marie Okabe qui a reconnu que les renseignements parvenus à Genève étaient encore très "sommaires".

Ce sont 6,5 millions de dollars, soit 7,6% du total de l'appel lancé en avril, qui ont été recueillis par l'UNICEF, a déclaré Thomas Ekvall. Les livraisons de kérosène dans les montagnes du Kurdistan prennent un caractère d'urgence pour éviter une tragédie, souligne encore l'UNICEF.

Quelque 750.000 foyers du Kurdistan ne disposent pas du carburant nécessaire pour se chauffer ou faire cuire leurs aliments l'hiver prochain. Ils ne disposent pas de bois en raison de la déforestation qui constitue maintenant "une grave menace pour l'environnement".

Pour l'ensemble de l'Irak, l'UNICEF note la situation préoccupante pour les enfants. Le taux de mortalité infantile est de 92 pour 1.000, 47% de la population seulement de la population a l'eau courante et 24% dispose d'installations sanitaires.

lub/nev/mfo

AFP 231400 JUL 93

LACROIX L'ÉVÉNEMENT

VENDREDI 23 JUILLET 1993

ÊTRE KURDE AUJOURD'HUI

PIERRE RONDOT

L'Europe a connu, fin juin, des manifestations, parfois rudes, organisées par le Parti des travailleurs kurdes (PKK). Actif en Turquie où le gouvernement se durcit actuellement à son encontre, le PKK songeait de longue date à figurer en Europe. Non que les Kurdes aient, dans cette région du monde, à se plaindre. Ils sont nombreux, dans les rangs des travailleurs venus de Turquie, à appartenir à cette ethnie; mais rien, d'emblée, ne les différencie aux yeux des Occidentaux.

Si notre presse mentionne souvent, à l'heure actuelle, les affaires kurdes, les hommes politiques occidentaux sont longtemps restés réservés à l'égard

de ce problème complexe: toute initiative à cet égard, estimaient-ils, risquerait d'être imprudente et de susciter de graves difficultés. C'est tout récemment qu'ils ont commencé d'évoluer.

Jadis répartis en tribus et principautés, les Kurdes ont été, dans les temps modernes, divisés entre des souverainetés étrangères à leur culture et s'exprimant en d'autres langues. Il s'est agi surtout de la Turquie et de l'Iran, puis de l'Irak, et partiellement de la Syrie et de petits États du Caucase.

Politiques et stratèges occidentaux, oublieux, pour une fois, du droit des peuples à dis-



*Un grand
peuple
en quête
de liberté*

poser d'eux-mêmes, s'accommodaient parfaitement de cet état de choses. Les Kurdes devaient rester passifs, et il convenait, le cas échéant, de réprimer leurs velléités d'indépendance, de manière que les États qui les dominaient puissent demeurer compacts et solides et dresser contre l'éventuelle poussée so-

viétique une digue sans fissure. C'est ainsi qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Iran put, avec l'approbation tacite de l'Occident, supprimer la petite République de Mahabad, fondée par les Kurdes après le retrait des forces soviétiques. Il fallait que le bastion iranien fût intégralement reconstruit.

Désormais, la disparition du danger soviétique, et de la tension Ouest-Est, rend de telles sûretés superflues et caduques. C'est pourquoi, au lendemain de la « guerre du Golfe », il parut possible, voire expédient, d'accepter dans l'Irak du Nord la création d'une entité kurde li-

bre, selon le vœu clairement manifesté par la population insurgée.

De ce petit « Kurdistan d'Irak », on parle rarement en Occident, si ce n'est à l'occasion de quelque événement dramatique : comme ce fut le cas début juillet 1992 lorsque Danielle Mitterrand, conduisant une mission humanitaire de la Fondation France-Libertés, y échappa de peu à un attentat à la voiture piégée, qui fit non loin d'elle sept morts et une vingtaine de blessés. Mais si cette petite entité kurde reste, hélas ! encore en proie à la disette et à l'insécurité, elle a eu le singulier mérite de se donner un statut politique qui transcende les traditionnelles et vivaces rivalités locales. Deux lignées d'égal prestige mais d'affiliations islamiques différentes y coexistent. Les Talabani, liés à la confrérie Naqchbendiya issue de Samarcande et puissante en pays kurde ; les Barzani, relevant de la Qadriya, fondée par Abdelqader

der Gulani, le célèbre saint de Bagdad, et rayonnant dans l'ensemble du monde musulman. Massoud Barzani et Jalal Talabani peuvent l'un et l'autre se prévaloir d'une longue et courageuse participation à la lutte d'indépendance kurde. Mais leurs attitudes à l'égard des actuelles autorités irakiennes diffèrent quelque peu. Le premier, quadragénaire, tend à s'engager davantage. Le second, largement son aîné, se montre plus circonspect. Tous deux, cependant, ont voulu donner la parole au peuple kurde d'Irak, escomptant sans doute que son choix les départagerait.

Mais les élections législatives, réalisées dans des conditions de parfaites correction et clarté, ont attribué le même nombre de députés au Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani et à l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, les autres formations n'obtenant qu'un infime pourcentage de voix. Quelques semaines plus tard, un partage

presque égal, à quelques unités près, des voix populaires conduisait à décider que le pouvoir présidentiel serait exercé conjointement par les deux chefs historiques.

Et c'est en effet conjointement que, par exemple, les deux chefs du Kurdistan d'Irak ont été reçus, à plusieurs reprises, à l'Élysée. Ils rapportent les paroles qu'ils ont entendues, le 22 mai dernier, de la part de François Mitterrand : « Les Kurdes peuvent compter sur la France qui ne les abandonnera pas et où ils ont de nombreux amis. » Ils font état d'assurances analogues données par Alain Juppé. Le Parlement européen s'est aussi à plusieurs reprises prononcé en faveur des Kurdes.

Mais ce petit Kurdistan d'Irak vit précairement et dangereusement. C'est ainsi, par exemple, que, pour ses communications extérieures, vitales, il dépend de la bonne volonté de la Turquie ; et cette indispensable complaisance est parfois payée

cher. En octobre dernier, le gouvernement kurde d'Irak n'ayant pu empêcher des éléments armés du PKK de pénétrer dans son territoire, il n'a pas non plus pu refuser aux forces turques le droit de les y poursuivre ni même éviter de s'engager contre eux...

Le PKK, du 20 mars au 8 juin de cette année, avait décrété en Turquie un cessez-le-feu unilatéral, prélude possible à des négociations avec Ankara. Mais après le décès inattendu du président Turgut Özal, le gouvernement turc s'est derechef durci. Les manifestations et actions kurdes en Europe font partie d'une riposte kurde dûment annoncée.

On doit cependant espérer que le contact avec les Kurdes ouverts au dialogue, déjà établi dans l'Irak du Nord, redeviendra possible en Turquie et évitera le renouvellement redouté des violences. Un surcroît d'attention, manifesté par l'opinion européenne, pourrait sans doute contribuer à cette évolution.

Accrochage entre des chasseurs américains et la DCA irakienne

Kurdistan d'Irak : les Peshmergas à l'école de guerre !

LE FIGARO
26 JUILLET 1993

Le gouvernement kurde voudrait « professionnaliser » la guérilla.

Pour la deuxième fois consécutive en un mois, un chasseur américain F-4G a ouvert le feu samedi sur un site de missiles antiaériens au sud-est de l'Irak après que l'appareil eut été accroché par un radar irakien. Selon Dave Garner, porte-parole du Pentagone, deux missiles antiaériens semblent avoir été tirés de sites irakiens contre deux autres avions de combat américains. Les trois chasseurs ont cependant regagné leur base sans avoir été endommagés.

A Bagdad, le gouvernement irakien a déclaré que les pilotes américains

avaient dû avoir des hallucinations en croyant avoir été verrouillés par un radar irakien ou avoir été la cible d'un missile. L'émissaire des Nations unies Rolf Ekeus a estimé, lui, qu'il ne voyait « plus la nécessité d'actions militaires contre l'Irak » maintenant que le gouvernement irakien a accepté un compromis sur la surveillance de ses sites de missiles. Une équipe d'inspecteurs de l'ONU est arrivée hier à Bagdad pour installer des caméras vidéo sur deux sites.

Les responsables kurdes d'Irak du Nord ont menacé samedi de riposter

militairement si l'Iran, qui a attaqué jeudi dernier deux villages dans le Kurdistan irakien, renouvelait ses opérations. « Si les bombardements iraniens ne cessent pas, nous commencerons à les bombarder », a déclaré à l'AFP le ministre kurde de l'Action humanitaire, M. Mohammad Tawfic.

Bagdad a protesté hier auprès du gouvernement irakien contre « les actes d'agression » perpétrés par l'Iran dans le nord de l'Irak et les « ingérences dans les affaires intérieures », a annoncé hier l'agence officielle INA.

(AFP-Reuter.)

IRBIL (Kurdistan d'Irak) :
de notre envoyé spécial
Claude LORIEUX

L'hiver 1990-1991, après la débâcle de l'armée irakienne et avant leur propre exode vers les montagnes turques, les

Peshmergas (combattants kurdes) constituaient une force déterminée mais anarchique et incapable d'utiliser efficacement les armes lourdes saisies dans les casernes irakiennes au Kurdistan. La déroute d'Al-tun Kopri, qui ouvrit à l'armée de Bagdad les portes d'Irbil,

capitale du « Kurdistan libre » confirma ces lacunes, à la fin du mois de mars 1991.

Les responsables kurdes tentent depuis d'organiser un peu ces guérillas si « accrocheuses » dans la montagne, mais si mal adaptées au combat en plaine face à une armée

moderne. Quelques écoles et même une « académie » militaire fonctionnent tant bien que mal depuis plusieurs mois. Quelque 10 000 volontaires - « de 17 à 77 ans », précise un observateur occidental - reçoivent une formation individuelle puis collective de dix se-

maines. Deux « brigades » ont été formées.

Deux généraux de l'armée irakienne et, depuis deux mois, un colonel ont rallié le camp des « rebelles ». Ils pourront apprendre aux Pechmergas à se servir des mortiers, des canons de 105 mm, et du reste de l'armement lourd dont l'« armée kurde » dispose « à dose homéopathique », souligne un expert.

Jalal Talabani, leader de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) fut l'un des initiateurs de ce programme. Il précise les limites de l'entreprise : « Le moment n'est pas venu de créer une armée régulière. Il nous faudrait des chars et d'autres armes lourdes ! Mais nous devons entraîner différemment nos forces et adapter aux conditions actuelles les

tactiques traditionnelles de la guérilla. »

Saad Abdallah, un autre chef kurde, reste aussi prudent : « En cas d'assaut de l'armée irakienne nous devrions résister un jour. Les Irakiens pourraient sans doute prendre Irbil, mais ils n'iraient pas plus loin de Kori, au début de la montagne, entre Salaheddin et Shaklava. En 1991, ils n'avaient d'ailleurs pas pu aller plus avant. »

On n'en est pas là. Les Kurdes redoutaient certes une offensive irakienne pour le 21 avril, jour anniversaire de Saddam Hussein. Washington menaçait le dictateur de ses foudres, et rien n'eut lieu. Les avions américains, anglais et français, basés à Incirlik (Turquie) continue d'interdire, l'es-

pace aérien kurde à l'aviation de Bagdad. Les saboteurs et les agents des services secrets irakiens ne sont pas concernés par cet embargo aérien. Ils passent la ligne de démarcation irako-kurde pour poser des bombes, harceler des moissonneurs, ou tuer des généraux. Les services de sécurité kurdes font avorter certains attentats, mais pas tous. Trois députés du Parlement d'Irbil (capitale du Kurdistan d'Irak), dont le chrétien assyrien Francis Youssef Chabo, ont été assassinés, en juin.

Pourtant, certains observateurs locaux s'étonnaient, début juillet, du manque d'agressivité relative de Bagdad, dont les forces, sur la « frontière », restent toujours aussi massives et menaçantes. Mais pas davantage, précise-t-on en haut lieu. La peur du « gendarme »

occidental est une explication. Peut-être pas la seule. Saddam Hussein tenterait-il d'amener les Kurdes, qui constituent 20 % de la population irakienne, à reprendre la négociation interrompue depuis un an et demi ? Le maître de Bagdad aurait-il compris, comme le rabâchent tant d'experts, que la stabilité de l'Irak, pays jeune et composite, est inconcevable sans un accord avec cette minorité remuante ? Par ailleurs, l'appauvrissement accéléré du Kurdistan conduit ses dirigeants à tout envisager pour s'en sortir. Certains pensent sans doute un accord avec Bagdad, à condition qu'il soit honorable et respecté. Mais la logique et le bon sens ont rarement présidé aux rebondissements de l'histoire récente de l'Irak. C. L.

The European — July 23, 1993

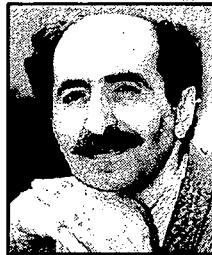
The making of Kurdish militants

FOR MORE than a decade I have had a recurring fear that in years to come, when I become one of Britain's Kurdish grey-beards, I will regularly be asked to rush to airports to plead with Kurdish hijackers to free their passengers unharmed.

The nightmare has not, as yet, come true, but the recent simultaneous attacks on 16 Turkish government targets in various European cities by Kurdish exiles has strengthened my expectation that the next big wave of foreign terrorism on the continent will come from the Kurds — the people who used to boast that, despite the barbarities committed against them, there were acts that they would never contemplate.

The threat would come from the ten to 12 million Kurds who live in Turkey and from those Turkish Kurds who have settled in Europe as migrant workers. Of the estimated 1.8 million citizens of Turkey who live in Germany alone, at least 400,000 are thought to be Kurds. Some 200,000 Turkish Kurds live elsewhere on the continent, including Scandinavia, the Benelux states, France and Britain.

So complete appears the alienation of Turkish Kurds from their government that almost all of them now support the most extreme of the nationalist organisations, the Kurdistan Workers' Party, the PKK, which has its headquarters in Syria.



Hazer Teimourian argues that by ignoring the plight of his brother Kurds in Turkey, Nato is nurturing a sinister new terrorist threat for Europe

So tight-knit are the Kurdish communities in Europe that the various police forces were taken utterly by surprise last month when 16 embassies, banks and airline offices belonging to Turkey were attacked at the same time — despite the weeks of co-ordination that the plan had required. Nor had the various intelligence organisations of Turkey succeeded in penetrating the ranks of Kurdish militants in Europe. Furthermore, the ruthless PKK leader Abdullah Ocalan has made it clear that his struggle to achieve cultural and political rights for the Kurds of Turkey will be fought on two fronts.

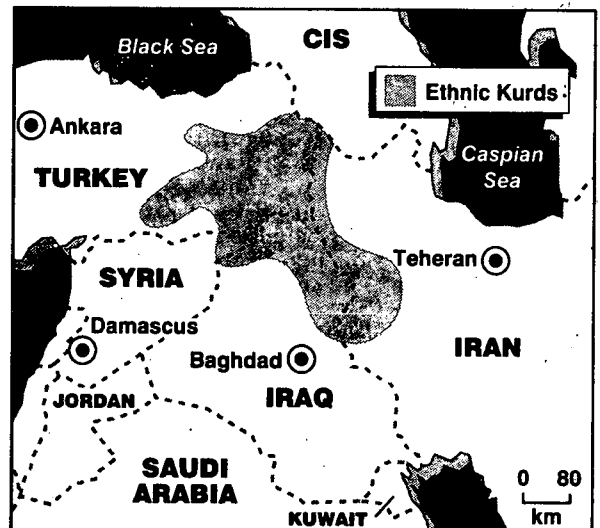
Since 1984, when his guerrillas first attacked the Turkish army, between 6,550 (Turkey's figure) and 10,000 people (the PKK's figure) have lost their lives in the Kurdish provinces of eastern Turkey. At present the PKK is holding two European tourists, David Rowbottom and Tania Miller, until, it says, the army declares a ceasefire.

Ocalan has also hinted that the tourist resorts of western Turkey

will now be considered legitimate targets. These were visited last year by 315,000 Britons alone.

His policy is to create a security headache for the police forces of Europe by attacking Turkish targets wherever he can.

At the same time, there is no doubt that Ocalan does not care for the opinion of most European states. He sees them as the supporters of his enemy, and he must take comfort in the knowledge that few European courts would allow the deportation of suspected PKK activists, given the appalling human rights record of



Turkey. I once urged a Kurdish shoe-shine boy in Diyarbakir, the largest city of the Kurds, to moderate his denunciation of the army in front of strangers. I might, for all he knew, have been a government agent.

He replied that his people had passed the point of caring and that they all supported the PKK because it was the only Kurdish organisation that hit back. "The others," he said, "only get themselves arrested by talking."

More recently, a Turkish friend who works for the western press visited the ten southeastern provinces under emergency (martial) law. While he began as a strong critic of the PKK, he returned as a sympathiser - with its cause, if not its methods.

"I was moved by the suffering we had caused over the years," he said. That suffering includes the destruction of hundreds of Kurdish villages whose inhabitants have not wanted, or dared, to take up arms against the PKK; forcing people to describe themselves as Turks; and torture and imprisonment for reasons as

trivial as the discovery of a few old manuscripts of Kurdish poetry.

With the premiership of the late Turgut Ozal, a ray of hope began to brighten the Kurds' grim sky: Ozal amended the law to allow the speaking of Kurdish - though the use of the language in publishing and broadcasting remained banned - and he allowed members of parliament from the southeast to declare themselves Kurds.

With his recent death, that ray of hope appears to have been extinguished. The new prime minister, the modern-looking 47-year-old Tansu Çiller, on her election reinvented the discredited Atatürkian theory that all people who lived in Turkey were Turks.

Later, when she wished to make minor concessions to the preservation of Kurdish culture before the start of the army's current offensive in the south-east, President Suleyman Demirel slapped her down, opting for repression alone. Under such circumstances, Turkey is not only

allowed to remain a member of Nato and the Council of Europe, but is awarded more than £2 billion (Ecu2.6bn) worth of direct and indirect military aid from Germany, the US and other Western countries each year.

Turkey's leaders need to be seriously warned in public that their repressive policies towards their subjects are short-sighted and likely to make the PKK a long-term terrorist problem for the whole of Europe, similar to the IRA in Northern Ireland and Eta in the Basque country.

In a letter on the subject two weeks ago, the British Foreign Office minister Douglas Hogg assured Lord Hylton that Britain would "continue to take a close interest in human rights in Turkey and to raise points of concern with the government" in Ankara.

The truth is that such low-grade treatment of the matter, no doubt during amicable tea parties, has failed with Turkey and will continue to fail.

The poverty of leadership in Europe hits you in the face in whichever direction you look.

STEVE BENT/KATZ



Sister in arms: a Kurdish guerrilla in training. But could these techniques be used one day to terrorise the West?

Début juillet, une Australienne et un Britannique
avaient été enlevés dans la même région

Turquie : quatre Français otages des kurdes

LE FIGARO
26 JUILLET 1993

En voyage organisé dans le sud-est anatolien, le groupe de 24 touristes a été intercepté par 15 militants armés du PKK. Des étrangers, kidnappés en 1991, avaient été vite relâchés.

Soudain, un barrage sur la grande route qui relie la ville de Bitlis à celle de Van. Le sud-est anatolien, en Turquie, où la rébellion kurde s'est intensifiée ces derniers mois. Samedi, vers 19 h 30 (18 h 30 heure de Paris), des hommes en arme obligent l'autocar à s'arrêter et ses occupants à descendre sur la chaussée. A bord, 24 touristes français, voyageant avec le tour-opérateur Marmara, contournaient alors le grand lac de Van par le sud pour se rendre vers la ville de Van. L'opération a été menée près du village de Koruklu, à une quarantaine de kilomètres de la ville de Tatvan, par quinze militants armés du PKK, dont sept femmes, selon une source locale.

Discussion, propagande séparatiste : les agresseurs qui, hier, ont revendiqué leur action au nom du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), expliquent longuement aux voyageurs réunis autour du car leurs motivations. La scène est tendue mais aucune violence n'est exercée. Soudain, les rebelles aperçoivent des chars d'assaut et des blindés de l'armée turque patrouillant aux alentours. Ils prennent alors la fuite emmenant avec eux Pierre Six, 43 ans, Robert Audoin, 51 ans, Michel Coudray, 52 ans, et Fernand Haron, 66 ans. On ignorait hier si des « critères » particuliers avaient conduit au choix de ces quatre otages ou si ces personnes s'étaient portées « volontaires » parmi le groupe.

Contact permanent

« Ils nous ont fait tous remonter dans le car avant de partir très vite. Nous étions sous le coup de l'émotion », indiquait hier une des épouses des otages qui, très calme, ajoutait « ne rien avoir à dire tant que nous n'aurons pas retrouvé nos époux ». Samedi soir, les autres touristes repartent alors vers Van et préviennent les autorités. Averties, les

forces de l'ordre, déjà très présentes dans la région, déclenchent une opération pour tenter de retrouver les ravisseurs et leurs otages. Hier, des hélicoptères survolaient la zone. Dans l'après-midi, un communiqué de l'agence Kurd-Ha, proche du PKK, envoyé à plusieurs organes de presse en Turquie, revendiquait la prise d'otages au nom de l'Armée populaire de libération du Kurdistan, la branche armée du PKK.

De son côté, l'ambassade de France à Ankara assurait être en contact permanent avec les autorités turques, les familles et le groupe de touristes parvenus dans un hôtel de Van. Un diplomate français devait arriver ce matin à Van, à

125 km à l'est d'Ankara. Le groupe devrait avoir la possibilité de rentrer en France ou de poursuivre son voyage.

Pour la journée d'hier, le programme n'avait pas été modifié : « Une église ancienne de Akhtamar sur une île du lac en face de la ville historique de Van. » Le circuit de deux semaines organisé par Marmara tour operator formait une boucle partant et arrivant à Ankara et passait par l'est de la Turquie. Le groupe était accompagné par un guide diplômé du ministère turc du Tourisme et conduit par un chauffeur.

Sans autorisation

Selon Henri Vighier, président de Marmara, « le circuit proposé était tout à fait classique. Près de 30 000 Français visitent chaque année la Turquie, aucune de ses régions n'étant oubliée ». « Aucune mesure de sécurité particulière n'avait été prise car la région n'est pas plus dangereuse qu'une autre », affirmait-il.

Au début du mois, une Australienne et un Britannique avaient été enlevés par un groupe du PKK dans la même région, près de Tatvan. Selon l'agence de presse kurde Kurd-

Ha, Tania Miller et David Rowbotham, étaient entrés « en territoire du Kurdistan sans les autorisations nécessaires ». Ils sont toujours détenus aujourd'hui. A deux reprises, pendant l'été 1991, des touristes avaient été pris en otages et libérés quelques jours plus tard. En août, dix touristes allemands qui campaient près de Tatvan. En septembre, cinq archéologues occidentaux, relâchés près de Bingol, toujours dans l'est.

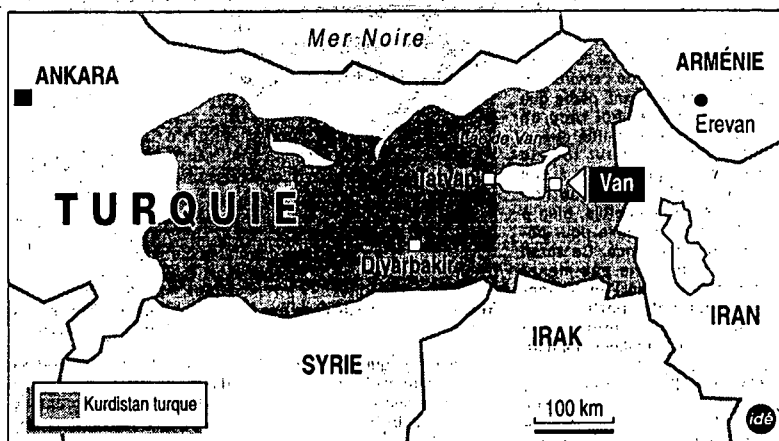
En lutte depuis 1984 contre le pouvoir central, le PKK – qui ne reçoit d'ailleurs pas l'appui de toute la population kurde – a multiplié les actions armées ces derniers mois, reprochant notamment aux autorités de vider villages et hameaux de leurs habitants pour priver les séparatistes de leurs soutiens et refuges locaux. Entre les actions de rébellion et la répression des forces armées, près de 7 000 personnes sont mortes en neuf ans. Cette semaine, le bilan s'élève à 70 morts parmi lesquels des soldats, des civils et des militants du PKK.

En visite vendredi dans le sud-est anatolien, le nouveau premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, ne semble

pas vraiment avoir convaincu les foules avec son plan de développement de 220 millions de dollars pour la région, censé être une parade à la rébellion. Fin juin, le PKK avait tenté une démonstration de force en s'attaquant à des intérêts turcs dans plusieurs pays européens, notamment à Marseille. Par ailleurs, quatre personnes dont trois touristes étrangers, ont été légèrement blessés, hier à Istanbul, par l'explosion d'un engin caché dans une poubelle. Les auteurs de l'attentat n'ont pas été identifiés.

Le Quai d'Orsay n'a jusqu'à présent jamais donné de consignes officielles sur le tourisme dans cette région. Mais, hier, il semblait que l'opinion diplomatique – autant à Ankara qu'à Paris – estimait que les tours-opérateurs prenaient des risques en proposant des circuits dans le sud-est anatolien. Toutefois, selon une autorité politique de la région, le PKK, qui cherche avant tout de la publicité, ne prolonge en principe pas la prise d'otages lorsqu'il estime l'action de propagande réussie.

Marie-Amélie LOMBARD
(avec Anne LOYER)



TURQUIE

Les rebelles kurdes enlèvent quatre touristes français

Un commando du PKK a samedi soir arrêté un bus près de Tatvan et emmené quatre de ses passagers.

Les séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ont enlevé quatre Français faisant partie d'un groupe de vingt-cinq touristes dont l'autocar a été arrêté samedi soir par un commando de quinze personnes sur la route de Tatvan à Van, dans l'est du pays. Une semaine plus tôt, dans la même région, un Britannique et une Australienne qui faisaient une excursion en montagne avaient été pris par des rebelles kurdes. Dans un communiqué publié dimanche par l'agence Kurd-Ha, l'ARGK, la branche armée du PKK, a reconnu «détenir six touristes», et un commandant des rebelles a affirmé: «C'est maintenant aux autorités européennes de prendre des initiatives.»

Selon les autorités locales, les rebelles ont fait de la «propagande séparatiste» aux voyageurs et ont pris la fuite en emmenant quatre des touristes du groupe, Pierre Six (43 ans), Michel Coudray (52), Robert Audoin (51) et Fernand Haron (66). Les forces de l'ordre turques, renforcées par des unités de commando déjà déployées dans la région, ont déclenché une vaste opération de recherches.

L'ambassade de France en Turquie

est, depuis la nuit de samedi à dimanche, en contact permanent avec les autorités turques, les familles et le groupe de touristes, a-t-on par ailleurs indiqué de source française. En août 1991, dix touristes allemands avaient été enlevés et relâchés une semaine plus tard par le PKK, alors qu'ils campaient près de Tatvan. En septembre 1991, cinq archéologues occidentaux avaient été relâchés près de Bingol (Est) après une détention d'une vingtaine de jours.

Les enlèvements de ces derniers jours font partie de la campagne lancée par le PKK contre l'industrie touristique, deuxième source de devises du pays. La ville d'Antalya, vitrine des vacances turques sur la côte méditerranéenne, avait été touchée le 27 juin et le 18 juillet par des attentats à la grenade qui firent respectivement vingt-six blessés (dont neuf Allemands) et deux morts turcs. Ces actions n'ont pas été revendiquées. Le PKK, après l'échec du cessez-le-feu du printemps, semble avoir choisi la fuite en avant et la «guerre totale» pour sensibiliser l'opinion européenne à sa lutte pour l'indépendance du «Kurdistan» turc.

M.S. avec AFP, Reuter

La guerrilla kurda del PKK secuestra a cuatro turistas franceses en Turquía

AFP, Tatvan (Turquía)

Cuatro turistas franceses fueron secuestrados el pasado fin de semana por miembros del Partido de los Trabajadores del Kurdistan (PKK) en la región de Korkuklu, en el este de Turquía. El autobús en el que viajaban 24 turistas franceses fue detenido la noche del sábado por una patrulla armada del PKK. Unos cuantos guerrilleros subieron al vehículo y explicaron las razones de su lucha. Después, se llevaron a cuatro de los pasajeros.

Con este secuestro son seis los occidentales en poder del PKK. La agencia de noticias kurda Kurd-ha asegura que estos hechos se producen porque los turistas «han entrado en el Kurdistan sin autorización».

Otros tres turistas, dos de ellos italianos y un tercero no identificado, resultaron heridos ayer en Estambul al estallar un artefacto explosivo en la plaza histórica de Sultanahmet.

TURQUIE : en visite chez les Kurdes

Le premier ministre charme mais ne convainc pas

de notre envoyée spéciale

Au cours de sa première visite dans le sud-est troublé de l'Anatolie, le nouveau premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, a offert à sa population kurde, vendredi 23 juillet, un programme de développement économique, mais sans évoquer les réformes politiques attendues par celle-ci. Le plan - une «carotte» de 220 millions de dollars - prévoit la construction d'écoles et d'autres infrastructures dans les provinces déshéritées de Hakkari et de Sirkak, choisies comme zones pilotes. Onze mille emplois pourraient être créés en développant l'élevage du bétail et l'industrie du tapis.

Mais à Hakkari, où le premier ministre avait emmené tout son cabinet, son charme n'a pas su

convaincre les quinze cents personnes venues écouter son discours. Les habitants, désabusés, attendaient surtout des réformes politiques: «On nous a souvent promis de transformer Hakkari en Paris, nous avons assez de ces mots», a protesté le quotidien local dans une lettre ouverte au premier ministre.

«Que vous disiez Je suis Kurde ou Je suis Turc», c'est votre carte d'identité qui est votre titre de propriété, cet Etat est le vôtre», avait tenté de plaider M^{me} Ciller. Mais le «bâton» n'a pas été abandonné pour autant: soulignant sa détermination à lutter contre les combattants séparatistes kurdes, M^{me} Ciller a visité un poste-frontière où, pour l'occasion, une salve d'artillerie a été dirigée contre les montagnes iraniennes toutes

proches. Ainsi, la réunion du cabinet à Hakkari, geste important à l'égard des Kurdes, n'a pas suffi à rétablir une confiance érodée par des années de négligence et de répression. «Je continuerai à venir ici jusqu'à ce que vous ayez la sécurité, des emplois et des vivres», a promis M^{me} Ciller. Son entourage semble conscient que les mesures annoncées sont inadéquates, sans pour autant savoir comment concilier le nationalisme kurde et l'unité de l'Etat.

Le super-préfet de la région sous état d'urgence, Unal Erkan, a beau déclarer que «ce ne serait pas la fin du monde» si la radio en kurde était autorisée, les opposants à ce genre de réformes sont nombreux, et M^{me} Ciller, bien que soutenue par la population, est de plus en plus isolée dans les cercles politiques. Les Kurdes eux-mêmes, pris entre deux feux, sont en pleine confusion. Répondant à un journaliste qui lui demandait pourquoi il était venu accueillir M^{me} Ciller, un partisan avoué de la rébellion armée kurde a dit: «Il faut bien que nous ayons de l'espoir...»

NICOLE POPE

24 HEURES

LUNDI
26 JUILLET 1993

Le 24 juillet 1923, le drame kurde est devenu officiel à Lausanne

Soutenue par la Municipalité, une conférence a marqué samedi le 70^e anniversaire d'un funeste traité.



Devant le Chateau d'Ouchy, où avaient été menées les négociations de 1922 et 1923, la syndique Yvette Jaggi s'est associée, samedi, aux représentants du peuple kurde, auquel elle a exprimé le soutien de la Municipalité de Lausanne.

Philippe Ungicht

De prime abord, le lien entre la Ville de Lausanne et le destin du peuple kurde ne paraît pas évident. Pourtant, samedi, la ville est revenue sur son passé pour commémorer le 70^e anniversaire de la signature du Traité de Lausanne, paraphé le 24 juillet 1923 à l'aula du Palais de Rumine. Ce traité fixait notamment les frontières de la future république turque, ragaillardie sous la férule du leader nationaliste Mustafa Kemal, après la décomposition de l'Empire ottoman. Comme après toute négociation internationale, il a y des laissés-pour-compte: écartelé dès lors entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie, le peuple kurde voyait s'envoler ses espoirs légitimes d'indépendance.

«Bienvenue sur le domaine public lausannois», a souhaité, samedi matin, Yvette Jaggi, syndique de Lausanne, aux quelque deux cents Kurdes présents à Ouchy. L'ouverture de cette journée du souvenir a eu lieu en plein air, à côté du Chateau d'Ouchy où

s'était tenue, dès 1922, une partie des négociations. Mais septante ans plus tard, les portes du chateau sont restées fermées pour



PAR

Fabrice BOULÉ

l'adresse inaugurale. «Lausanne ne se dérobe pas devant l'Histoire et assume ses responsabilités», a poursuivi Yvette Jaggi, fournissant par-là même une explication sur le soutien fourni par la Municipalité lausannoise au Comité du Kurdistan pour l'organisation de cette journée.

Précisant qu'il ne faut pas «confondre le fond du traité avec son cadre», la syndique a cependant rappelé à l'assistance que Lausanne «n'avait en rien influencé le résultat de la conférence». C'est en toute bonne foi, selon Yvette Jaggi, que les autorités suisses avaient salué à l'époque la signature du Traité de

Lausanne comme un progrès pour la paix entre les nouveaux États du Moyen-Orient. C'est seulement plus tard que le monde a pu constater que «les signataires du traité n'avaient pas répondu à toutes les questions». Pourtant, dans les actes de la Conférence de Lausanne, la question kurde figurait déjà sous la rubrique «questions non résolues»...

Samedi en fin de matinée, le cortège est monté jusqu'au Casino de Montbenon où s'est tenue jusqu'au soir une conférence sur les conséquences pour les Kurdes de la décision de 1923. Parmi les orateurs, le Vaudois Victor Ruffly, conseiller national et délégué au Conseil de l'Europe, a présenté les efforts entrepris par ce dernier conclave pour faire progresser la cause des Kurdes. Enfin, l'historien kurde Ismet Cheriff Vanly, installé depuis longtemps dans le chef-lieu vaudois, a appelé de ses vœux la constitution à Lausanne d'une commission internationale sur le peuple kurde.

Fa. B. □

D'une négociation à l'autre, les Kurdes ont tout perdu

Dès 1918, après la défaite ottomane face aux puissances alliées, il y eut un court moment d'espoir pour les Kurdes, dont une petite délégation put présenter à la Conférence de Versailles «les revendications de la nation kurde». Alors que les puissances occidentales redessinaient les frontières des Etats moyen-orientaux, les Kurdes obtinrent que le Traité de Sévres du 10 août 1920 préconise, dans ses articles 62-64, la création d'un Etat kurde sur une partie du Kurdistan. Loin d'être idyllique, puisque les Kurdes se voyaient privés d'une grande partie de leurs terres historiques, ce traité n'en constitua pas moins l'unique perspective d'autonomie, puis d'indépendance, pour le peuple kurde. Mais le Traité de Sévres, dans lequel renaissait également l'Arménie, resta à jamais lettre morte.

L'influence de Kemal

Entre Sévres et Lausanne, l'élément nouveau s'appelle Mustafa Kemal Atatürk. Ce général va rallier les troupes turques autour de l'étendard nationaliste. En septembre 1922, les Grecs sont jetés à la mer. Par centaines de milliers, ils fuirent l'Anatolie vers la mère patrie. Le Traité de Sévres est déjà caduc et tout devra être revu dès novembre 1922, lorsque s'ouvre à Lausanne une nouvelle conférence de paix au Proche-Orient. La signature du nouveau traité, le 24 juillet 1923, consacre la victoire de la jeune république kémaliste qui se voit reconnue internationalement dans ses nouvelles fron-

tières. Rien d'étonnant que la Turquie ait eu toutes les raisons de pavoiser, samedi, lors des célébrations du 70e anniversaire du Traité de Lausanne. Le président turc Süleyman Demirel a rappelé devant le Parlement que ce traité «constitue une importante étape sur la voie menant de l'empire ottoman, un Etat multinational, multireligieux et polyglotte, à la fondation de la République de Turquie, un Etat national». Et le premier ministre, Mme Tansu Çiller, d'ajouter qu'il s'agit du «seul document à garder encore sa validité parmi les traités conclus pour mettre fin à la Première Guerre mondiale».

Une identité niée

Oublié, donc, le Traité de Sévres! Les Kurdes sont divisés entre la Turquie (de 10 à 18 millions), l'Iran (6 à 8 millions), l'Irak (4 millions), la Syrie (1 million) et l'URSS (quelques centaines de milliers). Autant d'Etats où, à des degrés divers, leur identité a toujours été niée, et où nombre d'entre eux paient de leur vie la lutte qu'ils mènent pour faire entendre leurs revendications.

Comme l'affirmait encore samedi l'historien Ismet Cherif Vanly, le peuple kurde, le troisième en importance au Moyen-Orient après les Arabes et les Perses, n'a pas d'Etat à lui.

Arrivé à Lausanne en 1948 pour y faire ses études, M. Vanly nourrit alors le «rêve fou» d'un nouveau traité qui efface celui de 1923. Il y travaille toujours...

Fa. B. □



Le 24 juillet 1923, à l'aula du Palais de Rumline, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie et la Turquie paraphèrent le Traité de Lausanne. Celui-ci consacre la dispersion des Kurdes dans plusieurs Etats du Moyen-Orient.
Collection du Musée de l'Elysée

Une action spectaculaire des séparatistes kurdes

Quatre touristes français ont été enlevés en Turquie par un commando du PKK

Quatre touristes français qui visitaient la Turquie en circuit organisé ont été enlevés samedi 24 juillet à la limite des provinces anatoliennes de Van et de Bitlis. Il s'agit de Pierre Six, âgé de quarante-deux ans, Michel Coudray, cinquante et un ans, Robert Audoin, quarante ans et Fernand Haron, soixante-six ans. Dimanche, un communiqué publié par l'Agence de presse Kurd-Ha en Allemagne, a confirmé que les quatre hommes étaient détenus par le PKK, ainsi qu'un jeune ingénieur britannique et son amie autrichienne, capturés il y a trois semaines.

ISTANBUL

de notre correspondante

Le véhicule qui transportaient le groupe de 25 touristes français a été arrêté vers 18 h 30 samedi à un barrage routier érigé par le PKK sur la route entre Tatvan et Van. Selon Resit Gültekin, le guide turc qui se trouvait dans l'autocar, plusieurs dizaines de véhicules étaient déjà arrêtés sur la route. De tels barrages sont fréquents dans cette région où les combattants du PKK sont particulièrement actifs, et les habitants du Sud-Est anatolien s'aventurent rarement sur la route après la tombée de la nuit.

Les combattants kurdes - une quinzaine de jeunes gens dont sept femmes - ont fait attendre le groupe sur le bord de la route pendant près de quarante-cinq minutes alors qu'ils vérifiaient minutieusement leurs identités. Plus loin sur la route, un militant barbu haranguait en kurde les passagers de véhicules locaux. Avant de donner aux touristes le signe du départ, les militants, qui s'étaient annoncés comme étant du PKK, ont choisi quatre otages, « apparemment au hasard » a déclaré l'épouse de l'un d'entre eux, qui a refusé de donner son nom. « Nous n'étions pas conscients du danger. Nous faisons entièrement confiance à l'agence de voyages Marmara, » a-t-elle déclaré. Leurs compagnons de voyage ont poursuivi leur chemin et se trouvent actuellement à Van.

En juin dernier, Abdullah Ocalan, le dirigeant du PKK, avait annoncé son intention de s'en prendre désormais à l'industrie turque du tourisme. Après les récentes séries d'attentats à la bombe dans la ville d'Antalya qui ont blessé plusieurs touristes étrangers et coûté la vie à l'employé d'un restaurant, le PKK, toujours par l'intermédiaire de l'agence Kurd-Ha, avait réitéré ses avertissements. « Nous conseillons aux gens qui ont l'intention de se rendre en Turquie de ne pas aller dans un pays qui mène une sale guerre contre un peuple luttant pour ses droits fondamentaux. Nous soulignons une fois de plus que nous ne serons pas responsables pour toute perte de vie humaine dans le futur » prévient-il.

Explosion d'une bombe

Dimanche, une bombe déposée sous le guichet automatique d'une banque près du célèbre musée Sainte-Sophie a explosé, blessant quatre personnes, dont apparemment trois touristes. Cet attentat n'a pas été revendiqué.

Ces incidents s'inscrivent dans le cadre d'une campagne lancée par le PKK pour tenter de sensibiliser l'opinion internationale à ce conflit qui dure depuis 1984 et a déjà causé la mort de plus de 6 500 personnes. Les manifestations spectaculaires en Europe, les attaques contre les intérêts touristiques - cruciaux pour la Turquie - puis ces enlèvements ont attiré l'attention des Occidentaux alors que la Turquie intensifie ses opérations militaires dans le Sud-Est anatolien, pour tenter d'anéantir le PKK. Bombardements aériens, tirs d'artillerie, évacuations forcées de village sont désormais fréquents.

Dimanche également, une explosion a causé le déraillement d'un train dans la province de Bingöl, au cours duquel deux soldats ont trouvé la mort. Douze autres personnes ont été tuées durant le week-end au cours de divers affrontements dans le Sud-Est anatolien.

Après l'enlèvement du jeune couple britannique, le commandement régional du PKK avait posé deux conditions pour leur libération. D'une part, le mouvement séparatiste demandait la médiation d'une orga-

nisation internationale telle que le CICR ou Medico International et la présence de la presse et de la télévision lors de la libération. Le PKK exigeait également l'arrêt des opérations terrestres et aériennes turques; « afin que les touristes puissent être escortés hors de la région en toute sécurité. » Le jour précédant la capture des quatre Français, le PKK s'était plaint de n'avoir été contacté par aucune organisation internationale, un signe, estimait-il, « que le public occidental est trop faible face aux opérations militaires de la Turquie. »

Un diplomate français était attendu à Van lundi matin pour obtenir un rapport détaillé sur les faits. Après avoir emmené les quatre Français, alors que leurs épouses étaient en pleurs, un combattant du PKK s'est tourné vers le guide Resit Gültekin. « Ne t'inquiète pas, » a-t-il déclaré. « Dis à tes touristes que les hommes seront relâchés dans quatre ou cinq jours. »

NICOLE POPE

LE MONDE
27 juillet 1993

LES ECHOS - 27 juillet 1993

Les Kurdes, oubliés de la guerre du Golfe

L'enlèvement de quatre touristes français ce week-end dans l'est de la Turquie par les rebelles kurdes fait partie d'une vaste opération menée par la principale organisation séparatiste, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), destinée à sensibiliser l'opinion publique internationale sur la situation des Kurdes.

Le 8 juillet dernier, le PKK a rompu le cessez-le-feu unilatéral qu'il avait décrété dans l'espoir d'une ouverture de négociations avec Ankara. Le chef du mouvement,

Abdullah Ocalan, avait alors promis une « guerre totale » contre la Turquie, mettant en garde les voyageurs européens contre les risques encourus par les touristes. On se souvient des attaques de Kurdes fin juin contre les intérêts turcs en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Suède, Danemark et Suisse, et des attentats dans la station balnéaire d'Antalya, dont ont été victimes en juillet des touristes étrangers.

Le tout nouveau Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller, vient de promettre des mesures d'aide à la

région déshéritée du Sud-Est anatolien, mais ce traitement économique du problème ne mentionne pas les revendications culturelles du mouvement rebelle et, pressée par les nationalistes, Mme Ciller a dû reprendre la phraséologie officielle selon laquelle « Il n'existe pas de question kurde » en Turquie.

La revendication territoriale kurde ne se limite pas à la Turquie. A la marge de l'Orient, la région est sous tension permanente depuis des décennies car l'Iran et l'Irak connaissent des problèmes identiques et l'on sait les massacres ordonnés par Saddam Hussein. Cependant, le mouvement kurde n'est pas uni et chacun des Etats soutient la rébellion de son voisin. La guerre du Golfe avait soulevé, un moment, un immense espoir parmi les peuples kurdes. Elle a eu, sur ce plan également, un goût d'inachevé.

TURQUIE

METIN CAN
DR HASAN KAYA

Metin Can, avocat, défenseur des droits de l'homme, et son ami le Dr Hasan Kaya, ont été retrouvés morts une semaine après leur «disparition» le 21 février 1993. Leurs cadavres portaient des marques de torture.

Le 21 février, Metin Can, président de la section de l'Association des droits de l'homme à Elazig, et le Docteur Hasan Kaya, suite à un appel téléphonique, ont quitté leur domicile d'Elazig, en disant à leurs proches qu'ils seraient bientôt de retour.

Dans la journée on a retrouvé la voiture du docteur Kaya abandonnée. Les familles ont ensuite reçu des appels inquiétants jusqu'à ce que la police place la ligne du docteur Metin Can sur écoute. Le premier message annonçait: «*Nous avons tué Metin et Hasan. Nos condoléances.*»

Il y a huit postes de contrôle entre Elazig et la ville de Tunceli où l'on a découvert les corps. A cette époque de l'année la neige rend virtuellement impossible tout déplacement entre les deux villes par d'autres routes. La région était alors sous l'état d'urgence en raison des affrontements entre le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan) et les forces de sécurité.

Les renseignements donnés sur les circonstances de ces morts indiquent qu'il s'agit d'enlèvement et d'exécution extrajudiciaire.

Prière de demander une enquête approfondie et impartiale sur l'enlèvement, la torture et le meurtre de Metin Can et du docteur Hasan Kaya. Adressez vos appels à: M. le Président Süleyman Demirel, Çankaya, Ankara, Turquie.

Avec copie à l'Ambassade de Turquie, 16, avenue de Lamballe 75016 Paris Affranchissement avion: jusqu'à 20 g, 3,70 F.

TURQUIE

Le P.K.K. brise la trêve

Suite de la déclaration faite le 8 juin par le PKK annonçant son intention de mettre fin à la trêve, Amnesty s'est adressée au gouvernement et aux dirigeants du PKK.

Bien qu'Amnesty ne prenne pas position sur les conflits armés, il est clair que les affrontements incessants que connaît le sud-est de la Turquie depuis 1984 ont donné lieu à des violations graves et de grande ampleur des droits de l'homme commises par les deux camps en présence.

Tortures, exécutions extrajudiciaires imputables aux forces gouvernementales, homicides de prisonniers et de civils perpétrés par le PKK.

Amnesty International a constaté depuis l'annonce d'une trêve unilatérale par le PKK, une diminution significative de ces violations de la part des deux camps, sans qu'elles aient totalement cessé. Cette évolution a été largement saluée par les médias et l'opinion publique dans toute la Turquie.

On pouvait penser qu'il s'agissait d'une première étape. Toutefois, au moment même où l'on s'attendait à ce que le gouvernement promulgue un certain nombre de

mesures destinées à renforcer la confiance, notamment la levée de l'état d'urgence actuellement en vigueur dans le sud-est de la Turquie, l'optimisme a été ébranlé par le massacre de 33 prisonniers perpétré le 24 mai à Bingöl par le PKK.

La recrudescence des opérations militaires qui a suivi a amené le PKK à annoncer le 8 juin dernier qu'il mettait fin à la trêve unilatérale.

Amnesty international estime que le PKK pas plus que les autorités turques ne désirent pas voir venir le retour des violations persistantes et systématiques des droits fondamentaux que la reprise du conflit entraînerait inévitablement. Elle craint toutefois que l'évolution de la situation ne les précipite malgré eux dans une nouvelle escalade de la violence.

C'est la raison pour laquelle Amnesty International a lancé un appel au gouvernement turc et aux dirigeants du PKK en les priant de faire immédiatement tout leur possible pour empêcher la souffrance, les blessures et les pertes en vies humaines qui sont le prix que la population civile aura à payer en cas de reprise du conflit.

L'Organisation exhorte les deux camps à ne pas oublier les centaines de femmes, d'enfants, de civils et de prisonniers qui ont trouvé la mort depuis 1984 à la suite des actions menées par l'une ou l'autre des parties au conflit.

International Herald Tribune — July 27, 1993

Kurdish Kidnappers Set Conditions

ANKARA (Reuters) — Kurdish rebels said Monday they would release six kidnapped foreign tourists if Turkey halted military operations against them in the southeast.

A news agency which is close to the Kurdistan Workers Party, quoted guerrilla sources as saying the four Frenchmen, a Briton and an Australian were being treated well. "The guerrilla commanders said they would release the tourists if operations stopped," the agency said.

It named the Frenchmen kidnapped Sunday from a tourist bus between the eastern towns of Van and Tatvan as Pierre Fix, 42, Michel Coudray, 40, Robert Audoin and Ferrand Harron, 66. The rebels abducted two Britons, David Rowbottom, and an Australian, Tania Jan Miller, from the Tatvan area on July 4.

Des timbres kurdes pour effacer Saddam

Les Kurdes d'Irak ne veulent plus affranchir leur courrier à l'effigie de leur bourreau...



B Erbil, Kurdistan d'Irak, envoyé spécial leus, roses ou vert et jaune, les premiers timbres du Kurdistan d'Irak sont sortis de l'imprimerie. «C'est une journée historique», nous confiait Hussein Sinsari, vice-ministre des Transports et des Télécommunications du gouvernement kurde, en montrant les premières planches arrivées sur son bureau d'Erbil, la capitale de Kurdistan «libéré».

Jusqu'à présent, le Kurdistan d'Irak ne disposait que des timbres officiels émis à Bagdad, à l'effigie de Saddam Hussein. «Les gens devaient affranchir leurs lettres avec le portrait de leur bourreau, explique Hussein Sinsari, mais nous n'avions pas le choix. De toute façon, les timbres ne sont en voie d'épuisement, et Bagdad ne nous en fournira pas d'autres. Voilà pourquoi nous avons pris cette décision.»

Les nouveaux timbres, aux valeurs de 1, 2 et 3 dinars irakiens, représentent le local du Parlement kurde, élu en mai 1992. «Nous avons choisi l'image comme symbole de notre liberté. Ce furent les premières élections libres de notre histoire.» Mais sur la bordure gauche du timbre, on lit (en anglais): «Iraqi Kurdistan Region.» «Nous fai-

sons toujours partie de l'Irak», insiste le vice-ministre. «Il ne s'agit pas d'un acte de sécession.»

Les nouveaux timbres devraient être mis en circulation dans quelques semaines. Tout manque au Kurdistan d'Irak, et l'impression en série devra se faire dans un pays européen. Pour l'immédiat, Hussein Sinsari compte proposer aux philatélistes du monde entier les premières (et dernières) planches imprimées à Erbil, en espé-

rant recueillir ainsi un peu d'argent pour, dit-il, «acheter les vélocycleurs, qui nous permettront de distribuer le courrier.» Bien évidemment, ces timbres ne pourront être utilisés qu'à l'intérieur du territoire contrôlé par le gouvernement kurde d'Erbil. Pour les échanges avec l'étranger, les Kurdes d'Irak ne peuvent compter que sur la bonne volonté de voyageurs.

Une solution est toutefois en vue, si les autorités turques acceptent de co-

opérer. Il s'agirait d'ouvrir une boîte postale à Silopi, la ville turque la plus proche de la frontière irakienne, où seraient adressés lettres, colis et journaux destinés aux Kurdes d'Irak. En sens inverse, le courrier partirait affranchi avec des timbres turcs mis en vente dans les bureaux de poste du Kurdistan irakien. «Tout est prêt», affirme Hussein Sinsari. «Nous n'attendons plus que l'autorisation d'Ankara.»

Marc KRAVETZ.

LIBÉRATION — 28 juillet 1993

Watching Secular Turkey

Bitter ripples are still traveling from the Salman Rushdie affair, some in places where they stand to create considerable mischief. Not long ago in Turkey, a country long known for a determinedly secularist governing philosophy, 37 people died in a hotel fire set by a mob that was trying, authorities said, to lynch a 75-year-old poet who had translated parts of Mr. Rushdie's "The Satanic Verses." The dead were mostly poets and writers, in the central Anatolian city of Sivas to attend a conference on a 16th century Ottoman poet who had opposed that regime. "The Satanic Verses" is banned in Turkey, and the poet, Aziz Nesin, got in trouble last fall for translating and publishing excerpts from it in a magazine he edits. But the other stated cause of the recent violence, which Turkish government people are hinting was orchestrated, was that Mr. Nesin had given an "openly atheist" speech to the conference the day before.

This was the worst sectarian religious incident in Turkey since 1978, when the country was torn apart by unrest that finally brought on the 1980 military coup, and its aftermath has been troubling. Some government officials, and many newspapers, have taken the line that, while freedom of speech is important, Mr. Nesin "provoked" the attack with his speech. In it he is said to have argued that religion should be modernized and people need not obey scriptures — as it happens, not only views held by large numbers of Turkey's Westernized elites but also substantial parts of the modern

nation's founding philosophy and that of its revered founder, Mustafa Kemal Ataturk.

Mr. Nesin, the author of some 75 books of poetry, satire and short stories, has been for decades one of Turkey's most popular if consistently left-wing writers. That makes it more peculiar yet that conservative religious students at an Istanbul university were reported to have rallied with cries that Mr. Nesin "now has been given his penalty" and that "it must be carried out," or that Iran took advantage of the situation to proclaim that all the Nesin books are now banned in Iran, where they have been widely popular in translation.

There is an important distinction, of course, between secularism in the sense of hostility to religion and secularism as a form of government neutral toward it. But how robust is secular government when the expression of secular sentiments carries this degree of danger? Longtime Turkey-watchers point out that the Rushdie issue, with the uniquely inflammatory life it has taken on, is a bad case by which to gauge any Muslim country's commitment to tolerance. But that quality also makes the issue a wild card, capable of creating unforeseen havoc in otherwise placid places. At a time when the West holds up the "Turkish model," secular and democratic, as an example for the Middle East and the new Central Asian countries, it is an understatement to say that the health of secularism in Turkey is something to watch with care.

— THE WASHINGTON POST.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JULY 27, 1993

LE MONDE
29 juillet 1993

TURQUIE

Trente-neuf morts dans des combats entre séparatistes kurdes et forces gouvernementales

De nouveaux heurts dans le sud-ouest de la Turquie ont causé la mort d'au moins trente-deux séparatistes kurdes et de sept soldats turcs, rapporte l'agence anatolienne de presse.

Elle précise que les militaires ont tué une trentaine de rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et qu'ils en ont blessé de nombreux autres en poursuivant les auteurs d'une attaque contre un village qui avait fait six morts.

lundi soir 26 juillet, à Doganalani, dans la province de Mus. Des avions ont pilonné des positions des rebelles dans un triangle compris entre Bingol, Kulp et Solhan, où les autorités pensent que se sont réfugiés quelque quatre-vingts combattants du PKK.

L'agence anatolienne ajoute que des membres du PKK ont par ailleurs tué cinq gendarmes et en ont blessé trois mardi lors d'un raid

contre un poste militaire à Yuksekova. L'armée appuyée par un hélicoptère a tué au moins deux des agresseurs.

Les opérations de recherche se poursuivent dans la région de Tatvan pour tenter de retrouver les quatre touristes français enlevés par les rebelles kurdes, dont on reste sans nouvelles. Serge Boidevaix, secrétaire général du Quai d'Orsay, qui était lundi en Turquie, a reçu des autorités d'Ankara l'assurance de leur plein appui et de leur volonté de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que les personnes enlevées puissent être libérées le plus rapidement possible. — (Reuter, AFP).

Is the Southeast Lost?

İsmet G. İmset

The question which was asked most last week was probably whether there was any chance to win back the people of Turkey's Southeast, where Kurdish terrorism has led to a lack of confidence in the state and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is gaining increased local support.

Everyone, from force commanders to the president, the prime minister and her 12 cabinet ministers who visited the province of Hakkari for the first time, sought an answer to this question: Is the Southeast lost?

A brief two-day visit to four provinces, during which Prime Minister Tansu Çiller had little -- if no -- contact with the people but to address them en masse, appears now to have cleared the way fully for military-backed policies to "solve" the regional issue which the government insists on not calling "the Kurdish problem."

As far as Ankara is concerned, the East and Southeast regions of Turkey, where a state of emergency prevails, are impoverished and need economic development and more jobs. Once the goal of economic improvement is achieved, accompanied by even harsher measures against the separatists, terrorism will be defeated. The so-called "Kurdish reality" meanwhile, is nothing more than a concept. In Çiller's own words, something which means that "if someone is calling himself a Kurd, no one can insist on the opposite." But no more.

The Cabinet's grand meeting in Hakkari may have served to increase hopes in the region but in a cautious way, with overt reluctance to believe what was promised and extreme pessimism. Çiller's words were heard with cheers, as those of former Prime Minister Süleyman Demirel's were heard 20 months ago, along with awareness that the latter had failed to keep all of his promises.

Following a similar visit to the region by Demirel and his ministers, hopes had increased and there was the will to cooperate with the officials to improve living conditions as well as security.

Demirel, after taking office following the October 1991 general elections, had told the people of the Southeast that the doors of Ankara would be fully open to them (and their complaints), that the state was determined to differentiate between the terrorists and the innocent, and that from then on the state would approach its people "with affection. ... You will feel the silk glove of the state."

No more than three months after these pledges, a PKK attempt at local uprisings was bloodily crushed, leaving behind more than 100 dead -- mostly civilian demonstrators. Later, troops opened fire on the city of Şırnak on the grounds that the PKK had infiltrated it, shattering the settlement to pieces. Then, "mystery murders" of Kurdish sympathizers multiplied, apparently the work of self-styled death

squads. And, in a matter of one year under Demirel, at least a dozen journalists were assassinated, all with the common background of working on the Kurdish issue and human rights.

None of the state's promises for economic improvement were met in full and all expectations raised by Demirel appeared to serve the PKK more than the government, with people turning to this outlawed organization in anger and disappointment.

The situation is such that it is difficult for anyone to believe that new promises will be fulfilled, although a shade of hope in the people's hearts helped at the least to bring the masses once again to the city squares to listen to the politicians.

Despite pledges for the freedom of the Kurdish language, the local folk in Batman have recently witnessed a police-imposed ban on Kurdish songs, if sung during wedding celebrations and/or gatherings. Despite promises of treatment with a silk glove, the people in Şırnak have seen their city being blasted apart by anti-aircraft guns mounted on tank turrets. And, despite pledges of maintaining press freedom, those in Hakkari have witnessed the police raiding newspaper kiosks every morning and seizing all copies of pro-Kurdish and left-wing newspapers, although they were technically legal.

More important of all, however, the people of the region have witnessed a major violation of the government's pledge to differentiate between the terrorists and the innocent masses. Especially in the last two months, dozens of villages have been raided by troops, the residents forced out of their houses which were later torched. The aim was to cut off any possible logistic support which could reach the terrorists. But the people, not the separatists, were having to pay for this.

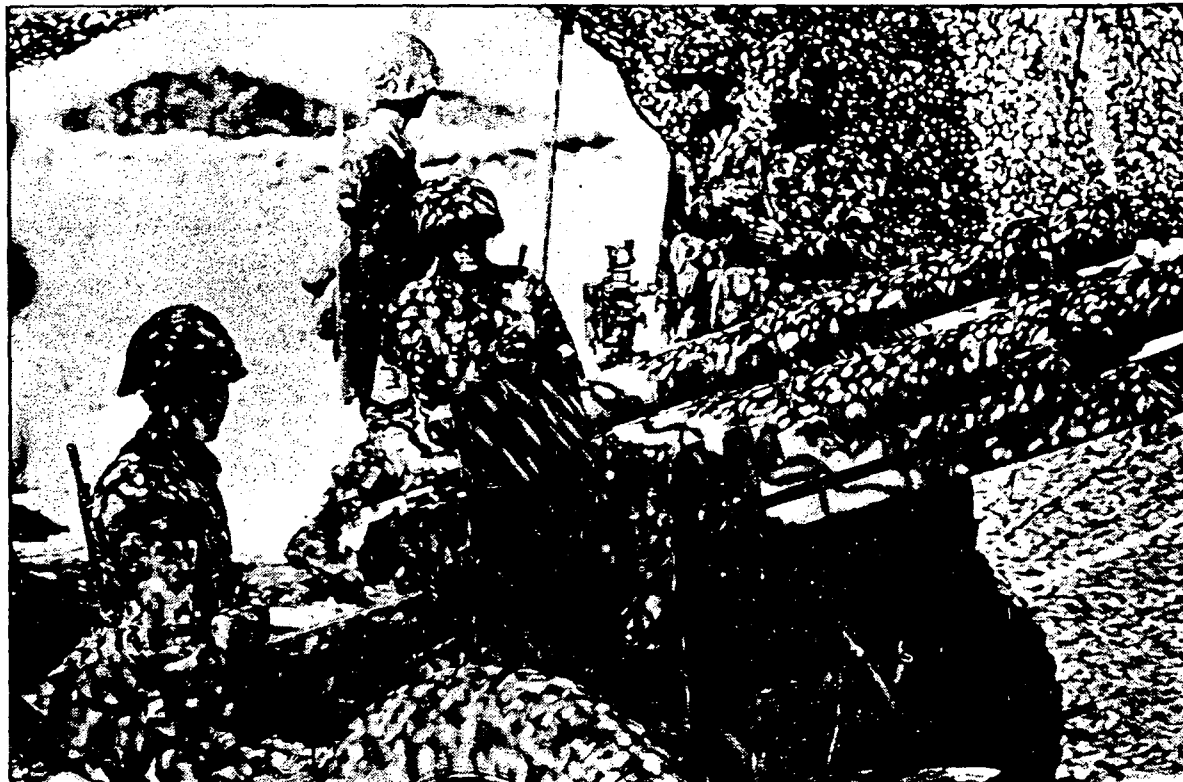
Thus, despite Çiller's own remarks that she had received the warmest welcome in Şırnak province, the truth was spoken not on the balcony which she sat and chatted with selected citizens, but in the square just underneath her. There, scores of representatives of burnt villages waited to give their letters of complaint to the prime minister. There, one could see how Şırnak's population had increased by about twofold in recent weeks, with villagers running from oppression seeking shelter.

The reception Çiller received in Şırnak was in no way close to the welcome offered to Demirel in 1991, when thousands gathered with the colors of the Kurdish flag waving in the air and slogans supporting the Ankara government. "Biji (Long Live in Kurdish) Demirel" echoed through the streets of the city then as if the prime minister was a conqueror.

There was so much hope that looking back at what has been happening, one still wonders how Ankara's politicians could have tolerated such developments. Instead of the familiar "Kurdish style"

Turkish Probe July 27, 1993

5



LONG SALVOS- Turkish troops based on the borders where Turkey meets Iran and Iraq continue cannon fire into both countries in an attempt to deter separatist infiltration. Officers say the projectiles hit targets about 10 kilometers inside the borders. Other teams scale the mountains around the clock to ambush Kurdistan Workers' Party (PKK) units. All fingers point at Iran now, with claims that the separatists are coming over the Iranian border.

support this time, Çiller last Thursday was greeted with a 10-to-1 ratio of policemen against citizens, masses waiting at gunpoint to listen to what promises she had to make.

One line of "Special Team" members created a human barrier in front of the people while a crowded group of "Special Operations Teams" waited underneath her balcony, heavy machine guns, grenades and even projectiles held ready to be used. As she talked on, repeating somewhat what she had said at earlier stops of her visit, the city's elderly held a privy meeting with State Minister Mehmet Kahraman telling him that life was terrible, that they needed security -- not jobs -- immediately, and nodding their heads towards the special police teams, attempting to get their messages through.

"The people have asked for security," Çiller said later in an apparent reflection of her own misunderstanding of the situation. "In maintaining this, the crack teams are important." Indeed, wherever Çiller went, the people complained of these very teams which the government appears to see as a solution to its problems: From Hakkari to Şırnak, Batman to Diyarbakır, everyone the Turkish Probe interviewed related bizarre encounters with such teams, noting that they were out of control, alienating the local population, and almost always breaching their authority.

"It is like the example of a cornered cat," a Diyarbakır resident offered. "If you corner a cat and it has nowhere to go, it will attack you." For him, the people were the cat and the crack teams were corne-

ring them.

In Hakkari, following a 15 minute on-the-street meeting with elderly representatives of the people, an official very close to Çiller was to say "it appears everything is over."

Instead of the government's promises for economic reforms, development, credit, insurance and jobs, the people demanded a "political solution."

Talking to Çiller's chief advisor Volkan Vural (in belief that he too was a journalist), one Hakkarian was to confess: "The PKK is like the stem of a flower growing out of our hearts. Every time the state oppresses us, it is giving flowers." The first stop of Çiller's visit to the region was this mountainous city where, inside the settlement, no PKK activities have been reported. However, the area itself, with the town of Çukurca at the Iraqi border and its sheltering mountains, is known to be a main activity region for the separatists. "Because you are here, they have taken the troops off the roads," one local explained. "Normally, they would tour the streets with their machine guns always turned on the people." Another explained how, about 15 days ago, dozens of suspects were detained by the police and security forces opened fire for hours, allegedly to scare off possible terrorists.

"In Çukurca," explained a local, "there is curfew after 4 p.m. In Hakkari, no one can go out at night."

One of the striking points of the whole visit was to see soldiers on duty in full fighting gear, including their own wireless sets, bazookas, heavy machine guns and war-time armoured vests.

"This is a show for us," guessed a visiting journalist until told by the locals that for 20 days this was how the troops had been operating.

"It resembles our former colonial system," a British journalist commented. According to a military officer at the city's commando headquarters, solving terrorism is not so difficult. The reason the campaign has been going on for years (nine to be specific) is the policy not to inflict too much harm on the civilians. "If we were in another country, we could solve it in days," he commented.

With the lack of any substantial political solution to the Kurdish problem, local security has come to believe that a full crackdown is the only outlet.

A similar argument could be heard in Şırnak, as well where security crack teams expressed belief that they could cope with terror, "In a month's time ... If only Ankara left all authority to us."

In Hakkari, Çiller's package of promises included many economic reforms, but she received the greatest of applause when she referred to -- for the first time -- the existence of a Kurdish people. The prime minister said it did not matter whether the people called themselves Kurds or Turks, since they all owned every part of Turkey.

This is a view which Çiller repeated in Diyarbakır where she told the crowds that they not only owned that region, but cities such as Istanbul and Ankara.

Among many other things, Çiller pledged to Hakkarians that they would have asphalt roads, proper schooling opportunities, and most important of all -- credits and employment. She promised the people 6,000 new jobs and to turn Hakkari into a animal husbandry center.

What she failed to mention was that the province had actually been the heart of regional animal husbandry in the past, and that a ban on using the plains, imposed by troops, had completely killed this sector. Hakkari, an exporter of animals to Turkey, now imports its meat. Even the region's honey, which locals boast has "a special place in the Ottoman cuisine" could no longer be seen. The city was a self-styled prison for the villagers.

And, 2,000 of the previously promised jobs had been given but 630 laborers have recently been sacked. The people were complaining that the government's employment opportunities were not a satisfactory solution since it created an idle labor force. People went to work in the morning and ca-

me home in the evening after doing nothing. The jobs handed out were artificial.

In Şırnak, Çiller did talk about forgetting the problems of the past and restoring mutual confidence, which was a clear reference to the incidents there last August, but most of all concentrated again on economic solutions.

At every stop of her visit to the region, which lasted for about 27 hours in full, including a night in Batman, the main theme of the prime minister's speeches was that she was a mother and thus understood the problems. That she would show the people motherly affection, in contrast to "Papa" Demirel's fatherly affection, and that she cared about

regional problems. At her third stop of Batman, following stopovers at only two border stations, she told the people that she cared so much for them that she had "travelled all of Turkey's borders and visited all border stations" to see what was happening.

At the first outpost, bordering Iran and Iraq, soldiers displayed cannon shots for the visiting group towards both countries. One could not see where the projectiles landed on the other side of the border but an officer explained "they reach 10 kilometers."

The second stop was Andac, just across the Iraqi border, where Çiller only inspected local troops and marched back to her helicopter. Chief of General Staff Gen. Doğan Güreş, who in 1991 was reported in the newspapers to have addressed a child in Kurdish, telling him to "vara" or come, repeated the same gesture, this time to a little girl, and appealed to her "vara vara."

But, this was as close as Ankara could come to the Kurdish reality.

Even those who appear back in Istanbul and Ankara to have dedicated them-

selves to improve the "Çiller image" had to confess that things were not all too well.

What Çiller missed, in the first place, was the opportunity to really talk to the people, the ordinary -- not selected -- ones. She also missed the chance to see into the regional realities. But, Turkey's new coalition has left the Southeast, along with many promises, behind. Included is an investment package of approximately \$200 million for the region. Also, a pledge for a total of 11,000 jobs and a confession that "unemployment insurance" for the people is not as easy as it sounds.



GUARDING THE RANKS- A police special crack team member guards Çiller in Şırnak as she delivers her speech. The people have had no good experiences with these "Turkish Rambos," which the government plans to increase in strength and authority. Last year, a group of them torched a car owned by a local journalist, as he was held, watching and crying, at gun point.

Turkish Probe July 27, 1993

7

What Is Going On? As for what is truly going on in this trouble spot of Turkey, what government officials got was only a fraction of the whole picture.

The visit may have been a success in raising hopes, but what more is yet to be seen. If it happens that local suspicions bear out and all promises are forgotten, like what happened during Demirel's prime ministership, there is the chance that the visit will even further serve local PKK propaganda.

Looking at the real situation, it is difficult to agree Çiller's assessment that she did not get the image a civil war was going on. More than 6,400 people have died in the past nine years and the death toll increases by the day. The PKK, which according to Demirel had about 4,000 militants only 20 months ago, may have as many as 15,000 now, according to Çiller. The people are increasing their support for the organization and in areas where the separatists were dubbed "bandits" or "terrorists" by the locals, they are now referred to as guerrillas. The PKK has become part of the daily life of the region.

The most important promotion for the outlawed organization, meanwhile, appears to be the Turkish tactic of evacuating villages for the sake that they cannot be used to provide supplies and/or personnel for the separatists.

According to local sources, the man on the street as well as activists, villages have been evacuated all around Lice and Kulp in Diyarbakır, on and around Mount Cudi in Şırnak, and in the Hakkari region.

There is now ample evidence that the evacuation is not, as was believed, an isolated incident organized by local commanders, but was carried out on orders issued by central command, often at ran-

dom. In some cases, evacuations and the subsequent burning down of villages, reportedly serves only to "deliver a warning" to the others. The number of officers unhappy with what they are doing is on the increase and soon Turkish Probe may be able to quote direct accounts of these bizarre incidents from their instigators.

In most cases, soldiers are careful and try to get as many people out of the settlement as they can before it is burnt down. According to local accounts, most orders come on an immediate basis and are carried out in this style -- explaining the complaints by villagers that their houses are torched along with their belongings.

This practice, the locals say, both turns the people against the state and provides the organization with new recruits. In other words, it surfaces as a tactic which recruits for the PKK instead of hindering its activities.

"Only in Diyarbakır alone," explains a local Turk who is well-known for his authentic accounts of the situation in the past years, "at least 200 children went to join the PKK in the last 10 days. It is fearsome. I personally know the families of at least 100 of them. They are going up (the mountains) every day."

"I am too old to join them. But when she reaches the age of 15, I will send my 5-year-old daughter to the mountains if they (security forces) go on like this," is how a Turkish Petroleum Authority employee in Batman put it.

In Hakkari, one can find many people on the street now openly talking in favour of the PKK and supporting it, not to break away from Turkey, but as part of their reaction to what is happening.



THREAT TO PKK- The main threat to the outlawed PKK in the Southeast are military helicopters, which can operate effectively in the mountainous region. Above, a scene from the Hakkari commando headquarters from where major operations are launched in the region.

In Şırnak, the worst is yet to be seen such as that in the PKK stronghold of Cizre.

Interesting as it is, one cannot refrain from recalling the days when Şırnak was still against the PKK and when, about four years ago, the people turned to the organization after security forces machine gunned about 200 mules they were using. Since then, each and every act of exerting pressure on the locals has only served the organization. Just like in Cizre, where the balances tilted in favour of the PKK after an officer forced villagers to eat human excrement two years ago. Or, as in Lice and Kulp, where for the past two years the locals have been complaining of continuous armed attacks, allegedly conducted by security forces.

Whichever way the developments are taken, one thing is clear: These practices are recruiting for the PKK, which by policy, leadership and ruthless terrorism does not deserve to be as strong as it is.

Unfortunately, however, Çiller and company appear to have missed this reality and are building their own policy only on hope, hope that the Southeast is not yet lost.

They have also missed declining state authority in the region and have been given, by the local authorities, a smoke screen. Now, in this troubled region, the PKK is effectively opting for state control, giving a strong image to the people. In March 1992, a local governor in Diyarbakır complained to the Turkish Daily News that there were no applications to court any longer since everyone was going to "People's Courts."

"They only come here, to our courts, to file cases against alleged human rights violations," he said. The governor's account was later given to Demirel in a confidential report (published in full in "PKK: Ayrılıkçı Şiddetin 20 Yılı").

Now, locals all over the area report the same thing. "We don't go to the courts anymore. We solve everything amongst ourselves. These include property disputes, adultery cases and even reclaiming loans," an elderly Hakkari resident explains. "No one goes to the Turkish courts. They have their own PKK courts and everyone is trusting them," adds a Turk in Diyarbakır.

The situation, for Ankara, is deteriorating rapidly.

The Political Solution Threat: Despite all of these backlashes against purely military solutions to the Kurdish issue, Ankara currently sees any recommendation for a "political solution" as a threat. Hard-liners have finally succeeded in dictating their theory that any reforms, in the way of recognizing the Kurdish identity, would be concessions. That Turkey has to resist all appeals for Kurdish language broadcasts, education, and cultural or social reforms, since this would come to the same meaning as playing into the hands of the PKK.

Authors or experts on the issue are frequently threatened and/or politely warned to stay away from the argument of "political solution." The press is rapidly being silenced. Politicians have fallen in line with the hard-liners, and Turkey as a whole may be heading rapidly towards a greater crisis. For Çiller, the reply to whether the Southeast has been lost is "no."

Her assessment completely represents the truth.

For, despite the growing support to the PKK, this does not mean the people want to break off from Turkey. The support is there because Turkey is recruiting for the PKK -- not because of the organization's policies.

The very fact that people still turn up for political visits, that they still have complaints which they voice, and that they have many demands shows that belief in the Turkish administration is not totally lost.

"They have plenty of demands but this means they have confidence," is how Çiller puts it.

But confidence may expire rapidly.

People Want A United Turkey: The problem now is in assessing the crisis at hand and introducing a practical and viable solution. Unfortunately, the situation is not the same as it was four years ago when economic reforms alone could have worked. The PKK then had about 2,000 armed men at the most and lacked local support.

Today, the immediate problem confronting Ankara is the restoration of confidence in the state. Something which the government is also aware of, although the solution it brings does not seem to be a true solution.

As local mayors often put it, if the people were questioned today on whether they want to stay with Turkey or leave, 99 percent would say they will not leave or break from Turkey. But, if the same people were asked what they wanted, again 99 percent would say the acceptance, at all levels, of the Kurdish identity.

In such a case, since the hard-liners now conclude that Kurdish identity demands are part of a sinister plot against Turkey, one would have to mark 99 percent of the Southeast population as enemies.

Indeed, aside from the racist Kurdish intellectual circles based in other parts of Turkey and a group now struggling for power within the PKK, the demand for independence is nowhere to be seen. Even PKK supporters in Şırnak, Batman and Diyarbakır say they would never consider breaking away. A dramatic statement made to advisor Vural by a young Kurd in Hakkari concerned this: "We fought in the War of Liberation. We fought in Korea. We gave martyrs. But you only remember us to claim tax and never after!"

Economic packages to accompany military operations would indeed help to an extent, but under the current strategy there is no expected decline in the strength of the PKK. In fact, the irony is that each military blow is on one hand leading to new recruits and on the other, turning the PKK into a more vicious organization.

The PKK, in a bid to survive the blows, is pressing to train the recruits and often ending up with unprofessional cadres, mostly pursuing revenge or retaliation, carrying out atrocities against civilians.

What is more ironic is that while trying to make the people of the Southeast part of the Turkish system, the system in its current form is creating outcasts of the people.

With each and every village being raided and evacuated, the PKK is expanding. With each and every violation of human rights, the PKK is getting more sympathy and recruiting.

But, when it comes to Ankara's officials, even the



EVACUATED AND TORCHED- Villagers of İkişce, on the Cizre-Şirnak road, have sent a petition to Prime Minister Tansu Çiller complaining that their settlement was first raided and later torched by troops on July 15. Kurdish deputies say the practice is widespread, and is aimed at preventing supplies from reaching the PKK. Military sources say the evacuation process continues on orders issued directly from Ankara.

formulation of possible "political solutions" to the crisis means serving the terrorists.

Most believe the master plot is underway, backed secretly by America, Britain and even Germany, to divide Turkey.

What they miss is that the policy they are pursuing, one which is dictated to them with misinformation, is only strengthening the terrorists.

And, accompanied by more master campaigns, that of persecuting moderate Kurdish politicians, closing down pro-Kurdish journals and/or shooting their correspondents, the PKK is being strengthened more and more.

Finding a lasting and peaceful solution to the "Kurdish problem" in Turkey looks even farther away now, with the ruling officials not even accepting such a problem exists. For them, there is not even a PKK problem. The problem is one of terrorism.

Acting from this definition, obviously the only solution that comes to mind is that terrorism can only be defeated by military methods.

The argument rejects that the PKK is fueled by regional reaction and that the main instruments of this organization are the lack of rights and freedoms.

The hard-liners fully disagree with the arguments that, a. Turkey's mistaken policies are strengthening the PKK, b. Moderate legal Kurdish politics could dismember terrorism, c. The people of the region in general want to remain united with Turkey, and d. Military and economic measures have to be accompanied by cultural and social reforms.

Unfortunate as it is, such mistakes are always understood at the cost of much bloodshed -- which soon Turkey will be facing.

The PKK Front : In the coming weeks and especially in the first half of August, the PKK is to upgrade its armed campaign in the region and try to suffocate the current Turkish policy.

There is already grumbling in the ranks of the security forces that the problem can only be solved without differentiating between the people and terrorists.

Experts believe this will be the PKK's main target: Aware that the activities of the organization are pla-

ying a major role in setting back Turkey's democratization efforts, the separatist leadership will in the coming days attempt to provoke local troops, trying to force them into even further intimidation of the people and create the conditions for popular uprisings. Only if the PKK can continue to force Turkey to evacuate villages, burn them down, and take action against the people -- as in Şirnak and Cukurca -- can it succeed. Thus, the separatists will put all their bets on forcing Ankara to take up a harsher policy.

Speculation within PKK ranks is that after "a very bloody campaign," the organization will once again seek the opportunity for a cease-fire. Thus, aiming also at forcing the civilians to review the policy which they have now been forced to accept. Only if the PKK can draw up harsh reaction to the Kurdish people can it truly expand. If it can force Ankara to maintain its policies of denying the Kurdish identity, of adopting military solutions alone, and of preventing moderate Kurdish movements or politicians to flourish, can it grow in strength. The PKK is nothing. In policy, its Marxist-Leninist principles have been buried in history. Its initial demand for independence is lost. Its leadership has been away from Turkey since 1979. It is far from the realities.

If it was not for Turkey's policy mistakes, it would have stayed as nothing or died away as other contemporary secessionist movements have done. But the Turkish press and officialdom have done much to help the organization stay on its feet.

Unfortunately, if things go on as they are, it will remain on its feet, despite the blows Turkey is sure to deliver in the coming days.

What hurts more is to know that the Southeast is not lost; that the people, in general, do not want to break off from Turkey; that sympathy for the PKK is superficial and comes only from policy mistakes; and, finally, that suggesting the ways for a political solution, even a Turk in Turkey is regarded now as someone short of a traitor and lives under constant threats and warnings.

Meanwhile, those who have for years been strengthening a terrorist organization through their own misconceptions and ignorance, are running a very, very costly show... ■

Southeast Economic Revival: Financing or Adjustment?

Burak Bekdil

After decades of negligence, the situation in Turkey's Southeast continues to worsen as the coalition government is now expending efforts to break the vicious circle in the region. "As long as there is terrorism, there won't be economic activity, and as long as there is no economic activity, there will be terrorism," one senior government planner explains the vicious circle. He goes on to say, "A breakthrough is needed. Yet I am not seriously optimistic."

He confirms the fact that there is little, if any, reason to feel optimistic about the situation, despite frequent government assurances that a massive investment package will lead to economic revival in the Southeast. And this was the message Prime Minister Tansu Çiller wished to convey to the people of the area during her landmark visit last week.

Experts agree that whether she managed to convey the message remains a big question mark, even after her rosy promises.

"Relevant ministries and the municipality will be given instructions not to leave a single muddy street in this town," Çiller told a group of local people in the southeastern town of Hakkari, which Çiller had known "only from the map" before her visit.

Southeast experts said this was, in fact, not a difficult task, because there was only "one" street in this town, where unconfirmed reports say annual per capita income is as low as \$400. Perhaps this is why the prime minister then said, "Roads will be built here," while her poverty-stricken audience looked on with suspicious eyes.

Amid growing violence in the Southeast, economic planners of the Çiller administration produced a "Southeast Economic Revival Package," which then turned out to be a revised version of an earlier but much more comprehensive program, produced by the State Planning Organization (DPT), the ultimate planning agency. A landmark consultation visit, by a team of senior government economists in mid-April, was interrupted by the death of then President Turgut Özal.

The visit was the outcome of an earlier trip by President Süleyman Demirel, the prime minister at the time. Demirel had promised the Southeast people an immediate consultation delegation. Following his visit he ordered mobilization of an emergency team of leading government bureaucrats, and sent them to the area to produce a major investment program.

The DPT-led team prepared a report for Demirel detailing the proposals for investment possibilities in the Southeast. In line with these proposals, Demirel prepared a circular regarding investment decisions, designating Hakkari and Şırnak as pilot regions. The circular called for immediate investment ventures in the two pilot towns.

What bothered Demirel during his visit was nearly

1,000 incomplete investments. He ordered a swift study on these investments, given priority in allocation of resources. Now, three months after the first consultation visit, the barefoot people of the area saw their new prime minister promising to "change their bad fortune."

"Look at their faces and you will see the reality. These people have been fed up with words and promises and speeches since the early years of the Republic. They need to see some kind of action, though they do not believe they will," observed one journalist.

The social-democrat/center-right coalition officially launched the revival program during Çiller's visit.

The first leg of the package happened to be a planned government investment of TL 2.5 trillion (approximately \$220 million), which represents only 1.6 percent of the predicted budget deficit of TL 150 trillion (\$13.5 billion) for the entire year of 1993, or around 1 percent of the domestic debt stock of TL 235 trillion, as disclosed by Çiller.

The government has decided to make investments worth TL 2.5 trillion in Şırnak and Hakkari, two of the least developed towns in the region, but only TL 1 trillion of this amount will be swiftly injected into the Southeast economy.

"We will launch animal husbandry and carpet weaving campaigns in the region. Professional education will be given," Çiller told a press conference, after a 90-minute Cabinet meeting in Hakkari, the first Cabinet meeting in this town during its republican history.

This was a planned action to thaw relations between the government of Turkey and the people of the area, and Çiller was happy to advertise this as, "This is how we attach special importance to the entire area."

But she probably did not know that 14 of her 33-member Cabinet were in Hakkari for the first time in their lives.

Çiller's advisors apparently think that job creation would help in keeping potential terrorists away from violence against the state.

Çiller, a professor of economics, said a total of 11,700 jobs will be created in the Southeast in a year. "All development activities will finally create 6,000 jobs in Şırnak and 5,700 in Hakkari," she said.

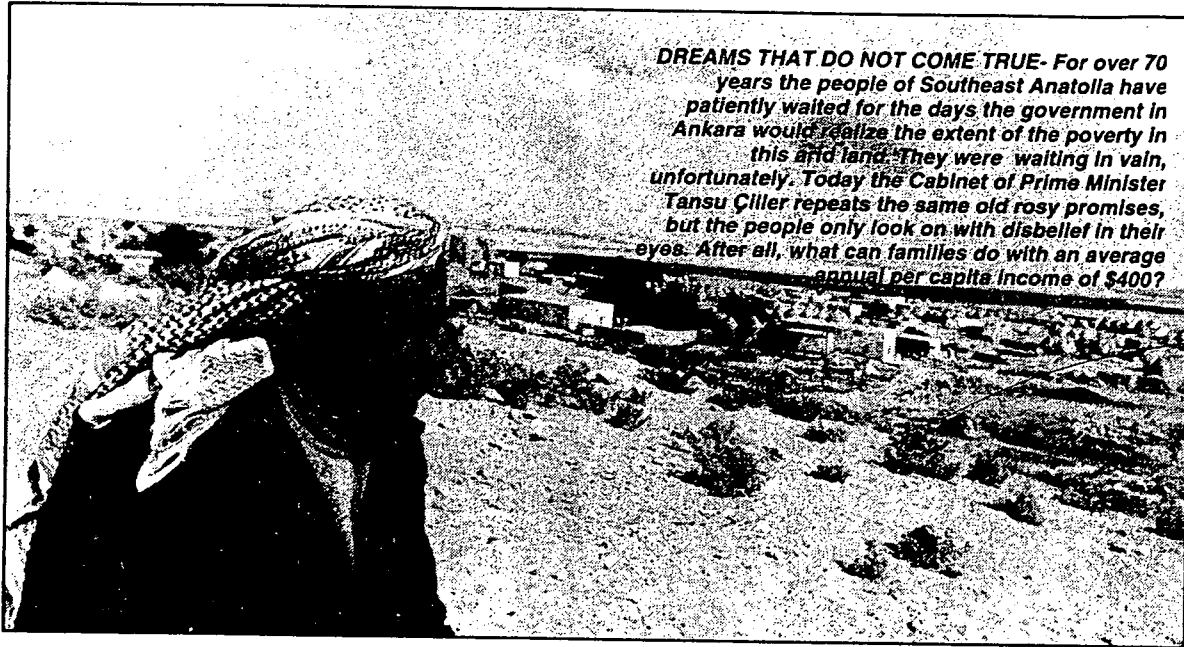
"We shall keep on coming and going until there is food to eat and jobs to go to," the prime minister promised.

The government package includes investments in mass housing, animal husbandry and agriculture on the arid lands of the Southeast.

"The economic revival package will create additional incomes worth TL 550 billion in a year in Şırnak and Hakkari," Çiller said. Government sources have revealed that there is TL 7.5 trillion waiting at the va-

Turkish Probe July 27, 1993

11



DREAMS THAT DO NOT COME TRUE- For over 70 years the people of Southeast Anatolia have patiently waited for the days the government in Ankara would realize the extent of the poverty in this arid land. They were waiting in vain, unfortunately. Today the Cabinet of Prime Minister Tansu Çiller repeats the same old rosy promises, but the people only look on with disbelief in their eyes. After all, what can families do with an average annual per capita income of \$400?

ults of the state-run Emlakbank, and a considerable proportion of this funding will go to housing projects in the Southeast. There were reports that soft housing loans will be extended to the area. Loans with an annual interest rate of 30 percent will be offered to boost construction business, now in a position to lead the whole package. The government's economic program of 1993 includes 48 projects to be undertaken by the government in Hakkari and Şırnak. A total of 98 projects are in progress at the moment. All projects require a total of TL 2.4 trillion in financing.

Trapped by a ballooning budget deficit, estimated to triple the original program target of TL 53.3 trillion, the Çiller administration urgently needs financing for fresh civil servant salaries and a solution to collective bargaining disputes with 700,000 workers, and this is where her difficulties will lie. Even if they have these intentions, the members of the Çiller Cabinet will certainly be forced to design development policies under extremely tight financial constraints.

There are three options for her policy makers: financing, adjustment, or a combination of both.

Financing. Financing will definitely represent the early stages of the development programs, for the ability of the Turkish government to create extra funds is very limited at the moment. Productivity increases, fast economic growth, growing exports and other foreign revenue sources, and swift privatization all seem unlikely for the short term.

Çiller will have to seek foreign (preferential) financing, as domestic borrowing limits have already been overused. The Treasury has incurred, in the first five months of the year, domestic debts worth 90 percent of the planned borrowing for the entire year. Further borrowing will bring additional financial burdens on the second coalition government.

It is also unclear whether the Çiller team will wish to channel all funds into the Southeast development. Observers see no such intentions.

Economists warn that financing should only be used as a short-term, temporary solution, as a support to adjustment.

Adjustment If a country has failed to complete economic adjustment for a particular region after 70 years of work, it becomes very doubtful whether it can really achieve this in a few years. If started today, under efficient policy coordination and implemented without interruption, "adjusting the Southeast" will take at least a decade, given the living standards and lack of infrastructure in the region, many people agree.

"In simple words, adjustment will have to include policies to increase the general level of industrial efficiency, productivity and competitiveness; to improve budget management; to create extra resources and funds; and finally, to divide this output with preferential treatment for the economically backward regions," explains one professor of economics.

Obviously this is not a short-term option, but serious planning must be done to prevent further delay adjustment.

Synthesizing the options: The most rational option will be a blend, but a professional blend, of the two options, financing and adjustment, says the same professor.

"It is my opinion that the best policy option will be an immediate injection of currently available funds in project financing, while ensuring physical security of these projects, seeking soft loans from abroad at the same time, and designing instruments for long-term adjustment," he said on condition of anonymity. He actively takes part in consultation work on the government's development programs.

But will the Çiller administration follow the advice of a senior professor working for the revival package?

"My job is to put forward the policy options available under the present constraints, and make suggestions that I believe will be most useful. It is then the political authority's choice to follow this or not," he replies.

Has he perceived any indications that this three-part plan will be approved? "Nothing so far," he says. ■

Lausanne Treaty Still Edifice of International Justice

Deputy Prime Minister Erdal İnönü, the son of the late İsmet İnönü, said at a ceremony on Saturday marking the 70th anniversary of the signing of the Treaty of Lausanne, that this document represented the birth of the modern Republic of Turkey. However, when looked at in retrospect, the Treaty, negotiated with great tact and diplomatic skill by İsmet İnönü, who initially baffled and then gained the respect of the powers of the day, represents far more than this.

Objectively speaking the Treaty of Lausanne today stands as a fine example of an equitable international accord which represents the interests of all the sides concerned and sets the environment for a lasting peace.

Coming at the conclusion of a protracted and bloody war in which the great powers pitted Greek against Turk after the First World War, the success of the Lausanne Conference, and the Treaty which came out of it, is that it indeed closed a bleak chapter in European history and opened a new and promising chapter.

Prior to Lausanne the Treaty of Sevres was what the Great Powers tried to impose on Turkey following their victory in the First World War. This "Treaty" represented not just the liquidation of an the Empire but an attempt at annihilating the Turkish nation at worst and as restricting it to as little land as

possible at best.

The British Ambassador to Ankara, John Goulden, whose country was the main power at the Lausanne Conference, quoted, in his speech during last Saturday's celebrations, the words of Vinsittart, a contemporary British diplomat who apparently called Sevres "the rubbish drafted for Turkey;" and said "It can't last...We made lots of peace but got no nearer to peace." Sevres in this respect provides a stark contrast the Treaty of Lausanne which was he one which eventually prevailed. Since the signing of the Treaty of Lausanne, Turkey has had no border disputes with any of its neighbors, and perhaps more significantly it has not had any wars with these neighbors. If there are irredentist claims from various quarters be they in Greece, Armenia, Bulgaria or Syria these claims come up against the edifice represented by the Lausanne Treaty. That the Treaty is the only accord of its kind to have survived through the years from the end of the First World War also provides added evidence of its mettle.

The exemplary nature of the Treaty of Lausanne is more than relevant for the former Yugoslavia than anywhere else. So far half-baked, "Sevres" type, accords have been tried to be imposed on the Bosnians by the West. Bosnia-Herzegovina is still waiting for its Lausanne and for the justice enshrined therein. ■



İsmet İnönü signing the Treaty of Lausanne July 24 1923

Libération - 29 juillet 1993

IRAK - IRAN

TEHERAN AUSSI S'EN PREND AUX KURDES D'IRAK

Après Saddam, c'est Rafsandjani qui, pour «punir» les Kurdes d'Irak d'avoir hébergé leurs frères d'Iran, multiplie attaques et bombardements au Kurdistan irakien. Et la semaine dernière, un commando de «Pasdaran» iraniens a passé la frontière pour faire sauter une école. Reportage.

Erbil, Kurdistan d'Irak, envoyé spécial
Cinquante-quatre attaques en un an, vingt-deux villages incendiés ou bombardés à l'artillerie lourde : ce n'est pas à l'Irak de Saddam Hussein que les Kurdes irakiens doivent ce bilan impressionnant, mais à l'Iran d'Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani. Officiellement, il s'agit pour la République islamique d'assurer la sécurité de sa frontière contre ses propres Kurdes réfugiés en Irak, et de «punir» les Kurdes irakiens susceptibles de les aider.

Quelque 200 000 hommes, militaires de l'armée iranienne, *pasdaran* (Gardiens de la Révolution) et milices tribales ralliés à Téhéran seraient ainsi disposés dans la région Kurde, tout au long de la frontière qui sépare l'Irak de l'Irak. La pression n'a fait que croître dans les dernières semaines. Mercredi dernier, un commando composé de quelque 150 *pasdaran* a pénétré en territoire kurde irakien pour faire sauter une école à Canaweh, village situé à une quarantaine de kilomètres au nord de Souleymania et à mi-chemin de la frontière iranienne, au prétexte qu'elle

avait hébergé, il y a plus d'un mois, des militants du Parti démocratique kurde d'Irak (PDKI), la principale organisation de l'opposition kurde en Iran.
 « Ils sont arrivés vers 7h30 du matin », racontent des habitants de Canaweh, « ils étaient une trentaine, habillés en *pesmerga* (combattants kurdes irakiens); nous ne nous sommes pas inquiétés. C'est seulement quand nous avons entendu l'explosion que nous avons compris. » Située en contrebas du village, l'école est en effet invisible depuis celui-ci. Un autre témoin, qui se trouvait, lui, dans un champ proche de

l'école, a vu neuf de ces *pesmerga* – en fait des *pasdaran* iraniens –, poser la dynamite dans le bâtiment, puis se retirer avant de déclencher l'explosion. « Les autres surveillaient depuis la petite colline au-dessus de l'école. Quand ils ont fini, un d'entre eux est revenu pour prendre des photos, puis ils sont repartis. »
 A ce moment, tant les villageois dans les champs, qui ne quittent jamais leur Kalachnikov, que les *pesmerga* kurdes irakiens, authentiques ceux-là, stationnés à proximité, ont coupé la retraite à une partie du commando. L'un



Greg Matheson / Sigma

Souleymania, en janvier dernier. Jalal Talabani: «Nous entendons assumer toutes nos responsabilités internationales».

des assaillants a été tué dans un échange de tirs alors que cinq autres préféraient se rendre. La veille, un tir de missiles avait entièrement détruit le local occupé par des militants du Komala, un autre mouvement kurde iranien d'obédience communiste, dans le village de Zarguez, plus au sud, peu de temps après un raid d'hélicoptères dans la même région. Durant les derniers jours, plusieurs bombardements à l'artillerie lourde ont atteint des villages kurdes d'Irak, dont un, dimanche, sur le village de Marwe, avait fait au moins quatre morts et six blessés.

Tout de suite après l'incident de Canaweh, les responsables iraniens ont adressé plusieurs lettres en forme d'ultimatum aux autorités kurdes, menaçant de bombarder massivement d'autres villages « pendant vingt-quatre heures sans interruption », voire de s'attaquer à la ville de Suleymania (entre 800 000 et 1 million d'habitants) si les cinq *pasdaran* ne leur étaient pas rendus immédiatement. Détenus dans un premier temps à Suleymania, les prisonniers iraniens ont été ensuite transférés à Erbil, la capitale de la « région kurde libre » de l'Irak. Dans les heures qui suivirent l'opération de Canaweh, les forces iraniennes sur la frontière capturèrent cinq fonctionnaires kurdes faisant office de douaniers, outre plusieurs habitants de la région qui auraient été raflés dans des villages frontaliers.

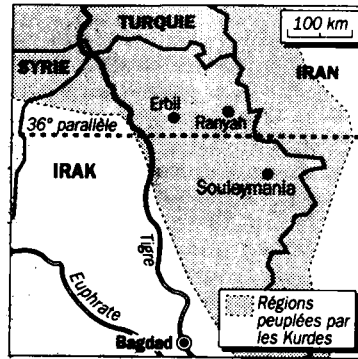
Cette escalade à la frontière irano-kurdo-irakienne fait suite à l'échec des conversations tenues il y a une dizaine de jours entre les représentants de la République islamique et les principaux responsables du Kurdistan d'Irak. La délégation iranienne, qui comprenait notamment le chef des *pasdaran* pour la région frontalière, un officier de haut rang des services de renseignements et un représentant du gouvernement de Téhéran, avait rencontré à Suleymania et Erbil des dirigeants politiques et militaires locaux, des ministres du gouvernement kurde d'Erbil, ainsi que les deux chefs des principaux partis du Kurdistan d'Irak, Massoud Barzani, pour le PDK, et Ja-

lal Talabani, de l'UPK.

« Nous avons proposé aux Iraniens le même type d'accord que celui que nous avons passé avec le gouvernement turc », nous déclarait lundi à Erbil le chef de l'UPK. « De garantir donc qu'aucune opération militaire ne puisse être menée depuis notre territoire. Les Iraniens ont refusé. Ils nous ont demandé tout à la fois de leur livrer les chefs du PDKI, de désarmer leurs militants, de leur interdire de faire de la propagande contre le régime de Téhéran et, pour finir, de les chasser de chez nous. Toutes choses pour nous inacceptables. »

En novembre 1992, les dirigeants kurdes d'Irak avaient réussi, non sans difficulté, à interdire au PKK (principal mouvement séparatiste kurde de Turquie) d'opérer depuis la frontière irako-turque. Le problème ne se posait pas dans les mêmes termes pour le mouvement kurde iranien, beaucoup plus proche que son homologue turc des positions défendues par les partis kurdes d'Irak. A la demande des responsables kurdes irakiens, les dirigeants du PDKI ont démenagé leur siège, désormais installé loin de la frontière entre l'Iran et l'Irak. Quelque 10 000 réfugiés kurdes d'Iran, qui vivaient eux aussi dans la région frontalière, près de la ville de Ranyah, au nord du Kurdistan d'Irak, particulièrement menacés par les bombardements à l'artillerie lourde des forces iraniennes, ont été démenagés lundi en fin de journée en direction de zones provisoirement mieux protégées.

« Nos relations avec les Kurdes irakiens sont excellentes », nous assurait Mustafa Hedjri, le secrétaire général du PDKI, « et nous mettrons tout en œuvre pour que l'expérience démocratique en cours du côté irakien de la frontière réussisse. Il en va de l'intérêt de toutes les composantes du peuple kurde. Les provocations du régime de Téhéran sont bien sûr dirigées contre nous, mais ça sert surtout de prétexte pour s'attaquer au gouvernement kurde d'Irak, pour l'affaiblir et, finalement, s'il se peut, le détruire. A travers nous, c'est celui-ci qui est priori-



tairement visé. »

Nul n'en doute parmi les responsables du Kurdistan d'Irak. « Le but des provocations iraniennes est clair, nous confiait l'un d'eux ; elles visent à montrer qu'un pouvoir kurde autonome est facteur d'instabilité et qu'il ne saurait être durable. Nous avons prouvé dans l'accord passé avec la Turquie que nous pouvions assurer la sécurité de nos frontières. Les incursions du PKK ont cessé. Nous entendons assumer toutes nos responsabilités internationales, mais il n'est évidemment pas question de livrer du Kurde à qui que ce soit. Si nous le faisons cela déclencherait, et à juste titre, une émeute dans notre peuple. » C'est pourquoi, concluait Jalal Talabani, « jamais nous n'accepterons les conditions posées par le gouvernement iranien ».

Dans les messages adressés aux Kurdes d'Irak, les Iraniens exigeaient non seulement le retour des prisonniers « avec leurs armes », mais également la restitution du corps de leur *pasdaran* « sans passer par l'intermédiaire de la Croix-Rouge », ainsi qu'une lettre d'excuse publique des habitants de Canaweh auprès de la République islamique, pour avoir aidé les combattants kurdes irakiens à capturer ses soldats. A l'occasion d'une conférence de presse tenue mercredi à Erbil, le ministre des *peshmerga* du gouvernement kurde d'Irak, Jabar Farman, réitérait le refus des autorités d'Erbil de souscrire aux conditions posées par Téhéran. Tout en se déclarant prêt à échanger

les prisonniers détenus au Kurdistan d'Irak contre les civils kurdes irakiens arrêtés à la frontière, il ajoutait : « Nous voulons la paix, et si l'Iran la veut également, tout ira bien. Mais s'il continue ses incursions sur notre territoire, nous lui répondrons. Il s'agit de notre pays et nous avons le droit de nous défendre. »

Marc KRAVETZ

CARTE D'IDENTITE

● Histoire

Peuple oublié lors de l'éclatement de l'Empire ottoman, les Kurdes, qui constituent l'un des groupes ethniques les plus importants dépourvus d'Etat-nation, sont aujourd'hui répartis entre cinq Etats : Turquie, Irak, Iran, Syrie et Arménie. Au cours du XX^e siècle se sont succédés plusieurs tentatives de formation d'un Etat kurde. En 1919, le traité de Sèvres prévoyait même la création d'un Kurdistan indépendant dans le cadre des règlements de la Première Guerre mondiale. Ce traité fut cependant abrogé par celui de Lausanne, en 1924. En 1946, grâce à l'appui de l'URSS, une République kurde éphémère fut créée à Mahabad, dans le Kurdistan iranien. Elle fut éliminée de façon sanglante par l'Iran en 1947.

● Population

Estimés à une vingtaine de millions, voire à vingt-cinq millions, les Kurdes seraient environ cinq à six millions en Iran, une dizaine de millions en Turquie, quatre millions en Irak et un million en Syrie. Il existe aussi une importante communauté kurde en exil, notamment au Liban.

● Religion

Les Kurdes sont très majoritairement musulmans sunnites. On compte cependant une communauté chiite importante en Iran et quelques tribus de confession chrétienne.

● Situation politique

Dans le Kurdistan d'Irak, à l'issue de la crise du Golfe (1990-1991), les Kurdes ont constitué, sous protection des alliés (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne), au nord du 36^e parallèle, un Etat indépendant doté de facto d'un gouvernement et d'un Parlement non reconnus par la communauté internationale.

LA LIBERTÉ — 29 juillet 1993

FUSILLADE TURQUE

La TV diffuse les images de la tragédie

Le film apporte des précisions sur le déroulement des

faits devant l'ambassade turque à Berne.

Les photos de la fusillade du 24 juin devant l'ambassade turque à Berne ont été diffusées hier soir par le « Téléjournal » de la Télévision romande et alémanique. On y voit notamment le canon d'une arme dirigé à l'horizontale et tenu par un employé de la sécurité de l'ambassade. Cela indiquerait que les coups de feu n'ont pas été tirés en l'air, mais bien sur la foule des Kurdes qui manifestaient devant le bâti-

ment, a déclaré le juge chargé de l'enquête. Un jeune Kurde de 29 ans, Semsettin Kurt, avait succombé lors de la fusillade, et neuf autres manifestants avaient été blessés. Présent sur les lieux, un photographe kurde, Dogan Irfan, avait pris des photos jugées compromettantes de la fusillade, qui ont été aussitôt confisquées par les enquêteurs bernois. Mardi, les autorités ont remis le film à son propriétaire. Celui-ci s'est empressé de le revendre à la Télévision alémanique DRS, a précisé cette dernière. ATS

L'Alsace — 20 juillet 1993

La guerre des lâches

Hommes, femmes, enfants sont victimes des millions de mines enfouies par les forces irakiennes au Kurdistan.



Au printemps 91, avec le début de l'opération Provide Comfort de l'ONU, les Kurdes purent espérer retrouver leurs terres. Ils furent très nombreux à tenter de rejoindre leurs champs et les ruines de leurs villages pour y faire renaître la vie. Le rapport cite un exemple : « De novembre 1991 à mars 1993, pour le seul gouvernorat de Suleimaniya, le centre d'appareillage mis en place par handicap international a identifié plus de 1750 personnes handicapées dont plus de la moitié a été blessée par l'explosion de mines anti-personnel. »

DEUX HISTOIRES

Quelques histoires, aussi simples qu'horribles, illustrent le quotidien de ces populations.

Le 21 avril 1991, une famille de huit réfugiés fuyant l'avance de la Garde républicaine (les troupes d'élite de Saddam Hussein NDLR) cherchait un abri près d'un affleurement rocheux au dessus de la route entre Choman et Sayed-Sadiq. Le terrain sur lequel ils s'aventuraient était miné. Plusieurs mines furent déclenchées, probablement des mines bondissantes interconnectées. La famille entière fut tuée.

Le 19 juin 1992, Sharif Jaffer, un jeune berger de 14 ans, surveillait son troupeau près de Choman. En cherchant à se reposer, il s'est assis sur une mine anti-personnel. Il a succombé, dans des douleurs atroces, à de multiples blessures

aux jambes et à l'abdomen, pendant que ses deux cousins le portaient comme ils le pouvaient jusqu'à l'hôpital de Choman.

Neuf millions de mines

Les mines les plus souvent répertoriées par les enquêteurs sont de deux origines : italienne principalement, notamment les Valmara-69, des VS-50 ainsi que des SB 33. Il y a aussi des copies d'engins russes, les PMN-HGE. Mais on a aussi découvert des mines françaises, américaines et chinoises.

Le rapport assure que « deux des mines, la VALMARA-69 et la VS-50 sont des modèles italiens conçus et fabriqués par une société italienne de Brescia... Comme Valsella ne pouvait obtenir une licence d'exportation vers l'Irak, elle a créé à Singapour une société nouvelle, non soumise à l'interdiction d'exportation et a obtenu du gouvernement italien un permis d'exporter vers ladite société... En février 1991, sept dirigeants de la société Valsella ont été convaincus d'exportation illégale pour neuf millions de mines terrestres vers l'Irak entre 1982 et 1985; ils ont tous été condamnés à des peines de prison de, 18 à 22 mois, avec sursis. »

LE calvaire des Kurdes est loin d'être terminé. Le formidable élan de solidarité de la fin de la Guerre du Golfe semble bien loin. Les Kurdes sont à nouveau isolés dans les montagnes. Trois millions d'êtres humains vivent de façon précaire. L'effort humanitaire persiste, mais il ne règle rien, surtout pas le futur de cette communauté qui revendique une patrie depuis tant d'années. Les Kurdes ont été bombardés, fusillés très souvent, affamés parfois. On les a tués, sinistre première depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en employant des gaz. C'était à Al Habja. Mais, aujourd'hui une guerre terrible fait des dizaines de victimes : celle des mines.

Tous les spécialistes s'accordent à estimer leur nombre à plusieurs millions d'exemplaires. Un rapport de Middle East Watch, qui a reçu le soutien de la Communauté européenne et de Handicap International, apporte des précisions terrifiantes. Sous le titre « La Guerre des lâches », il rappelle quel lourd tribut la population paie chaque jour aux engins, vendus sans aucun remords par les Occidentaux au régime de Bagdad.

HUIT LONGUES ANNÉES

La préface à l'édition française rappelle que, « comme le reste de l'Irak, cette région manque de tout, de nourriture, de médicaments, de combustible, d'engrais, de matériel médical... Mais la population kurde doit également se battre pour survivre dans des montagnes ingrates. Ils se battent surtout pour pouvoir élever à nouveaux leurs troupeaux sur les hauts plateaux, berceau de leur civilisation et de leur culture, aujourd'hui truffés de centaines de milliers de mines anti-personnel, placées par les belligérants lors du conflit qui opposa l'Irak et l'Iran pendant huit longues années. »

Et, non content d'avoir « détruit plus de 4000 villages », pour établir une zone tampon libre de tout opposant, le régime de Saddam Hussein a déversé de nouvelles cargaisons de mines après la guerre contre les Iraniens.

Un journaliste d'un quotidien pro-kurde enlevé en Turquie

A lors que les quatre touristes français enlevés en Turquie entamaient hier soir leur sixième nuit en captivité, un journaliste d'un quotidien pro-kurde a été enlevé par une organisation inconnue, « Unité turco-ottomane de vengeance », qui réclame, entre autres, la libération des quatre Français. Ferhat Tepe, journaliste au quotidien *Ozgur Gundem*, a été enlevé mercredi soir à Bitlis, dans l'est de la Turquie, par une organisation vraisemblablement proche de la « contre-guérilla turque » qui opère contre les rebelles kurdes dans l'Est et le Sud-Est anatolien. En plus de la libération des Français, « l'Unité de vengeance » a réclamé du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan qui a revendiqué l'enlèvement des touristes) un milliard de livres turques (environ 530 000 francs).

Les Français enlevés le 24 juillet sont détenus au même endroit qu'une Australienne et un Britannique enlevés le 5 juillet, a indiqué un communiqué de la branche militaire du PKK parvenu hier à l'AFP. L'Armée de libération du Kurdistan se dit prête à les libérer « si une quelconque organisation internationale nous contacte ».

D'après AFP

LIBÉRATION — 20 juillet 1993

Who torched İkizce village?

- Villagers claim gendarmerie evacuated village, torched houses
- Media gets mayoral, political petition for recognition of Kurdish problem

Turkish Daily News

ANKARA- Residents of the village of İkizce on the Cizre-Şırnak road claim their settlement was raided by gendarmerie troops on the night of July 15 and was burnt to the ground a day later for no apparent reason.

In a petition they prepared for Prime Minister Tansu Çiller during her recent -- very brief -- visit to the Southeast, the villagers alleged that around 10 p.m. that night security forces from the gendarmerie commando battalion just across the road entered the village.

"Suddenly we heard shots and dived to the ground along with our wives and children ... That night six houses were hit with mortar fire and completely destroyed.

In the morning, we took Rıziye Tatar to Diyarbakır Hospital since she was heavily wounded," the petition said.

According to local accounts, troops entered the village early in the morning of July 16 and gathered all the residents together in a central area. The villagers claim all the houses which were not hit the previous night were later torched, along with all the furniture, as they were forced to watch. They also claim the Şırnak governor himself came to the scene to watch what was happening.

"After this incident," the petition letter to Çiller dated July 22 said, "all of us living in the village and its hamlets had to move to Şırnak."

As the prime minister addressed hundreds in the city that day, dozens of representatives of destroyed villages waited under her balcony to get a chance to complain about what was going on. Although there has not yet been any official investigation into why İkizce, a civilian settlement, was torched and who the instigators were, the local argument is that such orders come directly from Ankara.

According to a reliable Turkish source in Diyarbakır, scores of villages have been burnt down near the towns of Lice and Kulp in that province and near Kızıltepe, Mardin.



İkizce village after being torched.

Photo TDN

"İkizce may have been burnt down on the grounds of PKK infiltration," another source said. "Because it faces the battalion buildings, security forces may have feared that the houses could be used to launch an attack."

A local Kurd said there may have been several militants sheltering in the village at the time of the raid and that, in order to prevent the movement from using this settlement, torching could have appeared to be the best solution.

Petitions

Meanwhile, during her 27-hour visit to the region which ended at noon last Friday, Çiller received copies of an important communique addressed to the press and signed by local mayors and party leaders, which she apparently preferred not to mention until now.

The said petition was signed by the mayors of Hakkari, Yüksekova, Şemdinli and Çukurca, as well as the provincial chairmen of the coalition-partner Social Democrat People's Party (SHP),

the main opposition Motherland Party (ANAP), the Republican Peoples' Party (CHP), the Democracy Party (DEP) and the Welfare Party (RP).

The three-page document called on the government to take all measures to insure the coalition protocol is put into force without hindrance, and to start doing so by restoring the freedoms of opinion, organization, belief and union activities. It stressed, however, that "the greatest obstacle" in the way of reform was "the Kurdish problem."

"We want to solve our problems hand in hand, on the basis of full equality based on brotherhood between the Turkish and Kurdish people and with democratic methods put into force within Turkey's sovereignty," the communique said.

It appealed to the government to investigate and reveal the counter guerrilla organization, to bring an end to all the unsolved murders in the region, and to find the murderers and punish them.

Southeast violence continues unabated

■ **PKK raids gendarmerie station, kills five soldiers**

Turkish Daily News

ANKARA- Outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militants early Tuesday morning raided a gendarmerie station, killing a junior officer and four soldiers in the Kısıklı village in the southeastern border province of Hakkari.

Three other soldiers, wounded in the attack, have been hospitalized in the Hakkari state hospital. Their conditions were not immediately available.

Security forces are continuing their search operations to capture the militants, the semiofficial Anatolia news agency said.

Earlier, security forces killed three PKK militants in clashes around Çukurca in Hakkari on Sunday. Three state-paid village guards were killed by PKK terrorists in the shootout.

In a separate development in Hakkari province, security forces stumbled upon the corpses of two PKK militants, thought to have been killed on July 23 in a gun battle with security forces in which 18 other PKK militants were killed.

Meanwhile, police anti-terror teams discovered a safe-house in southeastern Gaziantep province and captured a so-called "death squad" of the PKK, comprised of six militants suspected to have been the murderers of 20 alleged "state agents" within the PKK organization, police officials announced Tuesday.

In the town of Baykan in Siirt, a PKK militant surrendered to security forces of his own accord, military officials said. In another development, three PKK militants were arrested in security operations conducted in the Cizre and Şemdinli regions, the Anatolia reported.

Security forces on Sunday seized 29 Kalashnikov rifles from a truck during a routine road check in Cizre, Şırnak. A suspect was detained in connection with the incident.

Çiller Cabinet announces decision on professional force for Southeast

■ **Police special crack teams to take part in rural area operations as well**

Turkish Daily News

ANKARA- The Tansu Çiller government is determined to end Southeast terrorist activity within one year and plans to set up a professional security force to accomplish this aim, the government's spokesperson, State Minister Yıldırım Aktuna, announced Tuesday after a Cabinet meeting.

The governmental plan provides for the establishment of special commando units to be comprised of professional commando soldiers who, having completed their compulsory military service, agree to stay within the Turkish Army to fight against PKK (outlawed Kurdistan Workers' Party) terrorism, Aktuna disclosed.

Another proposal adopted at the Council of Ministers meeting foresees the dissolution of the security forces' "special operations branch office" and the establishment of a "special operations department," entrusted with the responsibility of fighting exclusively against secessionist terror-

ism. Another Cabinet decision concerns the opening of a "special operations police academy," where former commando soldiers will be accepted, without having to sit for exams, if they apply within three years of their completion of compulsory military service, Aktuna said.

At a press meeting following the Cabinet meeting, Interior Minister Mehmet Gazioglu disclosed that the current number of 2,800 "special police crack team" members deployed in southeastern cities and towns is planned to be increased to 15,000, and they will from now on start taking part in operations conducted by elite military troops in the rural areas in the Southeast.

This in line with Prime Minister Tansu Çiller's proposal last week during her visit to the Southeast to increase the participation of special crack teams in the security forces' fight against PKK terrorist activity.

"To accomplish this aim of increasing their numbers, the Kayseri and Elazığ police academies will be changed into academies for police special operations teams," Gazioglu added.

Nouvel appel de la FIJ pour la liberté de la presse en Turquie

La Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) a lancé un appel mardi à la tenue d'une journée internationale de protestation des journalistes aujourd'hui contre l'interdiction de parution à plusieurs reprises du quotidien turc "pro-kurde" "Ozgur Gundem" (voir GAMK des 17-18 juillet 1993). "Les autorités turques attisent les flammes des troubles sociaux en raison de leurs attaques contre ce journal", a dit M.Aidan White, secrétaire général de la FIJ. "Ils ont arrêté son rédacteur en chef, M.Davut Karadag, et

ont tenté de fermer le journal sous un prétexte technique et ils font peser des risques sur tous ses journalistes et sur tous les gens liés au journal en le qualifiant de propagande terroriste", a ajouté M.White dans un communiqué.

M.Karadag avait été écroué le 16 juillet dernier à Istanbul sous l'inculpation de "propagande séparatiste" dans son journal. Mais c'est pour des questions juridiques très procédurières qu'un tribunal avait prononcé, la veille, une interdiction de parution contre le quotidien avant de la lever quelques heures plus tard. L'arrestation de M.Karadag, qui s'était opposé à cette décision de justice, aura montré quelles étaient les véritables griefs des autorités

d'Ankara contre ce journal régulièrement pris à partie par la justice turque et accusé de faire le jeu des "terroristes" du PKK.

Selon la FIJ, "la vérité choquante, c'est que les journalistes de "Ozgur Gundem" sont les victimes du terrorisme. Sur 15 journalistes tués en Turquie au cours des 19 derniers mois, sept travaillaient en effet pour "Ozgur Gundem". La FIJ, dont ce n'est pas la première intervention sur les violations de la liberté de la presse en Turquie, a demandé que le quotidien puisse paraître normalement ainsi que la libération du rédacteur en chef et des autres travailleurs des médias emprisonnés pour leurs liens avec cette publication.

FRA0344 4 I 0334 EXT /AFP-CV18

Turquie-Kurdes-France

Un journaliste d'un quotidien pro-kurde enlevé par l'organisation "unité turco-ottomane de vengeance"

ANKARA, 29 juil (AFP) — Un journaliste du quotidien pro-kurde Ozgur Gundem a été enlevé mercredi soir à Bitlis (est) par une organisation inconnue "unité turco-ottomane de vengeance" qui demande notamment la libération des quatre touristes français enlevés samedi par la rébellion kurde, a annoncé jeudi ce journal.

Selon un communiqué d'Ozgur Gundem parvenu à l'AFP à Ankara, un correspondant anonyme affirmant, selon le journal, appeler au nom de "l'unité turco-ottomane de vengeance" a revendiqué jeudi matin l'enlèvement du journaliste Ferhat Tepe pour protester contre les "assassinats" perpétrés par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

"Le PKK a tué des Turcs. Nous avons enlevé Ferhat Tepe — fils du président de la section locale du parti pro-kurde de la Démocratie (DEP)—. Il faut que le PKK libère immédiatement les quatre Français" enlevés près Tatvan (est) et "nous donne un milliard de livres turques (environ 530.000 F)", a déclaré ce correspondant au téléphone, selon le quotidien Ozgur Gundem.

Quatre touristes français avaient été enlevés samedi soir près de Tatvan par le PKK, qui a annoncé jeudi son intention de les libérer après l'"intervention d'organisations internationales".

L'organisation "unité turco-ottomane de vengeance" était jusqu'à présent inconnue. Selon des sources bien informées dans la région, il pourrait toutefois s'agir d'un groupe de la "contre-guérilla turque" opérant contre la rébellion kurde dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde.

Par ailleurs, plus de cent rebelles kurdes ont été tués ces derniers jours dans la région d'Agri (est) sur le mont Tendurek, lors d'opérations de grande envergure effectuées par des hélicoptères de l'armée turque avec le soutien de l'artillerie lourde, dans la zone frontalière avec l'Iran, a annoncé le préfet de cette région.

YM/hof

AFP 291733 JUL 93

June/July 1993

CENTRE TO CENTRE

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN

FOCUS: Turkey begins to imprison writers once again

It is two years since the Turkish government scrapped Articles 141, 142 and 163 of the Penal Code under which several writers had been sentenced to combined prison terms of over 100 years. The articles were based on Mussolini's Penal Code and criminalised publication of material deemed pro-communist, pro-Kurdish, or anti-religion.

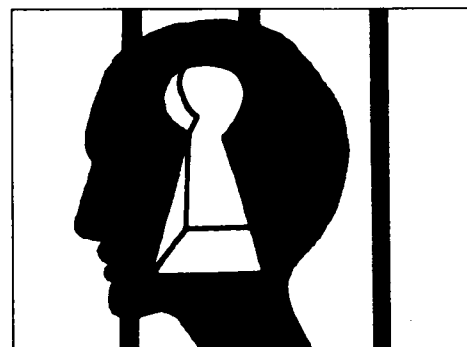
However, at the same time as scrapping these articles, the government introduced a new 'Law to Fight Terrorism' which allows for imprisonment for, among other 'crimes', 'advocating separatism'. This law has been used against many writers and journalists writing about Kurdish politics and culture.

The Writers in Prison Committee records 28 writers and journalists as having been sentenced to prison terms of up to two and a half years under the 'Law to Fight Terrorism'. Most are sentenced under Article 8 of the law

which relates to 'disseminating separatist propaganda'. The maximum sentence permitted under this article is five years. However, several of the writers have more than one sentence under this law.

28 writers and journalists as having been sentenced to prison terms of up to two and a half years for disseminating 'separatist propaganda'

Two of the writers sentenced, Edip Polat and Salih Bal, had their sentences ratified on appeal in June 1993. Polat was sentenced in December 1992 to two years in prison and a fine of around \$6,000 for his book *Newrozladik Safaklari* (We Make Each Dawn a Newroz). The book is about the conditions suffered by



Kurdish prisoners and about Polat's trial for another of his books. Journalist Salih Bal was sentenced to five months in prison and a fine of TL 50 million for article published in *Medya Gunesi* (Son of the Medes), a Kurdish publication. He is currently appealing against another five-month sentence and is facing trial for a third article. Both Polat and Bal were convicted of 'disseminating separatist propaganda'.

EDITORIAL

Le miracle turc

Guerre du Golfe, rébellion kurde, problèmes avec les Arméniens, avec les nouvelles républiques de l'ex URSS, attentats terroristes, etc.. à voir toutes les crises par lesquelles est passée la Turquie ces deux dernières années, on se poserait la question s'il y a encore un touriste qui voudrait bien aller dans ce pays qui passe d'un conflit à l'autre. Et pourtant!

En 1992, la Turquie a reçu 2,5 millions de touristes européens dont 1,2 millions d'Allemands et 80 000 Suisses.

Cette année -1993- la Turquie connaît encore un boom:

- les Allemands augmenteront de 25% pour atteindre le chiffre de 1,4 millions de touristes et ceci malgré la campagne de racisme contre les Turques en Allemagne.

- Les Français, qui étaient 250 000 à se rendre en Turquie en 1992, seront 300 000 à 350 000 cette année soit une hausse de 20% à 40%.

- Les Britanniques, dont le nombre de touristes à se rendre dans ce pays était de 320 000 en 1992, augmenteront cette année dans une proportion de l'ordre de 25% à 30%.

- Les Suisses seront 100 000 à se rendre en Turquie cette année soit une hausse de 20% par rapport à l'année passée.

Le secret de ce boom tient en plusieurs facteurs dont:

- Les voyages à forfait en Turquie sont très bon marchés et les rapports qualité prix sont excellents. Le prix constitue la première motivation des touristes européens qui se rendent en Turquie.

- Malgré la durée de vol plus longue

(Paris-Istanbul et pratiquement le double d'un Paris-Tunis) les voyages à forfaits ne sont pas plus chers que pour la Tunisie, par exemple.

- Les prix des extras (boissons et nourriture notamment) sont très bon marché (moins cher qu'en Tunisie).

- Les tour opérateurs spécialistes de la Turquie (qui sont en général des Turcs) prolifèrent et pillulent dans tous les pays d'Europe. La commercialisation n'est pas entre les mains des grands tour opérateurs uniquement.

- Les compagnies charter turques privées sont nombreuses et diversifiées. Elles apportent un appui logistique de taille à tous ces tour opérateurs spécialistes.

- La Turquie est aussi un pays européen, membre de l'OTAN, allié des Etats-Unis et des Européens, autant de données géo-politiques qui ont leur poids dans la balance.

Bien qu'elle ait commencé son industrie touristique bien après l'Espagne et la Tunisie, la Turquie les a -en quelques années- rattrapées. Aujourd'hui, elle les concurrence sérieusement.

Nous n'évoquons pas le problème de la rentabilité du secteur touristique et son taux d'intégration dans le tissu économique turque. Ce qui est certain, c'est que le coût de construction du lit est moins élevé qu'en Tunisie et le taux d'intégration avoisine les 90%.

La réussite fulgurante du tourisme en Turquie est un miracle à analyser, à méditer et en tirer les enseignements et renseignements qui s'imposent.

A.K

Tenir debout sous la menace

KURDISTAN

Deux ans après la fin de la guerre du Golfe, les Kurdes ne sont pas à l'abri des bombes. Toujours protégé par l'aviation alliée, le Kurdistan s'est doté d'institutions démocratiques et tente de reconstruire le pays au milieu de l'hostilité de ses voisins. Nous l'y aidons.

Le magnifique printemps kurde a pris le 3 mai, couleur de deuil pour EquiLibre. Une grenade à main tuait dans une cuisine de l'école de Bnar, deux Kurdes employés dans la cantine scolaire du village. Ils étaient jeunes, une femme de 20 ans, Gallawaz Ali et un homme de 22 ans, Kamroz Razul. A son tour, EquiLibre est touché par les attentats qui ne cessent pas depuis bientôt une année au Kurdistan irakien. La présence étrangère, interprétée comme un soutien à la volonté séparatiste kurde, est très mal tolérée par

Bagdad. La kyrielle d'actes terroristes est imputée aux agents irakiens, suspectés de créer un climat d'insécurité destiné à inciter ONG et agences de l'ONU à plier bagages. Au mois de mars, Vincent Tollet, en mission pour Handicap International était assassiné. Il suivait de près, un représentant australien de Care tué également.

Présence étrangère indésirable

Avant il y avait eu d'autres grenades, des voitures piégées, des tirs visant les gardes de l'ONU, les locaux du HCR, les véhicules des ONG, la tentative d'assassinat contre Danielle Mitterrand et Bernard Kouchner en visite à Halabja, la ville martyre des Kurdes d'Irak, où l'armée de



Reconstruction des écoles : enfants et parents s'attellent à la tâche

Saddam avait gazé la population. S'en prendre à la vie de la femme du Président de la République Française et à un de ses ministres, le message des commanditaires des attentats est très clair. "Partez-donc et vite", disent-ils par explosifs interposés.

Par ailleurs l'armée irakienne n'oublie pas son "ennemi kurde". Selon l'Institut Kurde de Paris, le 12 mars, le village d'Awina situé à une quarantaine de kilomètres d'Erbil était attaqué par 400 irakiens de la tribu Lahib, dont le chef est un proche du ministre irakien de la Défense, Ali Hassan Al-Majid, surnommé le "bourreau du Kurdistan". Pour mener son attaque, la bande armée a traversé les lignes de front, en principe stabilisées depuis la fin de la guerre du Golfe. L'artillerie irakienne aurait porté son appui à ce coup de main. Awina a subi incendies, pillages et

mitraillades. Dix-sept civils kurdes ont trouvé la mort, et une dizaine d'enfants ont été gravement blessés.

Multiplés violations du territoire

Opération ponctuelle dont on peut penser que le but est de tester les réactions des alliés. La "question kurde" unifie tous les régimes de la région. L'armée d'Ankara, poursuivant les guerrilleros kurdes de Turquie, ne s'est pas privée de mener de nombreuses incursions en territoire irakien. Quant aux ayatollahs iraniens, ils ont lancé leur aviation bombarder les retraites du Parti Démocratique du Kurdistan Iranien, sur la frontière irako-iranienne. Au passage les raids aériens ont jeté bas l'hôpital "Azadi" (Liberté)

créé par MdM et l'AMI. Personne donc ne supporte la création de fait d'un Etat Kurde démocratique au nord-est de l'Irak.

L'hostilité ouverte (et meurtrière) des Etats voisins envers leurs minorités kurdes est rendue possible par les hésitations des pays les plus engagés dans la guerre pour le Koweït. Certes les avions américains, britanniques et français interdisent l'accès de l'armée irakienne au Kurdistan. Elles empêchent la vengeance de Saddam.

Les approvisionnements de la communauté internationale permettent un minimum de survie du peuple kurde. Et tant que les grandes puissances ne trouvent pas une solution équitable pour le peuple kurde, sans faire perdre la face à Bagdad, l'insécurité pour les Kurdes et pour les ONG ne s'arrêtera pas. Peut-être pourrait-on arrêter l'embargo qui frappe indistinctement les Kurdes et les populations irakiennes, punies par la folie de Saddam Hussein. Aujourd'hui l'embargo empêche la reconstruction kurde et accroît les souffrances du peuple irakien.

Rester pour stimuler la vie

Dans ce contexte tendu, Equilibre a décidé de maintenir sa présence au Kurdistan aussi longtemps que possible. Aujourd'hui, hors de toute solution stable, la présence étrangère et l'aviation alliée sont les seuls remparts des Kurdes d'Irak. Imaginons un instant à quels excès vendeurs se livrerait le maître de Bagdad, si quittant le pays, la communauté internationale et les ONG lui laissaient le champ libre. Alors, nous continuons. Pour la deuxième année consécutive, nous avons organisé les cantines scolaires pour les écoliers kurdes. Grâce à la CEE,

Institut Kurde de Paris



Dans Halabja, gazée par Saddam, les prémices d'une nouvelle vie

vingt-neuf mille repas chauds ont été distribués chaque jour jusqu'à la sortie des classes, fin mai. Trois cents Kurdes sont employés dans ces cantines. Nous préparons pour la rentrée prochaine, la réédition de cette opération "repas chauds"

*29 000 repas ont
été distribués aux
écoliers chaque
jour jusqu'à fin
mai. Et nous
recommençons*

A l'hiver, grâce au financement de l'UNICEF et de l'ONG danoise Dan Church Aid, nous avons, pour améliorer les conditions de scolarisation, commandé 4 000 bureaux d'écoliers. Le châssis métallique a été fabriqué par les forgerons de Suleimania. L'Association des menuisiers sourds-muets s'est chargé de la partie bois. Nous avons pu trouver les financements pour fabriquer 3 000 bureaux de plus. Le projet de reclassement des veuves de guerre, des orphelines et des femmes seules les plus nécessiteuses, mené conjointement avec l'Union des Femmes Kurdes, a pris son essor. La formation professionnelle se déroule à Suleimania, tous les après-midi. Elle concerne cent femmes, qui apprennent des métiers artisanaux susceptibles de les faire vivre. A côté de la formation, les matinées sont occupées pour douze d'entre elles, en atelier de production de tapis, chapeaux, robes, draps... Leur production est rétri-

buée. Et le centre écoule la marchandise. Une production de jouets est à l'étude, différentes organisations étant prêtes à passer commande. En parallèle, nous dispensons des cours d'alphabétisation, suivis par trente femmes. Des ateliers de dessin, couture et musique sont en place dans les deux orphelinats de Suleimania. Un programme de formation pour les personnels de ces orphelinats a débuté, encadrée par une assistante sociale et un médecin kurdes. Des colonies de vacances devraient être organisées avec les orphelins. Enfin, un cours de santé publique commence en juin pour les 600 employées de l'usine de vêtements de Suleimania.

Villages à rebâtir, création des conditions de l'auto-suffisance alimentaire, économie à stimuler, les tâches de reconstruction sont immenses. Voilà aussi pourquoi nous restons au Kurdistan ■